

O. AMMON ET H. MUFFANG

---

L'ORDRE

SOCIAL

---

A. FONTEMOING ÉDITEUR

# L'ORDRE SOCIAL

## ET SES BASES NATURELLES

ESQUISSE D'UNE ANTHROPOSOCIOLOGIE

PAR

**O. AMMON**

Traduit, avec l'autorisation de l'auteur, sur la seconde édition allemande

PAR

**H. MUFFANG**

PROFESSEUR AGRÉGÉ AU LYCÉE DE SAINT-BRIEUC

OUVRAGE CONTENANT SIX FIGURES DANS LE TEXTE

N.ro INVENTARIO  
IEP 2975



PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE THORIN ET FILS

**ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR**

LIBRAIRE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME, DU COLLÈGE DE FRANCE  
DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE ET DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

4, RUE LE GOFF, 4

1900

# TABLE DES MATIÈRES

## PREMIÈRE PARTIE

### THÉORIE DE L'ORDRE SOCIAL D'APRÈS LES SCIENCES NATURELLES

	Pages.
AVANT-PROPOS DU TRADUCTEUR.....	v
PRÉFACE DE L'AUTEUR.....	xxiv
I. — Introduction.....	1
II. — Insuffisance des théories sociales proposées jusqu'à présent.....	5
III. — Le Darwinisme.....	17
IV. — Hérité et variabilité.....	21
V. — La lutte pour l'existence et la sélection naturelle.....	29
VI. — Vie individuelle et vie sociale.....	39
VII. — Vie en famille et vie en société.....	42
VIII. — Degré inférieur de la vie en société chez les vertébrés.....	45
IX. — Deuxième degré de la vie en société.....	49
X. — Troisième degré : la vie en société chez l'homme.....	58
XI. — La forme sociale la plus avantageuse.....	62
XII. — Idées fausses sur l'idéal de la vie sociale.....	66
XIII. — La question sociale.....	73
XIV. — Les mécanismes sociaux en vue de la sélection naturelle des individus.....	76
XV. — Critique du rendement des mécanismes de sélection.....	86
XVI. — Les qualités psychiques de l'homme.....	95
XVII. — Quelques principes de la théorie des combinaisons ou du calcul des probabilités.....	104
XVIII. — Application du calcul des probabilités aux qualités psychiques de l'homme, d'après Galton.....	113
XIX. — Autres conséquences tirées de la courbe de fréquence de Galton.....	124
XX. — Importance de la formation des classes au point de vue de la vie sociale.....	128
XXI. — La limitation de la panmixie et la sélection naturelle par la formation des classes.....	130
XXII. — L'hérédité du génie et du talent.....	136
XXIII. — La sélection sexuelle et l'homme.....	142

	Pages.
XXIV. — Les classes sociales et l'éducation .....	148
XXV. — Le plus grand bien-être dans les classes supérieures.....	156
XXVI. — La formation des classes sociales et la concurrence .....	170
XXVII. — Sur la statistique des revenus.....	177
XXVIII. — L'histoire et l'anthropologie des classes sociales.....	186
XXIX. — L'émigration rurale et le renouvellement des populations urbaines.....	200
XXX. — La disparition des classes sociales supérieures.....	210
XXXI. — <i>L'aristocratie intellectuelle</i> et la sélection rationnelle....	220
XXXII. — La vie et la mort des nations.....	229
XXXIII. — Résumé et conclusions.....	241

## DEUXIÈME PARTIE

**APPLICATIONS PRATIQUES DE LA THÉORIE SOCIALE FONDÉE  
SUR LES SCIENCES NATURELLES**

XXXIV. — La nécessité des réformes dans l'ordre social.....	253
XXXV. — Points de vue généraux pour apprécier les réformes sociales.	256
XXXVI. — Institutions anciennes et institutions nouvelles.....	260
XXXVII. — Le suffrage universel direct et secret.....	264
XXXVIII. — Les classes ouvrières et la défense nationale.....	278
XXXIX. — Parlementarisme et constitutionnalisme.....	285
XL. — Le fonctionnarisme .....	292
XLI. — L'armée .....	305
XLII. — La guerre et la sélection naturelle.....	316
XLIII. — Karl Marx et le capitalisme .....	320
XLIV. — Grande industrie et petit commerce .....	351
XLV. — Machinisme et ouvriers .....	363
XLVI. — Coût moyen et coût minimum de la vie.....	378
XLVII. — Malthus et la surpopulation .....	399
XLVIII. — Réformes sociales .....	418
XLIX. — Grands propriétaires et paysans .....	433
L. — Réformes scolaires .....	449
LI. — Nos voisins et nos concurrents .....	456
LII. — Le danger socialiste.....	470
LIII. — L'aristocratie sociale, ses devoirs et ses droits.....	482
LIV. — Résumé et conclusions .....	491
Table alphabétique et bibliographique .....	507
Table des figures.....	513

# AVANT-PROPOS

DU TRADUCTEUR

---

C'est par ses études et ses recherches anthropologiques que M. O. Ammon a été amené à la théorie sociale et politique exposée dans l'ouvrage dont nous offrons la traduction au public français. Cette théorie n'est pas le produit arbitraire d'une imagination ingénieuse, mais rétrograde, comme on pourrait le croire à première lecture. Elle prend tout d'abord un point d'appui solide, dans de longs et minutieux travaux d'investigation scientifique originale, par lesquels M. Ammon s'est préparé à l'expression d'idées générales et d'indications précises sur les questions politiques les plus actuelles. Ensuite elle se rattache étroitement à l'important mouvement d'idées déterminé dans la seconde moitié de ce siècle par le développement des sciences naturelles en général, et de l'anthropologie en particulier, sous l'impulsion initiale de Darwin.

L'application de l'anthropologie à la science politique

apparaîtra sans doute un jour comme une idée féconde entre toutes par ses conséquences pour l'interprétation du passé, pour l'intelligence et l'organisation du présent, pour la prévision et la préparation de l'avenir, dans l'intérêt des collectivités humaines. Dans l'évolution de cette idée fondamentale, qui aboutit à la constitution d'une branche nouvelle des sciences sociales, l'*anthroposociologie*, on peut distinguer quatre phases :

1° La **phase historique** (Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races humaines*, Paris, Didot, 1853-55, 2<sup>e</sup> éd., 1884);

2° La **phase biologique et zootechnique** (Darwin, *Origine des espèces*, 1859, et *Descendance de l'homme*, 1871);

3° La phase **bio-psychologique** (Broca, *les Sélections sociales*, *Revue d'anthropologie*, 1872, pages 705 et suivantes; Lapouge, *Cours de Montpellier*, 1888-1889, et articles divers dans la *Revue d'Anthropologie* et la *Revue internationale de Sociologie* de Paris, de 1887 à 1890; Jacoby, *Études sur la sélection*, 1881; et divers autres encore);

4° La **phase anthropométrique** (Ammon, *Anthropologische Untersuchungen der Wehrpflichtigen in Baden*, Hambourg, 1890, et Lapouge, articles divers réunis dans *les Sélections sociales*, Paris, Fontemoing, 1896, et dans *l'Argen, son rôle social*, même librairie, 1899).

Enfin, si les théories sélectionnistes exposées par MM. Ammon et de Lapouge restent encore en Europe dans

le domaine spéculatif, il n'en est pas ainsi sur d'autres points du globe, notamment en Amérique, aux États-Unis. A ces quatre phases théoriques, nous pourrions en ajouter une cinquième, la *phase pratique et législative* (1897-99). Les sociétés sélectionnistes américaines ont obtenu d'importants succès et fait passer des lois qui imposent aux candidats au mariage certaines conditions scientifiques. Le conseil de revision matrimonial fonctionne dans sept États de l'Union. La loi du Connecticut interdit le mariage et l'union libre aux épileptiques, aux imbéciles, aux faibles d'esprit. La peine qui frappe les conjoints est de trois ans de prison au minimum. Le mariage est toléré si la femme a plus de quarante-cinq ans. M. de Lapouge, dans l'*Aryen* (pp. 504 et suivantes) a résumé les faits et les documents actuellement connus sur cette importante question et donné quelques remarques sur l'interprétation qu'ils comportent.

**Phase historique ; M. de Gobineau.** — Dans l'œuvre de Gobineau, tout est contraste. Catholique fervent, faisant profession de soumettre en toute occasion sa raison à sa foi, il a donné de l'histoire l'interprétation la plus païenne qu'ait produite ce siècle ; adversaire déterminé de Darwin, il a proclamé avant Darwin le principe de la sélection<sup>1</sup> et en a fourni la démonstration historique ; spiritualiste

<sup>1</sup> ... « De là fut tirée la théorie de la sélection devenue si célèbre entre les mains de Darwin et plus encore de ses élèves. » GOBINEAU, *Essai sur l'inégalité...*, avant-propos de la 2<sup>e</sup> édition, p. 15.

convaincu, animé des sentiments idéalistes les plus élevés, il a, le premier, développé avec une ampleur extraordinaire et dans un style merveilleux cette thèse, en somme matérialiste et moniste, que la race est le facteur fondamental de l'histoire. Son chef-d'œuvre est l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*, l'un des livres les plus profondément pensés du XIX<sup>e</sup> siècle. Gobineau, très oublié et très méconnu aujourd'hui, mériterait d'ailleurs d'être célèbre à bien d'autres titres encore, comme orientaliste, comme historien, comme romancier, comme diplomate<sup>1</sup>, et même tout simplement comme grand écrivain, comme artiste habile au maniement de la langue française<sup>2</sup>.

La question ethnique, d'après M. de Gobineau, domine tous les autres problèmes de l'histoire : l'inégalité des races

<sup>1</sup> « En 1864, dit le biographe anonyme de Gobineau, en tête de la 2<sup>e</sup> édition de l'*Essai*, la Russie n'était pas encore maîtresse de l'Asie centrale. Entre cette puissance envahissante et l'Angleterre, redoutée depuis longtemps par les princes asiatiques, il y avait une place toute marquée pour une grande influence de la France qui maintenait l'équilibre. Notre prestige était encore intact. Par ses rapports exceptionnels avec les dépositaires de la science asiatique, M. de Gobineau avait les moyens d'ouvrir le chemin difficile des Khanats de l'Asie centrale à M. de Rochechouart, qui s'offrait pour cette intéressante mission. Le ministère des Affaires Etrangères refusa son consentement. Au lieu d'envoyer M. de Gobineau à Constantinople, où sa connaissance de l'Orient et des Orientaux pouvait rendre de si grands services, ce fut le poste secondaire d'Athènes qu'on lui offrit. »

<sup>2</sup> Chose singulière, c'est en Allemagne qu'à l'heure actuelle il a été le plus fait pour la mémoire de ce « grand Français ». Une société s'y est fondée spécialement pour la propagation, la traduction et la réédition de ses œuvres, et la publication de ses papiers inédits. Le siège de cette société (Gobineau-Vereinigung) est à Fribourg i. B. Son président est le professeur Schemann, dans la même ville, qui a publié une traduction remarquable, luxueusement éditée, de l'*Essai sur l'inégalité* (*Versuch über die Ungleichheit*, Stuttgart, Fromman, 1898, 2 volumes parus).

dont le concours forme une nation, suffit à expliquer tout l'enchaînement des destinées des peuples.

Les trois races fondamentales sont la noire, la jaune et la blanche. La variété mélaniennne est la plus humble de toutes et gît au bas de l'échelle ; la race jaune, avec son apathie, sa tendance à la médiocrité en toutes choses, est l'élément idéal que tout civilisateur voudrait mettre à la base de sa société, comme populace et petite bourgeoisie, mais ce n'est pas de quoi créer cette société, ni lui donner du nerf et de l'action ; la race blanche seule a le pouvoir de s'élever à la civilisation : elle le communique à ses sœurs en s'alliant avec elles ; mais en les élevant, elle s'abaisse. La race blanche a la beauté physique, l'énergie réfléchie, le sens de l'utile dans une signification plus large, plus élevée, plus courageuse que chez les nations jaunes ; un instinct extraordinaire de l'ordre et en même temps un goût prononcé pour la liberté, même extrême. Et la race blanche à l'état pur, c'est la grande race blonde, dolichocéphale, aux yeux bleus.

Les mélanges ethniques, les mariages entre races diverses déterminent le progrès ou le recul des sociétés. Les sociétés se perpétuent dans la mesure où se maintient le principe blanc qui fait leur base. Mais les races maîtresses disparaissent plus rapidement que la foule anonyme et grossière, par le jeu même des sélections politiques et sociales, guerres, proscriptions, révoltes. Quand cet élément supérieur disparaît et cesse d'agir, quand la nation a épuisé son

principe ethnique, ses jours sont comptés, sa civilisation est morte et doit céder la place à de nouvelles formes sociales; mais un peuple ne mourrait jamais en demeurant éternellement composé des mêmes éléments nationaux. L'excessif mélange de sang, d'autre part, aboutit à l'excessif mélange d'idées et de vues, à l'éclosion des théories individualistes et révolutionnaires, et finalement à la disparition du peuple corrompu par le métissage. D'abord, agitation extrême, ensuite torpeur morbide, enfin la mort : voilà le sort d'une société très mélangée.

On a reproché à Gobineau de nombreuses erreurs scientifiques, historiques ou philologiques, le caractère dogmatique de ses affirmations, et l'insuffisance des preuves fournies à l'appui de ses propositions les plus hardies. Ces critiques peuvent être très fondées dans le détail, mais dans l'ensemble, aucune des vues essentielles et fondamentales de Gobineau n'a été ébranlée par les découvertes les plus récentes ou les événements contemporains, et plus d'une en a reçu une vérification imprévue. La plus grande aptitude civilisatrice de la race blonde, son extension plus grande dans le passé, sa présence à l'époque la plus florissante chez des peuples aujourd'hui disparus, sa disparition graduelle précédant de peu le déclin et la chute des nations dont elle constituait l'aristocratie militaire et intellectuelle, se sont là des faits incontestables, qu'on peut interpréter différemment, ou passer dédaigneusement sous silence comme tels docteurs en

Sorbonne<sup>1</sup>, mais que Gobineau a eu le mérite de mettre le premier en pleine lumière. Darwin, Broca, Lapouge et Ammon lui-même n'ont fait en somme, chacun selon son originalité propre, et sa spécialité scientifique, que créer les dérivations principales du ruisseau qu'il a ouvert. Quand on songe en outre que Gobineau écrivait il y a cinquante ans, et sur des données d'une insuffisance évidente, il est impossible de mesurer l'admiration à cet homme de génie<sup>2</sup>. Comme il a donné de sa théorie une démonstration avant tout *historique*, j'appelle *phase historique* dans l'évolution de l'anthroposociologie celle qui date de l'œuvre de M. de Gobineau.

**Phase biologique et zootechnique, DARWIN.** — Gobineau avait donné de la sélection dans l'humanité une démonstration purement historique<sup>3</sup>; en 1859, dans son livre, *l'Origine des espèces*, Darwin étend et développe le principe de la sélection naturelle non seulement chez l'homme, mais chez tous les êtres vivants en général, et en

<sup>1</sup> LANGLOIS et SEIGNOBOS, *Introduction aux études historiques*, p. 208. « Il n'est plus nécessaire de démontrer l'inanité de la notion de race. » Il est vrai qu'il s'agit ici des races germaniques, slaves, latines, etc., ce qui est une question réglée depuis longtemps. Voir là-dessus LAPOUGE, *Sélections sociales*, pp. 8 et suivantes.

<sup>2</sup> Dans un autre ordre d'idées, *l'Histoire des langues sémitiques*, d'E. RENAN, et *l'Histoire de la littérature anglaise* de TAINÉ, sont presque entièrement fondées sur la théorie, si chère à Gobineau, des facultés persistantes ou irréductibles des races humaines.

<sup>3</sup> Darwin n'a certainement pas connu Gobineau, et Gobineau, darwiniste sans le savoir, manifesta toujours la plus vive répulsion pour les théories transformistes.

démontre l'existence par d'innombrables exemples empruntés surtout aux sciences naturelles et à la zootechnie. Il apporte en outre toute une doctrine sur la sélection sexuelle, sur l'hérédité, sur la variabilité, sur la lutte pour la vie (*struggle for life*) et sur la descendance des espèces. De ces notions nouvelles, sinon créées par Darwin, du moins dégagées par lui de beaucoup d'obscurités, il résultait que les idées sur l'histoire et l'évolution de la société ne pouvaient plus être ce qu'elles avaient été jusque-là. En 1871, il compléta lui-même sa doctrine dans son livre *la Descendance de l'homme*, en l'étendant expressément et sans réserve à l'espèce humaine, soumise exactement aux mêmes lois que les autres espèces animales. Les ouvrages de Darwin ont fait beaucoup plus de bruit dans tous les milieux intellectuels que ceux de Gobineau; M. Ammon a pris soin de résumer plus loin celles des propositions darwiniennes qui intéressent plus directement l'anthroposociologie<sup>1</sup>; nous n'avons donc pas à insister davantage sur leur caractère et leur portée.

**Phase bio-psychologique, BROCA, LAPOUGE.** — Cette phase sera marquée par les noms de Broca et de Lapouge. Broca est surtout connu pour avoir donné une vive impulsion aux études anthropologiques en général et, en particulier, aux recherches somatologiques et crâniométriques :

<sup>1</sup> Voir plus loin, chap. III, p. 48.

c'est lui qui a rendu possible l'application de l'anthropométrie à l'étude des faits sociaux; mais, entre autres mérites, il a encore celui d'avoir compris le premier toute l'importance de la sélection au point de vue de l'avenir de l'humanité. Le premier, il a créé l'expression *Sélection sociale* et esquissé les grandes lignes de la théorie. « Les qualités qui  
« donnent la victoire dans la concurrence vitale ordinaire ne  
« sont plus décisives dans la concurrence sociale... La  
« société fait intervenir dans la concurrence vitale des pro-  
« cédés de sélection qui sont propres à la famille humaine.  
« Elle ne peut soustraire l'homme à la loi inéluctable du  
« combat pour la vie, mais elle modifie profondément le  
« champ de bataille... Elle substitue à la sélection naturelle  
« une autre sélection où celle-ci ne joue plus qu'un rôle  
« amoindri, la *sélection sociale*... La différence entre les deux  
« est considérable; la première développe les caractères  
« utiles à l'individu considéré comme membre d'une  
« espèce; la deuxième développe les caractères utiles  
« à l'individu, considéré comme membre d'une certaine  
« société. »

Dans cette période, les contributions les plus importantes à l'appui de la théorie sélectionniste, par la méthode biopsychologique, ont été fournies par M. de Lapouge, dans les divers articles publiés par lui de 1887 à 1890, et dans son cours à la Faculté de Montpellier à la même époque. Reprenant, sans le savoir, quelques-unes des thèses chères

à Gobineau<sup>1</sup> M. de Lapouge les développe de façon originale et personnelle. La proportion de sang aryen dans les divers peuples n'est pas la même à toutes les époques, et c'est cette proportion de sang aryen qui assigne à chaque peuple sa place dans la hiérarchie des nations. Depuis deux siècles, tous les initiateurs, les grands hommes d'État (antérieurs à la Révolution française), les *πειρένες λαῶν* paraissent avoir appartenu au type dolichocéphale blond<sup>2</sup> ou aryen (l'arian germain de M. de Gobineau), ou à un type métissé qui ne s'en écarte pas beaucoup. Comme on peut le voir, les arguments de M. de Lapouge sont encore, ainsi que ceux de Gobineau et de Broca, d'ordre psychologique et historique.

Toutefois, M. de Lapouge, à côté de Gobineau et de Broca, a son originalité propre. D'après son cours de Montpellier et différents passages des *Sélections sociales*, il est facile de voir en quoi sa doctrine se différencie de celle de Gobineau

<sup>1</sup> A cette époque, M. de Lapouge n'avait pas encore lu Gobineau, auquel il a consacré, en 1894, quelques pages de chaleureuse admiration (*Revue Int. de Sociologie*, 1894, pp. 431 et suivantes).

<sup>2</sup> En divisant la largeur de la tête par la longueur et en multipliant le quotient par 100, on obtient la très importante mesure qui s'appelle l'*indice céphalique*. Soit une largeur crânienne de 150 millimètres et une longueur de 200 millimètres, nous aurons  $\frac{150 \times 100}{200} = 75$  comme indice céphalique. Cet indice varie entre 62 et 98. On appelle par convention *dolichocéphales*, ou mieux *dolichoïdes*, les sujets dont l'indice est inférieur à 80 et *brachycéphales* ou *brachoïdes* ceux dont l'indice est supérieur à 80. Il faut d'ailleurs, pour plus de clarté, éviter d'employer les mots *brachycéphales* et *dolichocéphales* sans donner en même temps l'indice en chiffres, car tous les auteurs ne sont pas d'accord sur la limite qui sépare la brachycéphalie de la dolichocéphalie. Voir, pour plus de détails, LAPOUGE, *Sélections sociales*, pp. 3 et suivantes.

qu'il ne connaissait d'ailleurs pas. Gobineau n'avait envisagé dans l'histoire des peuples que les conséquences de l'invasion par conquête et par migration. Une poignée de conquérants s'établit dans un pays barbare ou occupé par une race déchue, et lui impose une certaine forme de civilisation. Au bout d'un certain temps, les croisements entre vainqueurs et vaincus altèrent la race des conquérants, qui finalement sont absorbés dans la masse de valeur inférieure, et la forme de civilisation qu'ils avaient apportée disparaît avec eux dans les bouleversements sociaux. M. de Gobineau assigne aux conquêtes et aux grandes invasions, dans l'interprétation de l'histoire, un rôle analogue à celui des cataclysmes, par lesquels les géologues d'autrefois expliquaient la formation de notre planète. M. de Lapouge, au contraire, met au premier rang, comme modification de la substance ethnique, l'action de causes infiniment petites, donc inaperçues généralement, mais agissant pendant longtemps : la sélection interne et l'invasion interstitielle. La sélection interne est le résultat d'une forme sociale donnée. « A chaque époque, il y a une manière d'être qui est la bonne, et qui assure à l'individu plus de chances de vie et de postérité. L'hérédité se charge de perpétuer l'image des vainqueurs, et leurs descendants prennent toute la place qu'auraient occupée les vaincus disparus dans la lutte. » Cela est excellent si la société repose sur la justice ; c'est un mal si elle repose sur l'iniquité. Quant à l'invasion interstitielle,

la conquête politique, financière, commerciale et intellectuelle de la France par une aristocratie où dominant les noms à désinences sémitiques ou étrangères est un exemple trop clair pour exiger une définition.

A l'appui de cette théorie originale et ingénieuse, M. de Lapouge, comme Gobineau et Broca, n'apportait encore que des arguments d'ordre psychologique et historique, et l'on pouvait reprocher à ce procédé d'être un peu flottant, dénué de précision et subordonné aux interprétations arbitraires et aux tendances personnelles de chacun. A cette époque en effet, la possibilité d'une vérification métrique de l'inégalité ethnique des différents peuples était à peine entrevue. La situation allait bientôt prendre un autre aspect.

**Phase anthropométrique, AMMON, LAPOUGE.** — L'anthropologie nous apprend que l'élément ethnique supérieur en Europe, l'Arian germain de Gobineau, l'Aryen de M. de Lapouge est caractérisé par la dolichocéphalie, les cheveux blonds, les yeux bleus et la haute taille. Il s'ensuit que, dans les pays où les différents peuples du Nord, Francs, Germains, Normands, etc., ont contribué soit par conquête violente, soit par invasion interstitielle, à la formation de l'aristocratie et de la classe sociale supérieure, on doit retrouver dans cette aristocratie et dans cette classe sociale supérieure une plus forte dolichocéphalie, et par conséquent aussi une taille plus élevée, une complexion plus blonde. La vérification de cette hypothèse fut établie simultanément par

M. O. Ammon<sup>1</sup> en Allemagne, et par M. de Lapouge<sup>2</sup> en France.

M. de Lapouge, étudiant une série de dix-neuf crânes montpelliérains, provenant des sépultures de la classe élevée (xvii et xviii<sup>e</sup> siècles), leur trouva un indice céphalique moyen de 74,8. Les crânes de cent dix-sept montpelliérains du cimetière commun de la même époque lui donnèrent un indice de 78,3. L'auteur conclut ainsi : « Il reste à déterminer les causes d'une telle différence entre la série patricienne et la série plébéienne ou plutôt commune. Faut-il y voir un résultat de la sélection sociale, celui d'une superposition de vainqueurs et de vaincus ou les deux à la fois? C'est une question à décider d'après l'histoire du pays et la morphologie des crânes... L'histoire locale permet d'affirmer que la présence du produit de ce croisement (aryen et néolithique indigène), au haut de l'échelle sociale, n'est pas l'effet d'une conquête, mais d'une sélection. »

De son côté, M. O. Ammon, dans son mémoire de 1890 sur les conscrits badois, signalait la plus grande dolicho-céphalie des conscrits urbains et la plus grande brachycéphalie des conscrits ruraux. La constatation de ce phéno-

<sup>1</sup> O. AMMON, *Anthropolog. Untersuchungen der Wehrpflichtigen in Baden*, Hambourg, Richter, 1890.

<sup>2</sup> LAPOUGE, *Crânes modernes de Montpellier*, *Anthropologie*, 1890, 36-42. Voir aussi : *Crânes de gentilshommes et crânes de paysans dans l'Anthropologie*, 1893, pp. 317-322, où l'auteur compare les crânes des Montlaur-Murles et des Roquefeuil des cryptes de Notre-Dame de Londres (Hérault) à la population rurale de l'endroit et aux Montpelliérains, dont il est question plus loin.

mène, déjà observé par Durand de Gros, et vérifié depuis dans un grand nombre de villes de l'Italie du Nord, de France et d'Allemagne, constituait une découverte très importante. M. O. Ammon concluait d'ailleurs son mémoire sans proposer d'explication définitive : « Comment expliquer ce fait? La vie urbaine a-t-elle pour effet de rendre les têtes plus longues et plus étroites? Les écoles meilleures ont-elles une influence? La relation niée jusqu'ici entre l'indice céphalique et l'activité intellectuelle existerait-elle donc? *Les éléments plus mobiles et plus actifs qui se concentrent dans les villes sont-ils plus dolichocéphales; tandis que ceux qui restent attachés à la glèbe sont plus brachycéphales? Peut-être la diminution numérique générale des dolichocéphales depuis les temps primitifs s'explique-t-elle parce qu'ils sont attirés par les villes, où peu à peu ils sont éliminés*, de sorte que le renouvellement de la population appartient de plus en plus aux ruraux brachycéphales? Ou bien la dolichocéphalie des citadins révèle-t-elle une influence qui remonte au temps de la fondation des cités par des patriciens d'origine germanique? On ne saurait provisoirement répondre à toutes ces questions que par des hypothèses. Je me contente de les avoir indiquées en les posant, sans prendre parti. Mais certainement la dolichocéphalie des urbains est un fait des plus remarquables, qui donnera encore beaucoup à réfléchir aux anthropologues. »

Ce travail parut au printemps 1890. Ammon ignorait alors Lapouge comme Lapouge ignorait Gobineau. Cherchant à s'éclairer, Ammon tomba sur les leçons publiées du cours de Montpellier. Il écrivit alors au professeur qui travaillait précisément à ses crânes modernes de Montpellier, et qui l'encouragea à prendre une attitude plus affirmative. De cette époque date la cordiale et constante collaboration des deux protagonistes de l'anthroposociologie.

Trois ans plus tard, M. Ammon publia l'*Auslese*<sup>1</sup>, vaste répertoire de faits et de documents, où il se montre plus affirmatif et explique la plus grande dolichocéphalie des urbains par un processus de sélection. Avant lui, Durand de Gros avait signalé la différence morphologique des urbains et des ruraux<sup>2</sup>; Gobineau avait mis en relief leur différence psychique<sup>3</sup>, Jacoby avait insisté sur l'influence sélective des villes<sup>4</sup>; et Hansen avait consacré un volume à l'usure plus rapide des populations urbaines et à leur remplacement par l'excédent de la natalité rurale. Mais Ammon est le premier

<sup>1</sup> O. AMMON, *Die natürliche Auslese beim Menschen*, Iéna. Fischer, 1893, 1 vol. in-8, VI, 326 pages.

<sup>2</sup> DURAND DE GROS, *Une Excursion anthropologique dans l'Aveyron*, *Bulletin de la société d'Anthropologie*, 1869.

<sup>3</sup> ... On s'est aperçu depuis longtemps qu'entre Paris et le reste du territoire il y a un abîme, et qu'aux portes de la capitale commence une nation tout autre que celle qui est dans les murs... (GOBINEAU, *Essai sur l'Inégalité*, etc., t. I, pp. 97 et suivantes).

<sup>4</sup> JACOBY, *Etudes sur la sélection dans ses rapports avec l'hérédité*, Paris, Baillière, 1881, p. 504 et suivantes. L'ouvrage de Jacoby étant épuisé et fort rare, on pourra en lire les passages les plus significatifs dans LAPOUGE, *Sélections sociales*, pp. 294 et 395.

qui ait rapproché et coordonné ces données multiples de façon à les faire confluer dans la loi à laquelle son nom reste attaché : *les éléments mobilisés par la dissociation se concentrent par attraction dans les centres dolichoïdes* (Loi d'Ammon). Enfin, en 1899, a paru l'*Anthropologie der Badener* (Iéna, Fischer, 1899), qui est pour le grand-duché de Bade ce que l'*Antropometria militare* de Livi est pour l'Italie : une œuvre monumentale, le résumé de patientes recherches dans une branche peu explorée de la science, et un admirable recueil de documents anthropologiques et omatologiques.

Avec les mémoires d'Ammon et de Lapouge, les méthodes anthropométriques passent au premier rang en anthroposociologie et donnent à l'analyse ethnique une précision imprévue. Dans les pays à mélange ethnique hétérogène et à fusion incomplète, on constate entre les classes sociales des différences non plus seulement psychologiques, mais morphologiques, qui se traduisent en chiffres.

En comparant les mensurations prises sur des crânes anciens à celles des crânes modernes, on s'aperçoit qu'un peuple ne présente pas la même composition anthropologique, à toutes les époques de son existence, et que notamment l'élément dolichocéphale blond tend de plus en plus à disparaître. M. de Lapouge a éloquentement et brillamment développé le sens et la portée de ces faits curieux dans ses *Sélections sociales*.

La différence psychologique et morphologique des classes sociales, l'inégalité héréditaire des aptitudes humaines, et leur répartition mathématique d'après le calcul des probabilités, l'usure plus rapide des populations urbaines et des classes sociales supérieures, leur élimination et leur renouvellement par l'apport incessant des éléments ruraux, tels sont les faits élémentaires qui servent de base aux théories de M. Ammon. En politique, c'est plutôt un conservateur, mais un conservateur éclairé et très informé. Darwiniste, il est trop pénétré de l'idée évolutionniste pour oublier que dans la nature tout change et se transforme, et que, par suite de modifications dans les conditions extérieures de l'existence, certaines institutions humaines sortent de l'adaptation et doivent être remplacées, supprimées ou modifiées. Il admet donc la nécessité des réformes sociales, mais il veut qu'elles prennent pour point de départ les réalités constatées scientifiquement; il déteste les phrases creuses, les rêveries sentimentales et les promesses mensongères des politiciens. Admirateur de la politique bismarckienne, partisan des mesures protectrices en faveur des classes ouvrières (Lois d'assurances contre les accidents, l'invalidité et la vieillesse, depuis longtemps en vigueur en Allemagne, à peine inaugurées en France), il est un adversaire résolu du suffrage universel, du socialisme révolutionnaire des Liebknecht et des Bebel, de l'internationalisme, de l'anarchisme et, en général, de toutes

les théories métaphysiques, littéraires et snobistes à la mode aujourd'hui. Enfin, parti des mêmes faits anthropologiques que M. de Lapouge, il en présente une interprétation toute différente.

Pour M. de Lapouge, les sélections sociales agissent à l'inverse de la sélection naturelle dans un sens péjoratif, comme autant de fléaux acharnés après l'humanité. Pour M. Ammon, au contraire, sélection naturelle et sélection sociale se confondent dans leurs effets, également heureux pour l'humanité. M. de Lapouge, pessimiste avant tout, éprouve et exprime avec vigueur le néant des efforts humains. Un lyrisme amer et une désespérance passionnée font une partie de son originalité et de son succès. M. Ammon est optimiste; il a confiance, malgré tout, dans l'avenir, dans la vie, dans la grandeur de l'idée de Patrie et dans la solidarité humaine. Par son bon sens, qui paraîtra aux raffinés un peu terre à terre, par la précision et la portée pratique de ses aperçus de politique et de morale, il plaira davantage aux esprits positifs chez lesquels la préoccupation de l'avenir n'exclut pas le souci immédiat du présent.

Mais dans la divergence de leurs conclusions, MM. Ammon et de Lapouge ont un mérite commun : ils ont les premiers développé et démontré méthodiquement toute l'importance sociale de deux grandes forces naturelles, la sélection et l'hérédité, sans doute connues depuis longtemps, mais dont l'organisation et l'utilisation restent la tâche de l'avenir et

contre l'action desquelles ne sauraient prévaloir aucun préjugé religieux, aucun dogme politique, aucune métaphysique ni aucune « rhétorique sociale<sup>1</sup> ».

<sup>1</sup> LAPOUGE, *l'Aryen, son rôle social*, Préface, p. 7.

H. MUFFANG.

Bourg-la-Reine, 2 janvier 1900.

---

# PRÉFACE

DE L'ÉDITION FRANÇAISE

---

Ce livre a été écrit dans le but de rendre fécondes, au point de vue sociologique, les propositions établies dans mon livre : *la Sélection naturelle chez l'homme*<sup>1</sup>. J'ai recherché, dans les sciences naturelles en général, tout ce qui peut se rattacher à la théorie de la société. Il m'a semblé que ce n'était pas peu de chose, et c'est ainsi que j'ai été conduit à tâcher d'établir, sur les sciences naturelles, les fondements de l'ordre social.

Les résultats obtenus contredisaient, sur beaucoup de points, les opinions courantes et impliquaient une invitation énergique à rétablir l'esprit, le talent, la culture et le caractère dans leurs droits imprescriptibles, si l'on ne veut pas que la collectivité en subisse un préjudice. Deux éditions allemandes rapidement épuisées, une troisième en préparation indiquent que mes idées ne sont pas passées inaperçues.

<sup>1</sup> *Die Natürliche Auslese beim Menschen*, Iéna, Fischer, 1893.

J'étais fermement convaincu que mon livre répondrait aux sentiments et aux pensées intimes de la plupart des lecteurs, et qu'ils me donneraient raison dès qu'ils se seraient affranchis de la fausse philosophie classique dans laquelle ils ont été élevés.

C'est un trait sublime de la nouvelle conception de la nature instituée par Darwin, qu'elle se concilie avec toutes les puissances historiques aussi bien de l'ordre matériel que de l'ordre intellectuel ou religieux, et même qu'elle apprend à les mieux apprécier.

L'avenir appartient indiscutablement à une conception du monde fondée sur la théorie de l'évolution. Celle-ci envahit et enveloppe des domaines scientifiques de plus en plus étendus. Ainsi en est-il aussi de la science sociale, qui, jusqu'à présent, n'a pas encore été exposée à ce point de vue.

Sur mes indications, M. Muffang a supprimé dans la traduction un certain nombre de passages relatifs aux institutions sociales et politiques de l'Allemagne, et qui ne sauraient intéresser que les Allemands ou des spécialistes ; mais rien d'essentiel n'a été supprimé. Au contraire, les chapitres XLIII (*Karl Marx et le capitalisme*) et XLIV (*Grande industrie et petit commerce*) ont été augmentés et complétés à l'aide de données récentes, à savoir la statistique de l'impôt sur le revenu en Saxe pour 1898, et l'enquête des métiers (*Berufszählung*) de 1895.

Entre la France et l'Allemagne, il n'y a pas de différence

anthropologique essentielle, sauf la présence d'une majorité de dolicho-blonds dans l'Allemagne du Nord, et d'éléments méditerranéens dans la France méridionale. Les bases de l'ordre social n'en sont pas moins les mêmes. Le lecteur français fera facilement à son propre pays l'application de mes remarques sur le mien. Je serais heureux si mon livre contribuait à rapprocher deux grandes nations dont la communauté d'intérêts, dans l'état politique actuel du monde, devient de plus en plus évidente.

OTTO AMMON.

Karlsruhe (Bade), janvier 1900.

---



# PREMIÈRE PARTIE

## THÉORIE DE L'ORDRE SOCIAL D'APRÈS LES SCIENCES NATURELLES

---

### I

#### INTRODUCTION

L'anthropologie, science jeune encore, que jusqu'à présent ses sœurs aînées regardent à peine comme une égale, pourrait bien dans l'avenir être appelée à un rôle de plus en plus important, et servir de base à diverses autres sciences, par exemple à la pédagogie, à la psychologie, à la philosophie, à l'histoire, à la science du droit et à la sociologie. Plus on approfondit les recherches dans ces domaines scientifiques distincts, plus on se rencontre souvent sur le terrain commun de l'anthropologie. La pédagogie n'est à vrai dire que de la psychologie appliquée, et la psychologie elle-même n'est qu'une branche de l'anthropologie. La philosophie, au sens le plus large du mot, verra grandir son importance dans la mesure où elle fera entrer dans le cercle de ses considérations les qualités naturelles de l'espèce humaine en général, et celles des races humaines en particulier. La science du droit cherchera aussi de plus en plus à savoir comment les concepts du droit se sont formés sur la base naturelle de l'évolution humaine. Toutefois, c'est la socio-

logie qui pourrait retirer de l'anthropologie le plus grand profit, puisque les bases naturelles de l'ordre social ne sont intelligibles que si l'on a d'abord appris à connaître l'homme lui-même, tel que l'a fait la nature.

Pour devenir apte à remplir un rôle si complexe, il faut naturellement que l'anthropologie étende ses limites. Elle ne peut plus simplement se borner à enregistrer les résultats des exhumations et des mensurations. Il faut qu'elle aille plus loin, et qu'elle vise à nous exposer l'histoire de l'homme depuis son apparition, dans son être et dans son développement, aux différents points de vue de son activité vitale. Ainsi entendue, l'anthropologie forme le tronc commun, duquel partent différentes sciences traitées jusqu'ici isolément. Tout d'abord, l'ethnologie, c'est-à-dire la connaissance des races et des peuples, et la préhistoire; celle-ci nous ouvre des perspectives sur la façon dont les races humaines, différentes entre elles, se sont formées dans des conditions d'existence différentes. L'histoire, continuation plus détaillée de la préhistoire, montre comment les races ont lutté entre elles, comment elles se sont mêlées, comment elles ont transmis, conservé et mis en œuvre leurs qualités particulières. La préhistoire et l'histoire réunies forment le grand drame de l'évolution de l'espèce *Homo* depuis ses origines jusqu'à l'époque actuelle. La philosophie devient l'histoire de l'esprit humain et de ses notions scientifiques et métaphysiques. L'histoire de la littérature et celle des arts doivent être considérées comme des rameaux de cette branche principale. Dans l'histoire des religions, dans celle des mœurs, et dans celle de la morale, se reflètent les différentes époques et les différentes formes de l'évolution sociale du genre humain; elles ressortissent pas conséquent à la sociologie. A la même branche

se rattache aussi la science économique, de formation plus récente, bien que la production des richesses matérielles remonte beaucoup plus haut. Il serait faux de renverser les termes et de faire procéder la sociologie de l'économie politique, car la vie sociale est non seulement plus ancienne, mais encore plus compréhensive que l'activité économique organisée.

Le tronc primitif, l'anthropologie, ne constitue pas par en bas le terme des recherches. Il plonge ses racines en diverses autres sciences. Avant tout l'anthropologie s'appuie sur la zoologie; car l'homme n'est nullement un être à part; il constitue seulement l'ordre le plus élevé du règne animal, séparé des autres ordres par une distance énorme. Malgré cette distance on est souvent obligé, pour comprendre l'origine et le développement des qualités et des institutions humaines, de recourir au monde animal, et c'est particulièrement le cas pour la psychologie et la sociologie: il est impossible que cette dernière soit fondée uniquement sur la théorie économique. Une autre racine qui s'étend très loin est la biologie, si l'on entend par là l'étude des phénomènes de la vie organique. La géologie nous révèle les conditions extérieures sous l'influence desquelles s'est produite la formation progressive des organismes plus élevés et finalement l'évolution de l'homme; mais la géologie à son tour doit s'appuyer sur la botanique et la climatologie. La physique et la chimie sont aussi d'indispensables auxiliaires: unies à la mécanique, elles rendront plus clairs, un jour, les processus internes, jusqu'à présent obscurs, de la vie organisée.

Ainsi, nous pouvons représenter l'ensemble de nos connaissances sur l'homme sous la figure d'un arbre, dont le tronc serait formé par l'anthropologie, dont les branches et les rameaux seraient les sciences particulières de plus en plus

spécialisées et dont les sciences auxiliaires représenteraient les racines. Toutefois ce n'est là qu'une figure, et l'on pourrait aussi considérer l'anthropologie, la zoologie et la botanique comme les branches d'un même tronc; on pourrait même aller plus loin et envisager toutes les sciences relatives à la terre et à ses habitants comme des branches de l'histoire de la formation de la terre; à moins encore qu'on ne veuille prendre pour point de départ commun la théorie de Kant et de Laplace sur la formation de l'univers. Notre image se justifie toutefois en ce que l'anthropologie comprend bien effectivement un grand nombre de branches et de racines, et que la science de l'homme a toujours eu et aura toujours pour nous un intérêt extraordinaire.

Si l'on veut parmi ces différentes branches prendre pour l'examiner de plus près celle que l'on peut désigner sous le terme abrégé d'anthroposociologie, on a le choix entre deux méthodes d'exposition. La première serait celle d'une construction systématique régulièrement divisée dans laquelle toutes les parties, même les parties déjà connues en général, seraient traitées également en détail. L'autre méthode peut être appelée aphoristique (abrégée et simplifiée), parce qu'avec elle on laisse de côté ce qui est déjà connu, ou qu'on n'y touche que rapidement, et que l'exposition détaillée se borne à ce qui est essentiellement nouveau. Une tentative dans le premier sens ne pourrait, à l'heure actuelle, fournir de résultats complets, et il vaut mieux l'ajourner jusqu'à ce qu'on soit d'accord sur les questions préliminaires les plus importantes. Au contraire, je crois, après avoir longuement médité mon sujet, pouvoir choisir la seconde méthode et exposer dans les grandes lignes les bases naturelles, jusqu'ici négligées, de l'ordre social humain.

---

## II

### INSUFFISANCE DES THÉORIES SOCIALES PROPOSÉES JUSQU'À PRÉSENT

Les tentatives faites jusqu'à présent pour rechercher les bases de l'ordre social ont eu la plupart pour point de départ des faits d'expérience de l'ordre économique. En suivant jusque dans le détail les lois de la production et de la répartition des richesses et en arrivant sur ce terrain à des résultats réellement importants, on croyait aussi devoir atteindre les lois de l'organisation sociale. A la vérité, on aurait pu se dire d'avance que dans ses formes supérieures la vie de l'homme n'est nullement limitée à son activité économique et que, par conséquent, cette activité économique ne peut pas constituer le motif déterminant exclusif de l'ordre social; mais, malgré cela, l'erreur a prévalu jusqu'à nos jours. Un des auteurs les plus récents dans cet ordre d'idées, Julius Wolff, dans son livre paru en 1892, *Système de politique sociale*<sup>1</sup>, formule en beaucoup de passages des vues auxquelles nous nous rallierons au cours de ces recherches, parce qu'il rend justice aux grands industriels et à leur action, qu'il estime très haut les aptitudes organisatrices qui leur sont indispensables et qu'il défend contre les socialistes la puissance féconde du capital; mais

<sup>1</sup> *System der Sozialpolitik*, Stuttgart, 1892.

Wolff s'étonne que certains hommes puissent tirer de leurs capitaux un revenu qui ne leur coûte aucun travail, et par conséquent vivre sans rendre à la société aucun service appréciable. Il ne peut s'empêcher d'accorder au revenu provenant du capital des droits moindres qu'au revenu provenant exclusivement du travail, bien qu'il ne veuille pas déclarer par là le premier injustifié ou dénué de tous droits (p. 483). Mais Wolf n'indique pas du tout l'immense et direct avantage que la société trouve à l'existence de personnalités soustraites à la bataille des intérêts matériels, pouvant apporter dans les fonctions publiques des vues étendues, parce que cet avantage est absolument en dehors du domaine de l'activité économique pure. Il en résulte par exemple ce contresens, qu'un rentier qui se consacrerait d'une façon absolument désintéressée au bien public aurait moins de droit à l'existence qu'un ouvrier qui gagnerait et dépenserait son salaire sans rien faire autre chose sur la terre. Si nous comparons l'un à l'autre deux pays dont l'un a un petit nombre, l'autre un grand nombre de ces soi-disants « oisifs » ou « frelons », il n'y a pas à douter que le second ne soit à un degré supérieur de l'évolution sociale, qu'il ne soit dirigé avec plus de sagesse au point de vue intérieur et extérieur, et que, par conséquent, il ne renferme une plus grande somme de bonheur et de force que le premier. Ou bien, si l'on pouvait, dans l'un de ces deux pays, organisés de façon à peu près semblable, supprimer d'un trait de plume tout ceux qui, sans travailler, tirent leurs revenus des intérêts de leurs capitaux, ce pays y trouverait non pas un avantage, mais un immense désavantage. A coup sûr, on n'aurait plus à nourrir les « frelons », mais avec eux disparaîtraient beaucoup des formes les plus raffinées de la culture, — la littérature, la recherche scientifique, l'art, — et

ceux mêmes qui affectent de ne pas faire grand cas de ces choses ne sauraient fermer les yeux sur cette inévitable conséquence, que de mesquins points de vue d'intérêts en viendraient à dominer toute la vie publique. Si la guerre éclatait entre les deux états, c'est celui qui ne serait pas en état d'offrir aux personnalités marquantes une existence exempte de soucis qui aurait les moindres chances de victoire. On voit déjà par ces exemples qu'il n'est pas possible, quand on cherche à définir les principes de l'ordre social, de prendre exclusivement en considération les facteurs économiques et de laisser tous les autres de côté.

L'ancienne école économique, qui se réclame d'Adam Smith, et qui sous sa forme actuelle est appelée avec quelque dédain « l'école de Manchester » (*Manchestertum*) nous fournit une idée fondamentale importante, à savoir que la concurrence est le procédé employé par la nature pour porter au sommet les individus les meilleurs au point de vue économique, et pour éliminer les moins bons. C'est bien là en effet, et non pas dans l'imaginaire *harmonie des intérêts* qu'est la vraie base du système. La concurrence, c'est la « lutte pour l'existence » transportée dans le domaine économique; et comme la lutte pour l'existence est une institution naturelle qui maintient dans les espèces animales la santé, l'activité et l'aptitude au rendement maximum, on peut aussi considérer la concurrence entre les hommes comme conforme à la nature. Seulement il ne faut pas oublier que les meilleurs au point de vue économique ne sont pas toujours en même temps les meilleurs au point de vue moral et intellectuel et que des intérêts sociaux supérieurs peuvent exiger qu'on mette des bornes à la concurrence des individus.

L'expérience a enseigné que, sous le régime du *Laissez*

*faire, laissez passer*, arrivent à se développer des situations contre lesquelles se révolte la conscience morale de l'homme. Alors on s'est aperçu que l'homme n'est pas seulement un être économique, mais aussi un être moral. Le riche ne doit pas exploiter le pauvre, l'Etat doit protéger le trop faible contre le trop puissant. C'est là le point de départ des théories et des systèmes altruistes depuis J. Stuart Mill, et aussi du socialisme spécial allemand dit *socialisme de la chaire*. C'est une amélioration d'avoir introduit dans le système de la science sociale des motifs éthiques, mais c'est une amélioration insuffisante. Nous n'avons toujours pas de réponse à cette question : « Pourquoi l'un vit-il dans le bien-être, tandis que beaucoup d'autres doivent se faire si péniblement leur place ? » Le socialisme de la chaire procure à tous les heureux de ce monde qui y croient une « mauvaise conscience » ; chacun doit s'imaginer qu'il est heureux sans le mériter, et qu'il dérobe aux autres quelque chose qui ne lui appartient pas. Dans chaque verre de vin qu'il boit, tombe la goutte d'amertume de savoir que d'autres ont soif. La seule conséquence logique à tirer de ce système est celle de Tolstoï : partager tous son bien avec son prochain et ne plus vivre absolument que pour les autres. Il est impossible qu'une doctrine aussi contradictoire à la nature humaine soit le dernier mot de la sagesse.

Le socialisme démocratique va plus loin encore : non seulement il réclame pour tous les hommes des jouissances égales, mais encore il veut répartir le travail également entre tous. A la vérité, on accorde tacitement que les aptitudes humaines sont inégales, et que le premier venu n'est pas aussi apte qu'un autre à n'importe quel poste ; mais autant qu'on peut d'une façon générale se représenter l'*État futur*, on tiendrait peu compte de ces différences dans

la pratique. Tous les hommes, même les plus grands savants, devraient travailler au moins deux heures par jour dans les usines, et les problèmes scientifiques seraient résolus par de simples ouvriers à leurs moments de loisir. La direction de l'État, ou comme on dit dans le langage technique de la démocratie socialiste, l'administration des affaires sociales (*Gesellschaftsangelegenheiten*) serait assurée exclusivement par les hommes de confiance des masses, et pour les choisir il serait question en première ligne de qualités tout autres que des aptitudes spéciales. Le système socialiste démocratique pèche tout d'abord contre le principe de la division du travail, c'est-à-dire contre un principe reconnu comme exact, au moins pour la production des richesses. Mais, en outre, il aboutit à la dissolution complète de l'ordre social naturel et traditionnel et à son remplacement par un ordre social artificiel; il tend à supprimer la « lutte pour l'existence » en assurant aux capables et aux incapables, aux laborieux et aux paresseux, des conditions d'existence absolument égales. Le plus étrange, c'est que la démocratie socialiste se réclame du darwinisme, qui, comme on sait, enseigne que tout dans le monde s'est formé par une évolution naturelle et nécessaire, tandis que la démocratie socialiste affirme que l'ordre social existant est absolument anti-naturel. Nous avons donc les inconciliables propositions contradictoires qui suivent :

1. *Théorie darwiniste* : tout ce qui existe s'est formé progressivement et s'est adapté aux besoins par une évolution naturelle;

2. *Darwinisme du socialisme démocratique* : tout ce qui existe est adapté aux besoins, à l'exception de l'ordre social, qui est faussé à sa base et qui doit être reconstruit complètement à nouveau, d'après les plans de la théorie démocratique socialiste.

Les esprits superficiels peuvent bien passer par-dessus ces contradictions, mais quiconque a appris à réfléchir s'aperçoit facilement que la théorie socialiste démocratique est tout ce qu'on voudra, mais pas du darwinisme.

Les théories proposées jusqu'à présent sur la constitution de la société renferment toutes une lacune commune : c'est qu'elles laissent complètement de côté l'inégalité des aptitudes intellectuelles entre individus.

En Allemagne, je ne connais qu'un sociologue qui ait au moins essayé d'appliquer d'une façon exacte la théorie évolutionniste à l'éclaircissement des questions sociales : c'est Schaeffle, dans son grand ouvrage *Structure et Vie du corps social*<sup>1</sup> et dans ses *Questions allemandes actuelles et fondamentales*<sup>2</sup>. Pour lui, le darwinisme, loin d'être en principe opposé à l'ordre moral du monde, en est la réalisation. L'auteur expose le fait de la sélection sociale et conclut : « Seule une société atteint et conserve la force ascendante indispensable pour persévérer dans l'être, qui, dans tous les domaines de l'activité sociale, élève progressivement et continuellement les énergies les meilleures et en même temps impose des exigences de plus en plus élevées au point de vue de la capacité de rendement. » Schaeffle admet aussi l'hérédité des qualités intellectuelles comme un puissant facteur social, et la théorie de l'égalité absolue, à la lumière de la théorie sélectionniste, lui fait l'effet d'un fantôme de l'imagination. Le caractère aristocratique du darwinisme est pour lui incontestable, et il trouve inadmissible qu'on lui attache aux basques le socialisme démocratique. Ce qu'il y a seulement de particulier, c'est que Schaeffle se figure être en hostilité avec les zoologistes, dont il croit devoir repousser

<sup>1</sup> *Bau und Leben des sozialen Körpers*, Tubingue, 1874-1878.

<sup>2</sup> *Deutsche Kern- und Zeitfragen*, Berlin, 1874.

les incursions sur le terrain économique. Le reproche de dilettantisme dans les choses économiques qu'il adresse aux zoologistes n'est peut-être pas toujours injustifié, mais perd cependant de son poids si l'on envisage la situation telle qu'elle est. Un sociologue d'aujourd'hui ou bien considérera la zoologie et en particulier l'anthropologie comme sa spécialité et ne sera pas du tout chez lui dans la science économique ; ou bien, inversement, il prendra pour point de départ la science économique et, quand il traitera des bases scientifiques de l'ordre social, fera l'effet d'un dilettante. C'est justement aussi ce qu'on peut remarquer dans Schaeffle : l'appréciation la plus bienveillante de ses tentatives darwinistes permet à peine de le mettre en doute. Il traite superficiellement les faits d'évolution historique de la vie sociale et revient tout de suite à des principes économiques à l'aide desquels il poursuit son exposition. Il laisse de côté des points importants, comme la reproduction sexuelle, la formation des classes, le courant de population, la sélection naturelle, résultat d'exigences économiques accrues, et d'autres encore. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant qu'il ne mentionne qu'accessoirement les aptitudes intellectuelles de l'homme et qu'il ne tire aucune conclusion de l'inégalité des qualités innées. Schaeffle a souligné ici un inconvénient redoutable de notre système d'éducation. Il lui paraît tout à fait juste qu'il doive se former une « anthropologie politique », qu'il aurait mieux fait d'appeler « anthroposociologie ». J'aurai à m'expliquer plus tard sur ce point.

Parmi les philosophes, Edouard de Hartmann a traité ce sujet d'une façon pénétrante. Dans son livre, *Questions sociales fondamentales*<sup>1</sup>, il esquisse un vaste tableau de la

<sup>1</sup> *Die sozialen Kernfragen*, Leibzig, 1894.

société et de ses bases avec le coup d'œil d'aigle du penseur et de l'homme d'expérience, sans toutefois établir de rapprochement avec les sciences naturelles. Ce livre marque une orientation nouvelle : s'il remplit sa destinée, on datera de son apparition un chapitre nouveau de la science sociale, et beaucoup de bavardages superficiels et sentimentaux cesseront pour toujours.

Les naturalistes allemands, et particulièrement les anthropologistes, ont jusqu'à présent négligé presque complètement les questions sociales. L'école anthropologique régnante n'a rien voulu savoir des rapports de l'anthropologie avec la sociologie. Au contraire, je dois citer avec la plus grande reconnaissance l'ouvrage d'un zoologiste, le professeur H.-E. Ziegler, où, sous la forme d'une polémique contre le socialisme démocratique, il expose les origines naturelles de la vie sociale. Le livre est intitulé : *les Sciences naturelles et le Socialisme démocratique; leurs rapports d'après les œuvres de Darwin et de Bebel*<sup>1</sup> (Stuttgart, 1893). J'aurai souvent l'occasion de me rallier aux vues de Ziegler.

En France, on est déjà plus avancé que chez nous au point de vue de l'anthroposociologie, principalement grâce aux efforts ininterrompus de M. de Lapouge, qui unit une prodigieuse activité dans la recherche et l'élaboration des matériaux à une rare pénétration et à un remarquable talent d'exposition dans leur mise en œuvre. En 1896, M. de Lapouge a rassemblé ses vues fondamentales dans l'ouvrage intitulé : *les Sélections sociales*, indispensable à tous les sociologues, et dont on peut espérer qu'il déterminera une révolution dans les opinions courantes<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Die Naturwissenschaft und die sozialdemokratische Theorie*, Stuttgart, 1893.

<sup>2</sup> Voir une bibliographie plus complète dans l'ouvrage plus récent de M. DE LAPOUGE, *l'Aryen, son rôle social*, Paris, Fontemoing, 1900.

En Angleterre, Darwin et Francis Galton ont fourni des contributions d'une très haute valeur à l'établissement scientifique des bases de l'ordre social, et Herbert Spencer a essayé de fonder une théorie de la sociologie dans une partie de l'ouvrage *Système de philosophie synthétique*. Les développements de Spencer, appuyés d'une admirable richesse de documents, sont ingénieux et instructifs, mais d'une assimilation difficile, d'abord à cause de leur étendue, — ils remplissent plusieurs volumes, — ensuite à cause du caractère artificiel de ses concepts. Ses théories ne peuvent pas nous satisfaire complètement, parce que l'auteur, en sa qualité de partisan de Lamarck, ne fait pas une place suffisante à la sélection naturelle et parce qu'il cherche à ramener tous les actes humains au sentiment, à la réflexion, à l'imitation et à l'habitude, tandis qu'il laisse absolument de côté les mobiles proprement dits, les instincts. Quoi qu'il en soit, il me semble qu'au point de vue de la connaissance des fondements réels de la vie sociale on est plus avancé en Angleterre qu'en Allemagne.

Ce qui me confirme dans cette façon de voir, c'est l'apparition du livre de Benjamin Kidd, intitulé : *Social Evolution*, dont les vues se rencontrent plusieurs fois avec celles que j'ai à exposer ici. Kidd peut notamment revendiquer le mérite d'avoir appliqué logiquement les théories biologiques à l'évolution sociale et d'avoir mis en lumière un facteur jusqu'à présent méconnu et injustement négligé dans son influence sur les formes sociales : la religion. Toutefois l'auteur ne nous explique pas comment la religion est venue au monde, et en général il ne va pas jusqu'au bout de ses conclusions. Mais sa tendance à démontrer la nécessité du progrès social et le contresens du socialisme est absolument justifiée et sera certainement de plus en plus appréciée.

Puisqu'il est question de l'Angleterre, il faut mentionner aussi un homme qui, à la vérité, n'a exposé aucun système sociologique, mais qui pourtant, dans de nombreux écrits, a exprimé des idées extraordinairement lumineuses sur la structure de la société. C'est Thomas Carlyle. En Allemagne, on ne l'a pendant longtemps envisagé que sous un seul de ses aspects. Carlyle était un réformateur social qui manifestait le vif désir que tous les hommes pussent s'élever à une existence d'une certaine dignité. Il flagellait les abus avec toute la violence d'expression que peut inspirer un sentiment chaleureux. Mais Carlyle était en même temps un aristocrate convaincu. L'essentiel de la politique sociale, pour lui, n'est pas épuisé quand on s'est préoccupé du commun des hommes : une tâche beaucoup plus difficile est celle de mettre à la tête de l'État et de toute organisation humaine en général l'homme de valeur, plein de vigueur et d'intelligence. La monarchie doit être une réalité, et non seulement une apparence. Avec l'expérience, Carlyle arriva à une meilleure opinion de l'aristocratie de naissance, pour laquelle il avait peu d'estime au début. Les grands industriels devenaient à ses yeux les fondateurs d'une aristocratie nouvelle, étant aujourd'hui les seuls hommes capables d'organiser et de diriger les masses, tandis que les gouvernements cèdent trop complaisamment à la pression de braillards aveugles. Pour un penseur tel que Carlyle, la vénération des héros est une nécessité, car seules les personnalités héroïques procurent au monde le véritable progrès. La démocratie est le commencement de la décomposition, le suffrage universel est une folie, car les affaires politiques sont toujours de nature si complexe qu'elles ne sauraient être intelligibles au premier venu. La réforme parlementaire avec l'extension du droit de suffrage a été qualifiée par lui de course

désespérée à l'abîme. L'ensemble de ses idées se résume dans ces mots : que c'est le privilège des sots d'être gouvernés par les sages. C'est là le premier droit de l'homme corrélatif à l'instinct de la conservation. Que l'on compare à ces vues de Carlyle la caricature qu'en ont faite à l'usage de leurs crédules lecteurs les écrivains socialistes allemands !

Ceux qui suivront avec attention cet essai s'apercevront facilement sur combien de points mes conclusions concordent avec celles du grand écrivain anglais. Mon livre se distingue de la tendance allemande actuelle en sociologie, en ce qu'il n'en partage pas l'exclusivisme, mais qu'il vise à assurer à la science sociale un substratum plus étendu.

Aux Etats-Unis d'Amérique, il y a, depuis quelque temps, tendance à réunir les deux branches de la science qui ont chacune leur mot à dire en sociologie. Les économistes étudient l'anthropologie, et les anthropologistes l'économie; le résultat, c'est que quelques savants sont en état de traiter le sujet sous ses deux aspects. Nommons, par exemple, le professeur Ripley, qui enseigne au *Columbia College* de New-York l'anthropologie et à l'Institut de technologie de Boston la sociologie. A l'Université de Chicago, un maître de conférences, G.-C. Closson, semble s'être engagé dans des études analogues, autant qu'on peut en juger d'après un article paru dans le *Quarterly of Economics*. Cette tendance à la fusion est correcte et mérite d'être imitée; car à une époque où l'on exige d'un cordonnier une certaine connaissance de la structure anatomique du pied humain, avant de lui confier l'exécution d'une paire de bottes, personne ne peut, sans la connaissance de l'histoire naturelle de l'homme, déterminer les formes dans lesquelles doit évoluer la vie sociale. Une chaussure, établie sur des

données purement théoriques, pourrait exercer sur bien des points une pression fâcheuse.

Si l'on tient compte de l'homme tout entier, avec ses qualités intellectuelles, morales, économiques et physiques, on acquiert du même coup des vues différentes sur les conditions fondamentales naturelles de la vie sociale. On commence à s'apercevoir que l'ordre social ne constitue pas une exception, mais qu'il est lui aussi le résultat d'une évolution naturelle, et à vrai dire dirigée dans un sens avantageux à l'espèce humaine, et l'on apprend autre chose encore : on commence à comprendre que l'ordre social, forgé, limé et poli par des siècles et des centaines de siècles est beaucoup mieux adapté aux besoins humains qu'il ne le semble au premier coup d'œil, et qu'un peu de respect devant cette œuvre, admirable jusqu'en de nombreux détails, conviendrait tout à fait bien à ceux qui éprouvent impérieusement le besoin de réformer le monde de fond en comble et, en quelque sorte, de jouer à la Providence. Ceci ne veut nullement dire que l'ordre social ne doive pas être remanié dans beaucoup de ses parties, car ce serait nier l'adaptation progressive à des conditions d'existence toujours en voie de transformation ; ce serait nier en général l'action de l'esprit humain sur la forme à donner aux conditions sociales. Nos recherches tendront précisément à découvrir jusqu'à quelle limite peuvent s'exercer, d'une part, l'intervention de l'homme, et de l'autre, les lois immuables de la nature devant lesquelles il faut s'incliner avec résignation.

---

## LE DARWINISME

La plupart des hommes cultivés, qui ne s'occupent pas de sciences naturelles en professionnels ou en amateurs, savent très peu de chose de Darwin. Bien que les œuvres de Darwin soient facilement intelligibles aux profanes et aient un grand charme pour les lecteurs, aussi bien par l'abondance des observations que par la clarté de l'exposition, on ne rencontre que peu de gens qui aient lu un livre de Darwin. La majorité ne connaît la théorie que par les caricatures qu'en ont faites ses adversaires, ou par des lambeaux de citations éparses dans d'autres ouvrages destinés à démontrer telle ou telle doctrine qui fait plus ou moins violence à la théorie même de Darwin. Presque tous ne savent qu'une chose : Darwin aurait affirmé que l'homme descendrait du singe ; mais précisément, cette affirmation a chez lui une tout autre forme. Beaucoup ont aussi entendu dire que Darwin fait dériver d'un petit nombre de formes originelles la descendance de toutes les espèces végétales et animales : en fait, le livre : *l'Origine des espèces* est le premier et le plus important de ses ouvrages. Ceux qui ont lu le livre de Bebel : *la Femme et le Socialisme* savent que Darwin aurait démontré cette proposition, qu'on peut améliorer une espèce en la plaçant dans des conditions d'existence plus avanta-

geuses et qu'il suffirait par conséquent de placer les prolétaires dans une situation plus favorable pour créer un état idéal dans lequel il n'y aurait plus ni criminels, ni juges, ni châtiments, mais où régnerait seulement une noble émulation pour l'activité désintéressée et exercée en vue du bien commun. Or Darwin n'a ni affirmé ni démontré rien de pareil.

Avant d'aller plus loin dans nos recherches, il me paraît donc indispensable de reproduire ici les grandes lignes de la théorie de Darwin. Les voici :

1° Dans toute espèce, les parents transmettent d'une façon extraordinairement fidèle à leur postérité leurs formes physiques et leurs qualités dans ce qu'elles ont d'essentiel et dans beaucoup de détails. — *Hérédité*.

2° Dans l'hérédité, malgré la reproduction fidèle dans la plupart des parties des formes et des qualités des parents, il se présente pourtant toujours de légers écarts pour beaucoup de détails particuliers. — *Variabilité*.

3° Tous les individus d'une espèce entrent en concurrence les uns avec les autres en vue de la conquête des moyens de subsistance disponibles. — *Lutte pour la vie*.

4° Dans la lutte pour la vie, les individus les plus forts et les mieux adaptés aux conditions d'existence ont plus de chance de se maintenir et de transmettre leur caractère à leur postérité que les plus faibles et les moins bien adaptés, qui disparaissent, par conséquent, dans certaines circonstances données. — *Sélection naturelle*.

5° Les formes et les qualités, résultats de la variabilité (§2), avantageuses pour la conservation des individus, sont, par suite de la sélection naturelle, propagées et multipliées; les formes et les qualités défavorables sont éliminées. Par l'accroissement consécutif de génération en génération de la somme des variations avantageuses s'écartant du type

originel, peuvent se former de nouvelles espèces et de nouvelles variétés. — *Théorie de la descendance.*

Cette cinquième proposition présuppose tacitement que la multiplication de l'espèce est assez forte pour que la suppression des individus manqués ne mette pas en danger l'existence même de l'espèce. Cette supposition est exacte pour la plupart des cas. La multiplication naturelle est, en règle générale, bien plus forte qu'il ne serait nécessaire pour le maintien de l'espèce. Le nombre des individus vivants n'est, en ce cas, limité que par les moyens d'existence disponibles à un moment donné, et la quantité de nourriture restant égale, il doit chaque année mourir autant d'individus qu'il en naît. Toutefois, si les conditions extérieures (climat, nourriture, ennemis) se modifient dans un sens défavorable à une espèce, il peut arriver que l'adaptation par sélection naturelle ne puisse plus se produire assez vite et que l'espèce en question disparaisse peu à peu. En tout temps il y a des espèces en voie de disparition, et la paléontologie nous en fait connaître beaucoup de disparues. Abstraction faite des époques géologiques primitives, la faune contemporaine des hommes des cavernes n'est pas identique à celle d'aujourd'hui. Quelques espèces ont disparu, et des autres il ne survit que des variétés plus ou moins divergentes, tandis que les espèces mêmes ne se rencontrent plus.

La cinquième proposition a été souvent attaquée : on a mis en doute que les écarts en dehors d'un type déterminé pussent aboutir par l'effet de la sélection naturelle à la formation d'une espèce nouvelle. Heureusement, nous n'avons pas besoin d'attendre l'issue de ce débat. Je n'ai cité cette cinquième proposition que pour donner un aperçu complet de la théorie darwiniste ; pour nos recherches anthroposo-

ciologiques, le paragraphe 5 est sans importance. Je n'aurai plus à m'y reporter, et les vues que j'expose sont fondées exclusivement sur les quatre premières propositions. Celles-ci se ramènent à deux groupes : 1 et 2, hérédité et variabilité ; 3 et 4, lutte pour la vie et sélection naturelle. Nous allons étudier de plus près ces deux groupes.

---

## IV

### HÉRÉDITÉ ET VARIABILITÉ

Les propositions darwiniennes 1 et 2 ne contiennent rien que de connu et de très connu. Tous, même les profanes, savent que les enfants en général reproduisent le type des parents, et que toutefois il y a de légères différences. L'hérédité et la variabilité sont toujours observées simultanément. La fidélité de la transmission héréditaire serait plus saisissante encore si l'observation n'était pas rendue plus difficile par la reproduction sexuelle qui existe pour toutes les espèces supérieures. Car, comme les parents ne se ressemblent presque jamais complètement, on ne peut pas s'attendre à ce que l'enfant reproduise exactement le type de l'un ou de l'autre. Weismann a attiré l'attention sur ce point que précisément la reproduction sexuelle joue un rôle excessivement important dans la formation de nouvelles combinaisons de qualités, qu'elle est, par conséquent, une cause fondamentale de variations individuelles sur lesquelles s'exerce la sélection naturelle. Pour plus de clarté, il faudrait donner ici une théorie détaillée de l'hérédité, ce qui nous mènerait trop loin. Il suffira de signaler les résultats qui se rapportent essentiellement à notre but; les lecteurs qui désireront des notions plus approfondies devront se reporter aux ouvrages spéciaux.

Un père et une mère concourent à produire le nouvel être; il s'ensuit que, comme il a déjà été dit, ni l'un ni l'autre des deux ne peut déterminer à lui seul l'empreinte de sa postérité. D'après la théorie de Weismann, cela s'exprime physiologiquement dans le résultat final de ce qu'il appelle la division par réduction (*Reduktionsteilung*) des noyaux des cellules reproductrices : le keimplasma de chacun des producteurs semble partagé par moitié, et la fécondation s'accomplit par l'union de deux de ces moitiés d'origines différentes; cette proposition est du reste admise même par ceux qui combattent d'ailleurs la théorie de Weismann. A chaque qualité physique ou psychique particulière qui se présente chez l'individu adulte, doit correspondre dans le keimplasma de cet individu un groupe moléculaire organisé, d'une constitution particulière, duquel, par l'évolution fétale, procèdent ces qualités. Weisman a appelé Déterminants (*Determinanten*) ces groupes moléculaires. Il ne serait pas exact d'admettre que dans tous les cas chacun des deux parents transmette à l'enfant exactement la moitié de ses qualités, car la division par réduction ne produit pas nécessairement des moitiés rigoureusement égales. La moitié qui arrive à la fécondation peut être constituée qualitativement tout autrement que la moitié éliminée. En outre, la puissance dynamique des deux parties est rarement absolument égale. L'expérience montre en effet que les enfants ressemblent tantôt plus à l'un, tantôt plus à l'autre des parents, jusqu'aux cas extrêmes où un enfant paraît être le portrait exact du père ou de la mère. J'emploie avec intention le mot *paraît*, car l'observation est extraordinairement difficile, et personne ne peut affirmer avec certitude que les qualités de l'autre des parents ne soient pas du tout représentées. Un enfant peut, quant à l'aspect physique, ressem-

bler au père et posséder les qualités psychiques de la mère; de même on peut retrouver dans un enfant les qualités psychiques et les formes physiques du père, sans que nous sachions si les organes de la vie végétative concordent également ou s'ils dérivent de la mère. Les qualités peuvent aussi se mélanger de façon bien plus remarquable encore. Les yeux du père peuvent être associés au nez de la mère, et par analogie quelques-uns des traits de caractère du père peuvent manquer et être remplacés par ceux de la mère. L'influence prépondérante peut être aussi bien du côté du père que du côté de la mère, et, par conséquent, on peut admettre qu'en moyenne chaque partie transmet à peu près la moitié de ses qualités. Avec la moitié non héritée peuvent disparaître complètement certains déterminants, de sorte que par exemple les aptitudes morbides des parents ne se transmettent pas nécessairement à chacun de leurs enfants, pas plus d'ailleurs que tous leurs avantages physiques ou psychiques. Tous les enfants d'un même couple de parents n'héritent pas nécessairement des mêmes qualités; au contraire, il est bien connu que les qualités des parents se combinent d'une façon différente presque dans chaque enfant. Ainsi se forment continuellement de nouvelles combinaisons de qualités, et c'est pour cette raison que Weismann a émis cet avis que la reproduction par deux parents, ou *amphimixis*, est une source beaucoup plus riche de variabilité individuelle que les transformations spontanées du keimplasma, seules prises en considération par Darwin, et avec lesquelles, par la nature même des choses, il ne peut y avoir que de très légers écarts. Les combinaisons qui, par suite de l'amphimixis, se présentent pour la première fois peuvent être aussi bien avantageuses que nuisibles au jeune individu, selon les éléments qui les constituent, et c'est pourquoi on peut aller plus loin et

affirmer que c'est la reproduction sexuelle qui fournit à la sélection naturelle les matériaux les plus diversifiés.

Il faut bien distinguer de la formation de nouvelles combinaisons sous l'action de l'amphimixis la variabilité spontanée, qui procède du keimplasma. En effet, le keimplasma n'est nullement immuable, bien que ses transformations n'aient lieu que par degrés insensibles, auxquels il faut beaucoup de générations pour se sommer en un total appréciable. Ces modifications fournissent aussi à la lutte pour la vie des matériaux à sélectionner. Weismann cherche la cause des modifications du keimplasma dans l'inégale nutrition des groupes particuliers de déterminants, dont certains exercent sur la liqueur nutritive environnante une attraction plus forte que les autres. Dans les derniers écrits de Weismann, cette idée est remarquablement suivie et approfondie. S'il se forme des variations utiles, elles sont conservées par la sélection personnelle, mais par là se trouve de nouveau accrue la force attractive exercée sur les éléments nutritifs par les groupes en question de déterminants du keimplasma, et de cette sélection des germes se forme une variabilité dirigée dans un sens déterminé, qui provoque de nouveaux écarts, toujours plutôt dans le sens favorable que dans le sens défavorable. La théorie de la sélection des germes explique, par conséquent, comment des variations peuvent se produire et comment elles se développent ultérieurement dans un sens avantageux. En même temps, cette théorie fait connaître que la lutte pour l'existence n'a pas lieu seulement entre les individus vivants, mais dès avant la naissance, et même avant la conception, en ce sens que les diverses parties du keimplasma se disputent déjà les unes aux autres la substance nutritive disponible. La lutte pour l'existence s'élève par là encore plus à la hauteur d'un principe universel.

Les qualités qu'un individu a héritées de ses parents, il peut (avec de légères variations spontanées) les transmettre à ses enfants, et ceux-ci à leur tour aux leurs, de sorte qu'on a parlé d'une continuité du keimplasma. Il a déjà été remarqué que les deux parents peuvent, chacun dans la même proportion, transmettre leurs caractères respectifs et que, par conséquent, le sexe est accessoire relativement à l'hérédité. Cette importante proposition implique que des hommes peuvent transmettre des qualités spécifiques de leurs ancêtres féminins, et des femmes celles de leurs ancêtres masculins, qu'elles doivent, par conséquent, posséder à l'état latent. Un garçon peut ressembler à son grand-père paternel, mais aussi bien à son grand-père maternel; de même une fille peut ressembler à l'une ou à l'autre de ses grand'mères. C'est aussi un fait généralement connu. Par conséquent, il ne s'agit pas ici seulement des qualités d'un couple de parents, mais les qualités des ancêtres jouent aussi un rôle considérable. La coutume, partout répandue chez les peuples civilisés de ne se marier qu'entre gens de classe égale n'est ni aussi méprisable, ni aussi ridicule que les ignorants le prétendent; son importance est la conséquence logique des faits cités ici, et l'instinct qui a conduit les peuples à cette coutume est un instinct utile.

Les conditions les plus favorables au point de vue des enfants à naître sont réalisées quand les parents, sans être à la vérité alliés par le sang, ne sont pourtant pas trop dissemblables au point de vue de la race et du caractère. Toute divergence, d'un côté ou de l'autre, est un désavantage. La consanguinité des parents limite le nombre des combinaisons nouvelles possibles chez les enfants, et recèle, en outre, le danger que les aptitudes morbides qui peuvent exister de part et d'autre

ne soient renforcées chez les enfants. Le cas contraire, la grande dissemblance des parents au point de vue de la race et du caractère aboutit très rarement, et seulement par un hasard particulièrement heureux, à une nouvelle combinaison de qualités psychiques telles qu'elles se fortifient réciproquement dans l'individu en formation. Par exemple, le haut enthousiasme du Germain associe la plupart du temps à une impétuosité excessive peut devenir plus efficace si cette impétuosité se trouve remplacée par la tranquille application et la patience du brachycéphale. Ou bien les instincts altruistes fortement développés chez le Germain peuvent s'allier avantageusement avec le prudent esprit de calcul de telle autre race et aboutir au cerveau supérieur d'un homme d'Etat. Mais ce ne sont là que des possibilités, et la probabilité, en raison de la division par réduction du keimplasma, est que, parmi un grand nombre de molécules plasmatiques, très rare est la rencontre de celles dont la réunion produirait des résultats souhaitables. Dans la plupart des cas, les croisements produisent des êtres dont les qualités ne concordent pas ou se contrarient réciproquement : ardentes aspirations et incapacité de réaliser le but poursuivi ; immenses appétits, sans les moyens intellectuels de les satisfaire ; intelligence considérable sans esprit de suite, ou bien fermeté et énergie sans la clairvoyance indispensable, ce qui n'aboutit qu'à un sot entêtement. Bref, la dissemblance des parents, au point de vue de la race et du caractère, comporte le danger de combinaisons défavorables qui rendent le produit inutilisable ou malheureux. Il arrive que des individualités, d'espèces très différentes, n'arrivent pas à se fondre, mais aboutissent à des retours à des ancêtres lointains à demi sauvages (*Atavisme*). Sur ce point, il y aurait beaucoup à dire ; rappelons seulement que, dans l'élevage,

l'expérience pratique a confirmé ce qui précède. Le croisement de variétés trop distantes les unes des autres produit presque toujours des retours de moindre valeur, des individus particulièrement sauvages, indomptables, qui ressemblent de forme, de couleur, de caractère, non pas à l'un ou à l'autre des parents, mais à un ancêtre commun non apprivoisé. De là le grand soin que les éleveurs consacrent à maintenir pur le sang de leurs troupeaux. J'ai rassemblé dans mon livre : *la Sélection naturelle chez l'homme*, des exemples de retours<sup>1</sup>.

Actuellement une vive discussion se poursuit entre les savants sur la question de savoir si les qualités acquises pendant la vie d'un individu se transmettent ou non à sa postérité. On entend par là non pas tant les mutilations artificielles que les modifications amenées par l'usage ou le non-usage d'un organe. Darwin lui-même a admis que les modifications que subit un organe par usage ou non-usage, par exemple un développement supérieur dans le premier cas, ou l'atrophie dans le second, sont transmises héréditairement et renforcées à chaque génération. Cette façon de voir compte encore maintenant beaucoup de partisans. Weismann et d'autres chercheurs contestent la transmissibilité héréditaire des qualités acquises et n'admettent que la variabilité résultant soit de modifications internes spontanées du keimplasma, soit de l'amphimixis. Ce qui fait l'importance de cette question pour la théorie de la formation des espèces, c'est que, dans le cas de non-transmission héréditaire de qualités acquises, il faudrait de bien plus longues périodes pour faire aboutir le total de légères différences à la séparation de deux espèces bien tranchées, tandis que la trans-

<sup>1</sup> *Die natürliche Auslese beim Menschen*, Iéna, Fischer, 1893, § 326 et suivants.

formation dans l'hypothèse de Darwin pourrait être beaucoup plus rapide. Au point de vue de nos recherches, la question est d'un intérêt tellement secondaire que nous n'avons pas besoin d'y insister davantage. Pour ma part, je suis de l'avis de Weismann, mais j'établirai ma théorie de l'ordre social de telle façon qu'elle reste valable même si l'opinion contraire est tenue pour exacte. Il est *a priori* facile de s'apercevoir que la distinction des classes sociales sera plus rigoureuse que le passage d'une classe inférieure à une classe supérieure sera plus difficile, dans l'hypothèse de la transmissibilité des caractères acquis que dans l'hypothèse contraire. Je choisis par conséquent pour point de départ de mon exposition l'hypothèse la moins favorable à ma théorie. Si celle-ci est suffisamment solide sans recourir à l'hérédité des caractères acquis, elle ne peut que l'être davantage dans l'hypothèse contraire. Mais si j'édifiais ma théorie sur l'hérédité des caractères acquis, elle ne subsisterait qu'avec cette hypothèse et s'écroulerait avec elle.

---

## LA LUTTE POUR L'EXISTENCE ET LA SÉLECTION NATURELLE

Si les propositions 1 et 2 ne provoquent que peu ou point d'objections, il n'en est pas de même des propositions 3 et 4. Le mot lui-même : *lutte pour l'existence* est choquant, et l'on peut accorder qu'il n'est pas tout à fait heureusement choisi. Car, dans beaucoup de cas, la lutte pour l'existence n'est pas à proprement parler une lutte, mais une concurrence en vue des biens matériels, concurrence où il n'est pas nécessaire que les concurrents pris isolément prennent personnellement contact, comme l'implique le mot « lutte ». S'il s'agissait d'une *lutte* au sens propre du mot, il n'y aurait pas, selon la pensée de Darwin, possibilité de lutte pour la vie dans le monde végétal : et pourtant la lutte pour la vie existe là aussi. Une légère modification dans les conditions météorologiques ou géologiques peut avoir pour effet qu'une espèce végétale disparaisse de son habitat antérieur et qu'elle soit remplacée par une autre mieux adaptée ; dans ce cas nous disons que cette dernière est victorieuse dans la lutte pour l'existence, bien qu'il ne puisse être question d'une lutte des deux espèces entre elles. Même dans le monde animal, la lutte à coups de cornes ou de dents n'est qu'un fait exceptionnel. La concurrence pour les moyens de subsistance, qui se poursuit d'une

façon presque inaperçue, exerce une action sélective beaucoup plus persistante que le déchaînement violent des individus les uns contre les autres. Les grandes catastrophes historiques marquées par des guerres, des batailles, des conquêtes et des migrations de peuples entiers ont sans doute laissé des traces profondes dans l'histoire de l'humanité. Mais, s'il me fallait dire que les transformations ainsi déterminées ont été plus considérables que les transformations produites en silence par la concurrence pacifique qui enrichit un peuple et en appauvrit un autre, par le taux inégal de la natalité, par les immigrations et émigrations inaperçues, mais continuées longtemps dans un même sens, je serais très embarrassé pour répondre oui. Car, en me fondant sur les données de mes études anthropologiques, je suis plutôt porté à assigner finalement les résultats les plus considérables à la somme de petites influences, ce qui correspond tout à fait aux vues des nouveaux géologues, qui attribuent aux mouvements séculaires de relèvement et de dépression beaucoup plus d'action sur les transformations de la surface terrestre qu'aux éruptions volcaniques<sup>1</sup>.

Même l'expression allemande *Natürliche Zuchtwahl*, par

<sup>1</sup> L'exemple suivant, emprunté au paragraphe VII de ma *Natürliche Auslese*, donnera une idée des effets d'une natalité inégale. Si deux races ou deux peuples, comprenant le même nombre de citoyens, vivent ensemble, et si le nombre moyen d'enfants dans le premier est 3,3 0/0, et dans le second 3,4, c'est-à-dire de très peu supérieur, le calcul indique qu'après 23 générations et demie le second peuple sera doublé, et après 47 générations quadruplé par rapport au premier. Une génération égalant 33 ans, il s'ensuit que si ces deux types, au temps des migrations germaniques, avaient été dans la proportion de 1 : 1, ils étaient au temps de Henri V (1106) dans la proportion de 1 : 2, et seraient actuellement dans celle de 1 : 4, de sorte que le premier ne formerait plus maintenant que le 1/5 ou 20 0/0 de la masse totale. Cet écart considérable est la conséquence d'une bien légère différence de fécondité. En réalité la natalité varie beaucoup plus de peuple à peuple, de type à type, de classe à classe, et par conséquent les effets sont beaucoup plus rapides.

laquelle on a traduit la *natural selection* de Darwin, impressionne désagréablement beaucoup de lecteurs, quand on l'applique à l'homme. *Zuchtwahl* étymologiquement signifie : choix des reproducteurs. Je comprends très bien cette fâcheuse impression, et pour cette raison j'ai préféré dans mes ouvrages l'expression : *Natürliche Auslese*, choix ou sélection naturelle. Car le point décisif, dans le cas présent, c'est que, par la concurrence, des individus d'une variété mieux adaptée sont *choisis* ou *sélectionnés*. Ces individus, par l'hérédité de leurs qualités, influent fortement sur la génération suivante : c'est là quelque chose de fatal et qui se comprend de soi. Darwin a été amené à adopter le mot *selection* usuel chez les éleveurs anglais, en se figurant que la lutte pour l'existence jouait dans la nature le même rôle que dans l'élevage animal le spécialiste procédant méthodiquement, qui choisit les individus les plus utilisables d'un troupeau avec réflexion, d'après des données expérimentales soigneusement recueillies ou d'après des théories scientifiques.

Comme transition entre la sélection naturelle et la sélection méthodique, Darwin distinguait encore la sélection inconsciente, que pratiquent les peuples sauvages ou primitifs dans l'élevage des animaux, et qui consiste en ce que, sans raisons particulières, ils mettent de côté ceux des petits de leurs animaux domestiques qui leur plaisent le plus, et provoquent ainsi dans la suite des temps des transformations importantes. Les trois sortes de sélections se confondent souvent si étroitement qu'on ne peut tracer entre elles de limites bien définies. Par exemple la sélection que l'homme exerce par l'établissement des examens officiels est-elle naturelle, méthodique ou inconsciente? Pour des cas aussi compliqués, j'ai toujours préféré l'expression de *sélection naturelle*, car les conditions d'existence que l'homme établit instinctivement

pour lui-même et pour ses semblables me paraissent aussi des conditions naturelles. En tout cas, l'humanité n'a pas conscience de ce que, par certaines prescriptions de l'ordre social, elle exerce une sélection « sociale » ; par conséquent c'est encore l'expression « sélection naturelle » qui me paraît la plus exacte.

Si nous concevons dans leur sens exact les mots « lutte pour l'existence » et « sélection naturelle », nous n'y découvrons, au premier coup d'œil, rien qui blesse en nous le sentiment. Ces propositions signifient seulement que le fort subsiste, que le faible disparaît, que celui qui a de la valeur triomphe et que celui qui n'en a pas succombe, que l'adapté, c'est-à-dire celui qui est le mieux en état d'occuper une place doit l'obtenir, et que le non-adapté, le concurrent moins bien doué, doit céder devant lui. Or c'est précisément ce qui nous paraît au fond de nous-mêmes juste et légitime. Et de même, cette loi s'exerce sur les races et sur les peuples comme sur les individus. Si Rome, au temps de sa force, a soumis à son pouvoir les peuples d'une grande partie du monde, elle l'a dû à sa valeur supérieure ; quand elle fut amollie et corrompue, elle reçut le coup de massue du Germain plein de jeunesse, ainsi qu'il convenait. Tous nos grands historiens ont considéré comme leur devoir de montrer dans le hasard aveugle des événements le germe de moralité, la victoire du fort, du bon et du juste. En d'autres termes, sans le savoir, ils ont fait de la théorie darwiniste le principe de la moralité universelle.

L'ordre politique et social des peuples est également soumis à l'action de ces lois naturelles. Des institutions surannées sont supprimées, presque toujours pacifiquement, plus rarement par la violence, et sont remplacées par d'autres institutions qui paraissent plus justes ou mieux adaptées.

Si un peuple reste en arrière à ce point de vue, il est asservi par un voisin mieux organisé, dont il doit accepter les institutions plus avantageuses. De même que la nature n'arrive à de nouvelles formes physiques et à de nouvelles qualités psychiques qu'après plusieurs ébauches inutiles et par l'élimination des individus manqués, de même les institutions sociales sont soumises à une épreuve continue. Rarement dans un nouveau texte de loi on arrive du premier coup à la forme définitive; en règle générale, il y a des erreurs qui ne peuvent être redressées que peu à peu. Jhering, dans un des livres les plus substantiels que possède l'Allemagne, dans son ouvrage intitulé : *Zweck im Recht* (le but dans le droit) a développé cette idée d'une façon géniale : « Pour ma part, dit-il page 11 de sa préface, je ne me permets aucun jugement sur l'exactitude de la théorie darwiniste, bien que précisément les résultats auxquels je suis arrivé de mon côté relativement à l'évolution historique du droit la confirment pour ma spécialité de la façon la plus complète. Mais, quand même son exactitude me paraîtrait ferme comme le roc, je ne vois pas comment cela pourrait me faire le moins du monde chanceler dans ma foi à une Providence divine. Dans la monère qui, d'après Haeckel, doit nécessairement aboutir à l'homme, Dieu a prévu l'homme, comme le sculpteur a prévu Apollon dans son bloc de marbre. » Et à la page suivante : « Une fin du droit en produit une autre avec la même fatalité selon laquelle, d'après la théorie darwiniste, une espèce évolue d'une autre espèce. » Dans l'admiration qu'inspire l'œuvre de Jhering, on a souvent envie de s'écrier : Quel dommage que ce grand juriste n'ait pas eu de connaissances plus approfondies en histoire naturelle. Par exemple, quand aux pages 446 et 492 de son premier volume, il s'efforce inutilement de motiver le châtement de certaines

fautes et de certains crimes, il aurait pu trouver quelque lumière dans l'idée qu'il s'agissait simplement d'éliminer des individus aux instincts dégénérés (ainsi qu'il l'expose lui-même très exactement au deuxième volume, page 140, où il flétrit les souffrances infligées aux bêtes). De telles imperfections et de telles contradictions ne se seraient pas rencontrées dans son œuvre, si l'on avait tenu pour nécessaire que nos juristes dussent aussi s'assimiler quelques-unes des notions les plus indispensables sur les lois éternelles de la nature.

Sur un point seulement, à y regarder de plus près, la théorie darwiniste peut paraître dangereuse. Ainsi qu'il a déjà été indiqué, ce n'est pas toujours le mieux doué intellectuellement ou moralement qui remporte la victoire dans la concurrence vitale. Souvent, au contraire, c'est le plus fourbe, le plus dénué de scrupule ou de conscience. Certains étudiants trichent dans les examens ; certains commerçants réussissent par une concurrence déloyale ou par des artifices trompeurs au préjudice de leurs clients. Les coolies chinois supplantent les ouvriers blancs de l'Amérique du Nord non pas tant par une plus grande habileté que par leur stupide résignation unie à une grossièreté qui fait dresser les cheveux sur la tête. Dans les provinces prussiennes de l'est, l'ouvrier polonais se multiplie au détriment de l'ouvrier allemand, et personne n'affirmera qu'il représente une race supérieure : il en est de même en Autriche, où les Slaves gagnent tous les jours du terrain sur le germanisme. Il serait facile de citer aussi des exemples tirés du règne animal, et dans le règne végétal même on peut faire des observations analogues<sup>1</sup>. Tous les paysans savent que les mauvaises herbes, très vivaces,

<sup>1</sup> Voir l'ouvrage de DEMOOR, MASSART et VANDERVELDE, *l'Evolution régressive en biologie et en sociologie*, Paris, Alcan, 1897.

deviennent souvent dangereuses pour les plantes utiles, si on ne les supprime pas énergiquement.

Sans doute ces faits ont bien quelque chose de désagréable; mais ce n'est pas de la faute du darwinisme. Si l'on pouvait le rayer purement et simplement du trésor de nos connaissances, les faits continueraient néanmoins d'exister, et ils ont été observés bien avant qu'on sût rien du darwinisme. Toutefois celui-ci peut être invoqué pour fournir quelque éclaircissement sur la signification des faits embarrassants. En ce qui concerne les plantes et les animaux, la réponse est que leur utilité pour l'homme est une mesure fautive pour apprécier le droit de chaque espèce à l'existence. Qu'une chose procure à l'homme avantage ou préjudice, cela est tout à fait indifférent relativement à la chose elle-même, et, si nous nous dégageons de la fiction anthropocentrique d'après laquelle le monde tout entier aurait été créé pour nous seuls, nous nous apercevons facilement que toute espèce porte en elle-même la justification de son existence. Par conséquent, en fait, parmi les organismes, ce sont bien les individus les plus parfaits pour leurs conditions d'existence qui sont favorisés.

Passons maintenant à la question de savoir pourquoi, chez l'homme, ce n'est pas toujours le plus noble et le plus désintéressé qui est favorisé par la sélection naturelle.

Il est clair qu'une certaine somme d'instincts égoïstes est avantageuse pour l'individu. Celui qui pousse l'idéalisme jusqu'à oublier complètement le soin de ses propres intérêts ne fait pas son chemin dans la vie pour des raisons faciles à comprendre, tandis que celui qui sait défendre ses intérêts, avec la conscience du but poursuivi, réussit mieux partout, même quand il y joint une absence de scrupules choquante. S'il en est ainsi, cela signifie tout simplement que l'humana-

nité, à son degré actuel de civilisation, ne peut pas se passer des instincts égoïstes de l'individu. Une société composée exclusivement d'altruistes se trouverait, comme collectivité, en état d'infériorité vis-à-vis d'une autre société où les instincts égoïstes ne seraient pas complètement étouffés ; car l'égoïsme met en mouvement une foule d'énergies que lui seul peut faire agir, et par l'intermédiaire desquelles il produit finalement des résultats utiles pour tous. Si nous pouvions, par exemple, fermer le même jour tous les établissements industriels dont les patrons ne sont pas inspirés par le pur altruisme, une infinité d'ouvriers se trouveraient sans ouvrage et mourraient de faim. D'autre part, l'égoïsme ne peut pas devenir l'unique ressort, parce que son action exclusive amènerait la dissolution de la société et, par conséquent, la disparition des individus qui la composent. L'admirable équilibre d'égoïsme et d'altruisme ou, pour parler plus exactement, d'instincts individualistes et d'instincts sociaux dans l'humanité, est le résultat du jeu de la sélection naturelle, et, d'après cette considération, nous pouvons déjà pressentir combien est complexe le mécanisme social tout entier, dans lequel l'intelligence humaine ne se reconnaît pas, mais où la sélection naturelle trouve pour ainsi dire à l'aveugle la voie qui conduit aux résultats les plus avantageux à l'espèce *Homo*.

La sélection naturelle supprime toujours l'excessif. Dans une société qui s'abandonne trop à la poursuite exclusive du gain, sans tenir compte du bien commun, elle met son poids dans la balance du côté de ce dernier ; là où les hommes tendent à devenir des anges tout remplis de désintéressement, la sélection agit pour produire une génération plus vigoureuse à l'action. Il faut avoir non seulement un cerveau et un cœur, mais des poings et des coudes. C'est un remar-

quable exemple de la double signification de la sélection naturelle. La sélection, progressive relativement aux instincts altruistes, est régressive relativement aux instincts égoïstes, et réciproquement.

D'une façon générale, la sélection naturelle ne poursuit pas un but déterminé avec la même précision que la sélection méthodique d'un éleveur conscient. Une quantité d'hommes de valeur meurent prématurément sans laisser de postérité, de sorte qu'à ne considérer que ce fait on pourrait croire que l'humanité doit dégénérer continuellement. De l'autre côté, l'élimination évidente des non-valeurs pourrait nous entraîner à une foi optimiste dans la rapidité du progrès. En réalité, il y a toujours deux sélections qui opèrent parallèlement, une favorable et une défavorable, ainsi que je l'ai développé dans ma brochure, *le Darwinisme contre le socialisme démocratique*<sup>1</sup>, pages 38 et suivantes. Toute la question est de savoir laquelle des deux sélections prend le dessus ; si c'est la sélection favorable, une nation se développe dans le sens ascendant ; dans l'autre cas, elle s'enlise et disparaît. Aussi répéterai-je encore une fois : combien subtil, combien admirable est le jeu exactement gradué de ces lois. Aucune intelligence humaine ne pourrait théoriquement imaginer un système qui fonctionnât avec autant de précision et de perfection. Devant ces constatations, quel effet ridicule produisent de faibles hommes, qui sont la plupart du temps d'assez petits esprits, qui n'ont même jamais entrevu le fonctionnement de la machine sociale et qui prétendent néanmoins l'améliorer de fond en comble.

Darwin n'a jamais émis la prétention d'avoir découvert ou créé les lois qui portent son nom. Il n'a jamais connu

<sup>1</sup> *Der Darwinismus gegen die Sozialdemokratie*, Hambourg, 1891.

d'autre ambition que celle d'établir des observations exactes et d'en tirer des conclusions correctes. Mais une théorie qui peut nous fournir des enseignements tels que ceux qui précèdent ne mérite certainement pas d'être traitée avec dédain par les hommes cultivés et intelligents, comme cela arrive trop souvent, aujourd'hui encore, par ignorance.

---

## VI

### VIE INDIVIDUELLE ET VIE SOCIALE

Dans beaucoup d'espèces animales, les individus vivent isolés ; dans d'autres espèces, c'est l'association qui domine, et la raison en est exclusivement dans les lois naturelles exposées précédemment, selon que, dans telles conditions données, l'isolement ou l'association offrent plus d'avantages à l'espèce en question. Si les animaux prospèrent mieux isolés, ils vivent isolés ; si l'association leur offre des avantages, ils vivent associés. Le mobile efficace, c'est encore la sélection naturelle des individus doués des instincts en question. Ces instincts sont aussi soumis à l'hérédité et à la variabilité. Dans les espèces auxquelles l'isolement est plus avantageux, sont conservés de préférence les individus dont les instincts les poussent à la vie isolée. Dans les espèces qui sont mieux en état de se perpétuer en société, les individus dont les instincts sociaux sont le plus développés sont ceux qui vivent le plus longtemps et qui ont la plus nombreuse postérité, et ceux-là disparaissent auxquels font défaut les instincts sociaux. Par l'effet des légères variations des instincts qui se reproduisent à chaque génération, il se forme d'une génération à l'autre une adaptation plus exacte de ces instincts aux conditions d'existence données, en même temps que, d'une façon continue, les

variations défavorables sont éliminées, à peu près comme quand un jardinier retranche des branches à des arbres d'agrément pour leur conserver une forme déterminée. Il n'en est pas autrement, par conséquent, des instincts sociaux que des instincts égoïstes (*instinct de conservation*) des individus : la variabilité et la sélection font tout, et de la façon la plus strictement conforme au but poursuivi. Comme l'adaptation des espèces animales actuelles à leurs conditions d'existence est améliorée et maintenue depuis des périodes de temps incalculables, et que cependant les conditions d'existence ne se modifient généralement que très lentement, nous contemplons avec stupeur chez les espèces l'admirable correspondance des instincts et des conditions d'existence. Lorsque cependant, avec H.-E. Ziegler, on ramène l'instinct à un mécanisme cérébral développé conformément à la théorie de Darwin et déterminé embryologiquement (héréditaire), la complexité souvent tout à fait déconcertante des instincts ne paraît pas plus surprenante ou plus inexplicable que la grande complexité du reste de l'organisme.

En général, nous voyons que les bêtes de proie vivent dans l'isolement. Le roi des animaux n'est rencontré qu'isolé ; il dédaigne la vie grégaire. Le motif en est facile à apercevoir. La force et l'agilité du lion, unies à son coup d'œil, lui permettent de surprendre, de saisir et de tuer sa proie tout seul. Il ne trouverait aucun avantage à être soutenu à la chasse par ses semblables, et il aurait le désavantage d'avoir à partager le butin avec eux. Le loup vit aussi généralement seul. Toutefois, comme la réunion par bandes offre certains avantages, il chasse aussi par bandes selon les circonstances. Le loup le plus agile peut, à la rigueur, atteindre et garder sa proie jusqu'à ce que ses compagnons

arrivent, mais il ne serait pas toujours en état d'en venir à bout tout seul. La raison dernière de la différence entre la façon de vivre du lion et celle du loup est donc que celui-ci est moins alerte et moins fort que celui-là. Les herbivores, tels que les bêtes à cornes, les éléphants, etc., vivent la plupart du temps par troupeaux. Ils trouvent leur nourriture en broutant; leur proie ne s'enfuit pas devant eux, et la vie grégaire leur offre le très considérable avantage de les soustraire aux surprises et de leur permettre la défense en commun.

Ces indications, que suivra une étude plus approfondie des conditions particulières de la vie en société, ne doivent servir provisoirement qu'à familiariser le lecteur avec cette idée fondamentale, que la vie sociale dans le règne animal représente une institution utilitaire, déterminée par la lutte pour l'existence, développée par la sélection naturelle et conservée par l'hérédité.

Dans une espèce animale qui vit d'ordinaire à l'état isolé, mais qui, à l'occasion, chasse en société, il se peut que, par suite d'une modification des conditions d'existence, la réunion accidentelle et transitoire des individus devienne une institution durable. De même pour une espèce qui vit en société, l'extension de l'association peut être influencée par la modification des conditions extérieures. Théoriquement cela est au moins possible, et cela nous aide, dans une certaine mesure, à comprendre le développement de la vie sociale chez l'homme, développement que nous ne pouvons pas suivre ici dans tous ses degrés intermédiaires depuis ses origines très simples jusqu'à la complexité actuelle. En tout cas, la vie sociale de l'homme doit être soumise aux mêmes lois que celle des animaux, bien qu'elle soit parvenue à un niveau très supérieur.

## VII

### VIE EN FAMILLE ET VIE EN SOCIÉTÉ

En examinant plus en détail la vie sociale, nous en isolerons d'abord le rameau désigné sous le nom particulier de vie en famille. La vie en famille, d'un sens plus restreint, et la vie sociale, d'un sens plus étendu, diffèrent par leur origine comme par leurs avantages. La vie de famille a son origine dans la nécessité des soins à donner aux petits, et a pour but leur éducation; indépendante de ces motifs, la vie sociale a pour but la poursuite d'autres intérêts communs aux individus d'une même espèce. Une espèce animale peut avoir le sentiment familial très développé et mener la vie solitaire, par exemple le lion; une autre espèce, sans connaître la vie de famille, peut vivre en troupeaux, comme les buffles. C'est encore l'organisation spéciale des individus et les conditions extérieures auxquelles l'espèce est adaptée qui décident si les soins à donner aux jeunes sont mieux assurés par l'union temporaire ou prolongée par la monogamie ou la polygamie. En général, les bêtes de proie sont monogames, et la famille se compose du père, de la mère et des petits; les herbivores sont polygames, et le père ne s'inquiète pas de sa famille, ce qui serait d'ailleurs tout à fait superflu. Ni quand ils sont à la mamelle, ni après le sevrage, les jeunes herbivores n'ont besoin de l'aide pater-

nelle; au contraire, chez les bêtes de proie, dont le gibier a des jambes agiles, le père a coutume de nourrir d'abord la mère qui allaite, puis les petits qui ne sont pas encore exercés. Dans tous les cas où le père a un devoir à remplir comme défenseur contre les ennemis éventuels, il se tient près de sa famille jusqu'à ce que ses petits soient assez grands pour se défendre eux-mêmes; autrement il reste seul. Les instincts des animaux sont adaptés d'une façon surprenante aux modifications des conditions extérieures. Par exemple, parmi les oiseaux, ceux qui sont élevés au nid (oiseaux chanteurs), sont généralement monogames, les autres (poules, canards), sont polygames pour les mêmes causes que celles qui viennent d'être indiquées pour les mammifères.

L'homme est soit polygame, soit monogame, selon les circonstances extérieures. En règle, les peuples chasseurs et les peuples agriculteurs sont monogames; les peuples pasteurs et les peuples commerçants sont polygames, et ici encore, par l'effet des mêmes lois que dans le règne animal. Il n'y a probablement pas eu chez l'homme un stade de « promiscuité » générale et sans règle, et la formation de la famille date d'une époque antérieure à l'homme. Les affirmations de Bachofen, de Morgan, etc., ont été démontrées comme insoutenables par Westermarck (*Histoire du mariage humain*<sup>1</sup>), par H.-E. Ziegler (*les Sciences naturelles et la Théorie socialiste démocratique*<sup>2</sup>), etc. La polyandrie, l'adelphogamie, etc., là où elles se présentent isolément, doivent être envisagées comme des manifestations de dégénérescence qui se produisent dans certaines circonstances particulières. Ce ne sont pas des degrés de transition à d'autres formes évolutives d'ordre supérieur.

<sup>1</sup> *Geschichte der menschlichen Ehe*, Iéna, 1893.

<sup>2</sup> *Die Naturwissenschaft und die sozialdemokratische Theorie*, Stuttgart, 1893.

Dans cette étude, nous pouvons, en outre, laisser de côté l'association chez les animaux inférieurs. Ziegler distingue parmi ceux-ci trois classes : 1° les agglomérations et colonies des protozoaires (êtres élémentaires les plus simples); 2° les agglomérations et colonies de métazoaires (éponges, corail). Dans cette dernière forme, l'association repose sur la cohésion physique des individus; ce sont des masses animales formées par bourgeonnement et par division incomplète; 3° les arthropodes, spécialement les insectes. Chez les abeilles, les fourmis et les termites, on rencontre une vie sociale relativement perfectionnée avec appropriation étendue de différentes classes d'individus à des tâches particulières en vue des exigences de la vie commune. Il y a des individus mâles, femelles et asexués. C'est pourquoi on peut aussi envisager cette forme d'association comme une forme particulière dérivée de la vie de famille, puisqu'elle est tout spécialement organisée en vue de la reproduction. En tout cas, ces êtres sont si éloignés de nous qu'il n'y a pas à en tirer de conclusions qui puissent avoir une importance quelconque, du moins à notre point de vue. Nous ne commençons donc à examiner la vie sociale qu'à partir des vertébrés.

---

## VIII

### DEGRÉ INFÉRIEUR DE LA VIE SOCIALE CHEZ LES VERTÉBRÉS

Il est relativement facile de comprendre que la vie sociale une fois commencée chez les vertébrés ait pris une forme de plus en plus précise à la faveur de certaines circonstances ; il est plus difficile de se représenter les premières origines de la vie sociale. Quels furent les instincts qui déterminèrent, pour la première fois, les animaux à s'unir en groupes, en essaims ou en troupeaux ? Et toutefois cela a dû arriver avant que des rapports plus étroits entre individus eussent pu se former. Nous trouvons la clef du problème dans cette notion, que la vie sociale, dès ses origines les plus rudimentaires, doit avoir été une organisation utilitaire. Si la réunion en masse d'individus d'une même espèce assurait leur sécurité contre leurs ennemis, à l'insu des individus eux-mêmes, la vie sociale a pu se former peu à peu par sélection naturelle, conformément au principe darwiniste. Alors en effet devaient survivre de préférence les individus dont l'instinct de conservation variait dans le sens de la réunion à leurs compagnons d'espèce et devaient disparaître ceux qui s'isolaient. Le simple fait du rassemblement, même sans défense active, c'est-à-dire l'influence passive de la masse, présente en effet cet avantage. La garantie de protection consiste en ce qu'il est impossible à l'ennemi de venir à bout, en une seule fois, d'un grand nombre

d'individus, même quand ceux-ci ne se défendent pas le moins du monde. Je ne veux pas revenir aux insectes, par exemple, aux essaims de sauterelles, dont la destruction est pour l'homme, même avec les moyens de défense les plus perfectionnés, un problème insoluble. Parmi les vertébrés, les bancs de harengs sont un exemple concluant. Un banc de harengs de un mille de long est poursuivi sur toute sa route par les grands poissons, par les oiseaux de proie et par l'homme, mais d'innombrables milliers d'individus peuvent être sacrifiés aux avides chasseurs : il en échappe toujours un nombre bien supérieur, car le poisson ou l'oiseau de proie le plus énorme ne peuvent en consommer qu'une certaine quantité, et leur capacité digestive est limitée ; d'autre part, une multiplication des animaux de proie ne peut pas être le résultat d'une surabondance momentanée de nourriture, parce qu'à un autre moment cette nourriture vient à manquer. C'est ainsi que la marche par bancs des harengs protège réellement les individus. On pourrait objecter que cette marche par bancs offre précisément à l'homme l'occasion de prendre le hareng et qu'aucun poisson de proie n'exerce autant de ravages que l'homme avec ses grands filets. Mais il existe un autre moyen de protection, c'est que la direction des migrations de harengs est tout à fait imprévisible, puisqu'ils apparaissent tantôt ici, tantôt là où on ne les attend pas et qu'ils échappent ainsi même à l'homme. Les pêcheurs hollandais disent, en effet, qu'ils donneraient une tonne d'or pour savoir d'avance où et quand un banc de harengs doit apparaître. L'instinct qui produit cette forme de vie sociale est excessivement simple. Il se résume en ceci : « Tiens-toi contre ton semblable. » Cet instinct est transmis héréditairement, parce que tous les individus qui n'en sont pas suffisamment pourvus sont dévorés par leurs persécuteurs. L'effet produit

n'est pas modifié par ce fait qu'un grand nombre de ceux qui se serrent étroitement sont pris, du moins tant que les survivants sont en nombre suffisant.

Tel est le degré le plus humble de l'instinct social; c'est de là qu'ont pu procéder tous les degrés supérieurs, selon les exigences et la faveur des circonstances.

Un autre exemple nous est fourni par les oiseaux migrants. Beaucoup d'espèces, dont les individus vivent isolément, exécutent en effet leurs grands voyages en essaims puissants. Bien que leurs ennemis, et notamment l'homme avec ses armes à feu, en tuent un grand nombre, il y en a bien plus encore de sauvés, tandis qu'à l'état solitaire chacun des individus pourrait être pris aux pièges. Le cas est tout à fait analogue à celui des harengs; toutefois il faut reconnaître qu'il peut y avoir ici encore un autre motif. Il est possible que, chez les oiseaux, les individus plus vigoureux servent, en quelque sorte, d'*entraîneurs* aux plus faibles, dont les forces s'épuiseraient s'ils restaient solitaires. Tous les sportsmen savent que les entraîneurs stimulent l'ardeur des entraînés et contribuent à la tension extrême des vigueurs qui s'épuisent. S'il est exact que notre hypothèse s'applique aux oiseaux migrants, nous verrions ici comment, sur une organisation défensive primitive, s'en greffe une seconde plus raffinée: car le nombre des oiseaux qui pendant la route succombent à la fatigue et disparaissent serait beaucoup plus considérable qu'il ne l'est, si cet effet de la vie sociale ne se produisait pas. Je ne veux nullement donner la question pour résolue, mais les considérations théoriques n'y contredisent pas et sont très instructives.

On pourrait encore citer ici, parmi les mammifères, les lemmings des montagnes du Nord, qui marchent aussi par

masses de milliers d'individus, quand, poussés par la famine, ils descendent dans les plaines, pour regagner ensuite les hauteurs après un long voyage. « On peut bien dire, écrit Brehm, que toutes les bêtes de proie de la Scandinavie s'en engraisent. Les loups et les renards les suivent et ne mangent rien autre chose que des lemmings tant qu'il y en a; le glouton les poursuit avec ardeur, comme je l'ai observé moi-même; les martres, les putois, les hermines ne chassent qu'à l'époque des lemmings; les chiens des Lapons ne voient dans une année de lemmings que des fêtes, comme il s'en présente rarement pour eux; les éternelles affamées, les chouettes les suivent à la trace; le hibou blanc ne se rencontre presque exclusivement que dans les endroits où il y a des lemmings; les buffards, notamment les buffards à pattes noires, s'acharnent sans relâche à anéantir les pauvres bêtes; les corbeaux en nourrissent leurs petits; les corneilles et les pies cherchent aussi autant qu'elles peuvent à détruire ces rongeurs. » Ici encore la grande densité de la masse semble être la seule protection de ces animaux, et seule l'intermittence de leurs apparitions empêche leurs ennemis de se multiplier proportionnellement.

Parmi les marsupiaux, il y en a aussi qui, au moins, dans le passé, ont trouvé un certain avantage à l'agglomération passive. Les kangourous, par exemple, se réunissent en grandes bandes, et cela pourtant ne les protège plus suffisamment contre les armes à feu, et ils sont continuellement décimés. Mais il ne s'ensuit nullement que, dans des circonstances plus favorables, avant l'apparition de la poudre et du plomb, en Australie, ils n'aient pas trouvé quelque protection dans le seul fait de se réunir en bandes. D'ailleurs ces animaux forment déjà une transition à un degré supérieur de la vie sociale.

## IX

### DEUXIÈME DEGRÉ DE LA VIE SOCIALE

Au deuxième degré, l'influence protectrice de l'agglomération ne repose plus simplement sur la masse des individus gardant d'ailleurs une attitude passive; il y a en plus défense active et différenciation d'activité des individus isolés. Pour ce degré de vie sociale, les bœufs à demi sauvages du sud-ouest africain sont un excellent exemple que j'emprunte au livre de F. Galton : *Inquiries into human faculty*. Il s'agit des bœufs du Damaras, que Galton a observés pendant plus d'un an, et dont les instincts, comme il dit, lui ont donné d'autant plus à réfléchir qu'il les a observés plus longtemps. Ces bœufs ne sont pas apprivoisés, et aucun de leurs ancêtres n'a jamais porté le joug; marchant en troupes d'environ deux cents têtes, ils sont gardés par un couple de jeunes garçons qui n'ont pas d'autre tâche que de les suivre et, en cas d'une attaque de brigands, d'informer les propriétaires. La nuit on pousse les bœufs dans un parc exactement comme si on chassait devant soi des bêtes sauvages. Leur ennemi le plus redoutable est le lion. Jamais il ne s'attaque à un troupeau tout entier, ni à un animal isolé, ouvertement et en face, car les cornes des bœufs et la vigueur de leur nuque représentent

une arme tout à fait dangereuse, et le lion en sautant aurait la poitrine défoncée : ce n'est qu'en se glissant par derrière qu'il réussit à venir à bout de sa victime. Même une vache qui reste en arrière du troupeau pour vèler en route est généralement épargnée, car elle surveille avec tant d'inquiétude et de vigilance tous les points de l'horizon qu'elle ne se laisse pas approcher. Quand une vache dans ce cas rejoint le troupeau avec son veau, on remarque souvent les traces de pas du lion affamé qui a fait le tour de la place, sans oser risquer l'attaque.

Les moments les plus dangereux pour un animal isolé sont ceux du repas et du repos, et en particulier de la rumination. Quand le bœuf broute l'herbe par terre, il faut qu'il baisse la tête, et alors il ne peut plus ni voir ni percevoir par l'odorat l'approche du danger. De même quand il est couché, ou pendant l'opération contemplative de la rumination, il ne peut pas se tenir suffisamment sur ses gardes. Mais un troupeau de ces animaux, envisagé comme collectivité, est toujours sur ses gardes. Il y a toujours au moins quelques yeux, quelques oreilles, et quelques nez en mesure de percevoir une approche, et le signal d'alarme donné par un seul animal garantit tout le troupeau.

A ce degré, l'association équivaut par conséquent pour les animaux à devenir une des mailles d'un filet doué de sentiment et couvrant une certaine étendue ; à devenir capables d'exercer une surveillance ininterrompue ; à avoir des yeux capables de voir dans tous les sens, des oreilles et des nez capables de scruter une vaste périphérie ; à pouvoir profiter de tout avantage de terrain pour apercevoir de loin l'approche sournoise des animaux féroces. Les facultés de chaque animal isolé sont ainsi multipliées par la vie sociale.

qui assure le maximum de sécurité avec le minimum de surveillance.

Les instincts de ces bœufs sauvages sont maintenant développés de telle façon que chaque animal isolé se sent irrésistiblement attiré et ramené à son troupeau. Si l'on sépare un animal du troupeau, soit par ruse, soit par force, il tombe dans la plus grande inquiétude. Il cherche de toutes ses forces à y revenir, et, dès qu'il y a réussi, il se jette au milieu comme s'il voulait s'y retremper avec délices. Seule, cette répugnance violente à la séparation rend possible dans les conditions données la conservation des animaux : on est certain que, quand le troupeau se met en sûreté la nuit, il n'y manque pas un sujet.

Galton remarque avec raison à ce propos que cet instinct est d'autant plus curieux que les bœufs n'éprouvent pas, comme les singes par exemple, le besoin d'une société. Les bœufs ne montrent aucune espèce d'inclination pour leurs semblables ; ils ne jouent pas entre eux ; ils ne se battent pas ; le troupeau n'a pour l'animal isolé que la signification que peut avoir pour la grenouille la mare au fond de laquelle elle se cache. Il est clair que l'instinct grégaire contribue ici non seulement à la protection, mais encore au bien-être des animaux. Un bœuf tout seul serait obligé trop souvent d'interrompre son repas pour surveiller les environs, tandis que, dans une bande, chaque bœuf conscient de la protection que les uns assurent aux autres peut manger plus tranquillement et plus abondamment, ce qui favorise la prospérité de l'ensemble.

L'opinion de Galton, c'est que le développement de cet instinct grégaire est un effet de la sélection naturelle. Les individus privés de l'instinct suffisant et qui s'isolent du troupeau sont inmanquablement terrassés par le lion,

tandis que les autres transmettent leur instinct à leur postérité. Il résulte aussi de la même loi que l'instinct en question est développé jusqu'au point précis où il atteint son maximum d'efficacité. Si l'instinct était un peu plus accentué, la densité des troupeaux serait trop forte et les animaux ne trouveraient plus assez à paître sur les maigres pâturages du Damara ; si l'instinct était plus faible, les animaux ne seraient plus suffisamment protégés contre leurs ennemis.

On affirme que les chamois établissent une véritable surveillance quand ils se couchent pour dormir ou pour ruminer. Brehm pense que cela n'est exact qu'en ce sens que, quand une harde est assiégée, on voit toujours plusieurs chamois debout et regardant autour d'eux, qui préviennent les autres de l'approche du danger par un sifflement. Cela concorde assez bien avec l'exemple précédent.

Ce degré d'association, comparativement au premier, présente un caractère nouveau important : la différenciation d'activité chez les individus : les uns veillent, tandis que les autres mangent ou dorment. Il n'était question de rien de semblable au degré le plus inférieur. Seul le fait de l'entraînement chez les oiseaux migrateurs pourrait être considéré comme le début d'une espèce de différenciation de fonctions ; mais je rappelle que cette explication ne repose que sur une hypothèse provisoire, tandis que nous ne nous occupons ici que de faits réellement observés.

Mais, bien qu'il y ait différenciation d'activité chez les individus, il ne s'ensuit pas encore que les individus eux-mêmes soient différenciés. Il dépend exclusivement du hasard que ce soit tel ou tel bœuf, tel ou tel chamois qui aperçoive tout d'abord l'ennemi. Il ne s'agit pas d'une différence individuelle des animaux eux-mêmes, bien qu'il faille reconnaître

qu'il y a des sujets plus éveillés, plus vigilants et plus prudents que la moyenne, fait connu de tous les dresseurs d'animaux.

Certains sujets se laissent diriger facilement et accomplissent leur travail avec plaisir, tandis que d'autres n'obéissent que péniblement et sont indressables, faute de pouvoir comprendre ce qu'on veut obtenir d'eux. Les dresseurs ont coutume de commencer par un certain nombre de sujets d'essai, de pousser jusqu'au bout le dressage des plus aptes et de renoncer le plus tôt possible à celui des inutilisables. La différence des aptitudes individuelles se fait aussi remarquer chez les animaux dans la vie sauvage. On raconte par exemple que, quand les chamois sont en fuite, un des vieux prend la direction de la troupe, et il n'est pas impossible que cette fonction revienne à un sujet plus intelligent et plus expérimenté. Mais la différenciation des individus eux-mêmes, leur adaptation à des fonctions déterminées nous conduit déjà au troisième degré de l'association. Au second degré, nous n'avons pas à tenir compte des différences individuelles. Tel bœuf, tel chamois en valent un autre. Les membres isolés d'un troupeau ne s'inquiètent pas les uns des autres. Le contenu de la vie sociale est strictement limité à la protection réciproque que s'assurent les animaux en mettant en commun leur vigilance. A ce degré, c'est, et pour cause, le règne de la plus parfaite égalité démocratique, du plus pur esprit grégaire.

Il n'est pas possible de suivre exactement jusqu'au dernier tous les degrés intermédiaires ; reproduisons pourtant ici quelques indications de Darwin, dans sa *Descendance de l'homme* (chapitre IV), utilisées également par Ziegler (ouvrage cité, p. 186) : « Les animaux sociables se rendent les uns aux autres beaucoup de petits services. Les chevaux

se frottent l'un l'autre, les vaches se lèchent entre elles là où elles sentent une démangeaison. Les singes se cherchent leurs parasites, et Brehm rapporte qu'une bande de *circopithecus griseo viridis* s'étant fourrés dans un buisson d'épines, chaque singe s'étendit à la sortie sur une branche d'arbre, qu'un autre s'installa près de lui, lui explora consciencieusement la fourrure et en retira tous les piquants. »

« Les animaux sociables se rendent aussi d'autres services plus importants. Les hamadryas-pavianes retournent les pierres pour chercher des insectes et, quand ils en rencontrent une trop grosse, ils se mettent à plusieurs pour la retourner et partagent le butin. Brehm rencontra en Abyssinie un grand troupeau de pavianes qui traversaient en ligne droite une vallée; quelques-uns avaient déjà gravi la colline opposée, et d'autres étaient encore dans la vallée; ces derniers furent attaqués par des chiens, mais aussitôt les vieux mâles se précipitèrent du haut des rochers et crièrent si fort que les chiens intimidés rebroussèrent chemin. Ces derniers furent de nouveau lancés à l'attaque, mais déjà tous les pavianes avaient escaladé la hauteur, à l'exception d'un jeune, âgé d'environ six mois, qui, criant au secours, se réfugia sur un rocher et fut entouré. Alors un des plus grand mâles, un vrai héros, descendit lentement de la colline, alla vers le jeune, le caressa, et l'emmena triomphalement : les chiens furent trop stupéfaits pour l'attaquer. »

« Tous les animaux qui vivent en troupes, qui se défendent les uns les autres ou qui attaquent leurs ennemis en commun doivent, jusqu'à un certain point, être fidèles les uns aux autres; tous ceux qui suivent un chef doivent jusqu'à un certain point, être obéissants. Quand, en Abyssinie, les pavianes pillent un jardin, ils suivent leur chef en silence, et quand

un jeune animal imprudent fait du bruit, les autres lui donnent des gifles, comme pour lui apprendre le silence et l'obéissance. » Nous apercevons ici l'origine d'instincts sociaux supérieurs et les formes intermédiaires qui y conduisent.

---

## TROISIÈME DEGRÉ : LA VIE SOCIALE CHEZ L'HOMME

L'homme, au point de vue des facultés intellectuelles, est à une distance énorme des animaux, et le même écart existe entre la vie sociale de l'homme et celle des animaux. Chez ces derniers, la différenciation des individus manque pour ainsi dire complètement, ou du moins n'est perceptible que sous une forme tout à fait rudimentaire; chez l'homme, la culture supérieure repose sur la division du travail et sur l'utilisation des individus conformément à leurs aptitudes différenciées. Quand nous envisageons l'ensemble de notre vie sociale développée et complexe, nous pouvons nous sentir tentés de rejeter toute explication déduite de la vie sociale des animaux. Il nous faut revenir aux époques préhistoriques pour nous convaincre que, si l'homme, à la vérité, occupe une place à part, il est néanmoins soumis aux mêmes lois naturelles qui régissent la vie des animaux.

Chez les peuples chasseurs du premier âge de pierre, la vie sociale, à l'origine, doit avoir été à peine plus développée qu'elle ne l'est chez les animaux du second degré. N'importe quel membre d'une horde, particulièrement fort ou agile, a pu se faire remarquer à la chasse et rendre des services à ses compagnons, sans obtenir pour cela d'une façon durable une situation privilégiée. La multiplication des hommes et

la diminution du gibier provoqua la guerre entre hordes, et l'on eut alors besoin de vrais chefs, de guides dans la bataille (Comparez H.-E. ZIEGLER, ouvrage cité, p. 162). Naturellement, ce rôle échut à ceux qui s'y montrèrent particulièrement aptes, soit qu'ils se soient eux-mêmes simplement proposés pour chefs, soit que, par suite de la considération dont ils jouissaient, ils aient été désignés comme tels par leurs compagnons.

La guerre n'imposait au chef qu'un rôle exclusif et unilatéral. Toutefois, quand l'agriculture eut attaché l'homme à la terre, commença la lutte, qui n'est pas encore achevée aujourd'hui, entre le groupe adapté aux conditions nouvelles et un autre groupe qui poursuit une vie aventureuse d'expéditions et de pillages : la lutte entre l'ordre légal et la classe des vagabonds et des criminels. Dès lors le chef ou le prince eut à veiller non plus seulement à la défense extérieure, mais encore au maintien de la paix intérieure, et par là même les exigences imposées à celui qui revêtait une telle dignité se trouvèrent considérablement augmentées. En dehors du courage et de la bravoure personnelle, le calme, le sang-froid, l'adresse dans l'invention des ruses de guerre, l'intelligence, la connaissance des hommes, la justice, la bonté et la magnanimité entrèrent en ligne de compte. Si l'on voulait continuer encore l'énumération de ces qualités, on serait étonné de la multiplicité des exigences imposées à un chef de tribu dès l'époque du second âge de la pierre, chez les peuples chasseurs et agriculteurs.

Chez les peuples nomades et commerçants, les particuliers rencontraient plus d'occasions d'acquérir de grandes fortunes en valeurs mobilières. La richesse procure la puissance et la considération et, par conséquent, la possibilité d'occuper comme chef une situation privilégiée. Chez les peuples

sémitiques, on insiste toujours fortement sur la richesse des princes et des rois, laquelle, chez les Germains et autres Aryens de l'antiquité, ne jouait qu'un rôle secondaire. Mais, même chez ces derniers, avec le développement progressif de la civilisation, la richesse acquit une grande influence. Le patriciat des cités allemandes, la noblesse de différentes maisons princières italiennes ont pour origine de grandes fortunes commerciales. Par là d'autres qualités entrent dans le cercle de celles qui procurent une situation sociale privilégiée, notamment l'habileté en affaires, la modération, l'économie, puis l'amour du luxe, la libéralité, les unes et les autres employées à propos; l'amour de l'art et l'intelligence de toute activité productive. Ces qualités psychiques chez les chefs et les personnalités influentes étaient aussi très importantes pour le développement du bien-être dans la collectivité tout entière. Plus les collectivités se développaient, plus devenaient complexes et variées naturellement les exigences imposées aux chefs.

L'évolution historique a dû s'accomplir à peu près de la façon suivante : les petites hordes primitives se sont fondues pour former des tribus plus étendues ; plus tard par annexion spontanée ou à demi spontanée, ou encore par conquête militaire, plusieurs tribus ont formé, à leur tour des collectivités plus grandes, des *états* proprement dits; enfin les petits états ont formé de même, par des réunions successives, des états plus considérables. C'est la loi de la *lutte pour l'existence* qui s'exerce ici. Les collectivités et les états savamment organisés asservissent les états moins bien organisés et procurent par là à leurs institutions meilleures une plus vaste expansion. C'est par voie de conquête sur les collectivités et les états limitrophes que l'Empire romain s'est accru jusqu'à ce qu'il se heurtât à un voisin dont l'or-

ganisation était plus forte que celle de la société romaine en décomposition. Les états de l'Europe moderne, de l'Oural à l'Océan Atlantique, se sont formés de la même manière. L'histoire contemporaine de l'Empire allemand est un processus continu de sélection naturelle, par suite duquel les fantômes d'états, petits, faibles, mal gouvernés, ont été absorbés par des états plus vastes, plus puissants et mieux administrés. Cette histoire nous enseigne d'une façon tout particulièrement saisissante combien est importante, en de telles circonstances, la personnalité des chefs d'état. Au milieu de la décadence générale qui succède à la guerre de Trente Ans, ce sont les Hohenzollern qui, par l'étendue de leurs vues, leur sentiment de l'économie et leur valeur militaire, se mettent en avant et constituent un nouveau centre de cristallisation qui se développe jusqu'à la reconstitution d'un Empire allemand. Le hasard a commis bien des injustices de détail en éliminant des maisons princières qui paraissaient mériter un meilleur sort. Toutefois, dans l'ensemble, la sélection est tombée juste, et notamment celle dont la génération actuelle a été témoin. Grande leçon bien digne d'attention.

La guerre avec la France n'a pas seulement assuré à l'Empire allemand les avantages d'un léger accroissement de territoire. La réputation de supériorité militaire a extraordinairement accru le prestige de l'Allemagne à l'Étranger, et cet accroissement de prestige lui a indirectement procuré des avantages économiques par une plus grande exportation de ses produits. Seul, le développement de l'activité industrielle a rendu possible ce fait que le territoire de l'Empire allemand renferme aujourd'hui (en 1898) douze millions d'habitants de plus qu'en 1870, et que, au total, ces habitants sont plus heureux qu'auparavant. L'augmentation de douze millions est

énorme pour une période de vingt-huit années; elle est supérieure au nombre d'habitants en 1870 du grand-duché de Bade, de la Bavière et du Wurtemberg réunis. L'homme d'Etat qui a obtenu un pareil résultat devrait être, parmi les classes ouvrières, la personnalité la plus respectée de toutes. S'il n'en est pas ainsi, s'il est même bien à tort traité d'ennemi des classes laborieuses, c'est exclusivement à cause de la faiblesse de jugement qui domine dans ces classes.

Je suis arrivé ici au point qui représente l'avantage le plus essentiel de la vie sociale à son degré le plus élevé et qui fournit en même temps les vues les plus profondes sur la signification de la division du travail. Grâce à la différenciation des activités et à l'adaptation des individus à cette différenciation, un nombre de plus en plus grand d'individus peuvent vivre sur une superficie qui antérieurement ne pouvait en nourrir que beaucoup moins. Si l'on voulait ramener l'Allemagne à l'état de simple pays agricole, la moitié environ des habitants seraient réduits à émigrer; et si l'on voulait revenir à la période des peuples chasseurs, il n'y en aurait plus qu'un très petit nombre d'hommes en mesure de trouver leur nourriture (comparez H.-E. ZIEGLER, p. 154 et suivantes, et H. WAHLE, p. 49). L'accroissement de la population est la cause initiale agissante qui provoque la différenciation des activités et la développe de plus en plus. Et la différenciation des individus, qui se produit naturellement, leur procure bien plus de facilités d'existence que n'en trouveraient des individus non différenciés. Si une seule espèce d'insectes vivait sur un arbre, l'arbre ne pourrait nourrir qu'un nombre limité d'individus; mais, s'il y a des centaines d'espèces adaptées à des aliments divers (racines, écorce, feuilles, fruits), il y a de la place pour un nombre infiniment plus grand d'individus.

Ainsi peuvent continuer d'exister des individus et des espèces qui autrement devraient disparaître. Cet avantage de la vie sociale n'est généralement pas apprécié à sa valeur, quoiqu'il ne soit pas difficile de comprendre qu'il n'existe pas pour l'homme d'autres lois naturelles que pour le règne animal. Seulement il s'agit chez les animaux d'espèces différentes; chez l'homme, de simples variations individuelles.

La différence entre le second et le troisième degré de la vie sociale est donc la suivante : Dans la forme la plus élevée de société chez les animaux vertébrés, l'activité sociale des individus paraît seule différenciée, mais les individus ne le sont pas; chez l'homme, au contraire, les individus eux-mêmes sont inégalement doués et par là utilisables pour des tâches sociales déterminées, pour lesquelles ils sont en effet désignés et conservés.

---

## LA FORME LA PLUS AVANTAGEUSE DE LA SOCIÉTÉ

La proposition qui précède nous fournit un moyen d'apprécier quelle doit être la forme de société la plus avantageuse et par conséquent la plus idéale. Une collectivité politiquement organisée affrontera d'autant mieux la lutte pour l'existence qu'elle répondra mieux à cette condition que chaque situation soit occupée précisément par la personnalité qui, grâce à ses facultés, est apte à en remplir le mieux possible les devoirs. Il faut appeler à diriger les relations avec l'étranger les hommes politiques les plus capables de profiter de tous les avantages dans l'intérêt de leur pays. Ils y réussiront d'autant mieux qu'ils auront à côté d'eux des chefs militaires en mesure d'organiser, et en cas de guerre, d'utiliser supérieurement les moyens de défense; car, avec une puissance ainsi armée, on ne voudra pas entrer en conflit, et par conséquent on cédera plus volontiers aux réclamations de ses hommes politiques. L'administration et la justice ont besoin de fonctionnaires cultivés et incorruptibles jouissant d'une situation considérée. Il faut qu'il existe une classe de grands commerçants qui, par leur prévoyance et leur activité, procurent sur le marché du monde des débouchés rémunérateurs aux produits nationaux et, en compensation de cette exportation, importent une quantité

d'objets qui, à l'intérieur, rendent la vie moins chère, plus agréable et plus esthétique pour les riches comme pour les pauvres. Les grands industriels doivent posséder la somme de talent technique et organisateur qui leur permette non seulement d'établir les produits aux plus bas prix, mais encore d'en retirer un bénéfice pour eux et pour leurs ouvriers. A côté d'eux, il faut qu'il reste place pour une classe de petits artisans et industriels, de façon à permettre à un nombre plus considérable de gens d'arriver à une situation indépendante, et à constituer ainsi la base matérielle d'une bourgeoisie urbaine. La classe ouvrière doit posséder une habileté technique suffisante pour augmenter de plus en plus le rendement de l'industrie, et elle doit se consacrer de bon cœur à sa tâche. De même que les entrepreneurs et les patrons doivent se faire un point d'honneur de considérer leurs ouvriers comme des auxiliaires dignes d'estime, et prendre soin d'eux dans la mesure de leurs ressources, de même les ouvriers doivent voir dans leurs patrons des supérieurs et des guides naturels et se livrer avec confiance et abandon à leur direction. Il est de la plus grande importance qu'il existe une classe rurale qui, dans des conditions conformes à la nature, remplisse sa tâche, qui est de fournir à toutes les professions non seulement du pain, mais le contingent d'hommes nécessaire au renouvellement des autres classes, pour la raison que ces classes détachées de la terre, leur mère commune, sont destinées à être sans cesse décimées, tandis que la campagne est en mesure de produire des hommes sains d'esprit et de corps pendant des périodes de temps illimitées. Pour que la classe rurale puisse remplir sa mission, il faut qu'elle ne soit ni trop heureuse, pour ne pas tomber dans la mollesse et dégénérer, ni trop malheureuse pour ne pas succomber

économiquement, malgré tout le labeur dépensé. Enfin il faut qu'à côté des fonctionnaires et des commerçants il y ait un grand nombre de personnes dans une situation matérielle indépendante, particulièrement douées pour se consacrer aux recherches scientifiques, à la création artistique, ou à n'importe quelle autre occupation d'intérêt général. Cette classe est d'une très grande importance : non seulement c'est d'elle que partent les nouvelles inventions et les découvertes, sources d'avantages pratiques ; non seulement elle assure la conservation de la culture intellectuelle supérieure, mais encore elle est indispensable pour servir d'exemple et de stimulant à la jeunesse. C'est parmi les hommes cultivés de la classe riche que se recrutent les hommes politiques, les législateurs, les hauts fonctionnaires, les grands industriels, les chercheurs et les inventeurs, en un mot tous les hommes d'initiative indispensables à la collectivité. Une seule classe doit ne pas être représentée ou ne l'être que le moins possible : celle des incapables, des propres à rien, qui ne peuvent même pas être de bons ouvriers et qui ne subviennent à leurs besoins que par le vagabondage, la mendicité ou le crime. Moins il y aura de gens de cette espèce, mieux cela vaudra pour tout le monde.

Dans une société ainsi organisée, il y aura des partis et des luttes de partis, et cela ne saurait manquer, par la raison même que les partis représentent aussi une lutte pour l'existence, la lutte entre des idées, dont les meilleures et les plus utiles doivent percer. Mais les luttes de parti ne doivent pas être poussées au point de compromettre l'unité de la nation et de consumer sans profit l'énergie des gouvernants dans des querelles et des intrigues stériles. Vis-à-vis de l'extérieur, le peuple tout entier doit se tenir comme un seul homme derrière ses diplomates et

donner l'impression qu'il est déterminé à défendre à tout prix ses intérêts. Par une nécessité naturelle, un tel peuple prendrait l'hégémonie sur les Etats moins bien organisés, et, s'il se trouvait engagé dans une guerre, il aurait, d'après les lois de la sélection naturelle, les chances les plus sérieuses de remporter une victoire décisive et de poursuivre son existence prospère.

Cet idéal social est bien éloigné des imaginations qui remplissent aujourd'hui beaucoup de cervelles ; mais il a l'avantage d'être fondé sur les lois de la nature. La question qui se pose maintenant est de savoir comment la société humaine se rapprochera autant que possible de cet idéal.

---

## XII

### IDÉES FAUSSES SUR L'IDÉAL DE LA VIE SOCIALE

Avant d'aller plus loin dans nos considérations, nous devons consacrer un rapide examen aux idées fausses sur l'idéal social. Nous avons déjà dit (p. 9 et suivantes) que le système socialiste démocratique auquel aspirent les travailleurs équivaldrait à la dissolution de la société. Au lieu que chacun soit mis, autant que possible, à la place qu'il est le mieux capable de remplir d'après ses aptitudes, chacun, d'après ce système, pourra être n'importe quoi. Ce ne sont plus les mieux doués qui devront conduire l'État, mais ceux qui auront été choisis directement pour cela par le peuple, c'est-à-dire les braillards ambitieux, habiles à conduire les masses par des flatteries et des mots à effet. Ce ne sont plus les hommes d'un talent organisateur supérieur qui devront être à la tête des entreprises industrielles : ce sont les ouvriers eux-mêmes qui en deviendront propriétaires, et seule leur volonté doit être décisive. Les travaux manuels ne seront plus exécutés par ceux qui sont insuffisamment doués pour le travail intellectuel, mais tous, même les hommes supérieurement doués, devront tous les jours travailler un certain nombre d'heures dans une usine. Tout cela est assez exactement le contraire de ce qui est avantageux à une société dans la lutte pour l'existence.

Ces fausses idées sont extraordinairement répandues, et non seulement dans les cerveaux des socialistes démocrates « conscients du but poursuivi ». Chez ces derniers, elles ne font que prendre leur forme la plus caractéristique. Dans beaucoup de milieux, on rencontre des vues analogues, sinon aussi avancées. D'une façon générale, on croit que, grâce au suffrage universel direct, on découvrira les hommes les meilleurs, les plus aptes à la direction de l'État et à la confection des lois. Le système parlementaire exige formellement que le gouvernement considère comme sa règle d'action les volontés exprimées par la représentation nationale, et qu'un ministère se retire quand il est mis en minorité dans le Parlement. Beaucoup regardent comme une imperfection, comme une survivance d'institutions rétrogrades, que nous n'en soyons pas encore là en Allemagne, tandis que, tout bien considéré, c'est un élément de force. Mais aujourd'hui à peine ose-t-on [encore l'avouer ouvertement.

L'importance de la classe des grands industriels est aussi presque complètement méconnue. Dans une réunion socialiste démocratique à laquelle j'assistais, Liebknecht décrivait la réalisation pacifique du nouvel ordre social avec une naïveté surprenante. « Prenons, par exemple, disait-il, le roi Stumm<sup>1</sup> ; dès que la conviction socialiste-démocratique aura conquis la majorité de la nation, le socialisme démocratique sera réalisé. On enverra simplement une députation au roi Stumm ; on lui déclarera qu'on n'a plus besoin de lui. Le jour d'après, les travaux de Stumm continueront à s'exécuter aussi régulièrement qu'auparavant, et personne ne regrettera M. Stumm. Seulement les profits reviendront à

<sup>1</sup> Stumm, grand industriel allemand, propriétaire d'importantes usines métallurgiques, l'une des personnalités les plus détestées par le parti socialiste.

tous les travailleurs et non plus à un seul individu qui vit dans l'abondance, tandis que la masse est dans la misère. » Les auditeurs se réjouissaient extraordinairement de cette perspective. Il n'y avait pas d'explosion de gaieté bruyante ; mais tous riaient de si bon cœur qu'involontairement on devait rire avec eux. Ils croyaient certainement que l'entrepreneur ne jouait pas d'autre rôle que celui d'accapareur de leurs parts de bénéfices. De la peine et des soucis qui se rattachent à la création d'une grande entreprise et à l'entretien de sa marche régulière, ils n'avaient pas la plus crépusculaire notion. Et pourtant point n'est besoin d'être grand connaisseur d'hommes pour se douter que vraisemblablement les choses tourneraient tout autrement que Liebknecht ne l'affirmait. Je ne veux pas insister sur ce que, tout d'abord, il y aurait un de ces « congés » qui s'étendent jusqu'au jour suivant ; car une pareille victoire pacifique ne serait pas célébrée trop grandiosément par une fête de plusieurs jours. Mais il pourrait ne pas être exact que huit jours après, et encore moins quinze jours après, aucun ouvrier ne manquât à l'ouvrage et que la production continuât régulièrement son cours. Je craindrais qu'il ne se produisît bientôt une désertion en masse, que les travaux ne cessassent d'être exécutés de façon avantageuse, et que bientôt la faillite ne fût à la porte, la faillite qui procurerait même aux laborieux des loisirs qu'ils n'auraient pas demandés.

Je ne veux pas faire un crime de leur joie naïve, devant les flatteuses perspectives de Liebknecht, aux ouvriers qui sont peu à même d'apprécier les multiples qualités intellectuelles et morales indispensables à un grand industriel. Mais il y a des gens dont on voudrait croire le jugement meilleur. Ce sont, par exemple, MM. les poètes qui prétendent nous montrer la reproduction de la vie réelle. C'est, dans ces

derniers temps, un thème de prédilection de porter au théâtre la « question sociale », et il est surprenant que les grands entrepreneurs, fabricants, grands manufacturiers, mis en scène dans ces pièces, soient généralement des hommes excessivement bornés, et presque toujours méchants. Dans *le Paradis perdu*, de Fulda, l'entrepreneur est une tête faible; dans *Honneur*, de Südermann, il y a un patron sans conscience qui croit pouvoir venir à bout de tout avec de l'argent, et Paul Heyse, lui-même, donne à peu près la même note dans son drame *Un Homme inutile*. Parmi les pièces modernes à ma connaissance, il n'y en a pas une seule qui représente, conformément à la vérité, l'initiative pleine d'entrain et dévouée jusqu'à l'abnégation d'un grand industriel, ses vastes horizons, la complexité de ses aptitudes et son extraordinaire force de volonté. Pour les poètes, l'entrepreneur ne commence à devenir intéressant que quand, sans le savoir ou venant d'être mis au courant, il est au bord de la banqueroute qui, d'ordinaire, comme dans *Krimhild*, de Wilhelm Meyer, éclate au milieu d'un bal brillant, pour que le contraste soit plus saisissant. Quand sur les planches, image du monde, on présente aux gens cultivés de telles insanités comme reproduisant la réalité, et qu'elles obtiennent du succès, on n'a plus le droit de s'étonner de la crédulité de simples ouvriers.

Même, dans les milieux de fonctionnaires et de pasteurs, il n'est pas rare de rencontrer ce préjugé que l'entrepreneur est un homme qui vise avant tout à s'enrichir vite, et qui n'hésite pas du tout à exploiter les ouvriers. Que les entrepreneurs représentent les organisateurs nés du travail national; qu'ils ne puissent, en aucune façon, être remplacés par des *administrateurs* nommés au suffrage universel direct, par la simple raison qu'ils ont fait eux-mêmes leur chemin au

milieu de la concurrence générale, par l'effet de la sélection naturelle, qui seule ici donne la mesure de chacun : c'est ce qui n'est clair que pour peu de gens et qui n'est accordé tout au plus que théoriquement, avec beaucoup de *si* et de *mais*.

Les ouvrages théoriques et les polémiques des économistes sont remplis de tableaux sur les classes de revenus, et de théories sur le gain des entrepreneurs, qui, à la vérité, sont souvent très ingénieuses, mais qui ne nous expliquent pas pourquoi, en règle générale, un entrepreneur touche un gros revenu, et l'ouvrier seulement un petit. Comme exception remarquable, je dois mentionner de nouveau J. Wolf, qui, dans son *Système de politique sociale* (*System der Sozialpolitik*), a consacré tout un chapitre à expliquer quelles qualités doit réunir un individu pour réussir comme entrepreneur et qui considère très justement les entrepreneurs comme les organisateurs du travail. Dans une conférence faite à Cologne en 1894 devant l'assemblée générale des industriels rhénans, J. Vorster a aussi mis énergiquement et spirituellement en relief l'importance de la classe des entrepreneurs. On pourrait encore jeter dans la balance l'autorité de Carlyle, si souvent invoquée abusivement par les réformateurs sociaux; car comme il a déjà été remarqué page 15, il regarde les grands industriels comme les fondateurs d'une aristocratie nouvelle initiée à l'art, oublié par l'aristocratie de naissance, de commander à des masses humaines.

Le principal résultat de ma critique en résumé consiste en ceci, que les gens intelligents me semblent être bien placés en haut, et les inintelligents en bas, et que le monde ne sera pas amélioré parce qu'on visera à renverser cet ordre naturel, et à mettre en haut ce qui doit être en bas, et réciproquement.

Mais je combattrais avec autant de fermeté la théorie con-

traire, d'après laquelle le monde n'existerait que pour les individus supérieurs par l'intelligence et la richesse, les masses n'étant bonnes qu'à leur servir de marchepied. Quant à ceux pour lesquels l'humanité ne commence qu'à partir du titre de baron, il n'y a rien à en dire. De même, de ceux qui n'aperçoivent le but de la vie que dans le tourbillon des jouissances que peut leur procurer la richesse. Mais notre critique s'adresse à une philosophie qui, comme celle de Nietzsche, voit dans l'homme supérieurement doué le seul vrai homme et dans les masses un troupeau de bétail exclusivement créé pour l'esclavage. L'inégalité sociale, d'après Nietzsche, doit servir à fortifier dans les classes supérieures le sentiment de leur valeur. Cette philosophie de la dureté de cœur me semble bien propre à transformer en décadents incapables d'initiative les éléments intellectuels d'une nation. Tout ce qu'il y a de bon dans la théorie de Nietzsche, ce qui lui a procuré des adhérents dans des cercles étendus, c'est qu'en face de la divinisation sentimentale des masses, aujourd'hui à la mode, il a cherché à restaurer dans leurs droits l'individualité et l'intelligence. Toutefois, en cela, Nietzsche a de beaucoup dépassé le but. Il est significatif que, dans un de ses ouvrages, il se déclare anti-darwinien. C'est qu'il ne connaît pas suffisamment le darwinisme, autrement il ne s'en considérerait pas comme l'adversaire, alors que, dans beaucoup de passages, il se tient précisément sur le terrain darwiniste. S'il avait étudié à fond le darwinisme, il ne l'aurait vraisemblablement pas jugé de façon si exclusive. Il est infiniment fâcheux qu'un cerveau si brillamment doué n'ait pas reçu une culture plus compréhensive; car la discipline philologique et philosophique, dont Nietzsche est un brillant produit, ne suffit plus quand on veut porter un jugement sur les problèmes sociaux d'aujourd'hui.

Les classes supérieures et les classes inférieures de l'humanité sont nécessairement inséparables, car elles ne représentent que des adaptations à des tâches déterminées de la vie sociale en vue du bien-être général, ainsi que l'a développé G. Schmoller, dans son ouvrage *le Principe de la division du travail et de la formation des classes sociales*<sup>1</sup>. C'est un non-sens de vouloir séparer les classes les unes des autres, parce qu'aucune d'elles ne peut, sans les autres, remplir sa tâche ; c'est également un non-sens de les mélanger et de les confondre de force, parce qu'il faut qu'il existe certaines différences sociales qui ont un sens beaucoup plus important que ne se l'imaginait Nietzsche.

---

<sup>1</sup> *Das Wesen der Arbeitsteilung und der sozialen Klassenbildung*, in *Jahrbücher für Gesetzgebung, Verw. und Volkswirtschaft.*, 1890.

### XIII

#### LA QUESTION SOCIALE

On parle aujourd'hui beaucoup de la *question sociale*, et l'on entend par là le problème de l'amélioration du bien-être des classes inférieures, de telle façon que les individus de cette classe aient moins de peines et de soucis, et en même temps soient mieux logés, mieux nourris et mieux partagés que maintenant au point de vue de la culture intellectuelle. Ces tendances dérivent à la fois du sentimentalisme des classes supérieures et des convoitises bien compréhensibles des classes inférieures. Il est très noble de s'intéresser aux déshérités et aux opprimés qui, avec la claire notion de leurs intérêts, ne manquent de faire à ce propos le bruit qu'il convient, puisqu'ils forment numériquement la grande majorité. Mais nous verrons qu'en examinant au point de vue du raisonnement pur la question sociale, des difficultés d'une importance très motivée s'opposent à ce qu'il soit tenu compte trop exclusivement du point de vue sentimental et que l'amélioration de la situation sociale des classes inférieures ne peut, sans inconvénient, être obtenue de haute lutte.

La question sociale prend un autre aspect, quand nous l'envisageons d'après les sciences naturelles qui servent de base à toutes nos considérations. A ce point de vue, le

plus important de tous les devoirs sociaux n'est pas tant le relèvement d'une classe tout entière que la surveillance de la régularité du processus par lequel les individus isolés sont portés à la place à laquelle ils sont le plus aptes d'après leurs qualités. Tel était aussi l'avis de Carlyle quand il considérait la production des talents intellectuels comme la plus importante de toutes, comme plus importante que les récoltes de coton, de maïs, que les journaux enregistrent si soigneusement. Selon lui, un million d'imbéciles n'équivalent pas à un homme de génie ; comme ils ne sont même pas capables de concevoir exactement la grandeur du génie, le mieux serait qu'ils s'exprimassent ainsi : « A la vérité, nous ne te comprenons pas tout à fait, mais nous remarquons que tu es plus noble, plus sage et plus grand que nous, et nous voulons te suivre fidèlement. » Celui qui est supérieurement doué doit même, s'il est venu au monde dans les rangs les plus bas, pouvoir obtenir une situation proportionnée à sa valeur, et même la première de toutes dans la société, s'il n'y a personne pour le surpasser. Un sujet né dans la classe supérieure doit abandonner sa place s'il n'a pas les aptitudes nécessaires pour la remplir comme l'exige l'intérêt de la collectivité. C'est en cela que consiste le problème social le plus important ; car, comme nous l'avons vu, c'est de sa solution exacte que dépend non seulement la prospérité d'une nation à l'intérieur, mais encore en cas de complications extérieures, sa victoire dans la lutte pour l'existence.

De mauvaises institutions sociales sont non seulement une source de mécontentement, — nous nous en apercevons assez souvent, — mais elles recèlent encore le danger qu'un jour un peuple mieux organisé n'apparaisse en vainqueur et n'établisse la domination étrangère, éventualité avec

laquelle on compte beaucoup trop peu chez nous Allemands, bien que l'histoire de l'Allemagne soit là pour nous enseigner combien de fois les défauts de notre organisation nationale (si nous avons le droit d'employer le mot « organisation » à la place de « décomposition »), ont eu pour conséquence notre asservissement et notre exploitation par l'étranger. L'armée nationale est nécessaire et doit être la plus forte possible ; mais on peut succomber même avec une forte armée, si l'organisation sociale ne vaut rien ou ne fonctionne pas régulièrement.

Maintenant quelles sont les institutions mises à notre disposition pour porter l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ? Il existe des mécanismes qui, par la voie du devenir historique, se sont développés jusqu'à leur forme actuelle et dont les rouages s'engrènent de la façon la plus remarquable. En les étudiant de plus près, nous constaterons, non sans admiration, combien au total le résultat des processus de sélection sociale est satisfaisant, et combien peu un cerveau humain serait en état d'imaginer des institutions meilleures ou seulement aussi bonnes. Car à ces institutions ont collaboré, depuis le passé le plus reculé jusqu'au temps présent, les cerveaux de beaucoup de milliers d'hommes qui y ont apporté le trésor commun de leur expérience accumulée.

---

## XIV

### MÉCANISMES SOCIAUX EN VUE DE LA SÉLECTION NATURELLE DES INDIVIDUS

Les institutions destinées à « sélectionner » les individus et à mettre chacun à la place qu'il est le mieux à même de remplir, grâce à l'ensemble de ses aptitudes, sont de deux sortes : les unes ont pour but d'arrêter au passage les non-valeurs ; les autres de pousser toujours plus haut les individus bien doués. Les premières institutions sont les plus anciennes, tandis que les dernières ne se sont développées qu'à une époque plus récente.

Pour empêcher que des incapables ne parviennent aux situations supérieures dans les services publics, on fait subir aux concurrents des examens scientifiques. Le succès est pour l'individu une question d'être ou de non-être. Mais, avant qu'un certain nombre de sujets arrivent jusqu'à l'examen, il faut qu'ils subissent dans les établissements d'enseignement une sorte de *sélection naturelle* qui dure plusieurs années. Un très grand nombre des garçons qui sont envoyés, vers leur neuvième année, dans les écoles secondaires ne doivent arriver qu'à l'examen du volontariat d'un an et, par là même, ne sont d'aucun intérêt pour nous, puisque cette catégorie renonce aux études aussitôt cet examen passé. Mais, même parmi ceux qui ont l'intention d'embrasser une carrière libérale, beaucoup disparaissent avant d'avoir fran-

chi la classe finale supérieure, et cela suffit à nous convaincre du fait que les écoles mêmes agissent comme mécanismes de sélection. L'examen de sortie (Abiturienten-Examen)<sup>1</sup> produit encore un criblage. D'après Treutlein et Deurer, dans beaucoup de gymnases, 20 0/0 seulement des élèves de sixième<sup>2</sup> achèvent le cycle complet des études. Après l'achèvement des études universitaires viennent les examens officiels proprement dits (Staatsprüfungen), qui établissent définitivement quels sont les sujets aptes à embrasser une profession savante ou à occuper une fonction dans l'Etat, et finalement un nombre relativement restreint de privilégiés atteignent le but.

Malgré des imperfections qui ne sont pas contestées, puisque les exigences de l'enseignement et des examens sont tout autres que, plus tard, celles de la vie réelle, indépendamment de ce fait qu'on peut être un écolier remarquable et un moins bon fonctionnaire, le système comporte beaucoup d'avantages, et on peut reconnaître que, dans toutes ses parties, il tend, en définitive, à ne laisser parvenir aux situations supérieures que des hommes plusieurs fois éprouvés, quant à l'esprit et au caractère. Car des individus mal doués ou faibles de volonté ne sont pas capables de parcourir toute cette carrière. On pourrait bien plutôt reprocher au système d'éliminer plus d'un individu supérieurement doué qui ne satisfait pas à des exigences scolaires surannées et pédantesques, mais qui, dans la vie réelle aurait fait remarquablement ses preuves. Le préjudice est plus grand pour la société que pour l'individu lui-même, puisqu'il peut, en tout cas, réussir dans une carrière soustraite aux examens

<sup>1</sup> Approximativement notre baccalauréat.

<sup>2</sup> La sixième des gymnases allemands correspond à la neuvième ou à la huitième des lycées français.

officiels, s'il est réellement capable de quelque chose. Par conséquent, il est d'intérêt public que les programmes d'études et d'examens tiennent le plus possible compte des conditions de la vie pratique. Là il y a beaucoup à réformer : par exemple, au point de vue de l'emploi exclusif ou prépondérant des langues mortes comme critérium des aptitudes. A une époque d'essor industriel et technique comme la nôtre, ce critérium peut souvent donner des résultats erronés, attendu que l'aptitude pour les langues mortes et l'aptitude pour les sciences naturelles pures et appliquées ne sont pas toujours nécessairement réunies, et même sont souvent exclusives l'une de l'autre. J'ai développé ce thème dans une brochure à laquelle je renvoie : *l'Ecole secondaire, instrument de sélection naturelle (Die Mittelschule als Werkzeug der natürlichen Auslese, Braunschweig, 1893)*.

Même pour les emplois moyens et inférieurs, l'Etat exige que les candidats fassent preuve, dans des examens, d'une certaine somme de connaissances théoriques et pratiques, un peu moindre toutefois que pour les emplois supérieurs, et là il n'y a pas plusieurs criblages consécutifs.

Pour ces classes sociales, les examens représentent la lutte pour l'existence; l'épreuve une fois terminée, il n'y a plus pour la majorité des individus de concurrence violente. L'Etat leur assure un traitement fixe, un avancement régulier à l'ancienneté, qu'ils peuvent perdre tout au plus par des fautes grossières. C'est seulement pour les situations les plus élevées de toutes, pour les directeurs des grands services publics (Staatsleiter) eux-mêmes et par les membres des conseils supérieurs (Kollegialmitglieder) qu'intervient encore une sélection, où les aptitudes sont appelées à fournir un critérium, bien que certaines considérations accessoires ne puissent pas être absolument exclues. En

Allemagne, le choix de ces hauts fonctionnaires revient au souverain, qui a l'habitude de s'en rapporter au Conseil des ministres; l'esprit de l'institution est donc une espèce de cooptation, un choix des capables par les plus capables. Dans les Etats républicains, il y a beaucoup plus de favoritisme que dans les Etats monarchiques, bien qu'en théorie on dût s'attendre au contraire, parce que les influences des partis tendent à procurer à leurs adhérents des situations tranquilles et lucratives et que le chef politique élu cède à ces influences bien plus facilement qu'un monarque qui occupe sa place en vertu d'un droit héréditaire et qui se trouve, par conséquent, beaucoup plus indépendant. L'hérédité du pouvoir suprême dans la société comporte de grands avantages, mais aussi beaucoup de dangers. Ces derniers sont souvent exagérés, car on ne tient aucun compte du fait que les personnalités principales sont le produit d'une longue sélection naturelle dans le passé et que, par conséquent, à de rares exceptions près, elles possèdent des aptitudes supérieures à la moyenne, aptitudes développées tout particulièrement dans le sens qui importe à un homme d'Etat.

Dans la vie industrielle, il existait autrefois aussi une espèce d'examen, le *chef-d'œuvre*. Depuis l'introduction de la liberté de l'industrie, règne la seule concurrence, d'après laquelle ce sont les clients qui décident en dernier ressort. Celui qui exploite le plus habilement son entreprise, progresse; celui qui est négligent ou paresseux, recule. La liberté de l'exploitation industrielle a pour conséquence une très grande dépense d'énergie de la part des individus, puisqu'il leur faut des connaissances de plus en plus étendues et une vigilance continuelle. Mais cela est indispensable pour que les vrais organisateurs nés du travail

puissent se mettre en pleine lumière, car ils ne sont pas reconnaissables à des signes extérieurs. Naturellement la machine sociale ne peut fonctionner correctement que si la concurrence se poursuit par des moyens honnêtes. Les procédés malhonnêtes doivent, autant que possible, être écartés par voie de règlements législatifs. La liberté industrielle ne doit pas être illimitée; la concurrence ne doit pas être déloyale; autrement ce ne seraient pas les meilleurs, mais les plus impudents et les plus dénués de scrupules qui réussiraient.

La classe ouvrière, comme la classe industrielle, est soumise à la concurrence universelle. L'exercice de la sélection se trouve principalement entre les mains des grands industriels et de leurs contremaîtres. On garde les ouvriers habiles et laborieux; on renvoie les inutilisables. Le maintien de ces derniers dans les usines est à peu près impossible; car, entre les différentes catégories d'ouvriers, règne une lutte pour la vie continuelle et implacable. Tout accroissement d'exigences quant au rendement et aux aptitudes, comme en déterminent les améliorations techniques, provoque une sélection naturelle des mieux doués, et une élimination des moins bien doués. Il me faudrait faire ici une digression trop étendue, pour établir cela plus en détail; j'y reviendrai dans la seconde partie.

Pour les degrés inférieurs de l'aptitude humaine, il existe des institutions particulières en vue de l'élimination des individus, non seulement inutilisables dans n'importe quelle sorte d'activité profitable, mais encore dangereux pour la collectivité, par suite de la nature particulière et de la combinaison de leurs qualités; ces institutions sont la police et la justice pénale. La police conserve encore une notion suffisamment claire de ce qu'elle est

là pour protéger la société contre les vagabonds, voleurs, souteneurs, tapageurs, etc., tandis que la justice pénale a perdu de vue le but originel de l'institution comme instrument de sauvegarde. On se forge un concept abstrait du droit; on frappe l'acte défendu d'une peine plus lourde ou plus légère, selon les circonstances de « l'espèce ». Mais on ne s'inquiète pas le moins du monde de savoir si la peine remplit ce but : mettre le malfaiteur hors d'état de nuire. La simple description des peines draconiennes d'autrefois nous inspire de l'horreur; mais il n'y a pas à contester que le plus souvent elles remplissaient à fond leur but, soit en supprimant les malfaiteurs, soit en les mettant, par une détention prolongée, dans l'impossibilité de se reproduire. Cela était utile. Tandis que nous, avec nos pénalités adoucies et vite oubliées, après l'accomplissement desquelles l'intéressé rentre dans la vie civile et fait des enfants, et la plupart du temps même concourt à la direction de la collectivité par l'exercice de son droit d'électeur, nous n'avons pas le droit de nous plaindre de l'accroissement de la criminalité, sans faire d'abord notre *meâ culpâ*; c'est nous-mêmes qui avons méconnu une loi, une implacable loi naturelle, que nous ne connaissions pas, la loi de l'hérédité et de la sélection naturelle. L'ignorance d'une loi ne protège pas contre les conséquences de sa transgression; c'est pourquoi nous devrions bien enseigner un peu à nos juristes les lois de la nature, et dans nos savantes controverses sur le caractère de la peine considérée comme expiation, comme moyen d'intimidation, comme moyen d'amélioration, ne pas oublier son caractère le plus immédiat, celui d'instrument de protection sociale.

La justice criminelle s'empare de tous ceux qui violent les lois, à quelque catégorie sociale qu'ils appartiennent.

Elle complète les mécanismes destinés à interdire l'accès des positions élevées aux individus qui n'y sont pas propres, en éliminant à nouveau les individus à la vérité satisfaisants au point de vue intellectuel, mais insuffisants au point de vue moral, qui s'y seraient glissés.

Jetons maintenant un coup d'œil sur les institutions qui régissent le choix des appelés. Ce sont les établissements d'enseignement de tout ordre, qui développent comme ils peuvent, dans l'intérêt général, les qualités des enfants et les soumettent à la sélection. Il se comprend de soi que les écoles représentent seulement un mécanisme, mais non les mobiles proprement dits qui mettent les individus en mouvement. Ces mobiles sont les instincts innés d'ambition qui font rarement complètement défaut chez un homme, mais dont la présence ne permet pas toutefois de conclure à l'existence d'aptitudes proportionnées. Les instincts égoïstes des enfants sont très fortement soutenus par l'instinct familial des parents. Nous voyons une fois de plus, par cet exemple, que la société ne peut pas être exclusivement fondée sur des instincts altruistes; car ceux-ci ne sont intéressés ici qu'en tant qu'ils imposent la fréquentation scolaire et dans des cas exceptionnels, quand des personnes étrangères s'intéressent à un enfant. Leur seule force ne suffirait pas pour mettre le mécanisme en mouvement et l'y maintenir.

La signification des écoles comme mécanismes de sélection a été exposée au commencement de ce chapitre. L'autre aspect de leur influence, considéré souvent comme le seul et unique, consiste en ce qu'elles développent les qualités intellectuelles de la jeunesse et répandent soit les connaissances techniques, soit celles que comporte une culture générale.

Les écoles populaires (*Volksschulen*) sont spécialement

organisées en vue de la classe rurale et ouvrière, mais devraient en bien des cas être mieux adaptées aux différents besoins. Les écoles d'agriculture et de commerce sont destinées à donner aux adultes les connaissances techniques nécessaires pour exercer avec succès la profession qu'ils ont choisie. Actuellement les écoles industrielles sont plus nombreuses dans les Etats fédéraux du Sud que dans l'Allemagne du Nord; leur fréquentation est obligatoire pour tous les apprentis, et la question de l'enseignement du dimanche a été réglée depuis longtemps par sa suppression et son remplacement par l'enseignement de semaine, ce qui n'a pu se réaliser si facilement que, parce que, depuis une génération, les professeurs et les directeurs des écoles industrielles n'exercent pas leurs fonctions comme une besogne accessoire. C'est ici qu'on peut affirmer en toute vérité que l'occasion est offerte à tous les jeunes ouvriers de développer leurs aptitudes pour occuper une place en rapport avec elles. Le compagnon d'atelier souhaite ordinairement de devenir patron, ce qui ne lui est pas bien difficile quand il a fréquenté avec succès l'école industrielle. Les ouvriers d'usine ont, il est vrai, moins de chances de devenir entrepreneurs; mais celui qui a des aptitudes à occuper une place meilleure ne reste pas d'habitude dans une place subalterne. Ou bien il fait son chemin de degré en degré, comme contremaître, surveillant, chef d'atelier, magasinier dans la fabrique même; ou bien il tâche de s'assimiler de l'instruction pour commencer par l'exploitation d'une petite industrie ou comme employé en sous-ordre, et ensuite avancer peu à peu. De bons certificats sont souvent la clef qui ouvre la carrière du fonctionnarisme.

La fréquentation des écoles spéciales, secondaires et supérieures (écoles d'art industriel et d'architecture, gym-

nases, realgymnases et reformgymnases<sup>1</sup>, realschule de premier et de second degré, écoles polytechniques et universités) fournit aux sujets capables les moyens de se préparer à n'importe quelle carrière. On pourrait objecter que l'accès de ces écoles n'est possible qu'aux enfants de la classe aisée et qu'il est refusé à ceux de la classe pauvre. En effet, ce reproche a été enregistré par le socialisme démocratique sur la liste interminable de ses griefs contre l'ordre social existant. Toutefois cet argument est très affaibli par le fait que la fréquentation de ces établissements est permise à tout le monde, et que des remises de frais d'études sont accordées aux enfants intelligents, mais sans fortune. Ce n'est pas tout, et il y a encore pour ces écoliers des bourses provenant de fondations, de subventions des communes ou de l'Etat. Ce n'est nullement la bonne volonté qui manque; mais la difficulté consiste en ce qu'il est souvent difficile de déterminer avec certitude si un écolier possède oui ou non l'aptitude exigible. De bonnes notes ne sont pas un indice infaillible, pas plus que de mauvaises notes de conduite pour un enfant de tempérament vif, ou de mauvaises notes d'application pour un élève de latin bien doué pour les sciences ne fournissent un critérium exact contre son admission. De cette façon, certains peuvent être choisis qui, plus tard, ne justifieront pas les espérances fondées sur eux, et tel peut être refusé qui aurait mérité plus que tel autre d'être remarqué. Il n'y a pas à remédier à

<sup>1</sup> Les *Gymnases* allemands correspondent à l'enseignement secondaire classique des Lycées français; les *Realschulen* à l'enseignement secondaire moderne; les *Reformgymnasien* et les *Realgymnasien* conservent le grec et le latin, tout en cherchant à répondre, mieux que l'ancien enseignement classique, aux exigences de la vie moderne. Le premier *Reformgymnasium* a été créé à Francfort-sur-le-Mein, vers 1890, avec beaucoup de succès et a été copié depuis dans plusieurs autres villes.

(NOTE DU TRADUCTEUR.)

cette grave difficulté, pas même par une très grande indulgence, comme nous le verrons plus tard. Il faut tâcher de s'en consoler en songeant que le mérite réellement supérieur se fraie sa voie en toutes circonstances, et que ce n'est pas l'intérêt bien compris de la société de pousser aux hautes situations des individus médiocrement doués, parce que la médiocrité est déjà surabondamment représentée.

Tels sont les mécanismes que l'humanité a créés au cours des siècles, afin de porter chaque individu à la place pour laquelle il est fait, et afin de mettre dans chaque place l'individu qui y est le plus apte, par un système savamment équilibré d'actions attractives et répulsives.

---

## CRITIQUE DU RENDEMENT DES MÉCANISMES DE SÉLECTION

A plusieurs reprises, il a déjà été remarqué que les organes de sélection ne sont pas absolument parfaits, mais que tout d'abord il n'est pas aussi facile de les améliorer d'une façon pratique. La question de savoir comment les mécanismes fonctionnent et si leur rendement satisfait à des exigences raisonnables est d'une extrême importance pour l'appréciation de notre situation sociale et pour les tentatives de réforme qui s'y rattachent. Parfois, avec un instrument défectueux, on établit des produits excellents; en est-il de même ici? Le résultat final est-il qu'en gros ce sont bien les hommes de valeur qui arrivent aux situations supérieures? ou bien les non-valeurs y arrivent-elles dans une proportion dangereuse, et ne sont-ce pas précisément les meilleurs qui doivent, dans des positions subalternes, dépenser leur énergie à des besognes indignes d'eux? Les réponses à ces questions sont très variées, selon les points de vue adoptés.

Dans beaucoup de milieux cultivés, on est porté à blâmer très haut les défauts des mécanismes sociaux existants et à leur refuser un fonctionnement satisfaisant. Les notions approfondies sur l'organisme de la société manquent, en règle générale, et on se laisse plutôt guider par des théories exclu-

sivement économiques, qui, à elles seules, ne sauraient jamais être suffisantes, ou bien on s'en tient à des constatations particulières dans son entourage immédiat, desquelles, pardessus le marché, on tire des observations ou des conclusions incorrectes. La situation qu'occupe un individu est plus ou moins attribuée au hasard, tout particulièrement au fait qu'il est né dans une classe sociale supérieure ou inférieure, ce qu'on considère aussi comme un effet du hasard. On tient tous les hommes pour égaux en aptitudes intellectuelles, ou du moins pour très peu différents; quant aux inégalités qu'il est impossible de nier, on en rend responsable le plus ou moins d'instruction. « Oui, si cet ouvrier avait fait de meilleures études, il serait sûrement devenu quelqu'un », est un propos fréquemment répété. Mais, en général, on va rarement jusqu'à attribuer aux classes inférieures plus d'aptitude moyenne et plus de jugement qu'aux classes supérieures. On préfère toujours se réserver cet avantage pour soi-même. Mais on admet volontiers qu'il y a encore beaucoup de ressources dans les classes inférieures.

Paul Göhre, dont les vues résument celles de beaucoup de gens, dit dans son ouvrage *Trois Mois ouvrier (Drei Monate Fabrikarbeiter)*, que le facteur décisif du mouvement socialiste est l'ardent désir, très vif dans les masses, d'être, « dans l'organisation économique de demain, non plus  
 « seulement les outils muets, automatiques, sans pensée,  
 « d'une volonté supérieure, non plus seulement des hommes  
 « obéissants, mais des hommes pleins de force, des colla-  
 « borateurs originaux; non plus seulement des bras, mais  
 « des cerveaux ». « Ce serait, pense-t-il, l'irrésistible  
 « poussée vers une plus grande liberté intellectuelle, l'aspi-  
 « ration aux bienfaits de l'éducation et de la science, et  
 « aussi à la pleine clarté sur les plus hauts et les plus

« profonds problèmes de l'âme humaine ». Ici Göhre en a un peu trop dit, car les plus grands génies n'arrivent pas à la pleine clarté sur les plus hauts et les plus profonds problèmes de l'âme humaine, c'est à tous les hommes en général et non plus seulement aux ouvriers que cette clarté est refusée. Même en faisant abstraction de cette exagération, on voit que Göhre présuppose tacitement que les *désirs*, les *mouvements*, les *aspirations* vers une culture supérieure et vers l'originalité sont toujours accompagnés des aptitudes nécessaires pour réaliser cette culture et cette originalité, ce que n'admettra jamais sans autre forme de procès aucun psychologue ou connaisseur d'hommes. Ce ne sont pas seulement les ouvriers, mais la plupart des individus, y compris les mieux doués, qui ont plus d'*aspirations* qu'ils n'en peuvent satisfaire, ce qui provoque chez ces derniers la « douleur universelle » (*Weltschmerz*) et, chez les autres, des manifestations diverses.

Le parti socialiste démocratique adopte un point de vue plus tranché encore. Pour lui le prolétariat, dans lequel il englobe tous les salariés, est l'asile de l'intelligence supérieure, de la plus haute valeur morale, de la véritable culture et de la plus pure humanité. Les violents écarts qui paraîtraient indiquer le contraire ne sont explicables que par l'asservissement auquel le prolétariat est réduit par ses exploiters, les capitalistes. Il suffirait de transporter le prolétariat dans des conditions d'existence plus favorables pour le transformer en une humanité supérieure et idéale. Par une remarquable contradiction, on attribue tous les vices et toutes les infériorités à la bourgeoisie, qui se trouve précisément dans ces conditions d'existence plus favorables et qui, par conséquent, ne devrait se composer que d'hommes supérieurs. Elle contient les tyrans les plus affreux, les plus

impitoyables, qui foulent aux pieds leurs semblables, leurs égaux en droit, pour en retirer un profit<sup>1</sup>. L'intelligence de la bourgeoisie est atrophiée; son point de vue moral est vil; son humanité n'est que phraséologie. Dans une réunion où j'entendais Bebel parler sur la dernière augmentation d'effectifs militaires, il affirmait, à la grande joie intime de ses auditeurs, que le volontariat d'un an n'était que le privilège du sac d'écus, non de l'intelligence; car, si c'était l'intelligence qui comptât, les « fils de la bourgeoisie », nécessairement repoussés à l'examen, devraient céder et abandonner la place aux « fils du peuple ». L'orateur n'oublia que de faire la démonstration. Naturellement, pour le socialisme démocratique, le suffrage universel est, par excellence, le résumé de toute sagesse. Ce que veut la majorité est seul juste et raisonnable. Il faut, d'après cela, supposer que les votants sont instinctivement en état de porter un jugement exact sur les questions les plus difficiles, qui la plupart exigent une étude approfondie, hypothèse qui, à mon avis, ressemble singulièrement à de la superstition; c'est d'ailleurs une observation souvent faite que des gens qui rejettent absolument toute croyance religieuse admettent comme bases de leurs pensées et de leurs actes toutes sortes de superstitions « scientifiques ». Celui qui

<sup>1</sup> A propos de cette accusation, formulée de façon tout à fait universelle par le socialisme démocratique, B. Kidd fait la remarque suivante : « Si nous n'avions réellement en présence qu'un égoïsme matérialiste d'une part, et un égoïsme aussi matérialiste d'autre part, les classes dominantes, qui sont incomparablement les plus fortes, seraient très bien en état de se défendre, et elles seraient en fait bien folles de ne pas le faire. Au lieu d'affranchir politiquement les masses populaires inférieures, de les former et de les élever, comme elles le font maintenant (en conséquence d'une évolution dont Marx ne tient pas compte), elles sauraient bien, comme elles l'ont su dans le passé, par quels moyens on garde le peuple sous le joug, à savoir par l'ignorance, l'incapacité et la minorité politiques, en dépit de toutes les tendances modernes du capital à la concurrence et à la concentration.

assiste souvent à des réunions ouvrières et qui réfléchit aux applaudissements qui accueillent les plus grossières absurdités, sera fortement tenté de se ranger à une autre opinion que celle que prétend nous imposer le socialisme démocratique sur le jugement et le bon sens des masses, et sur le suffrage universel.

Les employés pensent sur leurs chefs tout à fait comme les ouvriers sur leurs employeurs, et, plus on descend dans la hiérarchie, plus on rencontre de gens satisfaits d'eux-mêmes. Un membre d'un conseil supérieur (Kollegialmitglied) regardera rarement son ministre comme un homme tout à fait incapable, bien que, sur des points de détail, le ministre puisse se tromper. Les fonctionnaires de catégorie moyenne ont parfois la ferme conviction que l'État, en général, est mal gouverné, et que les choses ne pourraient aller mieux qu'à la condition d'un changement dans le personnel dirigeant. Les fonctionnaires tout à fait inférieurs n'imposent aucune contrainte à leurs jugements souvent très tranchants sur les « Messieurs de la table verte », et feraient tout beaucoup mieux qu'eux. Si l'on voulait s'en rapporter à de pareils jugements, la machine sociale à sélection fonctionnerait très mal.

Inversement, les hauts fonctionnaires se plaignent fréquemment du manque de bonne volonté, de compréhension et de zèle chez leurs subordonnés. Les chefs d'usines, comme en général la plupart des personnes qui ont beaucoup affaire aux ouvriers, sont d'avis que l'aptitude innée de ces derniers est inférieure à l'aptitude innée des individus des classes plus élevées. Les jugements défavorables sont fondés sur un antagonisme réciproque et sont en outre suspects d'être influencés par l'intérêt de classe ; en cette matière il est difficile de s'élever à un point de vue objectif. Mais, si l'on tient

compte de toutes les objections, il y a de fortes probabilités pour que l'aptitude moyenne des classes supérieures l'emporte sur l'aptitude moyenne des classes inférieures et que cette inégalité soit fondée sur les qualités innées. Comme je suis, depuis plusieurs années, complètement indépendant, en dehors du fonctionnarisme, et en dehors de la vie industrielle, bien que je les connaisse par expérience personnelle, ma pensée est vraisemblablement libre de bien des influences secondaires qui agissent sur des gens plus directement intéressés; si je devais inconsciemment parler d'après un préjugé, ce préjugé pencherait, en tout cas, en faveur des classes inférieures. Pour ces raisons, les vues auxquelles je suis arrivé par des études approfondies, et de nombreuses relations personnelles, ne sauraient être complètement écartées. Il me semble donc que les mécanismes de sélection ici décrits, bien qu'ils ne fonctionnent pas toujours irréprochablement, aboutissent pourtant, au total, à mettre en avant les hommes de valeur. Peut-être ce ne sont pas toujours les meilleurs de tous qui arrivent aux premières places, mais, en règle générale, ceux dont les aptitudes sont suffisantes. Si je considère, par exemple, les chefs de nos administrations, je trouve parmi eux toute une série d'hommes au moins remarquables par la culture scientifique et le caractère. Parmi les industriels, j'en ai connu un grand nombre qui méritaient leur situation par des qualités considérables, notamment par leur talent d'organisation et par leur énergie. Dans notre bourgeoisie urbaine, je constate toujours avec joie le bon sens qui sait dire le mot juste, et le goût pour une culture supérieure, à laquelle chacun tient à faire participer ses enfants, quand il n'a pu l'acquiescir pour lui-même. D'autre part, je ne puis me défendre contre l'impression que l'aptitude des classes inférieures

dépasse rarement le niveau moyen et souvent ne l'atteint pas. On rencontre rarement là des vues raisonnables et une conduite réfléchie, et, dans la plupart des cas, il me semble tout simplement que les gens ne pouvaient pas être autre chose que ce qu'ils ont été.

Je tiens pour fautive l'opinion qu'il existe un nombre considérable d'individus réduits à s'étioler dans une situation médiocre, malgré leurs aptitudes supérieures. Les tentatives faites pour pousser en avant des écoliers intelligents et bien notés échouent en beaucoup de cas. Même quand on ne se place pas à ce point de vue trivial de compter sur de la reconnaissance, il est cependant très désagréable d'être obligé de constater qu'on aurait mieux fait de ne se mêler de rien et de ne pas intervenir dans la destinée d'un autre homme, même avec les intentions les plus bienveillantes. Si l'on pousse en avant des enfants qui se font remarquer par la vivacité de leur intelligence, on s'aperçoit souvent plus tard de l'insuffisance de leur caractère, et c'est une cause d'échec. Si inversement on choisit de bons garçons, bien doués moralement, il n'est pas moins fâcheux que leur intelligence soit rebelle à tout développement ultérieur, et cela arrive très souvent. Le motif de tels insuccès me semble être que les enfants et les jeunes gens qui réunissent en eux les avantages d'une haute intelligence et d'un vigoureux caractère moral n'attendent pas après un protecteur, mais savent, par leurs propres forces, donner carrière à leurs irrésistibles aspirations. En raison des efforts très respectables tentés par les personnes charitables, par les associations religieuses, par les communes et l'Etat, pour favoriser les jeunes talents en leur fournissant les moyens de se développer, il me semble peu croyable que beaucoup de ces talents échappent à l'attention et, par conséquent,

soient perdus. Les vrais talents ne sont jamais perdus. J'incline par conséquent à penser que, grâce à nos institutions sociales, la plupart des enfants réellement doués des classes inférieures ont et mettent à profit la faculté de se ménager la situation qui leur convient. Mais une conséquence logiquement toute naturelle, c'est que la classe inférieure doit rester à un degré assez bas d'aptitudes moyennes. Si l'on enlève continuellement à cette classe les talents qui s'y forment, pour les introduire dans la classe supérieure, il n'y reste plus, d'après M. de Lapouge, qu'un résidu dépouillé de ses essences les plus précieuses<sup>1</sup>.

Les restrictions de détail nécessaires à cette affirmation seront exposées dans les chapitres suivants. Au total, il ne reste dans la classe inférieure que peu ou point de talents méconnus. Je n'exige pas du lecteur qu'il croie sur ma parole à l'exactitude de cette hypothèse, dont je puis fournir une démonstration objective. En effet, en conséquence de lois naturelles incontestées, le nombre des individus supérieurement doués ne peut être, d'une façon générale, que très

<sup>1</sup> Je ne puis m'empêcher de citer ici une des voix autorisées du parti socialiste, qui me donne raison contre mon attente. Dans la *Neue Zeit*, n° 20, 1894-95, le Dr Blaschko rend compte de ma *Natürliche Auslese* et me reproche mes préjugés de race et de classe, ma partialité, mon exclusivisme et autres choses analogues, pour continuer ainsi : « Il y a aussi un grain de vérité dans les développements d'Ammon, et on peut bien admettre que dans les classes possédantes il se trouve une plus forte proportion d'individus intelligents que dans le prolétariat rural et urbain, fait qui se traduit extérieurement par une physionomie en moyenne plus intelligente et plus vive. Cette différence peut être fondée en grande partie sur l'éducation meilleure, l'exercice continu des facultés intellectuelles dans les classes supérieures, mais il serait insensé de nier l'existence d'aptitudes innées, souvent visibles extérieurement. » On reconnaît par là que le socialisme « scientifique » est forcé de battre en retraite, dès qu'on le met en face de vérités biologiques. Je me garde bien toutefois de m'exagérer la valeur de tels aveux. A la prochaine occasion, on nous servira de nouveau, comme s'il ne s'était rien passé, les phrases toutes faites sur « la bourgeoisie corrompue » et « le noble prolétariat ».

faible par rapport à la masse de la population, ce qui exclut qu'il en reste un grand nombre en arrière. Je commencerai cette démonstration aussitôt après que nous aurons résumé quelques aperçus sur les qualités psychiques de l'homme.

---

## XVI

### LES QUALITÉS PSYCHIQUES DE L'HOMME

Bien que la lutte pour l'existence ne se livre pas à coups de massue ou d'épée, les qualités physiques n'en ont pas moins toujours une grande importance pour le succès de l'individu. Les dons intellectuels les plus heureux ne sont pas mis en valeur si leur possesseur souffre de douleurs physiques continuelles, et ils sont paralysés quand une santé chancelante interdit tout effort considérable. Mais la santé et la force à elles seules ne produisent pas non plus grand'chose de bon. Comme on peut le déduire clairement de ce qui été exposé jusqu'à présent, la lutte pour l'existence se poursuit aujourd'hui surtout par les qualités de l'intelligence et du caractère que nous pouvons réunir sous la désignation commune de qualités psychiques.

Les qualités psychiques de l'homme sont développées dans des sens très divers. Certaines lui appartiennent exclusivement, d'autres lui sont communes avec les animaux, par exemple l'amour des parents pour leurs enfants. Pour découvrir les premières origines de certaines qualités, nous devons descendre assez bas dans le règne animal.

J'indiquerai seulement qu'on peut comparer l'ensemble des qualités psychiques de l'homme et des animaux à un tronc d'arbre dont les branches isolées se sont adaptées aux

différentes exigences de la vie, et dont la racine est l'instinct de conservation. L'instinct de la conservation se ramifie d'abord en instinct d'observation, instinct de nutrition, instinct de défense et instinct de reproduction, et à mesure que les conditions d'existence deviennent plus complexes, et que s'élève l'organisation des espèces, la différenciation de ces instincts s'accroît, et les nuances deviennent plus délicates. Je me réserve de traiter, avec plus de détails, dans une autre occasion, ce sujet qui exigerait à lui seul des développements considérables. Ce qui nous suffit pour le moment, c'est que toutes les qualités psychiques de l'homme ne sont que l'instinct de conservation différencié et adapté à des fonctions déterminées. Les instincts sociaux ou altruistes dérivent de l'instinct de défense. Ils ont pour base, comme nous l'avons montré (p. 39 et suivantes) la plus grande efficacité de la défense résultant de l'association de plusieurs individus. Sans cela il n'y a pas de vie sociale concevable, parce que même ses premiers commencements ne pourraient se produire. Toutefois la vie sociale développe bientôt chez les individus, à côté des instincts égoïstes de sauvegarde personnelle et de fuite, d'autres instincts qui leur commandent avec plus ou moins de force de secourir leurs compagnons; et à l'échelon supérieur, de les secourir même quand il y a danger à le faire.

Dans certains cas, les instincts égoïstes et altruistes, c'est-à-dire les instincts de défense individuelle et ceux de défense sociale, se fortifient l'un l'autre, ou tout au moins agissent dans le même sens. Un industriel qui dépense beaucoup d'énergie dans une entreprise pour gagner de l'argent rend service à beaucoup de ses semblables, même sans y songer. Dans d'autres cas, les instincts de la première et ceux de la seconde espèce se combattent. Quand nous voyons un homme

en danger de mort, nous éprouvons le désir altruiste de nous précipiter à son secours ; si les circonstances sont telles que le résultat du sauvetage soit douteux et le danger considérable pour nous, il nous faut combattre un vif instinct égoïste pour suivre notre premier mouvement. Ici la sélection naturelle a eu à lutter contre des difficultés extraordinaires pour arriver à un résultat avantageux, et ce résultat ne pouvait pas être absolu. C'est un compromis. Selon que les instincts égoïstes ou altruistes l'emportent chez un individu, sa façon d'agir est déterminée dans un sens ou dans l'autre. De là vient qu'il y a conflit de devoirs et que, malgré l'évolution prolongée de l'humanité, on pèche si souvent contre l'altruisme.

D'ailleurs ce ne sont pas seulement les qualités altruistes, mais aussi beaucoup de qualités égoïstes qui sont comptées parmi les qualités morales, par exemple la maîtrise de soi, la force de volonté, l'application, etc. Mais la loi morale ne s'occupe que de régir les rapports des individus avec la société. Elle représente l'ensemble des exigences imposées par les instincts altruistes et coïncide, grâce à son origine, avec ce qui est avantageux au bien-être de la collectivité. Nous appelons conscience la loi morale non écrite qui est en nous ; sa violation provoque une réaction des instincts altruistes refoulés, que nous ressentons sous forme de remords. Si les remords de conscience s'élèvent jusqu'à ce point qu'on voudrait effacer, supprimer, s'il était possible, l'acte commis, ils s'appellent le regret (*Reue*) ; cependant on applique aussi ce mot au sentiment qui résulte d'instincts égoïstes non satisfaits. La loi morale écrite, extérieure à nous, qu'elle soit proclamée par les prophètes comme une révélation de Dieu, promulguée par les législateurs pour des motifs utilitaires, ou inventée par les philosophes

comme moyen de parvenir à la félicité intime, est une collection plus ou moins complète des exigences de la conscience, admises chez un peuple dans des conditions déterminées.

Les instincts religieux tiennent de près aux instincts moraux, mais ne leur sont pas identiques. Ils se rattachent aux diverses formes de l'instinct de défense, de l'instinct social et de l'instinct familial, et ont une grande importance pour l'expansion vigoureuse des individus et des peuples dans la lutte pour l'existence. B. Kidd a exposé, avec profondeur, l'importance de la religion au point de vue de l'évolution sociale. Seulement il ne déclare pas franchement que la religion est nécessairement issue des instincts religieux, qui de leur côté sont le produit de la lutte pour l'existence. D'ailleurs les partisans de la révélation ne trouvent pas en moi un adversaire, mais alors les développements qui s'y rattachent relèvent de la théologie. Dans un livre écrit au point de vue anthropologique, la seule hypothèse permise est que les instincts religieux se sont formés exactement de la même façon que tous les autres. Quant aux développements plus détaillés sur l'origine des qualités psychiques de l'homme, je les renvoie à une autre fois, pour ne pas grossir démesurément le volume de cet ouvrage.

D'après les évangiles de Marc et Matthieu, l'amour du prochain est la plus haute prescription morale du christianisme, ce qui confirme notre assertion que la loi morale repose sur les instincts altruistes. Toutefois, dans la formule : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même », une concession est faite à la légitimité conditionnelle des instincts égoïstes ; car, à leur degré le plus élevé, les instincts altruistes exigent que non seulement nous aimions notre prochain comme nous-mêmes, mais plus que nous-

mêmes, et que tout au moins quand les intérêts sociaux sont mis en question nous allions jusqu'au renoncement. Ce n'est pas seulement du soldat qu'on exige qu'il sacrifie volontairement sa vie pour son pays; mais, dans bien d'autres circonstances, la complète abnégation de la personne est couramment pratiquée : qu'on songe aux hautes fonctions publiques si épuisantes, à certaines recherches scientifiques poursuivies au risque de la vie, au dévouement des sœurs de charité, etc. Celui qui agit avec un tel oubli de lui-même aime son prochain plus que lui-même, c'est-à-dire que ses instincts altruistes ont triomphé de ses instincts égoïstes. Toutefois cette perfection ne peut être atteinte que dans des conditions particulières, ou par des personnalités supérieures; en général il faut laisser aux instincts égoïstes une sphère d'action; car, comme nous l'avons vu plus haut (p. 39 et suivantes), une société d'anges qui se sacrifieraient purement et simplement les uns pour les autres n'est pas possible en ce monde.

Avec la complexité croissante des conditions de l'existence chez l'homme civilisé (le troisième degré de la vie sociale, d'après la série exposée pages 56 et suivantes), avec la division du travail et la différenciation des individus, se développent des qualités psychiques extraordinairement variées. Que de fines nuances nous établissons par exemple entre badauderie (*Gafflust*), curiosité (*Schaulust*), indiscretion (*Neugierde*), soif de savoir (*Wissbegierde*) et esprit d'investigation (*Forschungstrieb*), ou entre application (*Fleiss*), patience (*Geduld*), assiduité (*Emsigkeit*), activité (*Betrieb-samkeit*), et, d'autre part, entre application (*Fleiss*), persévérance (*Ausdauer*), constance (*Beharrlichkeit*) et abnégation complète. La langue est trop pauvre pour exprimer toutes les nuances intermédiaires qui doivent encore exister en

dehors des termes usités. Et ce n'est pas là une supposition théorique, mais une vérité d'expérience, démontrée par ce fait que nous sommes souvent embarrassés pour désigner une qualité par tel ou tel mot. La simple énumération de toutes les qualités psychiques qui ont un nom remplirait plusieurs pages, et l'exacte définition de chacune d'elle ne serait pas un petit travail.

Il est très important de bien se figurer que les caractères psychiques des individus peuvent être différenciés non seulement en qualité, mais en quantité. En fait nous n'avons pas de compas ni d'échelle pour mesurer les caractères psychiques, comme nous avons le dynamomètre pour mesurer la force physique, mais nous n'en sommes pas moins parfaitement convaincus qu'il existe de grandes différences quantitatives, par exemple dans l'intelligence. Ainsi il y a des gens très intelligents, moins intelligents, moyennement doués, bêtes, très bêtes, et tout à fait stupides. De même nous savons avec certitude que l'application a ses degrés. Que de nuances diverses entre celui qui ne peut pas lever les yeux de son travail avant de l'avoir terminé, et celui qu'il faut continuellement rappeler à l'ordre, ou encore celui qu'on ne peut déterminer à aucun travail sérieux.

La multiplicité, à peine calculable, des caractères différenciés et la multiplicité correspondante des nuances de chaque caractère permettent naturellement un nombre à peu près illimité de combinaisons en qualité et en degré. C'est ce qui explique l'infinie diversité des individus, parmi lesquels on n'en a jamais encore trouvé deux absolument semblables par l'intelligence et le caractère. Il faut encore se rappeler qu'en conséquence des lois de l'hérédité et de l'*amphimixis* (page 23), de nouvelles combinaisons peuvent se former dans chacun des enfants des mêmes parents, et

que par là même un choix à peu près inépuisable de types se trouve offert à la sélection naturelle. Pour préciser par un exemple concret le sens de ces mots, un père très intelligent, mais paresseux, et une mère peu intelligente, mais énergique et persévérante, peuvent avoir un fils qui unira la haute intelligence du père à la ténacité de la mère et qui, grâce à ces qualités, se frayera une voie aux plus hautes situations, tandis que son père était à peu près inutilisable; mais aussi les mêmes parents peuvent engendrer un parfait vaurien chez lequel la bêtise et la paresse se trouveront réunies, et enfin dans chacun de leurs enfants, s'ils en ont beaucoup, les qualités originelles du père et de la mère peuvent se combiner de la façon la plus variée.

La théorie des combinaisons ou le calcul des probabilités, branche des mathématiques pures, nous renseigne sur les lois qui président à l'apparition plus ou moins fréquente des combinaisons particulières de qualités psychiques. Cependant, pour bien conserver le fil du raisonnement, nous ne devons pas embrasser du premier coup un trop grand nombre d'éléments, et il nous faut les répartir en groupes et d'après des degrés bien déterminés; les lois simples que nous en déduirons s'appliqueront ensuite plus facilement aux conditions plus complexes de la réalité.

Pour des raisons qui seront expliquées bientôt, nous admettons tout d'abord trois groupes de qualités psychiques, décisives pour la place qu'un homme peut occuper dans la vie :

- 1° Qualités *intellectuelles*, dans lesquelles nous faisons rentrer tout ce qui se rapporte à l'intelligence de l'homme : compréhension facile, mémoire, jugement, invention, etc.;
- 2° Qualités *morales*, à savoir maîtrise de soi-même, force de volonté, application, persévérance, constance, modération,

fermeté, esprit de famille, franchise, et toutes les qualités analogues ;

3° Qualités *économiques*, sens des affaires, talent d'organisation, habileté technique, prudence, esprit de calcul, prévoyance, économie, etc.

On a objecté contre cette classification que les qualités économiques n'ont pas de signification par elles-mêmes, mais sont des résultantes de qualités intellectuelles et morales, ce dont pour ma part je ne suis pas tout à fait convaincu, du moins pas pour toutes ; aussi m'en tiendrai-je à cette classification qui a l'avantage de nous permettre une vue d'ensemble.

Les qualités altruistes, amour du prochain, désintéressement, dévouement, esprit de sacrifice constituent une branche particulière des qualités morales. Elles ont été laissées de côté ici parce que leur influence sur le succès de l'individu est contradictoire. Dans la mesure où une attitude altruiste procure le respect, et où elle est indispensable pour occuper des situations dirigeantes, ces qualités peuvent être avantageuses à l'individu. Mais, dans les situations moyennes et inférieures, le cas le plus fréquent, c'est qu'elles rendent difficile ou tout à fait impossible le succès des individus qui pensent plus au bonheur des autres qu'au leur propre. Pour cette raison, nous commençons par mettre de côté la catégorie des qualités altruistes, pour y revenir plus tard.

En outre, comme les qualités physiques ne sont pas indifférentes pour le succès de l'individu, nous ajoutons un quatrième groupe qui se rapporte à ces qualités :

4° Qualités *physiques* : puissance de travail, endurance, force de résistance aux fatigues et aux excitations de tout genre, santé.

Nous désignerons par 6 le plus haut degré de développement quantitatif de chacun de ces groupes particuliers, par 1 le degré le plus bas, par 2, 3, 4, 5 les degrés intermédiaires : nous aurons par conséquent pour chacun des quatre groupes de qualités 6 degrés différents ; nous verrons ensuite quelles combinaisons peuvent en résulter et lesquelles de ces combinaisons ont chance de se présenter le plus fréquemment.

---

## XVII

### QUELQUES PRINCIPES DE LA THÉORIE DES COMBINAISONS OU DU CALCUL DES PROBABILITÉS

Après le Darwinisme, rien n'est plus désagréable aux lecteurs à culture philologique ou juridique qu'une formule mathématique. Comme cet ouvrage est destiné à tous les hommes cultivés, et que je n'ai pas pu laisser de côté le Darwinisme, je m'abstiendrai du moins de formules mathématiques, en donnant aux principes indispensables du calcul des probabilités un aspect facilement intelligible : c'est seulement pour l'édification des spécialistes que je citerai en note une seule formule. Ce sont les hasards du jeu de dés qui me serviront de point de départ pour exposer les lois des combinaisons.

Prenons quatre dés, dont les côtés sont marqués de un à six points. Le premier dé représentera les qualités intellectuelles, et les points de un à six, leurs différents degrés ; le second dé représentera les qualités morales, avec six degrés également ; le troisième les qualités économiques, et le quatrième les qualités physiques indispensables au succès d'un individu. Nous pouvons maintenant nous faire une idée de la fréquence relative des différentes combinaisons possibles.

Au total, avec quatre dés, il y a  $6 \times 6 \times 6 \times 6 = 1.296$  coups possibles, puisque chaque dé peut tomber sur l'un de ses six côtés, les trois autres dés restant les mêmes.

Le coup le plus fort possible donne la somme 24, et cette somme ne peut se présenter que d'une seule façon, chaque dé amenant six points. Dans notre comparaison, cela signifie : sur 1.296 individus, il n'y en aura qu'un chez qui les qualités intellectuelles, morales, économiques et physiques atteindront leur plus haut degré.

Si nous nous écartons un peu de la perfection absolue, en admettant que l'un des quatre groupes de qualités se trouve au degré immédiatement au-dessous, exprimé par conséquent par le chiffre 5, nous avons déjà quatre coups possibles, par conséquent quatre sujets, représentés par les coups 6, 6, 6, 5, — 6, 6, 5, 6, — 6, 5, 6, 6, — 5, 6, 6, 6. Ces sujets, avec le total de 23 points, sont déjà plus fréquents que les sujets n° 1, qui correspondent au total de 24 points.

Le degré suivant est représenté par la somme de 22 points. Cette somme peut-être formée par deux sortes de combinaisons. La première, c'est que deux groupes de qualités soient représentées par 6, et les deux autres par 5; la seconde, c'est que trois des groupes soient représentés par 6 et un par 4. Les coups possibles sont donc 6, 6, 5, 5 — 6, 5, 5, 6 — 6, 5, 6, 5, — 5, 5, 6, 6 — 5, 6, 6, 5 — 5, 6, 5, 6 — c'est-à-dire six coups, et d'autre part 6, 6, 6, 4 — 6, 6, 4, 6 — 6, 4, 6, 6 — 4, 6, 6, 6, c'est-à-dire quatre coups : au total, dix coups, donnant toujours la somme 22.

La somme 21 s'obtient par quatre sortes de combinaisons de points, avec vingt coups possibles; la somme 20 par cinq sortes de combinaisons avec trente-cinq coups, et à chaque fois qu'on descend d'une unité, les diverses combinaisons augmentent comme le nombre des coups. Cela con-

tinue jusqu'au nombre moyen, la somme de 14 points, qui s'obtient par douze sortes de combinaisons avec cent quarante-six coups. Puis la fréquence recommence à diminuer en sens exactement inverse, la somme 6 s'obtenant par dix coups possibles, la somme 5 par quatre coups, la somme 4 par un seul coup<sup>1</sup>.

Le dernier coup a pour condition que chacun des dés amène le point 1, et par conséquent, dans notre comparaison, il représente un sujet du degré le plus inférieur, doué de la façon la plus médiocre possible pour chacun des quatre groupes de qualités, c'est-à-dire totalement idiot et infirme.

<sup>1</sup> Il n'est guère nécessaire de reproduire les coups possibles pour chaque somme de points. Pour en donner un seul exemple, prenons la somme de points la plus fréquente, celle qui s'obtient dans cent quarante-six coups, avec douze combinaisons différentes :

1.	Combinaison	4442	4424	4244	2444	....	....	= 4 coups
2.	—	4433	4343	4334	3434	3443	3344	= 6 »
3.	—	{ 4451	4415	4541	4514	4154	4145 }	= 12 »
		{ 5144	5441	5414	4544	4445	4454 }	
4.	—	{ 4532	4523	4352	4325	4253	4235 }	= 24 »
		{ 5432	5423	5342	5324	5243	5234 }	
		{ 3245	3254	3452	3425	3542	3524 }	
		{ 2345	2354	2435	2453	2543	2534 }	
5.	—	{ 5531	5513	5351	5315	5153	5135 }	= 12 »
		{ 3155	3551	3515	1355	1533	1535 }	
6.	—	5522	5252	5225	2525	2552	2255	= 6 »
7.	—	5333	3533	3353	3335	....	....	= 4 »
8.	—	{ 6233	6332	6323	2633	2363	2336 }	= 12 »
		{ 3362	3326	3632	3623	3263	3236 }	
9.	—	{ 6431	6413	6341	6314	6143	6134 }	= 24 »
		{ 4631	4613	4361	4316	4163	4136 }	
		{ 3641	3614	3461	3416	3164	3146 }	
		{ 1643	1634	1463	1436	1364	1346 }	
10.	—	{ 6422	6224	6242	4622	4226	4262 }	= 12 »
		{ 2264	2246	2624	2642	2642	2462 }	
11.	—	{ 6521	6512	6251	6215	6152	6125 }	= 24 »
		{ 5621	5612	2651	2615	1652	1625 }	
		{ 2651	2615	2561	2516	2156	2165 }	
		{ 1652	1625	1562	1526	1256	1265 }	
12.	—	6611	6161	6116	1616	1661	1166	= 6 »
TOTAL.....								146 coups

donnant tous la somme 14 et tous différents les uns des autres.

Ces résultats se résument dans le tableau suivant :  
Sur 1.296 coups :

La somme	24	s'obtient	1	fois
—	23	—	4	—
—	22	—	10	—
—	21	—	20	—
—	20	—	35	—
—	19	—	56	—
—	18	—	80	—
—	17	—	104	—
—	16	—	125	—
—	15	—	140	—
—	14	—	146	—
—	13	—	140	—
—	12	—	125	—
—	11	—	104	—
—	10	—	80	—
—	9	—	56	—
—	8	—	35	—
—	7	—	20	—
—	6	—	10	—
—	5	—	4	—
—	4	—	1	—
TOTAL.....			1.296 coups	

Ce tableau signifie : si avec quatre dés on joue 1.296 coups, chacune des sommes possibles de 24 à 4 points doit théoriquement se présenter avec la fréquence indiquée : par exemple la somme 18 doit se présenter 80 fois ; la somme 9 56 fois. En réalité, cela ne se passe pas exactement ainsi, parce que le hasard amène des écarts ; mais plus on renouvelle l'expérience, plus les écarts dans un sens ou dans l'autre disparaissent, et, si l'on déduit une moyenne d'un nombre plus considérable d'expériences, la réalité se rappro-

chera de plus en plus de la probabilité calculée théoriquement.

Le lecteur commence déjà à s'apercevoir que les coups très forts et les coups très faibles sont en petit nombre, tandis que les coups moyens se présentent très fréquemment. Dans l'espèce, cela signifie : les hommes de génie et de talent, comparativement à la totalité des hommes, ne sont qu'en petit nombre, conformément à la nature même des choses, parce qu'en vertu de lois mathématiques les combinaisons présentant les qualités indispensables ne peuvent se produire que rarement. De même le nombre des sujets faiblement doués et des purs imbéciles est relativement faible, tandis que les « moyennement bons », les « médiocres », représentent la grande majorité.

Non seulement la comparaison avec les dés nous est utile parce qu'elle simplifie l'exposé du sujet, mais encore elle nous aide à comprendre cette particularité que beaucoup de gens, d'ailleurs bons observateurs, s'illusionnent si souvent sur la catégorie moyenne, sur la médiocrité, en s'exagérant la valeur des masses au point de vue des aptitudes. Si, par exemple, nous prenons comme correspondant à la catégorie moyenne la somme de 14 points, nous voyons d'après ce qui précède que cette somme peut s'obtenir par cent quarante-six coups différents. Parmi ces coups, il y a les combinaisons 4, 4, 3, 3 = 14; 4, 3, 4, 3; 4, 3, 3, 4; 3, 4, 3, 4; 3, 4, 4, 3; 3, 3, 4, 4, et en outre, parmi beaucoup d'autres, des combinaisons comme 6, 6, 1, 1; 6, 1, 6, 1; 6, 1, 1, 6; 1, 6, 1, 1; 1, 6, 6, 1; 1, 1, 6, 6, qui donnent également la somme de 14 points. Dans notre comparaison, les combinaisons du premier groupe représentent des individus doués d'aptitudes uniformément moyennes, et capables à tous points de vue d'occuper une situa-

tion modeste ; mais les combinaisons du dernier groupe représentent des individus doués de façon dysharmonique, qui peuvent un moment faire illusion par certaines qualités, tandis qu'à l'épreuve on est obligé de s'apercevoir qu'au fond ils ne sont pas ce qu'on croyait. Ils ont parfois une haute intelligence qui se joue des problèmes les plus ardu, ou bien une grande puissance de travail ; malgré cela ils ne peuvent rien accomplir de grand, parce qu'il leur manque certaines qualités morales ou économiques, persévérance ou esprit de calcul : au demeurant, ils se classent seulement dans la médiocrité, dans les moyennement bons. Ou bien ce sont de braves gens au point de vue moral, très bien doués quant aux aptitudes économiques, mais il leur manque l'intelligence et la puissance de travail, et ainsi de suite.

Tandis qu'avec les gens du premier groupe, les médiocrités harmoniquement douées, on sait tout de suite à quoi s'en tenir, les gens du dernier groupe, selon les circonstances, font l'impression d'hommes excessivement capables qui n'ont pas su se tirer d'affaire, et on parle de talent gaspillé, de génie méconnu, d'asservissement ! Et là-dessus on s'en prend à l'insuffisance d'instruction, aux circonstances défavorables, et surtout à l'ordre social actuel, alors que l'insuccès des individus a pour cause réelle la nature même de leurs aptitudes.

Il faut remarquer encore que, dans notre exemple des dés, jusqu'à la somme 9 une qualité peut se rencontrer avec le maximum 6, les trois autres étant alors représentées par 1. Avec deux 5 on peut encore obtenir la somme 12, et avec un 5 arriver à la somme 8. Toutefois ceux qui appartiennent aux degrés inférieurs sont en majorité représentés par des chiffres de points moyens ou faibles, 4, 4, 4, 4 ; 3, 3, 3, 3 ; 2, 2, 2, 2, ou par des combinaisons de 4, 3, 2, et 1, comme l'indique le calcul. Cela signifie : dans la masse

des moyennement et des faiblement doués, apparaissent, même aux plus bas degrés, un certain nombre d'individus qui surprennent par une qualité spéciale excessivement développée : esprit naturel, constance dans l'adversité, ambition ardente et inutile, remarquable entente des affaires, etc., selon que, d'après notre comparaison, le point 6 est donné par le premier, le second, le troisième dé. Les sujets ainsi faits donnent l'impression que l'ordre social a commis envers eux une amère injustice en les mettant au rang qui leur a été attribué ; pour s'apercevoir de l'erreur, il faut considérer chaque personnalité dans son ensemble. Si le 6 est fourni par le quatrième dé, celui qui correspond aux forces physiques, le résultat est un Hercule, qui, à cause de ses très faibles aptitudes, est bon tout au plus à se montrer dans une baraque de foire<sup>1</sup>.

Si maintenant, à côté des qualités morales, nous considérons aussi les qualités altruistes, écartées provisoirement (p. 102), nous comprenons facilement que ces qualités puissent être fortement représentées chez certains individus, d'ailleurs moyennement ou faiblement doués. Cette combinaison aboutit à un ardent désir de venir en aide au malheur, mais à de fréquentes erreurs sur les vrais moyens à employer. Cela explique comment parfois de grandes institutions de bienfaisance périclitent ou ne peuvent être

<sup>1</sup> Sur les 146 coups qui donnent la somme 14 (voir plus haut, p. 106), il y en a six où deux dés amènent le point 6, et 72 où le point 6 n'est amené que par un dé ; par conséquent, d'après notre comparaison, sur 146 personnes, il y en a 78, c'est-à-dire plus de la moitié, dysharmoniquement douées, avec au moins une qualité à un degré supérieur. Sur les 375 coups qui amènent la somme 13 et les sommes au-dessous, il y en a encore 150, c'est-à-dire plus du quart, qui renferment un 6. Sur les 146 sujets de qualité moyenne, il y en a donc 24 très intelligents, représentés par le point 6 au premier dé ; sur les 375 au-dessous de la moyenne, il y en a 35 ; par conséquent la proportion est déjà considérablement moindre. Les sommes de 8 à 4 points contiennent en tout 70 coups, parmi lesquels pas un seul 6.

sauvées que par l'intervention de gens égoïstes, mais doués de sens pratique. Cela explique aussi que des chefs d'industrie, excellents et irremplaçables en leur genre, ne soient pas nécessairement doués en même temps de qualités altruistes supérieures. Certains industriels sont altruistes, parce que, dans leur classe, toutes les nuances d'altruisme sont représentées; mais le hasard seul fait que les plus habiles soient précisément les plus désintéressés. Certains industriels sans talent d'organisation arrivent cependant quelquefois au succès financier, grâce à leur absence de scrupules et à leur avarice; naturellement il n'y a pas à compter sur cette catégorie inférieure pour des tentatives altruistes, et c'est pourquoi la protection des ouvriers par l'Etat est chose indispensable, bien que certains industriels isolés fassent spontanément le nécessaire.

Les grands hommes d'Etat doivent, en toutes circonstances, avoir une forte dose d'altruisme. Ils ne peuvent être à la hauteur de leurs fonctions que s'ils se dévouent complètement à l'intérêt de leur pays et si, jour et nuit, ils ne songent qu'à sa prospérité et à sa grandeur. Nous autres, Allemands, nous avons eu le bonheur de connaître un tel homme d'Etat, chez lequel, à côté d'autres brillantes qualités, était également développé au plus haut degré l'amour du peuple.

En général, plus on s'élève, plus l'ensemble des aptitudes doit être harmonique. Mais c'est une loi naturelle que les hommes de première et de seconde catégorie sont très rares, et l'ordre social ne mérite aucun reproche quand il barre le passage aux talents et aux génies méconnus, aux hommes généreux, mais maladroits : dans les postes importants, on ne peut utiliser que des personnalités supérieurement douées, quant à chacun des principaux groupes de qualités. Une fois de plus, la machine sociale serait probablement beaucoup

moins parfaite si nous autres pauvres, hommes, fascinés par les apparences, nous avons eu à la construire d'après nos vues incomplètes. Nous devons littéralement admirer ce chef-d'œuvre, organisé de telle façon qu'il ne laisse passer ni les apparences, ni les aptitudes partielles, mais seulement le mérite absolu, total, qui embrasse tous les groupes de qualités et qui se vérifie dans n'importe quelle situation. Est-il nécessaire de rappeler que des séries entières de générations ont collaboré instinctivement à ce mécanisme et y ont consacré leurs efforts, avant son adaptation parfaite et sa mise en marche correcte?

---

## XVII

### APPLICATION DU CALCUL DES PROBABILITÉS AUX QUALITÉS PSYCHIQUES DE L'HOMME, D'APRÈS GALTON

Jusqu'ici, nous avons considéré le jeu de dés comme une image et une comparaison, mais c'est probablement plus, à savoir une reproduction, fidèle quant à l'essentiel, des phénomènes qui précèdent et accompagnent la fécondation. La dissociation des déterminants, ou plutôt des groupes de déterminants (p. 21) et l'association des keimplasmas des deux parents<sup>1</sup> sont presque certainement régies par les lois du calcul des probabilités. Les déterminants correspondant aux différentes qualités et, selon le nombre et la composition de leurs molécules, à l'intensité de ces qualités, s'associent et forment des combinaisons variées à peu près comme les dés avec leurs points. Dans ce cas, notre comparaison répond à une réalité.

Il nous faut maintenant indiquer les restrictions à faire aux considérations de la page 102, pour appliquer à la répartition des qualités psychiques les résultats fournis par le jeu de dés.

Au chapitre XVI, les qualités psychiques décisives pour le

<sup>1</sup> Voyez WEISMANN, *Hérédité et Sélection*, trad. franç. par DE VARIGNY, Paris, Reinwald, 1892.

succès de l'individu ont été classées en trois groupes, le quatrième groupe étant formé par les qualités physiques, et les qualités altruistes, toujours utiles à la société, mais non toujours à l'individu, formant une subdivision particulière des qualités morales. Mais en réalité chaque groupe lui-même se compose à son tour de combinaisons de qualités qui ne sont pas nécessairement associées. Un sujet peut posséder certaines qualités intellectuelles, morales ou économiques à un degré plus élevé que d'autres qualités du même groupe, et la force physique est le résultat de la combinaison de multiples éléments pour chaque partie du corps. Au lieu de quatre éléments, nous aurions dû en prendre un bien plus grand nombre. En quoi consiste maintenant la différence des résultats ainsi obtenus ? Plus nous augmenterons le nombre des qualités particulières héréditaires, plus seront rares les individus chez lesquels se rencontreront toutes ces qualités réunies, plus seront rares, en d'autres termes, les hommes de génie et de grand talent. Prenons huit dés au lieu de quatre, nous avons un jet numéro 1, non plus comme auparavant sur 1.296 individus, mais sur  $6 \times 6 = 1.679.616$ . D'autre part, les sujets très peu doués deviennent aussi plus rares, et les moyennement bons, les médiocres, occupent une place de plus en plus prépondérante.

On obtient un résultat analogue en augmentant le nombre des degrés d'intensité des qualités, degrés que nous avons exprimés par les points des dés à jouer. D'après notre hypothèse, l'homme le plus intelligent n'est que six fois supérieur au plus stupide : hypothèse peu admissible. Supposons que cette supériorité soit de 12, ou, en d'autres termes, au lieu du cube à 6 faces, prenons un dodécaèdre dont les 12 faces soient marquées des points 1 à 12; le

nombre des coups possibles avec quatre dés sera  $12 \times 12 \times 12 \times 12 = 20.736$ , et nous n'aurons qu'un sujet de premier ordre sur 20.736, au lieu de 1 sur 1.296. Avec huit dés à 12 côtés, il n'y aurait plus qu'un homme de premier ordre sur 429.981.696.

Un troisième facteur agit dans le même sens. C'est que, contrairement à notre hypothèse, d'après laquelle les différents degrés d'intensité ont autant de chances les uns que les autres de se présenter, — un dé pouvant tomber sur n'importe lequel de ses côtés avec la même probabilité, — les degrés extrêmes d'une qualité psychique considérée comme le résultat de la combinaison de cellules ou de molécules de la substance cérébrale seront plus rares que les degrés moyens. En d'autres termes, l'intensité des qualités isolées est aussi soumise aux lois qui régissent les combinaisons. Cette circonstance tend à diminuer encore le nombre des personnalités exceptionnelles dans une certaine masse d'individus et à augmenter le nombre des sujets moyennement doués.

L'ensemble de ces lois se résume en une formule<sup>1</sup> qui exprime la fréquence des écarts hors d'une moyenne, et dont il suffit de déterminer empiriquement les coefficients pour l'appliquer à notre cas. Le nombre des qualités particulières peut alors être négligé, ce qui est très désirable, puisque ce nombre ne peut pas être déterminé; il serait peut-être aussi grand que le nombre des cellules ou même

<sup>1</sup> La formule est  $y = Y - h^2x^2$  et a été attribuée par Galton à Quételet, astronome et statisticien belge, qui l'employa dans ses *Lettres à S. A. R. le duc de Saxe-Cobourg et Gotha sur la théorie des probabilités* (Bruxelles, 1846). Mais la première application de la formule à la théorie des probabilités avait été faite antérieurement par Gauss dans sa *Theoria combinationis observationum erroribus minimis obnoxia*, qui parut en 1823 dans les *Commentationes societatis regiae scientiarum Göttingensis*. Dans l'édition de Göttingue de 1873, la formule se trouve au tome IV, page 9.

des molécules qui composent le cerveau, puisque chacun de ces éléments pris isolément peut varier indépendamment des autres. Grâce à cette formule, on n'a pas à s'inquiéter non plus du nombre des degrés intermédiaires, ni de la fréquence de ces différents degrés.

Francis Galton a déterminé empiriquement les coefficients d'après des données recueillies en Angleterre, et nous lui empruntons les nombres qu'il a trouvés pour la répartition d'un million d'hommes dans chaque catégorie d'aptitudes. On peut vérifier, dans son livre *Hereditary Genius* (Londres, 1869), la méthode employée.

La répartition en seize classes d'aptitudes adoptée par Galton est arbitraire, car dans la réalité les transitions sont tout à fait insensibles. Il aurait tout aussi bien pu prendre un nombre de classes plus faible ou plus fort. Mais son sens pratique lui fit adopter une classification facile à embrasser d'un coup d'œil.

Les classes sont désignées par des lettres; celles qui dépassent la moyenne par des majuscules, celles qui sont au-dessous par les minuscules correspondantes. Le nombre des individus compris dans les classes désignées par les mêmes lettres est le même à cause de la symétrie de la formule.

La classe A, immédiatement au-dessus de l'axe horizontal, désigne l'aptitude moyenne; la classe *a*, immédiatement au-dessous de cet axe, l'aptitude moyenne correspondante. La classe B désigne une aptitude un peu supérieure, la classe *b* une aptitude un peu inférieure. Les classes C et D contiennent déjà des personnalités considérables au point de vue intellectuel; les sujets de la classe E sont pleins de talent au sens usuel du mot; F et G sont les talents supérieurs. La classe X, qui embrasse tous les degrés au-dessus de G et qui n'est pas

limitée par en haut, désigne le vrai génie. Il en est inversement des classes *c*, *d*, *e*, *f*, *g* et *x*, qui descendent de degré en degré jusqu'à la stupidité complète.

La répartition d'un million d'hommes dans les classes particulières est, d'après Galton, la suivante :

Classe X.....	1 individu	
— G.....	14 individus	
— F.....	233	—
— E.....	2.423	—
— D.....	15.696	—
— C.....	63.563	—
— B.....	161.279	—
— A.....	256.791	—
— <i>a</i> .....	256.791	—
— <i>b</i> .....	161.279	—
— <i>c</i> .....	63.563	—
— <i>d</i> .....	15.696	—
— <i>e</i> .....	2.423	—
— <i>f</i> .....	233	—
— <i>g</i> .....	14	—
— <i>x</i> .....	1 individu	
TOTAL.....	1.000.000	d'individus

Ce tableau devient plus saisissant si on le traduit par une courbe, comme celle de la figure 1, page 118.

La ligne continue est la courbe d'après Galton, les lignes droites transversales donnent les seize classes d'aptitudes. On voit, du premier coup d'œil, que les classes du milieu A et *a*, à elles seules, représentent déjà plus de la moitié, et en y ajoutant les classes B et *b* les cinq sixièmes du million, et que les aptitudes plus élevées sont représentées par une pointe plus effilée. En réalité, la courbe ne forme pas ici de pointe, mais se rapproche sans cesse sans l'atteindre

de l'axe perpendiculaire médian, et cela si rapidement que dès la classe F, les deux branches de la courbe paraissent se confondre avec la ligne médiane et entre elles. Il en est de même pour les branches inférieures à partir de la classe *f*.

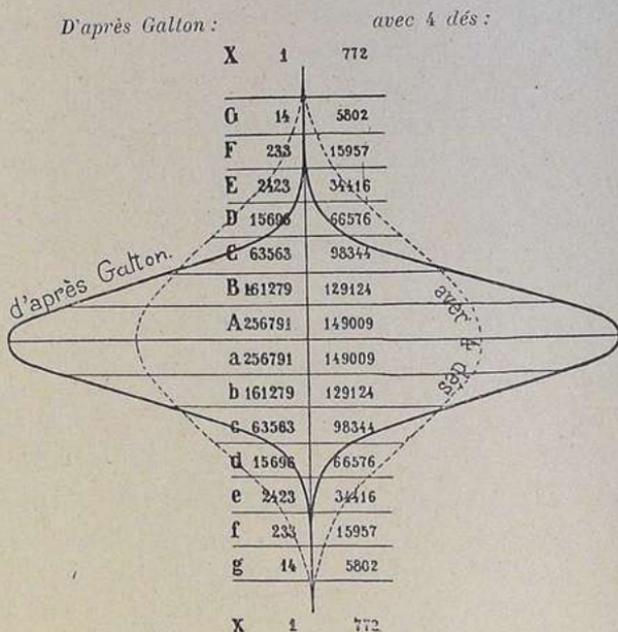


FIG. 1. — Graphique de la fréquence des différents degrés des aptitudes humaines, d'après Galton.

Les hommes de talent et de génie s'élèvent comme à pic au-dessus de la large masse composée principalement de la qualité moyennement bonne. Si le nombre des sujets supérieurement doués est si faible en général, il est impossible qu'un grand nombre d'entre eux soient retenus dans les classes inférieures par l'imperfection des institutions sociales. Nous pouvons nous rappeler d'autre part que la

classe moyennement bonne est caractérisée dans l'ensemble comme dans le détail par l'association d'éléments disparates; dans l'ensemble, puisque dans la même classe des combinaisons très différentes se trouvent placées les unes à côté des autres, avec la même valeur approximative; dans le détail, parce que chez le même individu, à côté de quelques qualités brillantes, peuvent en exister d'autres qui paralysent partiellement l'effet des premières.

La courbe s'effile vers le bas de la même manière que vers le haut, le nombre des sujets mal doués et des imbéciles purs décroissant symétriquement.

Au moyen d'une ligne de points, j'ai inscrit dans la figure 1 la courbe donnée par quatre dés à 6 points, après avoir ramené les 21 divisions formées par les 21 sommes possibles de leurs points aux 16 classes de Galton. On voit que la même loi s'exprime dans cette courbe, mais plus faiblement. La classe moyennement bonne est moins prépondérante, les individus supérieurement doués sont plus nombreux, et par conséquent l'effilement de la courbe est moins accusé, quoique analogue. En tout, nous avons ici dans les classes A et a, B et b, 279.874 individus de moins que chez Galton, et aussi, par conséquent, 139.937 de plus dans les classes supérieures, et autant de plus dans les classes inférieures<sup>1</sup>. La forme moins écrasée de la courbe correspond à la combinaison d'un plus petit nombre d'éléments; plus il y a d'éléments particuliers concomitants,

<sup>1</sup> La symétrie exacte entre la partie inférieure et la partie supérieure de la courbe peut être discutée. Le résultat de mes recherches est qu'il y a des exceptions. Les qualités relatives à la reproduction et à l'éducation des enfants conduisent à des courbes asymétriques; cependant toutes les autres qualités ne se comportent ainsi qu'en tant qu'elles sont en voie d'évolution progressive ou régressive. Dans l'état d'immobilité, toutes les qualités, à l'exception de celles qui viennent d'être nommées, sont nécessairement exprimées par des courbes symétriques.

plus il faut de qualités réunies pour constituer le génie, plus aussi la courbe s'élargit vers le centre, et plus aussi l'effilement est brusque et accusé vers le haut et vers le bas.

Les individus de la classe *c* et au dessous sont très faiblement doués et ne peuvent être utilisés dans la vie sociale que péniblement, et encore d'une façon imparfaite. A cette catégorie appartiennent non seulement ceux qui sont hors d'état d'accomplir une tâche qui exige de l'intelligence et de l'adresse, mais aussi ceux qui sont insuffisamment doués au point de vue moral, les paresseux et les vagabonds, qui pourraient peut-être travailler, s'ils le voulaient, mais qui ne sont même pas capables de vouloir. Là commence le prolétariat, dans lequel il convient de distinguer deux catégories, celle des individus partiellement utilisables, et celle des individus absolument inutilisables et même nuisibles.

A cette dernière catégorie appartiennent les individus tout à fait inférieurs par les aptitudes intellectuelles, morales, économiques et physiques, c'est-à-dire les idiots, les faibles d'esprit, les criminels, les alcooliques, les malades, les infirmes, les estropiés assistés dans les établissements spéciaux. Leur nombre sur un million, en comptant de bas en haut, pourrait s'étendre de la classe *x* à un peu au-delà de la classe *e*, puisque ces classes ne comprennent en tout que 2.671 individus, mais serait exagéré si l'on y ajoutait les 15.696 têtes de la classe *d*. Il nous faut supposer que la limite d'utilisation au point de vue social passe à travers la classe *d*, de sorte qu'une portion de cette classe se trouve au-dessus et l'autre au-dessous de la limite. En tenant compte de cette remarque, nous obtenons la vraie forme de la pyramide sociale (*fig. 2*, p. 121).

La forme de cette courbe n'est pas celle d'une pyramide, mais plutôt celle d'un oignon de tulipe. Les classes A, a, B, b, contiennent la grande masse des moyennement doués, de la médiocrité; la classe c avec une partie de la classe d, les individus faiblement doués qui ne peuvent être employés qu'à des besoins inférieures, et qui, occasionnellement, c'est-à-dire sans en être des hôtes habituels, font connais-

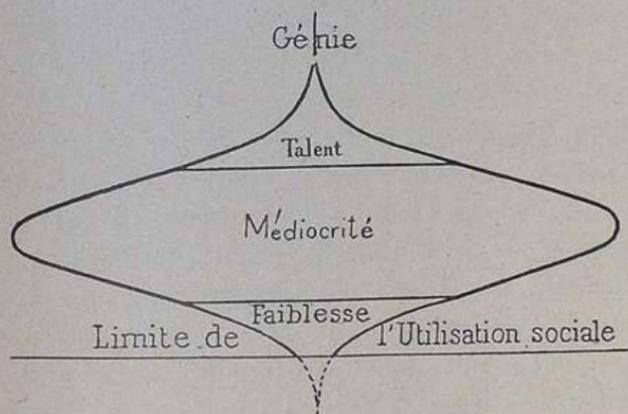


FIG. 2. — Véritable forme de la pyramide sociale.

sance avec les prisons, les maisons de correction, les colonies ouvrières et les établissements d'assistance; cela doit être exact tout au moins pour la partie inférieure de la catégorie des faiblement doués, puisque la transition des faiblement doués aux inutilisables se fait insensiblement. Je renvoie pour plus de détail à la seconde partie, chapitre XLVI.

Les ouvriers intelligents, adroits et vigoureux, appartiennent non pas à la catégorie des faiblement doués, mais à celle des moyennement doués, et nous voyons par là que la catégorie des *moyennement doués* ne saurait être la même chose que ce que nous appelons couramment la *classe*

*moyenne*. L'usage dans ces deux cas donne un sens différent aux mots *moyen*, *moyennement*. La *classe sociale moyenne* contient déjà les personnalités de talent à partir de C vers le haut, et de là vient qu'elle ne forme jamais qu'une minorité numérique, tandis qu'au point de vue des aptitudes elle représente une grande somme d'énergie intellectuelle et morale. Les personnalités des classes F et G devraient, pour la plupart, se rencontrer dans les hautes situations de la politique, de la grande industrie, de la science et de l'art, et au-dessus de toutes trône la classe la plus élevée, le classe X, le génie.

Celui qui vérifiera la démonstration de Galton arrivera, avec moi, à la conviction que la courbe tracée d'après ses données correspond assez bien pour nous à la répartition des aptitudes sur un million d'hommes. On fera bien, dans la vérification, de laisser de côté les enfants, parce que chez eux les aptitudes sont encore latentes et que personne ne peut prédire avec certitude quelle place ils occuperont plus tard dans la vie. Si l'on compare des personnalités d'âge plus mûr, les contours deviennent plus nets. Par exemple, il y a en Allemagne, sur 100.000 habitants environ, 12.106 hommes de quarante ans et au dessus, par conséquent 6 millions environ de ces hommes sur nos 50 millions d'habitants. Nous autres, Allemands, qui sûrement ne venons pas après les Anglais au point de vue des aptitudes, nous devrions, d'après la théorie de Galton, sur 6 millions d'hommes posséder environ 6 génies de la classe X, 84 de la classe G et 1.398 de la classe F. A la catégorie des moyennement doués appartiendraient plus de 3 millions d'individus des classes A et *a* et, en comptant les classes B et *b*, plus de 5 millions.

Sur les 11 millions d'Allemands de vingt-cinq ans et plus

qui possèdent le droit de suffrage au Reichstag, plus de 9 millions appartiennent à la catégorie moyennement douée des classes A, *a*, B, *b*, mais plus de 800.000 faiblement doués votent pareillement et concourent à diriger le sort de l'empire. Ils sont précisément assez nombreux pour paralyser l'influence des individus supérieurement doués, qui, par suite de la symétrie de la courbe, forment le même total.

Les élus, pour bien faire, devraient être choisis parmi les classes supérieures d'aptitudes. Dans la classe X, sur 11 millions, nous avons 11 hommes; dans les classes G et F réunies, 2.717 hommes. Nous serions parfaitement en mesure de constituer un Reichstag tout à fait supérieur, puisque, pour 400 membres à élire, nous aurions le choix parmi 2.728 hommes, à condition toutefois que les électeurs sussent découvrir les bons candidats.

---

## XIX

### AUTRES CONSÉQUENCES DE LA COURBE DE FRÉQUENCE DE GALTON

Certains lecteurs n'a mettront pas facilement que le nombre des hommes supérieurement doués soit relativement si restreint, la classe la plus élevée ne contenant qu'un homme de génie sur 1 million d'individus, et les trois classes supérieures réunies 250 sujets, soit 1 sur 4.000. Mais, théoriquement, la courbe devrait être encore bien plus élargie, les aptitudes supérieures devraient être encore bien plus rares, en vertu seulement des lois étudiées jusqu'à présent. Avec 8 dés à 6 points chacun, comme nous l'avons vu page 114, le coup de tous les 6 arrive une fois sur 1.679.616. Mais il y a certainement bien plus de 8 qualités particulières réunies dans un homme de génie, et le nombre des degrés d'intensité n'est certainement pas évalué trop haut, porté à 6, c'est-à-dire qu'il n'y a rien d'exagéré à attribuer à un homme de génie des aptitudes 6 fois supérieures à celles d'un idiot. Nous avons vu, en outre, qu'avec 8 dés à 12 faces le coup le plus fort arrive une fois sur 430 millions, et tout cela sans tenir encore compte de notre troisième remarque (p. 115), à savoir que les mêmes lois sont valables pour chaque qualité particulière, de sorte que les degrés supérieurs sont plus rares

que les degrés moyens, tandis qu'un dé peut tomber indifféremment sur n'importe quelle face. Si nous pesons tout cela, il devient vraisemblable que, sur beaucoup de millions d'hommes, il n'y en ait qu'un seul chez qui toutes les qualités exigibles pour former le génie se trouveront réunies, tandis que d'après Galton nous en avons 1 sur 1 million, c'est-à-dire beaucoup plus.

De l'écart qui existe entre la réalité et la probabilité théorique, on peut conclure qu'il doit exister quelques causes encore non calculées qui favorisent la production du talent et du génie.

Et, en fait, il en est ainsi. Galton lui-même n'a pas porté son attention sur ce point, parce qu'il croyait avoir paré à toute objection par sa théorie des *formes stables*. Il admet en effet cette hypothèse, que certaines qualités de caractère qui se soutiennent les unes les autres forment déjà, comme qualités en puissance dans le keim-plasma, un groupe tout particulièrement cohérent, de sorte qu'au moment de la conception ou de la division des cellules par réduction ces qualités ne se dissocient pas facilement et sont, par conséquent, transmises simultanément. On pourrait trouver une indication à l'appui de cette façon de voir dans l'« hérédité corrélative » décrite par Darwin, laquelle consiste en ce que les parties analogues du corps varient souvent dans le même sens. Par exemple les pattes empennées des pigeons prennent la structure d'ailes. Mais il est aussi rapporté par Darwin que de longs becs et de longues pattes vont ensemble. Il n'existe aucune relation directe entre le bec et les pattes, bien que les longs becs aident les oiseaux à longues pattes à recueillir leur nourriture. On peut aussi expliquer le fait en disant que les influences qui provoquent une variation dans le keim-plasma

agissent dans le même sens ou dans un sens analogue sur les déterminants de différentes parties du corps, sans que ces déterminants aient nécessairement entre eux des rapports plus immédiats. Il y a, contre la théorie des formes stables, ce fait, que la sélection est en mesure de dissocier les formes associées. Si l'on veut, on peut produire méthodiquement des bees courts et de longues jambes. L'homme lui-même est soumis à une sélection naturelle analogue, car ses jambes sont d'une longueur disproportionnée, ses bras courts, et cette particularité ne peut s'être produite que par l'adaptation à l'attitude droite au moyen de la sélection naturelle. Les jeunes d'une espèce gardent souvent d'anciennes formes de la souche primitive, qui disparaissent avec le progrès de la croissance. Les nouveau-nés, avec leurs membres antérieurs et postérieurs égaux, reproduisent les mêmes rapports qui existent chez les quadrupèdes. Les enfants même de deux ou trois ans peuvent encore facilement marcher à quatre pattes, tandis que les adultes sont hors d'état d'en faire autant et, s'ils essaient, tombent presque toujours sur les genoux. L'hypothèse des formes corrélatives et stables est encore contredite par les courts orteils qui terminent les jambes longues et par les longs doigts qui terminent les bras courts (comparez là-dessus WEISMANN : *Die Allmacht der Naturzüchtung*, Iéna, 1893, p. 11 et suivantes).

Pour les qualités intellectuelles, il n'est pas besoin d'une hypothèse différente. Il existe en tous cas des qualités qui, dans l'individu, se fortifient réciproquement, par exemple l'intelligence et la force de volonté. Mais, dans le keim-plasma, ce ne sont que de petits éléments constitutifs différenciés d'une façon qui est mal connue, et la cohésion mécanique y dépend vraisemblablement de forces moléculaires toutes différentes de celles qui plus tard aboutissent

dans l'individu adulte à des qualités psychiques déterminées. Par conséquent on ne saurait établir théoriquement pourquoi telles ou telles qualités devraient être plus particulièrement associées. En outre, dans l'hypothèse de Galton, on ne pourrait expliquer que l'hérédité continue des aptitudes géniales existantes, mais non l'incessante formation de génies nouveaux par l'heureuse combinaison de qualités paternelles et maternelles réunies. C'est précisément ce dernier fait qui nous offre la clef de l'énigme.

Il existe une institution naturelle grâce à laquelle les qualités concordantes de deux individus sont plus fréquemment réunies que ne le comporteraient les seules lois de la probabilité. Cette institution est l'œuvre la plus remarquable de l'évolution de la vie sociale; elle se rencontre exclusivement chez l'homme, et partout où il existe, à un degré rudimentaire, même dans les civilisations les plus inférieures, et avec des développements bien plus efficaces dans les civilisations supérieures.

Cette institution, c'est *l'isolement de classes sociales privilégiées d'avec la masse de la population.*

---

IMPORTANCE DE LA FORMATION DES CLASSES  
POUR LA VIE SOCIALE

Pour la plupart de nos intellectuels, comme aussi pour la plupart de nos sociologues, les classes sociales sont une triste survivance de temps à demi barbares, survivance nuisible et surannée, dont on aimerait à se débarrasser le plus tôt possible, si toutefois on le pouvait. Mais justement on ne le peut pas. L'instinct social des individus est infiniment plus puissant que les abstractions rationalistes sur l'égalité des hommes. De même que dans les civilisations les plus inférieures, nous constatons l'existence de chefs entourés de respect, de même aussi nous voyons, dans les sociétés plus développées, les classes continuer d'exister en dépit de toutes les attaques théoriques, et les individus d'une classe donnée se marier de préférence entre eux. Une institution si répandue dans tout le genre humain, qui se maintient si obstinément contre toutes les soi-disant raisons intellectuelles, qui, violemment supprimée, reparait peu après, doit nécessairement comporter quelques avantages : c'est ce que se dira tout d'abord quiconque est familiarisé avec les sciences naturelles. Mais la formation des classes est particulièrement importante pour cette raison qu'elle exerce une action avantageuse,

non pas à un seul, mais à quatre points de vue différents, par conséquent qu'elle est adaptée à quatre conditions différentes. Ces quatre points de vue sont les suivants :

1. La formation des classes limite la panmixie, favorise la production plus fréquente d'individus supérieurement doués, et équivaut par conséquent pour l'homme à une sorte d'élevage naturel.

2. L'isolement des enfants des classes favorisées d'avec la masse rend possible une éducation plus soignée.

3. La supériorité de l'alimentation et l'absence de préoccupations chez les individus des classes favorisées stimulent l'activité des facultés psychiques supérieures.

4. Le plus grand bien-être matériel des classes supérieures excite les classes inférieures à déployer le meilleur de leurs forces par la concurrence, pour participer à leur tour à ces conditions d'existence plus favorables.

Nous allons maintenant exposer et démontrer avec plus de détails ces quatre points et leurs conséquences.

LA LIMITATION DE LA PANMIXIE, ET LA SÉLECTION NATURELLE  
PAR LA FORMATION DES CLASSES

J'aurais déjà dû expliquer le sens du mot *panmixie*, à propos de l'hérédité et de la sélection naturelle; j'ai préféré en donner ici la définition exacte, et en même temps en présenter l'application, ce qui simplifie l'exposition. La panmixie, c'est l'accouplement des individus sans choix préalable. On comprend que la panmixie, dans ce sens, peut se présenter aussi bien dans la polygamie que dans la monogamie; il ne faut pas la confondre avec la promiscuité ni avec l'*amour libre*, qui n'excluerait pas un choix réfléchi. Le perfectionnement des qualités utiles exige l'appariement d'individus pourvus des qualités en question, c'est-à-dire la sélection méthodique ou naturelle. L'union sans choix de deux individus quelconques ne peut pas produire une variété supérieure et agit dans un sens contraire à la sélection. Sans une sélection continue, les espèces ne se maintiennent pas en général au maximum de leur développement; la suppression de la sélection, c'est-à-dire la panmixie, suffit à amener la dégénérescence d'une race. Voyons maintenant de quelle façon la formation des classes sert à limiter la panmixie, et comment il en résulte pour l'homme une sorte d'élevage naturel.

Supposons une société d'un million d'individus mâles qui, au point de vue des aptitudes, se répartissent à peu près conformément à la courbe de la page 118, de sorte qu'il y ait un seul homme de la classe X. Supposons maintenant que cet homme de la classe X ait à choisir une femme dans une société d'individus féminins, composée tout à fait de la même manière, et que ni lois ni usages ne l'empêche de prendre n'importe quelle femme : il n'y a que très peu de probabilités, un millionième environ  $\left(\frac{1}{1000000}\right)$  pour que l'homme de la classe X choisisse précisément la seule femme qui lui soit assortie, celle de la classe X. Rappelons-nous à ce propos (p. 25) que les femmes peuvent aussi transmettre des qualités viriles spéciales à leurs familles. La probabilité d'un mariage assorti et d'une postérité qui appartienne également à la classe X est, par conséquent, excessivement faible.

Si nous abandonnons purement et simplement au hasard le choix des conjoints, les hommes de chaque classe d'aptitudes se marieront avec des femmes des différentes classes, hommes supérieurs avec des femmes inférieures et réciproquement, et c'est précisément là ce que Weismann a appelé la panmixie. Avec des qualités aussi divergentes chez les reproducteurs, il ne faut pas s'attendre à ce que les enfants ressemblent au mieux doué, ni même, en règle générale, qu'ils occupent un degré moyen intermédiaire. Les chances d'une postérité bien équilibrée sont ici exceptionnellement défavorables. Comme nous l'avons déjà rappelé plusieurs fois, l'association de qualités mal assorties chez les parents n'est pas seulement désavantageuse en soi, mais encore elle comporte le danger de retour à des formes antérieures de l'évolution humaine (*atavisme*) avec d'autant plus

de probabilité que les parents sont plus différents l'un de l'autre. La nature exige qu'on apparie pareil et pareil, ainsi que cela a été exposé page 25.

Admettons maintenant, au contraire, que les hommes de la classe X soient tenus par une loi ou une tradition de choisir leurs épouses exclusivement dans les classes supérieures F, G et X de la population féminine, la situation change considérablement. L'homme de la classe X n'a plus à faire son choix qu'entre 248 individus au lieu de 1 million, et la probabilité qu'il choisisse l'unique femme de la classe X n'est plus d'un millionième, mais d'environ un deux cent cinquantième  $\left(\frac{1}{250}\right)$ ; les chances sont donc devenues 4.000 fois plus favorables, ou, en d'autres termes, il naît 4.000 fois plus d'individus supérieurement doués qu'avec la pratique de la panmixie.

Il y a plus : les hommes des classes F et G, si leurs unions restent limitées aux classes féminines, F, G et X, ont toutes chances d'engendrer des enfants qui ne descendent pas au-dessous de la classe F, tandis qu'avec la panmixie de toutes les classes la probabilité que la postérité appartienne à un niveau plus bas est très forte, à savoir  $\frac{999752}{1000000}$  ou approximativement  $\frac{3999}{4000}$ . L'existence de classes pratiquant le mariage de préférence entre elles nous donne donc la clé de ce phénomène mystérieux précédemment signalé, que le génie et le talent sont beaucoup plus fréquents qu'ils ne devraient l'être d'après le calcul des probabilités, dans l'hypothèse de la panmixie. Bien que les classes ne suppriment pas complètement la panmixie, mais ne fassent que la limiter considérablement, elles n'en représentent pas moins une institution qui favorise les unions

entre individus d'aptitude supérieure, et qui, par conséquent, tend à produire une variété d'hommes parfaitement doués.

On objectera peut-être que les classes sociales ne sont pas identiques aux classes d'aptitudes de Galton. Cela est accordé sans difficulté. Mais les classes n'en représentent pas moins dans l'ensemble une ordonnance, une répartition des individus d'après leurs aptitudes, bien que certains sujets défectueux se maintiennent par héritage dans des situations prospères, et que certains sujets heureusement doués, par la défaveur des circonstances, ne parviennent pas toujours à se tirer d'affaire. Je ferai les concessions les plus étendues, mais les classes n'en resteront pas moins toujours un facteur efficace. Il peut se rencontrer des membres indignes dans les classes supérieures; il se peut que fréquemment des mariages ne se concluent pas à l'intérieur de la même classe : ce ne sont là que des exceptions à la règle. Nous avons vu, dans nos considérations des pages 90 et suivantes, qu'en général l'homme qu'il faut arrive à la place qu'il faut, et nous savons aussi par l'expérience quotidienne que les mariages conclus entre gens de classes différentes excitent, par leur rareté même, l'attention générale.

En outre, il n'est pas absolument nécessaire que la formation des classes augmente dans la proportion de 4.000 fois les chances de production d'hommes supérieurs, comme ce serait le cas si les classes sociales répondaient exactement aux classes de Galton, et si tous les mariages avaient lieu entre classes égales ou voisines. Il suffit que l'amélioration des chances soit de 1.000, de 100 ou même de moins encore; il suffit qu'il y ait simplement amélioration. Pas un anthropologiste réfléchi ne niera qu'il existe là effectivement une influence stimulante, bien qu'on ne puisse pas en mesurer exactement l'importance, et cela suffit pour justi-

fier contre toutes les attaques l'existence des classes sociales, stigmatisées comme instrument de réaction, et pour faire voir en elles un bienfait pour l'humanité. La formation des classes continue pour l'homme l'œuvre de la sélection naturelle et établit une sorte d'élevage naturel, au sens darwiniste.

Si nous supprimions les classes, ou si les hommes cessaient de se marier de préférence dans leur classe, il en résulterait une forte diminution du nombre des individus supérieurement doués.

A cause de la forme symétrique de la courbe dans sa partie supérieure et dans sa partie inférieure, il se produirait simultanément une diminution des individus faiblement doués. Car ceux-ci ne se marieraient plus autant entre eux et ne produiraient plus une postérité semblable à eux. Nous voyons par là que l'institution naturelle, grâce à laquelle s'accroît le nombre des individus supérieurs, comporte aussi ses inconvénients. Il y a encore les dangers des mariages en dedans, de l'endogamie (*Inzucht*). Quand des familles supérieures se marient continuellement entre elles, il ne s'y rencontre pas exclusivement des individus exceptionnellement doués, mais aussi des non-valeurs et des faibles d'esprit. C'est une loi naturelle immuable. Du génie à la folie il n'y a qu'un pas, et, sans vouloir suivre Lombroso dans toutes ses conclusions, il faut pourtant lui donner raison sur ce point.

A l'appui de l'opinion courante sur la nocivité absolue des mariages consanguins, on se plaît à rappeler les cas de folie très fréquents dans les familles princières ou nobles. Cela peut être exact, même en faisant la part des exagérations. Mais, d'autre part, il ne faudrait pas oublier que, dans les familles en question, il y a eu aussi beaucoup d'indivi-

plus supérieurement doués. Si l'on pouvait calculer le pourcentage, depuis deux siècles seulement, des personnalités princières remarquables, par rapport au total des personnes de leur classe, ce pourcentage serait bien au-dessus de celui que donneraient les autres personnalités supérieures par rapport au reste de la population. Il est impossible que l'éducation en soit seule la cause, car aucun enfant, plus qu'un jeune prince, n'est livré à plus d'influences antipédagogiques. Ce sont ici sûrement des facultés naturelles qui arrivent à se développer. En outre, il se rencontre parmi les princes des personnalités exceptionnellement douées, véritablement géniales, en nombre assez considérable, qui ont fait leurs preuves dans les circonstances les plus difficiles, et souvent dans les plus graves dangers. Si l'on tient compte de ce que les aptitudes des princes doivent être d'un ordre tout particulier, leur activité ayant pour but le gouvernement des masses dans la paix et dans la guerre, on ne saurait méconnaître que les lois sur l'égalité de conditions sont encore maintenant avantageuses pour les maisons princières elles-mêmes et pour l'humanité en général. Les peuples en ont la notion instinctive : ils ne voient pas d'un bon œil les mésalliances de leurs princes, bien que de tels événements occupent fortement l'imagination populaire et la surexcitent par une pointe de romanesque. Mais il est un point que nous ne saurions négliger : avec la diminution numérique des familles princières, le danger s'accroît que les parentés ne deviennent de plus en plus étroites, et que, par conséquent, les aptitudes morbides n'atteignent dans ces familles une expansion trop considérable.

---

## L'HÉRÉDITÉ DU GÉNIE ET DU TALENT

Quand la panmixie est insuffisamment limitée, l'hérédité du talent et du génie est sans cesse mise en question. Mais même en cas de mariage entre gens de classes égales, l'opinion populaire ne fait pas grand cas de la postérité des personnalités supérieures, et il y a des proverbes anciens ou modernes qui ne sont pas précisément flatteurs pour les enfants des héros intellectuels. Il y a là un grain de vérité en ce sens que les enfants en question égalent rarement leurs parents, et plus rarement encore les surpassent. On attribue généralement cela à cette circonstance que des parents doués de génie sont plus absorbés par leurs idées que par leurs enfants, et que l'éducation de ces derniers n'a pas été dirigée comme il aurait fallu. De plus, le nom glorieux d'un père doit exercer une sorte d'écrasement, de dépression sur les fils. Cette explication vulgaire est très insuffisante et néglige ce fait qu'il y a pourtant des cas dans lesquels des fils ont hérité du talent de leur père et se sont tirés d'affaire malgré l'éducation la plus défectueuse et les préjugés hostiles. La seule explication exacte, c'est que nous sommes ici une fois de plus en face des lois du calcul des probabilités, qui ne comportent qu'exceptionnellement la répétition consécutive d'une même combinaison. Par con-

séquent dans un petit nombre de cas seulement un ensemble d'aptitudes supérieures se transmet héréditairement sans diminution, et cette transmission est d'autant plus improbable que l'ensemble des aptitudes est plus élevé. Reprenant l'exemple des dés au chapitre XVII, nous pouvons exprimer cela de la façon suivante : Quand on vient de tirer tous les six, on ne peut pas se flatter au coup suivant de tirer de nouveau tous les six, et encore moins de tirer trois fois de suite ce coup le plus élevé de tous.

D'après le chapitre précédent, avec le régime de la panmixie, un génie du rang X devrait découvrir sur 1.000.000 de femmes celle qui serait en état, au moment de la jonction des tendances héréditaires par ce que Weismann appelle la segmentation des cellules (*Reduktionsteilung*), de compléter le plus heureusement possible ses aptitudes réduites à la moitié (comparez p. 23); et même en appelant au secours la formation des classes, dans laquelle plusieurs catégories d'aptitudes se fondent en une seule classe sociale, il ne reste qu'une probabilité assez faible pour que le seul choix exact soit effectué. Cette probabilité, en limitant le choix aux trois classes de F à X, n'est que de  $\frac{1}{248}$ . Il peut se rencontrer chez la femme choisie des qualités distinguées, mais ce ne sont peut-être pas précisément celles qui seraient nécessaires pour former un tout harmonique.

En outre, un homme de génie peut posséder à l'état latent des tares ancestrales et les transmettre à ses enfants : le même phénomène peut naturellement se produire du côté maternel.

Cela fait déjà deux causes qui contrarient la transmission intégrale du génie.

## L'HÉRÉDITÉ DU GÉNIE ET DU TALENT

Quand la panmixie est insuffisamment limitée, l'hérédité du talent et du génie est sans cesse mise en question. Mais même en cas de mariage entre gens de classes égales, l'opinion populaire ne fait pas grand cas de la postérité des personnalités supérieures, et il y a des proverbes anciens ou modernes qui ne sont pas précisément flatteurs pour les enfants des héros intellectuels. Il y a là un grain de vérité en ce sens que les enfants en question égalent rarement leurs parents, et plus rarement encore les surpassent. On attribue généralement cela à cette circonstance que des parents doués de génie sont plus absorbés par leurs idées que par leurs enfants, et que l'éducation de ces derniers n'a pas été dirigée comme il aurait fallu. De plus, le nom glorieux d'un père doit exercer une sorte d'écrasement, de dépression sur les fils. Cette explication vulgaire est très insuffisante et néglige ce fait qu'il y a pourtant des cas dans lesquels des fils ont hérité du talent de leur père et se sont tirés d'affaire malgré l'éducation la plus defectueuse et les préjugés hostiles. La seule explication exacte, c'est que nous sommes ici une fois de plus en face des lois du calcul des probabilités, qui ne comportent qu'exceptionnellement la répétition consécutive d'une même combinaison. Par con-

séquent dans un petit nombre de cas seulement un ensemble d'aptitudes supérieures se transmet héréditairement sans diminution, et cette transmission est d'autant plus improbable que l'ensemble des aptitudes est plus élevé. Reprenant l'exemple des dés au chapitre XVII, nous pouvons exprimer cela de la façon suivante : Quand on vient de tirer tous les six, on ne peut pas se flatter au coup suivant de tirer de nouveau tous les six, et encore moins de tirer trois fois de suite ce coup le plus élevé de tous.

D'après le chapitre précédent, avec le régime de la panmixie, un génie du rang X devrait découvrir sur 1.000.000 de femmes celle qui serait en état, au moment de la jonction des tendances héréditaires par ce que Weismann appelle la segmentation des cellules (*Reduktionsteilung*), de compléter le plus heureusement possible ses aptitudes réduites à la moitié (comparez p. 23); et même en appelant au secours la formation des classes, dans laquelle plusieurs catégories d'aptitudes se fondent en une seule classe sociale, il ne reste qu'une probabilité assez faible pour que le seul choix exact soit effectué. Cette probabilité, en limitant le choix aux trois classes de F à X, n'est que de  $\frac{1}{248}$ . Il peut se rencontrer chez la femme choisie des qualités distinguées, mais ce ne sont peut-être pas précisément celles qui seraient nécessaires pour former un tout harmonique.

En outre, un homme de génie peut posséder à l'état latent des tares ancestrales et les transmettre à ses enfants : le même phénomène peut naturellement se produire du côté maternel.

Cela fait déjà deux causes qui contrarient la transmission intégrale du génie.

La situation est un peu plus favorable pour les talents des classes E, F et G. Si nous supposons que les hommes intéressés choisissent leurs épouses dans les quatre classes supérieures féminines E, F, G et X, qui contiennent ensemble 2.671 individus sur 4.000.000, il peut arriver que le choix tombe ou bien sur un individu de la même classe, ou bien sur un individu d'une classe supérieure : pour la classe G, cela peut arriver 1 fois sur 2.671 ; pour la classe F, 15 fois sur 2.671 ; pour la classe E, 248 fois sur 2.671.

Les probabilités sont, d'après cela :  $\frac{1}{2671}$ ,  $\frac{1}{176}$ ,  $\frac{1}{11}$  ; en d'autres

termes, les classes supérieures ont des chances plus fortes de déchoir à la génération suivante, et moins de chance de s'élever plus haut, tandis que, pour les classes placées moins haut, il y a proportionnellement plus de probabilités qu'elles s'élèvent plus haut encore, toujours à cette condition que les mariages aient lieu entre individus de la même classe sociale. La probabilité de la répétition du même processus (complément et renforcement réciproque des aptitudes des parents) pendant deux générations consécutives d'une famille est naturellement encore bien moindre que la probabilité de l'apparition isolée de ce processus. Si la probabilité est pour la première fois égale à  $\frac{1}{x}$ , elle est pour la seconde

génération  $\frac{1}{x^2}$ , et pour la troisième  $\frac{1}{x^3}$ . Si nous posons, par exemple,  $x = 100$ , la répétition à la seconde génération n'arrivera que 1 fois sur 10.000, et à la troisième 1 fois sur 1.000.000 ; plus  $x$  est grand, plus la probabilité diminue rapidement.

Il s'ensuit que l'hérédité du génie et du talent se manifeste régulièrement de la façon suivante :

Il arrive plus fréquemment que des parents moyennement doués, mais très bien assortis, aient un fils plein de talent, qu'il n'arrive que le fils à son tour, grâce à un mariage bien assorti, augmenté le talent chez ses fils. Pourtant cela arrivera dans des cas isolés, avec le concours de circonstances favorables. Nous voyons que dans certaines familles les talents modérés des parents, en s'associant, s'élèvent chez le fils à un degré supérieur, comme par exemple chez Gœthe les talents du conseiller et ceux de son épouse Aja. La probabilité qu'à la seconde ou à la troisième génération cette exacte combinaison de qualités se reproduise est d'autant plus faible que les aptitudes d'un sujet se rapprochent davantage du génie, ou l'ont déjà atteint. C'est ainsi que le fils et les petits-fils de Gœthe, quoique bien doués, n'arrivent cependant qu'à un niveau modeste.

D'après des considérations théoriques, en règle générale, le génie doit être préparé par deux ou trois générations antérieures et redescendre ensuite au niveau moyen en deux ou trois générations. C'est ce que confirment les tableaux dressés par Galton à l'aide de la biographie d'environ 1.000 personnages considérables dans différentes branches de culture intellectuelle. D'après lui, sur 100 personnalités célèbres, 31 ont eu des pères célèbres, 17 des grands-pères célèbres, et 3 des arrière-grands-pères célèbres, et, dans la ligne descendante, 48 ont eu des fils célèbres, 14 des petits-fils célèbres et 3 des arrière-petits-fils célèbres.

Les chiffres 3, 17, 31, 100, 48, 14, 3 expriment le flux et le reflux du talent et concordent avec l'opinion générale en ce qu'ils révèlent la rapide disparition du talent ou du génie dans les deux générations qui le suivent. Mais ce maximum d'aptitude qui diminue progressivement, à peu près en deux ou trois générations, a été préparé par deux ou

trois générations antérieures, et ce dernier processus échappe généralement à l'attention, parce que la gloire modeste du père est obscurcie par la gloire plus grande du fils. Les génies apparaissent dans l'histoire du monde comme des comètes, et il a fallu les patientes recherches d'un Galton à travers leurs biographies pour établir qu'ils ne tombent pas subitement du ciel, mais qu'ils sont formés progressivement, conformément à des lois invariables.

De Candolle affirme que la noblesse et les familles patriciennes urbaines ont produit un nombre de savants très supérieur à la moyenne. Bien que son procédé de démonstration ne soit pas à l'abri de toute objection, je considérerais volontiers son affirmation comme acceptable, parce qu'elle est vraisemblable par elle-même. S'il en est réellement ainsi, l'existence d'un plus grand nombre de savants dans les classes supérieures ne saurait être attribuée uniquement à la plus grande facilité des études, mais encore aux aptitudes innées, et aussi à cette circonstance que les classes en question ont l'habitude de se marier entre elles et, par conséquent, d'assurer ainsi à leur postérité des chances plus favorables de bonne constitution psychique. La transmission héréditaire de la capacité scientifique, dans beaucoup de familles de savants, a été signalée par De Candolle, Ribot, et particulièrement par Galton.

Naturellement, dans les cas particuliers, le fait de descendre d'une famille supérieure n'est nullement une garantie de valeur personnelle, car les retours à des ancêtres éloignés de valeur moindre sont toujours possibles, quoique moins fréquents lorsque les qualités des parents sont bien assorties. Celui qui a des prétentions à une valeur quelconque doit en donner la preuve par des actes personnels; c'est pourquoi ceux qui portent des noms illustres ne devraient jamais

oublier les devoirs que leur impose leur ascendance vis-à-vis du commun des hommes.

Galton cite dans son *Hereditary Genius* les trois familles nobles anglaises North, Sidney et Montague, qui, pendant dix générations en deux siècles, se sont mariées entre elles et ont produit une quantité extraordinaire d'hommes considérables, et pas une « brebis galeuse » sur le nombre. Mais ce sont là de rares exceptions, et elles se rattachent étroitement à une limitation exceptionnelle dans le choix des épouses.

Les mariages en dedans (endogamie) ne sont pas exempts d'inconvénients variés. Nous avons déjà indiqué la transmission des tares physiques et intellectuelles. La caractéristique essentielle des classes inférieures, c'est le gaspillage et l'insouciance chronique; des familles ainsi douées se marient entre elles, et par là même se multiplient les degrés correspondants du prolétariat. Nous voyons en outre que, conformément au principe cité plus haut, il y a des familles d'aventuriers et de criminels qui prolongent leur arbre généalogique à travers plusieurs générations. Dans ses *Inquiries*, Galton nous en fournit de remarquables exemples.

Malgré tout, la formation des classes doit avoir été et être encore pour l'humanité d'une utilité prépondérante. On comprend aussi facilement qu'un initiateur des classes X, G ou F rende à l'humanité plus de services qu'un homme des classes  $x$ ,  $g$  ou  $f$  ne peut lui faire de mal. C'est pourquoi la sélection naturelle s'est préoccupée des premiers plus que des derniers : pour employer une expression figurée, ce qui a fait pencher la balance, ç'a été tout simplement l'avantage de la collectivité.

---

## LA SÉLECTION SEXUELLE ET L'HOMME

A la suite de ces remarques, il nous reste à examiner une question que nous avons jusqu'ici laissée intentionnellement de côté, pour ne pas nous disperser dans trop de directions à la fois. Dans sa *Descendance de l'homme*, Darwin a exposé une forme particulière de sélection que, par opposition à la sélection naturelle, il appelle sélection sexuelle. Elle consiste en ce que les animaux d'une même espèce manifestent une certaine prédilection pour certains caractères frappants de l'autre sexe, et, par leur préférence pour les individus qui sont pourvus à un degré particulier des caractères en question, agissent sur la transmission héréditaire et le développement ultérieur de ces caractères. Ainsi doivent s'être formés les ramures du cerf, la queue du paon, les curieux dessins de l'argus, etc. Cette sélection sexuelle peut souvent contrarier la sélection naturelle en ce que les brillantes couleurs d'un animal le signalent mieux à l'attention de ses ennemis et que certaines superfluités, comme la queue du paon, le bois du cerf, sont gênantes pour l'animal dans sa fuite.

La formation des classes n'a rien à voir avec la sélection sexuelle, mais seulement avec la sélection naturelle. La formation des classes est un moyen de tirer parti, en vue de

la lutte pour l'existence, d'énergies utiles à la société tout entière.

Il est douteux que la sélection sexuelle exerce une action chez l'homme. Si elle le fait, elle porte vraisemblablement sur des détails tout à fait insignifiants. C'est la confondre avec la sélection naturelle que d'admettre que la sélection sexuelle tende à protéger l'homme dans la lutte pour l'existence, car nous avons vu qu'elle peut provoquer chez les animaux la formation de superfluités nuisibles à l'individu. Contrairement à d'autres observateurs, Galton affirme que ni la similitude ni le contraste des caractères n'exercent une influence attractive démontrable, et il pourrait bien avoir raison. D'une façon générale, on n'aperçoit pas de direction déterminée à la sélection sexuelle. Tel jeune homme préfère chez la femme la beauté, tel autre la grâce de l'attitude, un troisième la simplicité, un quatrième la culture intellectuelle, un cinquième l'aptitude musicale, un sixième les apparences mondaines, un septième l'art de danser, un huitième une taille élancée, bref, chacun manifeste des préférences différentes, de sorte qu'il est impossible d'y découvrir une unité de tendances. Toutes ces préférences, d'ailleurs, ne sont pas, la plupart du temps, décisives pour le mariage, qui est le résultat de plusieurs influences particulières agissant simultanément; par conséquent elles n'ont que très peu ou point de signification. Elles ne sauraient en aucune façon garantir que deux personnes se choisissent en réalité l'une l'autre, en quelque sorte par une force attractive mystérieuse, de façon que leurs facultés intellectuelles se complètent réciproquement dans un sens avantageux pour leur postérité; ces préférences pourraient plutôt contrarier le mariage bien compris, par exemple lorsque la beauté, la grâce, ou toute autre qualité

déterminent un homme à épouser une jeune fille d'une classe inférieure.

On pourrait objecter qu'un choix formé d'après les capacités intellectuelles est d'une certaine valeur au point de vue des enfants à naître. Cela est incontestablement vrai. Seulement un tel choix se rencontre beaucoup trop rarement. Un homme n'apprécie nullement dans les jeunes filles parmi lesquelles il cherche une épouse les qualités psychiques qu'il désire transmettre à ses fils. Au contraire, l'intelligence virile, l'énergie virile, sont des qualités qui ne sont un peu appréciées chez une jeune fille que dans les classes inférieures ; dans les classes supérieures, ces mêmes qualités, trop développées, exercent une action répulsive. Elles aboutissent, la plupart du temps, à un caractère émancipé qui détourne les jeunes filles de leur véritable vocation de maîtresses de maison et de mères, et en conséquence l'inclination des hommes ne se porte pas vers les femmes les plus intelligentes et les plus énergiques. Dans certains cas où, par une rare contradiction, la sélection sexuelle passe pour choquante, elle offre quelques garanties d'une union avantageuse : c'est quand on regarde à la santé ou à la fortune de la fiancée. Une jeune fille issue d'une famille saine et riche apporte à ses enfants à naître deux dons inappréciables, d'abord la force et la santé, et ensuite l'ensemble des qualités qui conduisent au succès : l'intelligence, la prévoyance, l'activité, l'énergie au travail, et autres dons analogues. Cet apport est beaucoup plus important que celui de la fortune elle-même.

Quant aux particularités que les jeunes filles aiment dans les hommes, elles sont aussi à peu près insignifiantes. Une chevelure poétique, une moustache provoquante, une balafre intéressante à la joue, un détail de prononciation,

n'importe quelle autre marque distinctive de la même importance peuvent prévenir une belle en faveur d'un jeune homme. Mais toutefois la femme a, en général, bien plus que l'homme, la volonté arrêtée de ne pas descendre par le mariage dans une couche sociale inférieure, et ainsi elle fait pour le mieux dans l'intérêt de sa postérité, car le fait d'entrer dans une famille qui a fait ses preuves dans une situation sociale analogue garantit seul aux enfants une constitution psychique harmonique et avantageuse dans la lutte pour la vie. Si les jeunes filles apprécient dans l'homme de leur choix un aspect énergique et un maintien ferme, c'est qu'elles y rattachent instinctivement une garantie de santé physique, ce que Pløetz signale avec raison<sup>1</sup>. Ces qualités se rencontrent fréquemment chez des hommes cultivés, issus directement de la classe rurale, et ceux-ci par des alliances avec des filles nées de familles très intelligentes, mais détachées depuis plus longtemps de la terre, deviennent souvent les fondateurs de plusieurs générations de personnalités particulièrement distinguées.

L'instinct social en faveur de la formation des classes est si puissant qu'il triomphe des plus beaux principes et des plus belles convictions. Un bourgeois progressiste, qui a des idées romanesques sur l'égalité des hommes, n'en ouvrira pas moins de grands yeux si un prolétaire le prend

<sup>1</sup> Il est difficile qu'une amélioration de l'aptitude moyenne de la race, comme le pense Pløetz, puisse résulter de la sélection sexuelle. Si les individus forts et bien bâtis des deux sexes s'allient de préférence entre eux, il reste le déchet des individus sans vigueur ou défectueux à d'autres points de vue, réduits à s'unir également entre eux. Ils engendrent donc des enfants pareils à eux, tandis que les premiers engendrent des enfants beaux et forts. A la génération suivante, il en résulte à peu près la même moyenne que celle qui existait chez les parents, toujours à condition que la sélection naturelle, par suite de la lutte pour l'existence, n'intervienne pas : en réalité elle, intervient certainement.

au mot et lui demande la main de sa fille. L'ouvrier pourra posséder toutes les qualités possibles, on l'écartera néanmoins et avec raison : car, sans aucun doute, il n'a pas celles des qualités qui donnent le droit de prendre une meilleure place dans la vie, autrement il ne serait pas resté prolétaire. Chez le papa, il aura lutte douloureuse entre l'instinct et les convictions démocratiques, entre les actes et les paroles, mais l'instinct tiendra bon, et cela est heureux.

Ce qui précède porte une grave atteinte au dogme établi par une philosophie détachée de la réalité, à savoir que l'homme n'a pas d'instincts, les animaux seuls étant guidés par l'instinct et l'homme étant guidé par la raison. Où en serions-nous s'il en était ainsi? Par bonheur, l'homme possède dans ses instincts mis au point par la sélection naturelle, c'est-à-dire assagis par le malheur d'innombrables ancêtres, une règle de conduite beaucoup plus sûre que dans la réflexion consciente et l'abstraction. Il est particulièrement piquant de voir comment certains philosophes édifient conclusions sur conclusions, étages sur étages, toujours plus hardiment, toujours avec la logique la plus absolue, du moins à ce qu'ils pensent. Mais plus la déduction s'éloigne des faits essentiels, plus aussi la signification des mots devient imprécise, plus les conclusions deviennent téméraires, plus tout l'échafaudage « logique » paraît branlant. Tout en haut, dans le pur éther de la pensée affranchie de la pesanteur terrestre, on arrive aux résultats les plus merveilleux, résultats dont par malheur la valeur égale zéro, parce que quelque part à l'un des premiers étages, à une place que du sommet on ne distingue plus, tout près des fondations, il y a une faute de raisonnement qui se transmet de conclusions en conclusions jusqu'aux hauteurs aériennes et qui rend tout l'ensemble gauche et faux. Le

lecteur tiendra peut-être pour un avantage de mon exposition le fait que, soucieux de la faillibilité humaine, je ne me hasarde pas trop haut, mais que dans mes conclusions je reste le plus près possible des faits, et que je reviens de temps en temps à ce terrain solide pour m'assurer que toutes les parties de l'ensemble s'emboîtent bien les unes dans les autres.

Il est très facile de nier la réalité de l'instinct humain, quand on en qualifie dédaigneusement les impulsions de purs préjugés. Mais combien de préjugés sont insurmontables ! D'où cela vient-il ? Que de fois l'homme obéit à une pression obscure, à un sentiment irrésistible, à une voix intérieure, à une suggestion inconsciente, à un « je ne sais quoi » de mystérieux ; et, ô prodige ! on n'entend que gens ayant agi ainsi affirmer que cela leur a réussi, alors que toutes les réflexions et toutes les abstractions les avaient laissés dans l'embarras. Oui, il y a des cas dans lesquels il faut suivre le cœur et non la tête ; ce qui veut dire : non seulement l'homme a un instinct, mais encore il ne peut pas s'en passer.

---

La contradiction déjà signalée entre l'instinct et l'abstraction existe aussi pour le second avantage des classes sociales, celui qui a trait à la question des écoles. Il est de bon ton, à l'heure actuelle, de prendre parti pour l'école primaire unique, où la paix sociale est fondée sur ce fait que le fils du riche est assis à côté du fils du pauvre, et que celui-là permet à celui-ci de le regarder manger son sandwich au jambon. L'assemblée générale des instituteurs allemands à Halle, en 1892, s'est prononcée avec enthousiasme pour l'école primaire unique, tandis qu'au congrès du parti libéral (*freisinnige Volkspartei*), à Erfurt, l'article relatif à l'école primaire unique fut à la vérité inscrit au nouveau programme, mais rejeté sur les instances d'Eugène Richter, qui posa à ce sujet la « question de cabinet ». Cette fois, Richter a eu raison.

L'instinct des parents est nettement opposé à l'unification. Toute famille de prolétaires qui s'est un peu élevée se hâte de séparer ses enfants de leurs camarades antérieurs pour les envoyer dans une école plus choisie. La plupart des villes entretiennent des écoles primaires de différents degrés, à rétributions scolaires inégales, et en particulier avec la remise des frais d'études pour le degré inférieur, dans l'intention

plus ou moins consciente de grouper les enfants par catégories sociales. Aucun père de famille, dans les classes supérieures, ne consentira à envoyer ses enfants dans des écoles où le ton est donné par une majorité d'enfants de prolétaires. Là où une majorité doctrinaire et mal informée de conseillers municipaux établit l'école populaire unique, celle-ci n'existe que sur le papier, car immédiatement surgissent des écoles privées qui reçoivent les enfants des classes supérieures. Les écoles communales descendent au rang d'écoles de pauvres, car même des parents qui sont obligés de faire des sacrifices sur leur ordinaire cherchent à en éloigner leurs enfants.

Puisqu'on constate cette tendance même chez des parents qui ne sont influencés par aucune malveillance à l'égard des classes inférieures, il faut qu'il y ait à cela une cause. Cette cause, c'est l'instinct inné qui pousse les parents à défendre et à protéger leurs enfants.

Les petits des animaux supérieurs et, en particulier, des mammifères naissent plus ou moins incapables de se défendre et ne peuvent, en aucune façon, au début de leur existence, assurer leur sécurité. Ils n'ont pour cela ni les organes, ni la force, ni l'instinct nécessaires. Chez aucun être la faiblesse de l'enfance n'est plus complète ni plus prolongée que chez l'homme. Dans tous ces cas, il existe chez les parents des instincts particuliers de protection qui suppléent aux instincts encore endormis des jeunes, aussi longtemps que cela est nécessaire.

L'instinct de défense chez les enfants en âge d'aller à l'école est encore très faiblement et très inégalement développé. Certains enfants, à la vérité, ont peur des étrangers et les abordent avec défiance, mais il n'est pas certain que ce soient là des manifestations de l'instinct de défense, puisqu'on voit

d'autres fois les mêmes enfants se précipiter inconsidérément dans le danger. La plupart des enfants sont de caractère ouvert et accessibles à l'influence des bons comme des mauvais exemples. Comme ils s'en laissent facilement imposer, la conduite de camarades indisciplinés et impertinents leur semble tout à fait digne d'imitation, et, pour montrer leur courage, ils se laissent entraîner à toutes sortes de sottises. Nulle part l'instinct des parents ne se révèle plus clairement que dans leur zèle empressé à écarter les mauvais exemples et les mauvaises influences. On dirait qu'ils savent que la proscription des influences nuisibles est le système le meilleur et presque le seul efficace pour l'éducation des enfants.

Plus d'un lecteur me reprochera d'accorder trop d'importance aux facultés innées et trop peu à l'éducation. Ce reproche est injustifié, car j'accorde une grande importance à l'éducation, mais seulement dans la juste mesure. L'éducation ne fait pas de miracles. Il est impossible qu'elle crée des facultés qui n'existent pas. Essentiellement elle consiste dans l'application à l'organe psychique central du principe physiologique de la répétition d'un même exercice (entraînement). De même qu'un muscle est fortifié et comme trempé par la gymnastique, de même des qualités psychiques fréquemment mises en mouvement par une influence extérieure et systématique atteignent un développement supérieur, qui se reconnaît à une plus vive excitabilité, à une plus grande capacité de rendement, et à plus d'endurance. Inversement, des facultés auxquelles on supprime les occasions d'activité diminuent et s'étiolent progressivement, à condition toutefois que cette activité ne soit pas provoquée par des impulsions internes. L'éducation peut donc développer des facultés utiles et empêcher l'éclosion de tendances nuisibles. Mais jamais elle ne peut porter une faculté au-delà

d'une certaine limite, fixée d'avance par l'aptitude innée à un certain degré de développement, pas plus qu'un athlète ne peut, par un entraînement continu, accroître à l'infini ses forces physiques.

Des facultés psychiques liées à une activité instinctive correspondante se développent pour ainsi dire d'elles-mêmes, puisqu'elles sont naturellement poussées à s'exercer et, par suite, à se fortifier. Plus l'instinct d'activité est faible chez un élève, plus grandit l'influence de l'éducation. Toutefois cette influence extérieure ne saurait jamais remplacer complètement le fonds qui manque. Une intelligence faible, unie à de la bonne volonté, peut être développée jusqu'à un degré déterminé, grâce à des leçons sagement dirigées; une volonté faible n'est pas absolument inaccessible à l'influence d'une bonne éducation, mais tous les initiés savent combien grande est la peine dans ces sortes de cas, et combien médiocre le résultat.

En d'autres termes, aucune influence éducative extérieure n'agit sur l'individu aussi puissamment que les instincts innés. L'évolution, en règle générale, se produit du dedans au dehors, mais la plupart du temps ce principe est méconnu, et l'on exagère la puissance de l'éducation. Que de fois l'éducation est déraisonnable! Que de fois les établissements d'enseignement sont dirigés par des pédagogues ossifiés et baroques! Et pourtant les résultats sont en général favorables, grâce à l'action sélective des divers établissements (p. 74 et suivantes), ce dont on fait honneur d'ailleurs à l'excellence des méthodes pédagogiques et des programmes!

Cependant le développement naturel des facultés chez un jeune homme peut être entravé pour toujours dans le cas où il se laisse dominer, pendant la période où l'instinct de défense n'est pas développé, par des influences nuisibles

qui annihilent ses bonnes qualités et surexcitent continuellement ses mauvaises. C'est de cette façon qu'un enfant se trouve imbu d'idées fausses, gâté moralement et malade physiquement, sans pouvoir seulement se défendre. C'est le même phénomène que quand le ver se glisse dans un fruit et le ronge. Mettre à l'abri d'une telle contagion les enfants bien doués est chose très importante pour eux-mêmes, pour les parents et pour la collectivité.

L'éloignement des mauvais exemples est beaucoup plus efficace que le spectacle des bons, parce que l'imitation des premiers ne demande aucune énergie morale, mais seulement du laisser-aller. Des enfants qui sont destinés à occuper dans la vie les plus hautes situations ne doivent pas, par conséquent, fréquenter les mêmes écoles que les enfants des prolétaires et être exposés à l'influence de leurs entretiens et de leurs exemples. Les choses grandes et importantes n'arrivent à maturité que par la concurrence entre égaux et par l'isolement d'avec le commun. Si nous pesons bien cela, il devient clair à nos yeux que l'instinct des parents, suppléant celui des enfants, a trouvé la solution juste avant que nos abstractions embrouillées n'intervinssent à la suite.

L'école primaire unique pour tous pêche contre une loi de la nature, méconnaît les fins de la sélection naturelle, livre sans défense les enfants des classes supérieures à des influences dangereuses et abaisse leur développement, ou impose aux enfants de prolétaires des efforts intellectuels disproportionnés à leurs aptitudes, le tout à cause d'une illusion trompeuse, d'une phrase creuse.

Il y a déjà un inconvénient grave à ce que les bureaux du ministère accordent trop libéralement des exemptions de frais d'études et des bourses en vue de la fréquentation des Universités, parce que cela abaisse le niveau moyen des

étudiants. Comme nous l'avons déjà dit (p. 84), de bons certificats scolaires ne fournissent qu'un critérium très incertain pour apprécier l'aptitude d'un écolier. Si l'écolier est pauvre, on est tenté de venir à son aide de toutes les façons, quoique ce puisse très bien être à tort. La plupart du temps, les écoliers de cette espèce transportent à l'école les façons de penser, les mœurs, les habitudes prolétariennes et les communiquent à leurs camarades. Cela n'est pas du tout désirable. Contrairement à l'opinion courante, d'après laquelle c'est toujours une bonne œuvre ou un devoir de justice sociale d'aider au succès d'un écolier pauvre et intelligent, même quand ses aptitudes ne sont qu'incomplètes, je regarde comme bien plus nécessaire d'attacher la plus haute importance au développement des écoliers dont l'origine sociale offre une sérieuse garantie de succès. La probabilité de tirer quelque chose d'un enfant de la classe moyenne ou des classes supérieures est beaucoup plus grande que la probabilité d'arriver à quelque résultat avec un enfant d'une famille de prolétaires; par conséquent il est beaucoup plus sage et plus économique de s'en tenir d'abord au plus sûr et de ne spéculer que modérément sur l'incertain. Je pourrais citer des exemples, d'où il résulte que l'origine sociale des écoliers se révèle par le niveau moyen de certains établissements, et que la considération dont jouit un établissement est essentiellement déterminée par l'origine sociale des écoliers. Dans ces délicates questions, la prudence s'impose et l'expérience doit peser plus que les clichés à la mode.

Si les instituteurs des écoles publiques possédaient un moyen de voir au fond de leurs élèves et de discerner avec certitude les génies futurs, chez lesquels toutes les facultés seraient représentées à un degré supérieur, alors oui, non seulement il faudrait placer de tels sujets dans des établis-

sements plus élevés, mais encore il faudrait les surveiller et les protéger de toutes les façons. Car le génie et le talent, comme le dit avec raison Carlyle, sont les véritables trésors de l'humanité, et c'est en vue du bonheur de celle-ci qu'ils doivent être cultivés et entretenus. Mais les instituteurs ne possèdent pas le réactif qui permettrait de reconnaître la présence de l'or pur, et la vie réelle comporte d'autres exigences que l'école. Un écolier supérieurement doué a souvent plus de peine à se faire remarquer par ses maîtres qu'un autre qui dépasse peu la moyenne, par la raison même que, le plus souvent, le premier est plus indépendant, s'engage dans une voie originale et trouve peu de goût à un enseignement machinal, réglé par des programmes, mortellement lourd pour l'esprit.

Mais, ce qui doit nous consoler, c'est que de tels génies, même s'ils passent inaperçus à l'école, se tireront tout de même d'affaire dans la vie. Et celui qui a subi cette épreuve du feu n'a plus besoin de certificats. La condition la plus favorable, c'est qu'un enfant ne soit pas, du premier coup, transporté dans un milieu trop élevé, mais que l'élévation sociale d'une famille se répartisse sur plusieurs générations. Le fils de prolétaires, doué d'aptitudes bonnes, mais non supérieures, peut, pour commencer, devenir un employé subalterne ou un petit patron, de façon à pouvoir à son tour faire monter un degré plus haut ses fils bien doués, qui peuvent alors devenir de hauts fonctionnaires ou de grands industriels. « L'aptitude à une culture supérieure, « dit E. de Hartmann, dans ses *Soziale Kernfragen*, est elle- « même liée à une atmosphère ambiante de culture, dont « peuvent bien se passer quelques rares grands talents, mais « non les talents moyens. C'est une sage institution de la « nature, qu'à part quelques rares exceptions la culture

« intellectuelle ne s'établisse dans une famille qu'en plu-  
« sieurs générations ; car c'est la garantie d'une certaine har-  
« monie entre l'intelligence, l'esprit et le caractère, entre  
« le savoir, les sentiments, les manières et le tact... Il  
« est indéniable que l'élévation et la chute des familles,  
« en règle générale, s'accomplissent non pas subitement,  
« mais progressivement ; que l'élévation d'une famille n'est  
« durable qu'à la condition d'être graduelle, et que cela est  
« très avantageux pour la société. La gratuité de toutes les  
« écoles secondaires et supérieures ne saurait rien changer  
« à cette loi. » Un point important est indiqué ici : c'est que  
la lenteur de l'ascension sociale est une garantie de durée  
pour les familles cultivées : nous l'exposerons plus tard  
avec plus de détails. Personne, par conséquent, ne subit  
d'injustice ou une soi-disant mise à l'écart. Dans tous les  
cas, une trop grande libéralité dans les exemptions de frais  
d'études est d'une utilité douteuse.

Pour terminer ce chapitre, je rappellerai une remarque  
déjà faite dans mon livre *Die natürliche Auslese*. Tout ce  
que j'ai dit sur la nécessité de la séparation des classes  
sociales ne s'applique naturellement pas aux adultes, dont  
la conduite doit se régler sur de tout autres considérations.  
Les façons dédaigneuses de certains hommes cultivés dans  
leurs rapports avec des inférieurs me paraissent du plus  
haut ridicule.

---

## LE PLUS GRAND BIEN-ÊTRE DES CLASSES SUPÉRIEURES

Ceci est le troisième point (voir p. 129). L'opinion que le plus grand bien-être est un privilège accordé aux classes supérieures dans leur propre intérêt, ou dont elles se sont emparées avec une légitimité contestable ne résiste pas à un examen impartial. Ce plus grand bien-être leur est accordé non pas tant dans leur intérêt personnel que dans l'intérêt général, l'intérêt de l'espèce. Les individus des classes supérieures sont appelés, à cause de leurs aptitudes plus étendues, à diriger les affaires de la société et à fournir de préférence un travail de tête. Pour qu'ils puissent se consacrer à leur tâche, il faut qu'ils soient soustraits aux préoccupations de la vie matérielle. Bien que cela semble clair comme le soleil, il est rare qu'on s'en fasse une idée exacte. On s'en aperçoit d'ordinaire quand des fonctionnaires réclament une amélioration de traitements ou de droits. Ils allèguent alors que, dans une situation étreinte et pleine de soucis, ils ne sauraient remplir convenablement leur tâche, et que la sérénité professionnelle ne leur reviendra que si leurs vœux légitimes sont exaucés. Il y a là quelque chose de vrai, et l'on peut en faire l'application à toutes les classes cultivées, et même à celles qui gagnent leur vie par le commerce et l'industrie.

Eugène Richter ridiculise la théorie socialiste démocratique en représentant un chancelier de l'Etat futur, qui n'a pas le temps de recevoir un ambassadeur, parce qu'il est obligé de faire reluire lui-même ses bottes et de recoudre des boutons arrachés. L'anecdote n'est pas mal inventée, car chacun s'écriera aussitôt : « Ce n'est pourtant pas là l'occupation d'un chancelier ! » Effectivement, le confortable dont jouissent les classes supérieures n'est qu'une conséquence immédiate de la division du travail, base de toute notre vie sociale. Un chancelier de l'empire surveille les intérêts de plusieurs millions d'hommes et n'a pas de temps pour ces besognes inférieures, dont peut se tirer aussi bien que lui ou même mieux tel gars médiocrement doué. Sans la division du travail, nous descendrions à un degré social inférieur, et, à territoire égal, il n'y aurait place que pour beaucoup moins d'habitants.

La même remarque s'applique à l'entrepreneur, à l'organisateur du travail ; il ne peut pas en même temps surveiller la direction générale d'une usine et travailler à l'enclume ou au tour. Les ouvriers intelligents le savent très bien, et ils ne considèrent pas comme l'homme de la situation un entrepreneur qui met la main aux besognes subalternes : « ce n'est pas son affaire ». Les paysans disent : « L'œil du maître en fait plus que sa main. » C'est une vérité que semblent ignorer complètement nos socialistes, quand ils vous émettent sérieusement la prétention que tous les hommes, sans exception, doivent travailler dans les usines et n'exercer les professions supérieures qu'accessoirement, en dilettantes. On rendrait ainsi un bien mauvais service à la collectivité.

Le travail musculaire soutenu et l'activité intellectuelle s'excluent réciproquement en vertu d'une loi naturelle impla-

cable. Pendant une promenade à pas lents, nous pouvons réfléchir utilement aux plus difficiles questions : nous ne le pouvons plus dès que nous accroissons la dépense de force musculaire en nous mettant à courir. Il nous semble alors que nos pensées s'évanouissent et que notre horizon se rétrécisse de plus en plus. Dans une course, il nous est impossible de penser à autre chose qu'à vouloir arriver premier au but, et, si la respiration nous manque, toute pensée s'arrête immédiatement, et nous ne pouvons plus qu'aspirer à de l'air. C'est une conséquence immédiate d'une loi de corrélation physiologique : le sang ne peut pas arroser simultanément les muscles du corps et les vaisseaux sanguins du cerveau. Le mécanisme physiologique qui règle la distribution de la masse sanguine à travers le corps repose, en dernière analyse, sur la loi de la *conservation de l'énergie*. On peut consacrer une certaine provision d'énergie soit au travail musculaire, soit au travail cérébral, mais pas aux deux simultanément ou successivement, pas plus qu'on ne peut dépenser deux fois un seul et même capital.

La loi de la conservation de l'énergie nous explique pourquoi les individus appelés à des tâches intellectuelles plus élevées doivent être affranchis du travail manuel grossier et fastidieux. La répulsion de la plupart d'entr'eux pour ce genre de travail n'est pas une preuve de paresse, mais découle, en général, d'un instinct justifié. Dans certains cas, il est vrai, l'instinct va trop loin : il y a des chercheurs et des savants qui se refusent à toute espèce d'activité physique, et qui s'ensevelissent littéralement dans leur cabinet de travail. Un tel régime est antihygiénique, car le corps humain, originairement adapté à la chasse et à l'agriculture, exige, pour l'accomplissement régulier des fonctions vitales, un certain minimum d'exercice musculaire et de respiration

au grand air. La suppression de ces agents indispensables contribue à la dégénérescence et à la disparition des classes cultivées. Seuls, des esprits tout à fait privilégiés savent, à côté de l'activité intellectuelle, faire au corps sa juste part, et Bismarck, amateur de grandes courses à cheval, comprenait le vrai moyen d'échapper aux conséquences d'une tension intellectuelle, chez lui particulièrement vive et épuisante. Peut-être est-ce grâce à cela qu'il a gardé jusqu'à la fin de sa longue existence une si remarquable vigueur de pensée et de sentiment.

La même loi a pour conséquence une limitation de l'activité cérébrale à des objets déterminés, car elle exige que, chez les individus des classes supérieures, l'énergie disponible se manifeste surtout par les parties du cerveau destinées particulièrement à l'activité professionnelle, et que la préoccupation du pain quotidien dépense le moins possible de l'énergie totale. Celui qui est déprimé par le souci du lendemain ne peut pas, d'un esprit libre, envisager des intérêts généraux pour un avenir éloigné, ni poursuivre la réalisation de grands plans industriels ou politiques. C'est pourquoi les hommes appelés à des situations dirigeantes doivent être non seulement exemptés de tout travail musculaire pénible, mais encore mis à l'abri de toute préoccupation matérielle. Nous pouvons maintenant comprendre le sens profond de l'institution sociale qui soustrait à la concurrence ordinaire et pourvoit d'un traitement fixe les fonctionnaires appelés à administrer les affaires publiques. Ils doivent consacrer leur énergie intellectuelle, non pas à leur avancement personnel, mais aux intérêts généraux, et leurs promotions ne doivent dépendre que de la façon dont ils remplissent leur tâche.

Les industriels éprouvent aussi le désir justifié de s'as-

surer, dans le plus bref délai possible, une situation exempte de soucis, ce qui implique d'ordinaire pour la plupart un travail énorme. A peine ont-ils réussi que commence pour eux une nouvelle période de leur existence. Ils commencent à diriger leurs entreprises dans un plus grand style, à y faire une place à des intérêts plus divers et notamment sociaux. Ils se font un point d'honneur de s'intéresser à leurs ouvriers, ce qu'ils ne pouvaient pas auparavant; ils aspirent à conquérir une influence politique comme conseillers généraux ou comme députés; ils se plaisent au rôle de Mécènes protecteurs des arts, et cherchent à se rendre le plus possible utiles par leur activité. Les titres et les décorations attribués à de telles personnalités sont généralement des mieux mérités, et la joie des élus ne devrait pas être ridiculisée comme marque de faiblesse psychique.

A la classe de ceux qui vivent de revenus acquis sans travail, appartiennent en particulier les rentiers, la plupart du temps anciens industriels ou commerçants retirés des affaires, et les retraités. Les gens de cette sorte sont rarement oisifs. Cette classe représente un élément social excessivement important, qui ne saurait, en aucune façon, être assimilé aux frelons dans le royaume des abeilles. Et cela d'abord parce qu'entre les abeilles et l'homme il y a cette grande différence que celles-là, aussitôt écloses, peuvent se tirer d'affaire toutes seules, tandis que le jeune homme a besoin d'instruction et d'éducation au moins jusqu'à vingt-cinq ans, avant d'être apte à occuper une situation supérieure. La classe des soi-disant parasites, par conséquent, est encore loin d'avoir accompli sa tâche dans la vie en mettant au monde des enfants, et elle a encore à assurer l'éducation de ses enfants. Dans ces familles, les conditions d'existence sont généralement favorables à l'épanouissement d'une pos-

térité supérieurement développée au point de vue intellectuel. Elles fournissent, en bien plus forte proportion, beaucoup d'hommes d'une valeur exceptionnelle, tout pénétrés d'aspirations idéalistes. C'est l'utilité de cette classe sociale; si l'on se rappelle, en outre, combien il y a, dans notre société de fonctions honorifiques dont ne peuvent se charger que des personnalités indépendantes au point de vue matériel, on s'aperçoit alors que cette même classe est tout à fait indispensable. Un Etat, pourvu d'un grand nombre de ces frelons, est nécessairement supérieur à un Etat qui n'en renferme que peu ou point (comparez p. 6 et 64).

Comment, d'autre part, interpréter le cas des industriels arrivés ou des riches capitalistes, rebelles à tout sentiment social un peu élevé et qui se bornent à mener une vie de plaisir égoïste? Il existe, en effet, des individus de cette espèce, mais pas en aussi grand nombre qu'on l'affirme, et ils font scandale, puisque leur conduite fait parler d'eux. Le sociologue ne doit pas apprécier les cas de ce genre avec indignation, ni avec jalousie, mais les étudier dans leur réalité pure et simple. Là-dessus il faut se dire tout d'abord que les intéressés ne jouiraient pas d'une situation indépendante, si, antérieurement, eux-mêmes ou leurs ancêtres ne s'étaient pas distingués par leurs aptitudes et leur activité. Très bien. Mais la justice sociale n'exige-t-elle pas que les descendants dégénérés d'hommes de valeur soient déçus et exclus de leurs privilèges immérités? Si leur incapacité se confirme au cours de plusieurs générations, la chute ne tarde certainement pas. Nous voyons, en effet, assez fréquemment les fils prodigues de pères laborieux gaspiller leur patrimoine et tomber dans la plus profonde misère. Mais il arrive aussi que les petits-fils font retour au brave grand-père et deviennent à leur tour des hommes de valeur. C'est pourquoi il n'y a

pas urgence à ce que la chute soit immédiate et absolue, et la justice sociale est ainsi faite qu'elle laisse, à une famille momentanément égarée, le temps suffisant pour rentrer dans le droit chemin avec les petits-fils; c'est seulement quand cette famille a laissé passer, sans en profiter, le délai accordé, qu'elle tombe définitivement dans le malheur. Cette justice est en soi plus élevée et plus féconde pour la société que la justice rageuse qui voudrait immédiatement anéantir les individus manqués. On devrait se garder d'accueillir ces conceptions prolétariennes, plus passionnées qu'intelligentes et équitables. D'anciennes familles, qui ont rendu quelques services à l'Etat, s'inquiètent fort peu, et à bon droit, de compter parmi leurs ancêtres quelque chef de brigands ou telle autre personnalité aventureuse. La nature aussi voit dans l'homme non pas un individu isolé, mais, par la continuité du keim-plasma, un membre d'une famille, et la valeur de la famille s'apprécie d'après l'ensemble de ses membres. La pieuse commémoration des ancêtres est un sentiment profondément enraciné au cœur de l'homme et rationnellement très légitime.

Si l'on admet que les classes supérieures, à cause des fonctions qu'elles ont à remplir dans l'intérêt de la société, doivent être affranchies du travail manuel et de la préoccupation du pain quotidien, s'ensuit-il aussi qu'elles doivent être mieux nourries, mieux logées, mieux vêtues et avoir plus de distractions que les classes inférieures? Ne pourraient-elles pas fournir le même rendement en consommant des pommes de terre au lieu de rôtis, en se passant d'appartements luxueux et en logeant en garni, et en s'asseyant le soir dans une brasserie enfumée devant un jeu de cartes, au lieu d'aller au théâtre ou au concert. Bien que tout lecteur intelligent se soit déjà répondu à lui-même, je tiens pourtant à entrer dans plus de détails.

Celui qui doit déployer de l'activité intellectuelle a besoin de manger mieux que celui qui a du travail musculaire à fournir. Ses aliments doivent être plus riches, plus nourrissants, plus concentrés. Une alimentation plus riche détermine une énergie plus intense, dans le processus vital aussi bien végétatif qu'intellectuel, et cette loi est vraie non seulement pour les classes sociales supérieures, mais pour toutes sans exception. L'ouvrier urbain vit mieux que le paysan, ce que j'ai démontré en chiffres dans ma *Natürliche Auslese*, et les classes bourgeoises vivent mieux que les ouvriers. D'après Karl (*Volkswirtschaftliche Zeitfragen*, Berlin, 1889), les dépenses de ménage pour la nourriture et la boisson, jusqu'au revenu de 6.400 marks, représentent le même pourcentage du revenu total; pour les revenus supérieurs, le pourcentage est un peu moindre, bien que le total absolu augmente encore considérablement. L'effet le plus saisissant de la meilleure alimentation est la croissance plus rapide et le développement plus précoce des jeunes gens. Les conscrits urbains de 20 ans dépassent de 1<sup>cm</sup>,5 les conscrits ruraux du même âge, et les écoliers des gymnases, à 18 ans, sont plus grands que la moyenne des conscrits urbains à 20 ans. Des différences analogues se présentent relativement à la puberté. On peut établir à peu près comme il suit l'âge où elle apparaît : paysans 16-17 ans; enfants nés à la campagne fréquentant les écoles urbaines : de 15 ans et demi à 16 ans et demi; écoliers d'origine urbaine : de 14 ans et demi à 15 ans et demi; lycéens nés à la campagne : 14-15 ans; lycéens nés à la ville : 13 ans et demi à 14 ans.

L'accroissement d'énergie vitale se traduit aussi par une plus grande activité psychique; seulement nous n'avons aucun moyen pour en établir la démonstration avec autant de précision et de certitude que pour les caractères phy-

siques. Mais est-il douteux que l'imagination ne soit plus vive et que les associations d'idées ne soient plus nombreuses chez un ouvrier que chez un paysan? Il faut en chercher la cause non seulement dans les occasions plus fréquentes d'excitation cérébrale, mais aussi dans le chauffage plus intense de la machine, dans la pression plus forte de la vapeur. Il n'y a pas la moindre raison de mettre en doute l'influence de l'alimentation meilleure sur le fonctionnement plus aisé et plus rapide de la pensée. Car le processus de la pensée est lié à une dépense d'énergie, et par conséquent l'apport d'énergie emmagasinée dans les aliments l'entretient et le vivifie.

Si l'alimentation des classes supérieures doit être meilleure, non seulement en quantité, mais en qualité, la cause en est dans le genre de vie sédentaire, inséparable des professions libérales. C'est seulement quand il est continuellement en mouvement que le corps supporte une nourriture lourde, de valeur nutritive médiocre; chez un sujet à vie sédentaire, cette masse s'immobilise dans l'estomac et occasionne les indispositions trop connues. C'est pourquoi il faut s'en tenir aux aliments concentrés, à la viande ou à ses équivalents. Remarquons en passant que les végétariens intransigeants négligent ordinairement ce point. Le système végétarien a beaucoup de bon; mais il ne convient aux gens sédentaires que transitoirement, pendant qu'ils sont affranchis de leurs occupations professionnelles, et non comme régime prolongé.

Enfin les conversations et les distractions en commun sont un besoin indispensable pour les hommes absorbés par une activité cérébrale exclusive. Il faut que de temps en temps d'autres parties du cerveau soient mises en mouvement, et que les parties professionnellement actives soient

laissées tranquilles et puissent se reposer. La plus heureuse application de la loi des contrastes a lieu quand les hommes d'études cherchent leur récréation dans les exercices sportifs, tels que ceux qui sont en honneur en Angleterre. Certainement les jeux violents, qui sont populaires là-bas, contribuent pour une forte part au maintien de la santé physique et de la vigueur intellectuelle, que la renommée attribue aux Anglais. Chez nous, ces jeux sont difficiles à acclimater, bien que leurs avantages soient reconnus en théorie. Ce qui leur fait toujours concurrence, c'est notre sociabilité plus raffinée, ce sont nos représentations artistiques, et aussi nos brasseries enfumées que fréquentent malheureusement beaucoup trop nos classes cultivées; les brasseries répondent bien, à la vérité, au but de laisser reposer les cellules cérébrales fatiguées, mais pas à celui de conserver et d'affermir la santé. Au contraire, la masse, qui se donne assez d'exercice physique par le seul travail professionnel, peut trouver son plaisir à satisfaire simplement sa soif et sa curiosité. Les mêmes choses ne conviennent pas à tout le monde. Le besoin de stimulants intellectuels et de sociabilité justifie aussi les dépenses plus considérables pour le logement, pour les vêtements, pour toutes sortes de commodités raisonnables, et même pour un luxe modéré chez les gens plus haut placés.

Il ne devrait pas être besoin de dire ces choses, qui se comprennent d'elles-mêmes; ce n'est nécessaire que parce que les adversaires de l'ordre social actuel ont plus d'une fois défiguré la réalité, comme si les classes supérieures se saturaient, à ne rien faire, de bons morceaux et de champagne, tandis que le pauvre ouvrier souffre de la misère et ne connaît aucune distraction. La plupart de ceux qui appartiennent aux hautes classes de la société mènent une vie laborieuse et sage, et, quant aux amusements, il suffit de parcourir un

journal ouvrier pour se convaincre que la misère n'est ni si criante ni si générale ; ces feuilles sont remplies d'invitations à des beuveries de bières, à des parties de famille, à des fêtes en forêts avec réjouissances populaires, à des danses, à des bals masqués, à des concerts, et dans ces milieux, on consacre au luxe superflu et aux jouissances matérielles une plus forte proportion du revenu et des sommes totales plus considérables que dans les classes cultivées. Les soi-disants privilégiés se demandent souvent, avec un étonnement légitime, comment ces gens peuvent faire, car aujourd'hui une maison bien ordonnée est difficile à tenir, et il faut s'imposer bien des privations, surtout quand il y a des enfants à élever. Quant aux héros du champagne, ils ne forment dans la classe supérieure qu'une minorité, comme les ouvriers nécessiteux dans leur milieu. Mais je suis tout à fait d'accord avec E. de Hartmann, pour reconnaître que les hommes cultivés doivent lutter énergiquement contre le luxe nuisible, mis à la mode par des spéculateurs et des parvenus, au lieu de chercher à les imiter, en dépensant souvent au-delà de leurs ressources. Car ces « seigneurs » ne doivent généralement leur fortune qu'à leur absence complète de scrupules et de sentiments altruistes. A vrai dire, ils n'appartiennent pas à la classe cultivée, mais par leurs procédés et leurs manœuvres, ils se font identifier avec elle et font ainsi retomber sur tous l'envie et la haine qui leur sont dues à eux seuls, et à bon droit. Abstraction faite de ces cas exceptionnels, d'ailleurs en nombre restreint, l'ordre social ne s'est pas trop mal comporté dans la répartition des richesses.

Cette conviction est encore fortifiée quand on essaie de se représenter les conséquences probables d'une alimentation meilleure des classes inférieures. Un apport plus riche d'aliments accroît non seulement l'activité utile, mais encore les

instincts sensuels inférieurs. Toute amélioration dans la situation sociale des classes inférieures a pour conséquence immédiate l'intervention d'un processus de sélection naturelle, généralement inaperçu ; l'équilibre psychique de la plupart des individus est détruit ; chez quelques-uns, les bonnes qualités prennent le dessus ; chez le plus grand nombre, ce sont les mauvaises. De là les plaintes assez justifiées des entrepreneurs, et cette affirmation que les brusques élévations de salaires ou la diminution des heures de travail entraînent après elles le désordre : ce qui est trop généraliser. Ce n'est que quand la sélection s'est opérée, quand les débauchés ont succombé, que les avantages de l'amélioration deviennent visibles par l'accroissement du bien-être. Mais ce résultat n'est jamais obtenu sans sélection. De même dans les classes sociales supérieures, dans la bourgeoisie et le fonctionnarisme, il a fallu l'influence continue de la sélection pour éliminer et rejeter progressivement les individus incapables de s'adapter à une existence plus confortable, occasion pour eux de paresse et de mauvaises mœurs. Toutefois, à ce degré, le nombre des victimes n'est plus aussi considérable, parce que la sélection générale s'est déjà accomplie au passage de la classe rurale à la classe ouvrière et de celle-ci à la petite bourgeoisie, et a mis de côté les non-valeurs les plus grossières.

Il existe des données de statistique criminelle (A. von OETTINGEN, *Moralstatistik*, 3<sup>e</sup> édition, p. 239) bien propres à jeter de la lumière sur ces sortes de faits. Dans les « bonnes années », il y a diminution des crimes contre la propriété, mais augmentation des crimes contre les personnes, coups et blessures, affaires de mœurs, ce qui fait compensation. En supposant, par conséquent, qu'il fut possible économiquement d'assurer d'un seul coup, à toute la classe ouvrière, l'existence

confortable de la bourgeoisie actuelle, il arriverait à ces heureux la même chose qu'aux Lombards dans la vallée du Pò; ils seraient rapidement conduits à leur perte par un bien-être trop nouveau pour eux.

Mais une amélioration de ce genre est irréalisable. Avec le rapide accroissement de la population dans ce siècle, le train de vie normal pour les masses ne peut s'élever qu'un peu au-dessus du nécessaire. Seuls les individus destinés à des tâches sociales plus élevées peuvent être plus favorisés, parce qu'ils sont en petit nombre. Ainsi, en Saxe, en 1892, 1.393.308 personnes, soit 96,5 0/0 des contribuables, avaient des revenus au-dessous de 3.300 marks, formant au total 1.069.328.396 marks, soit 766 marks en moyenne par personne. 50.404 personnes seulement, soit 3,5 0/0 du total, avaient un revenu de 3.300 marks et plus. Les revenus réunis de ces 1.443.712 contribuables, en y comprenant les personnes juridiques (sociétés par actions, etc.), s'élevaient à 1.584.950.632 marks; en partageant également cette somme entre tous, on arrivait à une moyenne de 1.098 marks, c'est-à-dire à 332 marks de plus que ce que reçoit actuellement la majorité. Ce n'est pas le revenu double ou triple qu'on fait souvent miroiter aux yeux des travailleurs. Pour obtenir ce beau résultat, on aurait sacrifié les avantages que comporte l'existence d'un certain nombre d'individus plus cultivés et mieux nourris, et l'influence stimulante de la concurrence; cette suppression aurait bientôt abaissé le niveau collectif. Avec le partage égal, tous ceux qui touchent actuellement plus de 1.098 marks, par conséquent un grand nombre d'ouvriers instruits, verraient diminuer leur revenu; tous ceux qui touchent moins, c'est-à-dire les simples journaliers, y gagneraient. L'augmentation moyenne de 332 marks, qui correspond à peu près à la différence de salaire entre l'ouvrier professionnel et le journa-

lier, chacun peut se la procurer sans faire appel à l' « Etat futur » ou à la révolution; l'intéressé n'a qu'à s'instruire un peu et à être laborieux. C'est la recette que recommandait déjà, il y a cent ans, Benjamin Franklin, en y ajoutant le conseil de mettre à la porte ceux qui prétendent qu'on peut améliorer sa situation par d'autres procédés.

---

## LES CLASSES SOCIALES ET LA CONCURRENCE

La formation des classes sociales est avantageuse à un quatrième point de vue (voir p. 129), en ce qu'elles stimulent le déploiement de toutes les forces psychiques et physiques des individus. Tout d'abord cette impulsion qui procède de motifs égoïstes est, par elle-même, beaucoup plus puissante qu'une impulsion qui reposerait exclusivement sur des motifs altruistes. Les individus s'imposent les plus grands efforts pour s'assurer une situation plus favorisée, pour s'élever à une classe supérieure. Ils veulent aussi non seulement mieux se nourrir, mieux se loger, mieux se vêtir, mais encore pouvoir élever plus soigneusement leurs enfants, et cela est très important; car ainsi les instincts égoïstes reçoivent de l'instinct familial une force plus grande. Si l'on pouvait rendre égales pour tous les hommes les conditions de l'existence, cette excitation à la concurrence disparaîtrait. Mais il est facile de s'apercevoir que, si l'activité humaine, depuis un nombre incalculable de siècles, a eu pour base principale les instincts égoïstes et familiaux, on ne peut pas décréter, par un simple ordre du jour, qu'elle devra, à partir d'une date fixée, procéder exclusivement d'instincts altruistes. Les théoriciens socialistes essaient bien de nous

faire croire que, dans leur *État futur*, les hommes seront animés d'une noble émulation pour l'intérêt commun ; mais c'est là simplement une des formes de superstition que j'ai déjà signalées. Sans doute les sciences naturelles nous enseignent un moyen de supprimer les instincts égoïstes et de faire dominer les instincts altruistes. Mais ce moyen ne consiste pas, comme le pense A. Bebel, dans son livre *Die Frau*, à placer les individus dans de meilleures conditions d'existence ; car de cette façon, d'après les explications qui précèdent, nous augmenterions la puissance de tous les instincts, y compris les instincts égoïstes. Le vrai moyen, ce serait la sélection. C'est grâce à la sélection naturelle exercée par la vie sociale que les instincts altruistes se sont formés d'abord, et c'est par ce moyen à action lente qu'ils sont conservés, peut-être même fortifiés. Les socialistes, qui trouvent insuffisant le résultat d'une évolution de plusieurs milliers d'années, devraient bien essayer d'introduire à cet effet la sélection méthodique. Ce ne serait pas 100.000, mais plusieurs millions de têtes qui devraient rouler dans la poussière, et ce que Bebel ne croira pas, les classes supérieures fourniraient au total des victimes un contingent proportionnellement moindre que les classes inférieures, parce que dans les classes supérieures toutes les facultés et tous les instincts, par conséquent les instincts altruistes aussi, sont plus développés que dans les classes inférieures. Le monarque absolu le plus féroce, le despote le plus sanguinaire, ne seraient pas en état de mettre à exécution une mesure que l'État futur, source de félicité universelle, exige comme condition indispensable de son avènement. Ce n'est pas tout : la guillotine devrait rester dressée en permanence, même après la première fauchée principale, pour continuer d'éliminer au fur et à mesure les cas de retour atavique

aux instincts égoïstes, et pour assurer ainsi l'existence de l'Etat futur.

L'avortement de la Révolution française est là pour nous renseigner sur l'improbabilité du succès d'une telle tentative. Les hommes de la Terreur n'ont pas épargné le sang pour anéantir l'aristocratie, et ils ont en même temps supprimé un grand nombre de familles eugéniques, au grand dommage de la France, qui en subit aujourd'hui les conséquences. Mais ils n'ont pas pu exterminer l'aristocratie; elle a relevé la tête, aussitôt la tempête passée, et ses rangs éclaircis ont été complétés par Napoléon I<sup>er</sup> au moyen de nouveaux contingents. Puis tout a recommencé comme auparavant; seulement la valeur de l'aristocratie a baissé, parce qu'à côté du vrai mérite la servilité et le mammonisme se sont élevés au sommet dans une plus forte proportion qu'autrefois. Le second Empire a fait entrer dans cette aristocratie une catégorie spéciale d'aventuriers politiques, et la troisième République y a joint les hâbleries de ses avocats et de ses journalistes. Tels sont, en dernière analyse, les résultats de la guillotine révolutionnaire.

Précisons. La grande majorité des hommes compris dans nos classes A, B, C (p. 117) et peut-être un peu plus haut, et, à plus forte raison, dans toutes les classes au-dessous de *a*, ont besoin d'impulsions égoïstes pour se mettre en mouvement. Leurs qualités altruistes, comme, en général, leurs autres facultés, sont si peu développées qu'elles ne seraient pas en mesure de triompher de la tendance naturelle à l'inertie. Beaucoup de gens, dans les classes inférieures, ne travaillent que parce qu'ils y sont contraints par la famine; ils obéissent au plus pur instinct de conservation. A un degré un peu plus élevé, c'est l'espoir d'améliorer leur situation qui excite les hommes à travailler énergique-

ment et à se bien conduire; c'est encore l'instinct de conservation sous une forme plus raffinée. Rendre égales les conditions d'existence pour tous les hommes serait leur enlever l'espoir d'améliorer leur situation par leur énergie personnelle et les livrer à la torpeur et à l'engourdissement. Dans les ateliers de l'Etat futur, ce ne serait pas du tout la félicité de l'âge d'or qui régnerait, mais le sombre désespoir de ne pouvoir, avec la meilleure volonté du monde, dépasser la limite fixée d'avance par un pouvoir central tout-puissant.

Dans les classes un peu plus haut placées au point de vue intellectuel, intervient, comme mobile efficace, l'ambition, instinct de défense personnelle différencié et par conséquent dérivé aussi de l'instinct de conservation. En tout cas, l'ambition est un mobile plus élevé que la faim ou le désir d'un plus grand confortable; mais combien, dans la société socialiste, les ambitieux se sentiraient opprimés et torturés, à moins d'entrer dans le champ clos de l'agitation politique où ils trouveraient sans doute à se donner avantageusement carrière. Des luttes politiques incessantes, dans le but d'écarter les autres de la mangeoire, et de se mettre à leur place, constitueraient dans l'Etat futur le principal intérêt de la vie politique (voyez les Congrès socialistes de 1894 à 1899).

C'est seulement aux degrés tout à fait supérieurs de l'eugénisme humain que les dispositions altruistes sont assez fortes pour déterminer l'individu à une activité prolongée, et qu'elles dominent assez les mouvements égoïstes pour diriger cette activité dans un sens exclusivement avantageux à la société. Ces très nobles esprits, qui rougiraient de s'engager dans la lutte par ambition et désir des jouissances, seraient dans l'Etat futur comme au fond d'un enfer. Les

hommes les plus précieux seraient foulés aux pieds par la multitude brutale. Il faut se représenter tous les mécanismes délicats de l'ordre social actuel, qui tendent à produire des individus supérieurs, à les développer, à les entourer de soins, à mettre en œuvre leur activité à la place qui leur convient, pour bien mesurer le complet contraste que réaliserait l'idée socialiste. Une pareille théorie n'a pu éclore que dans un cerveau médiocre et n'a pu rencontrer d'adhérents que dans les catégories intellectuelles inférieures et moyennes. Les classes supérieures y sont réfractaires, souvent malgré de vives sympathies pour les soi-disant opprimés, et sans distinguer nettement le fondement de l'erreur, mais en vertu de la force toujours victorieuse de l'instinct normal en face de vides abstractions. Je renvoie encore à ma brochure de 1891 : *Der Darwinismus gegen die Sozialdemokratie*.

Un trait caractéristique des écrivains socialistes, c'est qu'ils ne veulent pas reconnaître chez leurs adversaires le moindre altruisme ; un propriétaire d'usine a beau témoigner à ses ouvriers toute la bienveillance possible, sa conduite est expliquée par un égoïsme dissimulé ; un écrivain a beau justifier ses convictions antisocialistes par des motifs d'ordre purement rationnel, on lui reproche d'avoir écrit en vue de certains avantages matériels ou par intérêt de classe, et la loyauté de sa pensée est ridiculisée et mise en doute. Ces procédés ne sont pas le fait de gens à dispositions altruistes.

Benjamin Kidd relève très vivement la contradiction dans laquelle se trouve pris le socialisme moderne en face de la marche réelle de l'évolution sociale. Le socialisme veut supprimer la lutte personnelle pour l'existence, tandis que l'évolution sociale tend à la renforcer : « Le système de la « concurrence agit continuellement pour assurer le mode

« de production le plus économique et le plus efficace ; pour  
« élever les meilleurs aux places auxquelles ils sont le plus  
« aptes ; pour affranchir les aptitudes et les énergies parti-  
« culières de ces hommes et en retirer le maximum de profit  
« en inventions, découvertes et améliorations. Que l'on con-  
« sidère, après cela, la difficulté, — étant donnée la nature  
« humaine telle qu'elle est, — de trouver un ressort efficace  
« aux suprêmes efforts, si les besoins les plus essentiels de  
« la vie étaient assurés. Toutes ces circonstances, particu-  
« lièrement au début, pèsent lourdement contre une col-  
« lectivité socialiste, si, dans la bataille générale, elle se  
« trouvait en face d'autres collectivités, où la lutte pour la  
« vie serait plus intense. » Car, comme il est dit ailleurs :  
« La sélection une fois supprimée, un peuple ne pourrait,  
« en aucun cas, échapper à une dégénérescence progressive,  
« même en admettant qu'il échappât à des catastrophes plus  
« immédiates. Dans les circonstances ordinaires, c'en serait  
« bientôt fait de lui, s'il se trouvait en face d'autres peuples  
« énergiques et prêts à la lutte, chez lesquels, toutes choses  
« égales d'ailleurs, subsisteraient la sélection, la lutte et la  
« concurrence. »

Ces paroles de Kidd devraient être méditées, notamment par ceux qui envisagent la concurrence exclusivement au point de vue de l'individu. A leurs yeux, la richesse est un privilège souvent immérité ; la pauvreté, une injustice. En conséquence, on réclame une justice qui égalise toutes les situations. Mais le principe de la justice n'est pas suffisant pour résoudre la question. Car l'égalité absolue, elle aussi, serait injuste ; elle le serait à l'égard de tous les sujets supérieurement doués, et une classification arbitraire, qui viserait à une solution intermédiaire, ne serait pas moins attaquable, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Il est à remar-

quer que les sociologues qui soutiennent ces théories laissent précisément de côté la signification sociale de la concurrence et se rallient, sans s'en douter, à une conception individualiste. La perspective dont jouirait une grenouille dans son marais déforme les proportions des objets; pour les percevoir exactement, il faut nous élever un peu et envisager le sujet de plus haut. Alors les injustices, soit réelles, soit supposées, dont souffrent les individus, perdent de leur poids, et on reconnaît l'importance, au point de vue social, de la concurrence.

---

## XXVII

### A PROPOS DE LA STATISTIQUE DES REVENUS

La statistique est une belle chose ; mais il est difficile de la comprendre correctement, plus difficile encore de l'employer avec intelligence. Par suite d'abus, la statistique est devenue suspecte, et on dit d'elle qu'elle est propre à démontrer tout ce qu'on veut. Nous verrons bientôt, en appréciant la statistique des revenus, qu'il y a effectivement de nombreuses réserves à faire.

Je prends pour base de cette étude la statistique officielle du royaume de Saxe, l'Etat allemand le plus développé au point de vue industriel. Là, en 1890<sup>1</sup>, il y avait, personnes physiques et juridiques réunies, recevant un revenu :

Au-dessous de 500 marks <sup>2</sup>	546.138 personnes	=	38,9 0/0
De 500 à 800	— 401.439	—	= 28,6 0/0
De 800 à 1.600	— 318.123	—	= 22,7 0/0
De 1.600 à 3.300	— 91.124	—	= 6,5 0/0
De 3.300 à 9.600	— 36.841	—	= 2,6 0/0
Au-dessus de 9.600	— 19.402	—	= 0,7 0/0
TOTAL.....	1.413.069	=	100,0 0/0

<sup>1</sup> Les chiffres des années suivantes révèlent une amélioration croissante des revenus. Nous avons conservé les chiffres de 1890 parce qu'ils se rattachent, au chapitre XLIII, à une discussion avec d'autres écrivains. Les chiffres de l'année 1898 sont donnés dans le même chapitre.

<sup>2</sup> Cette classe comprend 74.918 personnes = 5,36 0/0 avec moins de 300 marks de revenu, exemptées d'impôts.

Pour se rendre exactement compte de ces chiffres, le mieux est de les représenter par une courbe. Mais il faut, en même temps, bien tenir compte de deux choses : 1° que les intervalles des revenus, dans le tableau qui précède, sont inégaux, et, par conséquent, ne doivent pas être rendus égaux sur l'axe des abscisses ; 2° que les pourcentages correspondant à chacun des intervalles doivent être modifiés d'après l'étendue de ces intervalles.

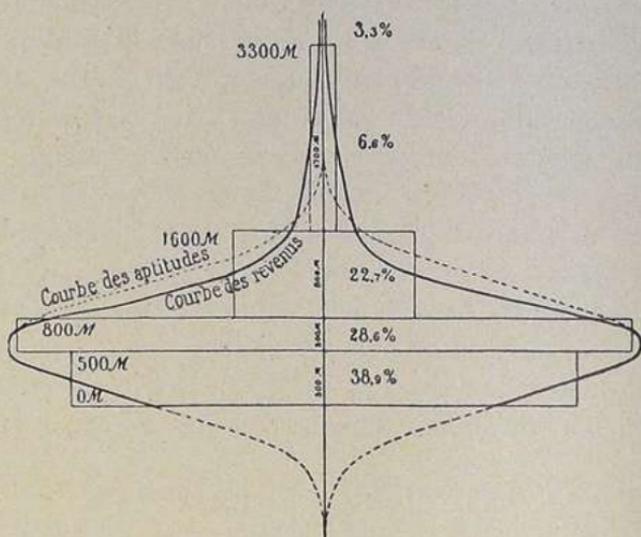


FIG. 3. — Graphique de la répartition des revenus dans le royaume de Saxe en 1890.

1° Les intervalles sont de  $500 - 0 = 500$  marks ; de  $800 - 500 = 300$  marks ; de  $1.600 - 800 = 800$  marks ; de  $3.300 - 1.600 = 1.700$  marks ; de  $9.600 - 3.300 = 6.300$  marks ; dans la figure 3, les abscisses sont reportées sur l'axe vertical médian, proportionnellement à ces inégalités.

2° Il est clair qu'un grand intervalle doit contenir plus

de contribuables qu'un petit. Par conséquent il ne faut pas simplement prendre comme ordonnées les pourcentages ci-dessus, parce qu'on aurait excès de hauts revenus. Il faut calculer combien il y a de personnes par 100 marks de chaque intervalle, et le quotient ainsi obtenu fournit l'ordonnée cherchée.

D'après cela, nous avons, pour chaque centaine de marks, comme ordonnées, les nombres proportionnels suivants :

Jusqu'à	500 marks	38,9 0/0	: 5 = 7,8
De	500 à 800	— 28,6 0/0	: 3 = 9,5
De	800 à 1.600	— 22,7 0/0	: 8 = 2,8
De	1.600 à 3.300	— 6,5 0/0	: 17 = 0,4
De	3.300 à 9.600	— 2,6 0/0	: 63 = 0,04

Le dernier intervalle, au-dessus de 9.600 marks, sans limite supérieure ne peut pas être calculé; il n'y a pas à en tenir compte pour notre étude, puisque dès les deux avant-derniers intervalles, les ordonnées 0,4 et 0,04 ne sont plus traduisibles graphiquement à cause de leur exiguité. Pour les autres ordonnées, il faut les reporter horizontalement selon les proportions indiquées. Si on arrondit les angles des rectangles ainsi obtenus, en traçant une courbe par estimation à vue d'œil, puisque les revenus s'échelonnent en réalité par différences insensibles et non en gradins fortement accusés, on obtient le graphique de la figure 3.

Les courbes des revenus en Prusse, en Bade et en d'autres pays, telles qu'elles sont consignées dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* (léna, 1890 et suivantes), à l'article *Einkommenstatistik* (*Statistique des revenus*), par R. MEYER, et dans les différentes statistiques régionales, ont une forme analogue; toutefois la comparaison est difficile, parce que les prescriptions pour l'estimation des reve-

nus ne concordent pas et que la pratique aussi est différente. Pour la Prusse, Soetbeer a étendu l'avant-dernière classe inférieure de 525 à 2.000 marks, c'est-à-dire si loin que le ventre caractéristique de la courbe disparaît<sup>1</sup>. La courbe des revenus en Bade reste inachevée, parce que le nombre des exempts d'impôts avec moins de 500 marks de revenu n'est pas donné. La statistique de la Saxe est non seulement la plus complète, mais encore la plus intéressante pour nous, à cause du caractère industriel fortement accusé de ce pays. Pour cette raison, nous limiterons nos recherches aux données que nous fournit la Saxe.

Deux constatations s'imposent à première vue quand on considère la figure 3 : 1° la partie supérieure de la courbe des revenus se superpose à peu près exactement à la courbe des aptitudes d'après Galton (*fig. 1*, p. 118); 2° la partie supérieure et la partie inférieure de la courbe des revenus ne sont pas symétriques, mais ressemblent davantage à la vraie forme de la pyramide sociale (*fig. 2*, p. 121), qui s'appuie aussi dans sa partie inférieure sur une ligne de base horizontale. Pour faciliter la comparaison, j'ai reproduit dans la figure 3 la courbe de Galton au moyen d'une ligne pointée.

La première constatation n'a rien de surprenant. La courbe de Galton est établie sur la formule de probabilité de Gauss, et celle-ci s'applique à tous les groupes dans lesquels des cas

<sup>1</sup> L'exactitude de l'hypothèse d'Ammon sur l'existence du « ventre » dans la courbe des revenus en Prusse est démontrée par les statistiques données par Kohn [*Science of finance* (Chicago, 1895), §§ 319-320]. Sous la loi en vigueur jusqu'en 1883, la proportion des impositions variait d'après douze catégories de revenus. Le nombre des personnes comprises dans les deux dernières catégories, de 420 à 900 marks, était de 3.742.800 ou 75 0/0 du nombre total des imposés; le nombre des imposés des deux catégories suivantes était de 619.000, soit 12 0/0 (Note de C.-G. Closson, *Journal of Political Economy*, Chicago, mars 1899, p. 226).

particuliers s'écartent d'une moyenne et deviennent d'autant plus rares que l'écart est plus accentué. C'est le cas en général pour les revenus, par conséquent la courbe obtenue doit se rapprocher de celle de Galton, sans qu'il faille y chercher un sens mystérieux et profond.

Les légères différences entre la courbe des revenus et la courbe des aptitudes s'expliquent en partie par la méthode d'après laquelle sont recueillies les statistiques des revenus. La courbe des revenus est, dans les classes supérieures, plus large, dans la classe entre 800 et 1.600 marks, plus étroite que la courbe des aptitudes. Là-dessus il faut remarquer ce qui suit :

a) La statistique des revenus comprend des personnes d'âges très différents, mais en proportions inégales. Les jeunes gens des classes supérieures n'arrivent presque jamais à un revenu avant 20 ou 25 ans et par conséquent sont laissés de côté par la statistique; dans les couches sociales inférieures au contraire, tout jeune homme au-dessus de 16 ans est compté, dès qu'il gagne de l'argent par lui-même, cas très fréquent.

b) De là découle une autre conséquence : des familles ayant le même revenu total sont classées dans des catégories différentes de contribuables et sont comptées tantôt pour une unité, tantôt pour plusieurs. Une famille de petits employés avec 1.500 marks de revenu et deux fils au collège compte pour *une* unité dans la classe de 800 à 1.600 marks; à côté, une famille d'ouvriers, dans laquelle le père et les deux fils gagnent 600, 500 et 400 marks, soit en tout aussi 1.500 marks, est comptée pour *trois* unités dans la classe au-dessous de 800 marks; d'où cette conséquence que les classes inférieures de contribuables sont trop denses, et les classes moyennes pas assez.

La statistique se heurte ici à des difficultés insurmontables, car les situations des bénéficiaires de revenus sont trop inégales. Dans notre famille de petits employés, les dépenses diminuent dès que les garçons ont fini leurs études, et entrent en possession d'un revenu propre; dans la famille d'ouvriers, au contraire, c'est une partie des ressources qui disparaît, dès que les fils deviennent indépendants. Si donc un instant les deux familles paraissent se ressembler économiquement, il subsiste pourtant entre elles une différence sociale persistante.

c) Dans les classes supérieures de revenus sont comptées les sociétés par actions, dont les revenus se répartissent entre des actionnaires, par conséquent entre un certain nombre de personnes qui appartiennent à des classes inférieures. De là un chiffre trop fort attribué aux classes supérieures, et, par contre-coup, un chiffre trop faible attribué aux classes moyennes.

Si l'on tient compte des remarques *a* et *c*, il en résulte que la courbe des revenus, dans la classe de 800 à 1.600 marks, doit paraître trop rétrécie, tandis qu'elle est trop élargie dans la partie supérieure et dans la partie inférieure, et qu'elle se rapprocherait encore plus de la courbe des aptitudes, si l'on pouvait tenir compte de tous les détails.

La partie la plus élargie de la courbe des revenus en Saxe ne correspond pas à la classe tout à fait inférieure, mais à l'avant-dernière, celle de 500 à 800 marks, et pour préciser davantage, à peu près au revenu de 600 marks. Ce sont les revenus moyens les plus fréquents, circonstance qui confirme la correspondance entre la catégorie moyennement bonne des aptitudes et la classe ouvrière. Le nombre des gens qui ont moins de 600 marks de revenu est plus

faible<sup>1</sup>. Par conséquent, la courbe se resserre vers le bas tout à fait comme la vraie pyramide sociale (p. 121), comme si elle voulait prendre une direction symétrique, pour s'arrêter brusquement au revenu 0. J'ai dessiné la pointe inférieure à l'aide d'une ligne ponctuée. Cette pointe devrait représenter les revenus négatifs, ceux qui sont au-dessous de 0. On pourrait croire qu'il n'existe pas de revenus négatifs : il y en a pourtant. Les criminels, les vagabonds, les mendiants, les voleurs professionnels, les pensionnaires des asiles d'aliénés, des prisons, des maisons d'assistance et des hôpitaux ne touchent aucun revenu, et vivent cependant. La portion inférieure négative de la courbe des revenus correspond, par conséquent, assez exactement à la portion analogue de la courbe galtonienne des aptitudes, car celle-ci contient les classes qui viennent d'être nommées, les individus doués dys-harmoniquement et tout à fait faiblement, les inutilisables, qui ne peuvent se procurer aucun revenu dans la société bourgeoise et qui sont cependant nourris aux dépens des autres.

Les revenus supérieurs sont aussi rares que les aptitudes supérieures : 3,3 0/0 seulement des contribuables dépassent le revenu de 3.300 marks.

<sup>1</sup> A cette occasion, je me permettrai de contredire une vue de G. DE MAYR, qui objecte dans *Allg. statist. Archiv.* que le revenu le plus fréquent, d'après les statistiques réelles, se rencontre plus bas, dans la classe de 400 à 500 marks. Il néglige cette circonstance qu'à 500 marks de revenus l'impôt augmente et que, par conséquent, beaucoup de contribuables, qui ont, en réalité, un peu plus, arrondissent leur chiffre déclaré en l'abaissant, pour échapper au tarif supérieur d'impositions. C'est un fait facile à expliquer psychologiquement et qui est démontré par l'encombrement excessif de la classe de 400 à 500 marks de revenu. La progression continue y disparaît si bien qu'il est impossible de construire une courbe. Il est bien connu, pour Bade, que dans des villages entiers, tous les paysans sont estimés les uns comme les autres à 500 marks, sans tenir compte des différences individuelles de fortune, parce que les paysans pourraient donner des chiffres difficilement vérifiables; il peut en être de même en Saxe. Pour pouvoir dessiner une courbe, je devrais prendre plusieurs classes voisines et tâcher d'atténuer ainsi les inégalités du relevé des impôts.

Il faut nous contenter de ces analogies. Il y aura peut-être des fanatiques de symétrie et de justice pour réclamer que le sujet le mieux doué de tous reçoive aussi le traitement le plus élevé de tous; que celui qui vient après par les aptitudes reçoive le traitement immédiatement suivant, et ainsi de suite. Mais il suffit pour la société qu'en général les revenus supérieurs correspondent aux aptitudes supérieures, les revenus moindres aux aptitudes moindres, dans les grandes lignes, et approximativement. Et c'est ce qui arrive effectivement. Quant aux écarts, ils sont au moins intelligibles, quand on les examine à la lumière de notre théorie.

Des dispositions altruistes trop accentuées, comme nous l'avons déjà vu (p. 102) sont un obstacle qui empêche de dépasser un certain maximum de revenu, tandis que l'égoïsme offre des chances plus favorables. Pour cette raison, il est très compréhensible que des personnes très bien intentionnées, de très nobles sentiments, appartenant à l'aristocratie de culture, fassent souvent moins bonne figure que des hommes plus égoïstes, qui s'entendent à leurs affaires. L'expérience nous enseigne que les hauts fonctionnaires, hommes politiques, savants, chercheurs, écrivains, etc., malgré des dons intellectuels remarquables et une culture distinguée, ne dépassent guère un revenu modéré, tandis que les classes supérieures de revenus sont remplies de grands industriels, de grands commerçants, de grands propriétaires, de banquiers, etc... On ne peut pas affirmer que le travail fourni par ces derniers soit toujours plus important et plus avantageux pour la société que le travail fourni par les premiers, mais si les uns se trouvent de beaucoup avant les autres, la cause en est dans une dose plus forte d'instincts égoïstes. Pour la classe ouvrière qui domine dans les catégories inférieures de

revenus, ce ne sont pas des facultés altruistes trop développées qui diminuent le revenu. Ce sont les autres qualités intellectuelles, morales, économiques, qui, la plupart du temps, n'ont pas la vigueur suffisante.

Dans quel but la société devrait-elle viser à égaliser artificiellement ces différences? Quel avantage y aurait-il à ce que nos fonctionnaires et nos savants pussent rivaliser de luxe avec les hauts barons de la finance? Il faudrait alors qu'ils se missent mieux au courant des moyens d'acquérir et d'administrer la fortune, et cela ne serait pas sans inconvénients, car leur désintéressement en souffrirait. Au contraire, le bénéfice considérable de l'entrepreneur se justifie parce qu'il stimule énergiquement l'activité des organisateurs nés. Il est tout naturel que des hommes qui font de la direction des grandes affaires le but de leur vie disposent de revenus considérables. Chez des fonctionnaires et des savants, cela serait prétentieux, choquant et nuisible. Il se produit parfois une sorte d'égalisation accidentelle, quand les fils de grands industriels ou d'anciens commerçants embrassent des carrières administratives ou scientifiques, et que les jeunes filles épousent de préférence ceux qui appartiennent à ces carrières. Les fonctionnaires et les savants trouvent ainsi dans la fortune accumulée par les grands industriels un revenu accessoire qui assure leur indépendance, sans précisément affaiblir leur énergie au travail : ce qui arrive en certains cas. Il y aurait des remarques analogues à faire pour les classes inférieures de revenus. Une amélioration des salaires ouvriers, pour aboutir à des avantages, suppose la réalisation de certaines conditions. Je renvoie pour le moment à la page 168; mais je traiterai la question plus en détail aux chapitres XL et XLVI.

---

## XXVIII

### HISTOIRE ET ANTHROPOLOGIE DES CLASSES SOCIALES

Il serait difficile de découvrir un peuple, si bas placé qu'il fût socialement et intellectuellement, chez lequel il n'y eût ni classes distinctes ni chefs possédant un plus grand pouvoir que leurs autres congénères, relativement à la direction des intérêts communs. La plupart du temps ces grands personnages se distinguent aussi de leur entourage par la plus haute considération dont ils jouissent et par un certain déploiement de luxe. Toutefois, chez les familles de chefs, l'usage de ne s'allier qu'entre elles n'est pas général. Chez les peuples inférieurs et polygames, le chef peut obtenir un héritier avec une esclave quelconque. C'est un obstacle à la transmission héréditaire des qualités supérieures, et il peut bien arriver que les fils de tels chefs ne dépassent pas beaucoup la moyenne de la masse en aptitudes intellectuelles. D'autre part, dans ces formes simples de civilisation, l'aptitude à hériter de la dignité de chef n'est pas essentiellement liée à la qualité d'ainé : c'est un des fils qui est désigné à cet effet soit par le chef lui-même, soit par les membres de la tribu, et en ce cas c'est généralement la supériorité individuelle qui détermine le choix.

Chez les peuples aryens monogames, vraisemblablement originaires du nord de l'Europe et caractérisés au physique

par leur haute taille, leur dolichocéphalie, leurs yeux bleus et leurs cheveux blonds, la noblesse héréditaire remonte aux temps préhistoriques. D'après G. Weitz, R. Schröder, J.-F. Schulte, etc., l'origine de la noblesse est environnée d'obscurités; mais il n'est pas douteux qu'elle n'ait eu pour point de départ la qualité de chef guerrier ou pacifique. Nous avons donc affaire ici à une institution sociale dont les avantages pour la collectivité sont évidents. Nous y trouvons en même temps le premier exemple de la façon dont on s'élève à une classe supérieure.

Si à l'origine la dignité de chef n'était décernée qu'aux meilleurs, chez les peuples monogames le second degré de l'évolution consista en ce que ces individus supérieurs furent poussés, en vertu d'un instinct héréditaire, à s'allier à des familles de situation égale, pour assurer à leurs enfants la situation privilégiée dont ils avaient joui eux-mêmes. La coutume fut plus tard érigée en loi; car, sur de telles bases, l'hérédité de la dignité royale correspondait à l'intérêt même de la société. Ainsi fut favorisée par une sélection naturelle la production de chefs supérieurement doués, et, par la séparation des classes, la considération des princes se trouva accrue. La tribu tout entière en reçut une organisation plus stable qui la rendit plus unie à l'intérieur et plus capable de résistance à l'extérieur. Les qualités que devaient posséder les princes aux temps les plus anciens de l'humanité, pas trop diverses (comparez p. 57), appropriées aux conditions simples de l'existence, devinrent toutefois plus complexes avec le temps. Les princes devaient être des hommes braves, clairvoyants, prudents et justes au-delà de la moyenne; ces qualités avaient les plus grandes chances non seulement de se conserver, mais encore de se fortifier par des alliances contractées dans la même classe sociale.

Dans l'antiquité germanique, les familles nobles, d'après G. von Below, dans l'article du *Handbuch der Staatswissenschaften*, n'étaient qu'en petit nombre, et comme leur souveraineté était inconciliable avec l'établissement de la monarchie franque, elles se fondirent dans la noblesse de cour, composée d'abord d'hommes libres, et qui avait pour base le service du roi, et particulièrement la charge de comte (*Grafenamt*). De la noblesse de cour franque sortit la haute noblesse du moyen âge. R. von Gneist donne une vue d'ensemble sur ces questions assez embrouillées dans son ouvrage : *Die nationale Rechtsidee von den Ständen und das preussische Dreiklassenwahlsystem* (Berlin, 1894).

Les nobles ne représentaient donc pas une race distincte des hommes libres ordinaires; ils n'en formaient qu'une variété supérieure par les dons psychiques et physiques. Les alliances entre nobles et hommes libres ordinaires étaient défendues; et les enfants issus de tels mariages suivaient la condition du parent le moins haut placé.

Les esclaves ou serfs se composaient de prisonniers de guerre de même race ou de race étrangère et de métis issus de ces prisonniers. Vraisemblablement, dès les temps préhistoriques, il y a eu une immigration de brachycéphales bruns venus d'Asie, qui ont pris comme route principale la vallée du Danube et, dans les temps historiques, des expéditions analogues à main armée. Ces brachycéphales bruns, soumis avec facilité par les Aryens belliqueux et dominateurs, fournirent les principaux matériaux des classes serviles.

Chez les métis se combinent les qualités discordantes des parents et se produisent des retours à des ancêtres éloignés (p. 25 et suivantes); les deux choses ont pour effet commun que les métis sont physiquement et psychiquement

inférieurs à leurs races composantes. A cause de cela, les serfs, au point de vue de leurs qualités, ont toujours occupé un rang inférieur à celui des hommes libres et des nobles ; ils trahissaient même dans leur aspect physique un assemblage disparate de races hétérogènes. Les alliances avec ces serfs étaient interdites par la nécessité même aux classes supérieures, du moment que celles-ci tenaient à transmettre à leurs descendants leurs privilèges psychiques et physiques. Par le fait que les enfants issus de ces mariages défendus appartenaient toujours à la classe serve, celle-ci devint de plus en plus riche en métis.

Malgré cela, dans l'antiquité germanique, les classes n'étaient pas des castes ossifiées (WARTZ). La logique du sentiment, toujours victorieuse chez les hommes de race aryenne, l'interdisait, ainsi que le signale R. de Schreckenstein. Dans les vassaux installés contre certaines redevances sur la terre du seigneur, mais ayant leur foyer à eux, nous avons une catégorie intermédiaire entre les serfs et les hommes libres, et nous savons que, sous les Mérovingiens et les Karolingiens, non seulement beaucoup de ces vassaux s'affranchirent, mais encore que quelques-uns s'élevèrent jusqu'à la dignité de comtes. Après quatre générations au plus, les descendants des affranchis étaient considérés comme de même rang que les hommes libres.

Plus tard, pendant le moyen âge, les hommes libres (*Gemeinfreien*) et les serfs (*Unfreien*) se fondirent peu à peu pour former le peuple, en même temps que s'effacèrent les limites juridiques qui les séparaient. Les familles nobles et princières furent décimées continuellement soit par les guerres, soit par le célibat auquel étaient condamnés les fils puînés et les filles qui entraient en religion, de sorte qu'elles ne sont plus représentées aujourd'hui que par le

petit nombre des familles régnantes et médiatisées actuelles : et encore, parmi celles-ci, certaines sont tout près de disparaître.

Ce serait une erreur d'identifier la basse noblesse d'aujourd'hui avec les hommes libres d'autrefois. D'après Schröder, J.-F. von Schulte et A. Schulte, la basse noblesse est issue principalement de la classe des serfs. Si étrange que le fait paraisse, il est cependant compréhensible, si on se représente les choses comme elles étaient au moyen âge. Les membres de la basse noblesse étaient à l'origine des serviteurs (*Ministeriales*), des nobles et des princes ; ils partageaient leur vie de chevalerie, sans être admis au *jus connubii*. Un homme libre était trop fier pour devenir de son propre mouvement le serviteur d'un maître ; la nécessité seule pouvait l'y réduire. Les *Ministeriales* faisaient meilleure figure en ce qu'ils remplissaient aux frais du seigneur leur tâche guerrière, tandis que les hommes libres devaient se nourrir et s'équiper à leurs propres frais. Certains hommes libres, ruinés par les nombreuses guerres et batailles, n'en ayant plus les moyens, préférèrent parfois la ministérialité et renoncèrent à leur classe. D'autre part, les inévitables mésalliances entre haute et basse noblesse ont fréquemment fourni à cette dernière des apports de sang noble. Mais ce sont des exceptions ; en règle générale, un valet serf pouvait seul être appelé au service d'un seigneur.

R. de Schreckenstein expose un peu différemment, quant aux détails, l'évolution des classes ; mais il signale aussi que les classes sociales du moyen âge n'étaient pas rigoureusement fermées<sup>1</sup>. La chevalerie, établie à une date plus

<sup>1</sup> GOBINEAU, dans *l'Histoire d'Ottar Jarl*, et dans son roman, *L'Abbaye de Thiphaynes*, donne de très curieux aperçus sur le mélange des races au moyen âge.

(NOTE DU TRADUCTEUR.)

récente, comme dignité non pas héréditaire, mais accessible au mérite personnel, forma souvent le pont qui permettait de s'élever d'une classe inférieure à une classe supérieure. A côté du jeune seigneur, le pauvre écuyer d'origine serve pouvait devenir chevalier et vassal. Plus tard même, sans être chevalier, il put s'élever aux hautes situations militaires, s'il se signalait par sa valeur et avait de la chance : cette dernière a de tout temps joué un rôle dans les affaires humaines. Peut-être aussi parfois l'absence de caractère, et même le vice et le crime, ont-ils aidé au succès.

On pourrait admettre que les serfs, de préférence chargés par leurs maîtres de fonctions chevaleresques, et par conséquent assurés d'une situation privilégiée, se distinguaient par la noblesse de leurs sentiments et leur bravoure, et reproduisaient relativement avec le plus de pureté le caractère germanique. A ces qualités s'associent les caractères somatologiques des Germains, et de là vient qu'aujourd'hui encore, dans la basse noblesse, les yeux bleus, les cheveux blonds, la dolichocéphalie et la haute taille se rencontrent en plus forte proportion que dans le reste de la population, quoique non exclusivement. La basse noblesse s'est donc formée, elle aussi, grâce à une sélection inconsciente, et la règle de ne contracter mariage qu'entre gens de même classe lui a été généralement favorable ; au contraire, les alliances avec des familles nobles étrangères lui ont été funestes. Pour ne pas se laisser aller à un orgueil exagéré, la noblesse devrait garder le souvenir de son origine et se bien représenter que, dans les classes bourgeoises, il y a des hommes distingués par l'esprit et le caractère qui, descendant d'hommes libres, ont dans les veines plus de sang eugénique que beaucoup de gentilshommes.

La noblesse conférée par lettres patentes fut établie en

Allemagne par Charles IV. Elle servit à distinguer des services d'autre sorte que ceux qui distinguèrent l'ancienne noblesse des *ministeriales*. Quand on se représente la différence des époques et la complexité des aptitudes psychiques alors exigées, on arrive à la conclusion que les hommes anoblis par lettres patentes conférées à la suite de services diplomatiques, politiques, militaires, littéraires, etc., ne sauraient être inférieurs en valeur psychique aux gentilshommes de l'ancien temps. Au contraire, ils sont peut-être plus aptes à servir utilement l'Etat dans les hautes situations. Toutefois l'ancienne noblesse maintient sa supériorité dans le domaine militaire; c'est d'elle que sortent les vaillants hommes d'épée qui, en vrais héritiers des Germains, ignorant la crainte de la mort, savent enthousiasmer leurs troupes et les entraîner à leur suite. Mais, dans les postes militaires supérieurs, il faut encore d'autres qualités, depuis que la guerre est devenue une véritable science, et c'est pourquoi la noblesse de naissance n'assure plus aucun droit à ces postes; il faudrait ici pratiquer une sélection rigoureuse qui n'est pas facile et qui souvent tombe à faux. Comparez le chapitre XLI de cet ouvrage.

Aux côtés de la noblesse et bientôt prétendant à la préséance sur elle, les théologiens parvinrent au pouvoir dès le commencement du moyen âge; au début, ils n'admettaient parmi eux que des nobles, et leurs intérêts dominaient toute la politique. Je passe ici les différences entre théologiens protestants et théologiens catholiques, pour lesquelles je renvoie à mon livre : *Die natürliche Auslese* (§§ 275 et suiv. et 285 et suiv.).

La fondation des villes eut pour conséquence la formation de nouvelles classes sociales, d'abord de la bourgeoisie commerçante, ensuite du patriciat, lequel, comme il a été

démontré par Roth de Schreckenstein en général, et, en outre, par M. Baltzer et H. Maurer pour Strasbourg et Fribourg en particulier, n'est pas issu de la noblesse rurale, mais des riches familles bourgeoises, notamment de la classe commerçante. Car le marchand était, dans l'ancien temps, nécessairement un homme belliqueux, disposé aux hardies entreprises.

La Renaissance provoqua la première apparition de la classe savante indépendante; auparavant il n'y avait de vie scientifique qu'à l'ombre des monastères. Le célibat imposé aux hommes les plus remarquables fut certainement l'une des institutions les plus antinaturelles et les plus antisociales qui aient jamais existé. Quant aux services rendus par le monachisme à la science, le cas est particulier; sans doute les cloîtres ont ouvert leurs portes à la science; mais l'asile était peu sûr, et leur protégée y étouffait.

Après la guerre de Trente Ans, la domination territoriale a produit la classe des fonctionnaires officiels. La somme croissante de connaissances exigées des hauts fonctionnaires les a fait confondre plus tard avec la classe savante.

On affirme que la classe des ouvriers d'usine est le produit du machinisme et de la grande industrie, deux choses qu'on réunit sous le nom de *Capitalisme*. Cela est exact dans un certain sens; le capitalisme a rendu possible l'existence de gens qui sans lui ne seraient pas nés, ou qui n'auraient pas pu prolonger leur existence; mais, au sens propre du mot, il n'a pas « produit » le prolétariat. L'homme, comme toute autre espèce animale, vise à se multiplier jusqu'à l'extrême limite du possible, et son accroissement numérique ne se règle que sur les obstacles qui contrarient la multiplication de l'espèce. Dans les dernières années, l'accroisse-

ment de la population dans beaucoup d'Etats, mais particulièrement en Allemagne, a été énorme. D'une part la suppression des restrictions imposées au mariage dans l'intérêt du bien-être général, d'autre part la suroffre de travail ont permis à beaucoup de gens sans ressources et sans aptitudes de se marier trop jeunes et de produire une nombreuse postérité de valeur inférieure. L'autre interprétation, d'après laquelle le capitalisme aurait précipité des individus d'un certain niveau social dans le prolétariat, est insoutenable. Jamais, depuis que le monde existe, il n'a été aussi facile que maintenant aux prolétaires intelligents d'arriver par leur mérite personnel à des situations plus élevées. Jamais, depuis qu'il y a une bourgeoisie, elle n'a été plus prospère qu'aujourd'hui, et jamais elle ne s'est recrutée aussi abondamment et d'une façon aussi continue dans les couches sociales inférieures.

La théorie de la disparition de la classe moyenne et de l'antagonisme de plus en plus accentué entre riches et pauvres est foncièrement fausse. La statistique comparée des revenus fournit sur cette question des renseignements suffisants; mais il faut se servir correctement des chiffres, et on s'aperçoit alors d'une augmentation de la densité des classes à revenus moyens. Le nécessaire sera dit à ce sujet au chapitre XLIII de la II<sup>e</sup> partie.

Si nous jetons maintenant un coup d'œil sur la division actuelle des classes, nous trouvons que les représentants des classes anciennement privilégiées ont de l'influence non plus comme tels, mais comme membres des classes sociales de formation récente. Le gentilhomme ne compte plus comme seigneur du pays, mais comme fonctionnaire, militaire, etc.; le théologien n'est plus qu'un membre de la classe savante. La classe la plus élevée comprend aujourd'hui tous

les hommes cultivés, savants, fonctionnaires et autres personnages considérables, grands propriétaires, grands industriels, grands commerçants, capitalistes et rentiers, qu'ils aient ou non la particule. Les mariages de savants avec des filles d'industriels peuvent produire d'excellents résultats, avec la chance que chez les enfants une haute intelligence se trouve unie à une grande énergie pratique.

Nous pouvons prendre comme caractéristique de la classe supérieure la culture académique.

La seconde classe sociale, ou classe moyenne, comprend les patrons, commerçants, employés subalternes, bref la bourgeoisie proprement dite ou la classe moyenne cultivée. Là encore on se marie la plupart du temps entre familles de même classe, et en ce cas la fortune est prise en considération des deux côtés et avec raison, des qualités très importantes correspondant à la fortune. Pour acquérir la fortune, il faut de l'intelligence, de la prudence, de l'application, de l'économie et d'autres bonnes qualités transmissibles aux enfants et aux petits enfants, sinon avec une certitude absolue, du moins avec un certain degré de probabilité (comparez p. 144).

La caractéristique de la classe moyenne est le certificat pour le volontariat d'un an. Celui qui ne possède pas la somme de connaissances indispensables pour l'obtention de ce certificat, même s'il jouit d'un revenu relativement élevé, n'a aucun droit à être rangé dans cette classe sociale. Je ne vois d'exception admissible que pour les instituteurs qui appartiennent notoirement à la classe moyenne, bien que leurs efforts, pour obtenir le droit au service d'un an, ne puissent pas avoir un résultat pratique. E. Holzer a fait remarquer avec raison que les familles d'instituteurs fournissent très souvent des personnalités de valeur aux classes

supérieures, comme c'est le cas, connu depuis longtemps, pour les familles de pasteurs.

Nous rangeons dans la classe inférieure les ouvriers de toute sorte, employés chez des patrons ou dans des usines, et les petits patrons et les petits employés qui n'ont reçu que l'instruction primaire et n'ont pas fait le volontariat d'un an. Comme cette classe ne forme qu'en partie une sélection d'individus privilégiés et offre, quant au reste, un résidu d'inégale valeur, les mariages contractés à l'intérieur de cette classe présentent, au point de vue de l'hérédité, les conséquences de la panmixie, telles qu'elles ont été exposées pages 128 et suivantes. A cette classe se rattache, en bas, le prolétariat avec ses deux subdivisions, figurées page 121; il n'y a pas là toutefois de différence de culture, puisque le prolétariat reçoit chez nous la même instruction que la classe moyennement bonne, et que les illettrés y sont très rares. La différence des aptitudes innées est ici seule décisive, et il n'y a pas de limite bien tranchée.

Les paysans, d'après leur instruction, appartiendraient à la classe inférieure. Nous ne saurions toutefois les confondre avec les urbains, particulièrement avec les ouvriers d'usines, parce qu'ils forment à eux seuls une classe spéciale. Je n'en donnerai les raisons qu'au chapitre suivant.

La répartition en trois ou plutôt en quatre classes n'est pas parfaite, car il y a des autodidactes qui, sans avoir subi les examens prescrits, peuvent hardiment faire bonne figure à côté de n'importe quel titulaire de grades universitaires. Mais ce ne sont que des exceptions, et notre répartition a deux grands avantages : d'abord de fournir comme critérium des caractéristiques objectives; ensuite d'être fondée non sur l'argent, mais sur la culture intellectuelle.

Au cours des recherches anthropologiques exécutées principalement par moi en Bade, de 1886 à 1894, il a été établi que la classe supérieure ou cultivée se compose d'une majorité de dolichocéphales, plus souvent bruns que blonds, combinaison dont il sera encore question plus tard et à propos de laquelle je renvoie à ma *Natürliche Auslese*, paragraphe 302.

Inversement, dans la classe moyenne commerçante, c'est la brachycéphalie qui prédomine, mais avec une pigmentation un peu plus claire que celle de la race brachycéphale.

Dans la classe inférieure, tous les éléments possibles se confondent, métis de genres et de degrés les plus divers.

D'une manière générale, la classe inférieure des villes est plus riche en dolichocéphales que la classe rurale.

Chez les personnalités marquantes de la classe supérieure, on rencontre des dimensions céphaliques extraordinairement fortes, ce qui concorde avec la constatation des anatomistes, qui signalent, chez les grands savants et chez les hommes d'Etat, un poids cérébral ou une capacité crânienne au-dessus de la moyenne (Pour plus de détails, voir ma *Natürliche Auslese*, paragraphe 327). Une aptitude très développée pour une spécialité donnée peut aussi trouver place dans un crâne plus exigü, mais non une aptitude vraiment géniale et universelle. Un Bismarck possède nécessairement une énorme boîte crânienne, et effectivement le crâne de Bismarck est remarquable par sa longueur. Le fait cité par J. Wolf qu'à Paris il faut fournir aux ouvriers des chapeaux plus petits qu'aux hommes cultivés m'a été confirmé pour l'Allemagne.

Ce n'est pas tout. Les individus de la classe inférieure, issus de la panmixie, fréquemment doués de qualités psychiques dysharmoniques, sont caractérisés, la plupart du

temps, même au physique, par ce fait que les différentes parties du corps, chez eux, ne semblent pas faites les unes pour les autres. Les dessins bien connus des *Fliegende Blätter* exagèrent ce défaut en des caricatures qui semblent, à première vue, prises sur le vif et simplement poussées au comique. Cependant il y a, dans la classe inférieure, des individus harmoniques physiquement et psychiquement, ce qui est une conséquence des lois de la théorie des probabilités. Ce ne sont que les couches les plus pauvres et les plus basses du prolétariat qui représentent une véritable sélection d'êtres manqués, et cela est visible même chez les enfants. Il est rare qu'on trouve parmi ceux qui sont recueillis par l'assistance publique une physionomie jolie, attrayante, tandis que le strabisme et les autres infirmités y sont communs, et que les traits sont souvent grimaçants, choquants. Toutefois cela n'est vrai que des enfants issus de la mendicité dégradée. Pour les orphelins pauvres, il y a lieu à des restrictions, car leurs parents peuvent avoir été assez bien doués et n'avoir été empêchés que par une mort prématurée de se tirer d'affaire; ces enfants sont dignes entre tous d'une charité active.

Les classes, étant différenciées au point de vue des facultés psychiques, le sont par conséquent aussi au point de vue de leur participation à la criminalité, soit quant à la nature, soit quant au nombre des crimes. Malheureusement la statistique officielle ne tient aucun compte des rapports de classes, et il n'y a pas moyen de fournir ici des données numériques. Mais à quoi bon comparer entre eux les pourcentages moyens de populations entières, si on ne fournit aucun renseignement sur la composition exacte de ces pourcentage ».

C'est une croyance très répandue que les influences exté-

rieures, l'éducation par exemple, peuvent modifier à volonté l'intelligence et le caractère; or les classes se distinguent non seulement à ce point de vue, mais encore par des caractères de race qui peuvent partiellement être mesurés, par des caractères somatologiques immuables la vie durant, et soumis à une hérédité constante, et ce fait est l'un des plus remarquables qu'on puisse imaginer. Il contredit formellement la croyance au rôle du hasard dans la formation des classes sociales et dans la composition de ces classes prises isolément: il met à la place du hasard le déterminisme.

Si dans une classe sociale prédomine la dolichocéphalie, dans l'autre la brachycéphalie, on ne peut en chercher la cause que dans un processus de sélection, qui jusqu'à présent a passé complètement inaperçu. Les individus doués de qualités psychiques déterminées se séparent inconsciemment les uns des autres par leurs inclinations et leurs aptitudes à des professions déterminées, et à ces qualités psychiques qui, la plupart du temps, sont des particularités ethniques, se trouvent associés les caractères somatologiques de la race intéressée, qui sont sélectionnés en même temps, et par conséquent transmis par l'hérédité.

Si nous approfondissons davantage le sujet, le processus de la sélection naturelle chez l'homme se révèle à nous de plus en plus clairement. Il s'accomplit dans le cadre des classes sociales par différents moyens que nous allons étudier. Le facteur le plus important de la sélection naturelle à notre époque consiste dans les déplacements de la population (*Bevölkerungstrom*).

---

L'ÉMIGRATION RURALE ET LE RENOUVELLEMENT  
DES POPULATIONS URBAINES

Je suis arrivé par moi-même à la théorie des déplacements de la population (*Bevölkerungstrom*) à la suite de mes recherches anthropologiques, et je me préparais à en recueillir les preuves statistiques, quand mon attention fut attirée sur un livre de Georg Hansen, paru en 1889 : *Die drei Bevölkerungsstufen*. J'interrompis mes travaux commencés, et dans ma *Natürliche Auslese*, parue en 1893, je m'appuyai exclusivement sur la démonstration de G. Hansen, que je tiens pour parfaitement suffisante et concluante. Hansen ne m'a laissé que peu de chose à faire, à savoir : 1° à établir la composition anthropologique des diverses catégories de la population, phénomène qui d'ailleurs lui avait échappé ; 2° à tenir compte de l'effet du changement des conditions d'existence sur les individus ; 3° à allonger un peu la période indiquée par lui pour renouvellement des populations urbaines.

La théorie de Hansen sur le mouvement de la population, avec ce que j'y ai ajouté, est en résumé la suivante :

La campagne produit (en Allemagne du moins) un fort excédent de naissances, et, comme elle est hors d'état de nourrir par l'agriculture plus d'un certain nombre d'hommes, une grande partie de chaque génération rurale doit tâcher d'aller gagner sa vie autre part.

Les villes sont les centres naturels de la culture supérieure, de l'industrie, du commerce et du travail. Il y a bien, à la vérité, des districts industriels ruraux, mais comme ils ne représentent qu'une forme de transition qui trouble la netteté des phénomènes, nous les laissons de côté pour le moment. L'excédent de la population rurale émigre dans les villes pour y gagner son pain. Les uns entrent en apprentissage dans le commerce, les autres se dirigent vers les usines, les autres se cherchent des emplois de commissionnaires, de domestiques, etc... La plupart de ces émigrants se rattachent, par conséquent, à la classe inférieure urbaine (p. 196). Un petit nombre seulement entrent dans les établissements scolaires et font partie tout de suite ou de la classe moyenne, ou de la classe cultivée.

Les excitations multiples de la vie urbaine et l'alimentation meilleure développent chez les immigrants une vie psychique plus intense (voir p. 162 et suivantes). Cet accroissement d'intensité porte non seulement sur les instincts utiles, mais encore sur les instincts nuisibles, grossiers et sensuels. De là la formidable criminalité des éléments migrants, signalée par Oettingen, et à laquelle ce statisticien n'assigne peut-être que des causes insuffisantes. De là, en outre, l'indéracinable prostitution des villes, inconnue à la campagne. Tout nouveau venu à la ville est, en quelque sorte, soumis à l'épreuve du feu. A cette épreuve, les uns sont purifiés et reconnus bons : ils s'élèvent dans l'échelle sociale. Les autres sont des résidus inutilisables, qui sont éliminés. On les rencontre sous la rubrique des non-valeurs urbaines, des mendiants, des malfaiteurs professionnels, des voyous, bref ils représentent le degré le plus bas et le plus misérable du prolétariat des grandes villes.

C'est la première épreuve et la plus dure. Ceux qui l'ont

franchie avec succès font d'ordinaire monter leurs enfants d'un degré au dessus, c'est-à-dire dans la classe sociale moyenne au sens que nous donnons à ce mot, en leur assurant, à force de travail et d'économie, la fréquentation de meilleures écoles, et les moyens d'obtenir le certificat en vue du volontariat d'un an.

A la troisième génération, les petits patrons et commerçants de la classe moyenne fournissent à la classe supérieure beaucoup de sujets; mais tous ceux qui ont fait leurs études n'ont pas cette origine, attendu que les fils des hommes cultivés se consacrent de préférence à leur tour à une profession savante.

Pour la ville de Karlsruhe, j'ai pu calculer approximativement que 82 0/0 environ des immigrés, 41 0/0 des fils d'immigrés et 40 0/0 des petits-fils d'immigrés appartiennent à la classe inférieure; que 14 0/0 seulement des immigrés, 49 0/0 de leurs fils et 35 0/0 de leurs petits-fils appartaient à la classe moyenne. La diminution tient au nombre croissant de ceux qui se destinent aux carrières libérales. 4 0/0 des immigrés, 10 0/0 de leurs fils et 25 0/0 de leurs petits-fils appartiennent à la classe supérieure. Ces chiffres, qui peuvent varier un peu dans d'autres villes, fournissent cependant un aperçu assez clair de la poussée qui se produit, d'une génération à l'autre, vers les classes supérieures.

Naturellement cette poussée n'a pas lieu sans sélection. Nous remarquons les heureux qui ont réussi; mais, à côté d'eux, il y a aussi des malheureux, ou insuffisamment doués, ou conduits à l'insuccès par des défauts de caractère. Les conditions favorables de vie et d'alimentation chez les classes supérieures n'ont pas exclusivement de bons effets; elles conduisent beaucoup d'individus à la mollesse, la débauche, même au crime quelquefois. Cepen-

dant, au second et au troisième criblage, il tombe à travers les mailles moins de grain qu'au premier. C'est au moment où les ruraux sont transportés subitement dans la vie urbaine que le nombre des victimes est le plus considérable. C'est là surtout que sévit l'ouragan, jusqu'à ce que la séparation du bon et du mauvais soit terminée. A un degré social plus haut, les extravagances commises attirent davantage l'attention, d'où l'idée fautive d'une dégénérescence des classes supérieures. Il n'en est pas ainsi; mais tel acte qui, chez celles-ci, passe pour une grave inconvenance, qui met son auteur au ban de la classe à qui il appartient, est considéré par le prolétaire comme l'exercice même d'un droit dont il entend ne se laisser frustrer par personne. En dernière instance, il rend la société responsable, conformément à la théorie en vogue, de ce qu'il est fait d'une certaine façon et non pas d'une autre.

L'émigration rurale vers les villes n'engendre aucun courant de retour, par bonheur, comme nous verrons. Ceux qui se retirent d'une ville ou bien se rendent dans une autre pour y tenter fortune, ou bien sont des maçons ou autres ouvriers à chômages périodiques, qui recherchent les banlieues afin d'y vivre à meilleur marché, et retournent à la ville dès la reprise du travail. On ne retrouve aucun de ces déracinés comme ouvrier rural. Par suite de l'afflux continu de la population, par suite de l'ascension déjà décrite des immigrants vers les positions supérieures, il devrait se produire dans ces dernières un engorgement croissant, s'il n'y avait pas diminution par une autre voie.

La force naturelle qui fait, dans les classes supérieures, de la place à la poussée venue d'en bas est la mort. La haute noblesse est continuellement décimée par la disparition de familles entières, et il en est de même de toutes les familles

socialement privilégiées. Tantôt ce sont les inconvénients de la vie sédentaire, tantôt les conséquences d'une tension excessive du système nerveux, tantôt aussi des considérations d'ordre social, les mariages tardifs et la stérilité volontaire qui amènent l'extinction des familles. Comparez sur ce dernier point H.-E. Ziegler, dans son ouvrage plusieurs fois cité : *Die Naturwissenschaft und die Darwinsche Theorie*, pages 128 et suivantes.

Du fait que la population des villes moyennes où grandes se compose en minorité de citadins de naissance, et en majorité d'immigrés, Hansen a tiré cette conséquence que les habitants d'une ville se renouvellent dans l'intervalle de deux générations humaines. Dans ce calcul, les migrations de ville à ville étaient négligées. Mais, si l'on tient compte de l'échange réciproque de population entre villes, on peut arriver à un renouvellement des populations urbaines dans le délai moyen de trois ou quatre générations. Naturellement on pourra toujours citer des familles isolées qui se sont maintenues dans une ville pendant plus de quatre âges d'hommes; mais, pour trouver la vraie moyenne, il faut tenir compte d'abord des nombreux jeunes gens qui arrivent de la campagne, succombent rapidement à la vie urbaine avant d'avoir eu le temps de fonder une famille, et, ensuite de toutes les familles dont la postérité s'éteint dès la première, la seconde et, à plus forte raison, la troisième génération. Je crois que c'est de beaucoup la majorité, et que la moyenne n'est pas trop abaissée, si on la fixe à trois générations, au plus à quatre. Une comparaison empruntée à un autre domaine d'observations rendra sensible ce que je viens de dire : la présence d'un conserit de 2 mètres et plus n'empêche pas la taille moyenne d'un contingent d'être 1<sup>m</sup>,65.

C'est dans la classe supérieure et dans la classe moyenne

que les disparitions de familles sont les plus nombreuses ; mais même parmi les prolétaires urbains s'exercent toutes sortes d'influences nuisibles, bien qu'à un moindre degré. Evidemment il faut distinguer entre les causes générales qui atteignent toutes les classes indistinctement et les causes particulières qui atteignent de préférence une classe déterminée. La plupart des villes paraissent s'accroître par l'apport de l'émigration rurale, et non par la natalité de la population urbaine elle-même. Dans quelques cas (Leipzig par exemple), il est démontré que la classe ouvrière inférieure s'est accrue pour ainsi dire par ses propres ressources ; il est toutefois vraisemblable que cet accroissement de population a pour cause principale la plus grande fécondité des immigrés, et il faudrait encore en conclure que dans les générations ultérieures, même chez les ouvriers d'usine, le nombre des enfants diminue. Ici on ne peut en rendre responsable ni la haute culture intellectuelle, ni des considérations d'intérêt. La question ne me paraît pas encore assez étudiée ; cependant on peut supposer que le mode d'existence antinaturel et la dégénérescence de l'instinct familial, consécutive à des enchaînements variés de circonstances, en sont les causes principales. La vie de famille chez les ouvriers n'a pas à pâtir seulement de l'exiguité des logements, volontiers rendue responsable de tout ; mais on peut encore citer toute une série d'autres causes qui agissent dans le même sens. L'une des plus graves, c'est que les hommes, après la journée de travail, s'imaginent avoir besoin du stimulant des boissons alcooliques, et qu'en conséquence de leurs visites au marchand de vin leur intérieur leur devient de moins en moins attrayant. Chez les enfants qui grandissent se manifeste le même besoin d'excitants : à peine commencent-ils à

gagner quelque chose qu'ils s'échappent de la maison paternelle pour n'avoir pas à donner leur gain qu'ils aiment mieux dépenser à leur façon.

La régression du sens familial diminue de façon très sensible les chances de santé psychique et physique chez la postérité. Elle entraîne après elle l'affaiblissement de la constitution physique par suite des excès et la contagion de maladies fâcheuses dont les unes sont transmises aux enfants sous forme d'infirmités et dont les autres ont pour conséquence la stérilité. Les écarts de cette sorte sont toujours amenés par la surnutrition, les excitations sensuelles et le manque d'exercice; dans les villes, de mauvaises habitudes à peine connues à la campagne s'insinuent chez les jeunes gens à la faveur des circonstances d'autant plus tôt que les villes elles-mêmes sont plus considérables. Aucune classe n'en est absolument exempte.

D'autres causes de disparitions de familles sont la scrofule et la phtisie pulmonaire. Dans un livre à lire<sup>1</sup>, A. Reibmayr indique que les urbains sont plus exposés que les ruraux à ces sortes de maladies, et il explique la chose par la plus grande réceptivité des immigrants. Ils représentent généralement une sélection des sujets plus faibles, inutilisables dans la carrière agricole et, pour cette raison, éliminés au moyen du courant de population. Il se comprend de soi que les classes inférieures urbaines succombent plus que les ruraux à ces sortes de maladies, d'autant plus que les occasions de contagion sont plus fréquentes dans les villes. Au contraire, les classes supérieures sont plus rarement atteintes, parce qu'elles ont été criblées et sélectionnées pendant plusieurs générations. Reibmayr est

<sup>1</sup> *Die Ehe Tuberkuloser und ihre Folgen.* Leipzig et Vienne, 1894.

d'avis, d'accord avec Oesterlen, que cela dépend moins du logement et du bien-être, et même que probablement les pauvres, s'ils habitaient des palais, seraient décimés par la tuberculose tout autant que dans leurs misérables taudis.

Au total, les classes inférieures ont à souffrir d'influences nuisibles plus fortes, mais, malgré tout, leur plus grande natalité fait compensation et rétablit l'équilibre, tandis que, dans les classes supérieures, les influences sociales déterminent une diminution de la natalité, ce qui, en dernière analyse, est le point décisif.

Les fléaux urbains, qui s'acharnent principalement après les classes inférieures, sont : la diminution de l'esprit de famille, les excès sexuels, les maladies contagieuses, l'abus des spiritueux, la scrofulose et la phtisie pulmonaire. Il reste réservé à l'avenir d'établir avec plus de précision si une population ouvrière urbaine est en état de s'accroître par sa propre natalité pendant plusieurs générations, ou si elle a besoin pour cela de l'immigration extérieure.

Quand les ouvriers d'usine habitent à la campagne et restent en contact avec la terre, source de toute vigueur, et quand les tentations des villes sont éloignées, on peut admettre un accroissement considérable, à peu près comme chez les paysans, et la statistique constate fréquemment une fécondité supérieure chez les ouvriers, qui ne limitent pas volontairement leur natalité par suite de considérations sociales, comme le font, dans une certaine mesure, les paysans.

Ainsi voici pour 1890 la natalité de grands villages situés autour de Mannheim et habités par des ouvriers : Käferthal, 44,8 naissances sur 1.000 habitants ; Neckarau 43,9 p. 1.000 ; Brötzingen, près de Pforzheim 50,0 p. 1.000, contre une moyenne de 32,0 p. 1.000 dans le grand-duché de Bade. Les

villes industrielles de Mannheim et de Pforzheim, qui, naturellement, ne sont pas exclusivement habitées par des ouvriers, avaient 37,3 et 32,4. Au chiffre élevé de la natalité correspond, comme partout, une assez forte mortalité, surtout infantile : Käferthal 24,5 sur 1.000 habitants ; Neckarau, 26,1 ; Brötzingen, 26,4, contre 23,2 à Mannheim, ville ; 23,0 à Pforzheim, ville ; et 23,9 dans tout le grand-duché. D'après ces chiffres, l'excédent des naissances sur les décès était, à Käferthal, 20,3 p. 1.000 ; à Neckarau, 17,8 ; à Brötzingen, 23,6 ; à Mannheim, ville, 14,6 ; à Pforzheim, ville, 9,4 ; dans la région en général, 8,1.

En résumé, la terre est déjà partagée et possédée, et notre agriculture ne peut pas suffire à nourrir une augmentation annuelle de population d'environ 8 p. 1.000 ; il faut s'attendre, par conséquent, à ce que la population rurale soit plutôt appelée à diminuer qu'à augmenter par suite de l'introduction des machines agricoles. L'excédent de population émigre dans les villes et y est soumis à la sélection déjà décrite. Les individus reconnus comme bons, et en particulier leurs descendants, s'élèvent, dans le cours de deux générations, à un niveau social supérieur ; les mauvais sont supprimés par la débauche, la misère et les condamnations pénales, et les éléments moyennement bons garnissent solidement les rangs des classes sociales inférieures. La question reste indécise de savoir si le prolétariat augmente par des apports étrangers ou par sa propre fécondité ; en tout cas, la fécondité est plus grande chez les nouveaux immigrants urbains que chez les générations suivantes. Les classes sociales supérieures sont inévitablement vouées à disparaître, par suite des facteurs antihygiéniques et sociaux qui agissent sur elles. C'est pourquoi il n'y a pas encombrement en haut, malgré la poussée incessante venue d'en bas ; au contraire, cette

poussée est nécessaire pour renouveler et rafraîchir continuellement les classes supérieures, mais il ne faut pas qu'elle leur amène des éléments trop inférieurs.

On voit ainsi la grande importance de la classe rurale pour l'Etat et la société. La classe rurale doit, en dernière analyse, subvenir au recrutement de toutes les autres classes, incapables de se maintenir par elles-mêmes. Elle seule jouit de conditions d'existence qui lui permettent, non seulement de conserver sa vigueur, mais encore de procréer une postérité saine, robuste et perfectible.

---

DE LA DISPARITION DES CLASSES SUPÉRIEURES  
EN PARTICULIER

L'ascension des classes inférieures et, en dernière analyse, de la classe rurale, la disparition des classes supérieures sont deux phénomènes étroitement corrélatifs dans le corps social. Il y aurait un grand inconvénient à une extinction trop rapide des classes supérieures. Il ne serait pas bon que les classes dirigeantes dussent se compléter trop vite à l'aide d'éléments inférieurs, de façon à se composer en majorité de nouveaux venus. Il faut une certaine tradition; il faut un noyau d'anciens qui aient derrière eux deux générations de culture et d'expérience, et sur lesquels puissent se former les éléments nouveaux; autrement la classe tout entière en souffre, et la société avec elle. Aussi est-il important de rechercher les causes qui amènent la disparition des classes supérieures.

Pourquoi les classes supérieures disparaissent-elles? La question donne à réfléchir. Il a déjà été indiqué qu'elles succombent aux inconvénients associés à une culture intellectuelle exclusive et à la vie sédentaire. Mais ne pourrait-on pas imaginer des mesures hygiéniques qui supprimeraient ces inconvénients et rendraient possible aux familles des classes supérieures une plus grande longévité?

Une mesure très efficace serait, pour les hommes civilisés, le retour au régime primitif des peuples chasseurs ou agriculteurs ; mais elle n'a que peu de chances de succès. Même les exercices athlétiques, les haltères, les diverses méthodes de gymnastique, n'ont pas trouvé un accueil très favorable dans les milieux cultivés, soit qu'on rougisse presque de consacrer tant de temps à son corps, soit tout simplement qu'on n'ait pas le temps. Cependant on ne doit pas préjuger de l'avenir, et c'est pourquoi je n'affirmerai pas qu'il n'y ait pas d'autres mesures concevables. Peut-être même, avec le temps, quand on sera bien convaincu des inconvénients d'un entraînement intellectuel exclusif, on trouvera des moyens d'y remédier. Mais qu'en résultera-t-il ? Par la même raison qu'on dépense davantage à mesure que le revenu augmente, on consacra l'accroissement des forces vitales ainsi obtenu à pousser plus haut encore la tension intellectuelle, et alors reparaitront, par une voie détournée, les mêmes inconvénients. En général, on remarque trop peu ce danger, qui menace les classes supérieures. On plaint l'ouvrier d'usine, et on ne voit pas l'acharnement de la lutte dans laquelle se débattent le savant et l'homme supérieur. « Tu as du talent », cela veut dire : « Tu tendras jusqu'à les rompre tous les ressorts de ton intelligence, et tu n'as à compter sur aucune pitié, même si tu tombes épuisé dans la lutte. » Cela passe, en général, pour tout naturel.

Je pourrais montrer au lecteur que, dans tous les temps, le développement intellectuel des classes supérieures est porté, par les exigences de la vie sociale, jusqu'au degré maximum où ses inconvénients pour l'individu sautent aux yeux. La destruction d'une famille au bout de plusieurs générations est un malheur qui, à cause de son éloignement,

n'est pas nettement perçu et dont on ne se préoccupe pas ; au contraire, les maux qui atteignent directement l'individu le déterminent plus vite à modérer un peu son effort intellectuel. Dès que la limite permise est reculée, l'effort s'accroît de nouveau. Si, grâce à un moyen quelconque, nous étions tout d'un coup en état de mieux supporter les inconvénients des carrières supérieures, est-ce que nous nous reposerions pour cela ? Nullement ; nous nous imposerions de plus lourdes tâches. Les exigences professionnelles et extra-professionnelles seraient simplement accrues, et il en serait après comme auparavant.

Un exemple d'expérience personnelle à l'appui de ceci : quelqu'un que je connais bien, à qui sa correspondance étendue prenait des journées entières, se procura, il y a quelques années, une machine à écrire, pour économiser du temps et pouvoir se reposer. Au commencement, le but sembla atteint. Notre homme avait bien plus vite terminé sa tâche et se réjouissait fort du temps ainsi gagné. Mais, bientôt après, il recommença à écrire toute la journée ; sa correspondance s'était accrue proportionnellement au rendement de sa machine à écrire.

Il en serait de même pour les exigences imposées aux jeunes élèves de nos gymnases. En supposant qu'on trouvât le moyen d'éliminer les fâcheuses conséquences du « surmenage », qu'arriverait-il ? L'expérience permet de le conjecturer. Nous nous mouvons toujours empiriquement et à tâtons sur la limite où les inconvénients pour les écoliers deviennent visibles. Bientôt un mouvement se dessine parmi les parents qui désirent pour leurs enfants des allègements. Quand ces réclamations ont atteint une certaine vigueur, l'administration universitaire leur donne satisfaction en réduisant un peu les programmes. Puis, dès que le calme est

rétabli, on commence à trouver inexplicable que telle ou telle spécialité soit négligée, et tout est à recommencer. Cependant on a entassé dans le vieux plan d'études des gymnases toute la science moderne, sans allonger la durée des études. On s'imagine avoir mesuré l'effort de façon à effleurer les conséquences fâcheuses; mais alors on est déjà sans le savoir au beau milieu de ces conséquences fâcheuses, qui ne se manifestent que plus tard chez les jeunes gens. La nervosité du siècle, objet de tant de plaintes, la multiplication des maladies mentales et d'autres manifestations de dégénérescence sont des maux inévitables. Nous n'y changerons rien d'essentiel.

Mais ces maux n'intéressent que les classes sociales supérieures, obligées de porter la tension de leur effort intellectuel jusqu'à l'extrême, pour remplir d'une façon suffisante leur tâche de plus en plus difficile. La masse de la population, notamment la masse rurale, reste indemne. Il faut toujours nous bien figurer que la haute civilisation, avec ses côtés d'ombre et de lumière, ne représente, après tout, que la fine pointe supérieure de la pyramide sociale, tandis que la large masse du milieu est appelée à remplir et remplit effectivement dans la société des tâches toutes différentes. Bien des choses qui font grand bruit dans les journaux, par exemple le réalisme et l'idéalisme dans l'art, la lumière et le clair obscur, les problèmes dramatiques des modernes poètes décadents, n'occupent et n'intéressent qu'une toute petite minorité, qui se substitue, en qualité de « public », à la collectivité; les couches sociales inférieures ne s'en inquiètent pas le moins du monde. Nous devons, d'ailleurs, considérer comme un bonheur qu'il en soit ainsi, car que deviendrait l'humanité, si les paysans se mettaient à s'intéresser à de pareilles actualités? La notion d'un

peuple tout entier cultivé, prenant une part active à la discussion de toutes les questions du jour, est une notion folle qui ne répond à aucune réalité. Les Hellènes tant vantés n'étaient pas ce peuple-là, eux chez qui la culture raffinée des classes supérieures reposait sur l'esclavage. Il n'y avait pas chez eux d'ascension régulière des classes inférieures pour combler les vides dans les classes supérieures ; ce n'est que quand des brèches extraordinaires s'y étaient produites qu'on se décidait à l'inévitable, par exemple à Athènes, quand on éleva au rang d'Eupatrides, après la bataille de Chéronée, 20.000 métèques et esclaves, et à Rome, quand, par la nomination de 177 plébéiens, on ramena le sénat décapité au chiffre constitutionnel de 300 membres. Ces élévations de classe arbitraires et soudaines n'offraient aucune garantie de sélection rigoureuse, et elles abaissèrent le niveau moyen des classes supérieures. Ce ne fut pas par l'épée de l'ennemi, mais par la disparition de leurs éléments aryens dirigeants, que l'Hellade et Rome succombèrent.

Nous voyons, par ces exemples, combien il est important pour la société, d'un côté, de conserver aussi longtemps que possible les familles cultivées, et de l'autre, d'organiser l'accès des classes supérieures aux individus bien doués des classes inférieures. La première de ces fonctions, la fonction conservatrice, a été aussi mal comprise dans l'antiquité que dans les temps modernes. Alors le service militaire retombait principalement sur les « citoyens » et les anéantissait en masse ; aujourd'hui, on fait peser toutes les charges et toutes les fatigues de la vie sociale sur les classes cultivées et possédantes. Partout elles doivent se mettre en avant, non seulement par leur travail direct au service de la société, mais encore en payant les impôts nécessaires et en acceptant une grande partie des charges sociales à la place de la classe

ouvrière (assurances ouvrières, etc). Nous nous apercevrons bientôt que c'est assez de charges et que, raisonnablement, les masses doivent supporter la plus grande partie des dépenses matérielles de l'Etat et des communes. Naturellement ce résultat ne peut être atteint que par des impôts indirects et non par des impôts directs.

L'élévation régulière des classes inférieures a, depuis longtemps, servi au développement de la société. A Rome, on est allé, en ce sens, plus loin qu'en Grèce, du moins sous l'Empire, où l'adoption joua un certain rôle. L'adoption d'hommes bien doués pour remplacer les enfants qu'on n'avait pas, compensait, non sans avantages, la faible fécondité des classes supérieures. En tout cas, ces adoptions étaient pratiquées selon un choix raisonné. Plusieurs empereurs furent non pas les fils par la chair de leurs prédécesseurs, mais leurs fils adoptifs; et H. Schiller, dans sa *Geschichte der Römischen Kaiserzeit*, affirme que les maîtres montés sur le trône en vertu de l'adoption ont été les meilleurs. Mais combien est complexe, en face de ce simple expédient, le mécanisme qui, de nos jours, règle l'élévation des individus des classes inférieures. Elle est devenue, pour ainsi dire, plus indépendante de l'arbitraire, et sauf les influences du hasard, elle est fondée sur la valeur propre de l'individu. Si nous considérons la chose sous son vrai jour, nous devons avouer que ces institutions n'ont pas été proposées et introduites par quelque génie supérieur, mais qu'elles sont peu à peu *devenues* ce qu'elles sont, à l'insu même de l'homme.

Le fonctionnement régulier de la machine sociale a pour condition que les couches sociales inférieures continuent à fournir réellement les matériaux nécessaires au renouvellement des classes supérieures. Si ces matériaux venaient

à manquer, l'organisation, même la plus parfaite, ne serait d'aucun secours. C'est ce qui explique l'importance d'un excédent de natalité rurale. La fécondité de la classe fondamentale doit faire équilibre à la disparition des individus dans les classes supérieures. Dans les classes supérieures, les hommes tendent au maximum de culture intellectuelle, ce qui amène leur extinction ; dans les classes inférieures, ils tendent au maximum de natalité. Tant qu'il y a possibilité de nourrir une bouche de plus, la fécondité ne s'arrête pas. Ce qui rend la « question sociale », au sens usuel du mot, insoluble ; mais cette puissante fécondité résout seule véritablement la question sociale, au sens supérieur du mot, en assurant le renouvellement des classes sociales supérieures par un apport de sang nouveau et une sélection rigoureuse. Comparez page 73.

Une diminution considérable de la natalité est un des symptômes les plus graves qui puissent apparaître chez un peuple. L'amointrissement de la fécondité n'est pas seulement en soi un signe de vieillesse et d'affaiblissement, mais elle limite la sélection en vue du renouvellement des classes supérieures, et porte tout d'abord préjudice à la qualité, et finalement la quantité nécessaire n'est même plus atteinte. La France s'apercevra bientôt de la diminution continue de sa natalité à la moindre valeur de ses classes dirigeantes ; peut-être même pourrait-on démontrer dès maintenant le commencement d'une détérioration qualitative. Le grand nombre de noms étrangers dans les classes sociales supérieures, le fort contingent de Juifs dans la composition de ces classes sociales doivent être aussi attribués à la même cause.

Là où des tribus d'origine européenne vivaient en dominatrices parmi des races brunes, comme les Aryens immi-

grés dans l'Inde, il n'y avait pas à recruter dans la classe inférieure des remplaçants d'égale valeur. Pour maintenir leurs avantages psychiques et physiques, il ne restait aux blancs d'autre ressource que de se défendre contre l'intrusion des éléments de couleur.

Les classes se pétrifièrent forcément en castes séparées par d'infranchissables limites : infranchissables, c'est l'homme qui les appelle ainsi ; mais l'amour passe par-dessus tous les obstacles. Il y a longtemps que le peuple aryen s'est éteint dans l'Inde ; mais les castes existent encore, bien que, même dans les plus élevées, on ne reconnaisse plus ou presque plus les caractères aryens, ainsi qu'il résulte des recherches approfondies de Risley. L'inévitable extinction des hommes blancs dans l'Inde, fréquemment observée aussi dans les familles anglaises immigrées, permet de conclure que l'origine asiatique des Aryens n'est rien de plus qu'une fable, le *mirage oriental*, comme dit S. Reinach.

Seul et unique, l'homme grandi sous le rude climat du Nord, au milieu des chasses, des guerres et des exercices chevaleresques, est doué des qualités qui sont la parure des Aryens, à savoir la force, l'énergie, la bravoure, le sentiment de la dignité personnelle, la sincérité, la pitié pour les faibles et la véritable humanité, et c'est pour cela que nous devons chercher le pays d'origine des Aryens dans l'Europe du Nord, où fleurit, aujourd'hui encore, le type germanique. En Suède, en Norwège, en Danemark prédominent la dolichocéphalie, les yeux bleus et les cheveux blonds, presque jusqu'à la complète pureté de race. Transportée dans des climats propices, ces familles aryennes devaient produire les fruits les plus magnifiques avant de succomber finalement aux influences nuisibles. Nos cultivateurs tirent en principe leurs jeunes arbres fruitiers des pépinières situées dans les

pays où le climat est aussi rude que possible, parce qu'ils savent qu'un jeune arbre élevé dans un climat doux est moins fort et ne peut que perdre au déplacement, tandis qu'un autre, habitué à de rudes conditions d'existence, non seulement offre de la résistance aux intempéries, mais encore, sous l'influence d'un climat tempéré, se distingue par la production de fruits abondants et savoureux.

Nous possédons sans doute en Allemagne, comme il a été dit page 188, un élément ethnique immigré d'Asie; ce n'est pas l'élément dolichocephale blond, mais bien l'élément brachycephale brun, mongolique ou touranien. Du fait que le point central de dispersion de ces brachycephales bruns est encore aujourd'hui en Asie, on peut bien conclure que c'est de là qu'est partie leur immigration et qu'elle a eu lieu en plusieurs invasions qui commencent dès la préhistoire. Une démonstration plus approfondie de cette proposition nous entraînerait trop loin. Le fait étant admis comme exact, il nous est facile de comprendre comment les Germains ont assujéti les étrangers de constitution physique et psychique différentes et pourquoi, au début, ils ont évité de se marier avec eux, jusqu'à ce que la fusion se fit de la façon indiquée page 190; les Allemands d'aujourd'hui sont le résultat de ce mélange.

Un troisième élément ethnique, le Juif, vit encore aujourd'hui dans l'isolement parmi nous. « La félicité et la patrie pour le Sémite, c'est le désert; pour le Germain, la forêt et la montagne; pour le Touranien, la steppe », dit A. Peetz dans son *Europa aus der Vogelperspective*. Ces origines pèsent encore aujourd'hui sur ces peuples et sur leurs méfis, car les qualités psychiques adaptées à un milieu et à un genre de vie, qui ont duré des millions d'années, sont encore transmises même après que les circonstances ont changé au cours

de nombreuses générations, jusqu'à disparaître insensiblement. Les circonstances expliquent pourquoi les instincts sociaux ou altruistes se sont développés le plus parfaitement chez les Aryens; et, si le lecteur se met bien cela dans l'esprit, il comprendra ce qui a été dit, pages 25 et 188, sur les qualités des races et sur leur mélange par l'effet des croisements.

---

L' « ARISTOCRATIE INTELLECTUELLE » ET LA SÉLECTION  
RATIONNELLE

On a insisté bien des fois sur ce que l'ordre social n'est pas la création d'un penseur isolé, mais le résultat de l'influence collective d'un grand nombre de particuliers, pendant de longs siècles. Pour concevoir pleinement l'adaptation presque merveilleuse de l'ordre social, il faut nous imaginer le cas où il n'existerait pas, et où nous aurions à en créer un de notre propre science et de nos propres ressources.

Nous pourrions à ce sujet nous en rapporter à un prédécesseur qui a fait paraître sans nom d'auteur et sans date une brochure intitulée : *Die Aristokratie des Geistes* (Leipzig, W. Friedrich). L'auteur laisse complètement de côté l'existence de l'ordre social actuel et fait comme s'il avait seulement à tirer de son propre cerveau une « sélection rationnelle ». Il est intéressant de voir à quelles propositions il aboutit.

Nous laissons tout d'abord la parole à l'auteur. Il reste entièrement sur le terrain darwiniste. Evidemment il a beaucoup entendu parler du darwinisme; mais il n'est pas naturaliste, et par conséquent n'a pas assez profondément pénétré le principe fondamental de la doctrine. Dans la

sélection naturelle qui s'exerce actuellement chez l'homme, il ne voit que les ombres, mais ces ombres ne sont pas pour lui la « misère des masses », ou la « question ouvrière » ; son regard est dirigé vers de tous autres objets. Selon lui, les individus intellectuellement et moralement supérieurs devraient être recherchés et distingués beaucoup plus soigneusement qu'il n'arrive dans la réalité, et on devrait se donner moins de mal pour conserver en vie le « rebut » de l'humanité. Dans l'intérêt de l'espèce, notre auteur exige la séparation des hommes de première et de seconde classe. Les « aristocrates de l'intelligence », de quelque classe sociale qu'ils soient issus, doivent être isolés, comme « éléments dirigeants », et être élevés en commun ; telle doit être la sélection « rationnelle » par opposition à la sélection « naturelle », insuffisante dans ses effets. De cette façon l'auteur espère obtenir une variété humaine plus noble. Elle sera isolée des autres, non seulement pour lui procurer le plaisir de vivre dans un milieu choisi, mais encore pour éviter les chances de contagion. Le reste de l'humanité se divise en deux autres classes, celle des sujets bornés au point de vue intellectuel et celle des sujets moralement mauvais.

Les sujets intellectuellement bornés sont soumis à une tutelle bienveillante, entretenus et dans la conscience de leur infériorité, « car une domination exercée sur des « hommes qui se croiraient les égaux de leurs maîtres et « qui ne seraient contenus que par la force brutale ne « saurait jamais être sûre ni durable, à cause des senti-  
« ments hostiles des dominés ». La brochure est toute remplie de ces réflexions tranchantes, ironiques. Pour démontrer que le contentement résigné des classes inférieures n'est pas une pure utopie, l'auteur renvoie à la

Chine, et il espère que chez nous l'Eglise pourra obtenir un résultat analogue. « Les sujets bornés, de bon naturel, « sont confiés dans ce but à la direction nécessaire de « l'Eglise sous la protection de tuteurs qui proscrivent « soigneusement la science moderne et la révolte contre « l'autorité; il ne sera pas difficile au clergé, qui a sur- « bondamment fait ses preuves, de former des hommes « pieux, modestes, satisfaits de leur position. » L'auteur trouve que cette façon de procéder est la meilleure dans l'intérêt des faibles eux-mêmes.

Contre les sujets moralement mauvais, il y a d'autres mesures. Au lieu de dresser des barrières contre le vice, il faut laisser la sélection rationnelle s'épanouir tranquillement et porter ses fruits naturels; pour ne pas contaminer la partie mieux douée de la société, on rassemblera les vicieux tantôt par séduction, tantôt par force, dans des localités spécialement affectées à la dépravation et à la débauche.

« Les moyens de séduction se composent de deux parties. « Tout d'abord il faut dégouter les vicieux des localités qui « paraissent les plus aptes à la régénération. Une opinion « publique rigoureuse se formera chez les bons éléments « par la volonté de se garder purs et par la notion précise « de la nuisible influence des vicieux; consécutivement, « toute vulgarité de caractère sera ponctuellement châtiée « par le mépris, par la mise en quarantaine sociale, par la « suppression des relations et par la ruine directe au « moyen de la concurrence à bon marché ou de la mise « à profit d'occasions favorables... Accessoirement des lois « dégouteront les vicieux de ces villes : limitation de la « consommation alcoolique, interdiction de la débauche, « suppression de la prostitution, aggravation des lois

« pénales. Toutes ces mesures appliquées localement élimi-  
 « neront les débauchés. Ces moyens de contrainte ne sont  
 « mal vus que parce qu'on a essayé par eux d'améliorer les  
 « hommes. Ils ne peuvent pas guérir les vicieux, mais  
 « bien les forcer à partir, à la façon d'une bonne poudre  
 « insecticide. » Comme tout cela est paradoxal et pourtant  
 quelle profonde clairvoyance ! Si l'auteur ne dit pas for-  
 mellement que les instincts moraux de l'homme sont des  
 moyens de protection en vue de sa conservation, et non  
 pas un joug inutile à lui arbitrairement imposé, il arrive  
 tout près de cette notion si importante et si bienfaisante. Un  
 pas de plus, qu'il ne fait malheureusement pas, et il aurait  
 atteint cette vérité. Mais combien fine est la remarque sur  
 l'efficacité des moyens de contrainte, grâce à la sélection  
 naturelle ! Que de politiciens réformateurs et de sociologues  
 pourraient y trouver à s'instruire.

Mais voici qui est plus original. Ce qui précède n'est  
 qu'une préparation ; les véritables moyens de séduction sont  
 décrits comme il suit : « Les régions de corruption reçoivent  
 « dans des circonstances propices, par exemple à la suite  
 « de petites émeutes faciles à provoquer, une constitution  
 « entièrement démocratique, avec le suffrage universel  
 « sans restriction. A lui revient l'initiative de tout ce qui  
 « concerne les « lois et les institutions intérieures. Il ne  
 « manquera pas d'arriver, — et une discrète intervention  
 « politique du parti dirigeant sera même pour cela à peine  
 « nécessaire, — que le peuple s'octroiera la liberté et la  
 « licence sur tous les points. Ce sera la suppression de toutes  
 « les lois et de toutes les institutions tutélaires par lesquelles,  
 « dans notre société, les éléments meilleurs protègent de  
 « force les éléments vicieux contre les suites de leur cons-  
 « titution psychique particulière. » Ici l'auteur est une fois

de plus tout près de voir l'importance des notions morales. « Les temples de Bacchus et de Vénus, les maisons de jeu, « les cafés-concerts, la littérature pornographique, sont en « pleine prospérité; les distilleries d'alcool à bon marché « travaillent ferme et à perte, car les riches du parti « sélec- « tionniste rationnel » ont décidé d'envoyer à travers le gosier « des ivrognes une portion de leur superflu, dans l'intérêt « de l'espèce humaine. Ainsi ces paradis du vice sont « pourvus de toutes les attractions propres à amorcer les « mauvais éléments; et, de même que les artistes se con- « centrent dans les villes artistiques, et les marchands dans « les grands centres commerciaux, les débauchés se concen- « treront dans les villes de débauche, pour y pourrir. »

Naturellement le caractère de ces localités, dans sa pléni- tude, ne peut se développer et exercer ses effets que progres- sivement. Il sera bon aussi que la portion mauvaise ne s'abrutisse pas plus vite que les deux autres ne se fortifient pour que le rendement économique et militaire de la nation n'en souffre pas de préjudice. « Ce qui importe le plus, c'est « que les trois portions déjà nommées de la société se dis- « socient lentement, mais sûrement, et se maintiennent le « plus possible isolées les unes des autres : les meilleurs, « grâce à leur fierté et à leur instinct; les éléments honnêtes, « grâce à leurs tuteurs. Alors le vice, au lieu de ronger, « comme jusqu'à présent, la société tout entière, sera réduit « à se détruire et se dévorer lui-même; c'est justement son « essence de trouver du plaisir à ce qui ruine l'individu et « la société, et seule la promiscuité du vice et de la vertu « empêche la disparition du premier et, en même temps, « compromet la santé sociale. Si l'on isole le vice et la vertu, « chacun agira selon sa nature. A la fin de l'évolution, « quand les Sodomes exhaleront leur infection vers le

« ciel, peut-être pleuvra-t-il du feu et du soufre par  
« dessus. »

Le lecteur n'a pas besoin d'être averti pour découvrir les exagérations et les erreurs fondamentales de ce système « rationnel » de sélectionnisme. Il sait que ce que l'auteur veut créer de toutes pièces existe déjà dans la réalité. Grâce à l'ordre social existant, les *meilleurs* sont assurés d'une certaine prépondérance dans la direction de la collectivité, peut-être pas pour le moment dans la mesure qu'il faudrait, mais pourtant encore suffisamment. En outre, la sélection est assurée par la formation des classes sociales dont les membres se marient généralement entre égaux, ce qui offre à la transmission héréditaire du talent et du caractère des conditions plus favorables qu'une panmixie illimitée. Enfin, dans la plupart des cas, les membres indignes de la classe supérieure sont mis, par le mépris public, dans l'impossibilité de nuire.

La séparation des quartiers aristocratiques d'avec les quartiers prolétariens existe dans les grandes villes, où ne manquent pas non plus les paradis du vice ; notre auteur nous découvre le sens de cette dissociation, qui s'est accomplie spontanément. La séparation n'est pas aussi profonde et aussi bien marquée dans l'espace que le désire l'auteur ; la raison en est que certains intérêts généraux tendent à un rapprochement des classes, et qu'en général la sélection naturelle n'est jamais aussi rigoureuse ni aussi exclusive que la sélection méthodique, ou « rationnelle », pour parler comme notre auteur. Mais la sélection naturelle atteint sûrement, bien que lentement, une adaptation progressive, tandis que les propositions de notre auteur sont, *a priori*, irréalisables, et, qu'existant seulement sur le papier, elles manquent l'effet cherché.

Il est très douteux que l'application de ces propositions, en supposant qu'elle fût possible, signifiât une amélioration de l'ordre social. Sûrement il se produirait bientôt, avec l'ordre nouveau, des difficultés d'autre genre qu'avec l'ordre social actuel, mais peut-être seraient-elles non moins graves. On peut déjà en pressentir quelques-unes, et l'expérience en révélerait beaucoup d'autres. Car, par suite de notre perspicacité limitée, nous nous apercevons toujours trop tard qu'aucune mesure n'a des résultats exclusivement heureux; fréquemment ce sont les résultats désagréables et non voulus qui se font sentir, quelquefois de façon prépondérante. La sélection naturelle a le grand avantage qu'elle amène toujours le résultat cherché et qu'elle penche dans le sens de la plus grande utilité, ce que ne sauraient faire des institutions humaines « rationnelles ».

L'auteur a négligé plusieurs lois naturelles, et, pour cette raison, son système ne répond pas à toutes les exigences auxquelles doit satisfaire une organisation sociale. Il n'a pas songé que, parmi les meilleurs, il peut toujours se rencontrer des individus de valeur inférieure, par suite de combinaisons malheureuses de qualités des deux parents, ou par suite de retours (atavisme), et il lui serait bien difficile de dire ce qu'il faudrait en faire. L'ordre social actuel laisse les individus de ce genre s'enliser et disparaître lentement et doucement; d'après notre auteur, un tribunal sujet à l'erreur et à l'arbitraire aurait à décider de leur sort. Combien cela paraît sauvage et impitoyable, comparativement à la prétendue imperfection de l'organisation actuelle! Et parmi les faibles et les vicieux, d'après ces mêmes lois de l'hérédité, il ne serait pas rare qu'il y eût des individus « meilleurs » auxquels serait refusée toute possibilité de sortir de leur milieu. Dès leur première jeunesse, ils seraient classés,

circonvenus et corrompus. Ce ne serait pas seulement cruel pour eux ; mais ce serait encore, pour la société, une perte en hommes de valeur, et il n'y a jamais trop d'hommes de valeur.

En résumé, ces propositions provoquent sur beaucoup de points la protestation de notre raison, et plus encore la protestation de notre cœur. Que les aristocrates de l'intelligence coopèrent à la création de repaires du vice ; qu'ils précipitent la mort des vicieux en autorisant l'alcool à bon marché ; que tout lien de charité soit définitivement rompu entre les trois classes : cela est un défi à nos instincts sociaux, et il faut vivement en rejeter la pensée.

Mais, si blessantes, si imparfaites et si irréalisables que soient ces propositions, nous n'en devons pas moins être reconnaissants à l'auteur de nous avoir beaucoup appris. Tout d'abord il nous fournit un assez bon aperçu de la triste situation où nous serions, si nous étions réduits à créer de toutes pièces, à l'aide de nos théories, une organisation sociale, et si nous n'en possédions pas déjà une qui s'est formée dans le passé sous l'action des forces naturelles elles-mêmes. Cette organisation sociale a continué son évolution peu à peu, corrélativement aux modifications survenues dans les conditions de la vie, et d'innombrables générations de nos ancêtres y ont collaboré avec leur raison et leur expérience, par épreuves successives. Il y a là à tenir compte de tant d'intérêts, souvent contradictoires, qu'il nous serait difficile, en créant du nouveau, de rencontrer partout la juste mesure. Quelle souplesse, quelle merveilleuse adaptation dans ces mécanismes élaborés par les siècles, quand on les compare à ce que pourrait imaginer l'esprit humain ! L'ordre social, résultante de toutes les forces intéressées, peut être imparfait à certains égards, mais il n'en représente pas moins

la plus grande approximation réalisable d'un Etat idéal.

Les procédés par lesquels l'ordre social réalise la sélection naturelle dans la mesure nécessaire, grâce à la séparation des classes sociales, tout en y laissant place à l'ascension ou à la déchéance des individus isolés, de façon à tenir compte de considérations en apparence inconciliables, provoquent souvent notre admiration. Sur d'autres points, l'ordre social ne fournit qu'un rendement défectueux. Cela tient, ou bien à ce qu'il est sorti de l'adaptation par suite de changements dans les conditions extérieures de l'existence et qu'il se trouve en voie de transition à une nouvelle adaptation; ou bien à ce que, sur certains points spéciaux, il n'y a plus d'adaptation possible, à cause d'intérêts collectifs supérieurs qui s'y opposent.

Finalement nous devons remercier l'auteur du livre *Die Aristocratie des Geistes* non seulement de nous avoir suggéré des idées utiles par ses aperçus ingénieux et ses plaisanteries mordantes, mais encore de nous avoir mieux fait comprendre et apprécier bien des parties de l'ordre social actuel, par comparaison avec son idéal social à lui. Son système est aux antipodes du socialisme, qui tombe dans les défauts exactement inverses. L'ordre social actuel évite les deux écueils et se meut dans le juste milieu, où les pilotes n'ont qu'à assurer pour l'avenir la continuation d'une évolution progressive.

---

## LOIS DE LA VIE ET DE LA MORT DES NATIONS

Les lois de la vie et de la mort des nations ont été exposées d'une façon si exacte et si pénétrante par M. de Lapouge, dans la *Revue internationale de sociologie* de 1894, et depuis dans son volume *les Sélections Sociales*, que je ne puis me retenir d'en reproduire ici les principaux passages.

« Le schéma de l'évolution d'un peuple, jusqu'à ces derniers siècles, était le suivant. On peut même le considérer « comme général en faisant la réserve d'une complication « plus grande dans les événements de l'époque actuelle.

« Supposez que dans un pays barbare ou occupé par un « peuple déchu, de race inférieure, s'établisse une poignée « de conquérants d'une race intelligente et hardie. Vain- « queurs et vaincus ne font, au bout d'un temps, qu'un « seul peuple chez qui les uns commandent et les autres « travaillent. Il s'est produit comme une sorte de fécondation « dans laquelle le conquérant a joué le rôle d'élément mâle.

« Si rien ne vient troubler l'évolution normale, il est évi- « dent que ce peuple arrivera bientôt à un degré élevé de « prospérité. Les conquérants, par la supériorité de leur « intelligence, de leur audace, de leur courage, les sujets « par le nombre de leurs bras, travaillent en commun au « développement de la civilisation, et cette association de

« la puissance cérébrale et de la force musculaire donne  
 « des résultats que chacun des deux éléments n'aurait pu  
 « produire isolé.

« Mais, de même que dans une pile il y a un élément  
 « zinc, et un autre et que le zinc s'use bientôt, de même  
 « dans cette société à deux termes l'élément actif ne tarde  
 « pas à s'affaiblir. Les croisements d'abord que la nature  
 « humaine ne permet pas d'éviter altèrent la race des con-  
 « quérants. Goutte à goutte, le sang de la classe supérieure  
 « s'en va dans la classe inférieure, et le sang servile s'in-  
 « filtre dans les familles des vainqueurs. Les uns n'ont plus  
 « les hautes qualités des ancêtres dont ils ne descendent  
 « qu'en partie ; leurs aptitudes sont devenues plus complexes,  
 « plus troubles ; déjà leur supériorité ne s'impose pas avec  
 « le même degré d'évidence. Malheur à l'aristocratie dont  
 « on ne peut dire : *Incessu patuit dea !* Chez les autres on com-  
 « mence à rencontrer des individus dont la race incertaine  
 « se réclamerait plutôt des conquérants et qui souffrent  
 « d'être relégués dans la classe asservie. Partout le niveau  
 « moyen se relève, en apparence du moins, car la masse,  
 « sans cesse accrue des métis, réunit plus volontiers les appé-  
 « tits et les vices que les qualités des ancêtres. L'unifor-  
 « mité de culture dans une société plus égalitaire dissimule,  
 « chez la race moins douée, l'infériorité native, car, dans  
 « la plupart des circonstances de la vie, l'individu frotté  
 « d'instruction rivalise avec celui qui doit à la naissance  
 « une supériorité d'aptitudes.

« Le simple jeu des lois de l'hérédité suffit ainsi à produire  
 « la décadence des peuples mélangés. Les écrivains d'autre-  
 « fois avaient l'habitude de dire, dans les cas de ce genre,  
 « que la vertu humaine avait dégénéré. Mais le phénomène  
 « est compliqué par le jeu simultané de la sélection. D'une

« manière fort active, celle-ci intervient sous d'innombrables  
 « formes pour éliminer la race des vainqueurs et bientôt  
 « même les métis. Il est rare que deux races éloignées ou  
 « même voisines donnent des métis fixés et stables, parce  
 « que les unions sont faites au hasard et les chances de  
 « succès réduites au minimum. » Je renvoie ici à l'influence  
 fâcheuse des croisements, exposée pages 26 et 142.

« Résultat paradoxal, l'élément inférieur se reconstitue  
 « peu à peu, et chaque étape vers la pureté marque un  
 « retour vers la barbarie. Contraire en apparence à la loi de  
 « Darwin, ce phénomène en est l'application rigoureuse.  
 « Les individus supérieurs en soi sont relativement infé-  
 « rieurs quand ils ont moins de chances de succès ou de  
 « postérité, en raison du milieu social dans lequel ils luttent  
 « pour la vie. Nous verrons ailleurs que la supériorité indi-  
 « viduelle est une cause non seulement d'infériorité effective  
 « dans la natalité, mais d'élimination directe des milieux  
 « insuffisants, et que le mécanisme de la décadence est la  
 « sélection régressive éliminant des éléments supérieurs<sup>1</sup>.

« Nos Antilles, où l'élément blanc a presque disparu,  
 « Haïti, où les mulâtres mêmes ont succombé, laissant la  
 « place à la barbarie africaine, sont des exemples connus.  
 « On sait moins ce qui se passe autour de nous, où les bra-  
 « chycephales ont presque fini d'éliminer le sang Européen.  
 « De siècle en siècle, l'indice céphalique monte en Europe,  
 « depuis le commencement des temps modernes. La race  
 « aux qualités serviles à presque détruit les populations

<sup>1</sup> Schiller indique le sort des classes dominatrices et des classes serviles dans ces deux vers de la *Fiancée de Messine* :

*Die fremden Eroberer kommen und gehen  
 Wir gehorchen, aber wir bleiben stehen.*

Poeta, propheta!

« indigènes et les Iles Britanniques nous montrent presque  
« seules le type physique et le caractère fortement trempé  
« des premiers habitants de l'Europe. » L'auteur aurait pu  
ajouter ici la Scandinavie et une grande partie de l'Alle-  
magne, qui conservent fidèlement les caractères aryens.

« C'est ainsi que la sélection modifie continuellement et  
« d'une façon presque insoupçonnée la composition des  
« peuples. Les historiens ont une tendance à ne pas tenir  
« compte des variations de la population. Ils raisonnent  
« comme si un peuple était le même de sa première à sa  
« dernière heure, avec leur maigre correctif de la dégénéres-  
« cence. Il n'en est pas ainsi. A certaines heures, un peuple  
« possède, et à la place voulue, les éléments ethniques qui  
« lui permettent de faire ou de supporter certaines choses.  
« Un siècle plus tôt, il ne les avait pas; un siècle plus tard,  
« il ne les aura plus. On ne saurait trop insister en présence  
« des préjugés de notre temps sur les effets pratiques de ces  
« continuels changements de composition dans les couches  
« sociales, et surtout dans celles qui exercent une action  
« immédiate sur les événements politiques. Les degrés de  
« vitalité, le sens pratique, l'idéal politique, l'énergie dans  
« l'application varient d'une manière incessante chez un  
« peuple suivant, que le pouvoir est entre les mains  
« d'éléments ethniques différents. A certains moments, un  
« peuple tire parti des circonstances les plus ingrates, à  
« une autre heure de son histoire, il se laisse abattre par de  
« faibles causes. A certaines époques, ses tendances le  
« portent dans un sens et plus tard dans un autre. Etudiez  
« la composition de ce peuple à ses divers moments, et sur-  
« tout celle des classes au pouvoir, presque toujours l'ana-  
« lyse ethnique donnera la raison de ce changement.

« C'est une grosse sottise de dire, pour expliquer la

« décadence actuelle d'une population qui n'éprouve même  
« plus le besoin de se perpétuer, qu'elle est vieille. Toute  
« l'humanité est du même âge. Il n'est pas plus exact de  
« dire que le peuple succombe sous la civilisation. La plu-  
« part de nos bourgeois ont tout au plus deux ou trois  
« générations de culture, et quelle culture ! Quant au peuple,  
« ses auteurs directs ont vécu à un niveau intellectuel où  
« l'usure ne les a pas atteints, et le travail cérébral de nos  
« ouvriers et de nos paysans n'est guère supérieur à celui  
« de leurs ancêtres. La vérité est que la sélection a fini  
« d'éliminer les éléments ethniques qui avaient du carac-  
« tère et qu'il reste seulement des gens intelligents. »

J'interromps ici la citation, et je laisse au lecteur le soin d'aller chercher les autres développements dans l'ouvrage cité<sup>1</sup>. La concordance des idées de Lapouge et des miennes ne saurait avoir échappé au lecteur. Quand deux chercheurs, dans deux pays différents arrivent à des résultats identiques, il y a autre chose qu'un simple hasard. C'est la confirmation de la justesse de leurs aperçus. Lapouge, en véritable maître du style sait donner à ses théories ingénieuses une forme limpide et convaincante, de sorte qu'il y a double plaisir à les lire. Cependant ces aperçus se sont formés non pas subitement, mais peu à peu, et ils ont eu des précurseurs des deux côtés des Vosges.

De Lapouge a exprimé lui-même sa chaleureuse admiration pour Gobineau dans un article intitulé : *De l'inégalité parmi les hommes* (*Revue d'Anthropologie*, 1888, 9-38) :  
« Dans le livre de Gobineau, on trouve exprimés, en traits  
« vigoureux, le principe de la diversité et de l'inégalité des  
« races au point de vue psychique, celui de l'association des

<sup>1</sup> Sélections sociales, chap. II.

« caractères physiques et psychiques chez les individus de  
 « race pure et de la dissociation chez les métis, celui des  
 « stratifications ethniques, et enfin l'idée très juste, inspi-  
 « ratrice de l'ouvrage, que la décadence et la chute des  
 « peuples sont dus à l'épuisement des éléments supérieurs.  
 « La démonstration qu'il a donnée de l'influence de la race  
 « et de la pureté de race sur la destinée des groupes sociaux  
 « est tout historique, mais sa notion même de race, con-  
 « forme à celle de la zoologie, est exactement scientifique.  
 « La reconstitution des lois de l'évolution des peuples avec ces  
 « données d'une insuffisance évidente est bien une œuvre  
 « d'intuition géniale. Son livre date de quarante ans, mais  
 « il est encore bien en avance sur les idées aujourd'hui  
 « courantes, et les erreurs scientifiques dont il est semé  
 « avec une regrettable prodigalité ne diminuent en rien le  
 « génie de l'auteur ou le système qu'il a conçu. Elles  
 « rendent au contraire plus étonnante l'œuvre accomplie  
 « dans un temps et par un esprit si peu scientifique. Gobi-  
 « neau dédaignait profondément Darwin et le darwinisme :  
 « il ne se doutait guère que le jour où les naturalistes se  
 « mettraient à étudier l'évolution humaine et à l'expliquer  
 « par la sélection son système viendrait confluer dans le  
 « leur. »

Donc Gobineau, Nietzsche et maint autre, par ignorance adversaires prétendus du darwinisme, sont eux-mêmes, sans le savoir, des darwinistes !

A ce propos, je rendrai volontiers à Nietzsche cette justice, qu'il avait parfaitement conscience de l'importance de la race pour la civilisation, et ce qui prouve son génie, c'est qu'il est arrivé à cette notion en restant sur le terrain philologique et historique, et en ne connaissant que des bribes de l'anthropologie, encore à ses débuts. Il s'est trompé dans

sa conception antisociale des rapports des classes supérieures avec les classes inférieures, mais il est tombé juste relativement à la composition de ces classes. Pour lui, la race germanique était « la noble bête de proie blonde » qui « abattait ses griffes sur les hordes des peuples bruns », et les dirigeait selon sa fantaisie dominatrice. « Les Celtes, « dit-il dans la *Généalogie de la morale*, étaient une race « blonde; on leur fait une injustice quand on rattache à « une origine et à des mélanges celtiques les populations « foncées, qu'on peut remarquer sur la carte ethnogra- « phique de l'Allemagne<sup>1</sup>; c'est plutôt la population de « l'Allemagne antérieurement aux Aryens qui se révèle là. « La même remarque s'applique à presque toute l'Europe. « Au fond, la race asservie a repris finalement le dessus, « quant à la couleur, quant à la brachycéphalie, peut-être « même quant aux instincts intellectuels et sociaux. Qui « nous garantit que la démocratie moderne, l'anarchisme « plus moderne encore et notamment cette tendance au « communisme, à la forme sociale primitive, commune « aujourd'hui à tous les socialistes européens, ne sont pas « dans l'ensemble des cas de monstrueuse réversion? La race « des maîtres et des conquérants est en décadence même au « sens physiologique... » Nietzsche exprime ici en véritable voyant des vérités encore obscures aujourd'hui pour beaucoup d'anthropologistes professionnels, mais qui seront, dans l'avenir, des notions banales. Et quand, dans un autre passage, Nietzsche, comme pour corroborer la proposition précédente, continue : « Nous ne voyons aujourd'hui rien « qui tende à devenir plus grand; nous pressentons que

<sup>1</sup> Nietzsche fait ici évidemment allusion aux cartes de statistique anthropologique dans les écoles allemandes, par Virchow. Voir *Archiv. für Anthropologie*, vol. XVI.

« nous marchons en arrière, toujours en arrière, vers l'incohérence, la bénignité, la prudence, le confortable, la médiocrité, l'indifférence, la chinoiserie... » qui pourrait ne pas déplorer qu'une si pénétrante intelligence ait sombré dans la nuit éternelle.

Dans la *Geschichte des Unterganges der antiken Welt*, par Seeck (1894), on retrouve les mêmes points de vue que ceux de M. de Lapouge. Ce que Seeck au chapitre III de la II<sup>e</sup> partie appelle l'extermination des meilleurs (*Die Ausrottung der Besten*) est la même chose que l'épuisement des eugéniques de Lapouge. Chez Seeck l'idée de la « sélection régressive » est exposée d'une façon concluante pour l'histoire grecque comme pour l'histoire romaine et confirmée par de nombreux faits à l'appui. Il rejette également les expressions de « vieillesse des peuples » ou d'« excès de civilisation » pour désigner des causes d'épuisement. Car toute l'humanité est du même âge, et la civilisation n'est jamais que l'apanage de classes supérieures, numériquement peu importantes, dont la dégénérescence ne se communique pas à la masse du peuple. Seeck reconnaît que c'est l'oligandrie, la disparition des classes dirigeantes énergiques qui amène la chute des États.

Par l'effet des luttes de partis, des exécutions, des bannissements et des proscriptions, les peuples antiques deviennent, au cours de leur histoire, de plus en plus pauvres en homme de valeur et de caractère, de sorte que par exemple la lâcheté du Sénat romain sous l'Empire s'explique suffisamment par l'hérédité. Il en est autrement des massacres en masse qui suivent les guerres et les conquêtes. L'Espagne, quoique souvent ravagée, s'est trouvée à la tête du mouvement littéraire au début de l'époque impériale, et nous rencontrons chez les peuples

modernes des phénomènes analogues. Cent ans après les indicibles désastres de la guerre de Trente Ans, qui enleva à l'Allemagne les trois quarts de ses habitants, nous naissent Gœthe et Kant. Comment cela se fait-il? Seeck nous le dit :

« Les massacres en masse, pratiqués avec choix sur les  
 « dirigeants sont propres à amener un peuple à la lâcheté  
 « et à la misère. Mais, si l'ange exterminateur exerce sa  
 « fureur sans choix apparent sur le peuple tout entier, on  
 « peut s'attendre au résultat inverse. Car celui qui unit au  
 « sang-froid la prudence et l'énergie a le plus de chances  
 « d'échapper au malheur commun. Dans les cas particuliers,  
 « le hasard, à la vérité, joue son rôle, mais en moyenne la  
 « nation doit être, après l'orage, à un niveau plus élevé en  
 « courage et en force, en énergie et en prudence. D'après  
 « les lois de l'hérédité, ces avantages des survivants se  
 « transmettent à leur postérité et se développent chez  
 « celle-ci par l'heureuse juxtaposition des qualités des  
 « parents. Tout d'abord, il faut pourvoir de nouveau aux  
 « besoins les plus indispensables de la vie, à la misère  
 « déprimante que l'époque des désastres a laissée après elle.  
 « Mais quand le bien-être est rétabli, quand les disparus  
 « sont remplacés, le peuple purifié s'élève à un niveau  
 « supérieur. »

Sur ce point Seeck s'écarte de Lapouge et se rapproche davantage des vues que j'expose au chapitre XLII de ce livre. Il me semble que c'est un grand progrès dans la manière d'écrire l'histoire, si elle commence à tenir compte de ces considérations. Cependant Seeck ne fait pas le dernier pas. Ses « meilleurs » par l'extermination desquels succombe le monde antique n'apparaissent jamais que comme des supériorités individuelles au milieu de leurs compatriotes, tandis que la théorie anthropologique les considère comme les

membres d'une race supérieure. C'étaient des Aryens, c'est-à-dire des hommes du Nord arrivés en Grèce et en Italie au temps préhistoriques, qui exercèrent, comme classe privilégiée, leur domination sur les populations brunes primitives, plus faibles de caractère, et se fondirent ensuite peu à peu avec leurs sujets. Après leur épuisement, il ne resta plus que des métis de valeur moindre qui ne furent plus capables d'opposer avec succès une résistance à un nouvel afflux d'Aryens s'avancant vers le Sud. Cette façon de voir se répandra certainement de plus en plus et s'introduira dans l'histoire.

Si nous appliquons cette notion à nous-mêmes et à nos voisins, nous trouvons que l'élément Aryen, dans l'Europe centrale, depuis le commencement du moyen âge, est en voie de diminution. Les causes qui ont amené cette sélection régressive ont été exposées page 188. En Allemagne, du moins au Sud, les dolichocéphales blonds, de haute taille, aux yeux bleus, ne forment plus qu'une portion infinitésimale de la population totale : en Bade 1,2 0/0. Ils ne suffisent même plus au recrutement des classes supérieures, et c'est en tout cas une des causes pour lesquelles nous avons trouvé parmi les lycéens (*gymnasiasten*) des classes supérieures une plus forte proportion de dolichocéphales, mais en même temps un nombre surprenant de bruns, et, parmi les candidats au certificat pour le volontariat d'un an qui se destinent au commerce ou à l'industrie, beaucoup de blonds, mais en majorité brachycéphales. Il pourrait y avoir une autre cause qui faciliterait l'accès des classes supérieures aux métis, présentant une certaine combinaison de caractères : ce serait que l'association de certaines qualités physiques de deux races différentes eût des effets heureux, comme cela a été expliqué page 26. Mais il ne s'agit là que de combinaisons tout à fait définies et sélectionnées, tandis que la grande majorité des

métis est inférieure en aptitude aux races composantes et de valeur nulle ou à peu près.

Dans la masse du peuple, les types purs et les métis qui s'en rapprochent sont naturellement beaucoup plus rares que dans les classes supérieures, et ce phénomène peut être rapproché de la décadence si souvent déplorée de la pensée et du sentiment chez les Allemands. Les éléments Germaniques ont été soumis chez nous, depuis le commencement du moyen âge, à une usure impitoyable, tandis que les éléments étrangers, attachés à la glèbe, ont pu se multiplier tranquillement. C'est pourquoi les premiers n'apparaissent plus que comme des récifs isolés au milieu des flots. Il faut se bien représenter cette sélection régressive pour comprendre les bases psychologiques de la philosophie de Nietzsche. L'auteur de *Zarathustra* a senti très profondément l'abîme qui existe entre sa façon de penser et de sentir et celle de la masse. Mais tout cela importe peu. Que les classes supérieures à l'origine soient ou non de souche étrangère, cela est indifférent pour l'appréciation de leurs devoirs sociaux. Elles sont aujourd'hui rattachées à la nation par mille liens du sang et de l'histoire et lui doivent amour, direction et protection. Ses origines plus nobles ne doivent se révéler que par une pratique plus sévère des sentiments altruistes.

Chez les Russes, l'élément aryen (Slaves, et en nombre moindre Germains) fut dès l'origine plus faiblement représenté que chez nous Allemands; toutefois, à l'heure actuelle, grâce à la constitution politique particulière de la Russie, il y exerce une bien plus grande influence que chez nous. En France, l'élément Aryen, comme M. de Lapouge, l'a démontré de façon concluante, a été plusieurs fois décimé et plusieurs fois renouvelé (*Celtes, Franks, Burgundes, Goths*). Pour le

moment, il est tout à fait fondu dans la masse et sans influence. Le facteur décisif en France, c'est la masse brachycéphale.

L'immigration des Aryens par le Nord (p. 217) fournit la clé de la situation présente de l'Europe. C'est dans le centre du courant de migration dirigé vers le Sud que l'élément Aryen était le plus puissant et s'est mêlé le moins aux races étrangères, et c'est là encore qu'il se maintient aujourd'hui en proportion plus considérable que chez les peuples voisins continentaux. Ce centre, c'est l'Allemagne. Sur les bords, le courant migrateur s'est fondu parmi les masses brachycéphales avoisinantes, et la sélection régressive y a rétabli approximativement les types primitifs. C'est le cas pour la France et la Russie. Nous comprenons maintenant comment il se fait que nous autres Allemands nous nous enfonçons comme un coin entre nos deux rivaux, et que nous soyons forcés de leur tenir tête des deux côtés.

Les migrations brachycéphales sont dirigées de l'est à l'ouest : elles amènent une population ouvrière russe et polonaise de valeur inférieure dans nos provinces orientales, ce qui nous menace pour l'avenir de difficultés sur les régions frontières. Du côté de l'ouest nous fournissons à la France des métis de la meilleure sorte qui s'y font naturaliser et contribuent ainsi à la prospérité d'une nation rivale : sans cet apport, la diminution de la natalité et l'épuisement des forces nationales en France seraient encore bien plus manifestes.

On ne pourra pas affirmer que ce soit là une situation très consolante pour nous Allemands. Pour plus de détails, je renvoie à la II<sup>e</sup> partie de cet ouvrage, et particulièrement au chapitre LI.

---

## XXXIII

### RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Nous nous arrêtons ici pour jeter un coup d'œil sur le chemin parcouru et respirer en vue de l'étape qui nous reste à fournir. Quel mécanisme admirablement ajusté nous ont révélé les considérations qui précèdent! Quel chef-d'œuvre que cet ordre social si souvent décrié! Que nous sommes peu de chose devant un mécanisme qui répond simultanément à des besoins si multiples, et combien ses imperfections elles-mêmes sont insignifiantes aux yeux d'un critique équitable.

Les vrais moteurs dans le monde animal sont des mouvements impulsifs, des instincts. Par suite de la sélection naturelle, les instincts sont exactement adaptés aux conditions extérieures. En quoi consistent-ils au juste, l'état actuel de l'anatomie et de la physiologie ne permet pas de le dire; ce qui peut être considéré comme sûr, c'est qu'ils ont leur siège dans des cellules cérébrales d'une constitution chimique et organique particulière, et que, par leur nature, ils tendent soit spontanément, soit par une impulsion extérieure à l'accomplissement de certaines fonctions. La satisfaction de ces fonctions provoque le plaisir, leur non-satisfaction, la souffrance. Les observations de Galton (ch. IX), sur les instincts sociaux des buffles du Damara

nous fournissent un des plus remarquables exemples de l'adaptation des instincts dans le monde animal.

L'homme aussi a ses mouvements impulsifs et ses instincts innés et soumis à l'hérédité. Cette hypothèse nous rend intelligibles les justes observations de Schulze-Gavernitz, observations qui lui semblent à lui-même remplies d'énigmes : « Chez la majorité des hommes, les actes ne  
« sont pas en rapport nécessaire avec les convictions théo-  
« riques ; ils en sont plutôt indépendants et dominés par  
« des motifs hérités et acquis par éducation. Ainsi, dans notre  
« siècle d'individualisme, des mobiles tout à fait inexplic-  
« cables à ce point de vue, ont gardé une influence : la reli-  
« giosité et le loyalisme qui, de toute antiquité, soutiennent  
« la société ; la notion récente chez les ouvriers de leur  
« existence comme classe, et l'idée de nationalité. » Ce sont  
justement des instincts hérités. Schulze-Gavernitz trouve  
que peu d'hommes seulement, parmi lesquels il compte  
Carlyle, sont aptes à s'élever au-dessus des idées cour-  
rantes de leur siècle. Mais Carlyle était doué aussi d'un  
instinct social très puissant.

La vie sociale, dans la nature, n'est pas une fin en elle-même, mais une institution utilitaire qui assure à l'espèce animale intéressée la sécurité et le bien-être au sens le plus large. Grâce à la vie sociale, les instincts sociaux ou altruistes des individus sont de plus en plus développés au moyen de la sélection naturelle. A côté des instincts altruistes, l'instinct de conservation, ou l'égoïsme, reste indispensable ; car, s'il disparaissait tout entier, tous les individus se sacrifieraient complètement les uns pour les autres ou pour la société, et l'organisation sociale manquerait son but. Nous aurions alors la contradiction suivante :

1° La société est faite en vue de mieux assurer la conservation de l'espèce ;

2° Les exigences de la société entraînent l'anéantissement de l'espèce.

C'est pour cela que l'instinct de conservation n'est pas un instinct dont il y ait lieu de rougir, car il trouve sa justification même dans la vie sociale, tant qu'il ne cause pas plus de mal que de bien; la limite est souvent difficile à établir rationnellement, mais elle est fixée automatiquement par la sélection naturelle.

Puisque la vie sociale repose sur des compromis, il est facile de comprendre qu'elle enlève aux individus une portion de leur liberté et qu'il en résulte souvent pour les instincts égoïstes une sensation d'oppression. Tandis que, pour l'homme cultivé, les avantages de la vie civilisée ne s'obtiennent qu'au prix du renoncement à l'indépendance individuelle, et qu'il tâche de s'accommoder dignement de l'inévitable, l'individu sans culture ne songe qu'à exercer sa rage contre n'importe quoi ou à découvrir quelque nouvelle organisation politique, tirée de son imagination sur le modèle du pays de cocagne. Prêter appui à ces folles idées prolétariennes ne saurait, dans aucun cas, être avantageux. « Au contraire, il s'agirait précisément, comme le dit E. de Hartmann, dans son livre intitulé : *Das sittliche Bewusstsein*, de bien pénétrer tous les hommes de cette conviction que leur devoir consiste non pas à conquérir la liberté, mais à se mettre d'accord en vue d'une servitude rationnelle. »

D'après J.-J. Rousseau et d'autres philosophes du siècle précédent, la vie sociale se serait formée de la façon suivante : les hommes, jusqu'alors isolés, se seraient un jour réunis et, dans une discussion parlementaire, auraient fixé

leurs droits et leurs devoirs réciproques sur le pied de la plus parfaite égalité ; puis, au cours des temps, les violents auraient asservis les bons et les doux, et le *contrat social* devrait être rétabli aujourd'hui dans sa pureté et sa justice originales. Cette théorie ne peut que faire sourire quiconque s'est fait une idée du devenir progressif, inconscient, de la vie sociale dans le monde animal et humain.

L'ordre social humain repose sur la division du travail et sur la différenciation des individus, dont les capacités de rendement sont adaptées aux différentes tâches. Pour cette raison, l'ordre social humain occupe de beaucoup le rang plus élevé parmi les différentes formes de sociétés qu'on rencontre dans la nature. Des institutions variées et répondant à des buts particuliers servent à porter, au moyen de la sélection naturelle, les individus au poste qui leur convient et à rapprocher par là le plus possible la société d'une forme idéale. Nous avons trouvé une raison à ce fait admis que, dans la plupart des cas, l'homme qu'il faut est à la place qui lui convient et que la place qu'il faut revient à l'homme qui y convient. Des exceptions peuvent se produire, mais elles ne sont vraisemblablement pas nombreuses, parce que, d'un côté, les examens et les épreuves imposées laisseraient difficilement passer un indigne, et que, de l'autre, les occasions d'avancer sont assez fréquentes pour ceux qui font preuve de capacité. Nous avons appris à connaître les différentes formes de la concurrence, et là encore nous avons dû admirer leur merveilleuse adaptation aux buts sociaux. La justice nous est apparue sous un aspect qui, jusqu'à présent, n'a pas été suffisamment remarqué, à savoir comme un instrument de sélection naturelle, en vue de l'élimination d'individus dont le caractère est ainsi fait, que leur conduite est en antagonisme avec les fins sociales.

Mais ce n'est pas tout : nous avons vu quelles lois mathématiques régissent la rencontre des aptitudes psychiques diverses dans les individus. Chez quelques-uns seulement, relativement peu nombreux, toutes les facultés psychiques peuvent se trouver réunies à un si haut degré qu'il en résulte du talent et du génie. L'existence de ces individus est un trésor pour la société tout entière, qui se compose en majorité de masses moyennement bonnes et qui a intérêt à tirer parti, pour le bien commun, des dons heureux des sujets supérieurs. Ce n'est pas dans leur propre intérêt qu'ils sont appelés à la direction de la collectivité, mais en vertu des lois fondamentales de la division du travail et de l'inégalité des hommes.

Il serait faux d'admettre qu'une partie de la société existât uniquement pour l'autre. Les classes cultivées et la masse réunies ne forment qu'un tout, et seule leur solidarité organique rend possible le fonctionnement régulier de la machine sociale. Nous avons aussi signalé cette croyance erronée que beaucoup de talents soient mis par l'ordre social actuel dans l'impossibilité d'arriver à la situation qui leur est due. Dans les cas de ce genre, il s'agit, la plupart du temps, d'aptitudes unilatérales qui éblouissent au premier coup d'œil, mais qui ne peuvent fournir aucun résultat durable. Que l'ordre social refuse à de tels individus les hautes situations, ce n'est pas un mal, mais un avantage. Parmi les individus doués dysharmoniquement se placent certains écrivains socialistes, qui joignent à leur talent d'exposition une stupéfiante faiblesse de jugement, ainsi que les politiciens chez lesquels les fausses abstractions se mettent en travers du sens commun.

Ce qui nous a paru presque plus merveilleux encore que la sélection naturelle chez l'homme, c'est que l'ordre social

possède des institutions, par lesquelles, à l'insu des intéressés s'opère une sorte de triage naturel des individus sélectionnés. Si quelqu'un contestait que telle fût la fonction des classes sociales, je lui demanderais comment et où se manifeste la sélection naturelle chez l'homme, sinon là. Il est tout simple pour le penseur familiarisé avec les sciences naturelles qu'un être aussi développé que l'homme civilisé ne puisse être que le résultat de la sélection naturelle, et qu'il doive y rester soumis sans interruption pour maintenir le niveau atteint. Jusqu'à présent on n'avait pas réussi à démontrer le jeu de la sélection naturelle, de sorte qu'on aurait pu croire que l'homme faisait seule exception parmi les êtres vivants. Il est impossible que cela soit, et nous sommes autorisés à considérer la formation des classes sociales comme le moyen par lequel s'accomplit le processus naturel en question.

Nous avons vu comment les individus qui ont fait leurs preuves par la concurrence se marient entre égaux, grâce à l'existence des classes, et ce qu'il advient de leur postérité. Les enfants sont isolés de la masse, entourés de soins plus attentifs, admis à une éducation plus soignée. Les tentatives de sélection n'aboutissent pas toujours au succès, mais on est patient pour une génération manquée, car à la suivante les qualités heureuses peuvent de nouveau sortir de leur état latent. S'il n'en est pas ainsi, la tentative est abandonnée, et les individus intéressés retournent à des situations inférieures, ou, la plupart du temps, disparaissent complètement. Au contraire les individus qui réussissent sont employés immédiatement dans les postes auxquels ils se révèlent aptes. Ils sont mieux nourris et mis à l'abri des soucis matériels, pour qu'ils puissent remplir leur tâche.

En règle générale, le talent a besoin au moins de deux

ou trois générations pour arriver à un niveau qui sorte de l'ordinaire, car il est rare que du premier coup des parents moyennement doués réunissent toutes les qualités dont la combinaison produit un talent remarquable. Les talents supérieurs sont le résultat d'une heureuse accumulation de qualités pendant deux générations. Il arrive très rarement qu'à la troisième génération le même hasard heureux se reproduise dans la même famille, et qu'un véritable génie soit produit. D'habitude, la troisième génération, par suite d'une association moins favorable de qualités, révèle un recul dans les aptitudes, et à la quatrième génération il ne se produit que rarement un nouvel essor. L'expérience enseigne que les aptitudes mettent deux ou trois générations à descendre jusqu'à la moyenne, ou même au-dessous, tout comme l'ascension d'une famille s'effectue en deux ou trois générations.

Par une coïncidence caractéristique, c'est aussi dans l'intervalle de deux ou trois générations en moyenne que s'épuise la santé des familles appelées aux hautes situations : la disparition du talent est simultanée à l'épuisement physique. Ce fait nous aide à comprendre pour quoi nous rencontrons si rarement des familles déchues. Celui qui ne sait pas se maintenir au niveau social une fois atteint n'est pas non plus en état de se plier à des conditions d'existence plus rudes ni au travail manuel, et disparaît complètement, et cela d'autant plus sûrement que l'aptitude intellectuelle et l'énergie physique manquent le plus souvent en même temps.

Pour ces raisons, nous nous sommes convaincus que la formation des classes est une institution non pas régressive, mais au contraire exceptionnellement progressive, et que nous serions beaucoup plus pauvres en esprits supérieurs si

les classes n'existaient pas, et si les individus se mariaient sans tenir compte des situations sociales (Panmixie). Mais les classes ne doivent pas être des castes séparées par d'infranchissables barrières. Il faut que continuellement un sang nouveau soit infusé dans les classes supérieures, au moyen d'individus venus des classes inférieures, bien doués et ayant fait leurs preuves : autrement les classes supérieures disparaîtraient. L'entraînement exclusif de l'intelligence généralement associé à la négligence des règles salutaires de l'hygiène use impitoyablement les classes supérieures et les exigences sociales ne leur permettent qu'une natalité limitée. Si le développement de l'intelligence est poussée jusqu'à la dernière limite possible, sans avoir égard aux conséquences fâcheuses généralement ignorées, cela tient à la lutte pour l'existence qui exige la tension de toutes les énergies. Le suicide inconscient des individus placés dans les postes supérieurs fournit une preuve convaincante de ce qu'ils jouissent d'une situation privilégiée non pas pour leur plaisir, mais dans l'intérêt de l'espèce et pour le plus grand bien de la société.

Si donc, à la rubrique « suppression des classes », on attache ce sens qu'il ne doit plus exister de classes sociales distinctes, on peut se tranquilliser, car l'humanité, grâce à son instinct, ne se résignera pas à un tel préjudice. Ou bien elle devrait se spiritualiser jusqu'au point de vivre de l'air du temps et de pouvoir cueillir les enfants tout élevés sous les feuilles de choux, sans plus avoir à s'en occuper. Tout d'abord, il faut ne pas oublier que dans le parti socialiste il s'est déjà formé, en contradiction avec la théorie, une classe privilégiée, celle des chefs du parti.

La quadruple signification de l'existence des classes sociales a été déduite dans ce livre de lois d'une application géné-

rale. C'est ce qui exclue l'objection élevée par quelques critiques contre mon livre *Die natürliche Auslese*, à savoir que les mensurations y sont nombreuses, mais prises dans une région trop limitée, pour comporter des conclusions si étendues et laisser espérer des vérifications ultérieures. Ces mensurations servent seulement de base à ce que j'ai dit de la composition anthropologique des classes, à savoir que parmi les urbains on trouve plus de dolichocéphales que parmi les ruraux, et que les membres de la classe cultivée sont le plus souvent dolichocéphales. Il est exact que ces faits m'ont suggéré les premiers l'idée de la formation des classes sociales par la sélection naturelle. Mais, après cette preuve, une démonstration plus générale s'est présentée d'elle-même. Il faut justement se féliciter d'avoir une heureuse inspiration et de ne pas pouvoir en fixer d'avance la portée. Si on laisse complètement de côté la différenciation anthropologique des classes, celles-ci ne perdent rien de leur importance sociale; ces mensurations n'ont plus alors que le caractère de preuves accessoires. Depuis, à mon instigation, des calculs ont été entrepris en Suisse, en France, en Italie, en Espagne et aux États-Unis, qui confirment soit directement, soit indirectement, les faits anthropologiques établis pour le Grand-Duché de Bade (comparez Closson, Livi, Pullé, Muffang, etc.)<sup>1</sup>.

Pour assurer le recrutement des classes supérieures continuellement décimées, il faut que la société possède en réserve un nombre suffisant d'individus vivant des conditions d'existence saines et simples, ayant un grand nombre d'enfants et leur transmettant leurs facultés latentes. Ces individus sont les paysans. En mettant de côté les causes

<sup>1</sup> Voir surtout le grand ouvrage de M. AMMON lui-même, *Zur Anthropologie der Badener*, Iéna, Fischer, 1899.

particulières de destruction, des familles rurales peuvent rester attachées au sol pendant d'innombrables générations et consacrer leur excédent de naissance à des fins sociales générales. L'élaboration et l'adéquation des individus saisis par le courant de population a lieu dans les villes, d'une façon qui semble avoir été imaginée exprès, et tout cela se fait sans que les intéressés s'en doutent le moins du monde.

Les immigrants à leur arrivée dans la ville sont employés dans des situations inférieures, mais où ils reçoivent des excitations psychiques nouvelles et, en outre, une nourriture plus riche. Les deux causes agissent dans le même sens pour aboutir à une plus grande activité des processus physiologiques et psychologiques chez les individus. Chez les uns, toutes les bonnes qualités jusqu'alors latentes sont mises subitement en évidence; chez les autres, les bonnes et les mauvaises se font à peu près équilibre, et chez les troisièmes tous les mauvais instincts se déchaînent sans être entravés. Naturellement les limites entre ces trois catégories ne sont pas absolument tranchées. La séparation spontanée des classes dans l'intervalle moyen de deux ou trois générations; l'amélioration progressive de l'alimentation et du bien-être des individus bien doués qui s'élèvent; les criblages répétés auxquels ils sont soumis; l'élévation des plus remarquables aux situations dirigeantes dans la société et dans l'Etat; et d'autre part l'enlisement de plus en plus profond des individus manqués et leur chute définitive, après des efforts désespérés, dans la misère matérielle et dans la dégradation morale, tout cela ressemble presque à une fantaisie, à un roman social, et ce n'est cependant que la pure réalité. Mais la vie elle-même est le plus incomparable des poètes.

En dernière analyse, il y a corrélation entre l'excès

de natalité chez les paysans et la surmortalité des classes supérieures. Les premières portent la fécondité jusqu'à l'extrême limite du possible; les secondes, par contre-coup, c'est-à-dire par suite de la lutte pour l'existence, sont poussées à la limite supérieure possible du développement intellectuel et peu à peu anéanties par suite de cette tension exclusive et excessive.

Cet ordre social, si merveilleusement adapté aux besoins, n'est pas l'invention d'un génie supérieur, ni même d'une assemblée législative éclairée : il est l'œuvre, formée peu à peu et continuellement améliorée, de nombreuses générations qui y ont travaillé inconsciemment.

Notre admiration pour ce mécanisme qui, dans l'ensemble, fonctionne avec précision, ne doit pas nous faire supposer à tort qu'il soit destiné désormais à rester toujours immuable. Ce serait la négation même de l'évolution humaine. Les époques antérieures ont continuellement travaillé à l'améliorer, et nous devons de même exercer notre activité réformatrice. Grâce aux modifications qui se succèdent sans interruption dans les conditions extérieures de l'existence, certains organes de l'ordre social sortent de l'adaptation et doivent être sans cesse transformés à nouveau. Nos ancêtres s'attaquaient à l'ouvrage de façon purement empirique et se contentaient d'améliorer les institutions surannées ou d'en créer d'autres dont ils espéraient qu'elles répondraient mieux aux conditions nouvelles. Aujourd'hui, nous allons beaucoup plus loin, et nous prétendons refaire en grand la société, à un point de vue théorique. La tendance est très louable, car les replâtrages ne valent pas grand'chose, mais c'est à la condition qu'on soit bien réellement en mesure d'établir une machine nouvelle capable d'un meilleur rendement. Dans tous les cas, il faut prendre comme

point de départ des théories exactes, autrement l'activité réformatrice peut devenir, au lieu d'utile, dangereuse. Dans la seconde partie, nous soumettrons à la critique la nécessité des réformes dans l'ordre social et les améliorations proposées, et nous aurons à faire des applications pratiques variées de notre théorie anthroposociologique.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### APPLICATIONS PRATIQUES DE LA THÉORIE SOCIALE FONDÉE SUR LES SCIENCES NATURELLES

---

#### XXXIV

##### LA NÉCESSITÉ DES RÉFORMES DANS L'ORDRE SOCIAL

La nécessité des réformes dans l'ordre social est fondée sur les continuelles modifications qui se produisent dans les conditions extérieures de l'existence. Si nous considérons la situation de l'Allemagne pendant ces trente dernières années, nous nous trouvons en présence de transformations survenues dans les conditions d'existence par suite de causes politiques, économiques, techniques et autres. Le développement politique des Etats voisins a forcé la Prusse à prendre l'initiative de résoudre la question de la constitution allemande : car les forces dispersées devait finalement aboutir à l'unité politique, à moins que le peuple allemand ne voulût s'exposer à subir le même sort que la Pologne. Le rétablissement de l'Empire, entrepris en 1866, et achevé en 1871, a déterminé un mouvement extraordinaire dans toutes les branches de l'activité humaine. Sans la puissance politique ainsi conquise, il ne serait pas concevable qu'aujourd'hui, en Allemagne, il y ait place pour 25 0/0

d'habitants de plus qu'en 1870. L'unité a introduit en même temps le suffrage universel pour les élections au Reichstag et a entraîné par là toute une série d'autres modifications.

Les changements dans les conditions d'existence ont été aussi déterminés partiellement par les facteurs économiques. Il faut noter ici l'extension des grandes entreprises capitalistes et la concurrence des blés étrangers, avec sa répercussion sur la situation économique de la classe rurale. Des progrès techniques ont également exercé une action modificatrice : par exemple le perfectionnement du machinisme, l'extension des voies ferrées et l'accroissement rendu possible ainsi du mouvement des voyageurs et du transit des marchandises.

En outre, les mesures législatives dérivant d'un principe quelconque, sur la liberté des mariages, sur la liberté d'émigration, sur l'organisation de l'assistance publique (*Unterstützungswohnsitz*) ont exercé une influence très profonde.

Enfin le seul accroissement numérique des hommes suffit à produire un bouleversement dans les rapports sociaux. La population s'accroît sans interruption, et, en conséquence, l'élément industriel prend peu à peu la majorité sur l'élément rural, et le caractère social de l'Allemagne est transformé de fond en comble.

Ces causes, et d'autres encore, ont fait sortir l'ordre social de l'adaptation, et, pour rétablir l'adaptation, il a fallu une activité réformatrice ininterrompue sur le terrain social. Des réformes sont introduites par des propositions de lois, dont l'opinion publique s'empare et qu'elle approfondit jusqu'à ce que l'une d'entre elles ait conquis un assez grand nombre de cerveaux, pour pouvoir être réalisée par une mesure législative. Si notre époque est particulièrement riche en projets de ce genre, la cause en est probablement que

jamais les transformations dans les conditions d'existence ne se sont succédées avec plus de rapidité. Toutes les causes mentionnées plus haut ont agi simultanément, et il en est résulté un grand trouble. Par suite de leur ignorance des bases naturelles de l'ordre social, les réformateurs confondent fréquemment entre eux des effets de causes distinctes et, par exemple, attribuent souvent au *capitalisme* un malaise dont il serait beaucoup plus exact de chercher la cause dans l'accroissement numérique exagéré des couches inférieures de la population.

Ce livre serait incomplet s'il ne contenait pas une revue critique des réformes les plus importantes, les unes tout récemment mises en vigueur et les autres encore en discussion. Toutefois leur nombre est tellement considérable qu'il ne me paraît pas possible dans le cadre que je me suis fixé de les exposer de façon à épuiser les questions. De ce qui précède, nous pouvons toutefois tirer un critérium, d'après lequel nous jugerons les propositions de lois ; par conséquent il suffira, en beaucoup de cas, de brèves indications pour mettre le lecteur en mesure d'approfondir davantage le sujet et d'en tirer par lui-même les conclusions.

---

POINTS DE VUE GÉNÉRAUX POUR L'APPRÉCIATION  
DES RÉFORMES SOCIALES

La forme la plus idéale, parce qu'elle est la plus avantageuse, de la vie sociale, a été définie (p. 62 et suivantes) par cette formule : « l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ». La division du travail répond le plus parfaitement à sa fin, quand elle assure aux classes supérieures une influence déterminante sur la marche des événements, sans laisser cependant privées de tous droits les classes inférieures. L'usure des classes supérieures, l'excédent de natalité dans les classes inférieures (dans la mesure où cet excédent n'a pas son avenir assuré par l'émigration régulière) doivent s'équilibrer le plus possible, de façon qu'il n'y ait jamais ni raréfaction dans les premières, ni surpopulation dans les secondes.

C'est d'après ces principes simples et lumineux qu'il faut apprécier une réforme. Tout ce qui tend à rapprocher de l'idéal l'ordre social est avantageux ; tout ce qui agit en sens contraire est nuisible.

Nuisible toute institution qui oblige des hommes de talent à s'attarder dans des situations subalternes, indignes d'eux et les empêche de s'élever à une position qui leur convienne mieux. Je prie de bien remarquer que l'inconvé-

nient en question est envisagé au point de vue de l'intérêt général, et non uniquement au point de vue de l'injustice envers l'individu.

Nuisible, toute institution qui maintient dans les situations dirigeantes des personnalités incapables ou affaiblies par l'âge, comprenant mal l'intérêt général et barrant le passage à de plus capables.

Nuisible, toute mesure qui facilite, au-delà d'un certain niveau, l'élévation d'individus doués d'une façon unilatérale, dysharmonique. Il faut entendre par là tout particulièrement l'envahissement des hautes situations par des individus à la vérité sensés, judicieux, mais dénués des qualités de caractère nécessaires; et aussi l'élévation, au-dessus d'un certain niveau, de gens honnêtes, mais à vues subalternes.

Nuisible, toute organisation scolaire qui opprime la vivacité du talent sous un fatras scolastique démodé et ne développe pas les qualités intellectuelles disponibles; nuisibles, tous les examens qui fondent sur la connaissance des langues anciennes la sélection naturelle de sujets doués pour le commerce, les sciences naturelles ou appliquées.

Nuisible, toute institution qui étouffe la concurrence et, par conséquent, entrave le plein épanouissement des réserves d'énergie disponible. Une situation matérielle qui ferait de tous les hommes des satisfaits serait le commencement de la décadence sociale.

Nuisible, toute institution qui assure aux classes dirigeantes une telle prépondérance politique, qu'elles ne considèrent les masses qu'avec mépris et confondent leur intérêt de classe particulier avec l'intérêt social général.

Mais une chose également nuisible est le déplacement du centre de gravité politique du côté des couches sociales inférieures, dénuées des lumières nécessaires pour prendre

de correctes décisions. Nuisible aussi cette idée que l'intérêt social général se confond avec les intérêts du prolétariat, comme si le prolétariat était le seul *vrai* peuple.

Nuisibles, toutes les mesures qui abaissent la situation économique des classes supérieures au point que la préoccupation du pain quotidien les détourne de leur liberté d'action dans l'intérêt de la société; nuisibles également toutes les mesures qui portent préjudice à l'indépendance de la classe bourgeoise moyenne; nuisibles, toutes celles qui barrent à l'ouvrier de mérite la route de l'affranchissement; nuisibles enfin, à un haut degré, toutes celles qui accélèrent l'endettement et la dépossession de la classe rurale, inépuisable réservoir d'hommes pour le recrutement de toutes les autres classes sociales.

Nuisibles, toutes les dispositions qui accroissent le surmenage intellectuel des classes supérieures, et leur rendent difficile la fondation d'une famille et particulièrement l'éducation des enfants; nuisibles, toutes celles qui facilitent aux prolétaires les mariages prématurés et la procréation d'une postérité trop nombreuse.

Nuisible, toute tentative en vue d'une division des classes sociales à la façon des castes: mais nuisible également la méconnaissance des limites fixées par la nature et sanctionnées par l'instinct humain pour empêcher les mélanges désordonnés.

Nuisible, tout affaiblissement du sentiment patriotique; nuisible, tout ce qui diminue l'action vigoureuse d'une politique nationale; nuisibles tout particulièrement, les rêveries cosmopolites, l'idée d'une fraternité internationale des classes, les aspirations à la paix universelle avec l'abandon des intérêts nationaux pour condition.

L'énumération pourrait continuer longtemps encore. Pour

beaucoup de cas, le lecteur a déjà découvert où je veux en venir. Mais c'est seulement dans des cas particuliers, et non pas dans tous à la fois, qu'il est facile de désigner telle ou telle mesure déterminée, telle ou telle institution comme avantageuse ou nuisible, comme sociale ou antisociale. Dans un grand nombre de cas, les avantages et les inconvénients sont si indissolublement amalgamés et confondus que l'on se voit réduit à un compromis ou à un moyen terme. C'est surtout à l'usage qu'on sait définitivement si les avantages ou les inconvénients l'emportent. Il y a des gens qui, en se rapportant à un critérium familial, ont une conviction toute prête pour les cas les plus embrouillés. Une telle méthode est tout le contraire de la recherche scientifique qui part des faits d'expérience et ne s'avance qu'avec précaution; elle ne mérite pas attention.

---

On entend souvent dire d'une institution qu'elle est vieillie ou qu'elle est une survivance. En fait, une institution qui subsiste longtemps sera toujours exposée au danger de ne plus être adaptée à des conditions extérieures transformées, par conséquent il faudra qu'elle soit éliminée, parce que son maintien agirait dans un sens funeste et antisocial. Il y a cependant lieu de faire une restriction importante. Des institutions établies, il y a cent ans ou plus, peuvent, dans le présent, sortir de l'adaptation ; mais de très anciennes institutions qui ont survécu à toutes les transformations, et qui ont démontré d'une façon continue leur utilité, ne devraient pas être sacrifiées sans y regarder de plus près. Il n'y a, en effet, aucune probabilité pour que des institutions maintenues si longtemps cessent tout à coup d'être adaptées ; il faut bien plutôt admettre que l'inconvénient n'est que supposé et repose simplement sur une interprétation fautive, sur des vues inexactes. Tel est le cas par exemple, pour la famille, pour la distinction des classes, pour la constitution monarchique, etc., etc. Ces institutions, à un examen approfondi, paraissent, malgré leur antiquité, agir dans un sens surtout favorable et avoir encore devant elles un long avenir. Elles font partie des fondements naturels de l'ordre

social et ont passé plus d'une fois à l'épreuve du feu ; d'où leur adaptation persistante.

Au contraire les institutions tout à fait récentes sont rarement réussies dans toutes leurs parties, parce que la faiblesse humaine ne permet pas, dans une réforme législative, d'atteindre du premier coup la perfection. C'est seulement après la seconde amélioration qu'une mesure réformatrice commence à répondre aux besoins d'une façon satisfaisante, et c'est peu à peu qu'elle atteint le maximum d'adaptation. Mais cet état n'est pas durable, parce que la transformation des besoins se poursuit après que l'institution est devenue immobile. Nous devons donc accueillir avec égard les institutions nouvelles qui se sont acclimatées ; pour les institutions tout à fait nouvelles et pour les surannées, nous devons toutefois signaler les améliorations nécessaires.

Il résulte de cet exposé que les institutions tout à fait anciennes et un peu nouvelles sont généralement bonnes ; que les institutions tout à fait nouvelles ou un peu anciennes ne sont pas bonnes.

Le suffrage universel n'a subi aucune revision depuis ses trente années d'existence, et cette circonstance ne prouve pas précisément qu'il soit une institution avantageuse. Au contraire, s'il avait été amendé une ou deux fois, on serait plus sûr qu'il représente une institution avantageuse.

A vrai dire, une institution n'est pas bonne simplement parce qu'elle est ancienne, comme se l'imaginent les conservateurs intransigeants. Elle ne mérite d'être maintenue qu'autant qu'elle est avantageuse. Un conservatisme intelligent, basé sur la science moderne, aurait un champ fécond d'activité. C'est à lui que reviendrait la mission d'éclairer la société sur les superstitions scientifiques des socialistes-démocrates et autres. Les axiomes de ces partis

politiques, que tout progrès signifie amélioration, que *le bien* finit toujours par triompher, que le renversement de toutes les barrières transmises par le passé est l'essentiel d'une politique bienfaisante, reposent sur des superstitions. Les sciences naturelles nous apprennent que le progrès, c'est-à-dire le perfectionnement de l'adaptation, s'achète parfois au prix d'une régression, d'un abaissement du niveau d'abord atteint, et que ce ne sont pas toujours les sujets supérieurs au moral, mais au contraire, les moins bons, mieux adaptés, qui restent victorieux; finalement que les barrières en question peuvent être non pas des obstacles, mais des auxiliaires pour la réalisation de la vie sociale et d'une civilisation supérieure.

Le principe de l'égalité a pris sa source dans la noblesse, comme l'a démontré H. Riehl dans son *Histoire naturelle du peuple*<sup>1</sup>, et il n'a été étendu à tous les hommes que grâce aux idées de la Révolution française. Mais l'égalité aristocratique est tout autre chose que l'égalité démocratique. Celle-là est fermée par en bas à la pénétration des éléments discordants : « Chacun doit être autant que l'autre; aucun ne doit être moins. » L'égalité démocratique est limitée par en haut : chacun doit être aussi peu qu'un autre, aucun ne doit être plus; celui qui l'emporte en esprit et en caractère doit être supprimé, pour que le principe ne soit pas compromis. Cette égalité de tous les hommes est une folie dangereuse qui ne vaut pas mieux parce qu'elle s'affuble d'une apparence scientifique. Le comique, c'est que ses apôtres le prennent de haut dans leurs explications et bafouent les superstitions religieuses. Quand on rit d'autrui, il faut faire attention derrière soi.

<sup>1</sup> RIEHL, *Naturgeschichte des Volkes*, Stuttgart, 1854-1855.

Par bonheur, les partisans de l'égalité démocratique se chargent de réduire le principe à l'absurde, en se plaignant continuellement de ce que les masses populaires ne veulent rien comprendre à leur doctrine de salut. Il est étonnant, en effet, qu'ils ne remarquent pas cette antinomie dans leurs affirmations :

1° Tous les hommes sont égaux;

2° Il y a pourtant des imbéciles qui n'arrivent pas à le comprendre.

De la proposition 2 découle, à mon avis, cette conclusion logique irréfutable :

3° Par conséquent, tous les hommes ne sont pas égaux; par conséquent la première proposition est fausse.

---

La répartition de l'influence des différentes classes sociales sur la marche des affaires générales est un des plus difficiles problèmes de la politique. Que les classes supérieures qui représentent le talent, la culture et la richesse doivent être employées à la direction de la société, cela se comprend de soi. Mais leur puissance ne doit pas être illimitée, parce qu'autrement l'égoïsme avoué ou latent, inné dans tous les hommes, prendrait chez eux le dessus et les entraînerait à exploiter l'Etat au profit de leurs intérêts de classe. D'autre part, leur influence ne doit pas être trop limitée par celle des classes inférieures, parce que leur intelligence et leur expérience pratique seraient paralysées, et que les inconvénients en rejailliraient sur la société tout entière. En outre, les classes dirigeantes doivent jouir sans condition des avantages que nous avons développés aux chapitres XXIV et XXV.

Si les droits de ces deux classes sociales sont exactement limités, en cas de conflit entre eux, la classe bourgeoise moyenne fera pencher la balance du côté qu'elle voudra, et cela est extrêmement utile, parce que la classe moyenne est assez rapprochée des deux autres pour comprendre leurs aspirations et pour ajourner, au nom du simple bon

sens, les plans trop aventureux de l'un ou de l'autre parti, ou pour les élaguer de façon qu'ils puissent provisoirement être acceptés de tout le monde.

Etant donné le caractère aphoristique de cette exposition, je ne saurais passer en revue tous les systèmes constitutionnels qui ont existé ou qui pourraient exister dans le monde. Je pars simplement de ce qui est. Puis le danger d'empiètements de la part des classes supérieures me semble actuellement trop éloigné pour qu'il soit besoin de s'en inquiéter. Par le suffrage universel au Reichstag, l'Allemagne est placée dans cette situation, que les classes inférieures, par la force du nombre, possèdent presque tout le pouvoir, et il s'agit avant tout de conjurer les graves dangers qui en sont la conséquence.

Le suffrage universel au Reichstag constitue le principe et le point de départ de toute la politique allemande depuis 1866. Déjà Ferdinand Lassalle l'avait signalé comme la condition préalable de toutes les réformes sociales ayant pour but une amélioration du sort des classes ouvrières. Mais, en établissant la loi, tous ses partisans ne nourrissaient pas les mêmes pensées. Les ouvriers espéraient y trouver un point d'appui solide pour le renversement de l'ordre social existant. La bourgeoisie progressiste et libérale partait de principes idéalistes et voyait dans le suffrage universel l'émancipation du peuple, jusqu'alors tenu en lisière. La bourgeoisie à tendances nationalistes ne se faisait pas une idée nette de la portée de cette mesure : car, comme d'habitude ses prévisions ne portaient que peu au-delà de l'actualité immédiate. Bismarck, qui accepta le suffrage universel dans son programme réformiste fédéraliste de 1866, avait l'intention d'attirer par là de son côté non seulement les partisans des tendances unitaires précédentes avortées,

mais il espérait trouver dans une forte représentation de l'élément nationaliste au Reichstag un contrepoids désirable au parti progressiste, formaliste et avocassier qui rendait si difficile un système de gouvernement basé sur de grandes idées politiques. Les conservateurs étaient hostiles au droit de suffrage illimité, mais avaient assez de sens politique pour reconnaître quand même les avantages prépondérants de l'Empire, tandis que les progressistes, à cause de quelques exigences non satisfaites, votèrent contre : ce qui ne fut pas précisément pour eux un titre de gloire.

Les premières années qui suivirent la guerre franco-allemande ne furent pas propres à dévoiler dans toute leur étendue les effets du suffrage universel. L'émotion patriotique vibrait encore ; on avait à cœur cette doctrine que les grandes choses doivent être conçues grandement, et les partis n'avaient pas encore acquis toute leur dextérité dans l'exploitation des luttes électorales.

Mais, avec le temps, on put s'apercevoir de plus en plus clairement qu'on ne supprime pas les lois de la vie et qu'il est impossible, dans un accès d'enthousiasme idéaliste, de les transgresser.

Les élus représentent plus ou moins fidèlement les vues de leurs électeurs. Plus nous abaisserons dans la courbe de Galton la limite inférieure du droit de vote (voir p. 418), plus les individus faiblement doués et de mentalité prolétarienne y participeront. Leur grand nombre assure la majorité aux électeurs les plus arriérés et réduit au silence les gens clairvoyants. Le niveau intellectuel des élus s'abaisse avec celui des électeurs. Aucune institution n'est en contradiction plus complète avec la forme idéale de la société ni plus *antisociale* que le suffrage universel. Ce ne sont pas les plus intelligents qui, grâce à lui, décident du sort de la

collectivité, mais les plus ignorants et les plus aveugles, égarés en outre la plupart du temps par des passions violentes et notamment par leur égoïsme d'individus et de classes.

Les moyens mêmes par lesquels, pendant les périodes électorales, on spéculé sur l'approbation des électeurs, trahissent l'infériorité de ces derniers et imposent, à tout homme distingué qui sollicite un mandat de représentant, le plus grand effort sur lui-même. Aussi beaucoup d'éléments excellents se retirent de la comédie politique : c'est un fait aussi visible que regrettable. Mais le suffrage universel tend plus directement encore à éliminer toutes les personnalités marquantes. Les quelques capacités qui ornent encore notre Reichstag n'occupent, la plupart du temps, leur place que par l'erreur des électeurs qui croient avoir nommé des égaux. Aussitôt que les masses sont convaincues qu'un homme a des horizons plus vastes qu'elles ne le soupçonnaient et qu'au lieu de s'appliquer à représenter des intérêts particuliers il se règle sur les intérêts généraux, il tombe très certainement. Ce sont les députés les plus sérieux et les plus consciencieux qui sont les plus exposés à chaque renouvellement électoral. Les bavards et les braillards sont les préférés du suffrage universel, et nous avons vu sortir de l'urne des noms d'incapables, dont on considérerait l'élection comme moralement impossible.

D'ailleurs, le même phénomène s'est produit dans différents pays, et c'est la nature même du suffrage universel. Nous autres, Allemands, nous n'avons aucun motif légitime de reprocher aux Français leurs cent quatre députés panamistes, car le suffrage universel fait épanouir partout les mêmes fleurs, et ce qui nous a empêché jusqu'ici de descendre au dernier degré, ce n'est pas précisément notre moralité supérieure, mais une simple impossibilité maté-

rielle et l'absence d'occasions; nous y arriverons tout aussi bien s'il s'en présente. Pour le moment il ne nous manque plus que le vote d'indemnités parlementaires pour transformer aussi la représentation nationale en une *bonne affaire*, et pour que celle-ci passe définitivement entre les mains des agitateurs professionnels et des charlatans.

Cependant le tableau est déjà suffisamment attristant. Sans majorité stable, divisé en fractions qui poursuivent dans les sessions l'œuvre de dénigrement réciproque déjà commencée dans les élections, le Reichstag est condamné par lui-même à l'impuissance. Au milieu de la clameur des intérêts de parti et de classes s'élève parfois la voix d'un patriote prêchant dans le désert; mais ce n'est pas la réalisation des espérances qui, chez les hommes d'un meilleur sens, se rattachaient à l'idée d'un Reichstag allemand. Celui-ci devrait être uni sur toutes les questions relatives à la puissance de l'Empire; veiller jalousement au maintien de la dignité germanique dans toutes les parties du monde; garantir au gouvernement son appui en vue de la défense des intérêts allemands, imposer le respect aux puissances étrangères par son empressement à augmenter à propos nos moyens de défense sur terre et sur mer; dans les questions intérieures, être libéral et patient pour toutes les opinions patriotiques, mais ferme et impitoyable contre les révolutionnaires et les agitateurs; juger avec indépendance les mesures gouvernementales, mais se garder d'exploiter ses blâmes comme des preuves d'un courage particulier et d'un réel amour du peuple. Voilà ce que devrait faire le Reichstag; mais c'est ce qu'il ne fera jamais sous la domination du suffrage universel, parce que la plupart des discours y sont prononcés non pas en vue de la question discutée, mais en vue de la prochaine agitation électorale.

Si l'on regarde autour de soi dans une de ces réunions électorales les physionomies et l'attitude des assistants, on éprouve une impression toute particulière, et on est obligé de se dire : « Voilà donc les gens qui sont appelés à décider du sort de l'Empire allemand et de ses 52 millions d'habitants ! Ces cerveaux sont invités à examiner la difficile question de savoir si notre armée est assez forte en face de la France et de la Russie ! Ils sont tous vraiment capables de peser les forces d'action et de réaction de la politique européenne et de porter un jugement sur nos chances de succès en guerre ou en paix ! » En fait, on ne peut mieux se représenter le contresens du suffrage universel qu'en réfléchissant à tout ce qu'il exige des électeurs ou à tout ce qu'il leur met entre les mains. On est tenté d'applaudir Th. Carlyle qui définit très irrespectueusement l'extension du droit de suffrage comme « un appel à l'imbécillité, à la crédulité, à la corruption, à l'ivrognerie et à la goinfrerie ». Une bonne partie de cette formule s'applique aussi bien à l'Allemagne qu'à l'Angleterre.

Très intéressantes aussi, pour l'observateur de sang-froid, les réunions dans lesquelles au lieu de Bebel, de Liebknecht, de Vollmar, ce sont des missionnaires de deuxième ou de troisième ordre qui prennent la parole devant les ouvriers, sur les thèmes les plus ardues. Ces orateurs ambulants sont des fanatiques à moitié cultivés qui font croire à leurs auditeurs les choses les plus extraordinaires et recueillent auprès de la « verte jeunesse » (selon une expression de Bebel) une ample moisson d'applaudissements. La théorie qu'Aristote enseignait dans sa *Politique*, il y a plus de deux mille ans, à savoir que la démocratie n'est possible que là où prédomine la classe moyenne, et dégénère autrement

en ochlocratie, c'est-à-dire en domination de la populace, semble avoir échappé complètement à la conscience contemporaine.

Les premières représentations territoriales allemandes (*Landesvertretungen*) étaient nommées au suffrage indirect ou par des délégués électoraux, et cette forme de suffrage subsiste encore maintenant dans quelques États allemands. L'idée fondamentale en est *sociale* à un très haut degré et a remarquablement fait ses preuves. Les premiers électeurs doivent désigner des délégués qu'ils connaissent bien et dont ils sont à même d'apprécier les capacités et le bon sens. Ces délégués qui sont déjà à un degré au-dessus des électeurs ordinaires doivent à leur tour découvrir une personnalité supérieure par l'esprit et le caractère, qui ait les qualités nécessaires à un représentant de la nation. Ce système électoral a fourni des Chambres dans lesquelles les capacités menaient la discussion; mais, en face du suffrage universel direct, ce système ne pouvait se maintenir. Presque partout des compromis s'introduisirent. En Prusse seulement subsiste l'élection des trois classes (*Dreiklassenwahl*), tout à fait à l'avantage de la Chambre des Députés, qui constitue une représentation estimable et jouit d'une considération supérieure à celle du Reichstag. En 1897, le même système fut établi en Saxe; il a réduit le nombre des socialistes au minimum. Dans le Wurtemberg on a introduit le suffrage direct; dans le grand duché de Bade, le suffrage universel, mais indirect. La médiation des électeurs délégués n'est plus ici qu'une forme vide, puisque les candidats au Landtag sont proposés d'avance au suffrage des délégués et qu'on ne peut choisir à cet effet que des personnalités populaires pour un motif quelconque ou des notabilités locales qui promettent d'agir pour les intérêts de l'arrondissement.

C'est ainsi que la deuxième Chambre badoise, qui autrefois contenait beaucoup de noms célèbres, a atteint peu à peu son médiocre niveau actuel. Aujourd'hui le député ne doit à aucun prix en savoir plus que ses électeurs; au contraire, il doit se faire instruire par eux!

Je ne puis m'empêcher de citer aussi les heureux résultats du vote des trois classes (*Dreiklassenwahl*) dans la plupart des villes allemandes où il existe, et, à ce propos, je préfère le système badois de la division des classes d'après des fractions déterminées du nombre des électeurs au système prussien d'après des fractions égales ou approximativement égales de la somme totale des impositions.

Au fond, le dernier système est plus juste, parce qu'il cherche à adapter aux besoins de l'Etat industriel en formation l'idée juridique nationale de la répartition proportionnelle des revenus et des charges entre les classes, idée qui trouva son expression dans le droit coutumier, dès l'époque de l'ancienne monarchie franque, aussi bien que dans l'organisation des Etats de l'Empire allemand au moyen âge (comparez sur ce point R. de Gneist : *l'Idée juridique nationale des classes et le système électoral prussien des trois classes*<sup>1</sup>). La division ternaire concorde aussi avec notre théorie fondée sur les sciences naturelles. La courbe des impositions dans l'ensemble présente tout à fait la même forme que la courbe des revenus (p. 178). Elle est seulement plus étroite pour les classes inférieures, plus large pour les classes supérieures, l'art du législateur tendant à augmenter peu à peu les charges contributives des secondes, proportionnellement à leurs revenus, et à dégrever

<sup>1</sup> *Die nationale Rechtsidee von den Ständen und das preussische Dreiklassensystem*, Berlin, 1894.

les classes inférieures. Les classes de revenus et les classes d'aptitudes se superposent sinon complètement, du moins approximativement, et l'on peut bien admettre que la tripartition des charges contributives renforce, dans la mesure nécessaire, l'influence des classes supérieures d'aptitudes dans la courbe de Galton (p. 118). Ainsi la minorité hautement douée n'est plus paralysée par la masse des sujets moins bien ou faiblement doués, et c'est seulement la classe moyenne ou bourgeoise qui fait pencher la balance, situation déjà signalée comme désirable (p. 264).

Cependant la classe électorale supérieure comprend ainsi un trop petit nombre d'imposés : c'est pourquoi on a proposé en Prusse de répartir les classes non pas par parties égales, mais d'après les  $\frac{5}{12}$ , les  $\frac{4}{12}$  et les  $\frac{3}{12}$  de la somme totale des impôts, ce qui toutefois n'a pas abouti. Dans la pratique, il se pourrait que dans certaines circonscriptions électorales un grand industriel formât à lui seul toute la première classe, ce qui laisserait trop de place à l'arbitraire individuel. Une curieuse étude sur la répartition des électeurs prussiens et de leurs charges contributives dans les différentes classes a été publiée par J. JASTROW, dans le *Système des trois classes*<sup>1</sup>. Le système badois de la division d'après le nombre d'électeurs, dans la proportion de  $\frac{1}{12}$ ,  $\frac{2}{12}$  et  $\frac{9}{12}$ , système d'après lequel les classes supérieures payent en réalité beaucoup plus d'un tiers des impôts, permet d'éviter cette faute et concilie pour le mieux les exigences de la théorie et de la pratique. Toutefois il n'a de valeur ici

<sup>1</sup> *Das Dreiklassensystem*, Berlin, 1894.

que pour les élections communales, non pour les élections au Landtag, pour lesquelles tous les électeurs indistinctement élisent leurs délégués avec un égal droit de suffrage.

Les conseils municipaux représentent une somme non méprisable de bon sens et d'expérience pratique, dont, grâce au suffrage universel, il resterait à peine trace. Il faut citer comme très instructive la prudence des cités dans le choix des magistrats, des bourgmestres (adjoints) et des maires; grâce à ces précautions, la plupart des personnages municipaux sont des hommes de valeur, et de là vient essentiellement l'extraordinaire prospérité de ces communes, qui arrache à tous les observateurs étrangers, particulièrement à ceux d'Amérique, une admiration non déguisée. Qu'on leur compare les personnalités que le suffrage universel porte aux sommets, et qu'on songe au peu d'intelligence qui préside à leur choix! Aux Etats-Unis, les plus formidables fourberies des administrations municipales sont sanctionnées par les électeurs.

Une question souvent débattue, c'est la supériorité du scrutin public ou du scrutin secret. Pour des raisons de sentiments, je me déclarerais en faveur du scrutin public. Celui qui est assez pauvre et assez asservi pour ne pas oser affirmer sa façon de penser ne devrait pas être autorisé à voter; mais nous vivons dans un singulier temps, et le bulletin fermé, introduit pour la protection des gens sans indépendance, prendra bientôt une toute autre signification: il sera indispensable pour la protection des industriels et commerçants, et contre qui? Précisément contre la classe inférieure que primitivement il devait protéger. Cette classe l'emporte sur toutes les autres en intolérance et animosité, et, avec l'arme du boycottage, il y a un danger immédiat à ce que les ouvriers contrôlent les votes des

commerçants et se vengent contre les récalcitrants ou les intimident par des menaces. La question prend par là un autre aspect, et celui qui ne veut pas de la dictature du prolétariat doit être pour le scrutin secret.

Beaucoup de partisans du suffrage universel avouent l'imprévu de ses résultats; mais ils cherchent à le sauver en affirmant qu'il sert à l'éducation du peuple, parce qu'il oblige les classes cultivées à éclairer l'ensemble des électeurs sur les questions brûlantes. Cette affirmation a pour inconvénient de mettre l'accessoire à la place du principal; le principal était qu'en réalité on attendait du suffrage universel la consolidation de la politique bourgeoise libérale et nationale, ce qui n'est pas arrivé. Maintenant on veut mettre en avant l'éducation des masses. L'éducation est une belle chose, à condition que celui qui instruit en sache plus que celui qui est instruit; que les hommes cultivés en sachent plus, c'est précisément ce qui est contesté par les socialistes démocrates. Quant à eux, ils savent tout et pour le mieux. Quiconque pense autrement qu'eux poursuit des buts suspects, qui tendent à l'exploitation et à l'oppression du peuple. Je n'ai jamais pu comprendre comment des gens, d'ailleurs intelligents, pouvaient se présenter en contradicteurs dans les réunions socialistes démocratiques et vouloir instruire des gens qui ne veulent pas être instruits. C'est s'asservir volontairement à un forum incompetent et incapable de discernement. Le sort de tels orateurs est arrêté d'avance, du moment qu'ils tentent de mettre en question l'Évangile d'universelle félicité. Ils sont hués et piétinés, et les auditeurs les plus enragés regrettent évidemment que cette dernière opération n'ait lieu qu'au figuré.

Là où des masses populaires entières se trouvent dans un certain état de surexcitation, elles sont toujours inaccessibles

à l'enseignement par la parole. Il en a toujours été ainsi jusqu'à présent, et il en sera toujours ainsi tant que les gens intelligents seront moins nombreux que les autres, et par conséquent, puisque la répartition des aptitudes est fondée sur des lois mathématiques (voir p. 108), tant que 2 et 2 feront 4. Pour atteindre un but idéal, d'ailleurs irréalisable, nous livrons le sort de l'Empire allemand aux masses populaires égarées par leurs passions et éternellement aveugles. Et puis il est permis de se demander s'il n'y aurait pas moyen d'instruire le peuple d'une autre façon et avec moins de risques, par exemple par les journaux que les gens liraient plus tranquillement et avec plus de profit, n'étant pas appelés eux-mêmes à se prononcer immédiatement. Enfin il est permis aussi de se demander si l'éducation politique des masses est si absolument indispensable. Beaucoup des habitués des réunions électorales feraient beaucoup mieux de lire les journaux spéciaux pour se perfectionner dans la technique de leur profession et de s'occuper de leur situation personnelle, au lieu de s'exalter sur les luttes de partis et d'attendre leur bonheur d'une révolution violente.

Il faut mettre sur le même rang ce second argument en faveur du suffrage universel, qu'il est nécessaire pour les gouvernements de savoir de temps en temps de quel côté est « l'opinion », et que cette « soupape de sûreté » sert de dérivatif au danger d'explosion des idées révolutionnaires. Sans doute, quand les masses sont appelées à la solution des plus hautes questions nationales, il est important de savoir si ce despote irresponsable est de bonne ou de mauvaise humeur; mais cela est précisément l'effet, et non pas la cause du suffrage universel. Si les faibles d'esprit n'avaient rien à décider, on n'aurait pas besoin de s'infor-

mer de leurs caprices. Une soupape de sûreté serait tout à fait superflue. C'est précisément le suffrage universel qui provoque le danger révolutionnaire, parce qu'il est employé à l'excitation systématique des masses.

Un troisième argument, en faveur du suffrage universel, paraît plus sérieux : le suffrage universel serait, en quelque sorte, la compensation du service militaire pour tous. Au moins cet argument a, au premier coup d'œil, quelque chose de spécieux; mais, s'il existait un rapport essentiel entre ces deux institutions, le droit de suffrage devrait commencer dès la vingtième année et ne pas être suspendu pendant le temps du service. De fait, cela serait tout à fait dans les vues du socialisme démocratique. Ou bien l'on devrait n'accorder le droit de suffrage qu'à ceux qui ont accompli leur devoir militaire. Ce serait là une proposition soutenable et qui enlèverait aux socialistes plus d'une circonscription; mais, après un examen impartial, on s'aperçoit qu'il ne convient pas de confondre service militaire *pour tous* et suffrage *pour tous* : entre les deux expressions, il n'y a de commun que le mot *pour tous*. Qu'un homme soit capable de porter les armes et d'exécuter correctement un ordre reçu, ou qu'il soit en état de se former une opinion motivée sur les plus difficiles questions de la politique, ce sont deux choses tout à fait distinctes, et tel peut être bon pour le service militaire qui, en politique, se laissera mener par les agitateurs. L'expression proverbiale de *mitraten und mitthaten* (délibérer et agir ensemble) pouvait avoir un sens chez les anciens Germains; mais, chez eux, elle ne s'appliquait qu'aux hommes libres et non aux esclaves, qui n'avaient pas le droit d'émettre une opinion. Dans notre société, la loi, c'est la division du travail, en vertu de laquelle chacun doit servir la

collectivité à sa façon, les uns avec leurs bras, les autres avec leur cerveau.

On peut envisager le suffrage universel à n'importe quel point de vue : on finit toujours par le déclarer très dangereux et très antisocial, en ce qu'il met l'ordre social naturel à l'envers.

---

## LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA DÉFENSE NATIONALE

Voici encore un exemple significatif à l'appui de ce fait que la classe ouvrière a besoin, dans la lutte pour l'existence, de guides plus cultivés et plus clairvoyants, parce qu'elle n'est pas même capable de comprendre son véritable intérêt.

Dans un de ses discours enflammés contre le militarisme, Bebel déclarait : « Quand l'ennemi arrive dans un pays, il allège principalement la bourse des riches, car, chez les ouvriers, il ne trouve rien. » Sur cette remarque, les auditeurs étaient transportés de ravissement, sans remarquer que par là ils prouvaient seulement leur absence de jugement.

La conception de la défense nationale, comme une sorte d'assurance en faveur des riches, est aussi fausse que pué-  
rile. Un instant de réflexion suffit pour démontrer que, dans une guerre malheureuse, toutes les classes de la population courent un grand danger, mais aucune autant que la classe ouvrière. Celui qui possède saura toujours sauver une partie de son avoir; mais l'ouvrier perd la seule chose dont il vive, son travail. Les conditions de paix que devrait accepter une Allemagne vaincue comporteraient certainement des articles par lesquels le vainqueur se réserverait le

marché du monde. Or une diminution de notre exportation industrielle entraîne une diminution correspondante de notre importation en céréales et en viandes. Ce que cela signifie pour la classe ouvrière n'a pas besoin d'être expliqué. L'augmentation de notre population depuis 1871 se monte à douze millions (1898), chiffre dont la plus grande partie est fournie par la classe ouvrière. Le développement des villes et des centres industriels, les régions agricoles restant stationnaires, en est une preuve. Un recul, dans le sens indiqué, serait synonyme de famine. « L'immobilité, c'est l'engourdissement; le recul, c'est le désastre », dit déjà A. Smith. Notre population devrait diminuer de plusieurs millions; pour un peuple qui s'accroît avec autant de vigueur que nous, ce recul serait accompagné d'indescriptibles catastrophes. Jusqu'où faudra-t-il aller avant que les individus prennent enfin conscience de leur véritable situation, avant qu'ils reconnaissent avec désespoir qu'ils ne peuvent plus subvenir aux besoins de leur familles? Au début, la diminution du bien-être aurait pour conséquence une augmentation de l'émigration; mais les plus pauvres et les plus incapables resteraient en arrière et tomberaient à la charge de la bienfaisance privée et de l'assistance publique, du moins tant qu'il resterait encore aux riches quelque chose à dépenser.

C'est une théorie insensée de soutenir que la classe ouvrière n'a rien à perdre dans une guerre malheureuse. Le soldat, originaire de la classe ouvrière, combat pour sa femme et pour ses enfants tout aussi bien que le soldat issu de la classe possédante. Le devoir de l'armée est de protéger toute la nation sans distinction de classes et de fortunes. Malheureusement la presse du parti bourgeois a donné plus d'une fois prétexte à penser que la

défense nationale intéressait seulement les possédants, en proclamant que les charges financières, résultat des accroissements d'effectifs, devaient retomber sur les épaules capables de les supporter, c'est-à-dire sur les classes supérieures. Indépendamment de cette impossibilité économique qu'une petite portion de la nation puisse se charger, pour la collectivité, de la totalité d'une fonction indispensable, c'est une imagination très dangereuse de croire que l'intérêt de la défense nationale n'est pas le même pour tous. Une pareille distinction fait tout particulièrement l'affaire de ceux qui distinguent si volontiers des citoyens de première et de seconde classe. Nous aurions donc les riches qui défendraient la patrie pour sauver leurs biens et les ouvriers qui ne participeraient à la défense nationale que par contrainte. Et cela serait social ! Ce qui est socialement exact, c'est que les « petites gens » y sont également intéressés, et par conséquent doivent y contribuer aussi.

Ce qui vient d'être dit pour l'armée peut s'appliquer aussi à la marine. Ce n'est pas seulement pour protéger les riches que nous avons besoin de nos vaisseaux de guerre, mais surtout pour conserver des débouchés à nos produits industriels, c'est-à-dire en définitive pour assurer les salaires de nos ouvriers. Ce sont les couches inférieures de la population qui souffrent le plus vivement d'une diminution dans l'exportation. C'est pourquoi les nations européennes tâchent de se ménager la plus grande étendue possible du marché universel, en concluant des traités de commerce avec les pays d'outre-mer. Les concessions obtenues sont proportionnelles à la puissance militaire, et, si nous ne voulons pas rester, comme les poètes, en dehors des choses d'ici-bas, il nous faut un nombre suffisant de vaisseaux de guerre. Les ouvriers eux-mêmes devraient y pousser.

Au lieu de cela, Liebknecht nous fait vibrer une note plus discordante encore que celle de Bebel. Selon lui, la bourgeoisie est, pour le prolétariat allemand, un ennemi plus redoutable que l'ouvrier français. Partout, le prolétariat a le même intérêt à l'amélioration de sa situation, intérêt exactement opposé à celui de la bourgeoisie; par conséquent les prolétaires de tous les pays doivent agir dans le même sens contre la bourgeoisie. Rarement la tendance antinationale de la démocratie socialiste s'est manifestée en termes plus choquants; mais nous devons faire taire ici nos sentiments personnels et examiner en toute sérénité si de telles assertions peuvent se justifier. Elles ont été formulées à l'époque où l'Allemagne célébrait ses triomphes industriels à l'exposition Colombia à Chicago, triomphes obtenus grâce au mérite des classes dirigeantes. C'est aux grandes découvertes des savants allemands, au zèle des organisateurs et des commissaires du gouvernement, au remarquable concours du roi Stumm et d'autres, que furent dus les résultats, grâce auxquels des millions afflueront et ont déjà afflué vers les ouvriers allemands. Cela démontre déjà l'étroite solidarité des couches sociales supérieures et inférieures, qu'on ne saurait mettre en lutte les unes contre les autres. Au contraire, les intérêts internationaux sont bien plus opposés que Liebknecht ne le reconnaît, et nous sommes encore loin de la fraternité universelle. Les ouvriers français, ceci soit dit à leur honneur, ne songent nullement à s'assimiler les vues antipatriotiques de Liebknecht, et, quand il leur offre l'Alsace-Lorraine, ils ne disent pas non, mais acceptent des deux mains. Au moment même où Liebknecht parlait si haut, régnait en France la haine la plus violente contre tous les ouvriers étrangers, et non seulement contre les ouvriers allemands. Or cette haine ne venait en aucune façon de la

bourgeoisie française. Des ouvriers allemands, belges, italiens, durent être congédiés par leurs patrons, uniquement pour faire place à des ouvriers français, et, dans le Midi, le mouvement alla jusqu'aux scènes violentes d'Aigues-Mortes. Le Congrès socialiste démocratique international de Zurich a illustré aussi, d'une façon toute particulière, par des expulsions réciproques, l'inscription qui resplendissait sur tous les murs : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. » Pendant que « la théorie » s'épanouit sur les lèvres, les poings exercent une « pratique » toute différente et beaucoup plus réelle. Au Congrès de Londres de 1896, la discorde du prolétariat fut plus grande que jamais. On peut nier l'instinct, mais on ne le supprime pas.

Les Américains ont protesté contre l'immigration des coolies chinois par des mesures législatives, et de même une clameur d'indignation justifiée a retenti dans toute la presse allemande quand la rumeur se répandit que l'une de nos grandes sociétés de navigation avait employé des chauffeurs chinois. Or, ce ne furent pas seulement les travailleurs qui protestèrent, mais la nation tout entière dans un accord unanime. Au point de vue économique, des ouvriers chinois à bon marché ne pourraient être qu'avantageux pour nous ; malgré cela, nous n'en voulons pas, parce qu'au point de vue social ils nous causeraient le plus grand dommage, en enlevant du travail à nos compatriotes, sans parler du danger des mélanges et des dégénérescences ethniques inévitables par la suite.

Nous devrions déjà songer à arrêter sur notre frontière de l'est l'immigration des ouvriers polonais et russes qui abaissent les salaires et rendent impossibles les améliorations sociales. En outre, ils sont un obstacle insurmontable à la germanisation de l'est de l'Allemagne, qui, d'ailleurs,

d'après H. Delbrück et R. Böckh, est déjà en train de reculer. Ce qu'on était à grand'peine arrivé à obtenir, les nouveaux immigrants le défont, et tout le travail antérieur est à recommencer.

Donc il ne s'agit pas de supprimer nos frontières, mais de les fortifier, si nous voulons aboutir à une amélioration sociale. Des mesures internationales n'ont actuellement aucune chance de réalisation, parce que celui qui devrait y perdre ne les accepterait pas. Seule une politique nationale fortement accentuée peut procurer à l'Allemagne la considération ; seule une puissance militaire redoutable peut lui assurer le succès dans ses prétentions au partage du marché universel, et sur ces deux principes reposent notre prospérité économique, l'existence, l'augmentation numérique et le relèvement social de la classe ouvrière, et toutes les améliorations généralement possibles, qui ne relèvent pas d'une cité des oiseaux dans les nuages. En résistant par principe à toute politique nationale, sous l'impulsion de ses chefs de parti, la classe ouvrière se fait le plus grand tort à elle-même.

Maintenant, encore un mot sur les charges financières, conséquence du « Moloch militariste ». Les dépenses totales de l'Empire allemand pour l'armée et la marine s'élèvent seulement au tiers des dépenses du peuple pour deux objets de luxe, l'alcool et le tabac. D'après la statistique, on ne dépense pas moins, chaque année, de 2.500 millions de marks, en bière, vin, eau-de-vie et tabac. Au vacarme qu'on fit en 1893, à cause d'une augmentation projetée de 55 millions dans le budget de la guerre, on aurait pu croire que notre nation était économiquement au bord du précipice ; mais, en supposant même que la situation fût assez grave pour que nous dussions nous imposer quelques sacrifices

matériels, afin de sauvegarder notre puissance militaire, en quoi auraient consisté ces sacrifices, en mettant les choses au pis? Nous n'aurions pas eu un sou à économiser ni sur la nourriture, ni sur le vêtement, ni sur aucune autre des choses nécessaires. Si chacun, au lieu de 100 cigares, en avait fumé seulement 98; au lieu de 100 bocks en avait bu seulement 98, par ce simple sacrifice, la patrie était sauvée, car 55 millions, sur 2.500 millions, cela fait environ 2 0/0. Il serait téméraire d'affirmer que la fortune générale aurait diminué, par privation de nicotine, ou qu'un seul homme dans tout l'Empire allemand aurait été condamné à mourir de soif.

Si nous jugeons avec indulgence les égarés à cause du rang qu'ils occupent sur la courbe de Galton, nous devons être plus sévères pour les meneurs. Un Liebknecht qui veut persuader aux ouvriers allemands que l'étranger est un ami, que son compatriote est un ennemi, que les sacrifices faits en vue de la puissance militaire nationale sont inutiles, est un factieux, révolté contre les lois naturelles et éternelles de l'ordre social, et même, dans ce cas, l'ignorance des lois ne saurait être une excuse.

---

## PARLEMENTARISME ET CONSTITUTIONNALISME

Beaucoup des objections formulées plus haut contre le suffrage universel s'appliquent également au parlementarisme : elles deviennent seulement plus sensibles quand celui-ci intervient.

Il est très remarquable qu'on a cru partout indispensable d'apporter au suffrage populaire un correctif et contrepoids. Dans le Wurtemberg, aux députés de la deuxième Chambre issus du suffrage universel direct, ont été adjoints plusieurs membres privilégiés comme représentants de la minorité. Dans le duché de Bade, le gouvernement ne veut renoncer au suffrage universel indirect qu'à la condition qu'on crée un expédient analogue. Pour beaucoup, le mouvement progressif de démocratisation paraît irrésistible ; mais le serait-il réellement si les gouvernements avaient le courage de tenir tête à l'ouragan, jusqu'à ce que s'ensuivît un renversement de l'opinion publique qui ne saurait tarder ? On peut déjà en entrevoir quelques indices, et une façon de voir complètement transformée pourrait se répandre davantage. Tant que le suffrage universel pour les *Landtags* ne sera pas effectivement établi, il y a encore une chance favorable ; mais il faut *peser* et non seulement *compter* les voix qui s'expriment pour et contre.

En Prusse, le système électoral des trois classes pour la Chambre des députés est resté jusqu'à présent assez en dehors des attaques et a reçu une nouvelle force par la loi de 1892-93. Quand un homme qui connaît à fond le système parlementaire, non seulement de son pays, mais encore des pays étrangers, et en particulier de l'Angleterre, élève la voix en faveur du système des trois classes et en plaide la justification historique et sociale; quand il signale en propres termes le suffrage indirect comme un instrument de progrès, ainsi que le fait R. de Gneist dans le livre que j'ai cité à plusieurs reprises<sup>1</sup>, on devrait ne pas désespérer de l'avenir et tout au moins chercher à défendre et à maintenir les différents systèmes de suffrage indirect encore en vigueur pour les Landtags particuliers.

Il existe un contrepoids important aux écarts du suffrage universel dans le *système des deux Chambres*. Dans tous les grands pays confédérés, il y a des *premières Chambres* (*erste Kammern*) dans lesquelles la richesse et l'intelligence et d'autres intérêts de la minorité peuvent, dans une certaine mesure, se faire écouter. D'après la constitution de l'Empire allemand, toutes les décisions du Reichstag ont besoin, pour être valables, de l'assentiment du conseil fédéral. Il en résulte que partout des doutes ont dû se produire et se produisent encore sur la question de savoir si le suffrage populaire direct est, en toutes circonstances, favorable à la prospérité de la collectivité.

La domination absolue de la représentation populaire s'appelle le parlementarisme. Pour le moment, il n'existe nulle part en Europe; il n'a duré que peu de temps en France,

<sup>1</sup> *Die nationale Rechtsidee von den Ständen und das preussische Dreiklassenwahlssystem*; Berlin, 1894.

avant la création du Sénat. En Suisse, les décisions du *Conseil national* sont soumises à l'assentiment du *Conseil des Etats*; il y a, en outre, des institutions particulières, le *referendum* et l'*initiative*, qui permettent aux électeurs d'intervenir directement dans la législation, même contre la volonté du corps représentatif. C'est au *referendum* déjà introduit dans plusieurs cantons que songent nos socialistes démocrates, quand ils parlent de *législation directe par le peuple*. Cette institution est très propre à faire échouer des lois importantes, parce que le peuple ne peut pas approfondir des sujets trop difficiles et le plus souvent dit « non » pour les motifs les plus divers. En principe, on ne devrait pas appeler à prendre de décision sur un projet de loi un groupe dont l'étendue exclut la possibilité d'une délibération orale commune sur la question posée. La législation directe par le peuple est conforme à la nature dans les petites unités politiques comme les cantons primitifs. Dans les cantons plus importants, le *referendum* peut être également supportable; mais, comme *institution fédérale* pour toute la Suisse, il est déjà dangereux, et, dans l'Empire allemand, il se refuserait à tout service, les intérêts étant trop divers.

En Grande-Bretagne, où le pouvoir monarchique est extraordinairement limité, la Chambre des lords jouit de droits importants dont elle s'est assez souvent servie pour le bien du royaume; par exemple, à notre époque, quand les gladstoniens avec leur *home rule bill* compromettaient l'unité de la Grande-Bretagne. En repoussant ce bill, les lords ont donné un exemple de sagesse politique et de courage patriotique qui fait pardonner mainte défaillance antérieure. Naturellement, chez les politiciens de la rue, il fut question de la suppression de la Haute-Chambre, et des mots de colère furent prononcés; mais la tempête fut vite calmée et les

élections de 1895 ont donné raison à la Chambre-Haute. L'opinion publique a enterré le *home rule*.

Par *gouvernement constitutionnel* (*Konstitutionalismus*) on entend aussi bien une monarchie limitée qu'un parlementarisme limité<sup>1</sup>. Il n'a pas manqué non plus en Allemagne de tentatives pour assurer aux représentants du peuple une domination exclusive, et le résultat, c'est que l'influence des Chambres élues par le peuple a été étendue sur quelques points. La souveraineté parlementaire absolue est incompatible avec la monarchie, et pas un Allemand sensé n'a intérêt à appuyer de telles tendances, généralement fondées sur cet argument, que nous devrions avoir honte devant les autres peuples beaucoup plus avancés que nous. La domination exclusive d'un parlement est antisociale et désastreuse, parce qu'elle met la passion à la place qui devrait être réservée à la seule sagesse et parce qu'elle élimine au profit des brailleurs les hommes supérieurement doués et perspicaces.

Même en Grande-Bretagne, où à certaines époques la Chambre-Basse était souveraine en fait, cela ne pouvait pas arriver, parce que cette Chambre ne procédait pas des votes du peuple tout entier, mais jouissait d'une composition aristocratique fondée sur d'anciens privilèges. Le nombre des électeurs était faible et inégalement réparti; c'est seulement en 1832 que le droit de suffrage, sous la réserve d'un cens élevé, fut étendu de 200.000 habitants à un million. D'après la liste de la Chambre-Basse de 1855, selon Gneist, étaient occupés par des lords, des alliés à des fa-

<sup>1</sup> Schæffle donne la définition suivante: « Dans une monarchie, le gouvernement est parlementaire quand la majorité de la représentation nationale maintient ou renverse les ministres; il est constitutionnel quand le souverain choisit, nomme et congédie ses conseillers supérieurs. »

milles de lords et des baronnets : 100 sièges sur 159 sièges des 52 comtés; 61 sièges sur 132 sièges des 72 villes ayant plus de 20.000 habitants, et 124 sièges sur 200 sièges des 127 bourgs (*Boroughs*). En 1867, après de longues hésitations et non sans difficultés, on introduisit le droit de suffrage d'après la *franchise*<sup>1</sup>, plus restreint que le suffrage universel, et le vote public resta en vigueur jusqu'en 1872. Avec ces réformes qui faisaient à Carlyle l'effet d'une folle traversée du Niagara, fut enterré le système si avantageux pour la Grande-Bretagne de l'existence exclusive de deux partis parlementaires et de leur alternance au pouvoir. Déjà il se produit dans la Chambre-Basse des fractionnements qui auront pour conséquence l'émiettement des grands partis en une multitude de factions impuissantes et irresponsables, sur le modèle continental. Cela ne peut se concevoir différemment; dans de si grandes masses électorales, les opinions sont très diverses, et les élus représentent et doivent représenter les sentiments et les vues des électeurs. Ce danger de l'extension du droit de suffrage est de mieux en mieux aperçu même en Angleterre, c'est ce qui ressort notamment d'une récente publication de Lecky, *Democracy and Liberty*.

L'usage constitutionnel que le gouvernement devait toujours être d'accord avec la majorité de la Chambre-Basse et changer avec cette majorité a permis de soutenir vigoureusement et sans arrière-pensée les intérêts britanniques dans toutes les parties du monde. La condition tacite était l'existence de deux partis politiques seulement, dont l'un devait toujours avoir la majorité dans la Chambre-Basse. Vouloir transporter cet usage dans les Etats continentaux,

<sup>1</sup> La *franchise*, c'est-à-dire le revenu nécessaire pour être électeur (SEIGNOBOS, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, pp. 60 et 61).

où les majorités ne peuvent se former que grâce à des coalitions hasardeuses et mobiles, est un contresens qui de toute façon devait conduire à des impossibilités. Ou bien les ministères sont renversés à tout instant par les coalitions, sans qu'on sache toujours exactement pourquoi, comme cela arrive en France et en Italie, au grand détriment du fonctionnement régulier de la machine de l'Etat; ou bien les ministres restent tranquillement en fonctions, même quand ils n'ont plus la majorité de l'assemblée, ce qui nous est arrivé en Prusse, en Bavière, en Bade et aussi dans l'Empire: Bismarck lui-même n'a pu former de majorité que par des coalitions, ce dont il n'est pas toujours venu à bout sans avoir dû prononcer la dissolution.

L'enseignement que nous pouvons tirer de tout cela est que le parlementarisme ne conditionne nullement, comme on se l'est imaginé autrefois, la sagesse des gouvernements et le bonheur des peuples; que, par conséquent, toute limitation constitutionnelle du pouvoir des représentants par des forces indépendantes et fondées sur la culture, l'esprit, le caractère, l'expérience de la vie, la connaissance des affaires et la richesse est une institution bienfaisante et même indispensable. C'est avec raison que E. de Hartmann invite l'aristocratie intellectuelle à se considérer comme appelée à défendre et à augmenter la fortune nationale et à maintenir son influence par tous les moyens légaux. Dans l'accomplissement de sa mission, elle ne doit pas se laisser égarer par cette circonstance accessoire que son intérêt de classe est parallèle à l'intérêt général; quand une aristocratie commence à se montrer molle et négligente dans la défense de ses intérêts, cela est toujours l'indice d'un engourdissement de la nation et le symptôme d'un commencement de décadence.

Le remplacement de notre constitutionnalisme par le parlementarisme serait pour l'Allemagne un recul. Déjà les appréciations surfaites d'autrefois sur le parlementarisme ont fait place à des jugements plus sensés, et l'on peut entendre lui appliquer l'épithète de « démonétisé ». On sent que, dans la vie sociale, les forces intellectuelles doivent être mises davantage en valeur; mais on n'a pas encore jusqu'à présent découvert sous quelle forme pourra réaliser ce vœu.

---

## LE FONCTIONNARISME

Le corps des fonctionnaires en Allemagne jouit à bon droit d'une haute considération à cause de sa culture solide, de son honorabilité et de son incorruptibilité. Ces qualités doivent être particulièrement appréciées quand on leur compare les habitudes des fonctionnaires dans beaucoup d'autres pays. La considération dont jouit le fonctionnarisme allemand vient des règlements, observés pour la sélection des aptitudes nécessaires, règlements qui répondent très bien à leur but et qui agissent dans un sens tout à fait social. « Une classe de fonctionnaires méritants, honorables, planant au-dessus de l'égoïsme des classes particulières », dit G. Schmoller, dans son brillant traité sur *le Fonctionnarisme allemand du xvi<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle*<sup>1</sup>, « est un chef-d'œuvre social et économique, autant que psychologique et moral, que les siècles seuls ont pu réaliser grâce à des circonstances particulièrement heureuses ». L'Allemagne a éprouvé cette faveur du sort.

Les hautes fonctions ne peuvent être confiées qu'à ceux qui ont fait des études universitaires et qui, tout au moins, ont

<sup>1</sup> G. SCHMOLLER, *Der deutsche Beamtenstaat vom 16 bis 18 Jahrhundert*, in *Jahrbuch. f. Gesetzgeb. Verw. und Volksw.*, 1894.

passé un examen officiel. L'aptitude seule décide; les considérations d'origine n'y tiennent aucune place. Ainsi se développa, pour nous servir des expressions de Schmoller, « une classe de fonctionnaires pénétrés des intérêts de l'Etat, homogène malgré les différences d'origine, dans laquelle le talent et le caractère étaient plus décisifs que la naissance et la richesse, et où baillis et fils de prince s'élevaient à leur tour jusqu'au rang de ministre. »

Les règlements sur la culture préalable ont toujours rempli plus ou moins bien leur double destination : d'un côté, exercer une action sélective, c'est-à-dire écarter les individus incapables; d'autre part, munir les individus capables de certaines connaissances générales (voir p. 76 et suiv.). La sélection se révèle en ce que, parmi les gens instruits, la forme cranienne germanique se rencontre plus fréquemment que dans le reste de la population, et, d'après ce que nous savons sur l'hérédité, on peut admettre que nous avons sélectionné en même temps les qualités caractéristiques des Germains, la véracité, le sentiment de l'honneur et le dévouement professionnel.

C'est le monarque, chef suprême, ayant le plus grand intérêt au maintien d'une administration officielle honorable, qui veille à ce que le fonctionnement de la sélection ne soit pas interrompu. A ce point de vue, on voit comment un monarque est intéressé au bien de l'Etat tout autrement qu'un président de République élu. La différence est la même qu'entre un propriétaire et un fermier, qu'entre un entrepreneur et un employé. L'expérience proclame bien haut que les présidents n'ont pas la force de résistance nécessaire pour empêcher qu'à la longue les députés n'interviennent dans les nominations. Cela produit tout un enchevêtrement d'intrigues antisociales. Le candidat appuie

l'élection d'un député pour avancer ensuite grâce à la protection de celui-ci. Le député dépend de ses créatures et ne doit pas tromper leurs calculs. Le ministre, de son côté, a besoin du député pour avoir une majorité et ne peut pas repousser ses sollicitations pour le placement de ses protégés dans toutes sortes d'emplois, et le président à son tour ne peut pas mettre son *veto* en travers. Ajoutez à cela qu'un grand nombre de fonctionnaires s'intéressent aux opérations de bourse et aux campagnes de presse dans l'espérance de devenir riches sans rien faire. Nos braves gens qui regardent comme le dernier mot du progrès qu'on puisse être appelé d'un bureau de rédaction à un fauteuil ministériel, comme Cincinnatus était appelé de sa charrue au poste de dictateur, ne se doutent pas combien peu les habitudes françaises sont conformes à la simplicité et à la droiture républicaines<sup>1</sup>.

Nos fonctionnaires, en Allemagne, ont devant eux une

<sup>1</sup> La Suisse forme une exception parmi les républiques. Elle n'a pas de *président fédéral*, mais seulement un *président du Conseil fédéral*, sous la direction duquel l'exécutif fonctionne par l'intermédiaire d'un collège recruté parmi les représentants de plusieurs partis. Les dispositions des constitutions cantonales agissent dans le même sens. A cette circonstance déjà favorable à l'élimination de la corruption, s'est ajouté le développement historique particulier de la Confédération qui a eu le bonheur de passer tout à fait insensiblement de la république aristocratique à la république démocratique. La Suisse n'a jamais complètement rompu avec la tradition et, par suite, n'a jamais manqué de personnalités de valeur, issues des classes cultivées, qui, en se sacrifiant pour une faible rémunération, se sont consacrées à la gestion des affaires publiques. Ce qui frappe particulièrement l'observateur, c'est de voir le rôle que jouent encore, même dans les cantons démocratiques, les rejetons de l'ancienne noblesse et des familles patriciennes, dont les noms sont glorieusement liés à l'histoire du pays. Ils sont toujours, à condition qu'ils aient une valeur personnelle, les hommes de confiance d'un cercle populaire étendu. Que les choses aillent toujours aussi bien dans l'avenir, ce n'est pas sûr, du moins dans les cantons où prédominent des populations industrielles. Pour la fédération, il y a toutefois une garantie durable dans la grande diversité des fractions territoriales, de leurs populations, de leurs occupations, de leurs façons de penser et de sentir. C'est par là qu'il est à peu près impossible qu'une direction uniforme prenne le dessus dans les affaires fédérales.

sphère d'action de plus en plus étendue; qu'on se représente seulement l'extension prise dans ces dernières années par les seules affaires industrielles et économiques. Il n'est pas étonnant que l'habileté et l'adresse n'aient pas partout marché du même pas. Mais la bonne volonté y était en général. On ne devrait pas trop reprocher à la *bureaucratie*, comme on l'appelle par dérision, de manquer souvent de sens pratique. Cela est une conséquence de sa situation en dehors des affaires. Si les employés étaient plus retors et plus inventifs dans les questions d'intérêt, ils perdraient vraisemblablement bientôt leur plus grand avantage; mais le sentiment de l'honneur professionnel et l'opinion publique n'ont jamais pu jusqu'à présent admettre qu'un fonctionnaire fût intéressé à des entreprises accessoires lucratives. Cette répugnance repose sur un instinct exact.

La plupart des fonctionnaires qui ont reçu une culture universitaire pourraient très bien, s'ils se mettaient à l'école de la pratique, diriger des entreprises industrielles et commerciales et y gagner assez d'argent, beaucoup plus en tout cas que l'Etat ne leur en donne. Les traitements des plus hautes catégories de fonctionnaires sont si modiques que, sans fortune personnelle, ils ne permettent qu'un train de vie assez médiocre. Si les intéressés s'en contentent et ne recherchent pas les bénéfices dorés des affaires, c'est moins à cause des risques qu'à cause de la satisfaction intérieure plus vive qu'on éprouve à exercer une influence utile dans une situation officielle. C'est donc un d'idéalisme qui ne mérite nullement d'être stigmatisé du mot de « morgue de fonctionnaire » ou de « suffisance ». Le dévouement à la collectivité exige plutôt des dispositions altruistes, la poursuite des intérêts personnels, des dispositions égoïstes; tant que nous mettrons celles-là au-dessus de

celles-ci, nous ne pourrions refuser à un fonctionnaire désintéressé une considération particulière. C'est sur le principe idéaliste que repose la force de notre fonctionnarisme. Sans cet idéalisme, l'Etat le plus riche ne pourrait pas fournir les hauts traitements nécessaires pour attirer des personnalités d'une telle valeur intellectuelle; la preuve en est que, dans les services privés, il faut donner des traitements bien plus considérables que dans les services de l'Etat. Pour cette raison, le peuple allemand devrait être fier de son corps de fonctionnaires et ne pas souhaiter qu'il fût davantage « comme tout le monde ».

Ce trait caractéristique est moins visible parmi les fonctionnaires subalternes. Il ne faut pas méconnaître que, sur eux aussi, la considération attachée aux fonctions officielles exerce une attraction : mais ce qui les attire surtout, c'est la perspective d'une existence assurée avec moins d'efforts qu'il n'en est exigé dans les services privés, particulièrement dans le commerce et l'industrie. La poussée vers les fonctions inférieures est remarquablement forte; dans une administration de chemins de fer, il y a sur la liste des postulants trois cents candidats dont la plus haute ambition est de devenir hommes d'équipe. Sans aucun doute, l'Etat offre à cette catégorie d'employés, étant données leurs aptitudes, une situation plus agréable que celle que leur fournirait l'industrie privée. Jusqu'à un certain point, il doit en être ainsi, car, comme nous l'avons développé précédemment, il est de l'intérêt public que celui qui doit concentrer toute son attention au service de la société soit affranchi de soucis matériels. En outre, l'Etat, par le fait qu'il paye un peu mieux les gens, y gagne d'avoir le choix parmi les individus aptes au but qu'il poursuit; mais on peut aussi aller trop loin dans le relèvement des salaires. C'est maintenant

la mode de prendre parti pour l'amélioration du sort des employés subalternes et de trouver bien assez élevés les traitements des employés supérieurs; cette tendance rentre dans la catégorie des tendances antisociales, résultats de raisonnements abstraits incorrects. Presque tout le monde sent qu'il doit y avoir quelque chose d'injuste dans cette tendance; mais très peu en ont clairement conscience et très peu ont le courage de dire leur pensée. C'est précisément dans le parti démocratique qu'on ne devrait pas rester aveugle sur le danger que courraient les intérêts de l'Etat, si les traitements des employés supérieurs n'étaient pas améliorés à temps, proportionnellement à la cherté croissante de la vie et aux dépenses imposées par une situation sociale supérieure. Je ne veux pas énumérer les tentations de toutes sortes qui pourraient en résulter. Le vice fondamental de cette tendance me semble être que seuls ceux qui auraient de la fortune personnelle pourraient aspirer aux meilleures places; mais l'occupation de ces places par des individus sortis de l'aristocratie d'argent n'offrirait aucune garantie pour le maintien d'un esprit de corps solide parmi les fonctionnaires : cela se comprend de soi.

L'Etat paye aux employés supérieurs moins qu'ils ne pourraient gagner, étant donné leur valeur intellectuelle, s'ils ne préféraient servir l'Etat pour l'honneur, mais chez les employés subalternes, les traitements sont plus élevés que ceux que leur assurerait la libre concurrence. Comme postulants, les gens sont la plupart du temps très contents d'obtenir une place subalterne; mais à peine la tiennent-ils que le salaire leur paraît tout à fait insuffisant et qu'ils sont pris de « mécontentement ». C'est pourquoi, il n'y a pas longtemps, le ministre des finances d'un Etat allemand, au cours d'une délibération sur de nouveaux tarifs d'appoint-

tements, pouvait dire aux employés mécontents : « Ceux qui n'ont pas assez peuvent démissionner et chercher mieux autre part. » Personne ne suivra ce conseil. Au contraire, la poussée vers ce genre de places devient de plus en plus forte, et tout ce qu'on peut souhaiter, c'est qu'on en profite pour pratiquer une sélection qualitative.

Ce n'a pas été une bonne mesure, dans les nouvelles lois sur les fonctionnaires soit de l'Empire, soit des Etats, d'avoir presque complètement effacé les différences entre les employés avec ou sans culture universitaire. C'est mettre dans le même sac des éléments très inégaux, car les employés d'après les développements qui précèdent (p. 194 et suiv.), appartiennent à des catégories différentes en nature et en culture. On laisse ainsi de côté notamment la sélection de qualité, par laquelle l'employé supérieur a dû passer, avant d'être en état d'occuper sa place. Non seulement la situation légale des deux catégories a été uniformisée, mais encore pour toutes les deux les appointements, aussi bien que l'avancement et les délais d'avancement ont été calculés sur le même pied. Ce système est d'autant plus nuisible que, dans les degrés inférieurs, des employés toujours révocables sont remplacés par des fonctionnaires officiels, comme cela est arrivé dans beaucoup d'Etats, enchérissant encore sur l'exemple donné par l'Empire. Avant la promulgation des nouvelles lois, on s'était beaucoup plaint de ce que les employés subalternes étaient trop dépendants de leurs chefs, que les ambitieux et les complaisants étaient préférés, les indépendants sacrifiés. Il peut y avoir là quelque chose de vrai, quoiqu'il soit difficile d'admettre que tant de chefs aient jugé seulement d'après leur caprice, et non d'après le travail réellement fourni. Maintenant on est tombé dans l'excès contraire, et les employés subalternes

sont tellement indépendants de leurs chefs que ceux-ci doivent presque plier devant eux-là. D'après la loi, ne peut-être frappé que celui qui est par trop lent dans l'accomplissement de sa tâche ou qui néglige les « devoirs du service », et encore faut-il toutes sortes de formalités minutieuses. Or combien est-il difficile d'établir un tel corps de délit, et combien est-il facile de le voiler ou de l'excuser ! Entre un service pas précisément négligé et la compréhension réellement active de tous les intérêts qui se rattachent directement ou indirectement à la fonction, il y a une intervalle considérable. Celui qui ne commet pas de fautes grossières n'a besoin de s'inquiéter de rien : il arrive à ses dernières années de service, entre régulièrement en jouissance de ses promotions dans les délais légaux, jusqu'à ce qu'il ait atteint la première classe. Celui qui a rempli ses fonctions avec une entière abnégation, en y consacrant le meilleur de ses forces, et non d'une façon simplement machinale, celui-là ne reçoit rien de plus. Par conséquent on peut, sans exagération, déclarer que les nouveaux règlements constituent une prime à la médiocrité et à la diminution de rendement.

Grâce à la manie d'égalité, le fonctionnaire plus zélé et plus laborieux est donc lésé, et l'on a encore le courage de parler de justice ! Une enquête apprendrait peut-être que, dans les meilleurs milieux de fonctionnaires, tout le monde n'est pas très satisfait de cette réforme. Peut-être aussi est-ce pour cela que, dans ces derniers temps, le contingent des candidats aux fonctions publiques supérieures est insuffisant en qualité et en quantité, comme cela a été affirmé dans la deuxième Chambre d'un Etat de l'Allemagne moyenne en 1896, sans que personne ait été en état de fournir une explication suffisante de ce phénomène.

Mais ce qui paraît encore plus grave que le tort ainsi fait aux individus, c'est le dommage causé aux intérêts de l'Etat. Si l'on considère qu'une classe de fonctionnaires intelligente et laborieuse est un puissant levier en vue du bien-être social, on ne peut que déplorer une réforme qui tend à abaisser le zèle dans l'accomplissement du devoir professionnel à un niveau tout juste suffisant. En admettant que le système antérieur eût des inconvénients, les individus étaient seuls à en souffrir ; les inconvénients de la loi actuelle atteignent l'Etat, la collectivité et, aux yeux de ceux qui ont le sens social, le mal est beaucoup plus grave. C'est un signe caractéristique de la capacité intellectuelle de nos représentants actuels que, dans de longues délibérations sur la réglementation des droits et des traitements des fonctionnaires, il a été question de l'intérêt de l'Etat uniquement dans ce sens général que l'Etat devait avoir pour objectif la satisfaction de ses fonctionnaires. Mais que le char de l'Etat puisse avancer aisément quand une multitude de fonctionnaires s'y suspendent et se font traîner après lui, au lieu de pousser à la roue, personne absolument n'y a pensé. Et pourtant, dans une loi sur les fonctionnaires, cette considération devrait primer toutes les autres.

S'il en est ainsi, la faute en est à l'empressement qu'ont mis tous les partis, depuis plusieurs années, à se ménager la faveur des fonctionnaires, principalement de la catégorie subalterne que j'ai ici en vue. Des hauts fonctionnaires, on n'avait pas à s'en préoccuper, car ils ne représentent que peu de voix électorales ; mais les subalternes, si nombreux, voilà ceux qu'il fallait enjôler. Leur « satisfaction » ou leur « mécontentement » vis-à-vis des projets de loi sur l'amélioration de leur situation furent enregistrés dans la presse aussi régulièrement que les observations météorolo-

giques, et dans l'ensemble on fit comme si les fonctionnaires étaient les maîtres et non pas les serviteurs de l'Etat. Qu'ils se soient monté la tête, qu'ils aient fini par menacer de leur ressentiment les partis qui ne s'intéressaient pas assez chaudement à leurs intérêts, ou par dire qu'ils auraient fait rejeter le projet de loi militaire (de 1893), si l'on avait su que les augmentations de traitements ne devaient pas être plus considérables, cela ne peut surprendre personne; mais pour celui qui réfléchit, de telles manifestations sont excessivement tristes, car elles ouvrent de très sombres perspectives sur l'avenir.

L'empressement rival des partis eut un dénouement tragique; après que, de surenchères en surenchères, on eût porté de plus en plus haut les prétentions et les concessions, on se trouva en face de cette réalité que, malgré une dépense de plusieurs millions, les fonctionnaires étaient beaucoup plus mécontents qu'auparavant, particulièrement parce que la publication du tableau des appointements fournit aux fonctionnaires de chaque catégorie d'inépuisables prétextes à se comparer les uns aux autres et à se prétendre sacrifiés par rapport à tel ou tel autre, quoi qu'ils fussent pour le moins aussi indispensables à l'Etat. Alors seulement les partis commencèrent à penser aux contribuables, qui, eux aussi, sont électeurs et souvent moins bien partagés que messieurs les fonctionnaires. Changement à vue complet : il sembla, pendant quelques jours, qu'au vote final le grand remaniement annoncé ne réunirait plus la majorité; mais on se contenta de formuler des appels significatifs à la résignation et d'ajourner à un an la mise en vigueur de la loi. Tel fut le dénouement d'une agitation législative, très instructive pour un observateur pénétrant, mais peu réjouissante. On croyait avoir fait une très grande œuvre pour le relève-

ment de la classe des fonctionnaires, et, en réalité, on a atteint un résultat douteux, dont il reste encore à savoir si, à la longue, il sera compatible avec l'intérêt de l'Etat.

Dans certains cas particuliers, d'autre part, on fait trop peu pour les employés subalternes, et tout particulièrement là où la raison d'Etat exigerait l'intervention la plus énergique en leur faveur. Il arrive que, dans des circonstances exceptionnelles, un employé fidèle sacrifie sa vie pour remplir son devoir. Un mécanicien de chemin de fer qui, dans un accident, au lieu de songer à son salut, reste à son poste et se fait écraser; un gardien de la paix qui serre de près une dangereuse canaille et reçoit un coup de couteau, tandis qu'il aurait très bien pu rester caché dans un coin, ne sont pas des phénomènes inconnus dans notre monde de fonctionnaires; mais c'est un étrange certificat pour nos hommes d'Etat qu'il n'y a pas dans la loi sur les fonctionnaires une seule syllabe relative aux cas de ce genre. Les familles que laissent après eux de tels hommes n'ont pas droit, d'après la loi, à un centime de plus que si le chef de la famille était mort dans son lit, et si la victime n'est pas depuis longtemps en fonction, la pension de la veuve et des orphelins est calculée sur une échelle très inférieure. Qu'on puisse envisager des cas de ce genre comme des « accidents fâcheux », ou les régler par des secours gracieux, mettre par conséquent sur le même rang la victime du devoir et le maladroit ou l'ivrogne, cela sonne comme un défi au bon sens humain. Le point essentiel, c'est que le fonctionnaire en question, malgré le danger à lui connu, a fait son devoir jusqu'au bout, et la prudence exige que tout fonctionnaire soit pénétré de cette conviction que, s'il lui arrive malheur dans de telles conditions, sa famille sera dédommée par la continuation du paiement intégral de

ses appointements. Si le fonctionnaire n'en est pas tout à fait sûr, on l'expose dans les cas difficiles à un conflit entre le sentiment de son devoir et l'amour de sa famille, et cet amour est l'un des plus beaux et des plus justifiés que l'homme puisse éprouver. Un dédommagement officiel tardif, sujet à l'arbitraire, ne saurait combler la lacune, car l'homme doit savoir d'abord que le sort des siens est assuré; autrement le but est manqué qui est de donner à l'employé la tranquillité d'esprit et le courage. La loi spéciale déposée dans le Grand-Duché de Bade en 1896 introduit, à la vérité, une amélioration, mais ne donne pas à cette notion fondamentale toute la précision désirable.

En résumé, il est de toute nécessité que le corps des fonctionnaires soit soustrait à la concurrence vitale qui use les énergies; mais on devrait limiter cette situation exceptionnelle d'après les exigences de l'intérêt public. Il faudrait tâcher de stimuler chez les fonctionnaires la fidélité au devoir, le zèle, l'abnégation, et non pas mettre toutes ces qualités sur le même rang que la paresse évoluant dans les limites d'un rendement minimum, car, au milieu de tant de formes politiques et sociales fâcheuses, notre corps de fonctionnaires est l'une des colonnes les plus solides de l'édifice social, colonne qui reste encore debout et où les doctrines antisociales n'ont pas encore réussi à mettre en haut ce qui doit être en bas.

Mais les fausses doctrines sont continuellement à l'œuvre pour abattre la colonne par les grands et les petits moyens. Quelques-uns ont déjà été signalés; mais il faut aussi faire attention à ceux qui, à cause de leur insignifiance, ne paraissent avoir qu'une importance symptomatique. Dans cette catégorie, il faut ranger, par exemple, la publication par ordre alphabétique des noms des candidats reçus aux exa-

mens de droit, au lieu de la publication par ordre de mérite, telle qu'elle avait lieu précédemment! Là encore l'inférieur est égalé au meilleur, comme si l'on voulait, de propos délibéré, étouffer toute émulation. Une question plus importante est celle de savoir si les candidats qui ont la note *assez bien* doivent être placés avant ceux de l'année suivante qui ont la note *bien*, ou bien si ces derniers doivent venir en tête de la liste. La seconde solution signifierait que la désignation aux fonctions officielles est une sélection des meilleurs et qu'on ne prend au-dessous que quand les meilleurs ont été placés; la première solution repose sur cette idée que l'Etat est une institution d'assistance à l'usage des médiocrités. Ainsi, même sur ces points d'importance secondaire, se manifeste l'antithèse entre des conceptions contradictoires de la vie.

---

## XLI

### L'ARMÉE

Quand un danger sérieux menace la patrie, quand les hommes en armes se précipitent vers la frontière pour défendre leur foyer et leur avoir, quand l'angoisse s'empare de ceux qui sont restés en arrière, c'est l'idée d'une organisation militaire supérieure qui remplit tous les cœurs de confiance et d'espérances de victoire. Dans l'armée on ne sait rien du suffrage universel, des discours ni des répliques, des majorités, des commissions ni des sous-commissions, toutes choses dans lesquelles on a cru voir d'ailleurs la matérialisation de la sagesse; non. Là, on ne met à chaque poste qu'un seul homme qui exige de ses subordonnés l'obéissance la plus absolue, qui exécute rigoureusement les ordres de ses chefs et qui, dans les cas non prévus, fait pour le mieux selon son pouvoir, mais qui aussi est responsable de ses actes et y engage sa vie et son honneur; et, à l'abri de cette organisation strictement hiérarchique, les peuples accomplissent les actions les plus grandes et les plus sublimes, celles qui procèdent des instincts altruistes avec un dévouement absolu à la collectivité. Les exemples de discipline, de renoncement, d'abnégation, de fidélité, de mépris de la mort, d'amour de la patrie et du prochain que provoque la guerre sont bien

propres à en compenser, aux yeux des esprits virils, les mauvais résultats, seuls mis d'ordinaire en évidence par les visionnaires de la paix. L'observateur de sang-froid ne peut nier que la guerre nous révèle les aptitudes sociales de l'homme dans leur plus haute organisation et dans l'instant de leur activité la plus énergique. Nous autres, Allemands, sommes tout particulièrement faits pour cette organisation qui permet de montrer le caractère national sous ses aspects les plus brillants. Comme soldat, l'Allemand est vraiment sublime et digne d'admiration, parce qu'il doit obéir et ne peut en aucune façon donner libre cours aux ergoterics sur ses droits; livré à lui-même, il produit l'impression d'un compagnon querelleur, lourdaud, dont on ne soupçonne pas du tout les qualités cachées.

Là, naturellement, tout tend plus encore que dans la vie civile à ce que l'homme qu'il faut soit à la place qu'il faut. La sélection des officiers est extrêmement rigoureuse. Tout d'abord, on étudie non seulement le candidat, mais encore sa famille pour le cas où il y aurait quelques points suspects. C'est l'un des cas très rares où l'on tient compte inconsciemment des lois de l'hérédité. On a pour de bonnes raisons supprimé le recrutement des officiers parmi les sous-officiers, parce que l'expérience a montré qu'il donnait plus de mécontentement que de satisfaction, et cette leçon garde sa valeur, si on veut en faire l'application aux administrations civiles.

Ensuite, des examens sont exigés des aspirants officiers, et quand les examens sont passés, leurs services pratiques sont soumis à une critique continuelle. Ce n'est qu'en apparence qu'il y a avancement à l'ancienneté; en réalité, celui qui avance, c'est celui qui a les notes indispensables pour un poste supérieur, et celui qui se laisse dépasser doit

prendre sa retraite, tout au moins à partir du coin du major<sup>1</sup>. Il le doit, d'après des principes fondamentaux, d'abord parce que, dans les cas graves, il aura à représenter ses chefs, et qu'on ne veut pas conserver en temps de paix des officiers qui n'en seraient pas capables et qui, en cas de mobilisation, devraient recevoir la même pension. Nulle part le nombre des victimes de la sélection n'est plus grand que chez les militaires; tandis que, sur d'autres terrains, la lutte pour l'existence est comme enveloppée d'un nuage; là, on tient à jour exactement et publiquement le registre des naufragés. A cette situation se rattache la question de savoir si une telle augmentation des retraites, au profit d'hommes sains et vigoureux, est indispensable. En règle générale, la question est discutée à un point de vue très superficiel. On croit avoir démontré quelque chose quand on dit que le nombre des mises en non-activité est excessivement élevé, que le fardeau des pensions est intolérable; mais des principes qui président à la sélection des officiers, presque jamais il n'en est question. Et c'est pourtant le point essentiel.

Celui qui, comme Ihering, va au fond du problème, arrive à des résultats qui ne sont pas aussi violemment en contradiction avec la réalité que les articles de journaux. Dans son livre *Zweck im Recht*, le célèbre juriste a analysé rigoureusement les éléments de l'autorité de l'officier sur ses hommes, et il déclare catégoriquement qu'à l'heure du danger cette autorité repose non pas sur la loi, qui est bien loin, mais sur la personnalité de l'officier. Ce n'est pas seu-

<sup>1</sup> Dans l'armée allemande, les officiers avancent à l'ancienneté jusqu'au grade de commandant de bataillon. Ensuite ils avancent au choix. Celui qui se laisse dépasser par un plus jeune est obligé de prendre sa retraite. On dit alors de lui, par raillerie, qu'« il a échoué au coin du major, au coin connu ». *Von der bekannten Ecke an.*

(NOTE DU TRADUCTEUR.)

lement dans son intérêt propre, mais dans l'intérêt de la discipline, calculée pour les situations les plus difficiles, qu'on assigne à l'officier une situation officielle et sociale qui le fasse considérer par ses hommes comme un être supérieur, dont les ordres sont des révélations. L'homme d'expérience sait qu'il dépend principalement de la personnalité et de la considération des officiers qu'une troupe tienne bon ou non dans un combat. Si l'officier va de l'avant, ses hommes marchent avec lui, et, dans la dernière guerre, les pertes, proportionnellement trois fois plus fortes du côté des officiers que du côté des simples soldats, parlent un langage éloquent.

Il peut arriver qu'avec certains individus, chez lesquels le sentiment du devoir est plus développé, la situation exceptionnelle faite aux officiers ne soit pas aussi strictement nécessaire; mais il y a aussi des individus différents, et quand même il y en aurait peu, le souci de la conservation exige que dans une guerre tous les ressorts soient tendus, toutes les forces soient utilisées, parce que le plus léger atout peut décider de la victoire. La considération d'un officier ne survivrait pas à un arrêt dans son avancement. Ihering en vient même tout naturellement à admettre pour les officiers la légitimité du duel en considération de la fin, car les hommes ne comprendraient pas que, dans certaines circonstances déterminées, l'officier recourût à un avocat pour réparer le dommage fait à son honneur.

Par le fait de la sélection, et pour les motifs précédemment indiqués, il est facile de comprendre pourquoi la vraie noblesse est représentée dans le corps des officiers en proportion bien plus forte. Cela ne saurait toutefois être un inconvénient, mais, au contraire, un très grand avantage pour l'armée. On devrait être heureux que le pays possède

des familles qui considèrent comme un patrimoine le goût du métier militaire et aient à cœur de fournir à l'armée des officiers énergiques et autoritaires. Ce n'est pas tant leur avantage personnel que le devoir et l'honneur qu'elles ont en vue; la preuve en est dans les longues listes de morts au champ d'honneur qu'ont à montrer, à travers l'histoire, les familles les plus distinguées. Les braves gens épris de leurs aises, qui, au coin de leur feu, se lamentent sur l'abomination des massacres et regardent comme seule digne d'un homme la poursuite de la fortune, ne seraient jamais en état, à l'heure du danger, de défendre le pays. Il n'est, par conséquent, nullement à souhaiter que, pour le recrutement des officiers, on aille puiser trop profondément dans les classes commerçantes, parce que les vues qui y dominent sont quelque peu mêlées, et que l'officier ne doit connaître qu'une règle de conduite. Quand on considère comment « l'opinion publique » travaille, sans tenir compte des dangers qui pourraient en résulter, à supprimer les conditions indispensables à l'existence d'un corps d'officiers purement et simplement dévoué à sa mission professionnelle, il faut réellement s'écrier : « Ils ne savent pas ce qu'ils font ! »

Souvent, dans l'avancement, la sélection ne s'exerce pas tout à fait dans le sens voulu, parce qu'elle a lieu en temps de paix et qu'elle est cependant calculée en vue de la guerre. Les motifs sur lesquels se fonde l'appréciation du mérite sont évidemment différents dans l'un ou dans l'autre cas. Chaque chef de régiment a ses exigences particulières, à l'exécution desquelles il tient. L'un aime que ses officiers lisent les ouvrages de science militaire et visent à développer leurs connaissances théoriques; à peine les officiers se sont-ils réglés là-dessus que, par suite d'un mouvement

de personnel, ils reçoivent un nouveau chef qui a d'autres préférences. Celui-ci attache peut-être plus d'importance à l'alignement précis dans les mouvements, tandis qu'un troisième a des idées élevées sur la culture générale des officiers et donne ses notes en conséquence. D'autres tendances, dont toutes ne sont pas très étroitement en rapport avec l'objet principal, influent toutefois sur la sélection des officiers. Celui-là seulement qui a franchi Charybde et Scylla peut espérer arriver heureusement au port. Même dans les grades supérieurs, l'officier n'est jamais sûr de l'avenir; une particularité de caractère qui fait sur les chefs une impression désagréable, une faute de manœuvre, même une simple méprise d'un subordonné, peuvent briser la carrière d'un commandant. Dans aucune autre administration, il n'y a autant de probabilité pour que la sélection mette de côté des individus qui auraient mérité un meilleur sort; mais en même temps il faut reconnaître à l'armée cet avantage, qu'il est extrêmement improbable que la sélection laisse passer un incapable, et nous en concluons de nouveau que c'est précisément l'intérêt de la collectivité que la sélection met en avant, tandis que l'intérêt de l'individu ne passe qu'en seconde ligne.

Dans l'ensemble, les résultats de la sélection militaire sont incontestablement satisfaisants. En 1870, nous avons vu par expérience que nous possédions dans les postes supérieurs des personnalités tout à fait distinguées, des hommes qui joignaient aux connaissances techniques toutes les qualités de caractère exigibles. C'est à notre état-major que nous n'admirerons jamais trop, que nous devons en première ligne nos succès militaires. Devant de tels résultats, à quoi bon se plaindre que nous ayons peut-être plus qu'il ne faudrait d'officiers retraités avant l'âge? On aurait

bien plus raison de déplorer que plus d'un homme de valeur tombe sous les balles ennemies. Ainsi l'exige, une fois pour toutes, la loi de la lutte pour la vie entre nations; il ne saurait y être longtemps question des individus. Celui qui choisit la carrière militaire le sait d'avance.

Tout au début des opérations, on s'aperçut que de rares personnalités ne répondaient pas aux exigences de la situation; de telles exceptions se sont pourtant produites, comme le laise entrevoir Fritz Hœnig<sup>1</sup>. Naturellement les sujets en question furent éloignés; mais quand on réfléchit combien, dans l'ensemble, la sélection réalisée en temps de paix est heureusement adaptée à la guerre, on ne peut refuser à cette organisation son approbation. Nul homme, à lui seul, ne serait en état d'inventer un système qui fonctionnât aussi bien, s'il n'existait pas une tradition. Là encore, rien n'a été créé d'un seul coup; tout est « devenu ». L'abandon de la tradition est, par conséquent, une chose grave qui ne doit être décidée qu'après mûr examen, parce qu'il est très difficile de prévoir la répercussion d'une réforme sur les différents rouages administratifs. Une modification voulue peut en entraîner beaucoup d'autres non voulues. Les hésitations du ministère de la Guerre vis-à-vis des innovations théoriques, loin d'être à blâmer, semblent donc parfaitement justifiées.

En dehors de la défense contre l'ennemi de l'extérieur, l'armée a le devoir d'aider au maintien de l'ordre à l'intérieur. Cette fonction est déjà remplie partiellement par le fait que, pour des centaines de milliers d'hommes, l'armée est une école de discipline et d'autres vertus sociales; mais il peut aussi se produire des circonstances dans lesquelles

<sup>1</sup> Fritz Hœnig, 24 *Stunden Moltkescher Strategie*, Berlin, 1891.

cette influence ne suffit plus à empêcher des entreprises violentes contre l'ordre social. Les jugements ne sont exécutoires que parce que, derrière le juge, il y a la gendarmerie, et derrière la gendarmerie la force armée. L'armée constitue l'admirable mécanisme grâce auquel l'intelligence et la culture, quoique en minorité, dominent les masses envieuses et bornées. Toutefois il n'est pas sans danger que la démocratie socialiste pénètre de plus en plus dans l'armée : quoique la propagande y soit interdite, c'est beaucoup exiger des officiers que de les faire opérer avec des éléments douteux, qui, fidèles au mot d'ordre des chefs du parti, se conduiront aussi bien que possible comme soldats, mais pourront devenir des traîtres à un moment donné. En tout cas, dans les cadres de l'organisation militaire actuelle, une minorité est impuissante et doit bon gré mal gré se soumettre, puisque toute tentative de révolte serait réprimée en un clin d'œil. C'est le point où on en est pour le moment. Il y a là-dessus un précieux témoignage de Bebel qui, dans un congrès international socialiste démocratique, a combattu une proposition tendant à ce qu'en cas de guerre les « compagnons » refusassent l'obéissance militaire : il a donné pour raison que ce serait tout à fait en pure perte, attendu que ces « compagnons » seraient désarmés et fusillés. Il est désirable, mais nullement certain, que les choses n'aillent pas plus loin. Que se passera-t-il quand, dans un certain nombre de régiments, la majorité sera composée de socialistes démocrates ? Il est difficile de le dire. En apparence, l'organisation militaire continuera à fonctionner, mais dans les cas graves il pourra se produire de désagréables surprises, comme cela est déjà arrivé. Les partis bourgeois devraient songer bien plus aux dangers qui menacent l'ordre social et ne pas

rendre plus difficile encore la tâche de l'administration militaire, comme ils le font en se plaçant à des points de vue abstraits, sous prétexte de « principes ».

Si d'un côté nous apprécions impartialement l'organisation militaire, dans laquelle le savoir et le caractère occupent une place incontestée, nous ne voulons d'autre part nullement dire par là qu'il serait bon d'étendre à la vie civile un système aussi strictement hiérarchique. Il y a des ombres au tableau, supportables dans l'armée en raison du danger de guerre, mais qui, dans la vie civile, seraient à peu près intolérables. Dans l'armée, l'individu est subordonné à des fins supérieures ; dans la vie civile, l'individu doit viser au maximum de développement matériel et moral. La différence de but exige aussi une différence d'organisation. On peut toutefois tirer des principes militaires plus d'un enseignement utile pour apprécier les institutions civiles. Tout ce qui est démocratique ne mérite pas par là même d'être vanté et imité ; dans toute organisation, l'élément aristocratique a sa raison d'être, et, si une armée sans chef est sans valeur, une société civile sans hommes de mérite à sa tête est incapable de fonctionner régulièrement.

Le plus mauvais côté de la discipline se révèle dans les mauvais traitements exercés sur les soldats ; malgré la bonne volonté d'en haut, on n'a pas jusqu'à présent réussi à supprimer cet abus. Peut-être y a-t-il une amélioration en ce sens que, d'après une nouvelle circulaire impériale, les hommes ont le droit de se plaindre directement à leur chef de compagnie ; mais le droit de plainte reste toujours accompagné de la menace que celui qui ne pourra pas démontrer l'exactitude des griefs articulés dans sa plainte, sera puni dans l'intérêt de la discipline. Or, la preuve ne sera pas toujours possible, et l'on conçoit qu'un homme qui

se sera plaint très légitimement pourra, finalement, faute de preuves suffisantes, au lieu de réparation, subir une punition.

D'ailleurs les brutalités exercées sur les soldats viennent rarement des officiers, dont elles seraient tout à fait indignes. Il est incompatible avec le rigoureux code d'honneur des officiers qu'un d'eux, sans se diminuer, maltraite un soldat, car la loi interdit au soldat de répondre aux violences de ses supérieurs. L'officier brutal fait donc preuve de peu de courage et de délicatesse. En raison de sa situation privilégiée, l'officier ne doit jamais se laisser entraîner par la colère contre un subordonné, tandis que les sous-officiers peuvent être jugés un peu moins sévèrement. Quand on considère l'inaptitude de bien des recrues, inaptitude qui semble souvent de la mauvaise volonté, on doit accorder que, pour garder son sang-froid, il faudrait plus de patience que la nature n'en donne d'ordinaire à l'homme.

Ce n'est pas de leurs chefs, mais de leurs camarades que les recrues ont le plus à souffrir, et là-dessus on est très mal renseigné d'ordinaire. La conduite des « anciens » vis-à-vis des « bleus » fournit l'occasion d'observations très instructives sur la mentalité moyenne des masses. C'est là qu'on peut le mieux se convaincre que le niveau moyen n'est pas très élevé et que, chez la plupart des hommes, la présomption, l'égoïsme et la méchanceté ne sont pas réfrénés par le sentiment de la justice et les autres qualités sociales. En face du « bleu », « l'ancien se considère comme une sorte de supérieur. Le « bleu » doit autant que possible faire les corvées à sa place, le servir, lui payer à boire et, par-dessus le marché, lui servir de souffre-douleurs. S'il ne se soumet pas, tant pis pour lui. Presque jamais il n'y a à ce sujet de plaintes précises, qui d'ailleurs n'aboutiraient guère. Le

nouveau laisse faire et prend sa revanche en faisant aux « bleus » de l'année d'après ce qu'on lui a fait à lui-même.

Pour la plupart de ceux qui ont servi, l'apprentissage fait au régiment est un avantage pour tout le reste de leur vie. Cela est vrai, en général, pour toutes les positions et pour tous les emplois où l'homme qui a servi est préféré à celui qui n'a pas servi, et cela est très légitime. Pour les artisans et les ouvriers des manufactures, que leur profession oblige à travailler dans des locaux fermés, aussi bien que pour nos étudiants, le service militaire est très avantageux au point de vue du développement physique et de l'affermissement de la santé. Sans cette interruption de travail, beaucoup de jeunes gens n'atteindraient pas leur plein développement thoracique et musculaire. Personne ne peut regretter son temps de service militaire; les années sacrifiées dans la jeunesse sont regagnées dans l'âge mûr par l'incontestable prolongation de la vie. On trouvera quelques documents sur l'accroissement de périmètre thoracique et de force musculaire dans un de mes écrits, *Pesées et Mensurations répétées sur des soldats*<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> *Wiederholte Wägungen und Messungen von Soldaten*, Berlin, 1893. Mittler et Sohn.

## LA GUERRE ET LA SÉLECTION NATURELLE

La guerre est accompagnée de grands maux, mais il ne faut pas les exagérer. Au total, la guerre est un bienfait pour l'humanité, parce qu'elle offre aux nations le seul moyen de mesurer leurs forces et d'assurer la victoire du plus fort. La guerre est la forme la plus élevée et la plus grandiose de la lutte pour la vie; elle est inévitable, donc impossible à supprimer. Déjà Darwin a signalé la sélection des peuples par la guerre (*Descendance de l'homme*, chap. v) et le perfectionnement qui en résulte pour l'espèce humaine : « Une tribu dont un grand nombre de membres ont à un haut degré l'esprit de patriotisme, de fidélité, d'obéissance, de courage et d'amour de leurs compagnons et sont, par conséquent, toujours prêts à se secourir les uns les autres et à se sacrifier dans l'intérêt général, une telle tribu, en règle générale, remportera la victoire sur les autres tribus <sup>1</sup>. »

On ne met en relief de notre paix armée que les côtés désagréables, sans réfléchir que c'est cette paix armée qui nous garantit contre l'amollissement et qui oppose à la

<sup>1</sup> Cf. H.-E. ZIEGLER, *Die Naturwissenschaft und die sozialdemokratische Theorie*, p. 164 et suiv.

poursuite effrénée du gain et des jouissances un élément idéaliste, le patriotisme. Pour se lamenter sur l'état de paix armée et en même temps se plaindre de la diminution de l'idéalisme, il faut ou bien un cerveau spécialement organisé, ou bien une grande inconscience.

La guerre n'est pas seulement un instrument de sélection naturelle en ce sens qu'elle assure aux nations supérieures en vigueur et en intelligence la suprématie qu'elles méritent; mais elle peut encore agir par sélection dans un sens avantageux sur les individus isolés. Ceci, bien entendu, dans le cas d'une guerre de courte durée et de pertes limitées. Des guerres prolongées comme celles de Napoléon I<sup>er</sup> qui anéantissent d'innombrables multitudes de sujets sélectionnés, bons pour le service, abaissent la moyenne de la population au point de vue physique, mais non au point de vue intellectuel, les classes supérieures étant frappées dans des proportions relativement plus faibles. La guerre de Trente Ans, selon une juste remarque de Seeck, fut suivie d'un extraordinaire essor des esprits, bien qu'elle eût terriblement épuisé la masse de la population (cf. p. 237).

On a exagéré à tort l'effet des guerres. Nos pertes en 1870-71 ont été grandes et douloureuses, quoiqu'elles n'aient causé qu'un insignifiant accroissement dans le chiffre de la mortalité générale, et qu'il ne puisse être question d'une diminution de population. Sur les générations suivantes, à en juger d'après les naissances en 1871 et 1872, la guerre a exercé une influence favorable. Si paradoxal que cela paraisse à première vue, cela est de toute évidence à la réflexion après examen des statistiques.

On pourrait comparer l'armée à une énorme éponge qui, au moment de la mobilisation, absorberait tous les hommes en état de porter les armes, et qui, après une guerre de peu

de durée, restituerait une sélection des plus adroits, des plus vigoureux et des plus résistants.

A la fin d'une telle guerre, le nombre des mariages, et, un peu plus tard, celui des naissances, s'élève extraordinairement; mais ce n'est pas tout : les enfants qui naissent sont d'une constitution physique meilleure, après que les hommes, endurcis par la guerre, sont revenus dans leurs foyers. Jamais l'Allemagne n'a eu de plus nombreux et de plus beaux contingents qu'en 1893, l'année même où une certaine presse prétendait qu'il faudrait déclarer bons pour le service les boiteux et les paralytiques, afin d'atteindre le nombre de recrues demandé par le gouvernement d'après la nouvelle loi militaire. Au printemps, dans les conseils de revisions, les commissions avaient remarqué la santé et la force exubérante des conscrits et, à l'automne, à l'arrivée des recrues aux corps d'armée, les officiers furent tous d'accord pour déclarer qu'ils n'avaient jamais eu un aussi beau contingent.

Ce n'est pas seulement en Allemagne qu'on a fait cette constatation. En France, où, par suite des désordres causés par la guerre, la sélection atteignit même la population civile, au moins dans la partie du territoire située au nord de la Loire, l'effet produit fut encore plus énergique. Or le journal *l'Avenir militaire* a signalé, avec une surprise visible, que le contingent de 1893 était remarquablement bon et utilisable, et le D<sup>r</sup> Collignon a confirmé cette indication par ses constatations dans la Dordogne, en ajoutant que tous les membres du conseil de revision, en fonctions depuis de longues années, avaient éprouvé la même impression et que, par conséquent, le chiffre élevé des sujets bons pour le service n'était pas le résultat d'une diminution inconsciente des exigences.

Domenico Guerrini présente des observations exactement semblables dans un article de la *Rivista militare Italiana*<sup>1</sup> : après la guerre de Crimée, le nombre des individus bons pour le service s'est élevé en France, et ce fut la même chose aussi bien en France qu'en Italie après la guerre de 1859. C'est assez pour réfuter les opinions courantes et les préjugés relatifs à la nocivité absolue de la guerre.

Les guerres courtes, en définitive, agissent sur la population comme des orages purificateurs ; elles éliminent de préférence les individus affaiblis, doués d'une force vitale insuffisante, mais en même temps elles déterminent, dans la population, un élan nouveau qui se manifeste par la santé plus robuste des enfants qui naissent, par la plus grande endurance des adultes et par un essor extraordinaire de l'esprit public. C'est la guerre qui permet finalement de rétablir une situation politique claire, en rapport avec la puissance réelle, offrant par conséquent quelques chances de durée.

---

<sup>1</sup> *La guerra nel movimento demografico*, dans *Rivista militare Italiana*, 1892.

Nous en venons maintenant au *capital*, la *bête noire*, responsable, d'après Karl Marx et ses disciples, de tout le mal qui arrive dans le monde. Dans son célèbre ouvrage publié en 1867, K. Marx fait expressément abstraction de la personne des *capitalistes*; il entend considérer les manifestations de la vie sociale comme un processus naturel, et il croit avoir découvert dans le *capital* le facteur dominant qui règle ce processus, selon lui indépendant de la conscience et de la volonté humaine, et qui, tout au contraire, détermine la volonté et les desseins des hommes, sans que ceux-ci en aient conscience. Avec une éloquence décevante et à l'abri d'un matériel statistique qui, malgré son étendue, ne permet pas au lecteur de se faire une idée personnelle, Marx expose comment le capital tend à *s'accumuler*, à se concentrer de plus en plus entre peu de mains pour épuiser et exploiter de plus en plus les ouvriers. Impitoyable et inconsciente, la *bête noire* poursuit sa route avec une rage aveugle, entraînant avec elle, sans possibilité de résistance, les possédants, et broyant les déshérités. Aucune puissance sur la terre ne saurait l'arrêter, sauf la puissance du prolétariat, qui se dressera en face du capital, et finalement lui arrachera la domination.

Nulle part, mieux que chez Marx, ne se confirme ma remarque initiale, qu'on ne saurait arriver à l'intelligence de l'ordre social en prenant exclusivement pour point de départ les conditions de la production économique. Or Marx ne tient compte que des phénomènes économiques; chez lui, toute autre fin sociale ou bien est passée sous silence comme accessoire, ou bien, quand elle est mentionnée, est traitée avec raillerie et avec mépris, comme émanant de l'amour des jouissances, de l'avarice, de l'hypocrisie des classes supérieures. Et cet exclusivisme a abusé beaucoup de nos économistes; ils saluent avec admiration l'ouvrage de Marx comme un brillant chef-d'œuvre, et, pour le socialisme démocratique, c'est la *Bible des travailleurs*, irréfutée et irréfutable.

Le naturaliste, habitué à chercher dans tout mécanisme en mouvement la force impulsive initiale, considérera la question sous un autre aspect. Il se dira tout d'abord: « Le *capital* est une chose inanimée, à laquelle l'activité seule de l'homme donne le mouvement; donc il ne peut être lui-même la force motrice. C'est un instrument pour la production et la répartition des richesses, un mécanisme dirigé par l'homme en vue de fins déterminées; mais la force motrice vient de l'homme lui-même, de ses instincts égoïstes ou sociaux, et c'est à ceux-ci que nous avons affaire en dernière analyse ». C'est exactement l'inverse de ce que croit Marx. L'école marxiste elle-même insiste à l'occasion sur ce que l'homme sait de mieux en mieux dompter les forces de la nature, et cet homme qui fait travailler les chutes d'eau, qui emprisonne la vapeur, qui dirige à sa guise la force de l'électricité, serait un instrument inconscient, asservi à un fait économique, le *capital*, qui pourtant ne possède pas par lui-même une vie propre! Et ce serait le

prolétariat, la classe moins favorisée quant à l'intelligence et quant au caractère, qui aurait précisément pour mission d'affranchir l'humanité!

Un homme qui, à l'improviste, apercevrait pour la première fois une locomotive en mouvement pourrait s'imaginer d'abord que la locomotive est la force qui entraîne les wagons. C'est à peu près ainsi, pour parler par comparaison, que Marx a compris le problème social. En y regardant de plus près, un observateur, muni des connaissances physiques et mécaniques nécessaires, remarquerait bientôt que la locomotive n'est qu'un mécanisme et s'apercevrait que la force motrice proprement dite est la vapeur d'abord, et ensuite l'énergie enfermée dans le charbon. Finalement, il serait obligé de constater que la locomotive ne se met en marche et ne continue à marcher que s'il y a dessus un mécanicien pour faire manœuvrer le mécanisme selon certaines règles, et un chauffeur pour mettre du charbon dans le foyer. En outre ces deux hommes ne se promènent pas pour leur plaisir; ils sont là en qualité d'employés, pour des fins sociales déterminées. En dernière analyse, la force qui emporte le train de chemin de fer, c'est l'intelligence et la volonté des deux machinistes au service de la société.

Notre observateur, pris à l'improviste, pourrait également croire que le train, poussé par une force surnaturelle, emporte avec lui les voyageurs, qu'il doit suivre les rails et que les rails le conduisent au hasard, où il leur plaît. En croyant cela, notre observateur ne ferait pas attention à ce que la direction des rails n'est nullement arbitraire, mais que l'on a placé la voie là où l'exigent les intérêts commerciaux.

Donc, pour un naturaliste, l'œuvre de Marx n'est pas une révélation de profonde philosophie, mais une forme trom-

peuse de l'erreur qui consiste à confondre un mécanisme avec la force motrice qui le met en mouvement. Tout mécanisme un peu compliqué possède, d'ailleurs, ses propriétés particulières qui doivent être étudiées, et, avec du sens critique, on peut s'initier, dans Marx, à plus d'une particularité du système capitaliste; c'est un mérite, bien qu'il soit très inférieur, à celui que Marx s'attribue à lui-même, et qu'en outre il soit diminué par beaucoup de déformations intentionnelles du sujet.

En approfondissant les notions qui sont la base du socialisme marxiste, nous trouvons que les plaintes formulées contre le capital sont dirigées non pas contre le capital proprement dit, indispensable pour la production et qui jouerait un rôle dans le futur Etat socialiste, mais seulement contre le capital non socialisé, contre celui qui sert à exploiter la production des richesses au profit de certains individus et au détriment de la collectivité. La séparation de l'ouvrier d'avec les instruments de production serait la cause en vertu de laquelle les riches deviennent de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres, tandis que la classe moyenne disparaît ou, pour employer l'expression technique, que le pont se rétrécit de plus en plus entre les pauvres et les riches.

Mais, strictement, il s'agit en théorie d'une opposition, non pas entre un mode de production *capitaliste* et un mode de production *socialiste*, mais entre un mode de production *individualiste* et un mode de production *socialiste*, ce qui est déjà plus exact. Avant d'entrer dans des considérations abstruses sur les causes d'un prétendu phénomène social qui serait le résultat de la production individualiste, nous rechercherons si l'affirmation que « le pont devient toujours plus étroit » est exacte ou non; il pourrait autre-

ment nous arriver la même chose qu'à ces savants qui écrivirent de graves dissertations sur cette question de concours : *Pourquoi un poisson mort pèse-t-il moins qu'un poisson vivant?* et qui, après tout le monde, durent reconnaître que le poisson mort pèse autant que le poisson vivant, ce que pas un seul n'avait vérifié.

Ici nous arrivons à cette constatation remarquable que précisément Karl Marx a traité ce point capital d'une façon très chiche. Tandis que son livre est d'ailleurs bourré de statistiques, il n'y a que peu de chose, dans le chapitre consacré à *l'illustration de la loi générale d'accumulation capitaliste* (p. 667 et suivantes de la troisième édition allemande), et ce qui s'y trouve est sans force démonstrative décisive. Il y a là des données sur l'augmentation de la population en Angleterre, sur les chiffres de l'impôt, sur le revenu en 1864 et en 1865, sur le développement des voies ferrées, de sombres peintures de la situation sociale des ouvriers et des fermiers; mais on n'y apprend rien sur la situation antérieure, et rien de tout cela ne démontre que les riches soient devenus plus riches et les pauvres plus pauvres. C'est à bon droit qu'on a reproché à Marx d'avoir éludé la démonstration de sa proposition fondamentale; il paraît avoir été tellement convaincu de l'exactitude de celle-ci qu'il n'a pas regardé comme nécessaire d'y insister davantage.

Cette lacune n'est pas restée inaperçue dans le camp socialiste, et Max Schippel a essayé de la combler, dans son ouvrage, *la Misère moderne et la Surpopulation*<sup>1</sup>; malheureusement il n'a pas employé une meilleure méthode. Il s'appuie également sur la situation en Angleterre et montre,

<sup>1</sup> *Das moderne Elend und die Uebervölkerung*, 1883 et 1888.

à l'aide des statistiques, comment d'un côté la production s'est accrue dans toutes les branches d'industrie, comment d'autre part la situation de la classe ouvrière reste malgré tout misérable ; mais Schippel ne fournit pas non plus la preuve de l'appauvrissement croissant des ouvriers, puisqu'il serait indispensable pour cela de comparer la situation d'autrefois et celle de maintenant. Nous ne savons pas s'il y a eu progrès ou diminution quand nous ne considérons que le présent. Pour déterminer la direction d'une ligne, il faut au moins deux points ; un point à lui tout seul ne détermine pas une ligne, ce dont Schippel paraît se douter aussi peu que Marx. Là même où Schippel semble prendre la bonne voie, en citant l'état des revenus en 1867, il démontre seulement que les riches ont plus de revenus que les pauvres ; ce qui est une vérité de La Palisse. Dans sa deuxième édition de 1889, Schippel n'a introduit aucune amélioration essentielle. On y cherche inutilement une comparaison entre des catégories de revenus prises dans deux années un peu éloignées l'une de l'autre.

De leur côté, des écrivains et des statisticiens non socialistes ont essayé d'apporter la preuve que le nombre des revenus moyens diminue et que celui des grands et des petits augmente. L'erreur de méthode qu'ils ont commise est à plus d'un point de vue si instructive qu'il me paraît utile de l'exposer tout d'abord et de mettre ensuite le doigt sur le point précis où est la faute de logique. Je prends toutefois pour exemple non pas la statistique anglaise, mais une statistique allemande qui a pour nous plus d'intérêt. Si nous comparons, par exemple, l'état des revenus en Saxe en 1879 et en 1890, nous trouverons si dans cet intervalle le pont est devenu « plus étroit » ou non.

D'après les publications du Bureau royal de statistique,

voici quel était, dans les années susdites, en Saxe, le nombre de personnes physiques et juridiques estimées au point de vue de l'impôt sur le revenu (cf. p. 177)<sup>1</sup> :

	1879	1890
Jusqu'à 500 marks .....	560.210	546.138
De 500 à 800 — .....	270.246	401.439
De 800 à 1.600 — .....	165.699	318.125
De 1.600 à 3.300 — .....	62.140	91.124
De 3.300 à 9.600 — .....	24.414	36.841
Au-dessus de 9.600 — .....	5.293	10.402

A l'aide de ces matériaux officiels, nous calculons maintenant l'accroissement de chaque classe de revenus, et nous exprimons l'augmentation en proportion 0/0 par rapport à la situation de 1879, comme on peut voir dans le tableau suivant :

	1879	1890	
		Augmentation	Proportion 0/0
De 500 à 800 marks	270.246	131.193	48,5
De 800 à 1.600 —	165.699	152.426	91,8
De 1.600 à 3.300 —	62.140	28.984	46,6
De 3.300 à 9.600 —	24.414	12.427	50,9
Plus de 9.600 —	5.293	5.109	96,5

La démonstration consisterait en ce que la catégorie de 500 à 800 marks de revenu a peu augmenté ; celle de 800 à 1.600, très fortement, de 91,8 0/0 ; la classe supérieure au-dessus de 9.600, très fortement aussi, de 96,5 0/0, tandis que les revenus moyens n'ont augmenté que de 46,6 à 50,9 0/0,

<sup>1</sup> Nous conservons dans ce chapitre les chiffres de la statistique de 1890, à cause de la polémique qui s'y rattache. Plus loin, nous donnons les chiffres de 1898, qui confirment notre argumentation.

par conséquent seulement de la moitié environ. Les 91,8 0/0, et les 96,5 0/0 pour les pauvres et pour les riches, sont les deux têtes du pont; les intermédiaires 46,6 et 50,9 0/0 sont le pont qui, si cela continue ainsi, deviendra de plus en plus étroit et sera finalement supprimé, de sorte qu'il ne restera plus que des *millionnaires* et des *prolétaires*.

Ainsi était démontrée la disparition de la classe moyenne, l'accumulation de la richesse et l'appauvrissement du prolétariat; Bücher, Herkner, Mithoff, Edith Simecox et d'autres sont arrivés pour la Suisse, pour Bade, pour la Prusse, pour l'Angleterre, à des résultats qui se résument par la formule que le pont devient de plus en plus étroit entre les riches et les pauvres. Jusqu'à J. Wolf (1892), personne ne paraît s'être douté que la méthode est fautive parce qu'elle confond l'accroissement absolu des contribuables et leur accroissement relatif de manière à déformer le résultat. Dans son ouvrage, J. Wolf expose d'une façon intéressante la genèse de l'erreur, et sa cristallisation progressive en un dogme universellement admis. Il est excellent dans la critique de ses devanciers et montre très justement que le *rétrécissement du pont* (*Schmälerwerden der Brücke*) est une illusion; mais, pour en fournir la preuve, il s'engage dans une voie également fautive, quoique d'une autre manière.

La suite des idées, chez Wolf, est la suivante: la classe des recensés de 500 à 800 marks, de 1879 à 1890, a augmenté de 401.439 — 270.246 = 131.193 personnes, par conséquent de 48,5 0/0 par rapport à son chiffre antérieur: d'où sont venus ces 48,5 0/0? Ils se sont élevés de la classe inférieure à la classe supérieure, parce que leur salaire s'est accru. La classe inférieure a donc fourni 131.193 personnes à la classe supérieure? Non: plus, car en même temps 152.426 personnes sont passées de la classe de 500 à 800 marks dans la classe

voisine de 800 à 1.600 marks de revenu, et elles ont été également remplacées par en bas. L'augmentation de la classe de 500 à 800 marks s'élève donc en réalité à  $131.193 + 152.426 = 283.619$  individus. Ici Wolf commet une première faute. L'accroissement d'une classe ne vient pas uniquement des personnes qui se sont élevées d'une classe immédiatement précédente. Il arrive très fréquemment que des gens qui n'avaient aucun revenu entrent du premier coup dans la catégorie des revenus moyens grâce à l'ouverture d'un commerce ou à leur entrée dans un emploi, sans passer par les échelons inférieurs ; mais, si l'hypothèse de Wolf était exacte, il y aurait encore une autre faute à corriger, car il faudrait compter ceux que la classe de 800 à 1.600 M. a fournis à la classe immédiatement supérieure et, de même pour toutes les autres classes, tenir compte de tous ceux qui se sont élevés d'une classe à une classe supérieure, parce que tous, ensemble et séparément, n'ont pu se recruter que dans les classes inférieures.

En tenant compte de cette dernière observation, on obtient, au lieu des chiffres de Wolf, les proportions 0/0 données entre guillemets.

Finalement on calcule combien d'individus 0/0 se sont élevés d'une classe à la classe voisine, et l'on arrive, d'après Wolf, au résultat suivant :

Pendant les onze années de 1879 à 1890 se sont élevés à des classes supérieures :

	De la classe de :	Dans celle de :	0/0	
Jusqu'à 500	500 marks	500 marks à 800	50,7	(59,0)
500 à 800	» 800	» à 1.600	67,2	(73,4)
800 à 1.600	» 1.600	» à 3.300	24,9	(28,0)
1.600 à 3.300	» 3.300	» à 9.600	28,3	(28,1)
3.300 à 9.600	» plus de 9.600 marks		21,3	(20,9)

} Par rapport au total de leur classe antérieure.

Les légers écarts signalés entre guillemets ne changent en rien le résultat de Wolf, qui signifie : « Pendant onze ans, plus de la moitié de ceux qui appartenaient aux deux classes inférieures sont entrés dans la classe immédiatement supérieure ; au contraire, dans les classes supérieures, l'ascension s'est élevée à peine à un quart des recensés. Quant à l'affirmation que le pont devient de plus en plus étroit, que la richesse s'accumule tandis que la route est barrée au prolétariat dans sa marche en avant, c'est exactement le contraire qui apparaît comme exact. »

Il est vrai qu'ici les *têtes de pont* ont disparu, et cela est également visible dans les statistiques de quelques pays que Wolf a travaillées d'après sa méthode ; mais il y a un malheur. Le calcul des proportions 0/0 sur la base des classes à intervalles inégaux constitue le principal mérite ou le principal défaut de ce résultat, et Wolf ne s'en est pas aperçu. La classe inférieure comprend une étendue de 500 marks, la suivante de 300, la troisième de 800, la quatrième de 1.700, la cinquième de 6.300, et la dernière n'est pas limitée. Si nous réfléchissons que dans une classe de 300 marks d'étendue il doit y avoir nécessairement place pour moins de personnes que dans une classe de 800, de 1.700 marks et plus, nous comprenons facilement que les chiffres sur la base desquels nous avons calculé le 0/0 des individus qui se sont élevés d'une classe à l'autre sont trop faibles dans les classes inférieures et donnent, par conséquent, des pourcentages trop forts. Wolf, sans le savoir, a rendu visible aux yeux l'inégale répartition des classes de contribuables, mais n'a pas démontré son affirmation.

Et malgré tout Wolf a parfaitement raison sur le point essentiel, c'est-à-dire sur l'affirmation que le pont ne devient pas de plus en plus étroit entre les riches et les pauvres. Si

des spécialistes distingués peuvent commettre de telles erreurs de méthodes, le motif en est dans le manque d'aptitude acquise à se représenter les espaces et les chiffres, et aussi dans la culture exclusivement verbale distribuée dans nos gymnases. Sans géométrie et sans mathématiques, on ne réussit plus aujourd'hui dans aucune science ; il faut, par exemple, dans le cas présent, pouvoir se représenter la *pyramide des revenus*, et il faut, en outre, être en état d'apprécier les variations d'une fonction mathématique qui se produisent en conséquence de la variation des grandeurs particulières (Calcul différentiel). Le cas présent est très propre à démontrer que la méthode de culture intellectuelle suivie jusqu'à présent est insuffisante pour notre époque, et que tout le monde, malgré l'éducation scolaire logique et verbale, peut commettre de très lourdes fautes de logique.

Pour donner un tableau clair et inattaquable de la modification de la « pyramide sociale », nous procédons comme il suit. La totalité des contribuables, d'après notre exemple, s'élevait, en 1879, à 1.088.002 ; en 1890, à 1.404.069. L'augmentation de 316.067 personnes répond à 29,04 0/0 par rapport à la situation en 1879, et ce chiffre est déjà très significatif, puisque la population ne s'est augmentée que de 19,5 0/0, et qu'il y a donc beaucoup plus de personnes qui produisent par rapport à celles qui consomment. Si nous augmentons des 29,04 0/0 ci-dessus le nombre des recensés dans chaque classe, nous obtenons la situation qu'on aurait dû trouver en 1890, si toutes les classes avaient augmenté proportionnellement, si par conséquent la forme de la pyramide sociale était restée la même. Si à cette situation qui *devrait être* ou situation *calculée* nous comparons la situation actuelle ou *réelle*, nous reconnaissons facilement, d'après les écarts, si une classe a augmenté plus

qu'elle n'aurait dû, ou si elle est restée en-deçà des prévisions calculées.

	1879	1890	
		Situation calculée d'après une augmentation de 29,04 0/0	Situation réelle
Jusqu'à 500 marks	560.210 <sup>1</sup>	722.952	546.138
De 500 à 800 —	270.246	348.732	401.439
De 800 à 1.600 —	165.699	213.835	318.125
De 1.600 à 3.300 —	62.140	80.192	91.124
De 3.300 à 9.600 —	24.414	31.507	36.841
Au-dessus de 9.600 —	5.293	6.831	10.402
TOTAL.....	<u>1.088.002</u>	<u>1.404.069</u>	<u>1.404.069</u>

La situation calculée et la situation réelle de 1890 doivent naturellement, si les calculs sont exacts, fournir la même somme : la répartition seule diffère. Au premier coup d'œil, on voit que pour la catégorie des revenus les plus bas il y a diminution par rapport à la situation calculée, tandis que pour les autres classes, sans exception, il y a augmentation. Pour nous rendre compte de l'augmentation ou de la diminution, faisons les soustractions et exprimons en proportion 0/0 de combien la situation réelle est plus forte par rapport à la situation calculée.

	La situation réelle diffère de la situation calculée de :	0/0 par rapport à la situation calculée
Jusqu'à 500 marks	— 176.814	— 24,5
De 500 à 800 —	+ 52.687	+ 15,1
De 800 à 1.600 —	+ 104.290	+ 48,7
De 1.600 à 3.300 —	+ 10.932	+ 13,6
De 3.300 à 9.600 —	+ 5.334	+ 16,9
Au-dessus de 9.600 —	+ 3.571	+ 52,3

<sup>1</sup> Y compris 76.697 individus avec moins de 300 marks de revenu, exemptés d'impôts. Dans l'hypothèse d'une augmentation de 29,04 0/0, ils auraient dû, en 1890, être au nombre de 98.976, tandis qu'ils n'étaient que 74.948, soit une diminution de 24,5 0/0 par rapport à la situation calculée.

Ce tableau signifie clairement : le pont devient de plus en plus large dans la partie moyenne. La seule diminution est celle de la classe la plus basse, avec le misérable revenu de 500 marks, et cela est heureux ; mais la plus grande augmentation absolue de 104.290 recensés ne tombe pas sur la seconde catégorie inférieure, mais sur la troisième avec 800 à 1.600 marks de revenu, qu'il est impossible de qualifier de « pauvre ». Toutes les classes supérieures montrent aussi, par rapport à la situation calculée, une augmentation de 13,6 0/0 à 52,3 0/0. Où est là l'appauvrissement croissant ? Jamais certainement, depuis que le monde existe, la situation des masses populaires, au point de vue des revenus, ne s'est élevée dans une telle proportion. Et pourtant les années 80 sont comptées parmi les moins prospères au point de vue industriel.

Dans le faux calcul d'auparavant, on avait tout simplement laissé de côté la classe la plus inférieure, et on avait par là placé beaucoup plus bas en apparence la tête de pont, 91,8 0/0. D'après le calcul rectifié, on voit que ce chiffre se ramène à 48,7 0/0 et se rapproche davantage du milieu, et par conséquent qu'il n'y a plus du tout de tête de pont. La classe de 800 à 1.600 marks a augmenté plus fortement que les deux classes suivantes. Il peut y avoir à cela différentes causes. En tous cas, il ne saurait être question d'une augmentation du paupérisme, car, selon une remarque précédente, avec le revenu en question, on n'est pas pauvre. Il serait toutefois possible que l'ascension ultérieure de cette classe dans une classe supérieure fût rendue trop difficile par la faute de l'organisation sociale. Cependant il ne faut pas admettre cela sans plus d'examen, car le même résultat se produira si l'aptitude intellectuelle de nombreux individus de la classe de 800 à 1.600 marks n'est pas suffisante pour leur per-

mettre de s'élever plus haut. Dans ce cas aussi il y aura engorgement dans la classe en question, sans même que la société mette d'obstacles à son mouvement ascensionnel ; mais il pourrait aussi arriver, et cette cause me paraît la plus importante, que les classes populaires se soient accrues avec une rapidité disproportionnée pendant la dernière décade. Le trop grand nombre d'enfants, comme nous le vérifierons d'une façon plus approfondie, est un obstacle à l'amélioration sociale des classes populaires, et comme le fait de la forte natalité dans les classes inférieures n'est pas niable, on peut considérer les 48,7 0/0 d'augmentation dans la catégorie des revenus de 800 à 1.600 marks comme une expression statistique de cette forte natalité, d'où l'on ne peut rien conclure de plus relativement à l'organisation de la société ou à l'aptitude moyenne de cette classe. Si l'accroissement des couches inférieures venait à être moins rapide, beaucoup de gens parmi les 48,7 0/0 trouveraient le temps d'atteindre un revenu plus élevé ; mais l'augmentation formidable de la natalité pousse sans cesse en avant de nouveaux individus et ne permet pas que l'encombrement de cette classe diminue.

On doit se rappeler que la classe de 1.600 à 3.300 et celle de 3.300 à 9.600 marks indiquent également un excédent de 13,6 0/0 et de 16,9 0/0 sur l'accroissement calculé. Dans la classe supérieure, avec plus de 9.600 marks de revenu, il y a encore une sorte de *tête de pont* ; seulement le chiffre s'est abaissé de 96,5 0/0 à 52,3 0/0. Mais les théoriciens ne peuvent pas non plus s'en tenir là. Cette classe n'est pas limitée par en haut et reçoit tout ce qui vient d'en bas, sans rien fournir à une autre classe. Que signifie donc, dans ces conditions, une augmentation de 52,3 0/0 dans la classe supérieure ? Cela signifie-t-il réellement que les riches

deviennent toujours plus riches? En aucune façon. Si les riches devenaient toujours plus riches, si le capital se concentrait entre des mains de moins en moins nombreuses, le chiffre des recensés dans la classe supérieure devrait diminuer, et leur revenu moyen devrait augmenter. C'est exactement l'inverse qui arrive. Le nombre des riches s'est élevé de 5.293 à 10.402, soit de 52,3 0/0, mais le revenu moyen d'un recensé de cette classe, dans la même période, n'a augmenté que d'environ 13,6 0/0<sup>1</sup>.

Dans les onze années de 1879 à 1890, le revenu total de la population en Saxe s'est élevé de 959.442.075 marks à 1.444.962.117, soit environ de 50,6 0/0. La moyenne par tête sur l'ensemble des imposés s'est élevée de 882 marks à 1.033 marks, soit de 17,1 0/0, et la moyenne par tête sur l'ensemble de la population de 327 à 430 marks, soit de 31,7 0/0. L'augmentation proportionnelle du revenu moyen dans les classes supérieures, 13,6 0/0, est donc beaucoup moindre que dans l'ensemble des recensés ou encore dans toute la population. En d'autres termes, le bien-être collectif s'est élevé, le nombre des riches s'est accru considérablement; mais l'affirmation que les riches deviendraient toujours plus riches est parfaitement insoutenable. Et ce qui est vrai pour la Saxe peut être admis pour chacun des pays allemands confédérés.

<sup>1</sup> L'augmentation du revenu moyen des personnes physiques de la classe supérieure de 1879 à 1890 ne peut pas être déterminé directement, attendu que jusqu'en 1882 on n'a pas distingué dans la statistique les personnes physiques et les personnes juridiques; ces dernières doivent naturellement rester en dehors de notre calcul, attendu que les énormes revenus des sociétés par actions se répartissent entre un grand nombre de personnes. De 1882 à 1892, le revenu moyen des personnes physiques de la classe ayant plus de 9.600 marks, s'est élevé de 21.967 à 24.089 marks, c'est-à-dire de 12,4 0/0 et cela ferait en onze ans le 13,6 0/0 de plus haut. On ne commettra pas une grosse erreur en supposant que l'accroissement 0/0 annuel de 1879 à 1890 a été à peu près le même que de 1882 à 1892.

L'augmentation de l'effectif des classes supérieures démontre donc seulement que, dans les conditions actuelles, il est possible à un plus grand nombre d'industriels, de commerçants, etc., de s'assurer, par les profits de leur profession et les capitaux mis de côté, une vieillesse exempte de soucis, et cela est, au point de vue social, très heureux, et même nécessaire, car personne ne garantit au patron une pension de retraite, et c'est lui-même qui doit y aviser. S'il ne le pouvait pas, il serait plus mal partagé que l'ouvrier ordinaire.

Pour les lecteurs peu familiarisés avec les chiffres, voici un tableau abrégé qui résume ces considérations. On obtient une image de la structure de la pyramide sociale en calculant combien de recensés sur 1.000 en 1879 et en 1890 rentraient dans chaque classe de contribuables et quels écarts se sont produits dans les classes prises séparément.

	1879	1890	Augmentation par rapport au chiffre de 1879	0/0 par rapport au chiffre de 1879
Jusqu'à 500 marks	515	389	— 126	— 24,5
De 500 à 800 —	248	286	+ 38	+ 15,1
De 800 à 1.600 —	152	227	+ 75	+ 48,7
De 1.600 à 3.300 —	57	65	+ 8	+ 13,6
De 3.300 à 9.600 —	23	26	+ 3	+ 16,9
Au-dessus de 9.600 —	5	7	+ 2	+ 52,3
TOTAL.....	<u>1.000</u>	<u>1.000</u>		

Les pourcentages de la dernière colonne verticale ne concorderaient pas exactement avec les précédents (p. 331) parce qu'ils sont calculés sur des nombres trop petits; c'est pourquoi les chiffres plus exacts d'auparavant ont été reproduits. Le tableau est facile à comprendre. Sur 1.000 recensés, il y a en 1890, par rapport à 1879, 126 pauvre de moins,

et  $38 + 75 + 8 + 3 + 2 = 126$  riches de plus, et parmi ces derniers, il y en a 75 avec de 800 à 1.600 marks de revenu, et 2 très riches avec un revenu supérieur à 9.600 marks.

La *pyramide des revenus* de 1890 a été représentée graphiquement au chapitre XXVII (p. 178); je la reproduis dans la figure 4, où est tracée, d'après le même procédé, la courbe des revenus de 1879.

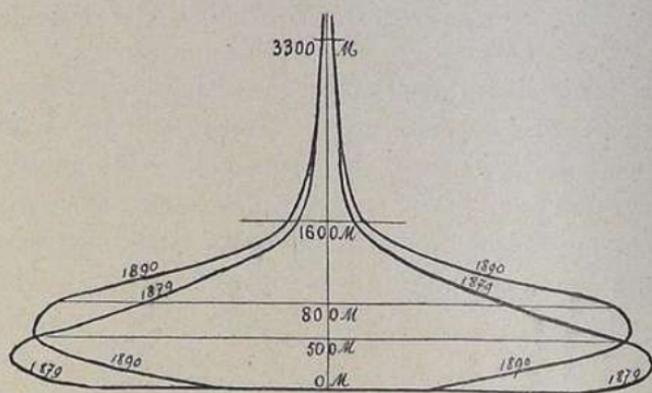


FIG. 4. — Comparaison des revenus dans le royaume de Saxe en 1879 et en 1890.

Cette figure rend saisissantes les modifications survenues de 1879 à 1890. Elle doit convaincre même les plus entêtés sceptiques. La grande masse des gens à petit revenu s'est réellement relevée, par là même que le plus grand élargissement de la courbe paraît fortement déplacé vers en haut. En revanche, les recensés à faibles revenus ont considérablement diminué, et la courbe de 1890 apparaît plus étroite à sa base que celle de 1879. Enfin l'augmentation des gens aisés et des riches est si peu sensible qu'à l'échelle adoptée pour ce graphique elle cesse d'être visible à partir de 3.300 marks.

Oui, m'objectera-t-on peut-être, tout cela peut être exact; mais on n'y tient pas compte de ce que, vraisemblablement en 1890, beaucoup d'hommes étaient sans aucun salaire et qu'en tout cas le nombre des sans-travail qui languissent dans la plus grande misère s'est énormément accru.

Cette objection arriverait tout à fait à propos, car la statistique du royaume de Saxe est particulièrement instructive, parce qu'elle comprend une portion considérable de la population et particulièrement la classe de 0 à 500 marks de revenu, qui, dans les autres pays, n'est pas recensée. En conséquence, nous sommes en mesure de déterminer avec certitude le nombre de ceux qui ne touchent aucun revenu, en y comprenant les femmes et les enfants.

D'après le recensement, le nombre des habitants s'élevait en Saxe à 2.760.586, en 1875; à 2.972.805, en 1880. De là se déduit par interpolation le chiffre des habitants en 1879, environ 2.930.361. L'augmentation de 1879 à 1890 s'élève à 572.323, soit 19,5 0/0 en onze ans, ce qui est tout à fait énorme. Il ne serait pas étonnant qu'avec un accroissement aussi rapide de la population les offres de travail n'aient pas tout à fait suivi la progression correspondante; mais c'est justement le contraire qui est arrivé. Nous avons plus haut, en 1879, 1.088.002 contribuables; en 1890, 1.404.069; en retranchant de la population totale de chaque année, on obtient le nombre de ceux qui ne faisaient que consommer sans posséder de revenu propre (en comprenant les femmes et les enfants): en 1879, 1.842.359; en 1890, 2.098.615. En apparence, il semble qu'il y en ait plus en 1890 qu'en 1879; mais, si l'on tient compte de l'augmentation moyenne de 19,5 0/0 pour l'ensemble de la population, la chose prend un autre aspect. Si le même rapport s'était maintenu, il aurait dû y avoir, en 1890, 2.202.187 personnes sans revenus

propres : par conséquent, dans les onze années, le nombre de personnes ne possédant aucun revenu a diminué de 103.572 par rapport aux prévisions. Si nous calculons de nouveau toutes les classes de contribuables en y ajoutant les sans-revenu, en supposant pour chacune de ces classes une augmentation proportionnelle de 19,5 0/0, les observations précédentes n'en prennent que plus de relief :

	1879	1890	
		Situation calculée sur 19,5 0/0 d'augmentation	Situation réelle
Sans aucun revenu :	1.842.359	2.202.187	2.098.615
Jusqu'à 500 marks	560.210	669.624	546.138
De 500 à 800 —	270.246	323.027	401.439
De 800 à 1.600 —	165.699	198.061	318.125
De 1.600 à 3.300 —	62.140	74.276	91.124
De 3.300 à 9.600 —	24.414	29.182	36.841
Au-dessus de 9.600 —	5.293	6.327	10.402
TOTAL.....	2.930.361	3.502.684	3.502.684

Les totaux de la situation réelle et de la situation calculée en 1890 doivent être égaux ; les écarts en plus ou en moins de chaque classe prise à part se présentent comme il suit :

	La situation réelle diffère de la situation calculée de :	0/0 par rapport à la situation calculée :
Sans aucun revenu :	— 103.572	— 4,7
Jusqu'à 500 marks	— 123.486	— 18,4
De 500 à 800 —	+ 78.412	+ 24,3
De 800 à 1.600 —	+ 120.064	+ 60,6
De 1.600 à 3.300 —	+ 16.848	+ 22,7
De 3.300 à 9.600 —	+ 7.659	+ 26,2
Au-dessus de 9.600 —	+ 4.075	+ 64,7

Ce qui, en langage courant, signifie : dans l'espace de onze

années la population totale en Saxe a augmenté de 527.323 têtes ; malgré une suroffre énorme de main-d'œuvre, la situation générale au point de vue des revenus s'est améliorée. Le nombre des individus sans revenu propre se montait en 1890 à 103.572 de moins qu'il n'aurait dû y en avoir dans l'hypothèse d'une augmentation égale de 19,5 0/0 pour toutes les classes. De même, la classe des revenus faibles contient 123.486 personnes de moins que la situation calculée. Cela fait, par rapport à 1879, 227.058 personnes de moins, dans des conditions de revenu défavorable. Le nombre des revenus supérieurs a augmenté d'autant. La classe de 500 à 800 marks contient 78.412 personnes de plus, celle de 800 à 1.600 en contient 120.084 de plus qu'on n'aurait pu l'attendre. En proportion 0/0, cette classe s'est accrue de 60,6 0/0 ; la suivante de 22,7 0/0 ; la suivante de 26,2 0/0 et la classe non limitée par en haut des gens avec plus de 9.600 marks, de 64,7 0/0.

Voici maintenant, pour l'évolution ultérieure des revenus en Saxe, les données statistiques jusqu'en 1898. Le nombre des habitants s'est élevé cette année-là à 3.959.840, au lieu de 3.502.784 en 1890, soit une augmentation de 457.156 têtes ou 13,05 0/0. Le nombre des revenus évalués s'est élevé, dans la même période, de 1.404.069 à 1.666.770, c'est-à-dire de 18,7 0/0. Le revenu total a passé de 1.444.962.117 marks à 2.002.362.746, soit une augmentation totale de 557.400.629 marks ou de 38,5 0/0. Le revenu moyen d'un recensé était, en 1879, 882 marks ; en 1890, 1.033 marks ; en 1898, 1.201 marks. Dans cette dernière période, il s'est accru de 168 marks ou de 15,3 0/0.

Ces résultats deviennent encore plus significatifs si l'on considère la répartition des revenus dans les classes supérieures.

Le Bureau royal de statistique (*Königliches Statistisches Amt*) à Dresde a publié les chiffres suivants :

En 1898, il y avait parmi les recensés :

Au-dessous de 500 marks.....	519.543	personnes
De 500 à 800 — .....	476.994	—
De 800 à 1.600 — .....	476.099	—
De 1.600 à 3.400 — .....	131.777	—
De 3.400 à 9.400 — .....	47.322	—
Au-dessus de 9.400 — .....	15.035	—
TOTAL.....	<u>1.666.770</u>	personnes

Ces chiffres ne sont pas directement comparables à ceux de 1890, parce que les limites des classes ont été quelque peu modifiées par la loi de l'impôt sur le revenu (10 mars 1894). Ce sont maintenant 3.400, au lieu de 3.300, et 9.400 au lieu de 9.600; mais nous pouvons nous tirer d'affaire par une interpolation. D'après le tableau imprimé, entre 3.100 marks et 3.400 marks, il y a 8.465 personnes. Une différence de 100 marks fait le tiers, soit 2.822 personnes que nous devons retrancher d'une classe et ajouter à l'autre. Entre 8.800 marks et 9.400 marks, il y a 1.318 personnes; par conséquent, pour 200 marks, il faut compter 439 personnes. Cela nous donne un tableau assez exact, comparable aux chiffres de 1890.

Nous refaisons le calcul comme plus haut, en l'étendant à la catégorie des individus sans revenus. On obtient ce chiffre en retranchant de la population totale le nombre des imposés, soit  $3.959.840 - 1.666.770 = 2.293.070$  personnes. Du chiffre réel de 1890, nous tirons le chiffre probable de 1898 en augmentant de 13,05 0/0 (augmentation moyenne de la population totale) l'effectif de toutes les classes. Cela nous donne les chiffres qu'on aurait dû trouver en 1898 si toutes les classes avaient augmenté uniformément

de 13,05 0/0. Les chiffres réels montrent les modifications survenues dans la situation générale des revenus.

	1890	1898	
		Situation calculée d'après 13,05 0/0 d'augmentation	Situation réelle
Sans revenus :	2.098.615	2.372.518	2.293.070
Au-dessous de 500 marks	546.138	617.418	519.543
De 500 à 800 —	401.439	453.833	476.994
De 800 à 1.600 —	318.125	359.645	476.099
De 1.600 à 3.300 —	91.124	103.017	128.955
De 3.300 à 9.600 —	36.841	41.649	50.583
Au-dessus de 9.600 —	10.402	11.760	14.596
TOTAL.....	<u>3.502.684</u>	<u>3.959.840</u>	<u>3.959.840</u>

En additionnant les chiffres de la situation réelle et ceux de la situation calculée, on doit naturellement trouver le même total, celui de la population en 1898. On voit du premier coup d'œil que les bas revenus ont encore diminué, les revenus moyens et supérieurs ayant continué d'augmenter. La classe sans revenus a diminué de 79.458 têtes; la classe des revenus inférieurs à 500 marks a diminué de 97.875 : au total, 177.323 personnes en moins dans les classes pauvres, et autant en plus dans les classes plus élevées, pour une période de huit ans. Le tableau suivant donne une idée claire de ces changements :

	La situation réelle diffère de la situation calculée de	0/0 par rapport à la situation calculée
Sans revenu :	— 79.448	— 3,3
Au-dessous de 500 marks	— 97.875	— 15,8
De 500 à 800 —	+ 23.161	+ 5,1
De 800 à 1.600 —	+ 116.454	+ 32,4
De 1.600 à 3.300 —	+ 25.938	+ 24,6
De 3.300 à 9.600 —	+ 8.934	+ 21,5
Au-dessus de 9.600 —	+ 2.836	+ 24,1

On voit par là que les revenus de 800 à 1.600 marks se sont considérablement multipliés (de 32,4 0/0), mais pas autant toutefois que de 1879 à 1890, où l'augmentation fut de 60,6 0/0. Cette classe contient la plupart des ouvriers, et il est significatif que la classe suivante, celle de 1.600 à 3.300 marks, présente après elle la plus forte augmentation, 24,6 0/0. De 1879 à 1890, cette classe n'avait augmenté que de 22,7 0/0. En outre, c'est un fait très saisissant que les forts et les très forts revenus se soient accrus beaucoup plus lentement, de 24,1 dans la classe supérieure au lieu de 64,7 0/0 en 1890, et dans l'avant-dernière classe, celle de 3.300 à 9.600 marks, de 21,5 0/0 au lieu de 26,2 0/0.

En résumé, nous trouvons en Saxe, de 1890 à 1898, la situation suivante : diminution des petits revenus, augmentation considérable du nombre des revenus moyens, aussi bien dans la classe ouvrière de 800 à 1.600 marks que dans la classe bourgeoise de 1.600 à 3.300 marks ; multiplication plus lente des hauts revenus. Cette situation est précisément celle qui serait désirable en vue du maintien de la société bourgeoise et de la diffusion du bien-être.

L'évolution, commencée de 1879 à 1890, s'est poursuivie jusqu'en 1898 de la façon la plus heureuse. Les succès des industriels saxons comme organisateurs du travail se sont répétés d'une manière correspondante pour la période plus récente. Il est absolument certain que la classe ouvrière seule ne serait pas en mesure de déterminer une telle augmentation du bien-être général, dont elle a reçu et continue à recevoir sa part.

Ajoutons encore que, sur les 1.666.770 contribuables imposés, il y a 6.699 personnes juridiques et 1.660.071 personnes physiques. Le revenu des premières s'élève à 76.822.316 marks, soit en moyenne 11.468 marks. Le

revenu des dernières est de 1.925.540.430 marks, soit en moyenne 1.160 marks. La distinction des personnes juridiques et civiles n'a pas été donnée pour les années antérieures. On voit que les personnes juridiques n'ont pas un développement excessif et qu'elles n'enlèvent pas beaucoup aux personnes physiques.

Si l'on rapproche de ces faits la statistique comparative de la consommation, particulièrement celle des moyens de subsistance et des aliments de luxe, ce sur quoi on peut trouver des matériaux suffisants dans tous les livres de science sociale, on constate dans l'ensemble une progression continue du bien-être pour toutes les classes, et particulièrement pour les classes inférieures qui consomment les articles courants<sup>1</sup>. Cet aperçu est complété par la statistique des caisses d'épargne, d'où il résulte que l'amélioration du bien-être ne s'est pas produite au dépens de la formation du capital, mais parallèlement à celle-ci. Ainsi on comptait en Saxe, en 1892, dans 233 caisses d'épargne, 1.716.726 déposants, avec un avoir total de 629.291.000 marks, ce qui fait en moyenne 366 marks par tête. Et ce goût de l'épargne s'est manifesté, quoiqu'il fût officiellement proscrit par la démocratie socialiste; même dans les milieux

<sup>1</sup> D'après un article de R. MARTIN dans la *Revue trimestrielle de Frankenstein* (*Frankensteinsche Vierteljahrschrift*), la consommation de la viande en Saxe s'élevait par tête en 1835 à 29<sup>kg</sup>,5; en 1856, à 50 kilogrammes; en 1873, à 69<sup>kg</sup>,2, et en 1894, à 71 kilogrammes. Dans le même intervalle le prix du bœuf s'est élevé de 28 à 65 pfennigs; du porc, de 33 à 73 pfennigs; du mouton, de 27 à 72, et du veau, de 17 à 73. L'extraordinaire augmentation des prix n'a pas empêché la consommation d'augmenter de plus de 100 0/0. Martin voit dans ce fait une preuve que les salaires se sont élevés, bien que la valeur de l'argent se soit abaissée. La viande est consommée dans les milieux ouvriers au-delà de la quantité indispensable à l'existence; elle est donc devenue un moyen de jouissance. Une recherche statistique plus étendue sur ce sujet par le même auteur dans la *Zeitschrift des kön. sächs. statist. Bureau* de 1895 conduit aux mêmes résultats.

socialistes l'instinct est plus fort que la théorie. Puisque sur 2,1 habitants, il y a un livret de caisse d'épargne, c'est donc à peu près la moitié de la population, femmes, enfants et nourrissons compris, qui possède de ces livrets, et ainsi tombe l'objection usuelle que les déposants appartiennent aux classes possédantes. Est-ce que la Saxe compterait environ 1 million  $\frac{3}{4}$  de grands et de petits capitalistes? Si oui, ce serait en vérité la plus forte réfutation des fantaisies de Marx et de Schippel.

Dans un moment où Marx s'assoupissait un peu, — ou bien était-ce un moment de lucidité au milieu de ses rêveries, — il laisse échapper cette phrase sur le mode de production moderne en Angleterre (p. 290 de la troisième édition) : « Son merveilleux développement de 1853 à 1860, parallèlement à la renaissance physique et morale des ouvriers de fabriques, a frappé les plus aveugles. » Vraiment? Mais alors, cela contredit totalement la théorie de l'appauvrissement progressif des masses, et cela est aussi vrai pour la Saxe ou un autre pays allemand que pour l'Angleterre. D'ailleurs, depuis 1898, les socialistes-démocrates allemands ont officiellement abandonné et réfuté la théorie de l'accroissement contenu de la misère (*Verelendungstheorie*). Jamais un parti politique n'a reconnu si naïvement l'erreur fondamentale qui avait servi de point de départ à son action sociale! Mais cela n'empêche pas l'agitation dans les classes d'aptitude A, a, et au-dessous (voir p. 117) et les conséquences qui peuvent en résulter.

Le sentiment de la justice nous oblige à exprimer notre chaleureuse reconnaissance à la classe si calomniée des entrepreneurs. Quels remarquables organisateurs du travail doivent être les industriels de Saxe pour avoir, dans un

intervalle de dix-neuf années dont les premières n'ont pas été heureuses, abouti à ce résultat qu'aujourd'hui non seulement 1.029.509 hommes de plus trouvent à vivre en Saxe, mais encore que 404.389 individus de la dernière classe se sont élevés à une classe supérieure de revenu par rapport à la situation antérieure; que le nombre des personnes qui ont de 800 à 1.600 marks de revenus a augmenté à lui seul de 236.518 unités; que, dans les classes des gens à leur aise avec plus de 1.600 marks de revenus, il y a 66.290 personnes de plus par rapport à la situation calculée, et que 6.911 personnes sont entrées dans la classe des riches avec plus de 9.600 marks! Honneur au talent des hommes qui ont amené une amélioration sociale aussi considérable! Le capital « impersonnel » n'y a été pour rien; nous ne pouvons pas plus lui attribuer le mal que le bien, car, comme il a été démontré, le capital n'est qu'un outil entre les mains des hommes qui savent l'employer à propos. C'est ce que dans le cas présent ont fait principalement les entrepreneurs de l'industrie. Les paysans, sans qu'il y ait de leur faute, n'y ont eu que peu de part, et les ouvriers eux-mêmes encore moins; ces derniers se sont même donné beaucoup de mal pour rendre la besogne difficile aux « succeurs de sang ». La gloire des entrepreneurs n'en est que plus éclatante. L'intervention même d'instincts égoïstes ne saurait la diminuer; plus nous faisons la part considérable à ces instincts, plus nous devons reconnaître l'importance de leur action dans la vie sociale et l'impossibilité pratique de les remplacer.

Pour être complet, remarquons toutefois que notre méthode même n'est pas tout à fait exempte d'erreur. Abstraction faite des difficultés signalées page 181 et qui sont inséparables de toute statistique des revenus, on ne sait pas bien dans quelle proportion l'augmentation des revenus

représente une augmentation réelle, et dans quelle proportion il faut la rapporter à une estimation plus exacte. En outre, nous n'avons pas tenu compte de la valeur différente de l'argent en 1879 et en 1898. Ces lacunes ne sont pas toutefois assez considérables pour mettre en question l'ensemble de nos résultats. De 1879 à 1898, la valeur de l'argent a baissé d'une façon à peine sensible, et, dès 1879, les estimations, surtout pour les classes inférieures des contribuables, sont d'une grande certitude, parce que là la vérité est facile à atteindre.

On voit, par tout cela, combien il est inexact d'affirmer que, par le *mode capitaliste de production*, la classe moyenne est anéantie, et que, d'un côté, le paupérisme, de l'autre le mammonisme vont croissant. Au contraire, la situation des classes inférieures s'améliore d'une façon imprévue, la classe bourgeoise se fortifie, et des privilégiés de plus en plus nombreux arrivent à pénétrer dans la classe des riches.

Est-ce donc un malheur que nous ayons plus de gens riches? Je crois que non. Même, au point de vue purement économique, une concentration du capital est avantageuse parce qu'elle abaisse le taux de l'intérêt, vivifie l'esprit d'entreprise et grossit la part des travailleurs aux profits de la production. A ce point de vue, une répartition égale du capital ne serait pas profitable, parce qu'elle mènerait à des procédés anti-économiques et à la ruine.

Il faut encore tenir compte d'un principe social et politique que j'ai déjà signalé à plusieurs reprises : c'est que l'existence de personnalités jouissant d'une situation à l'abri des soucis matériels est indispensable à la collectivité (cf. pp. 6 et 64). J'entends par là, avant tout, l'aristocratie intellectuelle. Celle-ci ne doit pas chercher à augmenter son revenu par les entreprises commerciales, ni placer

ses épargnes dans les valeurs industrielles, financières ou autres sans sécurité, mais préférer purement et simplement les placements plus sûrs. Elle doit se réserver pour les obligations hypothécaires, les hypothèques, les valeurs d'Etat. Les deux premiers modes de placement ne peuvent être employés que dans une mesure restreinte, parce que autrement la dette de la propriété foncière augmenterait d'une façon continue. De là la signification sociale des émissions des valeurs d'Etat; de nos jours, le coupon d'intérêt, s'ajoutant aux traitements insuffisants des fonctionnaires et aux retraites des pensionnés, est la forme sous laquelle les masses ont à subvenir aux besoins des gens cultivés. Que le taux de l'intérêt en conséquence de l'accumulation progressive des capitaux ait une tendance croissante à s'abaisser, cela est tout naturel: ce fait agit dans un sens contraire à la concentration des capitaux entre un petit nombre de mains et oblige à une plus grande activité les classes qui produisent. Toutefois le taux de l'intérêt ne doit pas être trop rapidement abaissé par une offre excessive de capitaux sans emploi, parce que autrement une grande partie des familles intellectuellement supérieures tomberaient dans la gêne et seraient mises hors de service. Dans les journaux, on lit à chaque instant des articles sur la situation pénible que font à la classe moyenne cultivée les réductions continuelles d'intérêt votées principalement pour diminuer les charges des contribuables, et l'on demande timidement si c'est bien agir que de procéder si brutalement? Il faudrait seulement, sur ce point, ne pas se donner l'apparence de défendre un intérêt de classe, attendu que le maintien d'une aristocratie cultivée et capable de rendement est, au point de vue social, d'une importance considérable. C'est une thèse qui sent le paradoxe, mais qui contient toutefois une part

de profonde vérité que l'Etat ne doit pas éprouver de scrupules exagérés à faire des dettes. Naturellement, il ne s'agit que des dettes en vue de fins productives. Il est parfaitement normal et en rapport avec les besoins sociaux que l'Etat paye en intérêts la somme nécessaire à l'existence d'une aristocratie cultivée indépendante, et aux assurances pour la vieillesse de la classe moyenne qui produit et de la classe ouvrière qui épargne<sup>1</sup>. Rejeter la construction d'un canal ou d'une ligne de chemin de fer et donner pour motifs le mauvais état des affaires et le crédit de l'Etat, c'est commettre une complète erreur. C'est par l'immobilité de l'Etat que les affaires deviennent de plus en plus mauvaises, que le taux de l'intérêt s'abaisse de plus en plus et que l'épargne nationale, poussée par la nécessité, va chercher à l'étranger des placements moins sûrs, mais qui promettent des revenus plus élevés. Quand finalement les capitaux s'évaporent, cela n'atteint pas les princes de la bourse qui ont su se couvrir à temps, mais principalement la classe moyenne cultivée, et même les autres.

Le dommage est triple : avec l'argent que les capitalistes allemands ont perdu à l'étranger pendant ces dix dernières années et qui fait au total beaucoup de centaines de millions, on aurait pu sillonner toute l'Allemagne d'un réseau de canaux navigables et exécuter encore d'autres entreprises d'intérêt commun ; on aurait par là assuré un salaire à un nombre énorme d'hommes, amélioré l'existence de la classe ouvrière et donné plus de sécurité à celle de la classe cultivée. Au lieu d'embellir de plus en plus notre patrie,

<sup>1</sup> Ce ne sont pas seulement les particuliers, mais encore les institutions d'utilité publique et de bienfaisance qui sont atteintes sensiblement par les conversions. La plupart du temps, ce sont les classes possédantes, déjà atteintes elles-mêmes, qui remédient au déficit. Par là, le déplacement est encore plus considérable qu'il ne paraît au premier coup d'œil.

de vivifier le commerce et les affaires et d'élever les salaires, nous avons laissé passer nos capitaux à l'étranger, où des hurluberlus exotiques les ont gaspillés, et c'est pour cela que maintenant notre peuple, aussi bien ouvriers que rentiers, doit s'imposer des privations, tandis que le monde des affaires continue à soupirer après l'extension des moyens de transports. C'est là ce qu'on appelle aujourd'hui — (pour combien de temps encore?) — une sage politique financière.

L'aristocratie d'argent rentre dans l'inventaire d'un Etat civilisé puissamment peuplé. Non seulement elle stimule l'esprit d'entreprise, mais encore elle a son utilité à d'autres points de vue. Je voudrais que nous eussions plus de gens riches de grand style, qui, de leurs propres ressources, pussent faire et fissent quelque chose pour la collectivité, ne fût-ce que par besoin de faire parler d'eux et de satisfaire leur vanité, car ces instincts peuvent être utilisés au profit de la société. Il nous manque des hommes qui puissent dire : « Je fonde un Institut pour les recherches bactériologiques » ; ou bien : « J'établis un observatoire avec le plus grand réfracteur du monde » ; ou bien : « J'envoie une commission scientifique pour l'exploration de notre *hinterland* Africain » ; ou bien : « Je subventionne une expédition au Pôle Nord. » Plus la vie sociale se développe, plus il y a de choses qui sont désirables, sans que l'État soit en situation de s'en occuper. Nous voyons par l'Angleterre et par l'Amérique les avantages que procure à un pays une aristocratie d'argent pénétrée d'ambition.

Le danger que de grandes fortunes particulières dans de fortes mains se développent à l'excès et deviennent une calamité publique ne saurait être complètement nié, mais n'est toutefois nullement inquiétant. Car les plus grands capitaux, quand il y a plusieurs enfants, se subdivisent

toujours par suite des héritages en portions plus petites. Si une famille s'en tient à un petit nombre de rejetons, elle garde bien, il est vrai, tout son argent; mais alors il y a contre elle la probabilité qu'elle disparaisse ou que le capital accumulé soit gaspillé par suite de la dégénérescence psychique des héritiers. On cite d'ordinaire la famille Rothschild, exemple d'une fortune qui de génération en génération s'accroît jusqu'à l'infini; mais c'est une rare exception qui ne durera pas non plus éternellement. On a déjà vu les plus grands rois de la Bourse, les frères Baring par exemple, disparaître rapidement.

Si, contre toute attente, la concentration de capitaux géants entre les mains de particuliers devait devenir dangereuse pour la vie économique et politique, notre unique défense serait dans une puissante organisation de l'État, fondée sur les classes intelligentes et mettant des limites à l'influence du grand capital par la législation du commerce, des héritages et des impôts. De quelle manière cela se produira-t-il, c'est une question difficile, sur laquelle bien peu de gens se sont formés une opinion claire et motivée; en tout cas, l'idéal inconsistant d'une union internationale des prolétaires n'est pas une solution du problème, et elle arrête plutôt qu'elle ne provoque les entreprises intelligentes.

Abstraction faite des cas exceptionnels, la *bête noire* du capitalisme n'est pas un monstre féroce, mais un bon animal apprivoisé qui procure du travail aux malheureux et facilite l'existence aux hommes<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Il suffisait, pour notre but, d'étudier une période limitée du présent. Celui qui voudra s'instruire sur la répartition des revenus autrefois et aujourd'hui trouvera des matériaux très intéressants dans un article de G. SCHMOLLER (*Jahrbuch* de 1895, fasc. IV, pp. 1-28).

## XLIV

### GRANDE INDUSTRIE ET PETIT COMMERCE

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que le pont entre les riches et les pauvres ne devient pas plus étroit, mais que, comparativement à une époque antérieure, la classe moyenne s'est considérablement accrue, sans préjudice de l'augmentation du nombre des gens riches, qui s'élèvent de la classe moyenne en passant par elle. Les chiffres parlent une langue très claire; mais, à vrai dire, ils auraient été à peine nécessaires. La classe bourgeoise de nos cités est aujourd'hui dans une tout autre situation qu'il y a vingt ans et plus, et en outre on a créé des emplois de fonctionnaires de plus en plus nombreux avec des revenus moyens. Je puis me rappeler une période d'environ quarante ans; combien alors tout était petit et mesquin dans ma ville natale, dont la population est restée stationnaire pendant toute la décade de 1848 à 1858, et depuis lors s'est augmentée d'abord lentement, et à partir de 1871 plus rapidement. Dans ma jeunesse, l'industriel indépendant se contentait d'un revenu très modeste, et c'était une plainte continuelle que les affaires n'allaient pas. Les corporations se surveillaient réciproquement, pour que nul ne fit le travail qui revenait au voisin. Le bousillage, la basse concurrence, le soumissionnement et l'éternelle « vente pour cause de liquidation » étaient alors des fléaux

déjà détestés. Un fonctionnaire qui avait un traitement de 1.000 florins (1.714 marks) était considéré par les bourgeois comme un Crésus. On était d'avis que nous avions trop peu de gens riches sachant dépenser de l'argent et pouvant entreprendre quelque chose; s'il y en avait eu davantage, tout le monde s'en serait trouvé mieux. Inversement, on veut aujourd'hui que tout le mal vienne des riches, quoique nous n'en possédions pas encore trop.

Quelle différence quand je compare les petits patrons d'alors aux commerçants d'aujourd'hui, bien posés et conscients de leur valeur. Le nombre des habitants a quadruplé depuis cette époque, grâce à la sécurité que nous assure l'Empire allemand et grâce aussi à l'accroissement des capitaux, conséquence indirecte de la renaissance politique. Le commerce et les affaires prospèrent et, en particulier, les industries du bâtiment, qui, malgré des spéculations inconsidérées, n'ont éprouvé que des mouvements de recul temporaires, mais pas de krachs. Le train de vie bourgeois est aujourd'hui celui qui, il y a quarante ans, était à peine usuel dans les maisons riches des beaux quartiers. Et ce que je dis de ma ville natale peut s'appliquer à la grande majorité des villes allemandes. Naturellement le prolétariat a aussi augmenté, mais on n'a plus aucune idée aujourd'hui de la misère qui régnait alors. Malgré l'amélioration de sa situation, -- ou à cause de cette amélioration, -- le prolétariat est devenu beaucoup plus arrogant et bruyant, de sorte qu'on pourrait croire qu'il occupe une bien plus grande place qu'auparavant. Nous avons vu par la statistique qu'il n'en est rien.

En général, la classe bourgeoise dans nos cités joue un rôle économique beaucoup plus important qu'il y a quarante ans; seulement, par une sorte de compensation, son influence poli-

tique a baissé au profit de celle des masses ouvrières, J'entendais un jour un patron, un homme qui s'était fait lui-même, se plaindre amèrement de ce que lui, qui s'était donné du mal toute sa vie et qui, à force d'intelligence et d'application, était arrivé à quelque chose, ne comptait pas plus dans les élections politiques que le premier imbécile ou le premier vaurien venus. Cet argument naïf mérite d'être au moins mentionné. Comment, en effet, celui qui ne sait pas se tirer d'affaire lui-même pourrait-il être chargé de contribuer à tracer la voie à un peuple tout entier?

Mais revenons à la question. L'élévation économique de la classe bourgeoise est-elle donc un phénomène si merveilleux? N'est-elle pas plutôt dans un rapport causal facile à reconnaître avec d'autres processus de notre époque? La suppression des barrières corporatives ne devait-elle pas ouvrir l'accès de la classe industrielle à une foule de gens capables qui précédemment ne pouvaient pas devenir maîtres? Le déchaînement de la concurrence par la liberté de l'industrie ne devait-il pas servir à porter en avant les plus habiles et les plus appliqués? Le capitalisme n'a-t-il pas dû assurer une grande puissance à la classe bourgeoise? L'accroissement constaté des couches moyennes et riches n'est-il pas exactement en rapport avec ce que l'on pouvait raisonnablement attendre des nouvelles formes sociales de notre temps?

Il y a bien encore des gens qui rêvent de l'ancienne suprématie des corporations et qui font dériver de leur suppression tous les maux du présent; mais, si jamais une institution sociale, bonne en son temps, est sortie de l'adaptation, au cours de l'évolution économique, c'est bien le système corporatif. On ne peut pas développer toutes les forces intellectuelles d'un peuple par l'instruction obligatoire et ensuite, dans la vie pratique, mettre des limites à son

activité. Les corporations devaient tomber, parce qu'elles étaient mûres pour tomber, et parce que, à la fin, elles ne prolongeaient plus leur existence que par les abus les plus insensés et les plus ridicules. Le nouveau principe de la libre concurrence a brillamment fait ses preuves quant à l'essentiel; il a réalisé l'espérance qu'une vie nouvelle et puissante allait re fleurir sur les ruines du passé.

Mais, selon une remarque précédente, à cause de la faiblesse humaine, une institution nouvelle n'est jamais du premier coup complètement satisfaisante. Le travail d'amélioration ne doit pas se ralentir. Les partisans *par principe* de la liberté industrielle illimitée ne valent pas mieux que les corporatifs convaincus, car ils veulent également mettre un principe à la place de l'expérience, seule décisive. La liberté de l'industrie, à côté de résultats heureux, a produit aussi des abus; quelle est l'institution humaine dont on ne puisse abuser? Il y a là toujours de quoi occuper utilement les réformateurs. Aussi sus, et vivement, aux ennemis de la classe commerciale honnête et solide; guerre aux liquidations à réclame, aux magasins de déballage, à la concurrence déloyale, à l'exploitation des apprentis, aux ventes aux enchères à la suite de faillites factices, aux soumissionnements, à la vente à crédit, aux annonces mensongères, bref, guerre à tout ce qui rend la vie amère au commerçant honnête! Les principes n'exigent pas que la concurrence soit poussée au degré où elle devient intolérable, ni qu'on la transporte sur un terrain où elle ne vaut rien; d'après la théorie de Jhering, qu'on n'appréciera jamais trop, on doit toujours avoir devant les yeux le *but dans le droit*. Or le *but dans le droit*, quand on a introduit la liberté du commerce, était de rendre la vie à la classe bourgeoise, et c'est ce but, atteint quant au principal, qu'il faut prendre encore

comme règle pour les améliorations futures de détail. Dire qu'une limitation partielle, imposée dans l'intérêt social, est une atteinte au principe de la liberté du commerce, c'est une phrase vide de sens; tout ce qui entrave le succès des commerçants honorables et honnêtes ou favorise celui des malhonnêtes ou des paresseux est contraire à tout principe, c'est-à-dire antisocial et, par conséquent, à rejeter.

En soutenant plus haut que le capitalisme a rendu service à la classe bourgeoise, j'aurai causé quelque surprise. C'est un article de foi pour plus d'un parti, depuis les conservateurs jusqu'aux socialdémocrates que le *commerce* est engagé dans une lutte à mort avec la *grande production capitaliste*. On ne peut contester que, sur beaucoup de points, la grande production a fait tort au commerce. Certains articles qui, autrefois, faisaient vivre un patron, aujourd'hui, ne peuvent plus être établis qu'industriellement; mais cela n'est pas vrai pour le commerce en général, et beaucoup de métiers, notamment ceux dont on a besoin dans chaque localité, ceux qui exigent une plus grande habileté ou un goût plus fin, enfin ceux qui concernent le bâtiment, l'alimentation, et beaucoup d'autres, n'ont pas été atteints d'une façon nuisible. A la vérité, la grande industrie a fait du tort à certaines catégories de métiers; mais à côté de cela, l'industrie d'art, par exemple, s'est épanouie d'une façon vraiment étonnante et lucrative. En outre, pour les boutiquiers, la transformation produite par le capitalisme consiste, au pis, en ce que le petit patron, au lieu de fabriquer lui-même les objets, les reçoit tout faits et les revend, ce qui lui rapporte souvent plus qu'auparavant. Beaucoup de commerçants reçoivent des produits à demi fabriqués (pièces détachées de bicyclettes, rouages de montres, fer-blanc, papier, carton, etc.), sur lesquels ils travaillent selon leur profession, ce qui est

pour eux une bonne affaire, à condition qu'ils soient actifs.

En comparant les résultats des enquêtes sur les métiers (*Berufszählungen*), de 1882 et de 1895, on peut se faire une idée assez nette des modifications survenues dans la catégorie intermédiaire entre la grande et la petite industrie. Pendant cette période, la population totale de l'Allemagne s'est élevée de 45.222.113 à 51.770.284 habitants, soit de 14,48 0/0. Le nombre des établissements industriels en 1882 était de 3.005.457. Si ce chiffre s'était accru dans la même proportion que celui de la population, c'est-à-dire de 14,48 0/0, on aurait dû trouver, en 1895, 3.440.661 établissements industriels; tel n'est pas le cas. En réalité, les entreprises n'ont augmenté que de 4,64 0/0, et leur nombre était de 3.144.977. En retranchant le chiffre réel (3.144.977) du chiffre calculé (3.440.661), on constate pour 1895 un déficit de 295.684 entreprises. C'est une preuve du fort développement des grandes entreprises au détriment des petites; s'il y a proportionnellement moins d'entreprises qu'en 1882, c'est que celles qui existent sont plus importantes.

La modification apparaît encore plus nettement si nous distinguons parmi les entreprises industrielles celles qui sont exploitées par le patron seul et celles qui occupent un personnel d'ouvriers et d'employés. Le nombre des premières (exploitées par le patron seul) était, en 1882, de 1.877.873. Avec une augmentation de 14,48 0/0 (égale à celle de la population), on aurait dû en trouver, en 1895, 2.149.797. En réalité, on en a trouvé seulement 1.714.351, soit une diminution absolue de 9,47 0/0. En retranchant du chiffre calculé le chiffre réel, nous trouvons en moins 435.446 entreprises.

Au contraire, le nombre des entreprises occupant un personnel a considérablement augmenté. En 1882, il y en avait 1.127.585, et par conséquent, avec l'augmentation

de 14,48 0/0, on aurait dû en trouver en 1895 seulement 1.290.864. Ce chiffre a été dépassé par le chiffre réel, 1.430.626, soit 139.762 en plus, ce qui correspond à une augmentation de 26,87 0/0.

Si l'on retranche du chiffre représentant le déficit des entreprises exploitées par le patron seul celui qui représente l'excédent des entreprises occupant un personnel, on trouve  $435.446 - 139.762 = 295.684$ , soit le même chiffre qui représente le déficit des entreprises industrielles en général.

Cela ne fournit pas, à première vue, une impression très réjouissante de l'évolution sociale dans l'Empire allemand. Chaque nouvelle entreprise occupant un personnel correspond à la disparition d'environ trois entreprises exploitées par le patron seul; mais à raisonner ainsi, on oublie complètement que, dans une entreprise occupant un personnel, il y a au minimum deux personnes qui trouvent une situation assurée. En réalité, il y en a beaucoup plus.

Les enquêtes sur les métiers (*Berufszählungen*) n'indiquent pas le nombre des personnes occupant une situation avantageuse dans les deux sortes d'entreprises. On peut toutefois trouver une indication dans les faits suivants. Le nombre des personnes à instruction commerciale et technique, employées en dehors des propriétaires mêmes des entreprises, était de 205.061 en 1882. Si ce personnel avait augmenté dans la même proportion que la population, soit de 14,48 0/0, on aurait dû le trouver au nombre de 234.755 têtes en 1895. En réalité, l'augmentation a été de 118.98 0/0, et le chiffre de ce personnel s'élève à 448.984. C'est un excédent de 214.189 personnes par rapport à 1882. Ce chiffre n'atteint pas tout à fait celui du déficit constaté dans le chiffre des entreprises (295.684); mais cela vient de ce qu'on a compté seulement les employés ayant une instruction technique supé-

rière. Les ingénieurs, chefs d'ateliers, surveillants, etc., qui se sont faits eux-mêmes leur situation, n'y figurent pas, et on ne peut pas calculer leur nombre à l'aide de l'enquête sur les métiers, parce qu'ils ont été confondus avec les ouvriers professionnels. En tout cas, leur nombre est très considérable, et actuellement il y a plus de gens pourvus d'une bonne situation que ce n'était le cas en 1882. Non seulement ces employés touchent de bons appointements, mais il est rare qu'ils soient congédiés. Ils appartiennent à la classe bourgeoise et occupent une situation sociale plus élevée que les petits industriels et commerçants absorbés par la grande industrie. Il est devenu plus difficile aujourd'hui de fonder une entreprise particulière; mais la plupart des petits patrons disparus n'étaient que des ouvriers, dépourvus de connaissances nécessaires pour affronter avec succès la concurrence, et les autres, en prenant des ouvriers et des apprentis, se sont élevés au rang de grands industriels. Si l'on tient compte de ces faits et si l'on se rappelle la rapide augmentation constatée dans les classes moyennes de revenus (voir p. 334 et suiv.), l'évolution sociale apparaît sous un jour beaucoup plus favorable. A. Voigt fait aussi remarquer très exactement que, sur beaucoup de points, la grande industrie ne peut pas faire concurrence au commerce parce qu'il y a des frais généraux trop élevés. Dans beaucoup de professions, on se plaint que les petites entreprises abaissent et gâtent les prix, grâce à l'exploitation des apprentis peu ou point payés qu'on met à la porte une fois l'apprentissage fini, pour ne jamais les remplacer par des ouvriers mieux payés.

Les métiers qui, par leur nature même, ne peuvent que continuer à prospérer, trouvent leur profit à la grande industrie qui leur fournit des machines-outils mieux construites

et à meilleur marché et leur permet ainsi de soutenir la concurrence : que l'on regarde seulement aujourd'hui un atelier de serrurier, de menuisier, de cordonnier ou de relieur, et qu'on le compare par la pensée à un atelier d'autrefois.

Le système des associations appuyé par Schultze-Delitzsch a peut-être été autrefois surfait; actuellement, il est souvent trop déprécié. Les sociétés de crédit ont eu le plus grand succès. L'union des commerçants leur a ouvert la voie du capital, d'abord du capital étranger, ensuite du leur propre, car le principe de l'initiative personnelle a exercé une action éducatrice. Combien il était difficile à un patron, au bon vieux temps, d'obtenir un prêt nécessaire pour l'extension de ses affaires. Que de fois il devait littéralement mendier auprès des petits capitalistes avant qu'on lui rendît *service* à haut intérêt. L'organisation du crédit a été utile à la classe des commerçants dans une proportion insoupçonnée, et aujourd'hui un travailleur actif et inspirant confiance ne manque jamais de ressources pour exploiter sa profession. Qu'on imagine seulement que le capital se sépare subitement du travail, et l'on verra par là même combien l'un et l'autre sont étroitement liés, et quels avantages le travail a tiré d'un auxiliaire toujours prêt à rendre service. En effet, le capital ne peut pas se maintenir par lui-même; son propriétaire cherche les occasions de le faire travailler et saisit celles qui lui garantissent un intérêt.

Mais les nombreuses faillites? La disparition de tant d'existences? N'est-ce là rien? A-t-il du cœur, celui que ne touche pas le sort des patrons, souvent très braves gens, qui, après la lutte inutile, après le sacrifice de leurs forces, de leur santé et de leurs pauvres économies, sont de nouveau rejetés dans le prolétariat? Certes, le sort a sou-

vent la main lourde, et ceux qu'il atteint sont à plaindre; mais la liste des faillites est la liste des pertes dans la bataille pour la vie, il n'y a rien à y changer. Dans une bataille il y a toujours des victimes. Il est exact d'attribuer le nombre des faillites à la liberté du commerce. Parfois un homme succombe sans qu'il y ait de sa faute, par un enchevêtrement de circonstances extérieures; mais c'est exceptionnel. La plupart succombent en conséquence de fautes commises, et, au total, la concurrence produit le résultat que l'on voulait obtenir par la liberté du commerce; les plus intelligents, les plus habiles, les plus sérieux et les plus prudents arrivent au sommet et les autres disparaissent.

Il est toujours mauvais d'interdire aux hommes de mesurer leurs forces par la libre concurrence. Cependant il faut mettre à part les fonctionnaires, parce que ceux-ci, comme le dit exactement Schmoller, « doivent poursuivre des buts qui ne coïncident pas avec leur égoïsme naturel et leur propre intérêt économique »; mais soustraire la classe commerçante, cet important facteur de la production des richesses, à la concurrence, ce serait provoquer un engourdissement des énergies et une diminution dans la somme de richesses produites. Cette conséquence économique serait déjà suffisamment grave, car elle aurait sa répercussion sur le train de vie des masses. Le côté politique et social de la mesure serait non moins à considérer.

L'homme est ainsi fait qu'il n'aime pas se laisser juger par les autres : il veut éprouver ses forces lui-même, se mesurer lui-même avec d'autres, et même dans le cas de défaite, pouvoir se dire qu'il a usé de tout son droit. On peut plaindre ceux qui succombent, quoiqu'on voie bien que les sacrifices soient inévitables. La concurrence commerciale est une des formes de la sélection naturelle et la

sélection est indispensable pour maintenir l'espèce humaine à son niveau de développement intellectuel et moral. Elle doit fournir aux classes moyennes et supérieures les matériaux criblés. Supprimer la lutte pour l'existence et la sélection naturelle, ce serait abaisser l'humanité, et l'expérience confirme que partout où la lutte s'atténue les hommes succombent à la langueur et à la paresse intellectuelles.

Mais, d'autre part, un point sur lequel on ne saurait trop insister, c'est que la concurrence commerciale doit être pratiquée honnêtement. Si certaines situations permettent le succès par des moyens déloyaux, c'est évidemment que la législation est sortie de l'adaptation et qu'elle doit être modifiée au plus tôt. Non seulement l'impunité de la concurrence malhonnête est une injustice vis-à-vis des honnêtes gens; mais le danger, c'est que les conditions de la sélection pour le recrutement des classes supérieures en soient défavorablement influencées. Quand des sujets malhonnêtes, sans caractère, uniquement préoccupés de gagner le plus d'argent possible sans se donner de mal, peuvent arriver à l'aisance et à la richesse, il faut se rappeler qu'à la génération suivante leurs enfants pourront devenir des savants et des fonctionnaires, et alors adieu la recherche scientifique désintéressée, adieu l'incorruptibilité et l'intégrité des fonctionnaires! Les intérêts les plus élevés de la société exigent qu'on mette par des mesures rigoureuses un terme à la concurrence malhonnête. Si la loi actuelle ne suffit pas, il faut la renforcer au plus tôt. Ne pas pouvoir réaliser le but poursuivi serait avouer la banqueroute de notre législation et de notre justice.

Ce qu'il faut encore, c'est que les ouvriers capables et intelligents soient autant que possible mis à même de se

rendre indépendants et de devenir patrons. Non seulement on ne doit matériellement leur opposer aucune difficulté formaliste, mais encore on ne doit pas moralement leur barrer l'accès du capital. Quand ils sont arrivés à pouvoir risquer une tentative, ils sont les artisans de leur propre fortune. Si le succès leur sourit, très bien ; sinon ils peuvent tenter encore une fois la chance, ou bien se résigner à l'inévitable. Ils doivent se dire que le sort l'a ainsi voulu, et ils trouveront la consolation nécessaire soit dans leurs sentiments religieux, soit dans leur philosophie pratique de la vie ; mais qu'ils se soumettent à une autorité humaine quelconque et en considèrent les décisions comme sans appel, on ne peut pas l'exiger d'eux. Le romancier Bellamy, dont beaucoup de gens tirent leur philosophie sociale, a, d'ailleurs, complètement oublié ces particularités de l'âme humaine dans son livre *en l'An 2000*.

Si, en général, la concurrence doit rester libre, cela ne veut pas dire que certaines professions ne puissent être soustraites à la concurrence. Il n'y a pas de loi qui exige que la lutte pour la vie se livre précisément sur tel ou tel terrain. Tout ce qu'il faut, c'est qu'il lui reste encore un champ d'action suffisant. En limitant la concurrence, il faut toujours rester conscient du but à poursuivre, et cette limitation ne doit se produire qu'en sauvegardant le plus possible le principe de la liberté du commerce, toujours seulement *ad hoc*, et sans abandonner le principe.

---

Ce ne sont pas tous les capitaux qui, dans l'Etat futur, doivent devenir propriété sociale, mais seulement ceux qui représentent des *moyens de production* : fonds et tréfonds, mines, puits, machines, outils et moyens de transport ; au contraire, le propriétaire d'une galerie de tableaux pourra la conserver sans être inquiété ; mais comme jusqu'à présent on peut toujours, par vente et par achat, transformer une galerie de tableaux en moyens de production, la limite ne me paraît ni être ni pouvoir être exactement définie. L'essentiel de la conception socialiste démocratique est dans cette proposition que, par le capitalisme, l'ouvrier se trouve séparé de ses instruments de travail et déchu de ses droits ; que le capital s'approprie le revenu total du travail en ne laissant à l'ouvrier qu'un salaire de famine. D'autre part, la concurrence conduirait à une production désordonnée et par suite à des crises dont l'ouvrier subit les conséquences, sans qu'il y ait de sa faute.

L'inexactitude de cette théorie consiste en ce que le socialisme ne reconnaît pas à l'entrepreneur une rémunération légitime. Marx entend par revenu total du travail à répartir entre les ouvriers la différence entre la valeur de la matière brute et celle de l'objet fabriqué ; d'après sa théorie de la

*plus-value*, il y a exploitation toutes les fois qu'il y a gain pour l'entrepreneur, que le gain soit d'ailleurs grand ou petit. Nous avons vu cependant (p. 67 et suiv.) que, dans la production, l'entrepreneur joue un tout autre rôle que celui que le socialisme lui attribue, et qu'il est indispensable comme organisateur du travail. Les ouvriers ne peuvent pas s'organiser eux-mêmes, parce que les masses n'ont pas au degré nécessaire l'intelligence et le caractère qui, d'après les lois de répartition des facultés humaines, ne se rencontrent que chez un petit nombre d'individus. Si nous n'avions pas ces organisateurs, c'est alors que la production serait désordonnée. Si les entrepreneurs, par leur entente et leurs conventions réciproques (en allemand *Kartelle*), ne peuvent qu'imparfaitement suivre les besoins des consommateurs, un bureau central d'administration, également composé d'hommes qui ne seraient pas personnellement intéressés dans la question, serait encore bien moins en situation de le faire.

Ce n'est donc pas parce que les ouvriers sont séparés de leurs moyens de production qu'ils occupent un degré inférieur dans l'échelle des revenus, mais c'est parce qu'en vertu de leurs aptitudes intellectuelles et autres ils ne sont justement aptes qu'au travail manuel ordinaire. Le gain de l'entrepreneur, d'autre part, sert à stimuler la vigueur intellectuelle des mieux doués et les excite à entrer dans l'action comme organisateurs et à fonder des entreprises industrielles. C'est de cette manière que nous voyons surgir les usines et autres établissements analogues. Aussitôt qu'on entrevoit quelque chose à faire dans une branche quelconque de production, il se trouve un entrepreneur qui risque l'entreprise, et ce n'est pas le capital qui lui manque; si le sien ne lui suffit pas, le capital étranger vient d'y ajouter. Ici la concurrence

est libre pour tout le monde. Nous voyons souvent des ouvriers intelligents entreprendre une affaire et ceux qui ont de la chance, c'est-à-dire qui s'y prennent comme il faut, progressent et agrandissent leurs ateliers jusqu'à ce qu'ils méritent le nom d'usines. Sans la perspective du profit de l'entrepreneur, ces entreprises n'auraient pas été fondées, et les occasions de travail offertes aux gens qui y sont occupés ne se seraient pas présentées.

La raison pour laquelle les hommes capables doivent être mis à l'abri des soucis matériels a déjà été exposée (p. 157 et suiv.). Il reste maintenant à examiner de plus près pourquoi il est si difficile aux travailleurs pris en masse de fonder sans la collaboration des entrepreneurs des usines où ils pourraient se partager le bénéfice total. L'idéal socialiste qui, d'après son programme actuel, doit être réalisé quelque peu violemment, s'établirait, selon Lassalle, progressivement, si l'on commençait par fonder quelques sociétés de production, et que l'on continuât jusqu'à ce que toutes les branches de production fussent socialisées; alors l'« Etat futur » entrerait dans la vie pour ainsi dire de lui-même. Schulze-Delitzsch attache également une grande importance aux associations coopératives de production, bien qu'il en ait vu les inconvénients. Schulze se distingue de Lassalle en ce que, d'après lui, les associations coopératives doivent procéder du seul crédit des ouvriers laissés à leurs propres forces, tandis que Lassalle réclame aux caisses de l'Etat 200 millions pour accélérer le processus. Nous sommes actuellement si dévoués aux travailleurs que l'appui de l'Etat ne manquerait sans doute pas à une tentative de ce genre; mais les socialistes eux-mêmes ont depuis longtemps jeté l'idée par-dessus bord. Comment se fait-il maintenant que ni les propositions de Schulze ni celles de Lassalle

n'aient eu de résultats et que les socialistes n'aient aucune confiance dans des moyens plus lents, mais moins dangereux? Comment se fait-il que les ouvriers eux-mêmes ne se croient pas capables de poursuivre une grande entreprise en commun? Cela provient-il uniquement du manque de capital?

Quand un ouvrier intelligent veut fonder un établissement et qu'il ne dispose pas des ressources nécessaires, il trouve du crédit pour compléter le capital qui lui manque. Il suffit qu'il inspire confiance et qu'il puisse donner quelques garanties de son aptitude à économiser. Une association de cent ouvriers de mérite devrait donc jouir d'un crédit centuple, et même plus élevé. Et pourtant ce n'est pas le cas, et cette association obtiendra même plus difficilement de l'argent que chacun de ses membres pris isolément. D'où provient ce fait singulier?

Simplement de ceci qu'une société de cent ouvriers est un monstre sans tête, un corps que ne dirige aucun esprit, une chose qui ne sait pas ce qu'elle veut, qui est tirillée de côté et d'autre par les tendances les plus contradictoires, et qui, en cas de difficultés, n'a ni énergie ni cohésion, mais tombe dans la discorde et la désagrégation.

Cela a été généralement confirmé par les expériences faites jusqu'à présent. Les entreprises par associations n'ont duré qu'exceptionnellement, et seulement quand un homme de valeur a su s'emparer de la direction. Dans la plupart des cas, elles ont abouti à la faillite. L'intérêt de l'individu contredit trop souvent l'intérêt de la collectivité pour que l'unité subsiste. Chacun de son côté en prend à son aise selon le principe de ces paysans du Palatinat qui devaient remplir de vin le tonneau d'Heidelberg : une cuvée d'eau, cela n'a pas d'importance; mais finalement il ne coulait que

de l'eau claire. L'homme ordinaire esquivé volontiers le travail et laisse opérer les autres. En outre il s'imagine toujours qu'il en fait plus, qu'il produit plus et qu'il est plus que tous les autres. L'amour-propre, l'envie et la jalousie sont les sentiments les plus marquants qui l'animent; il cherche avec une haine instinctive à rabaisser quiconque dépasse sa mesure. De tels éléments ne peuvent être contraints à une action commune que par l'ascendant d'une forte personnalité. Il est psychologiquement facile à comprendre que les ouvriers aiment mieux se soumettre à un homme qui est socialement au-dessus d'eux, qu'à l'un des leurs qui, tout en étant leur égal, doit être armé de pouvoirs supérieurs; cette contradiction fait que, dans les associations, les plaintes à propos d'arbitraire et de partialité ne cessent pas. Laissés à eux-mêmes, c'est dans les crises que les ouvriers s'entendent le moins, car chacun rejette sur son voisin la responsabilité de l'échec et, grâce aux récriminations réciproques, l'union s'en va juste au moment où elle serait le plus nécessaire (cf. l'ouvrage de l'ouvrier Th. LORENTZEN, *la Démocratie socialiste en théorie et en pratique*<sup>1</sup>).

Avec un entrepreneur unique, il en est tout autrement. S'il n'est pas tout à fait incapable, c'est dans les cas difficiles qu'il déploie la plus grande ténacité et la plus grande énergie, et c'est par ces qualités seulement qu'il peut se tirer d'affaire, lui, et tous les ouvriers qui travaillent chez lui. Même une société par actions offre plus de cohésion qu'une association ouvrière, bien que la plupart du temps les actionnaires s'inquiètent très peu de la direction qui reste entre les

<sup>1</sup> Th. LORENTZEN, *Die Sozialdemokratie in Theorie und Praxis*, Kiel et Leipzig, 1896.

moins de quelques-uns, les plus importants. Ceux-ci veillent à ce qu'en cas de crise on procède avec circonspection, et, en règle générale, on trouve de l'argent pour arranger les choses, au cas où le salut dépend d'un appel de fonds; mais, comme on ne lance pas volontiers le bon argent à la poursuite du mauvais, les sociétés de cette sorte n'ont pas la même stabilité que des entreprises particulières. Si le malaise se prolonge, une liquidation est décidée, et l'on entreprend ensuite autre chose.

Les qualités intellectuelles et morales nécessaires à un grand entrepreneur ont été à plusieurs reprises signalées dans cet ouvrage. On ne doit pas en faire peu de cas, car devant une exploitation industrielle, seul l'observateur superficiel peut se laisser prendre à l'illusion que le merveilleux engrenage des différentes phases de la production se règle tout seul, et que le directeur n'a qu'à dépenser l'argent prélevé sur les ouvriers. Pour assurer la marche régulière du travail dans de grands ateliers où il y a des milliers d'ouvriers, de façon qu'aucune section n'attende après une autre et qu'il y ait toujours de l'ouvrage pour toutes, il faut des aptitudes toutes particulières. Les hommes qui les possèdent sont rares et deviennent de plus en plus précieux pour nous avec l'essor de l'industrie en Allemagne. Rien ne me paraît plus injuste qu'un dédain déplacé vis-à-vis d'hommes qui se sont révélés comme des organisateurs remarquables, tout en n'ayant que de la « pratique » (*Praktiker*). Plus d'un grand savant ne serait pas en état de diriger seulement pendant une semaine une grande exploitation, de façon à ce qu'il en résultât un profit. Vraisemblablement, sous sa direction « théorique », il y aurait un arrêt général, et bientôt non seulement il aurait anéanti les millions accumulés par le « praticien », mais encore il aurait réduit à

la famine des milliers de travailleurs. Les entrepreneurs les plus utiles sont ceux qui savent rendre l'étranger tributaire de notre industrie, car ils nous fournissent ainsi les sommes que nous devons restituer en achetant les produits alimentaires tirés des pays étrangers pour nourrir notre population sans cesse croissante. Les organisateurs du travail sont de véritables trésors, comme les mines de houille et de fer, et nous nous passerions d'eux plus difficilement que de certains de nos théoriciens et intellectuels.

Pourvu qu'un entrepreneur s'acquitte bien de sa tâche, peu importe les qualités accessoires qu'il peut posséder. Que dans les relations mondaines il soit séduisant ou désagréable, cela n'a pas d'intérêt à notre point de vue. D'après les lois de la théorie des combinaisons, exposées dans la première partie, les qualités les plus différentes peuvent se trouver juxtaposées. Sans doute, il est désirable que tout grand entrepreneur ait l'esprit ouvert aux améliorations sociales et politiques, afin qu'il n'y soit pas réduit exclusivement par ses intérêts égoïstes. En général, les grands industriels sont aussi considérables comme hommes, et ne sont pas trop mal doués au point de vue des qualités sociales; en d'autres termes, ils sont doués harmoniquement. En Allemagne, beaucoup de grandes industries sont pourvues d'institutions d'intérêt général. Ce qui a été fait sur ce terrain par l'initiative spontanée des entrepreneurs mérite la plus haute reconnaissance; mais les grands entrepreneurs intransigeants connaissent aussi très bien les faiblesses des ouvriers, et, dans leur aversion contre toute aggravation stérile de difficultés et contre les vaines phraséologies, ils n'admettent pas volontiers que les ouvriers administrent eux-mêmes les institutions établies en vue d'augmenter le bien-être de la classe laborieuse. On peut le leur reprocher

bien qu'ainsi ils méconnaissent l'influence éducatrice de l'administration directe des intéressés; mais ils sont fermement convaincus qu'ils sont de meilleurs administrateurs que les ouvriers.

La compréhension la plus médiocre des devoirs politiques et sociaux se rencontre chez les petits entrepreneurs issus de la classe ouvrière, qui, se débattant au milieu de dures difficultés qui exigent l'emploi de toute leur force, n'ont que peu d'attention à donner aux choses du dehors. Quelques-uns deviennent plus ouverts aux idées quand ils se sont tirés d'affaire et qu'ils se sentent indépendants; beaucoup toutefois sont doués d'une façon trop inharmonique et restent toute leur vie des caricatures de grands entrepreneurs, des gens qui ne songent qu'à s'enrichir rapidement et qui ne dédaignent pour cela aucun moyen. Mais ce n'est pas d'après ces exceptions qu'on peut juger la classe des entrepreneurs, pas plus qu'on ne peut juger nos savants d'après les professeurs distraits ou présomptueux sur lesquels les journaux satiriques ne tarissent pas, ou la classe ouvrière d'après les vagabonds dégradés, ennemis de tout travail.

Plus on approfondit la question, plus on s'aperçoit clairement que la séparation de l'ouvrier d'avec les instruments de production ne se rattache à l'ordre social actuel que dans la mesure où celui-ci représente une organisation remarquablement intelligente de l'humanité d'après ses aptitudes. Ce n'est pas le capitalisme qui est responsable de la situation sociale inférieure de l'ouvrier, mais bien l'insuffisance des aptitudes psychiques dans les masses ouvrières, malheureusement incapables de s'élever au-dessus du simple travail manuel, bien qu'elles s'imaginent souvent le contraire et qu'elles arrivent maintes fois à produire sur des tiers cette impression qui est une illusion (cf. p. 108 et suiv.).

La sélection naturelle contribue beaucoup à appauvrir de plus en plus les masses ouvrières au point de vue du talent pour les affaires; car, comme il n'est pas très difficile, après tout, à un individu intelligent de devenir indépendant, ceux-là seuls restent en arrière qui n'ont pas les aptitudes nécessaires. Ces derniers ne pourraient être organisés en associations coopératives qu'à la condition, comme on l'a indiqué plus haut, de placer à leur tête avec pleins pouvoirs un sujet supérieur pris parmi eux; mais ce sujet se fera cette réflexion: « Pourquoi me donnerais-je du mal pour des compagnons égoïstes et ingrats? Je fais mieux mon chemin sans vous. » En tout cas, un homme capable réclamera un plus fort bénéfice, s'il doit présider une association et la diriger en y consacrant toutes ses forces; mais par là le principe est déjà entamé, et nous revenons au système de l'entreprise particulière qui garantit la direction la plus énergique et la plus active et qui, par conséquent, pour le moment, est la meilleure et restera longtemps encore la meilleure. Il faudrait que les hommes fussent totalement transformés pour que l'idéal d'une association universelle de production entre membres à droits égaux pût se réaliser.

On pourrait objecter que l'organisation du parti socialiste démocratique est excessivement rigide et consciencieuse du but poursuivi. On pourrait en conclure que, parmi les ouvriers, il ne manque pas d'hommes doués du talent d'organisation. Mais que l'on considère les chefs du parti; la première chose qui nous frappe, c'est la confirmation du principe, que pour accepter une place, qui exige un haut degré de vigueur intellectuelle, il faut être à l'abri des soucis matériels. Aucun des *leaders* du parti socialiste démocratique ne se contente du revenu moyen d'un ouvrier.

Singer est très riche, Bebel est au moins à son aise, et tous les deux ont gagné les revenus qui leur donnent des loisirs pour la politique, — ô ironie du sort, — précisément par les bénéfices qu'ils ont réalisés comme organisateurs du travail. Liebknecht, le plus cultivé et le plus enragé des trois, le véritable chef intellectuel de la démocratie socialiste, se fait payer par le parti, comme rédacteur du journal, 7.200 marks d'appointements et doit se faire au total un revenu de 14.000 marks; en tout cas, il vit comme un bourgeois. Au Congrès de 1892, où il y avait de vrais ouvriers envoyés comme délégués, lorsque ce traitement fut attaqué comme en contradiction avec les principes socialistes, les amis de Liebknecht le défendirent par des arguments purement bourgeois : que Liebknecht était un homme très intelligent qui rendait beaucoup de services au parti; que, s'il rendait les mêmes services à un autre parti, il pourrait facilement gagner beaucoup plus d'argent; en outre, que Liebknecht avait des enfants à élever convenablement, pour leur assurer un avenir. D'après quoi, la théorie des démocrates socialistes pourrait se résumer ainsi :

Premier principe : *Tout prolétaire a pour devoir de combattre la bourgeoisie à la vie et à la mort.*

Deuxième principe : *Tout prolétaire a pour devoir, autant que possible, d'élever ses enfants jusqu'à la bourgeoisie.*

Cela démontre que, même chez les démocrates socialistes, l'instinct est plus fort que l'abstraction théorique. Aux yeux des hommes intelligents, il n'y a nullement lieu de reprocher à Liebknecht de ne pas faire d'expériences sur ses propres enfants, mais de vouloir les armer aussi bien que possible en vue de la lutte pour la vie. Il devrait seulement expliquer pourquoi il réclame pour ses enfants un lot meilleur que pour la plupart des enfants des prolétaires; il

ne pourrait qu'aboutir à cette conclusion : « Parce qu'ils sont les enfants d'un homme cultivé. » A quoi je ne répondrais rien, sinon : « Bravo ! »

Au Congrès de Frankfort, en 1894, et à celui de Breslau, en 1895, les attaques se sont renouvelées avec plus d'insistance contre les appointements élevés de Liebknecht et des autres fonctionnaires et journalistes du parti : les compagnons souscripteurs pensaient qu'il fallait être économe des gros sous des travailleurs et que le parti ne devait garantir à personne plus de 3.000 marks d'appointements. A la vérité, il ne fut pas voté de réduction, mais les débats furent très instructifs. On laissa de côté les enfants de Liebknecht ; mais Bebel et d'autres firent valoir avec force que le travail intellectuel devait être mieux rétribué que le travail manuel, principe qui démolit le programme socialiste, aussi bien que cet aveu public : la journée de huit heures est complètement inapplicable aux rédacteurs des journaux socialistes, et ils doivent, pour cette seule raison, recevoir des appointements plus élevés. Inapplicable ! Que répondra-t-on maintenant aux industriels bourgeois qui affirment la même chose à propos de leurs exploitations ?

L'organisation socialiste est abandonnée par ses pères intellectuels avant même que les premiers pas aient été faits pour sa réalisation effective. Les principes de la libre concurrence, de l'établissement des prix par l'offre et la demande, d'un train de vie plus confortable indispensable aux travailleurs intellectuels, ont été reconnus comme raisonnables dans un congrès du parti socialiste. Provisoirement il est vrai, et en vue d'une situation préparatoire ; mais par la nature même des motifs mis en avant, ces principes continueraient d'exister dans la suite.

Les congrès qui se sont contentés de ces tentatives de jus-

tification ont jeté une fois de plus la lumière sur la mentalité des masses. Les braves compagnons avalent les morceaux les plus indigestes pourvu qu'ils soient arrangés à propos avec une sauce au sang de bourgeois. Le bonheur dans l'autre monde est à leurs yeux une fourberie des prêtres, à l'aide de laquelle on veut les dépouiller de leur bonheur sur la terre; mais ils voient clairs, on ne les abuse pas! Ils exigent la félicité de l'« État futur » à l'instant même, et Bebel leur en promet l'avènement toujours pour dans dix années écoulées, délai qu'il recule selon les besoins, sans que les croyants soient ébranlés.

D'ailleurs, la direction du parti socialiste démocratique n'a pas eu toujours la main heureuse. Elle n'est bonne qu'à exciter les ouvriers, qui n'ont même pas su un seul instant considérer les lois d'assurances comme une amélioration; mais quand il s'est agi d'actions d'autre sorte, le sens exact de la situation a souvent manqué. La grève avortée des mineurs en 1892 et d'autres faits semblables résultent plutôt d'une méconnaissance des forces mises en jeu de chaque côté et ne se seraient pas produits sous la direction d'un homme habitué aux affaires. Il faut savoir mieux apprécier les facteurs avec lesquels on doit compter. Dans cette entreprise socialiste, la défaite était à prévoir, et cependant les chefs du parti s'y laissèrent entraîner. Cela ne leur vaudra pas une réputation particulière de clairvoyance, et l'on peut bien dire : « Si de tels hommes avaient à diriger une production totale de 55 millions, le « plan » ne manquerait pas moins qu'actuellement sous le mode de production capitaliste, où l'intérêt de l'entrepreneur est si étroitement lié à la satisfaction des besoins du consommateur, et où cependant les crises ne peuvent pas être évitées. »

Il est, d'ailleurs, tout à fait compréhensible que les chefs

du parti socialiste-démocrate soient inférieurs en talent réel aux chefs des autres partis. Les premiers doivent principalement leur situation à leur habilité à jongler avec les mots à effet et les phrases vides; les seconds sont des hommes qui ont fait leurs preuves dans les travaux sérieux de la vie, et la plupart du temps qui se sont faits eux-mêmes. Qu'on se figure seulement un instant quelles personnalités, en cas de succès, les socialistes démocrates prendraient pour remplacer les fonctionnaires actuels dans les différentes administrations, on aura l'impression d'un profond abaissement. Il faut aussi enregistrer ici les fréquentes saignées faites par les caissiers aux caisses du parti socialiste démocrate; cela n'a rien de bien surprenant quand on songe qu'il s'agit d'un personnel non sélectionné. Si ces caissiers voleurs n'ont soustrait que des sommes misérables, leur acte n'en apparaît pas sous un meilleur jour, car ils ont pris ce qu'il y avait. Un banquier ou un industriel envisage tout autrement l'homme auquel il confie la clé de sa caisse et le choisit dans une couche sociale supérieure: les vols sont alors plus rares, mais naturellement portent sur des sommes plus élevées. E. de Hartmann a raison d'affirmer que, sous la domination des masses socialistes démocratiques, la corruption administrative dépasserait tout ce qui a jamais existé.

La conclusion de ces considérations, c'est que les masses ouvrières, pour produire les richesses, ont besoin d'être dirigées par des organisateurs supérieurement doués, et que le profit de l'entrepreneur, en même temps que le plaisir de commander et d'agir à sa guise, est l'attrait destiné à faire sortir ces talents de leur obscurité et à les amener sur le champ de bataille. La situation économiquement et socialement inférieure de la classe ouvrière n'a pas pour cause la séparation des ouvriers d'avec les instruments de

travail ; mais plutôt cette séparation est un effet de l'insuffisance intellectuelle des masses. En dernière analyse, le mode capitaliste de production repose sur une loi naturelle, sur la répartition des aptitudes individuelles parmi les hommes, laquelle de son côté est déterminée par les lois mathématiques de la théorie des combinaisons. Benjamin Kidd, dans son livre plusieurs fois cité par moi, *Evolution sociale*, fait cette remarque concise et saisissante : « Le rapport entre le capital et le travail, tel que Marx le décrit, n'est pas autre chose que l'expression actuelle d'un rapport social qui a existé pendant la plus grande partie de l'histoire humaine. » En fait, le rapport social de subordination des moins doués aux mieux doués, qu'on attribue actuellement au *capitalisme*, a existé de tout temps ; il s'est seulement déguisé extérieurement sous d'autres formes juridiques et sous d'autres noms. Il est inabrogeable.

Quand Bebel ne sait plus quoi dire, il entame d'ordinaire le thème que voici : « L'homme a déjà su dominer merveilleusement les forces de la nature, et il fera encore dans cette voie des progrès insoupçonnés, de sorte que personne ne peut dire jusqu'où il s'élèvera. » Cette dernière proposition est exacte : nul ne peut dire jusqu'où l'homme ira dans la conquête des forces naturelles ; mais quand on ne s'en tient pas au sens superficiel des mots, on sait que l'asservissement des forces naturelles ne consiste pas et ne pourra jamais consister dans la suppression des lois de la nature. L'homme peut employer à son avantage certaines forces naturelles, conformément aux lois auxquelles elles sont soumises ; mais il n'est pas en mesure de supprimer l'action d'une loi naturelle. L'homme peut utiliser le poids d'une chute d'eau pour mettre en mouvement des machines ; mais il ne peut pas supprimer la loi de la pesanteur. L'homme

peut améliorer la race chevaline en choisissant pour la reproduction les individus les plus remarquables et en les accouplant, et il peut poursuivre l'opération d'une génération à la suivante, sinon à l'infini; mais jamais l'homme ne pourra faire qu'en dépit des lois de l'hérédité, des reproducteurs de mauvaise race donnent des produits de bonne race. Il est tout aussi incapable de modifier les lois qui déterminent la répartition des aptitudes intellectuelles dans la société. Tout au plus pourrait-il utiliser ces lois pour produire par un élevage méthodique des variétés plus élevées de son espèce; mais ce système, qui ne ferait pas l'affaire de Bebel, exigerait, d'ailleurs, des mesures tellement graves que l'on peut bien déclarer irréalisable pour tous les temps l'élevage méthodique de l'espèce humaine et qu'on doit se contenter de la sélection naturelle que Bebel veut supprimer.

---

## COUT MOYEN ET COUT MINIMUM DE LA VIE

La somme minima indispensable au maintien d'une vie humaine est très peu élevée. Ce minimum varie d'après les prix locaux des aliments, des vêtements et des loyers; mais on peut admettre qu'en Allemagne un adulte peut subsister pendant un an pour environ 100 à 120 marks. Dans cette somme ne sont comprises que les dépenses de toute première nécessité, pour la prolongation pure et simple de l'existence. Dans la plupart des maisons d'assistance, un pensionnaire coûte de 200 à 300 marks, parce que, par humanité, on ne descend pas jusqu'à l'extrême limite, et la dépense d'un vagabond n'est certainement pas estimée trop haut à 300 marks.

Il ne faut pas confondre le coût moyen de la vie (*Lebenshaltung*), le *Standard of Life*, avec le minimum nécessaire à l'existence (*Lebensnotdurft*). D'habitude on entend par *Standard of Life* la dépense moyenne d'un ouvrier, bien qu'il soit inexact d'employer le mot dans ce sens exclusif. Pour chaque classe et pour chaque catégorie, il y a un certain train de vie traditionnel où il faut distinguer la moyenne, la limite supérieure et la limite inférieure. Par exemple, pour le train de vie moyen des fonctionnaires, les différences

de traitements correspondent aux différences de rang ou de rendement.

Les différences sont fondées sur des rapports généraux. Un homme d'Etat ou un savant a d'autres besoins et, par conséquent, doit avoir un train de vie autre que celui d'un industriel, et celui-ci, à son tour, doit vivre autrement qu'un ouvrier d'usine. Pour ce dernier notamment, il s'agit de préciser nettement s'il est question du train de vie moyen, du *Standard of Life*, ou de la limite inférieure à laquelle l'existence est encore assurée. Très souvent on se sert de ces mots sans établir leur sens avec précision.

Déjà Adam Smith (1776) a reconnu que le salaire d'un ouvrier doit être supérieur à la somme indispensable à un individu isolé pour subsister. Il pensait que le double de cette somme suffit pour que l'ouvrier puisse nourrir une famille et élever plusieurs enfants. Actuellement le salaire des meilleurs journaliers est plusieurs fois plus élevé, si nous considérons 100 marks, comme la somme minima, nécessaire à l'existence. Mais le train de vie ne dépend pas seulement du revenu, et le temps de travail contribue essentiellement aussi à modifier la situation. Ces deux facteurs sont les plus en vue, mais non les seuls. Les qualités innées, les inclinations, les coutumes transmises et les habitudes enracinées entrent aussi en ligne de compte, et l'on pourrait presque affirmer que ce sont elles qui ont le plus d'influence.

Le même revenu peut être dépensé de façons très diverses. Un ouvrier chef de famille peut organiser sa vie de telle façon que son gain soit moitié pour le ménage, moitié pour le marchand de vin. Ou bien il se refuse la fréquentation de l'auberge et met ainsi de côté une certaine somme. Cette somme peut à son tour trouver des emplois très variés. Tel ouvrier aime avoir un intérieur agréable où il

se plaise à rester; il se procure des objets qui ornent l'habitation et augmentent le confortable. Un autre regarde ces embellissements matériels comme de la futilité et consacre jusqu'à son dernier centime à l'éducation de ses enfants, en se contentant d'un intérieur très pauvrement tenu. Un troisième met ses économies à la caisse d'épargne pour s'assurer quelques ressources dans les mauvais jours, ou parce qu'il regarde de l'argent comptant comme la chose la plus utile qu'il puisse laisser à ses enfants. On pourrait citer bien d'autres emplois possibles de l'argent selon les goûts de chacun. Il faut ne pas connaître les ouvriers pour s'imaginer que tous se ressemblent. D'après les lois que nous avons exposées aux chapitres XVII et XVIII, les combinaisons individuelles dans la catégorie moyenne doivent être excessivement variées.

A côté des tendances innées, d'autres facteurs encore exercent une influence. Là où l'usage veut que les hommes passent leur dimanche à jouer aux quilles ou aux cartes, et fassent *le lundi*, l'individu ne peut que difficilement se soustraire à une sorte d'obligation morale. C'est sur des considérations de ce genre que les jeunes gens règlent leur conduite. Si la coutume exige qu'à un certain âge un garçon prenne une bonne amie et à partir de ce moment ne rapporte plus rien de son gain à la maison, celui qui ne se soumettrait pas à la coutume serait couvert de ridicule. Au lieu de faire quelques économies en vue de leur établissement futur et de ne pas trop se presser à ce sujet, les jeunes gens font souvent tout le contraire et fondent de trop bonne heure une famille en s'endettant. Pourquoi? Les autres en ont bien fait autant! La classe ouvrière, qui se laisse si difficilement convaincre par des arguments rationnels, est singulièrement docile à la tyrannie

de l'esprit grégaire, qui force souvent les gens à agir contrairement à leurs propres désirs.

D'après ce qui précède, on peut définir un train de vie par la dépense qu'il exige; mais on ne peut pas inversement rattacher à un revenu donné l'idée d'un certain train de vie, parce que ce train de vie dépend d'une quantité de facteurs simultanés, et qu'à revenu égal il peut être supérieur ou inférieur. Pour le même motif, il n'est pas possible d'améliorer la vie matérielle des ouvriers par une simple augmentation de salaires. Dans les conditions ordinaires, une élévation de salaire a, la plupart du temps, pour conséquence immédiate, un gaspillage plus considérable. Les ouvriers ne savent pas encore se servir de leur argent. On affirme qu'ils l'apprendraient avec le temps et que l'élévation du salaire entraînerait peu à peu après elle une augmentation de bien-être pour la famille. La chose est certainement exacte, mais l'explication fournie est insuffisante, car elle laisse de côté le rôle que joue ici encore une fois la sélection naturelle.

Les ouvriers qui ne voient dans une augmentation de salaires qu'une occasion de jouissances matérielles et d'excès de tout genre se détruisent par là même économiquement et physiquement et laissent peu à peu la place libre à ceux qui, plus prudents, ont su utiliser leur accroissement de ressources pour la vie de famille et pour l'éducation de leurs enfants. La conduite différente des uns et des autres a pour causes les instincts innés des individus, et particulièrement la perturbation amenée dans l'équilibre psychique par une alimentation plus substantielle. Ces variations sont le point de départ de la différenciation qui s'accomplit dans la classe inférieure de la population urbaine (p. 166 et suiv., et p. 200). Ce que nous constatons ici pour

la vie matérielle ne constitue qu'un détail, une illustration des généralités exposées précédemment. Il ne faut pas s'imaginer que *tous* les ouvriers apprennent peu à peu comment on emploie une augmentation de revenu ; mais il se produit une sélection naturelle qui fait un grand nombre de victimes, et qui cependant passe généralement inaperçue. On remarque bien que la débauche ouvre aux uns une tombe prématurée, en conduit d'autres en prison et en rive un grand nombre à des positions sociales inférieures ; mais on n'approfondit pas la signification réelle des faits, et l'on se borne à de mélancoliques considérations sur le monde et sa folie.

La démocratie sociale aurait devant elle un vaste champ d'action si elle voulait exercer une influence éducatrice sur la jeunesse ouvrière, et de plusieurs côtés déjà on le lui a fait remarquer ; malgré cela, elle néglige toute tentative, vraisemblablement parce que les chefs ont peur que la popularité du parti ne soit compromise auprès des béjaunes auxquels on promet non seulement le droit de suffrage, mais encore de plus grandes jouissances matérielles.

Le principal mérite, quant à la direction morale des jeunes ouvriers, revient aux associations religieuses qui fondent pour les ouvriers et les jeunes gens des cercles à des tendances moralisatrices et par là attirent à eux les individus mieux doués. Dans le même sens, il y a avantage à fonder pour les ouvriers qui voyagent des auberges où l'on observe un règlement déterminé, car comme partout, en éducation, l'éloignement des influences mauvaises a plus de chance de succès que les tardives tentatives de relèvement. Plus d'un jeune ouvrier, qui aurait été entraîné par la force de mauvaises coutumes, peut être mis sur la bonne voie par l'intervention opportune d'amis bienveillants. Cepen-

dant, malgré de très louables efforts, les résultats ne sont pas aussi considérables qu'on le souhaiterait. Par bonheur, les partisans de ce système ont pour principe que le salut d'un seul les récompense de tous leurs efforts, et ils continuent sans se décourager. Les sociétés d'instruction ouvrière méritent aussi des éloges en ce qu'elles engagent leurs membres à une conduite régulière. Les sociétés de gymnastique et de chant peuvent aussi agir favorablement et fournissent aux hommes cultivés l'occasion de se rendre utiles.

La sélection paraît beaucoup plus rigoureuse quand on étudie l'effet produit par la diminution des heures de travail. Une augmentation de temps libre peut aussi bien servir à développer la vie de famille qu'à fournir des clients au cabaret. Peu à peu le loisir gagné sera employé intelligemment, mais ce sera encore par un processus de sélection. L. Brentano, qui a étudié statistiquement l'effet de la diminution des heures de travail sur le rendement et sur la valeur du travail, arrive à ce résultat : « En Angleterre, l'ouvrier surveille deux fois autant de machinerie qu'en Allemagne. Les machines vont plus vite. Les pertes relativement au rendement théorique des machines sont moindres. Les frais de travail par livre de fil sont moindres en Angleterre ; mais les salaires des tisserands anglais sont presque deux fois plus élevés qu'en Allemagne, et la durée du travail est un peu au-dessus de neuf heures contre onze et onze et demie en Allemagne. »

S'ensuit-il qu'il suffirait d'introduire en Allemagne des machines anglaises, d'élever les salaires et de ramener la durée du travail à neuf heures, pour amener le rendement de nos ouvriers tisserands au même niveau que celui des Anglais ? Et avec la journée de huit heures, la quantité produite augmenterait-elle encore en même temps que le

salaires des travailleurs? Brentano n'en tire pas cette conclusion. Ce qu'il recommande pour l'Allemagne, c'est, non pas encore la journée de huit heures uniformément, mais d'abord la journée de dix ou de neuf heures, selon les professions. Pourquoi cette réserve? « C'est que, dit Brentano, toute augmentation de salaire, toute diminution du temps de travail, toute autre amélioration dans les conditions du travail n'aboutit pas nécessairement à accroître le rendement. L'accroissement du rendement est la conséquence des améliorations qui relèvent le niveau moral des ouvriers. »

Une brusque élévation de salaire a pour conséquence immédiate le gaspillage et seules les améliorations progressives élèvent le niveau moral des ouvriers, car le mot du tisserand d'Augsbourg, cité par Schulze-Gävernitz, que plus d'argent au bout de la semaine signifie seulement « plus d'ivrognerie », est vrai pour beaucoup d'ouvriers. « L'homme qui s'élève à une vie supérieure, dit Brentano, doit commencer par s'y habituer ». S'y habituer? C'est une erreur : l'homme pour lequel plus de salaire ne signifie que plus d'ivrognerie doit commencer par disparaître! Il faut qu'il y ait différenciation, sélection, afin que le mieux doué, l'ouvrier capable d'un meilleur rendement demeure et contribue à constituer une classe ouvrière de valeur supérieure.

Il est d'autant plus curieux que Brentano ait négligé la sélection qui s'opère parmi les ouvriers qu'il a très exactement reconnu celle qui résulte pour les patrons de la diminution des heures de travail : « Ce n'est pas n'importe quel employeur qui pourrait suivre le progrès. L'entrepreneur pauvre en capitaux, exploitant avec une technique surannée, borné et sans énergie, qui ne soutient aujourd'hui la concurrence que grâce à de misérables expé-

dients, disparaîtrait complètement. C'est sans regret que nous le voyons disparaître. » A moins que Brentano ne veuille soutenir que les individus bornés et sans énergie se rencontrent seulement parmi les petits entrepreneurs, il devra admettre aussi la sélection parmi les ouvriers.

Une plus grande production de marchandises avec abaissement simultané du salaire présuppose, ou bien plus d'habileté ou d'activité de la part des ouvriers, ou bien l'introduction de machines perfectionnées et de rendement meilleur; mais, comme ces machines exigent de leur côté plus d'adresse, les deux conditions se confondent. Brentano remarque avec raison qu'un rendement plus grand dans la filature et le tissage a pour condition que les ouvriers sachent conduire deux ou trois machines au lieu d'une. Nous trouvons ici la sélection.

Si les ouvriers arrivent à surveiller non seulement une, mais deux machines et plus, et à en assurer le fonctionnement régulier, il y a deux résultats possibles : ou bien à nombre égal d'ouvriers la production augmentera considérablement, ou bien il faudra diminuer le nombre des travailleurs. C'est ce dernier cas qui est la règle, et il y a sélection des ouvriers les plus habiles. Ceux qui s'adaptent le mieux aux conditions nouvelles demeurent avec un salaire plus élevé; les autres sont congédiés, c'est-à-dire rejetés dans une catégorie sociale inférieure. Pourtant, avec le temps, la production s'élevant, il y aura de l'ouvrage dans l'industrie en question pour autant d'ouvriers qu'au-paravant. La plupart du temps les deux processus pourraient s'accomplir non pas subitement, mais insensiblement et s'engrener de façon que la diminution effective du nombre des travailleurs ne fût pas immédiatement sensible, mais que l'augmentation du nombre d'ouvriers employés fût trop

faible par rapport à la quantité d'objets produits et qu'il y eût, par conséquent, multiplication des *sans-travail*, dont le nombre en 1887, en Angleterre, était de 800.000 avec tendance à augmenter, sans compter les *pauvres* proprement dits. Les ouvriers qui, après cette sélection, resteront à côté des machines ne seront pas tout à fait les mêmes que ceux qui y étaient précédemment, ni de même valeur; ils représenteront une élite plus habile et capable d'un plus grand rendement, car il n'est pas vraisemblable que tous les ouvriers présents au début soient en état de s'adapter aux conditions nouvelles. Tant qu'un ouvrier ne s'occupe que d'une machine, une habileté moindre suffit, et celui qui possède à l'état latent une plus grande capacité de rendement n'a aucun avantage sur un moins capable. Tous les deux sont complètement égaux; mais, si les exigences s'élèvent, les différences latentes se manifestent et la sélection commence.

La loi de sélection appliquée ici se formule ainsi : « Plus le bien-être d'une catégorie d'ouvriers s'élève, plus aussi grandissent les exigences imposées quant à la capacité de rendement, et plus s'accroît le nombre des individus incapables de suivre le mouvement et refoulés dans une classe inférieure. »

Nous pouvons rendre cela plus clair en considérant de nouveau les courbes d'aptitudes et de revenus, page 178, et reproduites ici (*fig. 5*).

Supposons que le train de vie moyen d'une catégorie d'ouvriers soit tel qu'on puisse le représenter par un revenu de 700 marks. La limite inférieure de cette classe est alors marquée par la ligne droite horizontale *ab* sur la courbe des revenus. La même ligne sert aussi de limite à cette classe d'ouvriers sur la courbe des aptitudes. Admettons mainte-

nant que le revenu s'élève de 700 à 800 marks; alors la ligne de séparation recule vers le haut en  $a'b'$ . La surface inscrite entre  $aa'bb'$  correspond dans la courbe des aptitudes au nombre des ouvriers dont une partie seulement est apte à s'élever à un bien être supérieur. Cette partie comprend deux groupes de travailleurs :

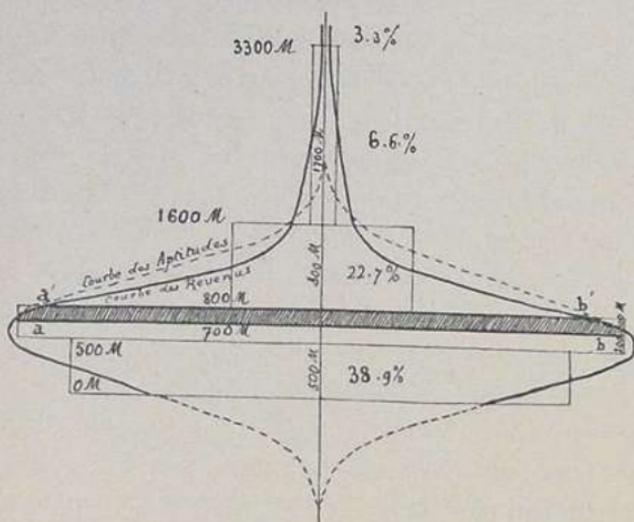


Fig. 5. — Graphique d'une amélioration de revenu dans la classe ouvrière et de ses effets.

a) Ceux qui étaient déjà antérieurement aptes à un rendement plus élevé, mais qui se trouvaient néanmoins dans la classe inférieure, parce que les classes de revenus et d'aptitudes ne se correspondent qu'approximativement, non complètement ;

b) Ceux dont la capacité de rendement est accrue dans une proportion correspondante par l'amélioration progressive de leur situation matérielle (p. 163).

Tous les autres compris dans la surface marquée en

hachures, c'est-à-dire ceux qui sont incapables d'un plus grand rendement doivent rester dans leur train de vie antérieur, c'est-à-dire chercher une occupation nouvelle, socialement inférieure et, tant qu'il ne l'ont pas trouvée, être sans travail.

Plus nous relèverons la ligne horizontale, plus le revenu et par conséquent le bien-être matériel de la classe intéressée prendront un aspect favorable; mais aussi plus il y aura d'hommes exclus de cette classe, parce que leurs aptitudes ne répondront plus aux exigences accrues. Ce fait signifie seulement que la loi de division du travail et de différenciation des individus, d'après laquelle se forment les classes en général, agit aussi dans le détail pour produire différentes *sous-classes* parmi les ouvriers. L'analogie s'étend même jusqu'au point que les ouvriers mieux doués ne doivent pas se marier dans des familles inférieures s'ils veulent que leurs enfants gardent le même rang qu'eux.

Il est tout naturel qu'avec la sélection il y ait du déchet dans la classe ouvrière. Quand, par exemple, un examen d'Etat devient plus difficile, tout le monde sait qu'il y aura plus de candidats malheureux. Pourquoi, chez les ouvriers, la même cause ne produirait-elle pas le même effet? Il n'y a à cela rien d'étonnant, sinon que les sociologues ne s'en soient pas avisés plus tôt. Beaucoup d'individus de la classe inférieure tombent économiquement et moralement de plus en plus bas, parce qu'ils ne savent se maintenir dans aucune place. Et souvent ce ne sont pas des qualités isolées, mais des combinaisons assez complexes de qualités intellectuelles, morales, économiques et physiques qui sont exigées d'eux et dont l'imperfection conditionne leur insuccès. Celui qui connaît le monde des ouvriers autrement que par les livres se rangera à mon avis.

Ces considérations nous permettent maintenant de caractériser les deux classes du prolétariat proprement dit avec plus de précision que dans la première partie (p. 121 et 196).

Dans la partie inférieure de nos figures, deux lignes horizontales sont dignes d'attention. La première correspond sur la courbe des revenus au train de vie de la classe ouvrière la plus inférieure, mais menant encore une existence régulière et doit, sur la courbe de Galton, corres-

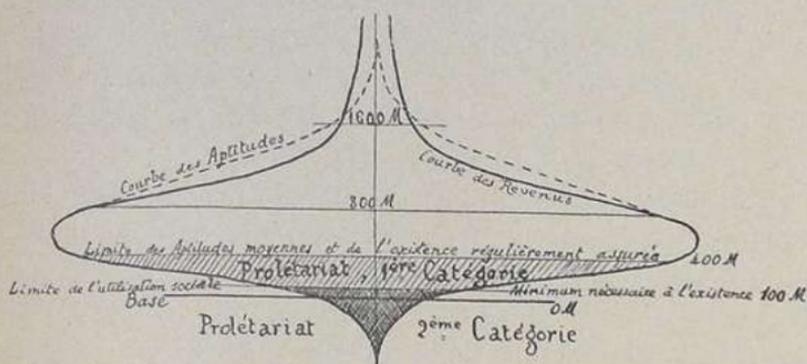


FIG. 6. — Graphique des catégories du prolétariat.

pondre assez exactement à la ligne qui sépare la médiocrité (les moyennement doués) de la faiblesse (fig. 2, p. 121 et dans la fig. 6, à la limite des aptitudes moyennes et de l'existence régulièrement assurée). L'autre ligne horizontale marque le minimum indispensable à l'existence et correspond, sur la courbe de Galton, à la limite de l'utilisation sociale. En-dessous de la première ligne horizontale, celle de 400 marks (fig. 6), nous tombons dans le prolétariat proprement dit, partagé en deux catégories par la ligne du minimum nécessaire à l'existence.

Dans nos figures, pages 148 et 178, les courbes et les lignes

horizontales ne se rencontrent pas avec autant de précision que l'exigerait la théorie ; mais ces écarts s'expliquent facilement par les particularités déjà signalées dans le mode d'évaluation des impôts et par l'influence des cas fortuits. Pour donner une figure intelligible, j'ai, dans la figure 6, fait coïncider les branches inférieures des courbes et les lignes horizontales respectives. Pour cela, j'ai admis que la limite inférieure de l'existence régulièrement assurée pour un ouvrier seul est environ à 400 marks, quoique je sache bien qu'il y a là d'importantes différences locales et autres. J'ai fixé le minimum indispensable à l'existence à 100 marks comme précédemment. L'arbitraire de ces hypothèses n'a aucun inconvénient, puisque le lecteur peut, par la pensée, relever ou abaisser les lignes horizontales.

La première catégorie des prolétaires, comprise entre la ligne de l'existence régulièrement assurée et celle du minimum nécessaire à l'existence, ne peut mener qu'une vie d'expédients, avec d'insuffisants salaires à l'occasion. C'est la catégorie des habitués de la rue, des « bandes au soleil », dont personne ne connaît les moyens d'existences, des mendiants, des vagabonds et des coquins qui font les mauvais coups dès qu'on ne les surveille plus. Et, encore une fois, plus nous relevons la limite inférieure de l'existence régulièrement assurée, plus nous condamnons d'individus à déchoir dans la classe du prolétariat en guenilles, qui ne satisfait pas toujours ses appétits par des moyens licites et qui, à ce titre, se trouve en conflits fréquents avec la police et la justice.

Ce qu'on appelle à tort *l'armée de réserve de l'industrie*, c'est-à-dire la catégorie des *sans-travail*, se recrute, pour la moindre part, parmi les vrais ouvriers ayant, par hasard, perdu leur situation. La plupart des frères d'armes de cette

*réserve* sont des gens de l'espèce décrite, incapables de suffire aux exigences des progrès industriels. Dans les temps de grande demande, les moins mauvais trouvent à se placer dans des entreprises où l'on est obligé de se contenter de leurs services, et un gain élevé les engage à rester quelque temps au travail; mais ils n'en tirent pas de profit durable et ne conservent pas longtemps une vie réglée. Au moment de la pluie bénie des milliards, les porteurs de pierres de Berlin gagnaient jusqu'à plusieurs thalers par jour et vivaient en joie et en liesse; après le krach de 1873, ils recommencèrent à boire du tord-boyaux au lieu de champagne et se rassasièrent de souvenirs.

Dans cette catégorie, la sélection s'exerce de telle façon qu'il est très difficile aux prolétaires en guenilles de se multiplier. Leur immoralité ne les pousse pas à procréer une postérité, et rarement ils arrivent à fonder une famille, condition indispensable pour élever des enfants. C'est là une fatalité cruelle, mais indispensable pour le bien commun, et il est incontestable que, par sentimentalisme, nous contrarions souvent la sélection naturelle. Beaucoup d'institutions de bienfaisance ont certainement une influence funeste, en rendant possible au prolétariat de la pire espèce le mariage et la reproduction, et, par conséquent, en favorisant une sélection à rebours. Il en serait de même de la reconnaissance du droit au travail, en faveur duquel on allègue beaucoup de raisons, mais qui tombe devant cette considération qu'il équivaldrait à multiplier la pire catégorie d'individus et serait, par conséquent, antisocial.

Celui qui voit pour la première fois fonctionner un bureau de bienfaisance est assez péniblement frappé de la dureté des employés dans leurs fonctions, même devant des malheurs qui semblent immérités. On en juge autrement

quand on est mieux au courant. Les fonctionnaires de l'Assistance publique sont rendus de plus en plus défiants, de plus en plus réservés par les mensonges et les fourberies, les feintes et les impostures, par lesquels les pauvres, même les plus discrets, cherchent à tromper les bureaux. Il est tout à fait juste qu'on emploie l'argent des contribuables à son exacte destination, avec la plus grande prudence, et non d'après une impression sentimentale, et que cet argent ne soit pas employé à des buts antisociaux.

Quant aux individus tombés définitivement au-dessous du minimum nécessaire à l'existence, ils sont dispersés dans les établissements d'assistance, dans les prisons, dans les maisons de correction et autres ; ce sont les prolétaires de la seconde catégorie, les individus du degré le plus bas quant à l'aptitude intellectuelle, les faibles d'esprits, les fous, les unilatéraux, les malfaiteurs et les criminels, et aussi les infirmes et les estropiés, bref les gens à revenu négatif (p. 183) entretenus aux frais des contribuables dans les établissements spéciaux et mis naturellement dans l'impossibilité de se reproduire.

*Toutes les fois que, de la classe inférieure des ouvriers réguliers on exige d'une façon uniforme et durable un rendement plus élevé, on fournit de nouvelles recrues au vagabondage ; toute élévation de la somme minima indispensable à l'existence fournit de nouveaux hôtes aux prisons et aux maisons de correction.* Ces faits sont tristes, mais ils reposent sur des lois naturelles ; on peut, tout au plus, les dissimuler, mais non les supprimer.

Par conséquent, en exigeant davantage des ouvriers, par l'amélioration simultanée du salaire et la diminution des heures du travail, on a toujours sous la main le moyen de relever non seulement leur situation matérielle, mais encore

leur niveau intellectuel; seulement c'est par l'effet d'une sélection immédiatement consécutive. Mais ici il faut bien prendre garde à une chose. Les sauts ne doivent pas être trop brusques, si l'on ne veut pas que la sélection prenne une forme violente et féroce en apparence. En ce dernier cas, la sélection entraînerait par la faim et la misère la mort des individus inutilisables, tandis qu'avec une évolution plus lente il suffit que la sélection empêche les inutilisables de se multiplier et de se reproduire.

Les Anglais nous dépassent pour la diminution des heures de travail, parce que chez eux l'évolution industrielle a commencé plus tôt. La classe ouvrière anglaise a été soumise à une sélection prolongée et, si, elle est aujourd'hui capable d'un rendement supérieur à celui de la classe ouvrière allemande, celle-ci ne peut pas la rejoindre d'un seul coup, mais seulement progressivement, et après qu'elle aura été soumise aussi d'une façon prolongée à une sélection analogue. Conformément à la proposition de Brentano, mais pour d'autres motifs que ceux qu'il fait valoir, la marche en avant doit être lente et graduelle, parce qu'il y a plus de chances ainsi pour que le nombre des victimes soit réduit au minimum inévitable.

Quand le processus d'évolution est arrivé à un certain point, non seulement le revenu de toutes les classes s'est accru, et la ligne horizontale qui marque à la base de notre courbe la limite de l'utilisation sociale s'est relevée, mais il s'est produit simultanément un déplacement des classes d'aptitudes. La dernière classe  $x$  a disparu; la classe  $g$  forme maintenant la pointe inférieure de la courbe de Galton (p. 121); les classes faiblement douées ont diminué en nombre; la plus grande largeur de la courbe n'est plus entre  $a$  et  $A$  (p. 118), mais entre  $A$  et  $B$ ; en

même temps toutes les classes au-dessus de la moyenne sont plus remplies, et la plus élevée est refoulée au-dessus de X. Finalement la forme générale de la courbe est à peu près la même, seulement chaque classe est placée un peu plus haut qu'auparavant, et la courbe tout entière paraît relevée, à peu près comme dans la figure de la page 336, relative aux courbes des revenus en 1879 et en 1890. C'est sous cette forme claire et intelligible que se révèle le progrès matériel, intellectuel et moral de l'humanité.

Il faut encore prendre en considération la possibilité qu'il y ait une limite infranchissable à l'aptitude intellectuelle humaine la plus géniale; que, par conséquent, la plus haute catégorie d'aptitudes reste en X ou à un degré au-dessus de X, tandis que l'aptitude des classes inférieures s'élèverait. Dans ce cas, la forme de la courbe de Galton serait plus écrasée et élargie au centre. Toutefois nous n'avons aucun argument pour ou contre l'exactitude de cette supposition, étant donnée la difficulté d'apprécier l'aptitude respective des grands hommes d'époques différentes. Peut-être le lecteur trouvera-t-il plaisir à essayer des comparaisons de ce genre; la question n'est pas assez importante pour notre sujet, pour que nous nous y attardions davantage.

Enfin l'apparition des modifications figurées plus haut est liée à des conditions préalables très matérielles. Le taux des salaires dépend non seulement du rendement, mais encore aussi de l'offre et de la demande. Quand il y a insuffisance de bras, le salaire s'élève; quand il y en a trop, il s'abaisse, et aucune organisation syndicale n'est en état de résister à cette loi d'une façon prolongée. L'excès de l'offre sur la demande peut venir aussi bien de la forte natalité des travailleurs eux-mêmes que de l'immigration étrangère, car, dans un pays à frontières ouvertes, tout accroissement

de bien-être exerce une influence attractive sur les ouvriers étrangers moins bien payés et inférieurs en culture ; c'est pour cette raison qu'il nous vient tant d'Italiens, de Polonais, etc. Les conditions d'une élévation progressive de la classe ouvrière peuvent donc se résumer comme il suit :

1° Les meilleurs ouvriers doivent se marier dans des familles de leur rang, et non dans le prolétariat proprement dit ;

2° L'accroissement de la classe ouvrière ne doit pas être trop rapide ;

3° La reproduction doit être rendue aussi difficile que possible au prolétariat proprement dit ;

4° L'immigration des ruraux dans les villes ne doit pas amener à l'industrie des masses ouvrières trop considérables ;

5° Il ne faut pas d'immigration étrangère qui déprécie les salaires.

Quel homme de bien et quel patriote ne s'enflammerait pour cet idéal, qu'avec un salaire largement mesuré, l'ouvrier ne fût éloigné de sa famille que quelques heures par jour, à peu près comme actuellement un fonctionnaire de la classe moyenne ; qu'on épargnât ses forces ; que, dans ses heures de loisir, il fût réellement un père plein de sollicitude ; qu'il élevât ses enfants aussi bien que le font maintenant les classes cultivées ; que, finalement, il sortit de sa maison des hommes qui, de degrés en degrés, arriveraient jusqu'aux plus hautes fonctions ? Un tel ouvrier serait nécessairement plein d'amour pour la patrie qui lui assurerait une telle existence ; il serait affranchi des rêveries internationalistes ; non seulement il ne susciterait aucun obstacle à une politique vraiment nationale, mais il en serait

un puissant appui. Cet idéal sera-t-il jamais atteint? En tout cas, ce ne sera pas seulement par l'amélioration du sort des travailleurs actuels, ni surtout par une amélioration brusque, ni d'une façon générale par des progrès dans un sens unilatéral, ni sans une intervention de la sélection naturelle. Tout relèvement de la classe ouvrière exige des victimes humaines, et, en définitive, c'est par l'expérience seule qu'on résoudra ce problème psychologique, de savoir si l'ouvrier moyen de l'avenir, intellectuellement bien doué et matériellement bien pourvu, ne se sentira pas, malgré tout, très malheureux, asservi au travail monotone de sa machine. On suppose toujours que l'amélioration de la vie matérielle rendra les hommes plus heureux; mais quand on cherche les preuves, on n'en trouve pas de décisives. Par conséquent il faut se garder d'espérances exagérées.

A un autre point de vue, encore le relèvement progressif de la vie matérielle chez nos ouvriers, si désirable qu'il soit en soi, peut nous laisser perplexe à cause des conséquences. Pour beaucoup de travaux inférieurs, on ne trouve plus de bras, car d'un côté les meilleurs ouvriers redoutent la trop grande fatigue physique, et, d'autre part, ils regardent de tels travaux comme au-dessous de leur dignité. Des gens même inférieurement doués ne veulent plus de travaux pénibles et préfèrent ne rien faire. Il n'y a par conséquent rien d'in vraisemblable à la simultanéité d'un relèvement des salaires et d'une forte extension du prolétariat, et nous rencontrerons parmi les vagabonds beaucoup de gens que nous croirions volontiers capables d'un travail régulier. Tandis que nous nous cassons la tête à nous demander ce que l'Empire allemand fera de ses 200.000 vagabonds, nous lisons dans les journaux qu'au printemps de 1896 vingt-cinq milles maçons, laboureurs, etc., italiens (nombre plus

considérable que celui des années précédentes), ont franchi les Alpes, qu'ils gagnent leur vie pendant l'été à prix réduits et qu'ils mettent encore de côté une jolie somme, malgré des frais de voyage considérables. La même chose se produit sur notre frontière de l'Est avec les ouvriers agricoles russes. Pourquoi cet argent n'est-il pas gagné par nos compatriotes? Pourquoi ceux-ci ne veulent-ils pas ou ne peuvent-ils pas faire les travaux en question? De tels problèmes doivent nous donner à réfléchir.

Inversement, dans beaucoup de branches de l'industrie, nous ne sommes plus en état de soutenir la concurrence avec des pays où les exigences des ouvriers sont plus modestes, actuellement avec la Russie, où le salaire quotidien est de 50 kopeks ou 1 mark; plus tard avec l'Inde, la Chine et le Japon, où la main-d'œuvre est d'un bon marché ridicule et où l'industrie se développe de plus en plus. La diminution de notre exportation nous rendra difficile le maintien du chiffre élevé de notre population. Nous en arrivons, nous autres Européens, à faire de nos ouvriers une race de maîtres. Il faudrait pour cela qu'au-dessous de nos ouvriers libres nous eussions encore une nombreuse armée d'esclaves ou de serfs pour l'exécution de tous les travaux pénibles. Tant que nous ne serons pas arrivés à asservir les populations moins exigeantes de l'Orient, ce à quoi Kidd fait aussi allusion (l'Angleterre et l'Inde!), nous serons forcés de nous laisser déborder par eux. Si un jour les Asiatiques, avec leurs produits, pénètrent sur nos marchés, nous devons chercher notre salut dans des tarifs protecteurs élevés; en d'autres termes, nous devons bannir non seulement les ouvriers étrangers eux-mêmes, mais encore les produits de leur travail. Mais avec le temps ce moyen nous fera aussi défaut, et nous sommes peut-être

voués à la mort comme toutes les races de maîtres qui se sont trop éloignées de leur mère nourricière la terre et de la vie naturelle. Nous y insistons davantage dans le chapitre suivant.

---

## XLVII

### MALTHUS ET LA SURPOPULATION

Dans les pages précédentes, nous avons admis qu'une amélioration de la situation de la classe ouvrière est liée, en règle générale, à un rendement plus élevé, grâce à une adresse et à une activité plus grandes; mais il arrive aussi que les relèvements de salaires sont provoqués par une plus forte demande de main-d'œuvre, ou par les exigences irrésistibles des organisations ouvrières, sans que le rendement soit augmenté. L'élévation des salaires ne représente alors qu'une peréquation de la valeur de l'argent, en baisse continue quoique irrégulière, et alors elle n'influe pas sur le train de vie. Tout se trouve après dans le même état qu'avant l'enchérissement. Il en est autrement quand le relèvement des salaires correspond à une amélioration effective et remplit, par conséquent, la condition indispensable pour relever le train de vie moyen, relèvement qui se rattache peut-être encore à d'autres conditions. Cette question, déjà abordée au cours du chapitre précédent, exige encore certaines explications.

Il n'y a pas non plus toujours accroissement de rendement simultanément à la réduction des heures de travail. Quand, par exemple, dans une mine ou dans une compagnie de chemins de fer, on abaisse la durée du travail, il ne peut

être question d'une augmentation de la production; il n'y a pas non plus, par conséquent, de travailleurs inutilisés, comme quand on introduit dans une usine des machines perfectionnées. Au contraire, en ce cas, la réduction des heures de travail conduit nécessairement à l'admission d'un plus grand nombre d'ouvriers, parce qu'on a besoin de remplacements plus fréquents. Il n'y a donc pas là sélection qualitative, mais un appel à la catégorie ouvrière inférieure : en d'autres termes, la réduction des heures de travail en ce cas abaisse le niveau moyen.

Toute amélioration matérielle qui n'impose pas parallèlement des exigences plus fortes provoque bien, à la vérité, une sélection indirecte; mais la sélection directe des mieux doués est mise de côté. L'augmentation de salaire est employée principalement à se procurer plus d'objets d'alimentation et de luxe, et le loisir gagné signifie diminution de travail fourni; dans le bilan physiologique, les deux choses, salaire supérieur et travail fourni moindre, contribuent à accroître le surplus disponible d'énergie latente. Nous avons vu, à plusieurs reprises, que cet accroissement du surplus d'énergie agit puissamment sur le physique et le moral de l'individu. Il prend mieux conscience de sa force; les qualités psychiques sont excitées davantage, et, selon les individus, ce sont tantôt les bonnes qualités, tantôt les mauvaises qui se développent.

Chez la plupart des individus, il y a augmentation des instincts sensuels, et particulièrement de l'instinct de reproduction : ce fait est d'une extrême importance au point de vue des ouvriers. Il a pour conséquence une natalité trop forte qui diminue le confort de l'existence. A plus d'un point de vue, il est désavantageux que les gens se marient trop tôt et engendrent un trop grand

nombre d'enfants. Tandis que l'offre trop élevée de main-d'œuvre abaisse le salaire du père de famille, il a dans le même temps plus de bouches à nourrir. Il s'ensuit que les gens ne sortent pas des plus tristes préoccupations du pain quotidien, que la santé des femmes est sacrifiée, que la tenue générale de la maison et l'éducation des enfants en souffrent de la façon la plus fâcheuse. Les conditions d'habitation sont défavorables, parce que trop de personnes vivent entassées dans des espaces trop étroits, ce qui est très dangereux au point de vue hygiénique et moral. Les hommes finissent par prendre en horreur leur intérieur, où ils devraient retremper leur énergie et leur courage et où ils ne trouvent que les cris des enfants, les plaintes de la femme, le dénuement et la saleté, de sorte qu'il préfèrent chercher joyeuse compagnie à l'auberge et abandonner leur famille à son triste sort<sup>1</sup>. Dans de telles conditions, les enfants ne conçoivent aucun attachement pour la maison paternelle; au lieu d'y demeurer quand ils deviennent grands et d'améliorer par leur gain le bien-être commun, ils prennent leur vol trop tôt, gaspillent leur salaire en jouissances frivoles et finissent ou bien par disparaître complètement, ou bien

<sup>1</sup> L'affirmation de Bebel que l'activité sexuelle doit commencer aussitôt la puberté atteinte et est une condition essentielle de la santé physique et morale a été réfutée, ainsi qu'il convenait, par H.-E. Ziegler (ouvrage cité, p. 137), comme complètement superficielle et insoutenable. Chez l'homme comme chez beaucoup de mammifères supérieurs, l'apparition de la puberté ne coïncide nullement avec l'achèvement de la croissance. Dans le monde animal, l'exercice de l'activité sexuelle pour les mâles dépend non pas de l'apparition de la puberté, mais de la victoire dans la lutte avec d'autres mâles formés et vigoureux, par conséquent de l'exercice préalable de la force physique. Par analogie, chez l'homme, la fondation d'une famille présuppose que le jeune homme a terminé sa croissance et sa culture intellectuelle et qu'il a obtenu une situation en se mesurant avec ses égaux. Voilà ce qui est *naturel*. L'ouvrage de Ziegler contient beaucoup de remarques pénétrantes sur cette question et d'autres connexes à celle-là.

par se marier beaucoup trop jeunes, en éternisant ainsi la misère.

Dans de telles conditions, la mortalité des enfants est grande ; néanmoins, il reste un fort excédent des naissances sur les décès, comme il a été vu par des exemples particuliers (p. 207). Il semble que ce soit principalement la population nouvellement immigrée de la campagne à la ville qui contribue à multiplier le nombre des enfants, que ses rejets produisent aussi un excédent, mais que les générations suivantes disparaissent peu à peu, par diminution de fécondité et de dégénérescence croissante. Comme le mouvement de la population se poursuit sans interruption, les vides produits sont toujours comblés, et l'augmentation réelle reste très considérable. Toutes ces circonstances concourent à empêcher le bien-être moyen des ouvriers de s'élever au niveau souhaité.

Dans une étude médico-sociale, intitulée *l'Instinct sexuel*<sup>1</sup>, Hégar a décrit avec profondeur les côtés fâcheux d'un accroissement trop rapide de population, notamment les inconvénients pour les femmes et les enfants eux-mêmes d'une série de naissances trop rapprochées. On trouvera aussi d'abondants matériaux pour se former un jugement dans l'ouvrage de Göhre, *Trois mois ouvrier d'usine*, dans les descriptions de la vie de famille, dans *la Femme*, par Bebel, et dans le livre de Wörishoffer, *Notes politiques et sociales sur la situation des ouvriers d'usine à Mannheim, ville et banlieue*. Et la conclusion, c'est que la forte natalité, dans la classe ouvrière, est la cause principale de la gêne chez les ouvriers, et que la plupart des tentatives d'amélioration sont rendues inutiles parce que toute élévation de salaires

<sup>1</sup> *Der Geschlechtstrieb*, Stuttgart, 1894,

entraîne après elle une augmentation de la natalité de la classe ouvrière. Nous avons vu l'énorme accroissement de la population dans les régions industrielles de l'Allemagne, par exemple en Saxe, où, en onze ans, l'augmentation s'est élevée à 19,5 0/0, soit par an, en progression géométrique, à 1,63 0/0. A ce train, le nombre des habitants doublerait en quarante-deux ans, et l'Allemagne aurait à en nourrir, en 1934, 100 millions.

Les conséquences de l'accroissement de population ont déjà été indiquées par Malthus (1798), d'une façon juste quant à l'essentiel. Pour marquer plus vivement le contraste, il a soutenu que la population s'accroît en progression géométrique, tandis que les moyens de subsistance n'augmentent qu'en progression arithmétique, d'où il suit que la disproportion entre le chiffre de la population et la somme des moyens de subsistance devient de plus en plus criante, comme l'indique le schéma suivant :

Population :	1	2	4	8	16	32...	(prog. géomét.)
Subsistances :	1	2	3	4	5	6...	(prog. arithm.)

La loi de l'accroissement géométrique de la population est sans doute exacte théoriquement. Elle est fondée sur la simple hypothèse qu'à chaque génération le nombre moyen d'enfants par couple reste le même. Incontestablement, ce qui domine, c'est la tendance à un accroissement de ce genre, bien que l'accroissement réel dépende des possibilités d'existence à un moment donné.

Au contraire, il n'est pas démontré théoriquement que l'accroissement des subsistances s'effectue en progression arithmétique. Ici Malthus est allé évidemment trop loin en schématisant. Il n'y a pas ici de loi déterminée, puisque

souvent la production s'accroît brusquement à la suite de quelque perfectionnement technique, ou par l'exploitation économique de régions productives nouvelles, et que d'autres fois elle reste stagnante. La seule chose qu'on puisse admettre avec certitude, c'est que la quantité de subsistance ne peut pas s'accroître aussi vite que le chiffre de la population, ce qui suffit parfaitement à confirmer l'idée fondamentale de Malthus.

Si par exemple, d'une génération à l'autre, la population d'un pays ou encore celle de toute la terre vient à doubler, elle est, si la fécondité reste la même, quadruplée à la génération suivante, octuplée à celle d'après, et ainsi de suite, comme l'a indiqué Malthus. Or il n'est pas admissible que d'une génération à l'autre le revenu d'un champ soit doublé, ni que la surface de terre cultivée soit suffisamment accrue pour amener le doublement des produits. Exceptionnellement, cela peut arriver; mais à la longue on ne peut maintenir une telle accélération dans la production des subsistances. Au contraire, la natalité suit toujours sa marche, qui n'est limitée que par force des choses.

De là il suit que l'homme, comme toute autre espèce animale, vient se heurter continuellement aux limites de la quantité disponible de subsistances. Chaque espèce atteint rapidement son développement extrême et, quand les subsistances cessent de s'accroître, le nombre des individus devient forcément stationnaire. Dans ce dernier cas, il faut qu'il y ait chaque année autant de décès que de naissances.

Darwin et Wallace ont confirmé et approfondi la loi de Malthus, en exposant que les survivants d'une espèce représentent une variété mieux adaptée, plus vigoureuse et plus favorablement organisée, et que, par conséquent, la disproportion entre la population et les subsistances est une cause

de progrès dans l'organisation et les instincts. On sait, par l'autobiographie de Darwin que l'ouvrage de Malthus fut l'étincelle qui alluma en lui l'idée de la *sélection naturelle*.

Chez l'homme, ce sont les classes inférieures qui se meuvent sur la limite de la possibilité d'existence; pourtant on aperçoit facilement que le train de vie moyen exerce une influence modificatrice considérable. Plus est élevé le train de vie que réclame un ouvrier intelligent, plus aussi le nombre des enfants diminue parce que ces ouvriers-là ne se marient pas avant d'être en possession d'une position suffisante. Il faut, en outre, considérer qu'avec l'augmentation des aptitudes techniques chez l'ouvrier moyen il devient de plus en plus difficile aux individus faiblement doués d'atteindre à des situations régulières. Un grand nombre d'hommes peuvent mourir de faim sans qu'il y ait insuffisance de subsistances; cela peut même se produire parallèlement à une surproduction dans toutes les professions, même dans l'agriculture. Les subsistances et autres richesses doivent être attribuées aux plus capables et refusées aux incapables pour qu'il y ait développement *progressif* de l'humanité et non pas développement *régressif*. Tel est le sens profond du phénomène de la misère prolétarienne parallèle à la surproduction, phénomène mal compris par les démocrates socialistes et signalés par eux comme une monstruosité.

Quételet savait déjà que les peuples les plus pauvres ont le plus d'enfants, et Leroy-Beaulieu, étudiant l'influence de la civilisation sur le mouvement de la population, constate que les seuls départements de France qui fournissent encore un excédent de naissances, le Morbihan, le Finistère, les Côtes-du-Nord, la Lozère, la Corse, l'Aveyron, la Vendée, les Landes et le Nord, font partie des plus

arriérées au point de vue économique. En Belgique, le taux des naissances par province est inversement proportionnel au niveau moyen des salaires, tandis que dans la région flamande agit encore une autre influence négligée par Leroy-Beaulieu, la plus grande fécondité de la race germanique. Toutefois là où le statisticien français a raison en général, c'est quand il tâche de démontrer que dans tous les pays civilisés le chiffre des naissances est en décroissance. En Italie, ce chiffre était, pour 1.000 habitants, 38,3 en 1865, et en 1883, 36,9. En Angleterre, pour les mêmes dates, le chiffre des naissances s'est abaissé de 35,5 à 33,7; en Suisse, de 35,5 à 32,5; en Prusse, de 39,1 à 36,6, etc. La plus forte diminution a eu lieu en France; en 1801, le chiffre était 32,3 et s'est abaissé d'une façon continue jusqu'en 1898, à 22,1. Dans ces dernières années, le chiffre des naissances en France est resté au-dessous du chiffre des décès, de sorte que la population diminue et ne se maintient encore relativement que par l'immigration étrangère. Avant que l'Allemagne en arrive là, il coulera beaucoup d'eau sous les ponts : il reste encore annuellement un excédent de 7-800.000 naissances, et chaque année en Allemagne il naît un million d'enfants de plus qu'en France. Quoi qu'il en soit, ce qu'on voit par Leroy-Beaulieu, c'est qu'en même temps que les salaires s'élèvent il y a tendance à l'abaissement de la natalité, ce qui est facile à comprendre.

En laissant l'homme se reproduire à sa guise, il y aurait, d'après Malthus, doublement de la population en vingt-cinq ans. D'après H.-E. Ziegler, on arrive à peu près à ce chiffre si l'on suppose qu'il naisse en moyenne par mariage six enfants sur lesquels un seul reste célibataire ou meure avant l'âge du mariage. Nous avons vu que l'énorme accroissement de la population en Saxe correspond à un doublement en quarante-

deux ans, et reste, par conséquent, bien en-deçà de la possibilité physiologique. Il faut y voir la preuve que le genre humain, dans les conditions actuelles, ne s'accroît pas dans la mesure de son aptitude interne à se multiplier, mais dans la mesure des possibilités de gain, c'est-à-dire des moyens d'existence et, par conséquent, qu'en fait il est arrêté par les limites des ressources disponibles, en prenant le mot *ressources* dans le sens le plus étendu, c'est-à-dire en entendant par là tout ce qui se rapporte à un train de vie moyen. Si cette limite n'existait pas, l'accroissement de la population serait plus rapide; mais la sélection serait moindre ou nulle, et cela ne serait pas favorable au maintien du niveau intellectuel acquis de l'humanité.

Le désir de se soustraire à la lutte aiguë pour la vie, c'est-à-dire à la lutte pour le pain quotidien, est un instinct essentiel. Dans les catégories sociales supérieures, la lutte pour l'existence est plus atténuée, et cela non seulement parce que les revenus sont plus considérables, mais encore parce qu'ils se répartissent entre un nombre moindre d'enfants.

C'est la fécondité démesurée des classes inférieures, et non le capitalisme, qui rend difficile la suppression de la misère. Galton s'est demandé si les mariages précoces et l'excessive fécondité du prolétariat n'abaissent pas le niveau intellectuel moyen de la collectivité. Il paraît évident que les classes plus intelligentes et plus prévoyantes qui se marient plus tard et qui ont moins d'enfants, parce qu'elles sont préoccupées de leur avenir, doivent être dans la suite des temps débordées par la natalité envahissante des classes inférieures, et qu'il y a lieu, par conséquent, de redouter une évolution régressive (p. 231). Galton cherche à démontrer cela par les chiffres; mais il néglige un facteur considérable, la *sélection naturelle* dans son double effet, l'un

par lequel une partie des individus de la classe inférieure s'élève aux classes supérieures, l'autre par lequel une autre partie est anéantie comme inutilisable, de sorte que les classes supérieures y trouvent un accroissement de force et les classes inférieures une diminution. On calcule ici sur des grandeurs absolument inconnues, et, pour cette raison, nous devons renoncer à tirer au clair le déplacement du centre de gravité supposé par Galton. On ne peut méconnaître que certains faits ne viennent à l'appui de la théorie de Galton, par exemple, l'entassement des recensés en Saxe dans la classe de 800 à 1.600 marks, dont il a été question précédemment (p. 332). Cet encombrement pourrait correspondre à la forte natalité de la classe ouvrière, comme il a été dit précédemment. Il est certain que la fécondité des classes inférieures est très grande. Il suffit d'aller dans les quartiers ouvriers de nos villes manufacturières et d'observer la quantité des enfants de tout âge qui grouillent dans les rues. La question : *qu'est-ce qu'on fera de tous ces enfants?* se présente sans qu'on le veuille; mais, d'autre part, les occasions n'ont jamais été plus nombreuses que maintenant d'acquérir de l'instruction et de l'éducation et de devenir indépendant, et les revenus tendent à augmenter. On ne peut calculer les résultantes de ces forces contradictoires; l'avenir seul dira si les inquiétudes actuelles sont fondées ou non.

Les classes inférieures reçoivent en Allemagne des secours très importants des classes supérieures et sans leur appui descendraient à un degré beaucoup plus bas, parce qu'elles ne sauraient organiser par leurs propres forces ni l'assistance des pauvres et des malades, ni l'éducation de la jeunesse. Plus que l'Etat, la *commune* allemande est le champ des expériences sociales.

J'ai sous les yeux le budget communal d'une ville moyenne en Allemagne (*Karlsruhe*), qui, en 1892, pour 80.000 habitants, avait environ 2 millions et demi de dépenses à voter. Déduction faite des revenus d'autres sources, il fallait se procurer 817.777 marks d'impôts pour les services urbains. Les principaux chapitres de dépenses sont :

	Marks
Assistance des pauvres.....	174.689
Hospices.....	26.353
Assurances ouvrières.....	9.787
Écoles primaires, professionnelles, ménagères (pas d'écoles supérieures).....	381.600
Intérêts et amortissement de l'emprunt pour les bâtiments scolaires.....	150.000
TOTAL.....	<u>742.429</u>

Chaque enfant à l'école primaire coûte à la ville 60 marks, et les quotités précédentes employées presque exclusivement dans l'intérêt des plus pauvres coïncident à peu près avec la somme d'impôts dite plus haut. Étaient payés en impôts par :

	Marks
Les 847 électeurs communaux (1/12) de la 1 <sup>re</sup> classe.	320.404
Les 1.694 — — (2/12) — 2 <sup>e</sup> —	130.044
Les 7.634 — — (9/12) — 3 <sup>e</sup> —	50.320

Le reste se répartit sur les contribuables non électeurs à peu près de la même manière, proportionnellement aux revenus et aux ressources. Par conséquent, un bourgeois de la première classe d'électeurs paye en moyenne 378 marks ; un de la seconde classe, 72 marck, et un de la troisième 6<sup>m</sup>, 60. Un homme de la dernière classe qui reçoit un salaire quotidien de 3 marks, soit 900 marks par an, ne paye à la ville que 1 mark 80. S'il a trois enfants qui fréquentent l'école

publique, la dépense de la commune pour eux se monte à 180 marks, c'est-à-dire au centuple de l'impôt payé par le père. On voit dans quelle mesure déjà ceux *qui ont le moyen* ont à subvenir aux besoins de ceux *qui n'ont pas le moyen*. Justement, en Bade, les impôts publics et communaux que la classe moyenne doit payer sont démesurément élevés; ils s'élèvent tous ensemble à 7 ou 8 0/0 du revenu consolidé et, dans beaucoup de communes, davantage encore. Le revers de la médaille, c'est que celui qui est placé socialement plus haut est obligé de limiter le nombre de ses enfants, tandis que celui qui est placé socialement plus bas n'y pense pas, et que la postérité généralement inférieure du dernier est élevée à l'aide des ressources épargnées par les classes supérieures<sup>1</sup>. M. de Lapouge parlerait encore ici de *sélection régressive*, tandis que les politiciens du jour y voient un très grand progrès. Il semble presque, à considérer les chiffres précédents, que ce ne soient pas les classes inférieures qui soient exploitées, mais qu'elles soient, au contraire, très heureuses d'exploiter les classes supérieures. L'une de ces façons de voir est aussi fausse que l'autre. Le haut et le bas sont plutôt indissolublement confondus

<sup>1</sup> Mantegazza représente comme digne d'envie le couple de rossignols niché dans un bois touffu et qui y vit sans préoccupations au sujet de ses petits, et l'oppose à l'homme qui, s'il se fiait à la nature seule pour construire son nid, serait visité le second jour par la faim et verrait bientôt sa postérité succomber à la scrofule et à la phthisie. Je crois que de telles comparaisons ne correspondent en rien à la réalité. Nulle part la lutte pour la vie ne sévit avec plus de férocité que dans le monde en apparence si insouciant et si heureux des oiseaux. Comme en général il n'y a pas pour les oiseaux accroissement dans la quantité d'aliments disponibles, il faut qu'il meure chaque année autant d'individus qu'il en naît. Beaucoup d'espèces, dont les aliments disparaissent, sont en diminution progressive, par exemple, les cigognes. Combien meilleur est donc le sort de l'homme, même du plus misérable, qui participe aux bienfaits de la vie sociale et qui, au lieu d'être écrasé par la supériorité des mieux doués, jouit des fruits de leur prévoyance.

et ne peuvent être séparés. Je donne d'ailleurs raison aux classes supérieures, quand elles demandent à ne pas être payées d'injures et de menaces, en retour de ce qu'elles font pour les classes inférieures. Il ne me semble pas non plus injuste qu'une partie au moins des dépenses publiques retombe sur les masses, par les impôts de consommation; dans le cas précédent (*Karlsruhe*), cette part s'élève à 275.000 marks, soit 3 marks 45 par tête, ce qui n'est certainement pas écrasant. De même qu'il serait injuste de voir dans l'effort des classes cultivées et riches pour exercer une influence dans l'administration de l'État et de la commune, non pas l'expression d'un instinct social légitime, mais seulement l'expression d'une passion égoïste du pouvoir, de même il serait déraisonnable de vouloir, au moyen des impôts directs, tirer des gens riches toutes les ressources publiques et d'abaisser ainsi les gens de la catégorie moyenne au rang de receveurs d'aumônes. Nos doctrinaires, quand il s'agit de la répartition des charges, mettent en avant le principe de la capacité individuelle de rendement et, quand il s'agit de l'attribution des droits, le principe du nombre de têtes, tandis que, dans les deux cas, la vérité est entre les deux extrêmes.

Il est très intéressant de voir, d'après la statistique des pauvres par P. Kollmann, dans son *Dictionnaire des sciences politiques*, qu'en 1885, dans l'Empire allemand, l'assistance des pauvres a coûté au trésor 90.282.159 marks, qui ont été répartis entre 1.592.386 personnes en 886.386 parties. En comparant ces chiffres à la population totale, 46.855.704 habitants, il y a donc, sur 1 million d'habitants, 34.001 assistés, c'est-à-dire que, d'après la répartition de Galton ils, pénétrèrent encore assez loin dans la classe *c* (p. 117). Les classes *x* à *d* contiennent ensemble 18.367 têtes, de sorte

que, sur 34.001 assistés, il y en a 15.634 dans la classe *c*. Cette classe comprend 63.563 têtes, sur lesquelles un quart participe aux aumônes; en réalité, il y en a plus encore, parce que beaucoup de pensionnaires des maisons de correction ne sont pas compris dans le nombre des assistés. Par conséquent l'attribution de la classe *c* à la catégorie des faiblement doués se justifie suffisamment.

Prise en soi, une grande fécondité est pour un peuple un signe de santé et quand nous considérons la population stationnaire de la France où il y a plus de décès que de naissances et qui ne se maintient que par l'immigration venue des pays voisins, nous n'avons aucun motif d'en éprouver de l'envie. Néanmoins il serait désirable que les jeunes gens ne se mariassent pas si tôt. Ils devraient tout d'abord aider leurs parents, puis faire des économies, et seulement ensuite fonder une famille; mais il y a peu à obtenir dans ce sens. Ces mariages sont rarement tout à fait volontaires et sont une conséquence de mauvaises mœurs. Généralement, les garçons de dix-sept ans ont déjà une « connaissance »; les conséquences naturelles de ces fréquentations poussent à des mariages prématurés et entraînent, immédiatement après, tous les autres malheurs qui se tiennent comme les anneaux d'une chaîne (cf. *Göhre*, pp. 205 et 206). Si paradoxal que cela puisse paraître, il est très possible qu'à ce point de vue le service militaire ait une influence favorable, parce qu'un mariage avant le temps du service n'est pas désirable pour les intéressés et que cette pensée inspire quelque retenue.

Parmi les facteurs qui pourraient régulariser l'accroissement de la population, en lui fournissant une issue, il faut nommer l'émigration. A cause des forts excédents de naissances, l'émigration est pour l'Allemagne une nécessité

et appelle d'une façon de plus en plus pressante une réglementation. Un pays qui fournit annuellement de 80.000 à 100.000 adultes aux pays étrangers<sup>1</sup> souffre d'une perte de sang, car non seulement il y a perte au point de vue de l'argent dépensé à élever ces émigrants, et des capitaux qu'ils emportent, mais encore ils deviennent bientôt des concurrents sur le marché du monde et souvent sur le marché de leur propre pays. Ils forment une sélection des plus intelligents et des plus actifs; les plus mal doués se reproduisent chez eux et abaissent encore le niveau<sup>2</sup>. C'est un fait très désavantageux pour la mère patrie; malgré cela, je suis d'accord avec E. de Philippovich, qui ne souhaite pas que les émigrants restent au pays et augmentent la densité déjà trop forte de la population. Il serait toutefois excessivement désirable de diriger le courant d'émigration vers des territoires placés sous le protectorat allemand, de sorte que le lien avec la métropole ne fût pas complètement rompu. Ce sera difficile, car les pays étrangers où habitent déjà beaucoup d'Allemands de naissance et leur descendance, comme les Etats-Unis, exercent la plus grande attraction; mais le difficile n'est pas l'impossible, et il faut d'abord essayer. Si dans un territoire colonial allemand il se forme une tribu de colons, ce territoire exercera aussi avec le temps une attraction de plus en plus forte.

L'opposition de la démocratie socialiste à une politique coloniale énergique est encore une fois tout à fait contraire à l'intérêt des ouvriers. L'emploi dans les colonies allemandes

<sup>1</sup> Dans ces dernières années (1898), le nombre des émigrants s'est abaissé à 20.000, par suite de l'essor industriel de l'Allemagne.

<sup>2</sup> C.-C. Closson (Université de Chicago) a exprimé l'opinion vraisemblablement exacte que, dans les migrations d'Europe en Amérique, comme dans la migration américaine de l'Est vers l'Ouest, la race germanique blonde et grande est représentée d'une façon prédominante.

de l'excédent de main-d'œuvre assurerait non seulement aux ouvriers un salaire avantageux, mais encore serait un soulagement pour ceux qui restent au pays, relèverait leurs salaires et, par conséquent, établirait des conditions de sélection qui peu à peu compenseraient la perte des forces meilleures; mais une telle perspective ne saurait être admise par les idoles du parti.

Si nous résumons donc les causes qui déterminent la forte natalité des classes inférieures, nous trouvons les suivantes : l'instinct sexuel est trop tôt développé et trop tôt satisfait. La cause en est : d'une part, l'alimentation plus riche, car quoique l'ordinaire des ouvriers ne soit pas trop relevé, ils ne manquent ni de saucisses, ni de lard, ni de fromage, ni de bière, ni d'autres aliments riches en substance nutritive ou appétissants, et, d'autre part, l'imagination est surexcitée par la vie en commun à l'étroit et par la fréquentation de camarades plus âgés. Ce sont là des choses fâcheuses, mais difficiles à changer. Il y a toutefois un sentiment respectable, dans le fait que dans beaucoup de cas le jeune ouvrier ne veut pas planter là sa « connaissance », mais qu'il se croit obligé de l'épouser, ce qui prouve que l'instinct de la monogamie est beaucoup plus enraciné au cœur de l'homme que lui-même ne le sait ou ne le croit. Beaucoup, après une période orageuse, sont pris d'une inclination honnête pour une jeune fille et n'ont de repos que quand ils en ont fait leur femme. Il faut aussi reconnaître que le mariage évite aux jeunes ouvriers l'habitude de l'immoralité. D'autre part, une limitation volontaire de fécondité ne serait pas à blâmer, notamment en considération de la santé de la femme et de ses devoirs de mère; mais là aussi entrent en jeu les conditions matérielles, comme l'exiguïté du logis et la cohabitation qui rendent difficile l'abstention conseillée par la raison. Il

y a dans tout cela une complexité étrange de mobiles louables ou lamentables. Il n'y pas à agir sur les mœurs traditionnelles et sur les usages, sinon très lentement, et encore, quand on réussit, on ne sait jamais si le résultat sera celui que l'on désirait, car toute modification peut entraîner après elle des effets inattendus. Par exemple en France, le système de deux enfants, économiquement avantageux et pour cette raison souvent vanté, a conduit à une stagnation complète du chiffre de la population. Ce ne sont pas du tout là des conditions désirables pour l'Allemagne.

Jusqu'ici nous n'avons pas pu établir que le dangereux déplacement du centre de gravité social vers les classes inférieures, supposé par Galton, se soit produit, mais il faut admettre la possibilité d'un tel processus. Ce déplacement est très à craindre, car il conduirait aux bouleversements violents, économiques et sociaux.

Existe-t-il un système régulateur qui rétablisse de lui-même l'état antérieur? Les crises commerciales qui reviennent avec une certaine régularité joueraient-elles un rôle de ce genre, en jetant les classes inférieures dans l'indigence et en arrêtant pour un certain temps leur multiplication jusqu'à ce que la proportion convenable entre la classe inférieure et la classe supérieure, entre les lettrés et les ignorants, entre les dirigeants et les dirigés se soit de nouveau établie? On admet que les crises éliminent de préférence les moins solides et font aux autres de la place. Je dois avouer que, jusqu'à présent, je n'ai pas pu me former sur cette question embrouillée une opinion définitive; mais, dans la vie sociale, rien ne se produit en vain, tout a sa signification.

Dans l'avenir, si les syndicats de patrons (*Kartelle*) remplissaient leur intelligente destination, les crises deviendraient de plus en plus rares; mais aussi, il faut l'espérer,

elles ne seront plus indispensables, car plus la limite inférieure du train de vie moyen des ouvriers s'élève, plus cette classe redoute les mariages irréfléchis, plus il est difficile aux ouvriers inférieurs et aux paresseux, aux vagabonds, etc., de fonder une famille, plus aussi il y a lieu d'espérer que l'excédent des naissances en général et de la classe inférieure en particulier descendra au-dessous du niveau trop élevé actuel. Une disparition complète de l'excédent de naissances n'est pas à souhaiter, parce qu'alors la sélection naturelle cesserait d'être possible et que, par conséquent, les individus devraient se reproduire sans choix, seulement pour maintenir au même point l'effectif total. Ce serait pour la race le commencement de la dégénérescence.

Ce dénouement arrivera-t-il avec le temps ? Qui oserait l'annoncer d'avance ? Mais il est possible, et la France peut être pour nous un exemple. Si nous nous reportons à la fin du chapitre précédent, où il est question de la concurrence commerciale des populations moins exigeantes de l'Orient, nous éprouvons le vague pressentiment de la façon dont se prépare notre chute. L'élévation des salaires poursuivie chez nous avec tant d'ardeur non seulement nous rend la concurrence impossible dans beaucoup de branches de l'industrie, mais encore entrave directement l'accroissement de la population et nous menace d'amener plus tard sa diminution, de sorte que les couches sociales inférieures par leur élévation succomberont au même sort, c'est-à-dire à la mort qui atteint déjà les classes supérieures.

Devons-nous pour cela abandonner nos aspirations de réformes sociales et politiques et voir notre salut dans la misère des masses ? Devons-nous en conséquence nous opposer à toute tentative d'amélioration sociale ? Je ne le crois pas.

L'évolution sociale s'accomplit avec la force irrésistible

d'un phénomène naturel. Nous ne pouvons l'arrêter ; mais il est en notre pouvoir de l'accélérer ou de la ralentir, et c'est déjà beaucoup. Si nous élevons trop haut notre culture intellectuelle, si nous dépassons de trop loin ces peuples étrangers, nous stimulons leurs aptitudes à la concurrence, nous leur procurons une supériorité matérielle croissante, qui n'est plus compensée de notre côté par notre aptitude à inventer. Si, au contraire, nous modérons quelque peu notre allure, ou si même nous nous bornons à éviter une impulsion artificielle, nous pouvons affirmer longtemps encore notre prééminence, car même ces pays, la Russie, l'Inde, la Chine, le Japon, ne sont pas tout à fait endormis ; et, dans l'avenir, ils se mettront en mouvement peut-être plus vivement encore que maintenant. Il ne faut pas que leur rapprochement des civilisations européennes soit complet pour que notre prépondérance nous soit assurée longtemps encore. S'ils continuent à demeurer à la même distance par rapport à nous, tout est pour le mieux. Toutefois nous ne devons pas trop les dépasser, pas plus qu'ils ne doivent rester trop en arrière, et nous avons toujours la possibilité d'agir sur la marche du destin, d'où il suit qu'il ne faut nullement considérer notre défaite comme déjà assurée. Mais nous pouvons encore profiter de ces considérations, et elles devraient notamment nous convaincre de ce principe, que notre progrès social ne doit pas être trop rapide. Comme en beaucoup d'autres choses, il est bon ici de laisser la nature suivre son cours, et de ne pas s'imaginer qu'on commette péché de négligence, quand on ne profite pas de toutes les occasions pour accélérer le cours déjà rapide des réformes sociales, qui paraît trop lent à beaucoup d'âmes compatissantes.

## XLVIII

### RÉFORMES SOCIALES

La démocratie socialiste cherche à s'attribuer tout le mérite des réformes ouvrières, en soutenant que seule l'agitation faite par elle a obligé les classes supérieures à accorder, par terreur, des concessions qui, d'ailleurs, n'auraient que la valeur d'acomptes ou de tentatives d'endigement. Apparemment il s'agit de la législation protectrice des ouvriers. Quant aux réformes ouvrières proprement dites, liberté des professions, liberté de déplacement, liberté de mariage, droit de coalition, suppression du paiement des ouvriers en nature (*Trucksystem*), indemnités pour les accidents du travail, inspection des usines, et même suffrage universel d'utilité douteuse, la démocratie socialiste y est étrangère, par la raison très simple qu'à l'époque de ces réformes elle n'existait pas, ou, du moins, n'avait pas encore la moindre importance. Les lois sociales fondamentales citées plus haut procèdent bien plutôt des instincts altruistes des classes supérieures. Que ces dernières aient eu à triompher de leur égoïsme, cela est explicable aussi par la nature de l'homme. Elles en ont triomphé<sup>1</sup>. En

<sup>1</sup> « L'histoire des progrès de la législation est simplement, dit Kidd (ouvrage cité), l'histoire d'une série continue de concessions demandées et reçues par

effet, les premiers meneurs des ouvriers, idéalistes plus ou moins enthousiastes, appartenaient de naissance aux classes cultivées. Comme preuve éclatante de la *sympathie* des socialistes démocrates actuels pour les ouvriers, on peut rappeler qu'ils ont pris la parole au Reichstag et voté contre les lois de prévoyance les plus importantes, contre les lois d'assurances pour les maladies (1883), pour les accidents (1884), pour la vieillesse et pour les cas d'invalidité (1889). Leur activité positive s'est bornée à la proposition, faite en 1877, et reprise plus tard, d'un projet de loi pour la protection des ouvriers, incohérent et impraticable, à la place duquel, en 1890, un projet présenté par le gouvernement a été accepté par le Reichstag. Ainsi les services des démocrates socialistes consistent exclusivement en ce qu'ils ont opposé des obstacles à la mise en vigueur des lois ouvrières et ont déterminé dans les milieux ouvriers un mouvement d'opinion contre leur exécution.

L'application de notre théorie aux réformes sociales déjà obtenues ou prises en considération offre un intérêt particulier. Nous pouvons maintenant compléter les principes généraux d'appréciation indiqués page 266, en nous plaçant au point de vue du cas particulier traité ici. Une réforme en vue du relèvement de la classe ouvrière remplira d'autant mieux son but exact qu'elle tendra davantage à élever le train de vie moyen et à diminuer le nombre des enfants dans les familles d'ouvriers.

Le droit de grève, aujourd'hui incontesté, n'est qu'un moyen en vue d'un but. Sagement employé, il a fréquem-

le parti qui, par sa situation, est indubitablement le plus faible des deux. Les concessions lui ont été accordées par le parti dominant, qui est incontestablement le plus fort. Kidd en trouve la cause dans les *sentiments altruistes*.

ment abouti à des améliorations pour les ouvriers, mais souvent aussi on a fait des grèves violentes pour des réclamations dont les unes auraient pu être satisfaites avec le temps, dans une meilleure situation commerciale, sans violence, pour ainsi dire d'elles-mêmes, et dont les autres étaient exagérées et par conséquent sans fondement, même quand, sur le moment, le succès était du côté des travailleurs. Une élévation de salaire obtenue par la contrainte, sans augmentation de rendement, n'entraîne pas une sélection utile, n'agrandit en rien l'horizon intellectuel des ouvriers et influe fortement, au contraire, sur l'accroissement de la natalité et de l'immigration étrangère, de sorte que bientôt les salaires sont de nouveau abaissés par une offre excessive de main-d'œuvre. Les ouvriers, — mais pas eux seuls d'ailleurs, — ont souvent manqué de vues exactes sur les conditions complexes de la production.

C'est un abus d'employer le droit de grève pour l'humiliation des patrons, pour leur faire sentir la puissance de la démocratie socialiste, et surtout quand les grévistes empêchent violemment la continuation du travail par les étrangers, car ceux-ci ont aussi des titres à la liberté de leurs décisions. Les patrons qui, de leur côté, cherchent à se défendre par une étroite union, n'agissent que d'après le principe : « Mêmes droits pour tous. » On emploie de fausses mesures, quand d'un côté on signale les patrons qui veulent écarter de leurs ateliers les ouvriers socialistes et quand, d'autre part, on cherche à excuser par les *circonstances* les extravagances des ouvriers, ruptures de contrat, boycottage, violences, menaces et autres choses semblables.

L'introduction des nouveaux règlements d'assistance, en vertu desquels les intéressés reçoivent des secours dans l'endroit où ils ont deux ans de domicile, et non plus

seulement dans leur ville natale, comme autrefois (*Unterstützungswohnsitz*), n'a pas été une heureuse idée. Elle supprime chez les ouvriers le goût du foyer, et par là contribue au développement du socialisme. C'est sur l'attachement au pays natal que prend racine l'amour de la patrie, le plus puissant préventif contre le malsain internationalisme des ouvriers, tel qu'il se reflète dans les déclamations de Liebknecht, rappelées page 281. On aurait dû éviter d'enlever aux masses populaires leur foyer, bien que la liberté de déplacement exigeât une modification dans la législation relative aux pauvres. Cette réforme a été anti-sociale à un haut degré.

En soutenant les lois d'assurances, le prince de Bismarck n'avait pas seulement en vue le relèvement de la situation matérielle des travailleurs, mais encore il voulait inspirer aux ouvriers le sentiment d'une justice sociale et lier leur intérêt à celui de l'Empire, pour les rendre moins accessibles aux rêveries internationalistes.

La loi d'assurances contre les accidents du travail découle de la loi qui établissait déjà le principe fondamental que l'industriel est responsable des accidents survenus dans son exploitation. L'idée était, sous cette première forme, insuffisamment développée et reparut améliorée dans la loi sur les accidents du travail. L'effet de cette loi est remarquablement bienfaisant. Non seulement elle vient au secours des victimes et de leurs familles, mais encore le retour des accidents est devenu plus rare, grâce aux précautions prises, une fois l'attention publique éveillée. D'après G. von Mayr, l'augmentation des déclarations d'accidents pendant les premières années est imputable aux prétentions exagérées des intéressés : ensuite, la statistique accuse pour les cas graves une indiscutable diminution. Pour réa-

liser la protection des travailleurs, les inspecteurs de fabrique prirent les devants en introduisant des appareils protecteurs et triomphèrent peu à peu des résistances passives. Les raisons psychologiques, pour lesquelles une intervention officielle en faveur des travailleurs contre plus d'un entrepreneur était indispensable, ont été mentionnées page 111. Maintenant, les sociétés professionnelles, intéressées financièrement, montrent une grande activité dans la stricte observation des règlements tendant à éviter les accidents et fortifient chez les industriels le sentiment de leur responsabilité : autre preuve de la puissance avec laquelle des motifs égoïstes peuvent servir l'intérêt commun.

La loi sur les caisses pour le cas de maladies (*Krankenkassengesetz*) n'a pas aussi bien réussi dans la pratique, bien que pour l'individu, pour la famille en particulier, ce soit une bonne œuvre. L'amélioration des soins aux malades n'a pas été réalisée dans la mesure espérée. On a recherché surtout le bon marché, et par là fait du tort au corps médical qui s'en plaint avec raison. Un médecin qui doit, pour un salaire dérisoire, visiter une agglomération ouvrière considérable, ne peut examiner que sommairement un grand nombre de cas, et là-dessus, de l'autre côté, on se plaint à bon droit. Il y a aussi beaucoup plus de simulations qu'on n'en attendait. Beaucoup de gens ont acquis une grande habileté à devancer les réformes de l'avenir, en utilisant la *Caisse de maladie* comme une institution d'assurance contre le chômage. En automne, quand les travaux de bâtiment sont suspendus, les rhumatismes et autres maladies difficilement vérifiables commencent à sévir d'une façon surprenante sur les maçons, charpentiers, etc. Toutefois, ce sont là des petites choses dont on peut encore venir à bout.

Les lois de protection pour garantir les ouvriers économiquement plus faibles contre les abus de pouvoir des patrons ont avec les lois précédentes un effet commun : toutes les mesures tendant à relever la situation des ouvriers amènent une multiplication des ouvriers. Si nous admettons qu'avant leur promulgation régnât un certain équilibre, la fécondité comparativement plus grande de la classe inférieure étant compensée, en partie par son mouvement ascensionnel, en partie par la moindre durée de la vie, les lois en question ont amené un déplacement en faveur de la classe inférieure. La diminution des accidents, les soins plus attentifs aux blessés, l'assistance des veuves et des orphelins, le traitement sans cesse amélioré des maladies dans les cas graves, les mesures protectrices contre le surmenage et contre les influences anti-hygiéniques, tout cela tend à assurer l'existence d'un nombre plus grand d'individus de la classe inférieure, sans qu'il y ait d'avantages équivalents pour les classes supérieures. Au contraire, c'est sur les classes supérieures que sont retombées les charges, en totalité pour les assurances contre les accidents, en partie au moins pour les autres assurances, et leur situation économique et sociale en a été diminuée. Nos entrepreneurs ont besoin de beaucoup de circonspection et d'énergie pour soutenir, malgré ce surcroît de dépenses, la concurrence contre l'étranger. La législation tend à amener dans la classe inférieure, par rapport à la classe supérieure, un accroissement qui détruit l'équilibre précédemment admis. Toutefois personne ne demandera que la classe inférieure soit décimée par les accidents et les maladies, pour qu'elle ne dépasse pas la classe supérieure ; un sentiment social très légitime se révolte à cette seule idée. Les lois en question agissent vis-à-vis des travailleurs dans un sens si évidem-

ment humain, elles les affranchissent dans une telle mesure des conséquences qui résultent autrement d'un accident ou d'une maladie, que personne ne peut souhaiter leur abrogation, bien qu'on se soit rendu compte qu'elles ne sont pas parfaites à tous les points de vue.

L'extension à la petite industrie des assurances contre les accidents rencontre de l'opposition parmi beaucoup de patrons intéressés qui craignent de ne pouvoir plus soutenir la concurrence, si, dans une période déjà mauvaise, on leur impose encore de nouvelles charges. Mais la mesure est indispensable, parce que les dangers d'accidents dans la petite industrie ne sont pas moindres que dans la grande. Il faut, par conséquent, qu'elle soit réalisée malgré l'opposition. Les patrons comprendront bientôt que la solidarité est le fondement de la vie sociale collective pour les uns et pour les autres.

La loi sur les assurances contre la vieillesse et l'invalidité mériterait encore plus de reconnaissance si, conformément à l'idée de Bismark, on avait constitué les rentes exclusivement sur les subsides des patrons et de l'Etat, en mettant de côté le système compliqué des timbres-épargnes. De toutes les nouvelles lois sociales, celles-ci est la plus propre à accroître chez l'ouvrier le sentiment de sa sécurité et à lui assurer la vie de famille. Quand le père, âgé ou impotent, a une petite pension, il trouve facilement un asile à son goût chez ses enfants mariés ou chez des proches. On objecte que la somme n'est pas forte, et cela est vrai; en tout cas, elle dépasse le minimum indispensable à un homme âgé, et celui-ci pourrait à la rigueur en vivre, si l'on prétendait affranchir ses enfants de tout devoir vis-à-vis de lui, hypothèse à peine concevable. Il y a lieu d'envisager pour l'avenir une élévation modérée des pensions et

un abaissement de la limite d'âge. A la fin de 1897, l'Allemagne avait 409.000 pensionnés, et ce chiffre ne paraît pas insignifiant quand on songe que l'intérêt de ces pensionnés est étroitement lié au maintien de l'Etat. Pourtant, ces 409.000 individus ne représentent pas un gain net pour les partis conservateurs. Beaucoup d'entre eux sont des paysans, et sont déjà, par conséquent, des soutiens de l'ordre. Mais, parmi les invalides du travail, il en est beaucoup qui se laissent persuader que, dans le futur Etat socialiste, on les assisterait d'une façon beaucoup plus grandiose. L'influence des assurances contre la vieillesse et l'invalidité, au point de vue du but cherché, comme mesures conservatrices, est donc restée au-dessous de ce qu'on attendait.

On souhaiterait aussi l'établissement d'assurances contre le chômage, qui donneraient plus de solidité aux autres assurances ; mais comme un des écrivains les plus sympathiques aux ouvriers, Herkner, en déclare l'exécution impossible, je ne crois pas devoir y insister ici. Les tentatives partielles, avec des subventions considérables des communes, etc., ne donnent pas de résultats défavorables, mais ne sont naturellement pas probantes quand il s'agit de les réaliser sur une plus grande échelle. La meilleure assurance contre le chômage, dans l'état politique actuel du globe, c'est la construction de navires de guerre, cuirassés et croiseurs, qui assurent à un pays sa part légitime dans le commerce international et son développement industriel. Grâce à leur flotte gigantesque, les Anglais font de la politique sociale pour le bien de leurs ouvriers, et les Etats continentaux doivent sur ce point spécial faire leur profit de l'exemple anglo-saxon.

Les bureaux de placement doivent être bien organisés par les associations ou les communes ; c'est une chose qui

se comprend de soi et qui ne peut prétendre au titre de réforme sociale.

Que le droit au travail ait nécessairement pour conséquence de multiplier le prolétariat le plus incapable et le plus inutile, cela a été dit page 391, au cours d'autres considérations.

C'est un symptôme très heureux, que l'instinct de l'épargne dans la population n'ait pas été diminué par la législation sociale. Bien que les sommes versées aux institutions de prévoyance aient le caractère d'économies forcées, les dépôts volontaires dans les caisses d'épargne n'ont pas baissé, parce qu'ils sont maintenant moins exposés au danger d'être épuisés à chaque maladie. Le nombre sans cesse plus élevé des déposants et le total croissant de leur avoir fournissent une preuve de la tendance des classes ouvrières à s'élever. Avec les lois d'assurances, les caisses d'épargne forment un cadre qui rendrait plus solide encore la situation de la classe ouvrière, si les masses n'avaient pas été enivrées de chimères par la démocratie socialiste.

En résumé, les réformes sociales, esquissées par Bismarck sous Guillaume I<sup>er</sup>, méritent la plus haute reconnaissance. Aucun pays du monde n'a encore réalisé, dans des proportions aussi gigantesques, la pensée : « Un pour tous, tous pour un » ; aucun n'a encore imité la marche en avant de l'Allemagne. Comme Allemands, nous devons en être fiers. Il faut admirer la sagesse avec laquelle les réformes tendent à une amélioration intensive de la situation des ouvriers et réduisent à un minimum le danger d'une augmentation extensive. On ne pouvait rencontrer plus juste. Quant aux fautes d'organisation, il faut les excuser ; dans un remaniement, on les éliminera ou on les atténuera ; il faudra notamment chercher le moyen de fusionner les trois assurances.

Il faut attacher beaucoup d'importance aux tentatives faites en vue de multiplier et d'améliorer les logements ouvriers, ce à quoi les capitaux disponibles des institutions d'assurances fournissent un appui financier très avantageux. Des appartements gais, agréables, bien distribués, sont une condition indispensable de la vie de famille, bien qu'il faille se garder de croire que ce soit la seule. La vie de famille chez les ouvriers souffre de causes pathogènes plus profondes que l'insuffisance de logement.

La facilité à trouver une habitation commode n'a pas seulement une influence favorable, car elle peut aussi pousser beaucoup de jeunes ouvriers à se marier trop tôt, et, en outre, comme le signale E. de Hartmann, elle offre surtout un débouché à l'immigration rurale, de sorte que les nouvelles habitations sont bientôt remplies et que la gêne antérieure reparaît. Toutes les réformes sociales dépendent des ouvriers eux-mêmes; si ceux-ci n'y collaborent spontanément, instinctivement, c'est peine perdue.

Comme prochaine réforme sociale, nous pouvons nous attendre à l'extension des lois protectrices des ouvriers, en particulier à la fixation légale du maximum de la journée de travail à dix heures environ. Pour les objections qui ne sont pas injustifiées en elles-mêmes, on renvoie à l'exemple pratique de l'Angleterre, et à condition de progresser lentement, celui-ci est inattaquable. L'avantage qui résulte de la diminution du temps de travail, pour l'équilibre de la vie chez les ouvriers et pour le relèvement de leur niveau intellectuel est hors de doute. Le gouvernement n'est pas hostile à la fixation d'un maximum d'heures de travail, qui déjà, d'après l'article 120 de la loi allemande (*Gewerbenovelle*) sur les professions (1891), peut, conditionnellement, être prescrit par le conseil fédéral.

La protection légale des femmes et des adolescents devra aussi être étendue. A ce point de vue, je vais, s'il est possible, au-delà de ce que réclament les socialistes de la chaire. C'est avec le plus grand plaisir que je verrais les femmes mariées complètement exclues des fabriques, car la femme appartient à la famille, dont le relèvement dans les classes inférieures constitue l'un des plus importants devoirs sociaux; mais il y a aussi des femmes sans enfants et beaucoup de jeunes filles qui ne peuvent rester inoccupées et ne trouvent d'emploi que dans les usines. Par conséquent, la question est très difficile et ne peut être résolue que parallèlement au relèvement des salaires. Un ouvrier instruit devrait gagner assez pour subvenir aux dépenses de sa famille, ce qui n'exclut pas que plus tard les fils devenus grands accroissent, par leur concours, le bien-être commun.

Depuis la loi de 1890, les enfants des écoles, sans lesquels autrefois on ne croyait pouvoir se tirer d'affaire, ne peuvent plus être occupés dans les fabriques; mais les demi-adultes n'y sont pas non plus à leur place, d'abord à cause des inconvénients hygiéniques, et plus encore à cause des inconvénients moraux auxquels ne pare pas suffisamment la séparation complète des sexes dans les ateliers. Mais le principe d'une réforme intelligente doit toujours être : « En avant, progressivement. »

« Ce n'est que quand l'Allemagne aura atteint économiquement la première place parmi les nations environnantes qu'elle sera aussi en état de s'assurer politiquement la première place<sup>1</sup>, et pour cela elle a besoin d'entreprises

<sup>1</sup> Et inversement, la première place économique ne s'obtient que par la première place politique. Il ne faudrait jamais l'oublier.

industrielles qui l'emportent sur celles des autres nations, aussi bien au point de vue technique que par les salaires et le rendement de ses ouvriers.» C'est ainsi que Brentano conclut ses considérations. La réforme sociale doit consolider en même temps la situation économique et la situation politique de la nation allemande.

A ce point de vue, Brentano se rencontre avec H. Losch, qui, dans son ouvrage *Production nationale et Organisation nationale du travail*<sup>1</sup>, indique les dangers qui menacent notre industrie, par suite de la perte du marché américain, laquelle paraît inévitable. Losch réclame également le remplacement des procédés surannés d'exploitation et calcule l'augmentation dont notre industrie serait capable avec des machines et des méthodes meilleures. Il arrive, d'après sa statistique de la production de 10.930.578 ouvriers, à un boni d'environ 29 0/0, qu'on pourrait employer aux possibilités suivantes :

1° La durée moyenne du travail pourrait être abaissée de 12 heures à 9 heures  $3/4$ , sans que la quantité ni la qualité de la production fussent modifiées ;

2° La production nationale pourrait, la durée du travail restant la même, être accrue d'environ 29 0/0, ce qui correspondrait pour la nation à une augmentation de revenus d'autant ;

3° La réalisation de la journée de travail de dix heures au maximum, pour 11.000.000 ouvriers et même pour toute la classe ouvrière, avec un accroissement moyen modéré de salaire, est assurée, à la condition d'une organisation technique moderne et nationale.

Les développements de Losch sont très propres à démontrer aux travailleurs qu'ils ne peuvent obtenir une améliora-

<sup>1</sup> *Nationale Produktion und nationale Berufsgliederung*, Leipzig, 1892.

tion de leur sort que par une politique énergiquement nationale.

Les socialistes de la chaire, qui nous présentent comme modèle la forte organisation des trades-unions anglaises, ne devraient pas oublier ici qu'en face de cette organisation il existe une constitution politique qui assure aux ouvriers beaucoup moins de puissance que la constitution allemande. Nous avons vu plus haut qu'en Angleterre c'est le droit de suffrage d'après la franchise qui existe, tandis que chez nous tous les jeunes gens, à vingt-cinq ans, ont le droit de voter. En outre, les dépenses électorales en Angleterre sont généralement très élevées et rendent presque impossible aux ouvriers la lutte avec les partis plus anciens. On n'exagère pas en évaluant à 25 ou 30 millions de marks les frais d'un renouvellement du Parlement; des élections particulières ont coûté jusqu'à 1.400.000 marks. Il s'agit, en outre, de savoir si, même avec ce suffrage restreint, l'Empire britannique à la longue subsistera, avec sa toute-puissance de jusqu'à présent. Si l'émiettement des partis se poursuit, des crises politiques très graves pourraient ne pas tarder à se produire dans le Royaume-Uni.

De même chez nous, le développement des réformes sociales amènera des conséquences qui seront moins agréables aux ouvriers. Jusqu'à présent, il a été nécessaire, en première ligne, d'assurer les droits sociaux de la classe ouvrière, longtemps négligés; mais il ne doit pas en résulter des privilèges au détriment du tout. La transformation dans un sens entraîne aussi des conséquences dans un autre.

L'approbation des règlements de fabriques par les bureaux, l'organisation des différentes lois d'assurances, et d'autres nouvelles mesures indiquent de profondes incursions de la force publique dans les rapports contractuels des entrepre-

neurs vis-à-vis de leurs ouvriers. Probablement, il y aura des réformes encore plus étendues par suite desquelles ces rapports seront de plus en plus dépouillés de leur caractère privé. On peut admettre que dans la grande industrie ils ne peuvent plus avoir ce caractère. Quand un homme occupe 10.000 ouvriers dont l'heur et le malheur dépendent de lui, il en résulte des relations réciproques, comme dans le passé celles qui existaient entre princes et sujets. Il est bien possible que, dans l'avenir, on tire de là des conséquences encore plus étendues qui ne se feront pas toutes sentir aux travailleurs de la façon qu'ils souhaiteraient. Si les rapports entre ouvriers et patrons deviennent de plus en plus l'objet du droit public, la rupture de contrat sera aussi envisagée d'un autre œil, et une interruption du travail pourra être qualifiée d'émeute. En fait, il y a des grèves qui, dans leurs effets, vont bien au-delà du simple but de défendre les intérêts légitimes des ouvriers. Une grève des ouvriers du gaz, qui plonge une grande ville dans l'obscurité et la livre, en quelque sorte, sans défense aux bandes de voleurs, tandis que toutes relations d'affaires sont interrompues, entraîne des conséquences qui ne paraissent pas suffisamment justifiées par des divergences de vue sur les salaires. Grâce à une telle pression, certaines classes ouvrières pourraient extorquer tout ce qu'elles voudraient, s'il n'y a pas des moyens de défense contre de tels procédés, ou si la société n'a pas le courage de s'en ménager.

Le prince de Bismark, dans une lettre connue depuis peu, a signalé un danger bien plus grand encore. Parmi les employés de chemin de fer, il y a beaucoup de socialistes démocrates; si en cas de révolution ou de guerre étrangère, la démocratie socialiste prend parti contre l'armée, elle a entre les mains des armes redoutables pour mettre en pra-

tique sa doctrine insensée. Il n'est pas besoin de beaucoup de conjurés; quelques-uns suffisent pour amener par quelques faux aiguillages les plus grands désordres dans les transports de troupes et, en cas de déclaration de guerre, dans la mobilisation.

Finalement, il faut encore signaler une condition fondamentale du succès de toutes les réformes sociales. Toutes les mesures prises en faveur de nos ouvriers seront inutiles, si l'étranger continue à nous amener un excédent de forces nouvelles. Toute amélioration sociale exerce une influence attractive qui abaisse les salaires et surpeuple des habitations déjà étroites. Comme les renforts sont principalement amenés par le courant de l'immigration rurale vers les villes, nous pouvons pressentir que la question rurale se rattache étroitement à la question ouvrière et que l'une ne saurait être traitée indépendamment de l'autre.

---

## XLIX

### GRANDS PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET PAYSANS

Il n'est pas dans le plan de ce livre de traiter les questions agraires d'une façon complète. Ce n'est qu'au point de vue de la théorie sociale ici exposée qu'il y a quelques remarques à faire.

Les grands propriétaires fonciers et les paysans sont désignés d'habitude par le terme collectif de ruraux (*Landwirte*); ils représentent toutefois des classes sociales différentes. Les grands propriétaires appartiennent aux classes cultivées dont ils ne se distinguent que parce qu'ils passent la plus grande partie de leur temps à la campagne. Grâce à des conditions d'existence plus favorables, particulièrement pour l'éducation des enfants, les familles se maintiennent relativement plus longtemps que dans les autres carrières libérales. Elles fournissent aux services publics, à l'armée, à la diplomatie et, depuis quelque temps à la grande industrie, des hommes de valeur. Les paysans, au contraire, représentent le matériel de réserve de l'humanité; c'est d'eux que se forment toutes les autres classes, en ce sens que l'excédent de la population rurale émigre vers les villes et y est soumis aux processus de sélection retracés plus haut.

Pour cette raison, les questions rurales ne sont pas les

mêmes pour les grands propriétaires fonciers et pour les paysans. Le grand propriétaire a nécessairement un train de vie plus élevé et peut, d'autre part, se tirer d'affaire tout seul, dans beaucoup de cas où le paysan, faute de connaissances techniques, est obligé de s'adresser à autrui. Le paysan se contente du train de vie le plus simple, et c'est même la condition indispensable de sa santé. Si l'on veut que les conditions d'existence du laboureur restent conformes à la nature, qu'il accomplisse sa tâche fondamentale, c'est-à-dire qu'il produise une postérité normale physiquement et psychiquement, il ne faut pas le lancer follement à la poursuite d'une culture et d'un gain supérieurs. Toute sa vie physique et psychique doit rester à la basse pression. Avec une nourriture grossière et un travail musculaire qui dépense presque toute sa provision d'énergie, le paysan grandit lentement, comme nous l'avons vu page 163, et son intelligence se développe péniblement et selon des routines traditionnelles. A la puberté, les instincts sexuels ne se développent que tard et trouvent leur contrepoids dans la plus grande circonspection du caractère. Les instincts grossiers qui se manifestent de bonne heure avec tant de violence parmi les enfants des prolétaires urbains, et qui provoquent les phénomènes esquissés page 201, ne se rencontrent pas à la campagne, sinon exceptionnellement, parce que, la plupart du temps, les occasions matérielles manquent. Le paysan est monogame, même quand les unions anticipent sur la consécration officielle et religieuse. Contrairement à l'ouvrier d'usine, le paysan a l'esprit de famille; l'union des parents, des enfants, des cousins, chez lui est forte, ce qui prouve que la vie de famille ne dépend pas seulement des conditions d'habitation, car ces dernières, à la campagne, laissent tout à fait à désirer. Le

paysan s'inquiète de sa postérité, même avant qu'elle soit née, car quand il étend à la fortune l'intelligent principe « égal et égal », il y est amené par l'instinct de procurer à ses enfants des conditions d'existence aussi favorables que possible. Dans ce but, il sacrifiera même une inclination sentimentale réelle, mais qui n'offrira pas les garanties suffisantes, ce qui est souvent faussement interprété par les critiques, qui n'aiment pas le paysan. Un pasteur de Thuringe, H. Gebhardt, a jeté beaucoup de lumière sur cette question dans un livre remarquable *sur la Foi et la Morale des Paysans*<sup>1</sup> en prenant pour base son expérience des choses.

Si l'on avive le feu sous la chaudière, si l'on transforme les conditions d'existence, l'ébullition commence, la pression augmente : en d'autres termes, les passions d'abord endormies s'éveillent.

Transporter à la campagne l'alimentation plus riche, l'instruction plus développée, les distractions de la ville et la tension nerveuse qui en résulte, ce serait attaquer la classe rurale dans ses racines. Ce serait y créer des conditions de sélection toutes différentes de celles qui y existent et provoquer à la campagne l'apparition de tous les phénomènes de sélection qui ont lieu actuellement dans les villes. Les mieux doués ne voudraient pas rester des paysans, se dirigeraient vers d'autres carrières, et le prolétariat rural, le déchet ainsi criblé prendrait le caractère des rebus urbains. Ce n'est pas là un but à poursuivre. Toutes les qualités psychiques des paysans doivent rester « latentes » et être transmises à l'état « latent », et c'est seulement dans l'excédent de population livré aux villes qu'elles doivent être

<sup>1</sup> *Zur bäuerlicher Glaubens- und Sittenlehre*, Gotha, troisième édition, 1895.

mises en mouvement et soumises aux processus de sélection. Si l'on entame le capital rural, on pourra bien obtenir une floraison apparente de courte durée; mais alors le capital s'épuisera, et l'on se verra obligé de recourir à des renforts ruraux de valeur inférieure.

Si ce qui précède est exact, il en résulte quelques enseignements pratiques insuffisamment remarqués jusqu'à présent. Il faut protéger la classe rurale contre l'endettement excessif, pour qu'elle ne soit pas dépouillée et rejetée en masse dans les villes, particulièrement dans les usines, car, en ce cas, on entamerait et on dévorerait le capital lui-même. La protection des paysans ne peut être assurée que dans une faible mesure par eux-mêmes; il faut compter davantage sur l'assistance patriarcale des classes supérieures. Si l'on cherche à bourrer les paysans de toutes sortes de connaissances, on amènera précisément par là ce qu'on cherchait à éviter: on rejettera les paysans vers les villes et l'on enlèvera à la campagne tous les talents qui y sommeillent. Une direction utile par des bureaux d'économie rurale officiels ou demi-officiels; des conseils techniques donnés par des professeurs d'agriculture ambulants et pouvant être mis en pratique dans tous les cas usuels; des distributions de récompenses pour entretenir l'émulation; une protection éclairée des intérêts ruraux, de la part de l'administration officielle dans toutes les occasions, bref, toute la série des « petits moyens », voilà ce qu'il faut au paysan, voilà ce qu'il accepte avec reconnaissance, après qu'il s'est bien convaincu de la sollicitude de l'Etat pour lui. Je rencontre une opinion analogue chez Schmoller, qui, à propos de l'établissement des propriétés payables par annuités (*Rentengüter*), exprime le souhait que l'Etat conserve une forte influence dans les villages colonisés, afin que les acquéreurs

de ces propriétés sentent au-dessus d'eux une main directrice et éducatrice. On peut, en toute sécurité, généraliser cette remarque.

C'est une erreur redoutable d'envisager la classe rurale comme une classe quelconque, qui ne se distingue d'une autre que parce qu'elle nous fournit des produits naturels et non des produits manufacturés. On arriverait par là à cette conclusion qu'il n'y aurait pas d'inconvénients à ce que les paysans actuels disparussent, par suite de la concurrence, parce qu'ils ne sauraient pas s'adapter aux exigences accrues : leurs propriétés, par voie de libre-échange, passeraient alors entre des mains plus habiles et seraient mieux exploitées. Ce serait très mal raisonner. Car on ferait plutôt apparaître par enchantement un parc avec des arbres centenaires qu'on ne reconstituerait une vraie classe rurale une fois détruite, à laquelle il faut en effet une longue tradition. A la place des paysans, on pourra mettre de grands propriétaires ou des spéculateurs de la ville qui feront travailler la terre au moyen de machines par un prolétariat misérable ; mais, si le blé pousse encore, la source d'hommes sera et restera tarie. Une fois chassés, les bons esprits ne viennent plus sur commande.

C'est parce qu'il s'agit de pertes irremplaçables que la question des paysans mérite la plus grande attention des hommes d'Etat. La protection de la classe rurale est chose très compliquée, car tous les inconvénients possibles s'accablent contre elle. Pour le moment, l'agriculture ne peut nourrir plus d'hommes qu'elle n'en nourrit, et l'introduction progressive de machines économisant le travail tend plutôt à amener une diminution qu'une augmentation de la population rurale. En général, la situation des ouvriers ruraux est très difficile, parce que les travaux se répartissent

très inégalement selon les saisons et déterminent tantôt une très grande demande, tantôt une stagnation complète. Les salaires ne peuvent être élevés à cause de la baisse du prix des produits. La concurrence de l'Amérique et d'autres pays à blé exerce une pression irrésistible. Les revenus des paysans deviennent de plus en plus bas, les dépenses de plus en plus fortes, et l'usure ronge la classe rurale jusqu'à la moelle. Les hypothèques augmentent, et l'on se demande si l'on doit favoriser ou entraver les emprunts de capitaux, parce que dans un cas comme dans l'autre, il y a des inconvénients. Le service militaire contribue aussi à détacher de l'agriculture les fils des paysans. Bref, la situation est peu satisfaisante.

Dans les treize années de 1882 à 1895, il y a eu en Allemagne un important déplacement de population qui se continue encore actuellement. En comparant les chiffres par professions en 1882 et en 1895, on trouve une diminution de la population rurale d'environ 750.000 têtes, et une augmentation de la population industrielle d'environ 4 millions; cette dernière population s'est accrue principalement par l'excédent de naissances et par l'émigration des campagnes vers les villes. Sur la population totale appartenaient :

	En 1882	En 1895
A l'agriculture.....	42,5 0/0	35,8 0/0
A l'industrie.....	35,5 0/0	39,1 0/0

D'après cela, en 1882, l'élément rural formait encore une majorité relative en face de l'industrie; mais, dans l'espace de treize années, le rapport s'est renversé: l'élément rural est devenu la minorité. L'Allemagne s'est transformée d'Etat agraire en Etat industriel. Et cette évolution s'accroîtra

toujours dans le même sens, puisque le « courant de population » (*Bevölkerungsstrom*) amène des masses humaines de plus en plus nombreuses de la campagne dans les villes et dans les centres d'activité industrielle; mais le sociologue qui réfléchit, qui cherche la cause du « courant de population » se gardera bien de faire peu de cas de la classe rurale, sous prétexte qu'elle ne représente plus la majorité du peuple allemand.

La population rurale a également reculé au point de vue du bien-être et de l'influence, et le recul grandit toujours. En Saxe, en 1892, d'après la statistique officielle établie par V. Böhmert (XXXIX<sup>e</sup> année), 699.979 urbains avaient un revenu total de 969.095.747 marks, soit en moyenne par personne 1.384 marks; 743.733 ruraux avaient un revenu de 615.854.885 marks, soit en moyenne 829 marks. Le fait est encore plus saisissant par la comparaison avec les années antérieures. Tandis que de 1879 à 1892 le total des revenus s'est accru dans les villes de 90,5 0/0, dans les campagnes de 34,8 0/0, les augmentations d'après les sources particulières de revenus se calculent comme il suit : traitements et salaires dans les villes, 114 0/0; traitements et salaires à la campagne, 75,0 0/0; propriété foncière dans les villes, 63,4 0/0; à la campagne, seulement 9 0/0, sur une période de treize ans. Dans toutes les autres branches, il y a eu un grand essor; seul, le revenu de la propriété foncière s'est élevé d'une façon à peine sensible.

Plus les industriels et les ouvriers encombrant le marché politique, plus il devient difficile à la population rurale de défendre ses intérêts par la voie législative. Les masses électorales soumises à l'influence des meneurs socialistes considèrent la classe rurale comme un élément rétrograde dont il faut saluer la disparition avec satisfaction, et cette façon de

voir repose sur l'instinct exact en soi que les paysans sont les adversaires les plus décidés de la démocratie socialiste. Ce qui caractérise la question rurale, c'est que, selon l'heureuse expression de Max Weber, elle conduit à une solution non pas socialiste, mais individualiste. C'est seulement sur la tactique la plus appropriée au but que, dernièrement, une discussion s'est élevée entre Bebel et Vollmar ; car, tandis que le premier tient toujours fermement pour la socialisation de l'agriculture dans l'Etat futur et effraye ainsi les paysans, Vollmar, le plus prudent et le plus modéré des chefs socialistes, promet aux paysans qu'ils pourront conserver leur terre (provisoirement), ce qui, à la vérité, est contraire aux programmes, mais de meilleur effet.

D'après la conduite des démocrates socialistes, les partis non socialistes pourraient facilement distinguer ce qu'ils ont à faire, à savoir :

1° Créer une classe rurale dans les parties de l'Empire allemand où il n'en existe pas encore une ;

2° Protéger énergiquement la classe rurale existante dans sa dure lutte pour la vie.

L'enquête, menée par Max Weber et reproduite dans les écrits de « L'Association pour une politique sociale » (*Verein für Sozialpolitik*), nous présente aujourd'hui pour l'Allemagne à l'est de l'Elbe, qui fut jadis le théâtre d'une grandiose activité colonisatrice, le triste tableau d'une prolétarisation progressive des travailleurs ruraux et de la dissolution des formes sociales traditionnelles, dont souffre aussi la situation politique. Les grands propriétaires de là-bas auraient une tâche patriotique importante à remplir : ils semblent toutefois jusqu'à présent ne montrer pour cela que peu d'intelligence ou de goût. S'ils n'accordent pas spontanément aux ouvriers agricoles l'occasion d'acquérir

de la terre, s'ils ne leur procurent pas « de l'air vers en haut », selon l'expression de Max Weber, il n'y a que la législation qui puisse encore prévenir la dissolution totale. Plusieurs voies se présentent pour accomplir le nécessaire en sauvegardant les droits existants : toutefois ce n'est pas le lieu de traiter la question à fond.

Il ne faut, en aucun cas, tendre à un morcellement complet de la grande propriété, car celle-ci a sa signification déjà signalée ; il faut seulement qu'elle laisse de la place pour une classe moyenne rurale. C'est la thèse que soutient aussi Buchenberger dans son livre *la Question agricole et la Politique agraire*<sup>1</sup>. Sombart souhaite que, dans les six provinces orientales de la Prusse, la grande propriété foncière soit ramenée à environ 20 0/0 de la surface totale, tandis que Schmoller se contente d'une réduction à environ 40 0/0. On pourrait créer par là environ 60.000 à 80.000 nouveaux paysans à leur aise et 200.000 à 300.000 ouvriers agricoles. Ce serait là un gain extraordinaire, un progrès à la fois *démocratique* et *conservateur*, parce que vraiment *social*. Et ce serait par-dessus le marché un progrès économique, car M. Sering a démontré que la production totale serait non pas diminuée, mais accrue. La tendance de la grande propriété n'est pas comme la tendance du capital, l'absorption des moyennes et petites entreprises par les grandes ; c'est pour ces dernières que les conditions sont le plus défavorables, et l'augmentation du nombre des propriétaires accroît l'intensité du rendement et de l'exploitation.

Les propriétés payables par annuités (*Rentengüter*) me

<sup>1</sup> BUCHENBERGER, *Agrarwesen und Agrarpolitik* (Wagner's Lehr- und Handbuch), Leipzig, 1893-894.

semblent être une trouvaille remarquable, puisqu'elles permettent d'acquérir une propriété au moyen d'une somme à fournir annuellement et sans engager de capitaux (*Kapitalverschuldung*). Cette forme de propriété pourrait trouver des imitations dans les autres États fédéraux, en vue de fortifier la classe rurale. Mais, pour transformer les ouvriers agricoles pauvres en vrais paysans, il ne suffit point du tout de leur remettre à chacun un morceau de terre. Là non plus, on n'arrivera à aucun résultat sans sélection. Il ne faut pas songer à transformer le prolétariat rural en une classe rurale véritable, vigoureuse, enracinée. C'est de cette vraie classe rurale seulement qu'est exact le mot de Riehl, qu'il faut chercher dans la maison du paysan l'origine de toute moralité et que notre régénération politique et sociale ne peut partir que de la classe rurale. Le prolétariat rural souffre d'autres maux que le prolétariat urbain, mais c'est encore un prolétariat par son essence et sa mentalité. C'est pourquoi on n'obtiendra pas de tout à fait bons résultats avec la colonisation intérieure. Avant que se soient constitués des traditions rurales, une morale rurale, un honneur rural, beaucoup de temps s'écoulera, et plus d'un paysan à l'essai disparaîtra. On ne doit pas, pour cela, refuser la possibilité du progrès aux ouvriers agricoles ; mais il faut le faire dépendre de la sélection. Ici s'applique la même loi sociale dont nous avons appris précédemment la signification générale : « L'homme doit pouvoir s'élever ; l'ouvrier agricole, comme le dit le pasteur Wittemberg dans son mémoire sur *la Situation des Provinces orientales*, doit pouvoir s'élever au rang de petit propriétaire, si l'on ne veut pas qu'il s'étiolle intellectuellement et moralement.

Il ne faut pas non plus, dans la joie de la colonisation actuellement en voie d'exécution, oublier ceci : dès que

l'espace ainsi créé sera rempli de paysans, le courant de population un instant arrêté refluera vers les villes avec une force accrue et se dirigera particulièrement vers les pays d'outre-mer.

Quand on se représente les énormes difficultés d'une reconstitution, alors seulement on apprécie à sa valeur la vraie et pure classe rurale, avec sa ténacité, son application au travail et son attachement à l'honneur, et l'on s' imagine que les pays qui ont la bonne fortune de posséder un si précieux trésor devraient tout faire pour le conserver pur et inaltéré. Nous arrivons ainsi à la seconde partie du sujet, que j'ai déjà traité dans un article sur l'importance de la classe rurale au point de vue politique et social<sup>1</sup>.

Les fléaux de la classe rurale moyenne et inférieure ne sont pas la durée disproportionnée du travail, ni le surmenage physique avec une nourriture médiocre et un faible confortable : non. Le paysan se soumettrait à tout cela sans murmure. Il est tourmenté par des soucis tout autres que ceux de l'ouvrier d'usine, et ses pires cauchemars, qui lui rendent amère chaque bouchée de pain et troublent son sommeil, s'appellent l'endettement et la faillite.

Le montant de la dette qui résulte d'améliorations peut être ici laissé de côté, parce que la plus-value obtenue lui fait compensation ; mais un fléau toujours croissant, c'est l'endettement qui résulte de la façon dont se règlent les héritages. Le partage en nature n'est possible que là où les conditions d'exploitation permettent des propriétés naines et où existe la possibilité de profits accessoires, puisque, à chaque génération, les morceaux deviennent de plus en plus petits. Mais là où subsiste l'indivisibilité et où une pro-

<sup>1</sup> *Die Bedeutung des Bauernstandes*, Berlin, 1894.

priété est reprise d'après sa valeur totale par un seul enfant (*Anerben*), qui doit désintéresser ses frères et sœurs en argent, les charges hypothécaires augmentent à chaque changement de propriété (notamment quand on prend pour base la valeur de vente et non la valeur réelle), jusqu'à ce que l'extrême limite soit atteinte et que le krach survienne.

Une autre partie de la dette rurale doit être attribuée à l'usure (qu'il s'agisse d'argent, d'instruments ou de bétail), dont les paysans sont trop facilement victimes dès qu'ils tombent dans l'embarras. Ce serait un curieux sujet d'étude psychologique de rechercher pourquoi le paysan aime mieux révéler sa situation à des individus douteux qu'appeler à son secours un de ses égaux; mais cela nous conduirait trop loin. La particularité que le paysan cache avec le plus grand soin à tout regard profane sa situation financière est un obstacle capital à la lutte efficace contre l'usure; mais il est absolument indispensable d'employer contre ce chancre toutes les ressources de la législation, et accessoirement celles d'une action personnelle sur les paysans, ce qui est le but des associations contre l'exploitation usuraire du peuple.

La réforme du crédit rural (*Ländliches Kreditwesen*) est de la plus grande importance pour la conservation de la classe rurale. Le taux actuellement bas de l'intérêt offre une occasion précieuse de transformer les dettes hypothécaires en annuités, c'est-à-dire de les amortir peu à peu sans élever considérablement les sommes à payer annuellement. C'est avec satisfaction que j'apprends qu'en Bade, sur l'initiative de la Banque rhénane des hypothèques (*Rheinische Hypothekenbank*), une tentative a été faite en ce sens. Le besoin de crédit des paysans peut être satisfait par des sociétés rurales d'avances de fonds et ainsi être employé à

combattre l'usure. La forme associationiste a aussi donné de bons résultats avec les syndicats pour l'achat de semences ou d'instruments (*Rohstoffvereine*), aussi bien que pour la vente des produits, des vins particulièrement.

Toutefois, il y a à tout cela une condition, c'est que le paysan ait des revenus qui lui permettent de remplir ses engagements. La baisse du prix du blé est la cause principale du recul du bien-être rural : quand on constate qu'en Saxe, comme nous l'avons dit, à côté d'un essor industriel sans exemple, l'augmentation des revenus de la grande propriété s'est montée, en treize ans seulement, à 9 0/0, c'est-à-dire à pas même  $7\frac{1}{10}$  0/0 par an, tout commentaire paraît superflu. Après estimation de toutes les raisons pour et contre, Buchenberger regarde un tarif douanier protecteur modéré comme actuellement indispensable. Je trouve particulièrement décisives ses considérations sur l'intérêt économique général de la nation : car, si les paysans sont forcés d'abandonner la culture et de chercher d'autres professions, nous devenons pour notre subsistance de plus en plus dépendants de l'étranger. Si, en temps de paix, c'est déjà un inconvénient, cela peut être, en cas de guerre, tout à fait redoutable. A la vérité, on entend souvent objecter que les droits protecteurs ne sont d'aucune utilité pour les petits cultivateurs, parce qu'ils n'ont que peu de blé à vendre et qu'en tout cas leur gain est bien vite reperdu en achat de farine ou de pain ; mais il ne s'agit pas de cela. La question est tout autre : le paysan ne peut pas acheter de pain lorsque le blé du pays n'est pas vendu. Ce n'est pas à cause du léger relèvement des prix que nos petits cultivateurs de l'Allemagne du Sud réclament les droits sur les blés, mais parce que, sans l'existence de droits, aucun acquéreur ne se présente sur les marchés de l'intérieur.

Il ne me semble pas recommandable de maintenir l'excédent de la population rurale à la campagne en y créant des industries pour fournir des occupations accessoires aux petits cultivateurs et aux journaliers. Par la promiscuité avec les ouvriers d'usine, la classe rurale serait attaquée et ébranlée au plus profond de son être. On peut déjà observer çà et là ce phénomène, là où l'existence de chutes d'eau ou le bon marché des salaires ont attiré des industries. Au début, la fabrique est acceptée comme un bienfait, parce qu'elle amène dans le village de l'argent, qui permet de relever le train de vie moyen. La classe inférieure, qui mourrait littéralement de faim en hiver, est maintenant plus à son aise; mais bientôt on s'habitue aux ressources nouvelles, et la population augmente de façon que la situation redevient la même qu'auparavant. Cependant l'état général social et moral a notablement empiré; les habitudes des prolétaires se communiquent aux cultivateurs et les rendent impropres à l'accomplissement de leur plus haute mission, qui est de produire des hommes robustes dans des conditions d'existence simples. On réclame des augmentations de salaires, on fait des grèves, tout le village passe à la démocratie socialiste, avec beaucoup plus d'entrain que si les socialistes démocrates eux-mêmes s'en étaient mêlés, d'après la recette Vollmar ou toute autre. Le fondateur de l'usine, vanté au début comme un bienfaiteur, devient « un suceur de sang sans entrailles, qui exploite les ouvriers pour nager dans le bien-être ». Soit dit en passant, cette évolution donne en petit une image des modifications de l'opinion sur l'industrie en général.

Par conséquent, pas de transfert de l'industrie à la campagne! L'industrie appartient à la ville, où les conditions lui sont plus favorables, où les progrès techniques et sociaux

sont mieux à sa portée. Le cultivateur doit rester à la campagne. En général, les bas salaires s'élèvent bientôt à cause de l'industrie elle-même et ne sont, par conséquent, qu'un trompe-l'œil; sinon ils barrent le passage aux améliorations techniques, en empêchant la sélection des ouvriers. Même la présence de chutes d'eau n'est plus un prétexte à construire les usines à la campagne, puisque la transmission d'énergie électrique est déjà arrivée à transporter sans pertes appréciables la force de ces chutes d'eau à n'importe quelle distance. La concentration de l'industrie dans les villes, poursuivie par l'industrie elle-même à moitié inconsciemment, est conforme à la nature; il faut la favoriser, non la contrarier.

Qu'on aide les petits et moyens cultivateurs, comme cela a été entrepris en Bade par la sollicitude patriarcale des bureaux d'économie rurale, aussi bien que par le développement du principe d'association, qu'il faut utiliser le plus possible en faveur des paysans. Les syndicats en vue des achats et des ventes, l'exploitation par des machines, la constitution du crédit peuvent rendre les paysans plus capables de supporter la concurrence, sans rien leur enlever de leur indépendance et de leur caractère propre. Un tarif protecteur suffisant, avec la restriction indiquée par Buchenberger, paragraphe 99 de son ouvrage sur *l'Agriculture*, doit assurer la vente des produits agricoles. Les résultats généraux de l'économie rurale allemande peuvent être, par de telles mesures, accrus d'une manière qui réponde mieux à l'accroissement de la population, et qui rende le bien-être de la population plus indépendant des fluctuations du marché du monde.

On voit pour les paysans plus clairement que pour les ouvriers qu'ils ne peuvent pas se passer de la direction de

personnalités clairvoyantes, grands propriétaires, fonctionnaires, hommes de science, et que le principe que le peuple doit par l'éducation être rendu capable de se tirer d'affaire lui-même n'est nullement applicable jusqu'au point souhaité. Les personnalités supérieurement douées appartiennent elles aussi au peuple et ont de naissance la mission d'être les guides des autres. Il serait contraire à la nature et au bon sens de vouloir transférer ce devoir aux moins capables.

---

## L

### RÉFORMES SCOLAIRES

Voilà pour les améliorations en faveur des ouvriers et des paysans ; mais pour les classes cultivées, il reste encore à accomplir des réformes de la plus haute importance sociale et nationale. Il s'agit ici d'une question de plus en plus brûlante qui se rattache étroitement à ce qui a déjà été dit (ch. XLIII). On ne se tire pas d'affaire aujourd'hui avec les langues anciennes et un peu de mathématiques. La critique des questions sociales et des problèmes scientifiques et statistiques qui s'y rattachent exige des connaissances en sciences naturelles, en biologie et en anthropologie, et aussi une certaine aptitude, fortifiée par la pratique, à se représenter les faits mathématiques et géométriques, c'est-à-dire en somme, une discipline mathématique et scientifique.

Les directeurs et les professeurs de nos gymnases se considèrent souvent comme attaqués personnellement quand on conteste à leurs établissements le privilège exclusif de former des savants et des fonctionnaires de valeur ; pourtant on ne se propose nullement par là de rabaisser leurs services, mais d'éliminer un système suranné. Les hommes de valeur qui sortent des gymnases sont devenus des hommes de valeur non pas *grâce à*, mais *malgré* le système d'enseignement employé ; ce qu'on y entasse dans les cerveaux sous le nom

d' « humanités » n'a pas plus de valeur pour le temps présent que la scholastique n'en avait pour l'époque de la Renaissance. Ce n'est pas dans les vieux livres qu'il faut chercher notre humanisme, mais dans les salles de conférences et dans les laboratoires des Facultés des sciences, et les établissements d'enseignement secondaire ne rempliront leur mission que quand ils viseront à rendre leurs élèves capables de comprendre le savoir moderne. Il n'arrivera plus alors que des économistes à culture humanistique fournissent malgré eux des armes aux socialistes contre l'ordre social existant, simplement parce qu'ils ne sont pas capables de se débrouiller dans des calculs dont la fausseté est visible pour quiconque est initié aux mathématiques et aux sciences naturelles <sup>1</sup>.

Les Universités (*Hochschulen*) répondent généralement mieux aux besoins de notre temps que les gymnases : tout au moins on trouve dans toutes les Universités et dans les écoles supérieures toutes facilités pour des études mathématiques et scientifiques, et très récemment on a même fondé des établissements réellement grandioses en vue de développer ces branches de la science. Toutefois, les étudiants qui se destinent à des situations administratives officielles ne mettent pas suffisamment à profit ces enseignements, car leur goût

<sup>1</sup> Dans son discours fameux au congrès pédagogique (*Schulkonferenz*) de Berlin, le 4 décembre 1890, l'empereur Guillaume II a dit aux gymnases qu'ils auraient dû prendre l'initiative de la lutte contre la démocratie socialiste. Les jeunes gens auraient dû être instruits de telle façon que l'Etat pût compter sur leurs concours. Les gymnases, d'après lui, auraient trop peu tenu compte des besoins de la vie moderne et auraient toujours mis exclusivement en avant la *gymnastique de l'esprit*. « Pourquoi nos jeunes gens se fourvoient-ils ? Pourquoi surgit-il tant de réformateurs obscurs et confus ? C'est parce que les jeunes gens ne savent pas comment nos conditions d'existence se sont développées. » L'empereur souhaitait qu'on insistât davantage sur l'enseignement de la langue allemande, en particulier de la composition, et sur les bases nationales de notre vie publique. Il ne fut pas question des services que peuvent rendre à ce point de vue les sciences naturelles ; elles passaient alors encore pour révolutionnaires.

pour l'observation de la nature a été pendant neuf ans écrasé et étouffé au gymnase. Une plume autorisée, celle de R. Wiedersheim, prorecteur et professeur d'anatomie à Fribourg, a exposé, dans son programme de 1894, quelles conditions de culture préalables les Universités doivent réclamer de leurs étudiants. C'est en partie de l'exclusivisme et de la contrainte presque insupportable du gymnase que dérivent les vices de la vie d'étudiants, vices contre lesquels les meilleurs de nos professeurs d'Université soutiennent une lutte très louable bien qu'inutile : la paresse, l'orgueil, l'ivrognerie, la manie des duels, etc., qui n'ont d'autre utilité que de faire disparaître par sélection naturelle les individus insuffisamment fermes de caractère.

Plus grave encore est la diminution de l'idéalisme chez les étudiants, diminution contre laquelle la discipline gréco-latine s'est montrée impuissante. On se plaint que la jeunesse universitaire ne considère plus la science que comme un moyen de gain et qu'elle cherche à faire son chemin par une lutte sans scrupules. Elle serait dépourvue de tout dévouement désintéressé aux idées et manquerait de ce qui faisait la plus belle parure de la jeunesse allemande d'autrefois. En faisant la part d'une certaine exagération, je ne tiens pas ces plaintes pour injustifiées; il me semble seulement qu'on cherche la cause du mal là où elle n'est pas. C'est une conséquence de ce fait que l'accès des études a été rendu beaucoup trop facile; que les étudiants viennent de milieux bien plutôt destinés à la pratique du commerce; que même la mentalité prolétarienne se trouve portée artificiellement en haut et introduite parmi les étudiants. Que l'on compare ce qui est dit pages 92 et 152 au sujet des dégrèvements de frais d'études et des bourses; qu'on se représente encore, d'après le chapitre XL, comment

l'Etat rabaisse avec imprévoyance ses fonctionnaires pleins de talent, de zèle et d'enthousiasme au niveau des médiocres; comment, en outre, par l'insuffisance des appointements de la catégorie supérieure des fonctionnaires, il écarte les hommes de talent sans fortune et fraye la voie à la ploutocratie, et qu'on rapproche alors les plaintes sur la diminution de l'idéalisme chez les étudiants et les aberrations courantes! Nous voulons toujours nous mettre au-dessus des lois de la nature, et quand c'est nous qui avons le dessous, nous en sommes tout étonnés.

Il serait à souhaiter que l'on fondât dans nos Universités des chaires pour l'ethnologie, l'anthropologie et la sociologie, presque partout traitées comme des intruses. La plupart du temps, c'est aux professeurs de philosophie et d'économie politique qu'on laisse le soin d'exposer accessoirement quelque chose de ces spécialités. La nécessité de les faire représenter officiellement par des professeurs particuliers augmente dans la mesure où la sociologie se développe du côté de l'ethnologie et de l'anthropologie. Les théories erronées de la démocratie socialiste se réclament en partie de notions ethnologiques ou anthropologiques, par exemple de la théorie de Bachofen-Morgan sur l'origine de la famille, etc., et il est nécessaire de prêter beaucoup d'attention à cet ordre d'idées. Le fait que le Reichstag allemand tout entier a écouté un long discours de Bebel sur une soi-disant *théorie de l'évolution* sans que personne parmi cette élite de la nation ait été en état de faire la riposte exacte et d'opposer à Bebel, Darwin lui-même, est une preuve sans égale de la pauvreté de notre culture intellectuelle d'aujourd'hui.

Une réforme pédagogique dans le sens indiqué, et une extension de notre enseignement universitaire du côté des sciences que nous venons de nommer, seraient deux des

réformes sociales les plus importantes et les plus bienfaitantes ; mais, pour qu'elles soient réalisées, il faut briser le monopole d'un humanisme fossile et ossifié. Aujourd'hui, celui-là seul compte, qui a fait ses *humanités* ; c'est un anachronisme étrange, et la proposition devrait être renversée : celui-là seul qui aurait reçu une culture mathématique et scientifique devrait être tenu pour réellement cultivé, car celui-ci domine tout le savoir moderne dont celui-là ne connaît qu'un district.

J'envisage la transformation de nos établissements d'enseignement secondaire principalement dans le sens de l'*Association allemande pour les réformes scolaires*, par la création d'un enseignement préparatoire commun sans latin, réparti en trois classes, tel que celui qui est proposé dans le périodique édité par Fr. Lange. La torture du latin n'est d'aucune utilité pour les enfants de neuf à onze ans, et l'on arrivera à des résultats tout à fait ou à peu près équivalents, en commençant le latin en quatrième (*Untertertia*). Les trois classes inférieures doivent avoir pour bases les leçons d'arithmétique, géométrie, géographie, etc. (*Realien*), l'allemand et, comme seule langue étrangère, le français. Il faudrait ne commencer qu'en seconde (*Untersekunda*) le grec ou l'anglais, au choix ; là, il y aurait bifurcation, d'un côté vers les humanités classiques, de l'autre vers l'enseignement moderne (*Realgymnasium*). Comme on se l'imagine facilement et comme le confirment les expériences faites à Francfort-sur-Mein, etc., l'étude du français offre aux jeunes enfants plus d'agrément et moins de difficultés que celle du latin. Cela met plus de vie dans l'enseignement, et les collections d'histoire naturelle exercent et fortifient chez les enfants le don d'observation et le raisonnement.

Il faut espérer qu'on réussira aussi, dans cette voie, à sup-

primer la surcharge des programmes. Quand nous enchaînons six heures par jour sur les bancs étroits de l'école nos enfants et nos jeunes gens, sans tenir compte des exigences du développement physique; quand nous leur imposons encore des devoirs à faire à la maison, de sorte que bien souvent ils sont occupés dix heures par jour et plus, dans la position assise; quand, dans les courtes journées d'hiver, nous leur refusons toute récréation au grand air et que nous les surmenons continuellement par un emploi du temps rigoureux, fixé d'avance, nous leur imposons une tâche qui serait excessive pour des adultes et qui doit mener à la dégénérescence. Si des enfants de prolétaires étaient exploités de pareille façon dans une usine, la plus vive émotion s'emparerait de l'opinion publique; les inspecteurs d'usines se saisiraient de l'affaire et les bureaux de police infligeraient des châtimens sévères. Mais, comme il s'agit simplement d'enfants de la classe cultivée, aucune protection ne leur est assurée, et tout le monde trouve régulier qu'à cause d'un système suranné ils compromettent la joie de leur jeunesse et leur santé.

Un avantage particulier de cette réforme scolaire consisterait en ce que le choix d'une carrière ne devrait plus être décidé dès la neuvième année, mais pourrait être ajourné jusque vers douze ou quatorze ans. En outre, ceux des écoliers qui n'achèvent pas le cycle complet des neuf ans d'études classiques, c'est-à-dire environ les quatre cinquièmes de l'ensemble, emporteraient avec eux une meilleure préparation à la vie pratique que quand ils s'en vont bourrés des éléments du latin et de la fatuité correspondante. Cette réforme serait aussi importante pour la classe moyenne, qui se contente de faire les classes prescrites pour le service militaire d'un an. Les professeurs eux-mêmes

verraient leur tâche allégée; ils n'auraient plus à gaspiller sans succès leurs forces, et ils n'enseigneraient le latin qu'aux élèves qui se destineraient aux carrières libérales.

Notre jugement définitif sur les aspirations réformatrices en pédagogie ne peut, par conséquent, que leur être favorable. La réforme scolaire ne devrait pas simplement contribuer à rendre les gens cultivés plus capables de suivre intelligemment les découvertes scientifiques et techniques contemporaines; mais elle devrait encore tendre expressément à faciliter la sélection naturelle des individus et à mettre chacun à sa juste place. Un enfant, peut-être doué pour les sciences naturelles, n'irait plus échouer sur la composition latine avant que ses aptitudes eussent pu se révéler, et les « bûcheurs » qui donnent l'illusion du talent, sans en avoir, ne seraient plus regardés comme les meilleurs élèves.

---

## NOS VOISINS ET NOS CONCURRENTS

Qu'arrive-t-il d'un peuple qui s'éloigne de plus en plus d'une organisation sociale exacte? A-t-il à souffrir seulement de difficultés internes? Non. Aussi sûrement que la lutte pour la vie n'est pas un mot vide de sens, un peuple voisin mieux organisé le dominera et l'exploitera économiquement ou militairement. Nous ne pouvons pas, par conséquent, nous donner le luxe d'institutions antisociales sans nous exposer à de graves dangers. Un examen comparatif de nos voisins et de nos concurrents nous renseignera à ce sujet.

L'Angleterre et l'Amérique du Nord disposent d'une classe ouvrière excellentement disciplinée et sélectionnée depuis longtemps. En Angleterre on a imposé aux ouvriers des exigences de plus en plus grandes, et leurs salaires se sont élevés dans la même proportion, de sorte qu'ils forment dans leur monde une véritable aristocratie et prennent, la plupart du temps, une place à part dans les congrès internationaux. En Amérique, l'éducation des ouvriers ne date pas d'aussi loin, mais là c'est l'immigration qui a exercé une sélection préalable. Les paresseux et les incapables, qui sont en même temps pauvres, restent tranquillement dans leur pays et s'y laissent vivre, tandis que les entrepreneurs (appartenant d'après Closson principalement à la race germanique) franchissent

l'Océan et nous font concurrence de là-bas. Le développement croissant de l'industrie américaine se fera de plus en plus sentir en Europe.

La France nous intéresse tout particulièrement au point de vue social. La situation des classes ouvrières y est relativement favorisée, principalement parce que la natalité y est faible. Le nombre des naissances en France a continuellement diminué (cf. page 406), de sorte que la population ne s'accroît plus maintenant que par l'immigration étrangère, tandis que l'Allemagne fournit un excédent annuel de 7 à 800.000 naissances. En conséquence de cette situation, la composition de la population est très différente dans les deux pays. Sur 10.000 habitants, la France n'a pas beaucoup moins de conscrits de vingt ans que nous; mais elle a beaucoup plus d'hommes faits et beaucoup moins d'enfants, c'est-à-dire plus d'individus qui produisent et moins d'individus qui dépensent. Les familles d'ouvriers ne sont pas condamnées à la misère par un aussi grand nombre d'enfants que chez nous, et, par conséquent, leur situation sociale est meilleure. La concurrence leur vient non pas tant de leurs compatriotes que des étrangers qui tendent à faire baisser les salaires français. De là, en France, la forme particulière de la lutte pour la vie, qui se tourne contre les ouvriers immigrés, principalement contre les Italiens.

Il faut aussi remarquer la particularité de la situation financière française, qui repose sur l'habitude qu'ont les épargnistes de toutes classes de placer leur argent en rentes. C'est à cette circonstance que la France doit la puissance de son crédit, qui a survécu aux crises les plus difficiles, malgré l'importance et l'emploi très souvent anti-économique des emprunts. Quand chaque citoyen est un créancier de l'Etat, chacun est intéressé à sa prospérité. Jamais l'idée n'est

venue aux économistes français qu'il vaudrait mieux laisser les capitaux épargnés passer à l'étranger et y disparaître (cf. pages 348 et suiv.). C'est pourquoi l'insuccès du Panama a été si vivement ressenti, indépendamment des escroqueries et de la politique mêlées à cette affaire.

Dans les vingt dernières années, nous avons fait des progrès considérables au point de vue industriel, de sorte que nous préparons à l'Angleterre et à la France une forte concurrence. Ce que nous faisons à leur égard, nous l'éprouverons aussi avant peu de la part d'un autre pays voisin qui ne possède qu'une industrie encore peu importante, mais en voie de développement. Ce pays est la Russie avec ses réserves inépuisables de force ouvrière à bon marché. A la vérité, le perfectionnement de l'industrie y amènera aussi une sélection et relèvera les salaires, mais grâce à la traditionnelle frugalité du peuple, fondée en partie sur des particularités de race, les salaires des ouvriers russes seront toujours bien inférieurs aux salaires des nôtres. Non seulement nous perdrons notre exportation en Russie, mais encore nous aurons beaucoup de mal à défendre notre marché intérieur contre la concurrence russe, contre les blés russes, et même contre les produits des manufactures russes. Quand nos ouvriers sauront comprendre mieux que maintenant l'enchaînement des faits, nous assisterons vraisemblablement à la formation d'un *parti ouvrier des droits protecteurs* (*schutzzöllnerische Arbeiterpartei*) qui nous fait aujourd'hui l'effet d'une absurdité comique. Le danger amènera les gens à voir dans les tarifs protecteurs le dernier moyen de garantir aux ouvriers allemands l'intégrité de leurs hauts salaires.

En outre, les Etats-Unis menacent l'Europe de lui enlever le marché d'outre-mer, non seulement dans l'Amérique, mais

dans l'Asie orientale. Il faut nous attendre de ce côté à des pertes sensibles, qui nous prescrivent immédiatement une politique nationale plus accentuée que celle que nous avons suivie jusqu'à présent.

Peut-être les Etats du centre de l'Europe se verront-ils contraints un jour de conclure une sorte d'*alliance douanière de l'Europe centrale*, dont il a déjà souvent été question et que A. Peez a recommandée pour des raisons très concluantes. Cette alliance serait dirigée contre l'Angleterre, et principalement contre la Russie et contre les Etats-Unis. Il faut se figurer bien nettement qu'une telle alliance pourrait conduire à une guerre; car, pour les puissances exclues, il n'y aurait pas d'autre solution, à moins qu'elles ne voulussent renoncer sans se défendre à tout développement économique, social et politique.

Mais, quand la Chine et le Japon, qui sont encore pour nous des pays à importation, renverseront les rôles, et grâce au bon marché de leur production se présenteront comme des concurrents sérieux en Europe et en Amérique, ce sur quoi l'exposition Columbia à Chicago nous a déjà fourni d'importantes indications, la situation pourra devenir inquiétante pour nous, et nous devons prévoir de graves ébranlements dans notre ordre social.

La situation industrielle du monde indiquerait dès maintenant à la France un rapprochement avec l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et les Etats continentaux moins importants pour fonder une alliance douanière de l'Europe continentale. Toutefois, il y a pour le moment peu de chance que cela arrive. Le présent est entièrement dominé par les groupements politiques des Etats, tels qu'ils se sont constitués historiquement.

Bien que l'armée française depuis 1870 ait fait beaucoup

de progrès, grâce aux efforts et aux sacrifices du pays et des Chambres, ce pays à population diminuante et à dette croissante ne sera plus dangereux pour nous, tant qu'il n'aura pas trouvé un allié qui veuille tenter avec lui l'aventure. Cet allié ne peut être, d'après notre situation (cf. page 240), puisque nous sommes enclavés entre deux nations brachycéphales, que la Russie. Aussi est-ce surtout du côté de ce pays que nous devons porter notre attention.

On appelle la Russie un colosse aux pieds d'argile. On veut dire par là que la Russie serait incapable d'une action de grand style; mais rien ne pourrait nous coûter plus cher que de déprécier notre voisin du Nord-Est, enveloppé pour nous de tant d'inconnu et de mystère.

La Russie nous est déjà formidablement supérieure par sa population de 100 millions d'habitants, et cette population s'accroît encore plus vite que la nôtre, parce qu'elle n'est pas arrêtée par le manque de territoire. Sans doute, dans ce géant, tout n'est pas sain. La corruption et l'injustice de l'administration officielle nous font dresser les cheveux sur la tête, quand nous nous rappelons l'honnêteté et l'honorabilité de nos fonctionnaires. La vie débauchée des classes supérieures et l'abrutissement des classes inférieures ne supportent pas la comparaison avec l'activité et l'intelligence des classes correspondantes en Allemagne; mais cela ne doit pas nous empêcher de voir les dangers dont nous menace la Russie.

On considère souvent l'absolutisme, élément de force, comme un élément de faiblesse: c'est à tort. Il se peut que, dans l'administration intérieure, bien des cruautés subsistent, parce que les opprimés n'arrivent pas à se faire entendre; mais, au point de vue de la politique extérieure, l'absolutisme rend la Russie forte, désagréablement forte.

Là, ce ne sont pas les ouvriers et les journaliers qui ont à décider en dernière instance, si l'armée est assez considérable, si la flotte doit être augmentée ou non. L'armée et la flotte russes sont continuellement augmentées et perfectionnées. Les garnisons nous font sur la frontière une ceinture menaçante, et la situation des ports de guerre russes ne nous permet pas d'interrompre la préparation de notre défense. Il est facile de calculer qu'une flotte russe arriverait plus vite de Libau à Dantzig qu'une flotte allemande de Kiel. Il nous faudrait un port de guerre à l'Est et une augmentation considérable de notre matériel naval; mais ce sentiment ne se formule pas même en un vœu, bien moins encore en une proposition, car ce n'est pas des Russes que nous avons peur, mais de notre « petit homme » qui veut fumer sa pipe tranquillement.

L'absolutisme de la Russie recèle des forces sociales formidables. Une volonté multiplie ces armées, les organise, les concentre sur nos frontières et les déchainera sur nous selon un plan arrêté dès que le moment favorable sera arrivé. Et chez le soldat russe, endurci aux fatigues, habitué aux privations, existent une obéissance et un oubli de soi qui ne raisonnent pas, un dévouement au tzar qui va jusqu'à la mort, une haine fanatique contre les peuples occidentaux, mais particulièrement contre les Allemands, obstacle au développement de la Sainte-Russie.

Dans les derniers temps, cet absolutisme a accompli des actes qui nous apparaissent comme surprenants et inimitables. Il est venu à bout par la force de la secte mystérieuse des nihilistes, tandis que la République française, à la même époque, luttait en vain contre l'anarchisme, qui y est devenu depuis un parti de gouvernement. La défaite définitive du nihilisme a été le résultat de la volonté du tzar, et

la corruption administrative n'a pas même pu paralyser l'énergique action de cette volonté. C'est la preuve d'une capacité fabuleuse de rendement.

Des mesures analogues ont été prises contre les Juifs résidant en Russie. Bien que l'expulsion des Juifs soit un acte brutal qui nous inspire de l'aversion au point de vue humanitaire, nous devons cependant reconnaître encore là l'irrésistible puissance de la raison d'État et nous avouer que par scrupules, par compassion, à cause des délibérations de commissions et des divergences d'opinions, nous serions absolument hors d'état d'imiter une pareille mesure, même si nous la tenions pour exceptionnellement utile. L'absolutisme révèle par là une supériorité qu'il est impossible de méconnaître.

L'absolutisme politique russe trouve un appui très important dans l'unité religieuse qu'il réalise avec une brutalité de plus en plus impitoyable. Les Polonais, catholiques-romains, sont poussés violemment vers l'Eglise orthodoxe, dont le chef suprême est le tsar. Les Allemands de l'Est sont poursuivis et éliminés non seulement comme étrangers, mais encore comme hérétiques ; les provinces sont nationalisées. Si nous n'éprouvions pas tout d'abord pour les Allemands poursuivis un sentiment de compassion fraternelle, nous devrions considérer ces mesures violentes avec admiration, nous qui laissons sur nos frontières des Polonais, des Danois, des Français se moquer de nous, bien que nous ayons de faibles progrès à signaler au Nord et à l'Ouest. Quel peuple nous pourrions être si nous étions en état de suivre une politique nationale aussi énergique que celle de la Russie ! Celles de nos institutions qui nous en empêchent ne sont certainement pas sociales, mais antisociales.

Enfin la Russie est encore favorisée par sa situation au

point de vue géographique, météorologique, agricole. Cet Empire aux proportions gigantesques est pour nous difficile à attaquer ; la route de Berlin à Pétersbourg ou à Moscou, — de triste mémoire, — est plus longue que celle de Pétersbourg ou Moscou à Berlin, et plus difficile ; car, tandis que les Russes trouveraient chez nous tout le nécessaire, nous aurions à lutter dans leur pays contre les plus grandes fatigues et les plus grandes privations, dont nous avons un exemple par le sort de la « grande armée » de 1812, qui contenait des régiments badois.

En cas de conflit, nous aurons à compter avec l'unité de volonté, l'unité de direction de la puissance russe, ainsi qu'avec les forces naturelles gigantesques qui lui sont comme des alliées, et nous ferons bien d'apprécier à sa juste valeur notre adversaire ; c'est ce que nous ferions mal, si nous voulions juger ses institutions d'après les théories passagèrement à la mode, et non d'après les lois éternelles de la nature.

La personnalité du souverain, naturellement, a la plus grande importance dans un Etat absolutiste ; mais, bien qu'elle puisse changer, bien qu'à une personnalité énergique puisse en succéder une moins tranchante, il est très dangereux pour nous de compter avec de tels facteurs, car le tsar n'est que la personnification de la raison d'Etat russe, et, selon les circonstances, cette raison d'Etat peut être plus forte que ses inclinations personnelles. C'est pourquoi, vis-à-vis de la Russie, nous devons sans cesse nous tenir sur nos gardes.

On peut objecter que la haute culture du peuple allemand lui assurerait la supériorité vis-à-vis d'un ennemi barbare. Certes, dans beaucoup de cas, l'instruction a son importance dans le domaine militaire, comme cela est

arrivé en 1870-71, où les Français s'étonnaient que les patrouilles de cavalerie allemandes trouvassent tous les chemins et tous les sentiers, sur les simples indications d'une carte du pays. Des soldats qui ne sont pas allés à l'école n'en sont pas capables. Il ne s'ensuit toutefois nullement qu'une instruction meilleure nous garantisserait la victoire, malgré la jolie légende du maître d'école de Sadowa.

On ne pourrait pas s'appuyer sur la théorie darwiniste pour soutenir que le peuple allemand, grâce à sa situation intellectuelle et morale, doive l'emporter sur le peuple russe. Le Russe ordinaire est à un degré exceptionnellement bas d'intelligence et de moralité, et le démon de l'alcool en particulier a sur lui un grand pouvoir. Est-il concevable qu'un peuple aussi inculte, sale, dégradé par la boisson, puisse nous battre à la guerre, nous, Allemands? On pourrait tenir cela pour absolument impossible, si des qualités particulières que nous pourrions choisir à notre gré donnaient l'avantage; mais, dans la lutte pour la vie, est seule décisive la supériorité d'une combinaison de qualités sur une autre combinaison de qualités, et cela constitue une différence très considérable.

Les Germains n'étaient pas, non plus, aux yeux des Romains trop civilisés et raffinés, une race supérieure, et plus d'une fois la stratégie romaine triompha de la naïve bravoure germanique; mais finalement ce fut le Germain grossier, mais sain, qui remporta la victoire. Sans doute le peuple russe n'est pas comparable aux peuples germains, et l'on devrait reconnaître qu'il présente même certains caractères de sénilité. Si les Russes avaient à combattre des Germains, leurs chances seraient défavorables; mais nous ne sommes pas non plus des Germains, et sur beaucoup de

points qui sont à considérer dans une estimation des forces, les Russes possèdent, comme il a été exposé plus haut, des avantages considérables.

Leur organisation sociale leur assure une grande force et compense beaucoup de traits défectueux chez les individus. Inversement, comment les choses se passent-elles chez nous? Notre Reichstag allemand est l'expression fidèle de ses électeurs. Sur onze millions de votants, la moitié et même plus sont opposés à toute politique nationale décisive. Deux millions environ sont des socialistes démocrates, qui, à la vérité, affirment qu'ils se battraient volontiers contre la Russie, mais par une étrange aberration d'esprit considèrent comme une amie la France, alliée de la Russie, et sont prêts à abandonner l'Alsace-Lorraine. Un peu plus d'un million et demi obéissent aux ordres du centre, qui considère la réalisation de son programme comme beaucoup plus importante que la défense nationale. Enfin il y a encore un million environ de libéraux (*Freisinnige*) et de démocrates qui veulent conjurer la guerre par des articles de journaux, et qui, d'ailleurs, considèrent *la liberté* comme la chose essentielle, mais qui ne s'aperçoivent pas que, dans de telles conditions, nous ne jouirions de la liberté qu'autant que le voisin nous le permettrait. L'autre moitié, composée de conservateurs et de nationalistes libéraux (*Nationalliberalen*), est si profondément divisée par des querelles intérieures qu'elle ne peut reprendre de cohésion que dans les cas tout à fait extraordinaires.

Il ne serait pas contraire aux lois du darwinisme qu'une armée de soldats bien armés et bien disciplinés, dont, par hypothèse, chaque unité serait un ivrogne, pût tailler en pièces une armée composée d'hommes solides et cultivés, si cette dernière était trop faible en nombre, ou si elle était

privée d'une bonne direction. Nous nous trouvons dans une telle paralysie de la conscience nationale que notre politique ne peut se produire que timidement, et que, pour un grand nombre d'électeurs, même à faible dose, elle paraît encore excessive. L'accroissement de nos forces militaires est chez nous l'une des choses les plus détestées. Il ne me paraît donc pas admissible que, dans de telles conditions, nous ayons le droit de considérer la Russie comme un adversaire inférieur, et nous avons plutôt toutes sortes de raisons de nous demander si notre machine sociale est bien de taille à supporter le choc inévitable.

En tout cas, l'État russe est très bien organisé pour la défense, et, pour cette raison, nous ne pouvons pas tirer du darwinisme la conviction que, dans un conflit, nous serions vainqueurs sans difficultés, notamment si nous étions obligés de répartir nos forces sur deux frontières. L'attitude de la Russie, qui guette le moment où notre ordre social sera un peu plus décomposé, devrait être pour nous un avertissement.

Beaucoup nous consolent en disant qu'à une alliance franco-russe nous aurions à opposer la triple alliance<sup>1</sup>. La triple alliance produit surtout son effet comme épouvantail, en faisant comprendre aux puissances ennemies que la rupture de la paix serait imprudente, la triple alliance pouvant tenir bon; mais, en cas de guerre, nous ne pourrions compter que sur l'Autriche, ou plutôt l'Autriche ne pourrait compter que sur nous, puisque la cause directe de la guerre partirait probablement de l'Autriche et que nous ne pourrions pas lui faire faux bond. L'Italie est paralysée par la flotte française et, par suite de la lenteur de sa mobilisation

<sup>1</sup> Ceci était écrit en 1896.

et de sa situation financière, ne pourra arriver sur le champ de bataille que quand les coups décisifs auront été frappés. Il faut tenir compte de ce que, dans une grande partie de la population, les sympathies pour la France l'emportent, malgré les fâcheux procédés dont l'Italie a souffert de ce côté pendant quelques dix années. L'Autriche, déchirée par les querelles de nationalités et épuisée par les oligarchies financières, n'est pas, malgré ses progrès militaires remarquables, une alliée complètement sûre en campagne, et elle pourrait cependant être très embarrassante pour nous au moment de la paix. En 1871, nous avons récolté tous les fruits de notre victoire uniquement parce que nous avons lutté seuls. Dans une guerre conduite en commun avec d'autres puissances, nous aurions bien à supporter la plus grande partie des efforts militaires; mais nous n'obtiendrions que la plus petite partie du profit en cas de victoire.

En cas d'insuccès, nous aurions à subir le sort le plus rigoureux. Renversés de notre hégémonie, du ciel de notre idéal, nous serions non seulement condamnés à l'impuissance politique, aux pertes territoriales et à des indemnités formidables, mais nous devrions nous résigner aux traités de commerce les plus désavantageux. Nous qui, actuellement, évoluons avec ardeur vers le plus bel idéal social et politique, nous devrions renoncer à toutes nos aspirations et nous préoccuper uniquement à l'avenir d'éviter la famine à nos compatriotes. La densité actuelle de la population devrait baisser considérablement; le besoin, la misère, l'appauvrissement s'étendraient sur nos campagnes, et ceux qui n'étaient pas satisfaits de notre *liberté* en verraient bien d'autres avec les régiments russes conduits au knout. Nous pourrions alors de nouveau rêver à la domination et à la grandeur de l'Allemagne que nous n'aurions pas su main-

tenir, et la chanter poétiquement comme nous l'avons déjà fait, jusqu'à ce qu'au cours des siècles un grand homme politique surgît, qui nous permit le relèvement national; à ce moment, nous nous estimerions trop heureux de trouver juste à point le Bismarck indispensable.

Si quelqu'un tient pour exagérées les idées exposées au chapitre XXXVIII, qu'il se représente l'exemple de la moderne Italie. Sans avoir conclu une paix désavantageuse, elle ne peut pas, à cause de l'insuffisance de ses forces militaires, empêcher un Etat voisin de l'exploiter financièrement et économiquement. Nous voyons là un peuple pauvre, mais noble, au passé glorieux, tomber dans une misère de plus en plus grande; nous voyons la corruption pénétrer dans les classes supérieures; nous voyons l'Etat sur le point de désespérer, le pays ne pouvant plus nourrir ses enfants par suite de la diminution de l'exportation. L'Italie retire bien peu de profit de ce qu'elle est aimée, mais non redoutée par les autres nations. A quoi devrait-elle donc s'attendre après une défaite! Voilà pourquoi l'Allemand devrait s'armer jusqu'aux dents, inspirer la terreur autour de lui et se réjouir d'être non seulement haï par ses ennemis, mais encore redouté.

Si l'Allemagne possédait une organisation sociale qui se rapprochât davantage de l'idéal, qui accordât aux classes cultivées et possédantes une influence proportionnée sur la marche de la politique nationale, au lieu de remettre le soin de trancher les questions aux masses incapables et irresponsables, alors peut-être n'aurait-elle rien à craindre de l'univers en armes. Avec ou sans triple alliance, cela pourrait lui être indifférent, car, au moment décisif, elle se redirait la maxime allemande: « Ne compter que sur soi-même » (*Selbst ist der Mann*). Les qualités militaires du peuple

ont été signalées plus haut. Elles rendraient l'Allemagne réellement invincible, en supposant que l'organisation de l'armée et de la marine fût toujours aussi remarquable que le matériel humain.

---

## LE DANGER SOCIALISTE

Le lecteur trouvera peut-être surprenant que je n'en aie pas fini avec la démocratie socialiste, tandis que je traitais des réformes sociales, et que j'y revienne maintenant à propos de la politique étrangère. Il a été remarqué déjà que la démocratie socialiste a été pour très peu dans les réformes sociales. Le danger dont elle nous menace n'est pas tant sur le terrain social, où les classes cultivées maintiennent d'elles-mêmes leur supériorité, que sur le terrain politique où l'intérêt personnel est moins sensiblement mis en jeu, bien qu'il s'agisse ici pour la nation d'être ou de ne pas être. Si les choses continuaient encore quelque temps comme elles vont jusqu'à présent, on pourrait calculer le moment où les socialistes démocrates auront la majorité sur les autres classes. Le jour où cela arriverait marquerait en même temps la chute de l'Allemagne, parce que la désorganisation qui s'ensuivrait inviterait formellement les ennemis du voisinage à l'offensive. Par conséquent, au lieu de favoriser les intérêts de la classe ouvrière, la démocratie socialiste amènerait, pour cette classe et pour toutes les autres, la plus grande misère.

Nos intellectuels sont encore très éloignés d'une notion exacte de l'ordre social; comment donc espérer, de la part

de simples ouvriers qu'ils rejettent comme de pures chimères, les magnifiques tableaux d'un monde meilleur, dont les enchantements leur sont décrits par de madrés conférenciers et flattent si délicieusement leurs intérêts et leur orgueil de classe? La *captatio benevolentiae*: « Vous êtes la classe la plus intelligente, la plus morale, la mieux prédestinée au pouvoir », fera d'autant plus d'effet que la première épithète sera plus éloignée de la vérité relativement à l'auditoire.

On trouvera des rapprochements intéressants de déclarations émanant de chefs de parti, de députés et de journaux socialistes-démocratiques dans H. Blum : *Die Lügen unserer Sozialdemokratie* (1891) et dans E. Klein, *Der Sozialdemokrat hat das Wort*. Il y a là-dedans des choses remarquablement extravagantes.

Les ouvriers s'enfoncent jusque par-dessus la tête dans le marécage des phrases, et par suite de leur mentalité congénitale y resteront peut-être toujours enfoncés. Quelle indicible absence de clairvoyance n'ont-ils pas révélée par exemple, en se laissant embaucher par les chefs socialistes pour manifester contre les droits sur les blés et contre le renchérissement du pain, tandis que l'immigration rurale leur fait beaucoup plus de tort que le moindre droit protecteur, par suite de la suroffre de travail qui abaisse les salaires et diminue le bien-être moyen.

De même les ouvriers mordent toujours aux attaques contre le militarisme, ce en quoi ils méconnaissent l'intérêt de la défense nationale, aussi bien au point de vue général qu'au point de vue de leur classe en particulier, ce qui a été développé en détail au chapitre XXXVIII.

Quelle crédulité ne suppose pas toute cette fantasmagorie de *l'Etat futur*, tantôt tout proche, tantôt reculé dans

un lointain obscur, insaisissable, tantôt réalisable par les voies légales, et tantôt en passant par-dessus du sang et des cadavres ! Et les socialistes démocrates s'égaient des religions qui promettent à leurs membres le bonheur éternel dans l'autre monde et se font gloire de rendre leurs adhérents heureux dès ici-bas ! Cependant l'« Etat futur », prédit par Bebel toujours « pour dans dix ans », ne veut pas venir, et chaque fois l'échéance est reculée « à cause d'empêchements imprévus », sans que les victimes menées par le bout du nez manifestent le moindre étonnement.

L'introduction du mariage temporaire et de l'éducation des enfants par l'Etat, avec les inévitables infanticides, est une idée absurde, en rapport avec les conditions d'existence des ouvriers d'usine, et qui a pour base la dégénérescence de l'instinct de famille. Pour la classe qui l'admettrait, l'heure de la disparition serait marquée, et même désirable. Toutefois, je ne veux pas m'arrêter à ce non-sens. Il est, à la vérité, une conséquence logique de l'Etat futur ; mais, la plupart du temps, il n'est endossé que par des écrivains particuliers et, comme tel, renié selon les besoins de la cause par le parti, pour ménager les sentiments instinctifs des compagnons qui ne sont pas encore tombés si bas.

Le vice fondamental de la démocratie socialiste consiste en ce qu'elle poursuit un faux idéal et rend par là difficile ou impossible la réalisation de buts pratiques. L'Etat futur serait en contradiction avec les lois de la nature et ne pourrait pas subsister. Il ne serait pas social, mais anti-social, car il mettrait en haut les inférieurs, opprimerait les mieux doués et élèverait les plus stupides, bref provoquerait une saturnale qui ne pourrait avoir aucune durée. Il supprimerait, d'une part, la *division du travail* d'après les

aptitudes, qui permet de nourrir beaucoup plus d'hommes, et, d'autre part, la *formation des classes* qui servent à produire un plus grand nombre d'hommes hautement doués que ne pourrait le faire la panmixie.

Il est inutile de répéter ici ce qui a été dit sur les avantages des classes sociales. Les critiques dirigées par les socialistes contre les classes sociales sont ou sans fondement ou fortement exagérées. Il est facile de rejeter une institution dont on ne voit pas l'utilité, parce qu'on manque des connaissances indispensables. Enfin les rêveries internationales portent préjudice à la bonne administration intérieure de la nation allemande, à la vigueur de notre politique étrangère, comme à notre défense nationale, au détriment de tous; il en est de notre ordre social comme de la nature en général: plus nous approfondissons l'étude de ses lois, plus nous devons admirer l'adaptation profonde de toutes les parties.

On objectera que ces théories n'obtiendront jamais l'adhésion des masses populaires. Je le crois, comme je l'ai déjà dit moi-même, et mon livre ne s'adresse pas à ces milieux-là. Je suis fermement convaincu que la démocratie socialiste se développera encore davantage. C'est un malheur pour l'Allemagne, notamment à cause du caractère antinational de cette fausse théorie, et c'est d'autant plus douloureux pour nous que les partis font passer aveuglément avant les intérêts nationaux d'autres intérêts d'ailleurs légitimes en soi. Ces circonstances pèseront lourdement dans la balance à notre désavantage, si nous avons à défendre par les armes notre existence nationale. Il serait indispensable qu'un plus grand nombre d'intellectuels eussent la vision nette des dangers qui nous menacent à l'extérieur comme à l'intérieur.

Jamais la conversion (*Bekehrung*) des masses n'est réa-

lisée par des mots, des idées, des raisons, des démonstrations logiques, mais toujours par des faits exclusivement. La prétention de combattre par les armes de l'intelligence est une pure dérision dans la bouche de ceux qui ont coutume de faire huer et piétiner les orateurs qui les contredisent. Dire que les mouvements intellectuels ne peuvent pas être écrasés par la violence, c'est une de ces phrases qu'on se passe de l'un à l'autre, sans en penser un mot. Cela sonne si bien, il est si beau et si sublime de mettre en antithèse la puissance intellectuelle et la force brutale, et de décerner la victoire à la première ! L'élimination du protestantisme en France et en Espagne s'est-elle effectuée par des moyens intellectuels ? La nuit de la Saint-Barthélemy et les bûchers de l'Inquisition étaient-ils de simples procédés de discussion ? Que restait-il du protestantisme allemand quand Gustave Adolphe débarqua chez nous ? Que serait-il advenu de ce reste, sans l'intervention des armées suédoises ? Inversement, n'est-ce pas par des moyens violents qu'on est venu à bout de chasser le catholicisme d'Angleterre ? La circonstance que, dans ces derniers temps, le catholicisme y a fait une rentrée ne change rien au fait essentiel du succès de l'antipapisme pendant plus de deux siècles.

Il serait même facile de démontrer que l'Évangile lui-même, si souvent cité comme exemple d'une force morale invincible, a succombé aux persécutions des empereurs romains, car on ne peut affirmer sérieusement que le christianisme érigé par l'empereur Constantin en religion d'État soit identique exactement à celui qui avait rassemblé mystérieusement dans les catacombes les affligés et les misérables ou que l'Église du moyen âge soit justement le royaume de Dieu fondé par le Christ. Les impulsions initiales se sont

évanouies, d'autres plus tard sont venues à leur place : c'est la force matérielle qui a joué le grand rôle.

Autre exemple : au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, le christianisme avait pris pied au Japon, et, dès 1581, ses adhérents étaient au nombre de 150.000 ; mais de 1666 à 1668, ils furent complètement éliminés par le fer et le sang. Les mouvements religieux sont parmi les plus puissants qui existent ; puisqu'ils ont dû succomber à la violence, on peut en tirer une conclusion pour d'autres mouvements moins profonds, et l'on ne saurait s'étonner que le nihilisme russe ait été étouffé par les moyens violents ; peut-être est-ce une sottise d'attaquer avec ménagement : cela ne fait qu'exaspérer et fortifier les résistances sans les abattre.

D'autre part, nous voyons que les mouvements intellectuels les plus insensés, malgré toutes les réfutations, se sont étendus et développés, quand la force publique ne s'est pas expressément déclarée contre eux ; par exemple, la secte des flagellants, la croyance aux sorcières, l'alchimisme, l'astrologie, le mesmérisme et autres insanités. Il résulte de ces faits que l'extension victorieuse d'un mouvement intellectuel n'est nullement une preuve de sa valeur interne et que, d'autre part, des mouvements intellectuels justifiés ou non peuvent être écrasés par la violence, et souvent même que la violence est le seul moyen d'en venir à bout.

Les hommes de science sont profondément, quoique souvent inconsciemment, convaincus que la force irrésistible de l'intelligence est une illusion. Pendant le mouvement d'opinion contre le projet de loi sur les menées révolutionnaires (*Umsturzvorlage*) amendé par le Centre, et rejeté en 1895, on exprimait partout la crainte que le Jésuitisme ne voulût profiter de l'occasion pour mettre un terme à la libre recherche scientifique et qu'il n'eût des

chances de succès. Comment aurait-il été possible autrement de parler d'un danger pour la science? *L'invincible puissance de la pensée* appartient par conséquent aussi à l'arsenal suranné des mots à effet.

Le public qui, en général, n'est pas en état de peser les raisons pour ou contre quelque chose, juge toujours d'après des particularités extérieures. Quand les événements se déroulent, tout dépend du succès ou de l'insuccès. Selon la langue qu'ils parlent, le renversement de l'opinion s'accomplit souvent avec une rapidité surprenante. Nous en avons déjà fait quelquefois l'expérience en 1849, en 1866, en 1870. Beaucoup de lecteurs se le rappelleront. Ainsi l'opinion des masses vis-à-vis de la démocratie socialiste peut subir une transformation par suite d'événements imprévus. En tout cas, la logique des faits est la seule qui ait une influence sur l'âme des foules. Tout récemment, les affaires de Fachoda, de Samoa, de Cuba et du Transvaal, mieux que tous les arguments scientifiques et intellectuels, ont appris aux nations de l'Europe continentale la nécessité d'une flotte puissante, toujours prête à tout événement.

C'est un métier ingrat que de prophétiser et auquel je ne trouve aucun goût. Nous sommes absolument hors d'état de peser et de comparer toutes les possibilités de telle façon que nous puissions dire : « Cela arrivera ainsi. » Les choses arrivent d'habitude tout différemment, parce que nous ne pouvons pas du premier coup faire entrer dans nos calculs des facteurs qui ne se développent que plus tard. Tout au plus pouvons-nous chercher à nous figurer quelques possibilités, à condition de nous dire que vraisemblablement aucune d'entre elles ne se réalisera tout à fait.

Une éventualité possible serait l'étroite concentration des partis bourgeois contre les socialistes-démocrates. Nous

arriverions par là à une puissante majorité nationaliste au Reichstag, et le difficile problème de notre avenir serait résolu. Il est toutefois très peu vraisemblable que cette alliance se réalise, bien qu'on y travaille de différents côtés, car les partis sont trop absorbés par leurs ambitions particulières pour s'unir en vue de buts supérieurs.

L'idée de lutter contre l'extension de la démocratie socialiste, par l'union des conservateurs et du centre, est pour beaucoup de gens séduisante. On ne peut contester que des sentiments religieux ne soient un contrepoison contre les aberrations socialistes-démocratiques. La sagesse politique prescrit, par conséquent, de respecter l'influence religieuse, là où elle existe encore, comme par exemple en Bavière. Les penseurs sérieux ont cessé de croire depuis longtemps que ce soit une bonne œuvre de transformer les hommes en athées sous prétexte de les éclairer, d'enlever aux faibles leur seul appui dans les épreuves et les souffrances de ce monde, comme ils sont revenus de la tendance à surfaire les nouvelles découvertes : l'esprit humain n'en reste pas moins ignorant de la suprême cause des causes. Mais là où l'*Etat futur* a trouvé surtout des adeptes, parmi les ouvriers, il est inutile d'espérer lutter avec succès contre le socialisme en favorisant l'orthodoxie, car le socialisme est le plus fort. En fait, l'influence des Eglises sur le monde ouvrier est plutôt en diminution qu'en augmentation; or un médicament ne peut pas produire d'effet, quand le malade ne veut pas le prendre. En faisant entrer dans la lutte les puissances religieuses, on exciterait la haine contre les pasteurs, les prêtres, les ordres, et on n'en retirerait aucune utilité, même en leur prêtant l'appui du bras séculier, ce qui serait très grave. L'évolution sociale de la Belgique en offre une preuve expérimentale.

Les aggravations de la loi pénale, qui devaient prévenir les menées révolutionnaires, paraissent abandonnées depuis l'insuccès de 1894-1895. De telles lois, sous la forme atténuée de l'ancienne loi contre les socialistes, feraient plus de mal que de bien. Toutefois des mesures rigoureuses ne trouveront jamais une majorité au Reichstag ; par conséquent il vaut mieux ne pas se fier du tout à cette possibilité.

Beaucoup de gens croient que des restrictions législatives ne pourraient servir qu'à étouffer les divisions qui éclosent naturellement dans le parti socialiste démocratique par le fait même qu'il grandit. Certes il ne manque pas, dans le camp socialiste, de divisions importantes ou secondaires, et les différents congrès n'ont pas donné l'impression qu'il faille chercher, parmi ces ergoteurs, les génies qui réformeront le monde ; mais les espérances qu'on fonde là-dessus, avec ou sans projet de loi contre les menées subversives, sont vaines, car, au moment des élections, l'intérêt commun rassemble tous les socialistes sous la même bannière.

Beaucoup de politiciens espèrent que les masses finiront par se fatiguer de vaines promesses, qu'une fraction des socialistes démocrates se tournera vers l'anarchie et que, par réaction, le reste renoncera à son point de vue révolutionnaire. Mais il se pourrait aussi que la majorité approuvât la propagande par le fait, car, la plupart du temps, les partis radicaux ne peuvent être remplacés que par des partis plus radicaux. Par suite les chefs actuels perdraient leur influence et, à l'avènement de l'Etat futur, seraient lynchés comme traîtres par leurs partisans d'aparavant. On les soupçonne déjà de ne plus collaborer au socialisme qu'en apparence, et d'être au fond devenus des bourgeois. Ce serait un exemple de plus, que souvent les provocateurs de mouvements populaires sont les premiers accrochés à la lanterne.

Il se peut encore que des périodes économiquement défavorables rendent les ouvriers conscients de leur dépendance naturelle vis-à-vis des entrepreneurs, et que la démocratie socialiste en subisse un mouvement de recul. Un tel moyen de salut ne serait pas à souhaiter. Encore moins faudrait-il désirer des complications extérieures européennes qui détournassent l'attention et fissent taire les dissensions intérieures. Quand il s'agit de défendre la patrie, toutes choses apparaissent subitement sous un autre jour. Il se peut aussi qu'on aboutisse à la guerre, et alors les événements prennent un cours nouveau et impossible à calculer. Toutefois, à un tel prix, la solution des difficultés dont souffre notre pays paraît trop coûteuse. On pourrait accroître encore le nombre des hypothèses : personne ne sait comment, dans la réalité, les fils s'entrelaceront ; c'est pourquoi les Etats doivent être sur leurs gardes.

L'Allemagne se développe à pas de géants comme Etat industriel et devient par là de plus en plus dépendante des autres nations européennes. Depuis 1871, nous avons à enregistrer un accroissement de population de 15 millions d'âmes (en 1899), qui vivent et veulent vivre de mieux en mieux, et dont l'existence est mise en danger dès que surgit quelque nuage à l'horizon politique. Il nous faut l'art politique le plus sage, le courage le plus imperturbable et les préparatifs les plus étendus, pour maintenir notre situation en Europe. Les masses aveugles réclament la paix et du travail, mais elles ne savent pas distinguer la seule voie qui conduise à ce but ; autrement elles ne se feraient pas tort à elles-mêmes par l'appui qu'elles prêtent à la politique socialiste.

Pour nous, Allemands, enclavés entre des peuples ennemis, le suffrage universel devient avec la démocratie socialiste un grand danger national. Puisque présentement il n'y a pas

la plus légère chance qu'il soit abandonné, nous devons au moins en tirer pour nous cette leçon de ne plus laisser, dans les réformes sociales futures, déplacer le centre de gravité du côté des masses ignorantes et dénuées de jugement. Il faut protéger, comme un précieux trésor, les droits qui restent encore aux classes cultivées et au gouvernement et ne les sacrifier en aucun cas aux exigences des socialistes et des champions irréfléchis des principes démocratiques. Le système électoral des trois classes, qui produit de si remarquables résultats, doit absolument être maintenu et opposé à la démocratisation des droits électoraux. Les plus importants pour l'Empire sont les droits du conseil fédéral, et particulièrement ceux des gouvernements à donner des instructions à leurs représentants. Ces droits ne devraient, en aucun cas, être diminués par l'immixtion des Chambres des pays particuliers, car comme ces Chambres procèdent dès maintenant plus ou moins du suffrage universel, un contrôle exercé par elles sur les décisions fédérales de leurs gouvernements supprimerait les dernières barrières et assurerait au suffrage universel la domination absolue en Allemagne. Nous nous éloignerions plus encore ainsi d'une forme rationnelle de l'ordre social et nous ne serions plus de taille contre des ennemis intellectuellement inférieurs, mais qui possèdent une organisation plus sage. Les peuples qui laissent s'affaiblir leur organisation sociale, quelle que soit l'excellence de leurs dons naturels, sont vaincus et subjugués, aussi sûrement que l'individu, malgré quelques dons heureux particuliers, succombe dans la lutte pour la vie, s'il lui manque quelques dons essentiels. Il est dangereux de s'imaginer qu'on peut dominer les lois de la nature, c'est-à-dire, dans le cas présent, les contrarier.

C'est une belle et noble tâche de travailler à la grandeur

économique de la nation, car richesse, c'est puissance. Il est beau et noble aussi d'aider les classes pauvres à s'élever à une existence meilleure ; mais ces aspirations n'épuisent pas la question sociale. La question sociale surgit sous des formes toujours nouvelles et défie toute solution définitive. On croit sur un point avoir trouvé une solution, et l'on se trouve tout à coup en face d'une autre énigme. Celui qui prétend posséder la clé de la question sociale se trompe lui-même et trompe les autres. Chaque époque a son problème spécial à résoudre. La tâche présente paraît consister dans le relèvement économique de la classe ouvrière, sans accroître sa puissance politique parce que autrement la démocratie socialiste anéantirait toutes les forces sociales.

---

Toute véritable aristocratie est sociale dans son origine et dans sa signification. C'est de besoins sociaux que s'est formée dans les temps anciens l'aristocratie de naissance, dont les membres pouvaient, dans un état social simple, se maintenir pendant beaucoup de générations, mais étaient pourtant destinés à la disparition par la mort. Des besoins plus complexes ont suscité l'aristocratie intellectuelle, qui succombe à une usure plus rapide encore, par suite de causes décrites à satiété : une famille distinguée dure exceptionnellement plus de trois ou quatre générations.

Le grand danger pour notre société consiste en ce que notre aristocratie intellectuelle d'aujourd'hui paraît avoir oublié sa propre importance sociale, qu'elle doute de la légitimité de ses privilèges et les tient même pour usurpés. De là la mollesse avec laquelle elle résiste aux exigences de la démocratie socialiste et l'inconséquence avec laquelle elle croit devoir les accueillir.

Avant qu'il puisse en être autrement, il faut que les sphères éclairées se soient fait une idée plus exacte de l'erreur socialiste, ce qui n'est possible que par une réforme de l'enseignement. C'est notre discipline scolaire unilatérale, mal appropriée à notre époque, qui est responsable de ce que tant d'intellectuels, les pasteurs Naumann, Schall, etc., dont

Vorster a mis en lumière avec tant d'humour les concepts nébuleux<sup>1</sup>, et même tant de fonctionnaires considérables ne savent pas pourquoi ils doivent combattre la démocratie socialiste. Ils ont conscience que le système du futur État social est faux; mais ils n'arrivent pas à une conviction claire et se tirent d'affaire par l'expédient des demi-savants : « Il y a pourtant là un grain de vérité; la critique de la situation actuelle n'est pas injustifiée. » D'autres combattent la démocratie socialiste instinctivement, mais sur des motifs inexacts : parce que la démocratie socialiste veut transformer le régime légal et juridique actuel, ce n'est pas en soi une raison de la rejeter. Les institutions existantes, une fois sorties de l'adaptation, doivent disparaître et faire place à des formes nouvelles. Le fait que certaines classes se sentent menacées dans leurs intérêts n'est pas non plus une raison suffisante, car les intérêts de classes doivent céder devant l'intérêt général, quand il lui font obstacle. Même le reproche que la démocratie socialiste tend à une révolution violente n'est pas décisif, car, d'une part, il n'a plus de valeur si la démocratie socialiste désavoue l'intention de recourir à la violence et, d'autre part, dans certaines circonstances, la révolution paraît légitime. Si réellement la situation devenait chez nous intolérable, si la démocratie socialiste avait quelque chose de mieux à mettre à la place, s'il n'y avait aucun espoir d'aboutir légalement à quelque chose de bien, alors je crois que même les gens paisibles pourraient et devraient devenir des révolutionnaires. Plus d'une amélioration considérable n'a été réalisée que par la violence. L'Empire allemand est le résultat d'une révolution par en haut, après que la lamentable période de la confédération avec le dualisme

<sup>1</sup> Dans une brochure intitulée *Sozialismus der gebildeten Stände*.

austro-prussien eût exclus une réforme pacifique et que la révolution par en bas eût avorté.

Le véritable motif pour lequel les classes cultivées doivent s'opposer à l'extension de la démocratie socialiste a été exposé au chapitre précédent. Il peut se résumer ainsi : la domination des masses est incompatible avec les bases naturelles de tout ordre social et conduirait à la ruine générale. L'expérience a jusqu'à présent démontré l'impossibilité de faire dériver des seules notions économiques et juridiques une conception claire et satisfaisante de la vie sociale sans faire intervenir les lois de la biologie et de l'anthropologie ; le présent n'est intelligible que par l'étude du passé ; l'humanité n'est intelligible que par l'étude de son devenir. Dans l'ordre social, ce qui a une valeur, ce n'est pas seulement l'activité productrice de la richesse, mais l'homme tout entier ; en d'autres termes, la sociologie doit de toute nécessité se transformer en *anthroposociologie*, si elle veut arriver à la notion exacte des choses dans leur interdépendance et leur solidarité. Au siècle prochain, on regardera comme un phénomène l'homme qui a appris par cœur son Homère, qui sait parler savamment de l'évolution juridique et économique, mais qui ne sait pas un mot des lois naturelles les plus fondamentales. En tout cas, on ne confiera plus à un tel pédant une situation dirigeante.

La réforme de l'enseignement secondaire serait avantageuse à deux points de vue importants : d'abord elle établirait des conditions de sélection mieux adaptées aux besoins et, par conséquent, nous rapprocherait de cet idéal : *l'homme qu'il faut à la place qu'il faut*. En second lieu, elle aiderait à répandre dans les rangs de l'aristocratie intellectuelle la notion exacte et approfondie de l'absurdité des théories sociales proposées par le socialisme démocratique.

Je tiens ce dernier point pour extrêmement important, car, si la puissance des idées fausses est grande, celle des idées justes est plus grande encore. Les intellectuels doivent retrouver la tranquillité de conscience que leur a enlevée une science sentimentale. Ils n'ont pas le droit de s'abandonner à cette imagination énervante qu'avec leur talent, leur culture, leurs appointements et leur fortune, ils ont commis un vol au préjudice de leurs semblables moins bien pourvus ; leur devoir est de croire fermement à la légitimité de leurs privilèges, à l'aide desquels ils défendent la société contre la démocratie socialiste. Ils doivent être bien convaincus qu'ils représentent le peuple allemand, même quand ils ont contre eux les apparences, et ils doivent garder cette attitude même quand la multitude excitée se tourne contre eux. En ce sens, ils sont invincibles. On ne peut fonder aucune espérance sur une conversion en masse de la classe ouvrière, car l'idéal et l'utopie ont sur les esprits une trop grande puissance ; chez nous autres Allemands, en particulier, il est difficile de les combattre par des arguments intellectuels, surtout quand ils se compliquent d'intérêts de personnes et de classes.

Si nous cherchons les organes sociaux par lesquels les classes cultivées peuvent exprimer leur volonté, la réponse n'est pas précisément consolante. Elles sont, en effet, réduites à l'arme immatérielle des idées, car il y a sur ce point, dans nos institutions sociales, un incroyable défaut d'adaptation. Seule, la partie du capital national d'intelligence, de culture et de caractère, incarnée dans la hiérarchie des fonctionnaires, peut, dans une certaine mesure, faire triompher ses idées, attendu que le conseil fédéral et les gouvernements fédéraux, comme aussi les bureaux impériaux et régionaux (*Reichs- und Landesbehörden*), sont composés de fonctionnaires. Ceux-

ci exercent une influence sur l'exécutif, dont toutefois les attributions sont très étroitement limitées, et sur l'élaboration des projets de lois, dont il ne subsiste, d'ailleurs, pas une lettre, quand les consentements nécessaires sont refusés.

Les rapports historiques de pouvoir et de propriété (*Macht- und Besitzverhältnisse*) trouvent leur expression dans les droits de l'Empereur et du Conseil fédéral (*Bundesrath*), en tant que ce dernier agit aussi comme représentant des princes fédéraux (*Bundesfürsten*), et aussi dans les princes et les premières Chambres des Etats particuliers. La volonté des masses médiocrement douées abaisse jusqu'à la débilité intellectuelle le Reichstag et les Chambres des Députés. Là, en ce qui concerne la législation et la répartition des impôts, l'aristocratie intellectuelle ne peut malheureusement pas faire valoir suffisamment ses vues et ses instincts sociaux.

Dans les Chambres-Hautes des Etats fédéraux, il n'y a pas ou il n'y a que des membres isolés pour soutenir officiellement les intérêts intellectuels, et encore seulement ceux d'un ordre déterminé (Eglises, Universités); les classes cultivées n'ont comme telles ni sièges ni voix et ne comptent que dans la mesure où leurs convictions peuvent exercer sur l'opinion publique une action irrésistible. Il n'y a dans notre société aucun organe pour représenter le talent, la culture et l'expérience qu'on rencontre en dehors du corps des fonctionnaires. Nulle part, ces talents, cette culture, cette expérience ne peuvent exercer une action régulière. A part quelques comités de spécialistes à voix consultative, ils n'ont aucune représentation.

Dans les élections plus ou moins générales des Chambres populaires (*Volkskammern*), les classes plus intelligentes, étant en minorité, ainsi que l'exprime graphiquement la pointe effilée de la pyramide sociale (p. 118), sont complète-

ment submergées. Elles sont réduites à flatter les masses, à leur faire des promesses, à les amorcer par des mots à effets et des hâbleries, à mener la chasse aux voix électorales par tous les moyens, ainsi que cela s'est fait notamment aux élections dès 1893. Le plus stupide galimatias, sous la forme la plus grossière, obtient les applaudissements les plus enthousiastes. Celui qui s'y montre maître est celui qui comprend le mieux sa tâche. La masse est seule souveraine; la monarchie et les classes ne sont là que comme des ruines du passé, destinées à une disparition progressive, parce que personne ne comprend plus leur valeur. Les classes réduites au silence sont celles qui devraient être appelées, par nature et par droit, à la direction de la société, celles qui sont par excellence les appuis de la constitution et d'une politique sociale et nationale.

Il ne faut pas faire de concessions politiques plus étendues qui déplaceraient davantage encore le centre de gravité du côté des masses incapables de discernement. La faiblesse accroît les convoitises, mais ne les apaise pas. Il ne faut de même attendre aucun succès de mesures préventives et oppressives contre la démocratie, car la violence appelle la violence. Les deux systèmes sont également dangereux. Une politique qui a conscience de ses devoirs envers les générations futures doit, sans s'inquiéter des cris du jour, poursuivre l'accomplissement des réformes sur la base de l'ordre social existant, mais opposer un *non* énergique à toute extension des droits politiques, et résister de toutes ses forces à une tentative violente de révolution. Si l'on fait preuve de décision et de sang-froid, il est possible que le danger s'évanouisse : c'est la seule politique virile et humaine.

Pour remplir sa haute mission, l'aristocratie intellectuelle doit tenir à distance tout ce qui favorise la dégénérescence

physique ou psychique dont elle est menacée. D'abord, à cause de l'influence qu'elles exercent sur la masse, les classes cultivées doivent pratiquer avec zèle toutes les vertus bourgeoises familiales, municipales, politiques. Elles laisseront le luxe exagéré aux gentilshommes qui ont le portemonnaie plein et la tête vide; en aucun cas, elles ne chercheront à les imiter. Elles ne souffriront pas dans leurs rangs de sujets suspects ou dégradés. La véritable aristocratie sociale aura toujours conscience que ce n'est pas dans son propre intérêt, mais dans l'intérêt de la collectivité qu'elle occupe une situation privilégiée, pour mieux remplir sa tâche d'initiatrice et de directrice. Elle est la débitrice de la société et doit agir de toute son énergie en vue du bien de la société. Par elle-même, elle ne signifie rien. L'intellectuel qui s'isole dans la croyance qu'il a droit à une vie égoïste de contemplatif ou de jouisseur comprend mal l'ordre social et n'est en rien supérieur au plus misérable vagabond; il est même plus nuisible, car il dépense davantage et produit aussi peu.

Ai-je besoin encore de spécifier que notre aristocratie intellectuelle doit être nationaliste allemande? Elle ne doit pas s'abandonner aux rêveries cosmopolites, en réalité antipatriotiques. Même des tentatives bien intentionnées, comme les ligues internationales de la paix, ne sont pas sans danger, parce qu'elles endorment et diminuent notre énergie. Notre aristocratie intellectuelle doit chercher à reproduire les beaux côtés du caractère germanique, de même qu'au point de vue physique c'est encore elle qui conserve avec le plus de pureté les caractères du type ancestral. C'est dans le germanisme que prennent racine ses dons psychiques les plus remarquables : son idéal de sincérité et de vaillance, d'amour, de fidélité; son respect du mariage,

de la famille; ses nobles aspirations, et son complet dévouement à la grandeur et à la gloire de la patrie. Une aristocratie qui singe les modes, les mœurs et les usages de l'étranger, qui accepte les principes de l'étranger est une aristocratie morte. Pour une aristocratie sociale allemande, il n'y a qu'un principe supérieur à tous les autres, et c'est : « L'Allemagne, l'Allemagne par-dessus tout ! » Ce n'est pas seulement sur les champs de bataille qu'elle doit, en cas de besoin, lutter pour la patrie; c'est aussi à l'intérieur qu'elle doit agir pour l'extension du sentiment national et s'opposer énergiquement à toute manœuvre antipatriotique.

La notion que les sociétés et les nations se développent selon des lois éternelles et immuables ne saurait paralyser les énergies individuelles. Il serait faux de dire : « Croisons-nous les bras et laissons aller. » Non. Les forces psychiques emmagasinées dans le cerveau humain font aussi partie des forces naturelles qui agissent dans un certain sens sur le cours des événements, et, si nos classes supérieures ne les utilisent pas, il en résulte une rupture d'équilibre par rapport à d'autres forces, ce qui peut devenir dangereux. Un des instincts les plus puissants, l'instinct de conservation, nous commande de lutter aussi longtemps que possible pour défendre nos biens, et, si nous songeons à nos enfants et à nos petits enfants, si nous songeons aux générations futures de notre peuple, les instincts familiaux et sociaux viennent renforcer l'instinct de la conservation et enflammer notre ardeur au travail.

Par conséquent, vive la lutte alerte et joyeuse, mais arrière le découragement, arrière le pessimisme ! Aucun état d'âme n'est plus improductif ni plus nuisible que le pessimisme. L'optimisme, même dénué de fondements, suscite les énergies et les surexcite au plus haut point ;

grâce à lui, les espérances se réalisent au moins en partie, sinon tout à fait, tandis que, pour les pessimistes, tout finit beaucoup plus mal encore qu'ils ne l'ont craint. Le pessimisme use ; l'optimisme soutient et reconforte.

---

## LIV

### RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Dans la première partie de cet ouvrage, nous avons cherché à déterminer théoriquement les lois et la forme la meilleure de la vie sociale humaine; dans la seconde, nous venons de voir comment l'ordre social existant doit rester soumis à des modifications continuelles pour ne pas sortir de l'adaptation aux conditions extérieures sans cesse modifiées. Plus une institution a subi de revisions, mieux elle répond en général aux exigences. Il n'y a que très peu d'institutions sociales tout à fait ou à peu près immuables, et ce sont des institutions de la plus haute antiquité qui ont survécu à toutes les vicissitudes des temps et qui sont les bases indispensables de la vie sociale de l'humanité.

La loi de la sélection naturelle nous est apparue partout dans l'armée, dans le fonctionnarisme, dans le commerce, dans le monde ouvrier. D'après cette théorie, la sélection distingue et sépare les unes des autres les différentes classes, et elle s'exerce même à l'intérieur des classes pour y produire des subdivisions, notamment dans la classe ouvrière, dont le relèvement économique et social n'est possible que par une sélection des meilleurs. Ce qui est décisif, ce n'est pas la réduction des heures de travail ou l'augmentation des salaires, mais la plus grande somme d'aptitudes qu'on

exige des ouvriers. Par là, les plus mal doués sont réduits à disparaître, et ainsi se forme une classe ouvrière à horizons psychiques et économiques plus étendus, et cette classe ouvrière, en vertu de l'hérédité et du mariage entre égaux, est déjà mieux partagée au point de vue des qualités naturelles. L'introduction d'améliorations sociales, sans un relèvement simultané d'exigences quant aux capacités, n'exerce qu'une action sélective beaucoup moindre et provoque dans le monde ouvrier des phénomènes fâcheux. Ceci, toutefois, ne s'applique pas aux relèvements de salaires qui servent exclusivement à compenser la baisse de l'argent.

Par ces applications pratiques, nous voyons la confirmation d'un principe traité à fond dans la première partie, à savoir que les classes cultivées doivent participer à un bien-être supérieur à celui de la masse. Le même principe est également vrai pour la classe ouvrière dans ses subdivisions. Un homme, dont les fonctions exigent une somme considérable d'intelligence et d'attention, ne peut pas rester auprès de sa machine aussi longtemps que celui qui n'a à exécuter qu'une besogne subalterne ne comportant aucune tension intellectuelle. C'est là, il me semble, un argument très fort contre la manie socialiste qui veut rendre égales pour tous les conditions extérieures de l'existence. Si, parmi les ouvriers, il existe à ce point de vue des différences nécessaires, il est facile de comprendre que les travailleurs intellectuels aient également des besoins particuliers.

On a pu remarquer que plus la classe ouvrière s'élève au point de vue social, plus grossit le nombre de ceux dont les aptitudes intellectuelles, économiques ou morales ne suffisent plus. Les ouvriers plus haut placés forment un corps d'élite à tendances exclusives vis-à-vis des catégories

inférieures. Au degré le plus bas des travailleurs réguliers, cela signifie que les exclus sont refoulés dans la classe des sans-travail et réduits à chercher leur subsistance dans la mendicité ou le vagabondage. On sait, depuis longtemps, que les progrès techniques amènent souvent une surproduction de marchandises avec augmentation simultanée du nombre des sans-travail. Ces derniers ne sont pas une *armée de réserve de l'industrie* qu'en cas de besoin on rappelle en totalité ou en partie : ils constituent plutôt en majorité un déchet inutilisable et sont voués à la mort. Quiconque a jeté seulement un regard sur la situation du prolétariat proprement dit ne contestera pas cette assertion. A l'exception d'un certain nombre d'ouvriers privés passagèrement de situation, la prétendue *armée de réserve* se compose de gens insuffisamment doués et de vagabonds pour lesquels le désordre est devenu une seconde nature et un besoin.

A un degré plus bas encore, nous rencontrons les sujets, inutilisables et nuisibles par suite d'infirmités physiques ou psychiques, incapables de se procurer honnêtement le minimum nécessaire à l'existence et qui tombent à la charge de l'assistance publique ou des maisons de correction.

Dans un troupeau, il y a toujours des individus manqués. Les éleveurs s'en débarrassent en les faisant conduire à l'abattoir. Quand il s'agit de l'homme, une sélection systématique de cette sorte n'est pas possible. Nous pratiquons l'humanité en lançant les malheureux à travers le monde et en les laissant disparaître peu à peu, traqués de localités en localités, où bien nous les transportons dans des établissements d'assistance ou en prison. Il y a un intérêt social important à les empêcher de se reproduire, et ni la législation, ni l'administration, ni la charité privée ne devraient agir dans un sens contraire à cet intérêt social.

La plupart des prolétaires qui, dans les réunions socialistes, acclament l'*Etat futur*, ne savent pas ce qu'ils font : ils réclament leur condamnation à mort. Tout relèvement de situation pour une classe en réduit une partie à disparaître, et plus l'amélioration est considérable, plus le nombre des victimes est énorme. Dans le futur Etat socialiste qui devrait exiger de ses membres des qualités surhumaines, une haute culture intellectuelle et les sentiments altruistes les plus développés, il n'y aurait pas de place pour eux : ils devraient disparaître.

Les ouvriers anglais l'emportent sur les ouvriers allemands des industries correspondantes, au point de vue de l'aptitude au rendement, comme au point de vue des salaires, et cela découle de ce qu'en Angleterre l'industrie a derrière elle une plus longue évolution et que la classe ouvrière a été soumise beaucoup plus longtemps à la sélection naturelle. Nous ne pouvons la suivre que lentement par voie de réformes graduelles. En France, nous avons également trouvé dans la classe ouvrière une situation assez favorable, quoique pour un autre motif. La fécondité en France est, en général, moindre qu'en Allemagne, et les familles d'ouvriers y sont beaucoup moins chargées d'enfants. Les mariages précoces des ouvriers allemands et le nombre de leurs enfants sont un puissant obstacle à une amélioration efficace de leur situation sociale. Toute conquête matérielle à laquelle participe la classe ouvrière peut se trouver annihilée par le seul fait que les gens continuent à se marier trop tôt et à avoir trop d'enfants. Cependant les motifs qui entrent en jeu dans ces mariages ne peuvent pas être blâmés en bloc, et parmi il y en a de respectables. En somme, la plus grande fécondité autorise un jugement favorable sur la santé physique et morale du peuple. On ne peut espérer

une diminution de la trop forte natalité actuelle que par un seule voie, d'ailleurs lente : c'est que les ouvriers qui s'élèvent adoptent de plus en plus les habitudes de la classe moyenne, c'est-à-dire ne se marient plus aussi inconsidérément et limitent le nombre de leurs enfants dans la mesure qui paraît commandée par le souci de l'avenir.

Nous avons témoigné notre sincère admiration pour les réformes sociales introduites sous le règne de Guillaume I<sup>er</sup>, grâce à l'impulsion énergique du chancelier de l'Empire, prince de Bismarck. Les grandes lois d'assurances tendent à augmenter le bien-être des ouvriers, à renforcer le sentiment de la sécurité du lendemain et à rattacher l'intérêt personnel de l'ouvrier à celui de la patrie, sans favoriser les mariages trop précoces et la natalité excessive. Les futures réformes auront pour but en partie l'achèvement des lois d'assurances, en partie l'extension de la protection des ouvriers; mais elles devront aussi protéger les travailleurs, non seulement contre l'exploitation des entrepreneurs, mais encore contre les violences de leurs propres compagnons.

L'imagination que les réformes ouvrières n'introduiraient dans le monde que bonheur et bénédiction est absolument inexacte et, comme toutes les superstitions, découle d'une connaissance insuffisante de la nature et de ses lois. Toutes les améliorations sociales ont nécessairement pour conséquence que la lutte pour l'existence devient de plus en plus lourde pour les individus faiblement doués. La misère ne disparaîtra pas du monde; tandis que les uns s'élèveront, les autres tomberont d'autant plus bas. Ainsi le veut la loi de la sélection naturelle, et la question n'est pas tranchée de savoir si les survivants, mieux doués, avec leurs tâches monotones près de leurs machines, se sentiront plus heureux que les ouvriers d'aujourd'hui.

Beaucoup de braves gens ne comprennent pas comment la misère peut régner dans les couches inférieures du prolétariat, tandis que nous sommes débordés de blé à un bon marché dérisoire. Or cela n'est pas absolument incompréhensible; nous pouvons, en effet, avec des greniers remplis, éprouver une famine factice, si nous imposons aux ouvriers d'usine des exigences telles qu'une forte proportion d'entre eux ne soient plus de taille et se trouvent mis hors de service. Le même effet se produira d'ailleurs aussi si nous sacrifions les hommes d'entreprise et d'initiative, si par les paperasseries administratives et les impôts exagérés nous rendons la vie tellement dure aux grands industriels qu'une partie d'entre eux renoncent à la lutte; par là même, une multitude d'hommes se trouvent sans chefs et sans travail. Dans ce cas, ce ne sont pas les ouvriers de la dernière catégorie, mais les meilleurs même qui seront atteints.

Poursuivre sans cesse un progrès de plus en plus rapide et attribuer les victimes laissées en route à la lenteur du progrès est une aberration. C'est une aberration du même genre d'encourager de toutes les façons les individus à la concurrence et de demander ensuite que les mieux doués qui émergent traînent avec eux le poids mort des individus mal doués et leur assurent l'existence la plus agréable.

Malgré la grande fécondité de la classe ouvrière, nous n'avons pas jusqu'à présent trouvé la confirmation de cette assertion que l'humanité se partage de plus en plus en deux camps, les riches et les pauvres, et que le pont qui réunit les deux camps devient de plus en plus étroit. Au contraire, d'après l'état des fortunes dans une région industrielle de l'Allemagne, le royaume de Saxe, nous avons fourni la preuve que dans un intervalle de dix-neuf ans, de 1879 à

1898, il y a une étonnante amélioration de toutes les catégories de revenus. Les pauvres sont devenus non pas plus pauvres, mais moins pauvres, et le nombre des gens sans revenu ou avec très peu de revenu a subi une diminution relative. Le nombre des contribuables ayant un revenu de plus de 500 marks s'est accru dans une proportion plus forte que celui des habitants, et c'est ce qui est arrivé surtout pour la classe des ouvriers et pour celle des petits bourgeois, ayant de 800 à 1.600 et 3.300 marks de revenu. Les classes supérieures n'ont pas augmenté autant, tout en dépassant considérablement la moyenne, et l'ensemble des classes ayant plus de 9.600 marks a augmenté dans la même proportion que celle de 800 à 1.600 marks : nous pouvons dire que non seulement la situation est meilleure pour l'ensemble des habitants, mais encore qu'un nombre considérable des contribuables de la dernière catégorie sont arrivés au bien-être, que la classe moyenne est devenue plus dense, les gens riches plus nombreux, tandis que la fortune moyenne des riches s'est élevée modérément, et que, par conséquent, il ne peut être nullement question ici d'une « accumulation capitaliste ». Nous n'avons pu nous empêcher de féliciter les industriels de Saxe d'avoir si brillamment soutenu leur réputation d'organiseurs du travail et, au moment d'une multiplication presque déraisonnable des classes inférieures, d'avoir su assurer à tous les ouvriers non seulement du travail, mais encore une amélioration de revenus.

Nous avons reconnu qu'une certaine concentration de capitaux est une condition indispensable en particulier à l'esprit d'entreprise industrielle. A d'autres points de vue, nous avons appris avec H. Losch à considérer l'extension des grandes entreprises comme une nécessité, pour soutenir

victorieusement la concurrence avec les pays plus avancés au point de vue technique; mais il ne faut pas confondre la concentration de l'industrie avec la concentration des capitaux entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, car la concentration industrielle peut s'opérer grâce aux sociétés par actions, qui assurent à un nombre toujours croissant de personnes une participation à la propriété et aux bénéfices des grandes entreprises.

Chacune de ces deux formes, entreprise particulière ou société par action, a ses avantages, d'un côté l'unité de volonté, de l'autre la facilité plus grande de constituer le capital. La concurrence entre les deux formes n'aboutit jamais à une supériorité définitive de l'une sur l'autre, attendu que la valeur personnelle des chefs donne l'avantage tantôt à l'une, tantôt à l'autre. Nous voyons continuellement des entreprises particulières se transformer en sociétés par actions pour diminuer les risques, et aussi des sociétés par actions, languissantes, céder la place à des entreprises particulières énergiquement dirigées; ainsi l'exige la lutte pour l'existence. Le danger que les fortunes gigantesques puissent devenir, par leur accroissement, nuisibles à la société n'est pas sérieux, par suite même des lois de la nature auxquelles les possédants sont soumis comme les autres hommes, et qui ne leur laissent le choix qu'entre deux solutions : le partage par héritages, ou la disparition totale. Si « l'Etat futur » doit attendre que l'industrie ait été absorbée par un petit nombre d'entreprises à monopole, faciles à exproprier, il faut souhaiter à ses partisans beaucoup de patience, car, pour le moment, le nombre des grandes entreprises va en augmentant d'année en année, et non en diminuant.

Et bien que de 1882 à 1895 le chiffre des entreprises

n'ait pas augmenté dans la même proportion que la population, et que le nombre des entreprises exploitées par une seule personne ait même diminué, et que cet accroissement progressif de la grande industrie aux dépens des petites entreprises dure encore, il faut se tenir en garde contre des conclusions trop rapides. Cela même ne démontrerait pas encore que le pont devienne plus étroit entre les riches et les pauvres. Pour les positions indépendantes qui disparaissent dans l'industrie, il y a plus que compensation par la création sans cesse croissante de nouveaux postes, non seulement au service de l'Etat, mais au service des particuliers dans l'industrie. L'accroissement de notre industrie et, spécialement, l'extension des entreprises particulières exige un nombre extraordinaire de fondés de pouvoirs (*Prokuristen*), de contremaîtres, de teneurs de livres, de correspondants, de caissiers, d'ingénieurs, de constructeurs, d'électriciens, de chimistes, de dessinateurs, etc., et ces catégories doivent se multiplier encore considérablement dans l'avenir. D'après leur situation sociale, elles appartiennent à la classe moyenne; autrement les classes de revenu supérieures et moyennes n'accuseraient pas une augmentation, comme nous l'avons constaté effectivement. L'ordre social existant trouve, par conséquent, dans ces classes professionnelles, un puissant appui qui compense et au delà la disparition d'un nombre correspondant d'industries indépendantes mais précaires.

Pour le présent, nous nous sommes convaincus, d'après la statistique, que la conquête de l'indépendance par les individus bien doués des classes inférieures n'est entravée par aucun obstacle et que le commerce n'est nullement à l'agonie. Dans la classe de 800 à 1.600 marks de revenu, il y avait, en 1890, un engorgement qui n'était pas considérable,

et qui en 1898 était en voie de diminution (voir p. 338). Cela a attiré notre attention sur la suroffre du travail.

L'élévation des salaires pour les ouvriers en Allemagne aurait été vraisemblablement plus forte encore si une invasion considérable d'ouvriers ruraux et étrangers n'était venue peser sur les salaires et les conditions du travail. Plus le relèvement social des ouvriers de l'industrie progresse, plus on prend soin d'améliorer leurs habitations, leur alimentation et leur éducation ; plus, d'autre part, les profits et le bien-être disparaissent chez les paysans, plus aussi le flot d'immigration doit déborder de la campagne sur les villes. Tous les efforts faits en faveur des ouvriers sont annihilés par cette invasion, et le succès ne correspond pas aux espérances.

Pour pousser plus loin les améliorations sociales et les rendre durables, il faut tout d'abord s'occuper des paysans et remédier à l'appauvrissement croissant de la population rurale. Inutile de mentionner que ce résultat ne peut être obtenu en supprimant la liberté de déplacement. Il y a lieu de créer une classe rurale moyenne là où elle manque, selon la voie tracée par la loi prussienne sur l'institution des propriétés payables par annuités (*Rentengüter*) ; mais là où une classe rurale existe, les gouvernements ne doivent pas avoir de plus vive préoccupation que de la conserver. Ils ne doivent pas contempler, les bras croisés, la baisse qui amène le prix de vente des produits au-dessous du prix de revient et fait des paysans désespérés la proie d'usuriers sans conscience et de commis voyageurs en socialisme. Le principe : « Tire-toi d'affaire toi-même », qui s'adapte bien au monde industriel, ne suffit plus avec les paysans, car « un principe unique ne s'adapte pas à tous les cas ». Il faut, par la législation, agir contre l'usure aussi

bien que contre le morcellement et l'endettement croissant de la propriété foncière et en faciliter le dégrèvement graduel au moyen d'annuités ; des mesures patriarcales seront les plus propres à introduire des améliorations dans la technique et l'exploitation de l'économie rurale.

Si le paysan retrouve la prospérité, si des facilités lui sont ménagées pour que ses enfants gagnent leur vie au travail de la terre, la malsaine poussée vers les villes, qui menace de dépeupler la campagne de ses meilleurs éléments, cessera d'elle-même, car l'attachement à la terre et au sol des ancêtres est une qualité héréditaire chez les paysans, et il a fallu beaucoup de misère pour pousser leurs fils vers les usines. L'effet disparaîtra avec les causes qui le produisent.

Si un jour le courant de population n'amène plus, dans les villes, que la fraction de l'excédent de natalité rurale nécessaire au renouvellement des populations urbaines, il y aura encore à veiller à ce que les réformes sociales ne soient pas réduites à néant d'une autre manière. L'Allemagne n'est pas située sur une île inabordable, de telle sorte qu'elle puisse accroître à volonté le bien-être de ses ouvriers sans s'inquiéter des nations limitrophes. Quand, dans un pays d'Europe, le salaire des ouvriers s'élève au-dessus du niveau moyen, cela exerce sur les peuples voisins plus pauvres une attraction qui a pour effet d'abaisser les salaires et le bien-être nationaux, si on laisse les étrangers immigrer en masse. Pour empêcher cela, il n'y a pas d'autre moyen que de fermer nos frontières à l'immigration des ouvriers russes et autres socialement inférieurs à nous. En France, on a depuis longtemps reconnu la nécessité d'une telle mesure, inconciliable pourtant avec les théories internationalistes à la mode, et, dans ce but, il n'y a pas eu besoin de l'intervention officielle ; le peuple lui-même a pris ses décisions et a

été assez fort pour chasser les étrangers des ateliers et des chantiers. L'ouvrier allemand, qui pour le moment s'enivre encore aux rêveries internationalistes du socialisme, ne saurait, à la longue, se passer de la sécurité que peuvent lui procurer un sentiment national développé et une politique nationale défendant sans restriction les intérêts de la patrie, avec l'appui d'une armée et d'une flotte prêtes au combat.

Dans un temps peu éloigné, la concurrence industrielle de la Russie nous rendra la situation difficile, et nous serons de plus en plus forcés à une transformation de notre économie nationale. Ce sera le moment où nos ouvriers se convertiront au système protecteur qu'ils rejettent encore maintenant avec horreur. Plus tard encore, avec le développement graduel de l'industrie, nous aurons à compter avec les races mongoles et malaises, qui, avec leur sobriété et leur faible dépense de nourriture, sont très dangereuses pour les salaires élevés de nos ouvriers, comme pour le maintien du chiffre de notre population. Il est possible que la lutte pour l'hégémonie de la planète entre la race blanche et la race jaune se décide par les armes, ce qui prouvera une fois de plus la nécessité du militarisme et non seulement d'une forte armée, mais encore d'une flotte puissante. Toutefois je ne veux pas m'arrêter davantage à ces tableaux d'avenir dont les contours paraissent encore très indécis. Il y a des questions d'un intérêt plus immédiat.

La fraction de notre excédent de natalité rurale et urbaine, qui prend le chemin des pays d'outre-mer, appelle la sollicitude attentive du gouvernement allemand, qui doit viser à rendre notre politique coloniale de plus en plus fructueuse pour la mère-patrie et diriger autant que possible les émigrants vers les territoires de protectorat allemand, de façon

que la somme de capitaux, de travail et d'intelligence qu'ils représentent ne soit pas perdue pour nous, ou du moins ne nous nuise pas par la concurrence.

Nous arrivons ainsi à cette conclusion que toutes les réformes sociales doivent avoir pour point de départ la question agraire; que la situation des ouvriers de l'industrie ne sera améliorée que parallèlement au relèvement de la situation de la population rurale; qu'il faut agir avec décision contre la multiplication du prolétariat proprement dit, et enfin que c'est seulement une politique intérieure et extérieure vigoureuse, maintenant bien haut le drapeau allemand, qui peut assurer et continuer le développement pacifique des réformes sociales commencées.

On pourrait croire que de telles aspirations devraient trouver les partisans les plus enthousiastes dans les milieux ouvriers; malheureusement ce n'est pas le cas. Les ouvriers se sont laissés persuader qu'ils ne sont pas intéressés au développement de la défense nationale, sous prétexte que l'ennemi vainqueur ne trouverait rien à piller chez eux. Ce raisonnement est aussi faible au point de vue intellectuel que vil au point de vue moral. Les ouvriers, sans s'en douter, ont à l'heureuse issue d'une guerre un intérêt de classe considérable, au point de vue des chances de travail, ce qui équivaut pour eux à une question de vie ou de mort. Mais, quelques progrès qu'ils fassent dans la voie indiquée, par l'amélioration progressive de leurs situations et par la sélection naturelle; quand même ils pourraient un jour se mesurer avec les premiers ouvriers du monde au point de vue de l'intelligence et de l'habileté, il ne s'en suivra toutefois jamais qu'ils soient aptes à résoudre par eux-mêmes les difficiles questions de la politique, car leur médiocrité innée est à cela un insurmontable obstacle. Les

masses seront toujours de plus en plus dominées par des jugements superficiels.

Le socialisme démocratique est une rêverie de réformateurs à idées confuses, et en même temps le produit des convoitises des classes inférieures qui veulent plus de bien-être et de liberté. L'Etat futur, paradis imaginaire des ouvriers sur la terre, avec sa manie d'égalité, son inévitable dissolution de la famille, sa négation de la patrie, porte les stigmates de l'intelligence inférieure et de la dégénérescence psychique, qui sont fatalement le lot de la population des usines. Plus l'Allemagne deviendra un pays industriel, plus aussi vraisemblablement s'étendra le socialisme, et comme la population industrielle doit un jour atteindre la majorité absolue, le danger de ce faux idéal n'est pas à mépriser. Il n'est pas niable pour la politique intérieure, où un parti destructeur et antisocial, travaillant à la révolution, constitue un obstacle à l'évolution organique; mais il est beaucoup plus grave encore pour la politique extérieure, parce que l'affaiblissement de notre unité et de nos forces militaires aide à la supériorité de peuples étrangers.

Une politique véritablement nationale et sociale ne peut pas s'appuyer sur les masses, mais seulement sur les classes cultivées. Toutefois celles-ci souffrent de deux maladies graves qui leur rendent plus lourde leur mission naturelle. La première de ces maladies a son origine dans l'insuffisance de l'enseignement secondaire, c'est-à-dire dans les lacunes qui en résultent pour l'intelligence de l'ordre social; le remède est dans une réforme de l'enseignement. La seconde de ces maladies consiste dans la diminution des droits politiques des classes cultivées, qui, pour le moment, ne peuvent pas manifester leurs vues et leur volonté réfléchies. Ces classes en sont réduites exclusivement à flatter

le monstre nommé « opinion publique » par les moyens que leur procure leur supériorité intellectuelle, mais qui menacent toujours de leur manquer, si la majorité est finalement aveuglée par les intérêts de classes ou les passions politiques.

Cependant les classes cultivées doivent viser avant tout à exercer l'influence la plus grande possible sur la direction de la société, car telle est leur mission proprement dite, dans l'ordre social naturel. Les personnalités supérieurement douées, à vues étendues, doivent rester conscientes de ce qu'elles constituent une élite formée par le jeu de la sélection naturelle, et que l'exercice de leurs droits signifie en même temps l'accomplissement de leurs devoirs.

Des savants comme F.-A. Lange, H. Herkner, et d'autres peuvent, avec les meilleures intentions, exhorter les classes cultivées et possédantes à ne pas traiter les autres hommes comme des enfants, à ne pas les maintenir en tutelle, attendu que ces hommes sont des « hommes libres » et « des égaux ». Ils ne parleraient pas ainsi, s'ils avaient des notions exactes sur l'ordre social, qui consiste précisément en ce que la masse des individus doués faiblement ou moyennement doit être conduite par les cerveaux supérieurs. Cela fut, cela est, et cela restera ainsi tant qu'il y aura une société. C'est seulement quand les classes cultivées abandonnent par découragement leur position que la direction passe aux classes à demi cultivées, qui, dans leur aveuglement, bouleversent la société. L'ordre social repose sur l'inégalité, et l'inégalité n'est pas chose qui puisse être supprimée : elle est inséparable du genre humain comme la naissance et la mort ; elle est immuable comme les vérités mathématiques et éternelle comme les lois qui règlent la marche de notre système planétaire.

Au point où en sont les choses, c'est aux classes inférieures qu'il serait nécessaire d'enseigner la modestie et le respect devant l'aptitude intellectuelle et la valeur virile, et d'inculquer la notion que ces rares qualités représentent un trésor national.

Si les détenteurs et les défenseurs de ce trésor s'affermissent dans la conviction qu'ils occupent leur place en vertu des lois éternelles de la nature, ou en vertu de la Providence divine, ce qui revient au même, et qu'ils ne doivent ni chanceler ni céder, ce sera déjà beaucoup de gagné, et nous pourrons de nouveau, au moins par la pensée, nous sentir plus près de la forme idéale de la société.

Les classes cultivées trouveront leur meilleur appui parmi les paysans, classe fondamentale de l'humanité, fontaine de Jouvence qui fournit sans cesse de nouveaux contingents pour remplacer les vides dans les autres classes. C'est donc un des devoirs les plus importants, pour les classes cultivées et pour celle des fonctionnaires en particulier, d'apporter à la classe rurale l'appui bienveillant de leurs lumières et de leur influence.

Défendons-nous contre le rêve décevant de pouvoir par la persuasion enthousiasmer les ouvriers en faveur d'une politique nationale. Tels que sont faits les hommes, il n'y a pas à songer à un tel renversement d'opinion; mais, si nous sommes forcés d'abandonner la seconde moitié de la formule : *Tout pour le peuple et par le peuple*, nous n'en continuerons pas avec moins de conviction et de sentiment du devoir à agir selon le principe : « Tout pour le peuple. » Tout pour la patrie, car la force et la grandeur de la patrie sont le bonheur du peuple.

---

## INDEX ALPHABÉTIQUE ET BIBLIOGRAPHIQUE

---

- Accroissement de la population** : 59, 193, 205, 246, 254, 279, 333, 337, 394-397-417, 423, 496. Voir aussi *Natalité*.
- Accumulation capitaliste** : 320, 323-350, 497, 498. V. aussi *K. Marx et Capital*.
- Adaptation** : 39, 60, 244, 260, 353, 491.
- Alimentation, effets de l'** — : 129, 156-169, 250, 279, 378, 398-403, 405, 414, 445, 496.
- Ammon (O.)**, *Anthropologische Untersuchungen der Wehrpflichtigen in Baden*, Hambourg, 1890 : VI, XVI-XXI ; *Der Darwinismus gegen die Sozialdemokratie*, Hambourg, 1891 : 37, 174 ; *Die Mittelschule als Werkzeug der natürlichen Auslese*, Brunswick, 1893 : 78 ; *Die natürliche Auslese beim Menschen*, Jena, Fischer, 1893 : 27, 31, 93, 155, 163, 192, 197 ; *Wiederholte Wägungen und Messungen von Soldaten (Militärarzt. Zeitschr., Berlin, 1893)* : 315 ; *Die Bedeutung des Bauernstandes für den Staat und die Gesellschaft*, Berlin, 1894 : 209, 443 ; *Die Körpergrösse der Wehrpflichtigen im Grossh. Baden (Beiträge zur Statistik des Grossh. Baden)*, Karlsruhe, 1894 : 163 ; *Der Abänderungsspielraum (Naturw. Wochenschr., 12-14, Berlin, 1896)* : 120 ; *Zur Anthropologie der Badener*, Jena, Fischer, 1899 : XX.
- Altruisme, qualités altruistes** : 102, 184.
- Amphimixis** : 23, 27, 100.
- Anthropologie** : 4-4, 452, 484 ; — des classes sociales : 187-199.
- Anthroposociologie** : 4, 484.
- Aptitudes, inégalité des** — : 7, 56, 60, 74, 91, 95-103, 117, 181, 201, 313, 367, 371 ; — chez les animaux : 52, 53 ; des masses : 87-94, 269, 314, 364, 369, 374, 476 ; des classes sociales : 116, 133, 394, 410, 412 ; courbes des aptitudes : 118, 387, 389 ; voir aussi qualités et instincts.
- Archiv f. Anthropologie**, Brunswick, 1896 : 235.
- Aristote** : 269.
- Aristocratie** : 10, 14, 16, 262, 349 ; — intellectuelle : 195, 197, 220-228, 290, 346, 482-490 ; ouvrière : 456.
- Armée** : 278-284, 305-315, 316-319, 459, 461, 468, 502.
- Armée de réserve de l'industrie** : 390, 493.
- Aryens** : 186, 216, 217, 235, 239.
- Assistance publique** : 391, 411, 420, 421.
- Associations coopératives** : 359, 365, 366 ; — rurales : 444-447 ; religieuses : 382.
- Atavisme (ou retours)** : 26, 131, 161, 171, 226.
- Avancement dans l'armée allemande** : 307, 309.
- Bachofen, Das Mutterrecht**, Stuttgart, 1861 : 43, 452.
- Baltzer (M.)**, *Ueber das Patriziat (Strassburger Studien, t. II)* : 193.

- Bebel (A.)** : 89, 171, 269, 281, 312, 372, 376, 377, 401, 440.
- Bellamy (E.)**, *Looking backward*, Leipzig, 1890. (trad. fr. : *En l'an 2000*, Paris, Dentu) : 362.
- Bismarck** : 159, 197, 265, 421, 426, 431.
- Blum (H.)** : 471.
- Boehmert (V.)**, statistique officielle du royaume de Saxe : 325, 439.
- Bourgeoisie** : 352 et suivantes.
- Bourses dans les établissements d'enseignement** : 451.
- Brachycéphales** : 197, 199, 218, 240, 249.
- Brehm** : 52, 54.
- Brentano (L.)**, *Ueber das Verhältniss von Arbeitslohn zur Arbeitsleistung*, Leipzig, 1893 : 383, 384, 393, 429.
- Buchenberger (H.)** : 441, 445.
- Candolle (de)**, *Histoire des Sciences et des Savants depuis deux siècles*, Genève-Bâle, 1885 : 140.
- Capital**, — isme, — istes : 193, 255, 320, 353; voir aussi *Accumulation* et *K. Marx*.
- Carlyle (Th.)**, *Les Héros* (trad. Izouler, Paris, Colin, 1890) ; *Latter-day-Pamphlets*, Londres, 1850; Œuvres diverses dans Coll. Tauchitz : 14, 15, 74, 154, 242, 269, 289.
- Castes dans l'Inde** : 217.
- Classes sociales** : 127, 129, 145, 148, 200, 260; anthropologie des — : 186-199; ascension des — inférieures : 214-216; disparition rapide des classes sociales supérieures : 208-219; solidarité des classes sociales : 71, 245.
- Closson (C.-C.)** : 15, 180, 413, 456.
- Collignon (R.)**, *Dordogne*, etc. (*Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*, 1893) : 318.
- Combinaisons**, principe de la théorie des — : 104-112; — des qualités : 112-123.
- Commerce** : 355-360.
- Concurrence** : 170, 361, 397.
- Congrès socialistes** : 282, 372, 373.
- Consanguins, mariages** — : 25, 134.
- Constitutionnalisme** : 288, 291.
- Corporations** : 353.
- Courant de population** : 199, 209.
- Courbe des aptitudes d'après Galton** : 118; — de la pyramide sociale : 121; — des revenus en Saxe : 178, 336; — d'une amélioration de revenu dans la classe ouvrière : 387; — du prolétariat : 389.
- Crédit** : organisation du crédit : 359, 444.
- Croisements** : 26, 27, 231.
- Darwin**, *Origine des espèces*, Londres, 1859 (trad. fr. de Barbier, Paris, Reinwald, 1887). — *De la variation des animaux et des plantes*, etc. Londres, 1868 (Trad. fr., Paris, Reinwald). — *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle*, Londres, 1871. — *L'expression des émotions chez l'homme et chez les animaux*, Londres, 1872 : VI, XI, 13, 16-20, 33, 37, 53, 125, 142, 404.
- Défense nationale**, intérêt de la classe ouvrière à la — : 278.
- Delbrück**, *Das Polentum* (*Preuss. Jahrb.*, t. II, 1894) : 282, 283.
- Descendance** : théorie de la — : 18, 19.
- Déterminants** : 22, 23, 113.
- Deurer (L.)**, *Die Studienergebnisse in den Grossh. Bad. Gymnasien*, Heidelberg, 1891 : 77.
- Différentiation** : 52, 56, 60, 61, 99, 244, 381, 388.
- Division par réduction** (ou segmentation) du Keimplasma (plasma germinatif) : 22, 26, 137; division du travail : 9, 56, 60, 99, 244, 245, 388, 472.
- Dolichocéphales** : 197, 199, 218, 238, 249.
- Droit au travail** : 391, 426.
- Ecoles**, comme instruments de sélection : 76-86, 148-155; voir aussi *Enseignement et éducation*.
- Ecoliers employés dans les usines** : 428.

- Economie politique**, son insuffisance en sociologie : 5-8
- Education** : 120, 135, 160, 197, 433 ; — des masses populaires, 197, 274, 275, 370.
- Egalité** : 473, 262, 299.
- Egoïsme** : 35, 36 ; voir aussi *Instincts et Qualités*.
- Emigration rurale** : 200-209 ; à l'étranger : 413, 502.
- Energie**, loi de la conservation de l' — : 158 ; accroissement de l' — vitale par une meilleure alimentation : 163, 400, 434.
- Erb (W.)**, *Ueber die wachsende Nervosität unserer Zeit*, Heidelberg, 1893 : 213.
- Etat futur** : 68, 171, 173, 362, 373, 470, 471, 498, 504.
- Facultés**, voir *Aptitudes et instincts*.
- Famille** : 42, 43, 379, 381, 391, 395, 401, 402, 427, 434.
- Flotte**, nécessité d'une — : 280, 425, 476, 502.
- Fonctionnaires** : 62, 64, 78, 79, 157-159, 292-304.
- Franklin (B.)** : 169.
- Fulda** : 69.
- Galton (Fr.)**, *Hereditary Genius*, 1869 ; *English Men of Science*, 1874 ; *Inquiries into human Faculty*, 1883 ; *Natural Inheritance*, 1889 : 13, 48-52, 116-123, 125, 133, 139, 141, 180, 241, 268, 284, 389, 394, 407, 408, 415.
- Gauss (K.-F.)**, *Theoria combinationis observationum erroribus minimis obnoxia*, Göttingue, 1823 et 1873 : 115, 180.
- Gebhardt (H.)**, *Zur bauerlichen Glaubens und Sittenlehre*, Gotha, 1885 : 435.
- Germaines** : 191, 192, 293, 464.
- Gneist (R. von)**, *Englische Verfassungsgeschichte*, Berlin, 1882 ; *Die nationale Rechtsidee von den Ständen und das preussische Klassenwahlsystem*, Berlin, 1894 : 188, 271.
- Gobineau**, *Essai sur l'inégalité des races humaines*, Paris, Didot, 1853 et 1884 : VI-XI, 190, 233, 234.
- Göhre (P.)**, *Drei Monate Fabrikarbeiter*, Leipzig, 1891 : 87, 402, 412.
- Goethe (W.)**, 139.
- Grégaire (instinct)** : 50, 53, 381.
- Grèves** : 419.
- Guerre** : 57 ; sélection par la — : 316-319 ; — franco-allemande : 59, 310, 317.
- Guerrini (D.)** : 319.
- Guillaume (I<sup>er</sup>)** : 426, 495 ; Guillaume II, 430.
- Haeckel**, *Histoire de la création des êtres organisés d'après les lois naturelles*, Paris, Reinwald ; *Anthropogénie*, 4<sup>e</sup> éd., Leipzig, 1891 : 33.
- Handwörterbuch der Staatswissenschaften**, édité par Conrad, etc. Léna, 1890 et suiv. : 179, 188, 411.
- Hansen (G.)**, *Die drei Bevölkerungstufen*, Munich, Lindauer, 1889 : 200-204.
- Hartmann (E. de)**, *Die sozialen Kernfragen*, Leipzig, 1896 ; *Das sittliche Bewusstsein*, Leipzig : 11, 154, 166, 243, 290, 375.
- Hecht (F.)**, *Die Fortschritte des deutschen Sparkassenwesens seit 1880*, Mannheim, 1894 : 426.
- Hegar (A.)**, *Der Geschlechtstrieb*, Stuttgart, 1894 : 402.
- Hérédité** : 18, 21, 22-28, 199 ; — des caractères acquis : 25, 27 ; — du génie et du talent : 136-141.
- Herkner (H.)**, *Die soziale Reform als Gebot des wirtschaftlichen Fortschritts*, Leipzig, 1891 ; *Die Arbeiterfrage*, Berlin, 1894 : 327, 505.
- Heyse (P.)** : 69.
- Hoenig (F.)**, *24 Stunden Moltkescher Strategie*, Berlin, 1891 : 311.
- Idéal social** : 62-65 ; idées fausses sur — : 66-72.
- Immigration rurale à la ville** : 201 et suiv. ; de l'étranger : 432.

- Indice céphalique** : XIV et suiv.
- Industrie**, liberté de l' — : 79, 353, 355 ; grande — : 356.
- Industriels** : 63, 67, 91, 159, 344, 363, 367, 497.
- Instincts** : 40, 240 ; — égoïstes : 35, 36 ; altruistes ou sociaux : 36, 97, 102, 184, 242 ; — innés : 150-152.
- Invasion intersticielle** : XV.
- Jastrow (J.)**, *Das Dreiklassenwahlsystem*, Berlin, 1894 : 272.
- Jhering (R. von)**, *Der Zweck im Recht*, Leipzig, 1877 : 33, 307, 334.
- Juifs** : XVI, 216, 248.
- Justice**, rôle sélectif de la — : 81, 82 ; — sociale : 461.
- Keimplasma** ou plasma germinatif : 22-28, 126, 162.
- Kidd (B.)**, *L'Évolution sociale*, trad. fr. par Lemonnier, Paris, Guillaumin : 13, 89, 174, 376, 397.
- Klein (E.)** : 471.
- Kohn** : 180.
- Kollmann (P.)**, *Armenstatistik (Handwörterbuch der Staatswiss.)* : 411.
- Lamarck (J.-P.)**, *Philosophie zoologique*, Paris, Savy, 1873 : 13.
- Laplace**, *Exposition du système du monde*, Paris, 1796 : 4.
- Lapouge (G. V. de)**, *Les Sélections sociales*, Paris, Fontemoing, 1896 ; *L'Aryen, son rôle social*, Paris, Fontemoing, 1899 : 12, 93, 229, 233, 236, 239, 410.
- Lassalle (F.)** : 265, 365.
- Lecky (W.-H.)**, *Democracy and Liberty*, Londres, 1896 : 289.
- Leroy-Beaulieu (P.)**, *L'influence de la civilisation sur le mouvement de la population (Economiste français, sept. 1890)* : 405, 406.
- Liebknecht** : 68, 269, 281, 284, 372, 421.
- Logements ouvriers** : 401-427.
- Lois de la vie et de la mort des nations** : 229, 240.
- Lombroso** : 134.
- Lorentzen (Th.)**, *Die Sozialdemokratie*, Kiel et Leipzig, 1896 : 367.
- Losch (H.)** : 429, 497.
- Lutte pour la vie** : 18, 29, 32, 34, 58, 59.
- Malthus (F.-R.)**, *Essai sur le principe de la population*, Paris, Guillaumin : 397-418.
- Mantegazza**, 410.
- Martin (R.)**, *Fleischpreise und Fleischverbrauch (Zeitschrift des K. Sächs. Statist. Bureaus)*, 1895 : 343.
- Marx (K.)**, *Das Kapital*, 3<sup>e</sup> éd. Hambourg, 1883 ; *Le Capital*, trad. Roy, Paris, 1875 : 320-350, 363, 376.
- Maurer (H.)**, *Ueber die Herkunft des Patriziats (Zeitschrift für Gesch. d. Oberrheins, nouv. sér., t. V)* : 193.
- Mayr (G. von)**, *Les Accidents du travail (Actes du Congrès intern. des accid. du trav., Milan, 1894)* : 483, 421.
- Métis** : 25, 188, 231, 239.
- Meyer (R.)**, *Einkommenstatistik (Handwört. d. Staatsw.)* : 179.
- Mill (J. Stuart)**, *Principes d'économie politique*, Paris, Guillaumin ; *Considerations on representative government*, Londres, Longman : 8.
- Minimum** indispensable à l'existence : 378.
- Mitthof**, *Die volkswirtschaftliche Verteilung* : 327.
- Morgan (L.-H.)**, *Ancient Society*, Londres, 1877 ; *Systems of Consanguinity and Affinity of the human Family (Smithsonian Contributions, Washington, 1871)* : 43.
- Natalité**, effets d'une — inégale : 30 ; excédent de la — rurale : 200 ; excédent de la — urbaine : 205 ; — chez les ouvriers : 207, 400, 402, 405, 407, 414 ; diminution de la — en France : 216, 412, 415, 416, 494.
- Naumann** : 482.
- Nietzsche (Fr.)** : 71, 234, 235, 239.

- Noblesse** : 58, 134, 188, 190, 193, 308.
- Oettingen (A. von)**, *Moralstatistik*, 1887 : 167, 201.
- Organisation du crédit** : 359, 444; du travail : 375, 366; voir *Industriels*.
- Ouvriers** : 63, 196, 418, 423, 431; en Angleterre : 393, 456; en France : 457.
- Panamistes** : 267, 438.
- Panmixie** : 130-135, 196, 197, 248.
- Parlementarisme** : 67, 285, 288.
- Patriciat** : voir *Noblesse*.
- Paysans** : 63, 196, 197, 208, 209, 249, 433, 500, 501.
- Peez (A.)**, *Europa aus der Vogelperspektiv*, feuilleton dans *Allgem. Zeitung*, 1889 : 218, 459.
- Philippovich (E. von)**, *Auswanderung und Auswanderungspolitik in Deutschland*, Leipzig, 1892 : 413.
- Plasma germinatif**. Voir *Keimplasma* et *Weismann*.
- Probabilités, principes du calcul des** — : Voir *Combinaisons*.
- Professions, enquête sur les** — (*Berufszählung*) : 357.
- Proletariat** : 88, 93, 120, 196, 258, 282, 320, 322, 327, 352, 389, 407, 408, 435, 494.
- Propriété foncière** : 439; — payable par annuités : 436, 441.
- Puberté** : 463, 401 (note), 434.
- Pyramide sociale** : 121, 183, 330, 336.
- Qualités psychiques, complexité croissante des** — : 57, 58, 99; importance des — : 95; différenciation des — : 99-101; classification et répartition des — : 101-112, 113-123; latentes : 137, 246, 385, 435.
- Question sociale** : 73, 75, 216.
- Quételet (L.-A.-J.)**, *Lettres sur la théorie des probabilités*, Bruxelles, 1846 : 115, 405.
- Races, caractères morphologiques** : 187-199, 229-240; jaunes : 502.
- Referendum** : 287.
- Réformes sociales** : 256-259, 416-432, 453; — scolaires : 449-455, 504.
- Reibmayr (A.)**, *Die Ehe Tuberkuloser*, Leipzig et Vienne, 1894 : 206.
- Revenus en Saxe** : 168; statistique des — : 177, 325; courbe des — : 178.
- Révolution française, ses conséquences** : 172.
- Ribot (Th.)**, *L'hérédité psychologique*, Paris, Alcan, 5<sup>e</sup> édition : 140.
- Richter (E.)**, *Sozialdemokratische Zukunftsbilder*, Berlin, 1891 : 157.
- Riehl (W.-H.)**, *Naturgeschichte des Volkes*, Stuttgart, 1854-55 : 262, 442.
- Ripley (Z.-W.)**, *The Races of Europe*, Londres. Trübner, 1899 : 15.
- Risley (W.-Z.)**, *The Study of Ethnology in India (Journ. anthr. Inst. of Gr. Brit., fev. 1891)* : 217.
- Rivista Militare Italiana** : 319.
- Roth von Schreckenstein**, *Das Patriziat in den deutschen Städten*, Fribourg et Tübingue, 1887 : 189, 190.
- Rothschild** : 350.
- Rousseau (J.-J.)** : 243, 244.
- Ruraux, populations rurales, leur rôle social** : 200-209, 433-448.
- Russie, Russes** : 239, 460-467.
- Salaires, élévation des** — : 383-389, 399, 428, 500; courbe des — : 387.
- Schaeffle**, *Bau- und Leben des sozialen Körpers*, 4 vol., Tübingue, 1874-1878 : 10, 11, 288.
- Schall**, *Die Sozialdemokratie*, Berlin, 1893 : 482.
- Schippel (Max)**, *Das moderne Elend und die Uebervölkerung*, 1883 et 1888 : 324, 344.
- Schmoller (G.)**, *Verhandlungen des Vereins für Sozialpol.*, Leipzig, 1887 : 436, 441; *Das Wesen der Arbeitsleistung (Jahrbuch. f. Gesetzgeb., etc., 1890)* : 72; *Der deutsche Beamtenstaat, v. XVI b. XVIII Jahr. (Jahrbuch., 1894)* : 292, 350.
- Schröder (R.)**, *Lehrbuch der deutschen*

- Rechtsgeschichte*, Leipzig, 1889 : 187, 189.
- Schulte (Dr J.-F.)**, *Lehrbuch der deutschen Reichs- und Rechtsgeschichte* : 189, 190.
- Schulze-Delitzsch**, *Die Entwicklung d. Genossenschaftw. in Deutschland*, Berlin, 1870 : 359, 365.
- Schulze-Gävernitz (G. von)**, *Zum sozialen Frieden*, Leipzig, 1890 ; *Der Grossbetrieb*, Leipzig, 1892 ; *Th. Carlyles Welt. und Gesellschaftsanschauungen*, Berlin, 1894 : 242, 384.
- Seeck (O.)**, *Geschichte des Unterganges der Antiken Welt*, Berlin, 1894 : 236, 237, 317.
- Segmentation des cellules**. Voir *Division*.
- Sélection** : 24, 31, 32, 37, 59, 76, 77, 83-85, 199, 202, 230, 246, 303, 383, 399, 491 ; — par la guerre : 316 ; — sexuelle : 142-146.
- Serfs** : 188, 189.
- Sexuel (instinct)** : 401, 402.
- Simcox (E.)**, *Income and expenditure of the upper and middle classe since 1880 (Proceedings of the Industrial Remuneration Conference, Londres, 1885)* : 327.
- Singer** : 372.
- Smith (A.)**, *Inquiry into the nature and causes of the wealth of the nations*, Londres, Bohns library, 1887. Trad. fr. par Garnier, Paris, Guillaumin, 1880 : 7, 8, 279, 379.
- Socialisme** : 8, 9, 66, 371, 373, 430, 470. Voir *Etat futur*.
- Sociétés animales** : 39, 44, 45-48.
- Sombart**, article dans *Verein f. Sozialpol.*, Leipzig, 1887 : 441.
- Spencer, Herbert** : 13.
- Standart of Life** : 378.
- Stumm, grand industriel** : 67.
- Substances, accroissement des** — : 403.
- Südermann** : 69.
- Suffrage universel** : 254, 261, 265-277, 285, 430.
- Surmenage** : 212, 454.
- Travail**, voir *Division, droit, organisation industriels* : maximum d'heures de — : 427, 429.
- Urbaines, disparition des populations** — : 203-207.
- Usines transportées à la campagne** : 446, 447.
- Usure** : 444.
- Variabilité** : 18, 1.
- Virchow** : 235.
- Voigt (A.)**, *Die organisation des Kleingewerbes (Zeitschrift f. d. gesamte Staatswiss., Tübingue, 1895)* : 358.
- Vollmar** : 269, 440.
- Vorster (J.)**, *Der Sozialismus der Gebildeten Stände* : 70, 483.
- Wahle (H.)**, *Die naturwiss. Maske d. Sozialdemokratie*, Magdebourg, 1894 : 60.
- Waitz (G.)**, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, Kiel, 1880 : 187, 189.
- Wallace (A.-R.)** : 404.
- Weber (Max)**, *Die Verhältnisse der Landarbeiter im ostelbischen Deutschland (Verein f. Sozialpol., Leipzig, 1892)* : 440.
- Weismann (A.)**, *Verschiedene Schriften*, Iéna, Fischer, 1882-1896. *Essais sur l'hérédité* (trad. fr. de Varigny), Paris, Reinwald, 1892 : 21, 126, 131, 137.
- Westermark (E.)**, *Origine du mariage dans l'espèce humaine*, Paris, Guillaumin, 1898 : 43.
- Wolf (J.)**, *System der Sozialpolitik*, Stuttgart, 1892 : 5, 6, 70, 197, 326.
- Ziegler (H.-E.)**, *Die Naturwissenschaft und die sozialdemokratische Theorie*, Stuttgart, 1893 : 12, 40, 43, 57, 204, 316, 401, 406.

## TABLE DES FIGURES

---

	Pages.
Graphique de la fréquence des différents degrés des aptitudes humaines, d'après Galton .....	118
Véritable forme de la pyramide sociale.....	121
Graphique de la répartition des revenus en Saxe (1890).....	178
Graphique de la répartition des revenus en Saxe (1879 et 1890).....	336
Graphique d'une amélioration des revenus ouvriers .....	387
Graphique des catégories du prolétariat .....	389

---